

Conseil d'administration du mardi 12 mars 2024

Numéro	Objet de la délibération	Page
D2024-03-01-ins	Approbation procès-verbal du 17 octobre 2023	2
D2024-03-02-ins	Approbation procès-verbal du 28 novembre 2023	16
D2024-03-03-ins	Approbation procès-verbal du 19 décembre 2023	28
D2024-03-04-fin	Compte financier de l'établissement pour l'exercice 2023	45
D2024-03-05-rh	Montant et contingent de la prime individuelle (C3) prévue dans le cadre du régime indemnitaire des enseignants-chercheurs (RIPEC)	178
D2024-03-06-rh	Modification des lignes directrices de gestion (LDG) relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs	179
D2024-03-07-rh	Charte télétravail	188
D2024-03-08-ins	Rapport d'exécution du plan relatif à l'égalité femmes-hommes	210
D2024-03-09-ins	Rapport d'exécution du schéma directeur handicap	215
D2024-03-10-ins	Bilan du plan de sobriété hiver 2022-2023	229
D2024-03-11-ins	Arrêté fixant l'organisation des services centraux	230
D2024-03-12-ins	Nouveaux statuts de l'UFR "Lettres et Civilisations"	233
D2024-03-13-ins	Election du bureau	240
D2024-03-14-fin	Tarifs des tickets cinéma	242
D2024-03-15-acc	Convention 2024-02-G-020 FSDIE stage Corse	244
D2024-03-16-acc	Convention SGRI Ain Shams DU licence droit	248
D2024-03-17-acc	Convention SGRI Ain Shams master droit	270
D2024-03-18-acc	Conventions pour information	286



CONSEIL D'ADMINISTRATION

12 mars 2024

Délibération n° D2024-03-01-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le procès-verbal du conseil d'administration du 17 octobre 2023.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	27
✓ Nombre de voix contre :	2
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**

Gilles BONNET

PROCÈS-VERBAL

Séance plénière du conseil d'administration du 17 octobre 2023

Les membres du conseil d'administration (CA) de l'université Jean Moulin Lyon 3 se sont réunis le mardi 17 octobre 2023 à 14h30 en salle Caillemer et par visioconférence via Webex, sous la présidence de Monsieur Gilles BONNET, premier vice-président chargé du conseil d'administration, du pilotage et de la stratégie numérique, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Informations générales

Partie A

1. Motion proposée au vote du conseil d'administration à l'initiative du CSAE
2. Modifications statutaires
3. Rapport social unique 2023
4. Campagne d'emploi partie 1
5. Politique des déplacements professionnels
6. Seuil pour les ordres de recouvrement
7. Remise commerciale

Partie B

Organisation pédagogique

Actualisation du dispositif de l'UE « Engagement étudiant »

Utilisation du prénom d'usage : protocole à la rentrée 2023

Calendrier des fêtes religieuses 2023-2024

Ouverture de la mention « Droit et activités du numérique » à la faculté de Droit

Modification du calendrier universitaire étudiant à la faculté de Philosophie

Modifications de la maquette du DU TREE à la faculté de Philosophie

Bonifications pour le collège Lettres-Histoire à la faculté des Lettres et Civilisations

Tables de correspondance (IAE, faculté des Langues et faculté des Lettres et Civilisations)

Points relatifs au SGRI : règles d'attribution des bourses de mobilité de stage, liste des formations « Etudes en France »



Questions financières

Taux de rémunération des intervenants 2023-2024 (FC3)

Tarifs de rémunération dérogatoire des enseignants pour les formations non diplômantes 2023-2024 (faculté de Droit)

Convention pour approbation

Partie C

Conventions pour information

Questions diverses

ÉTAIENT PRÉSENTS

Collège A des professeurs : BENNAFLA Karine, BONNET Gilles, CARPANO Éric, DEUMIER Pascale, LEDENTU Marie

Collège B des autres enseignants : BISCAY Myriam, CORNIC Sylvain, HERNANDEZ MARZAL Belen, JOBERT Vanina, ROBERT Loïc

Collège des BIATS : GODINEAU Guillaume, SALMI Rachid, DIOP Megueye

Collège des étudiants : CAYRE-BIDEAU Barthélémy, CHABOUD Alexandre, LAURENT Calixte, LAGHMADI Rita

Collège des personnalités extérieures : CRABOUILLET Justine, LONGUEVAL Jean-Michel

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Collège A des professeurs : GIRARD Pierre par LEDENTU Marie, HOURS Bernard par BONNET Gilles, VINOT Didier par LEDENTU Marie

Collège B des autres enseignants : ABRAVANEL-JOLLY Sabine par CORNIC Sylvain, DESSINGES Catherine par CORNIC Sylvain, NEMOZ-RAJOT Quentin par HERNANDEZ MARZAL Belen

Collège des BIATS : SOY Séverine par JOBERT Vanina

Collège des personnalités extérieures : JAKUBOWICZ Alain par HERNANDEZ MARZAL Belen, ROBIN Bénédicte par CARPANO Éric, LORENTZ-POINSOT Valérie par CARPANO Éric

ÉTAIENT INVITÉS ET PRÉSENTS

BONINCHI Marc, directeur de cabinet – CARTIER Aurore, directrice des bibliothèques universitaires – DELPLA Isabelle, vice-présidente chargée de la recherche – EDOUARD Sylvène, doyenne de la faculté des Lettres et Civilisations – FERRARI-BREEUR Christine, vice-présidente chargée des affaires sociales et de la qualité de vie au travail – GAUTHIEZ Bernard, vice-président chargé de la transition écologique – GERVASONI Véronique, cheffe de cabinet du président – GONTIER Thierry, doyen de la faculté de Philosophie – GOUT Olivier, doyen de la faculté de Droit – JOBERT Manuel, vice-président chargé de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie – KLIQUA Naïl, vice-président étudiant – KRIEF Nathalie, vice-présidente chargée de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle – LE NAOUR Laurent, agent comptable – MARMOZ Franck, vice-président chargé des finances et du patrimoine – MARTINI Alessandro, doyen de la faculté des Langues – PASCAL Christophe, vice-président chargé de la formation professionnelle, des partenariats et des relations entreprises – JACOB Déborah, représentante de M. le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes – VILES Mathieu, directeur général des services.

ASSISTAIENT ÉGALEMENT

Pascale PERRET, responsable du pôle affaires institutionnelles au sein du service des affaires juridiques, générales et des archives (SAJGA) et Émilie PERRIN, membre du SAJGA.

Le présent procès-verbal a été rédigé par Émilie PERRIN.

Pascale PERRET procède à l'appel. Le quorum étant atteint, le vice-président en charge du conseil d'administration, **Gilles BONNET**, ouvre la séance à 14h35.

Partie A – 1. Motion proposée au vote du conseil d'administration à l'initiative du CSAE

M. BONNET indique au Conseil d'Administration que cette motion a été examinée et adoptée en comité social d'administration d'établissement (CSAE) le 03 octobre 2023.

M. BONINCHI rappelle le contexte dans lequel s'inscrit cette motion et indique que lors du dernier conseil d'administration (CA), la difficulté pour l'université de financer les différentes mesures de soutien au pouvoir d'achat annoncées par l'État avait été soulignée. Ces mesures n'étant pas intégralement ou directement compensées par l'État, il paraissait souhaitable que les membres du CA puissent manifester leur mécontentement sur ce point. Il précise que le texte proposé au CA par le CSAE est directement inspiré d'une motion votée par l'université de Paris 1.

En l'absence de question, il est procédé au vote.

La motion à l'initiative du CSAE est adoptée à la majorité des membres par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	24
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstentions :	5

Partie A – 2. Modifications statutaires

M. BONNET indique que le projet de modifications statutaires a été mené en collaboration avec les composantes et qu'il a pour mission de simplifier et fluidifier les interactions entre les différents services. Cela constitue une procédure d'amélioration continue afin de répondre notamment à des observations faites par le Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur).

M. VILES détaille le travail de mise à jour statutaire des structures internes dont les objectifs sont la mise en conformité de l'établissement avec la réglementation mais également l'accès à plus de lisibilité et de cohérence pour l'organigramme institutionnel de Lyon 3. Il apparaissait nécessaire de clarifier la nature juridique des structures internes afin d'éviter certaines confusions traduites dans le règlement intérieur et les statuts. C'est aussi l'aboutissement d'un projet déjà inclus dans le projet d'établissement 2016-2020, qui souhaitait transformer les services généraux en directions.

Il poursuit en citant le rapprochement du service d'action culturelle et sociale (SACSO) dans le périmètre d'une DRH modernisée, les modifications statutaires de la FC3 (Formation Professionnelle Continue pour les Langues, Lettres et Philosophie) et du service de santé étudiant. Tout cela procède d'une nécessité juridique mais constitue également une opportunité à saisir afin de repenser l'offre de ces services communs.

S'agissant de l'Institut International pour la Francophonie (2IF), il souligne que contrairement à ce que pourrait laisser penser son intitulé, 2IF n'est pas un institut interne au sens du code de l'éducation et que par ailleurs il n'avait pas réellement trouvé sa place en tant que composante au sein de l'organigramme institutionnel de l'université. Il ajoute que 2IF est une marque connue et reconnue et qu'il convient de la conserver au sein d'une structure avec un fonctionnement institutionnel plus adapté aux missions qui lui sont confiées.

M. VILES conclut en indiquant que ce projet de modifications statutaires a fait l'objet d'une consultation préalable en CSAE et en conseil académique plénier et qu'il a reçu un avis favorable devant ces deux instances.

Mme DEUMIER demande ce que change concrètement la transformation d'un service général en direction.

M. VILES répond que le rattachement hiérarchique est alors modifié. Il explique que les directions sont sous l'autorité hiérarchique du directeur général des services et sous l'autorité fonctionnelle des vice-présidents (VP) concernés alors que les services généraux sont uniquement sous l'autorité des VP.

Mme DELPLA relève un point important concernant la dénomination des services et leur visibilité. Elle explique que dans le réseau des VP et des directeurs de recherche, l'université Lyon 3 était quasiment la seule à avoir conservé l'appellation SGR (service général de la recherche) alors que les autres établissements ont opté pour l'appellation DRED (direction de la recherche et des études doctorales). Elle se réjouit de ce changement d'appellation de SGR en DRED qui améliorera la visibilité des études doctorales et qui s'aligne sur les autres établissements.

Mme LEDENTU demande sur quels points exactement l'avis favorable du CAC plénier a été rendu car tous les documents n'ont pas été présentés lors de cette instance et notamment ceux qui concernent l'évolution de la FC3.

M. VILES répond que l'avis du CAC plénier a été sollicité uniquement sur la modification statutaire de 2IF car il ne peut être consulté que sur les composantes, conformément à la réglementation. L'avis du CSAE a lui été rendu sur l'ensemble des modifications statutaires présentées ce jour en CA.

Mme LEDENTU s'interroge sur l'élargissement du périmètre d'action de la FC3 et notamment sur ses nouvelles missions concernant les formations en alternance avec la mention de « professionnalisation » ajoutée dans son intitulé. Les formations en alternance étant gérées

auparavant par les composantes, la FC3 deviendrait alors le service de formation continue de toute l'université. Elle s'interroge sur la raison d'être et sur les motivations de cette extension. Mme LEDENTU demande si des consultations ont eu lieu avec l'ensemble des composantes et notamment avec le conseil de la FC3. Elle aimerait savoir comment tout cela s'articule avec la Direction de l'Innovation et du Développement (DID) et leur pôle Formation professionnelle de l'université. La lecture du projet de modifications statutaires de la FC3 traduit pour elle une volonté de centralisation du pilotage de la politique de formation continue et elle souhaite des précisions sur ce point.

M. VILES rappelle qu'en matière de formation continue, le code de l'éducation prévoit que le domaine de la formation continue peut être exercé par les composantes, par un service commun ou par les deux. Le choix de Lyon 3 a été de faire cohabiter un service commun et des compétences propres aux composantes. Il indique que les composantes conservent l'initiative en matière de formation continue et d'alternance mais qu'elles peuvent trouver un service d'appui et de veille au sein de la FC3.

Il explique que le pôle formation professionnelle de la DID a vocation à être intégré dans un service commun de formation continue selon la réglementation en vigueur.

Mme LEDENTU demande si la FC3 absorbera par conséquence le pôle formation professionnelle de la DID avec ses personnels.

M. VILES répond que l'organigramme de l'établissement doit prioritairement être en cohérence avec la réglementation et qu'ensuite le travail interne de restructuration des services sera effectué.

M. CARPANO complète en indiquant qu'il n'est pas question de déposséder les composantes du travail sur la formation continue. Cela fonctionne très bien pour l'IAE, la faculté de Droit ou l'IUT mais pour certaines composantes comme les Lettres, les Langues ou la Philosophie, un appui plus spécifique est nécessaire.

Il ajoute que la formation continue fait partie du modèle économique de l'établissement avec le développement de la formation tout au long de la vie et que les modifications statutaires avec la mention de « professionnalisation » dans l'intitulé vont dans ce sens.

Mme LEDENTU ne comprend pas pourquoi le conseil de la FC3 doit émettre un avis sur la politique de formation continue y compris pour les formations en alternance alors qu'un avis est déjà rendu en CFVU par exemple. Elle se demande si cela ne va pas engendrer une superposition ou un risque de doublons au niveau des décisions.

M. VILES répond que l'apprentissage relevant de la formation initiale n'est pas le seul outil de formation en alternance et que la formation professionnelle via le contrat de professionnalisation fait aussi partie de la formation continue.

Mme LEDENTU s'interroge sur le processus de concertation mis en place avec les doyens, les directeurs et le service de la FC3 qui a découvert tardivement le projet de modifications statutaires.

M. VILES répond que les doyens ont été informés du projet en Bureau simultanément avec le lancement des opérations.

Mme LEDENTU insiste sur l'importance de la concertation et non seulement de l'information.

M. BONNET précise que lorsque l'on parle d'information aux doyens, il ne s'agit pas seulement de les informer sur un élément mais bien de leur soumettre. On parle donc bien de concertation, ce qui est nécessaire sur de tels enjeux.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

Mme PERRET rappelle les modalités spécifiques de vote concernant les modifications statutaires. Elle indique qu'une majorité absolue des membres en exercice au CA est requise pour l'adoption de la délibération.

Mme LEDENTU demande un vote à bulletin secret.

Les modifications statutaires sont adoptées à la majorité absolue des membres en exercice par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	20
✓ Nombre de voix contre :	4
✓ Nombre d'abstentions :	5

Partie A – 3. Rapport social unique 2023

M. BONNET rappelle que le rapport social unique (RSU) 2023 est un tableau de bord essentiel qui rend compte de la situation des ressources humaines de l'université à un moment précis. Il ajoute que ce document a précédemment fait l'objet d'un examen en CSAE.

Mme FERRARI-BREEUR précise que le RSU est composé d'indicateurs réglementaires fixés par le ministère mais également d'indicateurs en lien avec la politique RH de l'établissement. C'est un outil de connaissances partagées qui permet d'avoir une photographie de la situation de l'ensemble des personnels à un moment donné. Elle poursuit en indiquant l'effort en termes de politique indemnitaire réalisé par l'établissement notamment grâce au travail mené lors de la conférence sociale.

Elle met également en lumière le travail de M. Guyomar'ch et Mme Dubouloz-Monet sur la sensibilisation et l'aide à la reconnaissance des personnels en situation de handicap (RQTH) ainsi que l'organisation de concours réservés à ces personnels.

Enfin, elle souligne la volonté de l'établissement d'améliorer la qualité de vie au travail de ses agents, en facilitant par exemple les conditions d'accès au télétravail.

Mme FERRARI-BREEUR conclut en rappelant que le RSU n'est pas seulement un bilan mais également un outil important pour l'amélioration continue de la qualité de vie au travail.

Mme PERICHON présente le RSU 2023 qui est un document annuel réalisé par le Pôle Amélioration de la Qualité et Appui au Pilotage (PAQAP) et basé sur des données sociales.

Elle explique que ce document, une fois voté par le CA, sera rendu public. Il est constitué de données issues des applications de gestion de l'établissement (SIHAM, GDM, etc.) et de tableaux de suivi.

Mme PERICHON expose les différentes données statistiques qui illustrent la situation de l'ensemble des personnels de l'université (les statuts, l'ancienneté, le temps de travail, le plafond d'emploi, le taux d'encadrement, la masse salariale et l'action sociale).

Mme LEDENTU remarque une difficulté de lecture dans le document concernant l'avancement de grades et le changement de corps d'enseignants-chercheurs en maîtres de conférences (MCF) suite à un repyramidage.

M. BONNET remercie Mme Ledentu de sa remarque et indique qu'effectivement le repyramidage permet aux MCF de devenir professeurs des universités et non l'inverse. C'est une erreur de rédaction qui sera corrigée dans la version définitive du document.

Mme Karine Bennafla quitte la séance et donne procuration à Mme Vanina Jobert.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

Le rapport social unique 2023 est adopté à l'unanimité des membres par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	29
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 4. Campagne d'emploi partie 1

M. BONNET précise que c'est une première phase de la campagne d'emploi qui est présentée ce jour aux administrateurs et que la campagne principale est en cours d'élaboration. En effet, les besoins des composantes et des services qui ont été formulés sont en cours d'examen et les arbitrages seront rendus au mois de novembre 2023.

Mme FERRARI-BREEUR indique que l'établissement est soumis au calendrier fixé par le rectorat pour un certain type de recrutement et qu'une première partie est donc présentée de manière anticipée. Elle précise que les quatre postes du second degré ouverts au recrutement sont liés à des flux et qu'ils ont été renouvelés à l'identique en raison des besoins qui sont pérennes.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

La campagne d'emploi partie 1 est adoptée à l'unanimité des membres par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	29
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 5. Politique des déplacements professionnels

M. BONNET explique qu'il s'agit d'adapter progressivement et en concertation le fonctionnement de l'université aux enjeux de la transition écologique, ceci conformément au projet d'établissement.

M. GAUTHIEZ présente la proposition de modification de la délibération du 24 mai 2022 sur les conditions de prise en charge des frais de transport des personnels. Dans un contexte de prise de conscience de l'impact écologique des mobilités en matière d'émissions de gaz à effet de serre, il est important d'évaluer non plus seulement le coût financier mais également le coût écologique des déplacements professionnels et de sensibiliser sur ce point. Il est proposé que le transport ferroviaire soit favorisé par rapport au transport aérien au-delà de ce qu'impose le décret ministériel. Désormais, la première classe sera proposée aux agents pour tout trajet excédant 4h en train pour un aller, 6h pour un aller-retour effectué dans la journée.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

La politique des déplacements professionnels est adoptée à l'unanimité des membres par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	29
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 6. Seuil pour les ordres de recouvrement

M. LE NAOUR présente le projet d'une définition d'un seuil minimal pour les ordres de mise en recouvrement des factures. Il précise que dans le secteur public local, l'existence d'un tel seuil existe depuis 2017 et qu'il permet ainsi de limiter l'émission des titres de recettes aux factures d'un montant minimal de 15 euros. Le but d'une telle mesure est de limiter les coûts de traitement et de faciliter la prise en charge de ces factures par les services. Néanmoins, cette

disposition n'avait pas de déclinaison au sein des organismes relevant du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, entraînant la facturation dès le premier euro pour les services de l'université. L'alinéa 2 de l'article 192 du décret 2023-144 du 1^{er} mars 2023 introduit désormais cette possibilité. En tenant compte des coûts de traitement et des difficultés de recouvrement de l'établissement, il est proposé de fixer un seuil de 15 euros en deçà duquel il n'y aura pas d'émission de facture.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

Le seuil pour les ordres de recouvrement est adopté à l'unanimité des membres par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	29
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 7. Remise commerciale

M. LE NAOUR présente la demande de remise commerciale aux administrateurs.

M. Jean-Michel Longueval quitte la salle.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

La remise commerciale est adoptée à l'unanimité des membres par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	28
✓ Nombre de voix pour :	28
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie B – 1. Organisation pédagogique

M. BONNET présente les différents points déjà examinés et votés en CFVU du 26 septembre 2023 : l'actualisation du dispositif de l'UE « Engagement étudiant » ; l'utilisation du prénom d'usage (protocole de la rentrée 2023) ; le calendrier des fêtes religieuses 2023-2024 ; l'ouverture de la mention « Droit et activités du numérique » à la faculté de Droit ; la modification du calendrier universitaire étudiant à la faculté de Philosophie ; les modifications

de la maquette du DU TREE à la faculté de Philosophie ; les bonifications pour le collège Lettres-Histoire à la faculté des Lettres et Civilisations ; les tables de correspondance (IAE, faculté des Langues et faculté des Lettres et Civilisations) et les points relatifs au SGRI (règles d'attribution des bourses de mobilité de stage, liste des formations « Études en France »).

En l'absence de questions, M. BONNET passe au point suivant.

Partie B – 2. Questions financières

M. BONNET présente les deux points afférents aux questions financières : les taux de rémunération des intervenants 2023-2024 (FC3) et les tarifs de rémunération dérogatoire des enseignants à la faculté de Droit.

En l'absence de questions, M. BONNET passe au point suivant.

Partie B – 3. Convention pour approbation

M. BONNET présente la convention pour approbation qui concerne un groupement de commandes portant sur des prestations complémentaires de santé.

M. Jean-Michel Longueval revient dans la salle.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

L'ensemble des points de la partie B (organisation pédagogique, questions financières et convention pour approbation) est approuvé à l'unanimité des membres par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 29 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 29 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 0 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

Partie C – 1. Conventions pour information

M. BONNET présente les 26 conventions et les 6 avenants pour information.

En l'absence de questions, M. BONNET propose de passer aux questions diverses.

Questions diverses

Mme LEDENTU demande si des mesures particulières vont être prises au sein de l'université compte tenu de l'activation du niveau le plus élevé du plan Vigipirate. Elle relève que dans un mois auront lieu les élections des étudiants aux conseils de composantes.

M. BONNET répond qu'un ensemble de dispositifs a été mis en place afin de traduire localement les mesures nationales. Il laisse la parole à M. VILES afin que celui-ci précise ces différentes mesures.

M. VILES indique que ces mesures vont être prochainement communiquées aux usagers et aux personnels de l'université. La première mesure qui a été prise est le renforcement des équipes pour assurer la sécurité et le contrôle visuel à l'entrée des bâtiments. Il ne peut y avoir d'opération de filtrage systématique au regard des flux importants d'étudiants et il est impératif d'éviter de gros rassemblements. Des contrôles aléatoires sont donc privilégiés et une grande vigilance est de mise concernant les bagages abandonnés. Des consignes seront transmises aux usagers afin qu'ils évitent d'apporter des bagages dans l'établissement car souvent ceux-ci sont oubliés à la BU par exemple et il faut alors procéder à une évacuation des lieux. Par ailleurs, une vigilance particulière sera accordée à la présence de tags ou graffitis problématiques au sein de l'enceinte universitaire.

Mme LEDENTU constate que les distributeurs de produits d'hygiène se vident très rapidement et demande si l'université a les moyens pour soutenir la cadence sur le long terme.

M. BONNET répond que cette première vague avait été anticipée et que l'université a bien les ressources pour alimenter ces distributeurs. Ce démarrage à haute intensité démontre que les distributeurs répondent à un vrai besoin lié à une précarité étudiante malheureusement bien présente. Pour la mise en place des distributeurs, l'université a bénéficié d'une base financière solide avec un apport de 20 000 euros de la CVEC de Lyon 3 auquel il faut ajouter 20 000 euros de la CVEC du Crous. Il indique qu'un travail est en cours pour une évolution du modèle économique avec notamment l'apport de partenaires privés, afin d'assurer la pérennité du dispositif.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, M. BONNET propose de clore la séance.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

17 octobre 2023

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance est levée à 16H26.

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique

Gilles BONNET

Délibération n° D2024-03-02-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le procès-verbal du conseil d'administration du 28 novembre 2023.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	27
✓ Nombre de voix contre :	2
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET



PROCÈS-VERBAL

Séance plénière du conseil d'administration du 28 novembre 2023

Les membres du conseil d'administration (CA) de l'université Jean Moulin Lyon 3 se sont réunis le mardi 28 novembre 2023 à 14h30 en salle Caillemer et par visioconférence via Webex, sous la présidence de Monsieur Gilles BONNET, premier vice-président chargé du conseil d'administration, du pilotage et de la stratégie numérique, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Informations générales

Partie A

1. Approbation du procès-verbal du CA du 19 septembre 2023
2. Campagne d'emploi partie 2
3. Politique des déplacements professionnels
4. Admissions en non-valeur et remises commerciales

Partie B

Organisation pédagogique

Points relatifs au SGRI : calendrier de candidature des étudiants étrangers non-européens et droits d'inscription différenciés

Point relatif à l'IAE : tarifs de la formation professionnelle FC et alternance (DU, DN et certificats)

Point relatif à la faculté de Droit : création du DU « droit des procédures » et tarifs d'inscription

Conventions pour approbation

Partie C

Conventions pour information

Questions diverses

ÉTAIENT PRÉSENTS

Collège A des professeurs : BENNAFLA Karine, BONNET Gilles, CARPANO Éric, GIRARD Pierre, LEDENTU Marie, VINOT Didier

Collège B des autres enseignants : BISCAY Myriam, CORNIC Sylvain, HERNANDEZ MARZAL Belen, JOBERT Vanina, NEMOZ-RAJOT Quentin

Collège des BIATS : DIOP Megueye, GODINEAU Guillaume, SALMI Rachid, SOY Séverine

Collège des étudiants : CHABOUD Alexandre, GRANDJON Antoine

Collège des personnalités extérieures : LONGUEVAL Jean-Michel

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Collège A des professeurs : DEUMIER Pascale par CARPANO Eric

Collège B des autres enseignants : ABRAVANEL-JOLLY Sabine par CORNIC Sylvain, DESSINGES Catherine par LEDENTU Marie, ROBERT Loïc par JOBERT Vanina

Collège des étudiants : NIEPCERON Jean-Arnaud par SALMI Rachid

Collège des personnalités extérieures : CRABOUILLET Justine par BONNET Gilles, BARBIERI Laurent par HERNANDEZ MARZAL Belen, ROBIN Bénédicte par CARPANO Éric, LORENTZ-POINSOT Valérie par BONNET Gilles

ÉTAIENT INVITÉS ET PRÉSENTS

BONINCHI Marc, directeur de cabinet – CARTIER Aurore, directrice des bibliothèques universitaires – CHAMARD Caroline, vice-doyenne de la faculté de Droit – DELPLA Isabelle, vice-présidente chargée de la recherche – EDOUARD Sylvène, doyenne de la faculté des Lettres et Civilisations – FERRARI-BREEUR Christine, vice-présidente chargée des affaires sociales et de la qualité de vie au travail – GAUTHIEZ Bernard, vice-président chargé de la transition écologique – GERVASONI Véronique, cheffe de cabinet du président – GONTIER Thierry, doyen de la faculté de Philosophie – GOUT Olivier, doyen de la faculté de Droit – JOBERT Manuel, vice-président chargé de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie – KLIQUA Nail, vice-président étudiant – KRIEF Nathalie, vice-présidente chargée de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle – LE NAOUR Laurent, agent comptable – MARMOZ Franck, vice-président chargé des finances et du patrimoine – MARTINI Alessandro, doyen de la faculté des Langues – PASCAL Christophe, vice-président chargé de la formation professionnelle, des partenariats et des relations entreprises – JACOB Déborah, représentante de M. le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes – VILES Mathieu, directeur général des services.

ASSISTAIENT ÉGALEMENT

Pascale PERRET, responsable du pôle affaires institutionnelles au sein du service des affaires juridiques, générales et des archives (SAJGA) et Émilie PERRIN, membre du SAJGA.

Le présent procès-verbal a été rédigé par Émilie PERRIN.

Pascale PERRET procède à l'appel. Le quorum étant atteint, le vice-président en charge du conseil d'administration, **Gilles BONNET**, ouvre la séance à 14h40.

Partie A – 1. Approbation du procès-verbal du CA du 19 septembre 2023

M. BONNET introduit le procès-verbal du CA du 19 septembre 2023.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

Le procès-verbal du CA du 19 septembre 2023 est approuvé à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	26
✓ Nombre de voix pour :	26
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 2. Campagne d'emploi partie 2

M. BONNET rappelle que la première partie de la campagne d'emploi qui concernait les enseignants du second degré a été présentée aux administrateurs le 17 octobre 2023. La deuxième partie de la campagne d'emploi, présentée ce jour, est axée sur les emplois des enseignants-chercheurs. Les différents services et composantes de l'université ont été invités à exprimer leurs besoins en termes de ressources humaines lors du dialogue budgétaire des COSMOs (conférences d'orientations stratégiques et de moyens), et des échanges plus spécifiques avec les doyens et directeurs ont eu lieu en amont des arbitrages finaux. Il précise que cette seconde partie de la campagne d'emploi a fait l'objet d'une présentation en CSAE le 14 novembre 2023 et en conseil académique le 28 novembre 2023.

Mme FERRARI-BREEUR indique qu'une correction a été apportée dans l'intitulé du poste n°3 PR IAE section 06 et 27 qui est reformulé comme ceci : « management digital et data science ». Elle tient à souligner le renouvellement total des flux et la création de trois nouveaux postes (deux postes de professeurs et un poste de maître de conférences). Des arbitrages ont été faits mais elle précise que les demandes non satisfaites pour cette année pourront l'être

ultérieurement avec notamment de plus amples consultations et un approfondissement des projets. L'établissement a fait le choix de soutenir les composantes ayant un taux d'encadrement particulièrement faible afin d'améliorer la situation des étudiants et de soutenir les composantes dans leur recherche de labellisation. Un soutien particulier a également été apporté à l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) afin de combler des besoins liés à la mise en place du Bachelor Universitaire de Technologie (BUT).

M. CARPANO poursuit en soulignant le paradoxe qui frappe des composantes qui ont un niveau d'attractivité élevé mais un taux d'encadrement trop faible, comme la faculté de Droit ou l'Institut d'administration des entreprises (IAE). Un travail de réflexion est mené afin de répondre à ces besoins en mobilisant notamment des supports de postes non utilisés et en attribuant des postes à l'agrégation pour l'IAE. Concernant l'IUT, il était important d'affecter des moyens pour soutenir la réforme du BUT. M. CARPANO explique que l'université dispose des moyens financiers pour soutenir le taux d'encadrement mais qu'elle reste sous-dotée en termes de supports de postes attribués par l'État. Le plafond d'emplois est trop contraignant et il indique que l'établissement va engager une discussion avec le rectorat et l'État afin de l'augmenter, ce qui permettrait d'ouvrir de nouveaux postes.

Mme LEDENTU aimerait connaître le nombre de demandes de créations de postes qui n'ont pas pu être satisfaites afin d'avoir une vision pluriannuelle des arbitrages.

M. CARPANO répond qu'il y a eu trois demandes de créations de postes à la faculté de Droit, trois à l'IAE, deux à l'IUT, une en faculté des Lettres et Civilisations, une en faculté de Philosophie et cinq à la faculté des Langues. Il ajoute qu'une demande de flux a été formulée à la faculté des Lettres et Civilisations mais qu'elle a été temporisée dans l'attente d'une précision sur la réorganisation de la filière information-communication.

Mme LEDENTU demande quel support a été libéré concernant un flux sur un poste de PR en 23^{ème} section de géographie.

M. BONNET répond qu'il s'agit d'un départ à venir.

Mme LEDENTU aimerait savoir si les échanges entre l'université et le rectorat concernant le relèvement du plafond d'emplois, évoqués lors d'un précédent CA, ont pu aboutir à une évolution de la situation.

M. VILES répond que l'évolution porte principalement sur la possibilité pour l'établissement de supporter des emplois permanents sur le plafond 2. Cela constitue une dérogation accordée aux universités en tant qu'opérateurs de l'État qui n'était pas autorisée auparavant.

M. CARPANO ajoute que l'université pourrait financer la création de postes de titulaires et avoir une campagne d'emploi plus ambitieuse mais que les supports de postes manquent. Une discussion avec l'État est en effet à approfondir sur la possibilité de bascule des supports du plafond 1 sur le plafond 2 qui pourraient alors être financés par les ressources de l'université. La mise en disponibilité immobilise également des supports de postes et la régulation des délais pourrait être un levier pour ouvrir des postes au recrutement.

M. Guillaume GODINEAU quitte la salle.

Mme Séverine SOY se connecte.

M. VINOT demande si un assouplissement est envisageable afin qu'un poste en disponibilité ou en détachement puisse être ouvert sur une création de poste. Il s'interroge aussi sur les possibilités offertes par la loi qui ne seraient pas totalement exploitées par l'université pour pallier le manque de postes.

M. CARPANO répond que l'établissement pourrait en théorie prendre un peu plus de risques sur les postes en détachement mais qu'une marge de sécurité est indispensable si jamais plusieurs personnels devaient revenir au même moment sur leurs postes.

Concernant les variables d'ajustement sur la politique d'emploi, il indique que les universités ont chacune leur pratique. Une réflexion est en cours sur la possibilité de raisonner en termes de masse salariale plutôt qu'en numéros de postes. M. VILES est actuellement en discussion avec les directeurs généraux des services (DGS) d'autres universités pour une concertation sur les différents modèles existants.

Mme FERRARI-BREEUR précise que les compensations financières du Ministère ne sont pas les mêmes selon que les emplois sont issus du plafond 1 ou du plafond 2.

M. CARPANO ajoute que les compensations partielles de l'État pour les mesures nationales de revalorisation sociale ou de compensation du point d'indice ne valent que pour le plafond 1. Par ailleurs, l'université doit également puiser dans ses ressources propres pour compléter le financement lors d'une création de poste.

Mme CHAMARD remercie l'université pour la création d'un poste de professeur en faculté de Droit. Elle fait part des freins pour la promotion des maîtres de conférences en faculté de Droit dans le cadre du repyramidage. La composante souhaite donc plus de postes à la mutation pour soutenir et promouvoir les maîtres de conférences investis à la faculté de Droit.

Mme CHAMARD s'interroge sur le refus de la présidence d'avoir recours à des enseignants contractuels ou des contrats LRU pour pallier des besoins temporaires ou transitoires.

M. CARPANO précise qu'une dernière session est prévue pour le repyramidage et qu'une évolution à la marge est possible après discussions avec les doyens et directeurs. Une alternative est également envisageable à travers les concours afin que des maîtres de conférences deviennent professeurs des universités.

Concernant le recours à des contrats LRU, il pense que cela peut créer une rupture dans l'unité du corps des enseignants-chercheurs. Il considère cela comme une solution de facilité qui augmenterait la précarité des enseignants.

Mme CHAMARD précise que la faculté de Droit envisageait des contrats LRU seulement sur des demi-postes ou des besoins transitoires que l'on ne peut pourvoir par des recrutements pérennes. Le recours à des contractuels serait pour la faculté un outil de souplesse.

M. CARPANO entend l'argument mais souhaite conserver une position cohérente quant à l'unité du corps des enseignants-chercheurs et reste attaché au rôle et à l'avis du Conseil national des universités (CNU).

M. BONNET ajoute qu'il est important d'avoir une réflexion à l'échelle de l'université et pas seulement à la lumière des caractéristiques propres d'une composante. Accorder ces pratiques à une composante serait l'accorder à toutes et aurait pour répercussion de transformer en profondeur le mode de recrutement de l'université avec le risque de précariser les enseignants.

M. CARPANO réaffirme le choix de la gouvernance de fournir un effort de financement sur les postes pérennes plutôt que sur des emplois précaires.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

La campagne d'emploi 2024 partie 2 est approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	26
✓ Nombre de voix pour :	26
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 3. Politique des déplacements professionnels

M. BONNET rappelle que lors du précédent CA, les administrateurs ont amendé la délibération qui régit les déplacements professionnels au sein de l'université, en mettant notamment l'accent sur le transport ferroviaire moins émetteur de gaz à effet de serre que l'avion. Cette amélioration sera prochainement déclinée spécifiquement pour les missions de recherche dans le cadre d'une charte sur les mobilités responsables qui sera présentée en Commission Recherche (CR). Il ajoute que cette approche qualitative se doit d'être complétée par une approche plus quantitative à la suite d'évolutions réglementaires qui tendent à modifier le montant des indemnités de missions.

M. MARMOZ présente le projet de délibération qui a pour objectifs la clarification, l'harmonisation et la revalorisation de la politique des déplacements professionnels. Il s'agit de réunir en un seul document l'ensemble des dispositifs relatifs aux déplacements et frais de missions mais aussi de réaffirmer une politique de l'université plus favorable que les textes nationaux, ce qui est rendu possible par la bonne santé financière de l'établissement. Il poursuit en expliquant la nécessité d'harmoniser les frais de missions CNU et hors CNU afin d'encourager et de soutenir les enseignants investis dans ces missions. Concernant les vacataires extérieurs, il fallait également que les frais de déplacement mais aussi d'hébergement puissent faire l'objet d'un bon de commande. Il conclut avec la revalorisation de la politique des déplacements professionnels et l'augmentation du taux de remboursement des frais qui dépassent le seuil prévu par les textes nationaux. Ceci répond à la nécessité de garantir le rayonnement national et international des membres de l'université dans un contexte d'inflation et de tarifs hôteliers élevés notamment en région parisienne et dans les grandes métropoles.

M. Guillaume GODINEAU revient dans la salle.

M. VILES complète cette présentation en rappelant le contexte d'évolution du cadre national avec la politique de soutien au pouvoir d'achat. Il souligne que les mesures budgétaires sur les frais de déplacements présentées aux administrateurs ne font l'objet d'aucune compensation financière par l'État. Il indique que cela résulte d'un travail en lien avec les

services gestionnaires de missions et les composantes afin d'identifier les points d'amélioration concernant la prise en charge des frais. Il fallait remédier au frein que représentaient les frais de déplacements à Paris pour certains collègues, notamment dans le cadre de leurs missions au CNU. L'accueil d'intervenants extérieurs à l'université (conférenciers ou jurys de thèses) a également été amélioré avec la possibilité d'établir un bon de commande valable pour leurs frais de déplacements mais également pour l'hébergement alors qu'ils devaient auparavant avancer leurs frais d'hébergement. Il ajoute que les dérogations du CA sur la politique de déplacements professionnels font l'objet d'une limitation dans le temps (deux années), ce qui semble raisonnable pour permettre une visibilité sur les déplacements à venir et sur le contexte d'inflation et de tension des frais d'hébergement, notamment en région parisienne.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

La politique des déplacements professionnels est approuvée à l'unanimité par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 27 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 27 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 0 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

Partie A – 4. Admissions en non-valeur et remises commerciales

M. LE NAOUR présente les demandes d'admissions en non-valeur et les remises commerciales.

M. VINOT souhaite savoir si une base de données est établie pour identifier les entreprises qui émettent des demandes de remises commerciales.

M. LE NAOUR répond qu'aucune liste n'est établie mais que les composantes disposent de tous les éléments concernant les demandes de remises commerciales et ont donc connaissance des entreprises problématiques.

M. CARPANO s'interroge sur l'existence d'une récurrence pour certaines entreprises.

M. LE NAOUR répond qu'il n'y a pas de récurrence à sa connaissance et que par ailleurs le nombre de demandes de remises commerciales est relativement réduit.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

La demande d'admission en non-valeur d'un montant de 3210 euros (n° facture 210051044) est approuvée par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 27 |
| ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non-valeur : | 26 |
| ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non-valeur : | 1 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

La demande d'admission en non-valeur d'un montant de 6500 euros (n° facture 210044711) est approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non-valeur : 26
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non-valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstention : 0

La demande d'admission en non-valeur d'un montant de 8000 euros (n° facture 210041074) est approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non-valeur : 26
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non-valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstention : 0

La demande d'admission en non-valeur d'un montant de 4200 euros (n° facture 210059947) est approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non-valeur : 26
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non-valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstention : 0

La demande de remise commerciale d'un montant de 5400 euros (n° facture 210060136) est rejetée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur de la demande de remise commerciale : 1
- ✓ Nombre de voix contre la demande de remise commerciale : 26
- ✓ Nombre d'abstention : 0

La demande de remise commerciale d'un montant de 4200 euros (n° facture 210060134) est rejetée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur de la demande de remise commerciale : 1
- ✓ Nombre de voix contre la demande de remise commerciale : 26
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie B – 1. Organisation pédagogique

M. BONNET présente les différents points déjà examinés et votés en CFVU le 14 novembre 2023 : points relatifs au SGRI (calendrier de candidature des étudiants étrangers non-européens et droits d'inscriptions différenciés) ; point relatif à l'IAE (tarifs de la formation professionnelle FC et alternance DU, DN et certificats) ; point relatif à la faculté de Droit (création du DU « droit des procédures » et tarifs d'inscription).

Partie B – 2. Convention pour approbation

M. BONNET présente les deux conventions pour approbation : un avenant à la convention portant création de la Fondation de l'Université Jean Moulin et une convention de subvention annuelle entre le ministère de la Culture et l'Institut International pour la Francophonie (2IF).

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

L'ensemble des points de la partie B (organisation pédagogique et conventions pour approbation) est approuvé à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	26
✓ Nombre de voix pour :	26
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie C – 1. Conventions pour information

M. BONNET présente les 65 conventions et les 12 avenants pour information qui par leur nombre conséquent reflètent l'activité et le dynamisme de l'université.

En l'absence de questions, M. BONNET propose de passer aux questions diverses.

Questions diverses

Mme LEDENTU indique que la présidence de l'université Lyon 2 sollicite depuis le mois de septembre ses doyens et directeurs de composantes au sujet des COMP (contrats d'objectifs, de moyens et de performances). Elle demande ce qu'il en est pour Lyon 3.

M. BONNET rappelle que le COMP est une nouvelle modalité de contractualisation avec le ministère qui vient compléter le contrat quinquennal. Le COMP a été préparé par le « dialogue de performances » avec le rectorat, avec pour but la projection de l'établissements sur les trois prochaines années et l'identification de six objectifs en lien avec le contrat quinquennal, pour ainsi formuler des demandes de financements sur certaines actions ponctuelles qui permettraient d'atteindre ces objectifs. Il ajoute que le COMP remplacera probablement à terme le contrat quinquennal mais que nous sommes actuellement dans une phase transitoire. M. BONNET précise que la partie commune au site lyonnais et la partie relevant de l'établissement du contrat quinquennal ainsi que le COMP seront présentés prochainement en CSAE et en CA. Le COMP a par ailleurs déjà fait l'objet de discussions en Bureau des doyens et directeurs de composantes. Il précise que sur les six objectifs du COMP, cinq sont imposés par l'État car ils relèvent de politiques publiques prioritaires. L'objectif poursuivi est d'établir une cohérence entre le projet d'établissement, les recommandations du Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) et le contrat quinquennal. Le calendrier est très serré et contraint car une première version du COMP doit être livrée au rectorat le 15 décembre 2023 et une version finalisée au ministère le 12 janvier 2024. Il propose de faire un point d'information sur le COMP aux administrateurs lors d'un prochain CA.

Mme LEDENTU demande s'il est possible d'avoir un bilan du plan de sobriété énergétique 2022-2023 de l'université au prochain CA.

M. MARMOZ répond pour sa part qu'il y aura un focus sur la consommation d'énergie lors de la présentation du budget de l'établissement au prochain CA.

Mme LEDENTU s'interroge sur la validation et l'élaboration de la vidéo de promotion pour l'opération « Take Care » qu'elle trouve caricaturale quant à l'image qu'elle renvoie des étudiants. Elle estime que la vidéo ne s'accorde pas vraiment avec le slogan de l'université pour cette année qui est « l'exigence en partage ».

M. BONNET propose aux étudiants présents au CA de s'exprimer.

M. CHABOUD répond qu'il n'a pas eu de retours négatifs de la part des étudiants sur cette vidéo.

M. BONNET indique que la vidéo a été élaborée par le service de la communication, à sa demande. Elle a été plébiscitée sur internet et a permis à l'université d'être sélectionnée pour la finale du « Challenge Inclusion » de la Fondation APICIL. Il rappelle que le dispositif « Take Care » doit trouver des partenaires pour bénéficier de mécénat et de sponsoring. Il entend la remarque de Mme LEDENTU mais ne partage pas son opinion. Il souligne que les retours sur cette vidéo sont majoritairement positifs.

M. CARPANO ajoute que la vidéo est le fruit d'une commande réalisée dans un laps de temps limité et que son ton léger et humoristique a permis d'être bien classé. Il indique par ailleurs

que le laboratoire Boiron a d'ores et déjà fait un don de produits à l'université, ce qui est très positif au regard de l'objectif de recherche de partenaires sur ce projet.

Mme CHAMARD interroge le président sur la possibilité d'une réouverture des missions au Liban au vu de l'implication de la faculté de Droit en termes de diplôme dans ce pays et la demande de certains étudiants pour une mobilité.

M. CARPANO répond que la gouvernance est en lien avec le ministère des Affaires étrangères et qu'un principe de précaution s'applique. Il n'y a pas de changement de doctrine pour le moment compte tenu de l'instabilité de la région.

Mme CHAMARD demande s'il faut annuler les mobilités des étudiants prévues au Liban pour la fin du mois de janvier 2024. Elle précise qu'elles sont en suspens pour le moment.

M. VILES explique qu'actuellement, il est impossible d'apporter des garanties aux étudiants qui souhaitent partir au Liban. À court terme, il ne paraît pas envisageable de prendre des risques qui iraient à contre-courant des recommandations gouvernementales.


M. VINOT demande des éléments concernant l'attribution de la prime RIPEC C3 pour les enseignants et enseignants-chercheurs et souhaiterait disposer d'un ratio entre les demandes et les attributions afin de mesurer le degré d'insatisfaction. Il demande si un bilan global avec des éléments pluriannuels peut être présenté lors d'un prochain CA.

M. CARPANO répond qu'il y a eu une augmentation de 50% d'attribution des primes C3 grâce à la mobilisation des fonds propres de l'université. Il rappelle que la procédure d'attribution a évolué et que des ratios ont été appliqués pour une meilleure répartition. Il mesure l'importance de la revalorisation de carrière et souligne que l'université est sur une bonne trajectoire afin d'augmenter les attributions de primes C3.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, M. BONNET propose de clore la séance.

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance est levée à 16h25

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-03-03-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le procès-verbal du conseil d'administration du 19 décembre 2023.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	27
✓ Nombre de voix contre :	2
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

PROCÈS-VERBAL

Séance plénière du conseil d'administration du 19 décembre 2023

Les membres du conseil d'administration (CA) de l'université Jean Moulin Lyon 3 se sont réunis le mardi 19 décembre 2023 à 14h30 en salle Caillemer et par visioconférence via Webex, sous la présidence de Monsieur Gilles BONNET, premier vice-président chargé du conseil d'administration, du pilotage et de la stratégie numérique, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Informations générales

Partie A

1. Budget rectificatif n°3 de 2023
2. Budget initial 2024
3. Projet annuel de performances 2024
4. Campagne d'emploi : partie 3 (BIATS) et additionnel EC
5. Répartition par disciplines des possibilités de promotion interne au corps des professeurs d'université au bénéfice des maîtres de conférences (repyramidage LPR 2024)
6. Modifications des statuts de la CADH
7. Modification de la délégation de compétences du CA au président

Partie B

Questions financières

Procédures d'achat pour les marchés de fournitures, de services et de travaux

Transfert de l'actif de la Comue vers l'université à l'issue de l'opération Plan Campus

Transfert de l'actif et du passif de la Comue vers l'université à l'issue de l'opération Plan Campus

Protocole transactionnel

Organisation pédagogique

Parcoursup 2024 : attendus, critères et capacités d'accueil

Mon Master 2024 : attendus, critères et capacités d'accueil

Projets « Tremplin » 2024 (SGRI)

Convention pour approbation



CONSEIL D'ADMINISTRATION

19 décembre 2023

Partie C

Conventions pour information

Arrêtés d'interdiction d'accès aux locaux et de suspension de fonctions

Questions diverses

ÉTAIENT PRÉSENTS

Collège A des professeurs : BENNAFLA Karine, BONNET Gilles, CARPANO Éric, DEUMIER Pascale, GIRARD Pierre, HOURS Bernard, LEDENTU Marie

Collège B des autres enseignants : ABRAVANEL-JOLLY Sabine, BISCAY Myriam, CORNIC Sylvain, HERNANDEZ MARZAL Belen, JOBERT Vanina, NEMOZ-RAJOT Quentin, ROBERT Loïc

Collège des BIATS : GODINEAU Guillaume, SALMI Rachid

Collège des étudiants : LAGHMADI Rita, GRANDJON Louis-Antoine, NIEPCERON Jean-Arnaud, POURRET Louis

Collège des personnalités extérieures : CRABOUILLET Justine, LONGUEVAL Jean-Michel

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Collège A des professeurs : VINOT Didier par LEDENTU Marie

Collège B des autres enseignants : DESSINGES Catherine par LEDENTU Marie

Collège des BIATS : DIOP Megueye par SALMI Rachid, SOY Séverine par JOBERT Vanina

Collège des étudiants : CHABOUD Alexandre par GRANDJON Louis-Antoine

Collège des personnalités extérieures : BARBIERI Laurent par CARPANO Éric, ROBIN Bénédicte par BONNET Gilles, LORENTZ-POINSOT Valérie par CARPANO Éric

ÉTAIENT INVITÉS ET PRÉSENTS

BONINCHI Marc, directeur de cabinet, COUTANT Lucie, vice-présidente étudiante, CHALUS Marie-Christine, directrice de l'IAE, DELPLA Isabelle, vice-présidente chargée de la recherche, EDOUARD Sylvène, doyenne de la faculté des Lettres et Civilisations, FABRE Armelle, adjointe à la directrice des affaires financières et des achats, FERRARI-BREEUR Christine, vice-présidente chargée des affaires sociales et de la qualité de vie au travail, GAUTHIEZ Bernard, vice-président chargé de la transition écologique, GERVASONI Véronique, cheffe de cabinet du président, GONTIER Thierry, doyen de la faculté de Philosophie, GOUT Olivier, doyen de la faculté de Droit, GUILLAUME Marie, directrice de l'immobilier et de la logistique, JOBERT Manuel, vice-président chargé de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie, KLIQUA Naïl, vice-président étudiant, KRIEF Nathalie, vice-présidente chargée de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle, LE NAOUR Laurent, agent comptable, MARMOZ Franck, vice-président chargé des finances et du patrimoine, MARTINI Alessandro, doyen de la faculté des Langues, PASCAL Christophe, vice-président chargé de la formation professionnelle, des partenariats et des relations entreprises, PLESTAN Hervé, représentant de M. le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, TRAVARD Jérôme, directeur de l'IUT, VILES Mathieu, directeur général des services.

ASSISTAIENT ÉGALEMENT

Pascale PERRET, responsable du pôle affaires institutionnelles au sein du service des affaires juridiques, générales et des archives (SAJGA) et Émilie PERRIN, membre du SAJGA.

Le présent procès-verbal a été rédigé par Émilie PERRIN.

Pascale PERRET procède à l'appel. Le quorum étant atteint, le vice-président en charge du conseil d'administration, **Gilles BONNET**, ouvre la séance à 14h32.

Informations générales

M. CARPANO tient à informer les administrateurs de la tenue d'un conseil d'administration (CA) de l'Université Française en Arménie le 15 décembre 2023 où il a demandé, en concertation avec M. l'Ambassadeur de France en Arménie, le vote d'une fermeture provisoire de l'établissement suite à une étude qui a révélé des défauts de structure graves sur le bâtiment. Il rappelle que Lyon 3 assure le pilotage pédagogique de cette université depuis plus d'une vingtaine d'années en délivrant notamment des doubles diplômes en droit et en gestion. Il précise que cet établissement possède un statut de fondation de droit privé en Arménie mais qu'il exerce sous la responsabilité et la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche ainsi que du Ministère de l'Intérieur français.

Le président indique que le Ministère de l'Enseignement Supérieur arménien conteste la demande de fermeture et a décidé de maintenir l'établissement ouvert tant que le gouvernement arménien ne procède pas à sa propre étude. Jusqu'à nouvel ordre, les missions en Arménie sont donc suspendues. M. CARPANO indique par ailleurs avoir sollicité le gouvernement français afin d'accélérer le processus de relocalisation dans des bâtiments dignes d'accueillir les étudiants.

M. CARPANO refera un point lors d'un prochain CA en fonction des informations à sa disposition.

M. BONNET souhaite préciser le contexte académique dans lequel s'ancre le budget de l'université Lyon 3 qui sera voté lors de la séance, en présentant les différents documents de contractualisation tels que le contrat quinquennal 2022-2026 et le COMP 2024-2026 (contrat d'objectifs, de moyens et de performances). Ces documents traduisent les choix politiques et stratégiques de l'établissement et permettent d'apporter des éclairages sur les arbitrages pris par la gouvernance. Le COMP est un document qui a pour objectif la demande de financements supplémentaires (environ 2 millions d'euros sur 3 ans) et le contrat quinquennal est à l'image du projet d'établissement tout en apportant des réponses aux recommandations du HCERES (Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Le contrat quinquennal comporte un volet commun à l'UDL (Université de Lyon) et un volet spécifique à Lyon 3. Le COMP, lui, repose sur six objectifs dont cinq sont imposés par le ministère. L'objectif « signature » de l'université, le sixième, concerne « l'accessibilité, l'inclusion et le handicap ».

M. BONNET détaille le calendrier institutionnel de présentation et de validation dans les différentes instances de ces documents stratégiques avec comme aboutissement les votes du contrat quinquennal en CA le 30 janvier 2024 et celui du COMP en CA, en principe le 02 juillet 2024.

Il précise qu'il ne décrira pas tous les objectifs qui se déclinent chacun en 2-3 actions, mais en dira l'esprit général : la gouvernance veut utiliser le COMP, certes pour améliorer le pilotage

de l'établissement, comme cela est demandé, mais en améliorant en même temps les conditions de travail des personnels en charge des dossiers les plus lourds dans l'université : c'est pourquoi les trois quarts des demandes concernent des renforts RH, pour monter par exemple une cellule de pilotage de la formation par la donnée, ou établir un tableau de bord centralisant les divers indicateurs de la TE, etc. Il s'agit également d'incarner les valeurs qui sont au cœur du projet d'établissement en des actions ponctuelles et concrètes (cellule de veille anti-décrochage ; mission dédiée à l'accompagnement au logement, etc.)

Partie A – 1. Budget rectificatif n°3 2023

M. MARMOZ présente le budget rectificatif (BR) n°3 de l'année 2023 en rappelant le calendrier et la finalité des différents BR. Le BR3 est le constat de crédits non consommés ou reprogrammés et le réajustement de recettes. Il indique que l'année n'étant pas tout à fait terminée, il reste des éléments encore à prendre à compte qui ne figurent pas dans le BR3 transmis aux administrateurs.

Il résulte du BR3 2023 une diminution des autorisations d'engagement ainsi qu'une augmentation des recettes et donc une amélioration sensible du solde budgétaire. Des dépenses ont effectivement été déprogrammées car les prévisions étaient surestimées. Le solde des recettes s'élève à 750 000 euros. Ce constat est néanmoins nuancé par la baisse des recettes liées à la taxe d'apprentissage.

Il souligne que la confiance des gestionnaires dans le travail des services financiers permet la déprogrammation de dépenses, un affinage du pilotage budgétaire et un abondement du fonds de roulement. Il ajoute qu'une marge de manœuvre est prévue dans le budget pour assurer le financement de la masse salariale.

Ce BR3 se traduit par une nette amélioration du compte de résultats, ce qui permet d'augmenter la capacité d'autofinancement de l'établissement. Il ne comporte pas de choix politiques mais est le constat des dépenses et recettes de l'établissement.

Dans les prochains jours, le budget sera clôturé, puis le compte financier sera présenté aux administrateurs lors du CA du mois de mars 2024.

M. MARMOZ remercie l'ensemble des services qui ont participé à l'élaboration de ce BR3.

M. BONNET se joint à ces remerciements et souligne le rôle important de coordination de M. VILES (directeur général des services).

Jean-Michel LONGUEVAL se déconnecte.

En l'absence de question, il est procédé au vote.

Le budget rectificatif n°3 2023 est approuvé par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 29 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 28 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 1 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

Partie A – 2. Budget initial 2024

M. BONNET explique que la note ordonnateur transmise pour le BI 2024 aux administrateurs décrit une méthode de travail mais aussi des orientations stratégiques mises en œuvre qui justifient que les moyens soient ainsi mobilisés.

M. MARMOZ remercie le rectorat pour la transmission de son avis sur le BI 2024 de Lyon 3 qui permet d'apporter une garantie de confiance aux administrateurs.

Il présente le BI 2024 en citant les différents aléas qui impacteront ce budget comme par exemple le COMP, dont les sommes allouées à l'établissement ne sont pas encore connues, la possible compensation par l'État de la baisse de la taxe d'apprentissage, le coût du plan Vigipirate renforcé et le taux de compensation par l'État des différentes mesures sociales. Le but est d'élaborer le budget en protégeant l'université de ces différents aléas ou événements incertains. Il souligne l'amélioration du processus d'élaboration du budget qu'a permise la bonne coordination des COSMO (conférences d'orientations stratégiques et de moyens), de la campagne d'emplois et de la soutenabilité de l'offre de formation. Les discussions avec les différentes composantes se sont également avérées fructueuses afin de mieux évaluer leurs dépenses et leurs recettes.

Il poursuit en détaillant les chiffres des dépenses et recettes du BI 2023 et 2024 (masse salariale, fonctionnement, investissement) tout en distinguant les opérations pluriannuelles et annuelles. En reprenant les chiffres depuis 2019, M. MARMOZ montre que le solde budgétaire est toujours négatif en prévisionnel mais toujours positif en exécution. Il aborde ensuite les différentes recettes de l'université et notamment la principale qui est la subvention pour charges de service public allouée par l'Etat, par ailleurs en augmentation. Les recettes de la formation continue sont importantes, qui permettent de réduire légèrement la dépendance de l'établissement vis-à-vis de l'État.

M. MARMOZ indique que les investissements financés par l'établissement sur ses fonds propres sont en augmentation depuis 2019, ce qui traduit une bonne santé financière et une capacité d'autofinancement importante. L'université est notamment en mesure de financer ses projets immobiliers jusqu'en 2030.

M. CARPANO remercie M. MARMOZ pour sa présentation complète et pédagogique. Il tient à préciser que la situation financière de l'université est excellente mais il rappelle dans le même temps la sous-dotation historique et structurelle de l'établissement qui affecte le taux d'encadrement de l'établissement. Il informe les membres du CA qu'une demande sera renouvelée auprès du ministère afin d'augmenter le plafond d'emplois saturé à 100%, qui a pour conséquence une dégradation importante des conditions de travail des personnels administratifs et des enseignants-chercheurs.

Mme COUTANT tient à souligner le sous-financement de l'université par l'État qui a un impact significatif sur la qualité de vie des étudiants avec une gestion des salles et des emplois du temps parfois difficile.

M. CARPANO partage cette opinion et précise que le taux d'occupation des salles à la Manufacture est de 120%.

Mme LEDENTU demande si des prélèvements auront lieu sur le fonds de roulement de l'université et si cela a été pris en compte dans l'élaboration du BI 2024.

M. MARMOZ répond qu'il ne dispose pas pour le moment d'indications budgétaires qui se traduiraient par des prélèvements sur le fonds de roulement de l'université. Il ajoute que le projet pluriannuel d'investissements permet de financer intégralement les projets immobiliers de Lyon 3.

M. CARPANO complète en affirmant que les prélèvements sur les fonds de roulement des universités ne sont plus d'actualité mais le fait que certaines mesures RH soient financées directement par le fonds de roulement de l'université revient *in fine* pour l'État à puiser dans les ressources de celle-ci.

Jean-Michel LONGUEVAL se reconnecte.

Pierre GIRARD se déconnecte et donne procuration à Sylvain CORNIC.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

Le budget initial 2024 est approuvé par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 30 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 21 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 1 |
| ✓ Nombre d'abstentions : | 8 |

Partie A – 3. Projet annuel de performances 2024

M. VILES rappelle le cadre juridique et général du projet annuel de performances (PAP). Il précise que le PAP constitue une annexe du budget et qu'il s'inscrit dans le contexte de réalisation des COMP avec l'intégration de nouveaux indicateurs. Le PAP s'appuie sur des indicateurs nationaux mais également sur des indicateurs propres à l'établissement. Les thématiques abordées sont l'insertion professionnelle des diplômés, la formation continue, la réussite des étudiants, les actions du plan ambition recherche, la coopération internationale, les enjeux de pilotage de l'établissement sur sa politique documentaire et l'efficacité environnementale. Il souligne qu'une part importante du PAP est consacrée à la vie étudiante, en particulier dans le domaine social et sanitaire. Il poursuit en indiquant que l'année prochaine, le PAP sera présenté en prenant en compte la déclinaison des différents indicateurs du contrat quinquennal, du COMP mais aussi des nouvelles orientations en termes de pilotage des politiques publiques au niveau de l'établissement.

M. BONNET souligne que ce document est traditionnellement présenté comme un point distinct mais qu'il peut réglementairement être voté en même temps que le budget initial, comme le font d'autres établissements.

Mme LEDENTU demande quelle est la politique de l'université Lyon 3 concernant son implication dans les alliances européennes en nombre croissant au niveau de la recherche et de la formation.

M. JOBERT rappelle que l'université faisait partie du projet d'université européenne ARQUS dans la perspective de la fusion de l'Université de Lyon (UDL) qui a échoué. Lyon 3 est sortie d'ARQUS depuis et il était important de prendre le temps nécessaire pour trouver une alliance qui intéresserait les chercheurs et qui correspondrait aux orientations politiques de Lyon 3. Les propositions d'alliances reçues pour le moment n'ont pas été suffisamment satisfaisantes ou compatibles avec notre établissement.

M. CARPANO précise que l'université Lyon 3 n'est pas sortie volontairement d'ARQUS et que le projet a été récupéré par l'université Lyon 1.

Jean-Michel LONGUEVAL se déconnecte.

Guillaume GODINEAU se déconnecte et donne procuration à Gilles BONNET.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

Le projet annuel de performances 2024 est approuvé par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 29 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 24 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 0 |
| ✓ Nombre d'abstentions : | 5 |

Partie A – 4. Campagne d'emploi : partie 3 (BIATS) et additionnel EC

Mme FERRARI-BREEUR précise tout d'abord que cette troisième partie de la campagne d'emploi a été présentée en CSAE le 12 décembre 2023 et qu'elle a reçu un avis positif. Elle explique qu'un poste supplémentaire de maître de conférences pour l'IAE est ouvert au recrutement pour la campagne 2024 suite à la libération d'un poste au mois de décembre. Au vu des besoins de la composante, il était pertinent de faire un additionnel et de ne pas attendre la prochaine campagne d'emploi.

La troisième vague de cette campagne concerne l'ouverture de postes aux personnels BIATS (personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé). 20 postes sont ouverts par le biais de concours (4 en catégorie A, 6 en catégorie B et 10 en catégorie C). Elle tient à souligner le remplacement complet des flux puisqu'aucun gel de poste n'a été opéré, et une volonté de déprécarisation avec l'ouverture de 10 emplois en catégorie C afin d'augmenter le nombre de titulaires. Enfin, Mme FERRARI-BREEUR explique que les postes relevant du « pot commun » visent à augmenter les chances de conserver les contractuels travaillant à Lyon 3 en ne fléchissant pas les postes proposés.

M. SALMI demande comment se font les arbitrages et la ventilation des postes mis dans le pot commun.

Mme FERRARI-BREEUR répond qu'il n'y a pas d'arbitrage à ce niveau et que cela dépend de la réussite aux concours par les agents de Lyon 3. Elle rappelle par ailleurs que le Pôle Métiers et Formations assure une préparation de grande qualité aux concours de la fonction publique.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

La campagne d'emploi partie 3 est approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	29
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 5. Répartition par disciplines des possibilités de promotion interne au corps des professeurs d'université au bénéfice des maîtres de conférences (repyramidage LPR 2024)

M. BONINCHI rappelle que l'objectif est d'identifier les sections CNU dans lesquelles des possibilités de promotions seront offertes au titre du repyramidage. Le repyramidage est réservé aux maîtres de conférences de l'établissement dans certaines sections CNU afin d'augmenter la proportion des professeurs d'université au sein des enseignants-chercheurs et d'atteindre la cible de 40% fixée par le ministère. Deux possibilités de promotion sont cette année offertes en section 01 (droit privé et sciences criminelles) et une en section 06 (sciences de gestion). Il précise que ces arbitrages ont fait l'objet d'échanges et de discussions en Bureau des doyens et directeurs des composantes. Il souligne que la section du Droit possède un vivier important de candidats au repyramidage et que sa proportion de professeurs d'université est de seulement 35 %. Il était donc important d'ouvrir des postes pour la section 01 du CNU.

Mme LEDENTU demande quelles étaient les sections notifiées par le ministère.

M. CARPANO répond que ce sont les sections 05, 06, 11, 14, 15, 22, 27 et 71.

M. MARTINI espère qu'en vue d'une éventuelle cinquième campagne de repyramidage, la faculté des langues pourra recandidater car elle comporte des sections qui sont également en dessous de la cible fixée par le ministère.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

La répartition par disciplines des possibilités de promotion interne au corps des professeurs d'université au bénéfice des maîtres de conférences (repyramidage LPR 2024) est approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	29
✓ Nombre de voix pour :	29
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 6. Modifications des statuts de la CADH

M. BONNET rappelle que le rôle de la Cellule d'action contre les discriminations et le harcèlement (CADH) est d'accompagner, d'écouter et de conseiller les victimes. L'évolution de ses statuts a par ailleurs déjà été soumise en CSAE du 12 décembre 2023.

Mme JOBERT explique que les statuts de la CADH datent de 2019, au moment de la création de la cellule. Après quelques années de recul, il paraissait opportun d'apporter un certain nombre de modifications afin d'améliorer le fonctionnement actuel de la cellule. Une première modification est apportée dans l'intitulé proposé (« Cellule d'accompagnement contre les discriminations et le harcèlement »), afin de mettre en lumière l'action de conseil et d'orientation. Une autre modification apportée dans les projets de statuts est le remplacement du terme « étudiants » par « usagers » qui est moins excluant et qui pourra s'ouvrir aux stagiaires en formation continue par exemple. Elle ajoute que le changement majeur porte sur la structure de ce dispositif de signalement puisqu'est supprimée la cellule de surveillance, qui ne s'était réunie qu'une seule fois depuis 2019. La cellule opérationnelle (écoute et signalement) est seule conservée, pour plus de cohérence et d'efficacité. Mme Jobert apporte des précisions sur la composition de la cellule et précise que cette dernière vise à s'adapter à l'ordre du jour des séances mensuelles. Un psychologue du travail a par ailleurs été recruté et les nouveaux statuts permettent son intégration dans la composition de la cellule.

Mme COUTANT relève l'absence de permanences en présentiel de la CADH pour les étudiants et un manque de communication sur les actions de la cellule. Elle ajoute qu'un accompagnement psychologique des étudiants serait également nécessaire au sein de la cellule.

Mme JOBERT rejoint Mme COUTANT sur l'importance de la visibilité de la CADH auprès des étudiants. Un travail est en cours avec le service de la communication pour progresser dans ce sens et une page sur l'intranet des étudiants et des personnels sera dédiée à la cellule. Concernant une aide psychologique permanente auprès des étudiants, elle est pour le moment impossible à mettre en place pour des raisons de ressources humaines. Un système de saisine via une adresse mail reste disponible pour dénoncer des faits de discrimination ou de harcèlement. Elle ajoute qu'au sein de la COMUE de Lyon, un projet de création de centre de santé mentale destiné à l'ensemble des étudiants des établissements est en cours. Lorsque celui-ci sera créé, il sera opportun de fluidifier les relations de ce centre avec la CADH pour répondre à de réels besoins de soutien psychologique à destination des étudiants.

M. BONNET ajoute que dans le volet commun du contrat quinquennal porté par l'UDL, la possibilité est offerte de créer des projets communs aux établissements, accessibles à tous les étudiants du site.

Mme LEDENTU demande quelle est la procédure de nomination des membres de la CADH car ce n'est pas précisé dans les statuts.

Mme JOBERT répond que cela est volontaire et qu'il n'y a pas de nomination à proprement parler. La liste des membres proposée dans les nouveaux statuts est une liste es-qualités qui apporte de la souplesse afin de rester pérenne malgré les mouvements des personnels. Elle doit également garantir l'indépendance de la CADH vis-à-vis de la gouvernance car ce n'est pas le président qui nomme ses membres.

Mme LEDENTU aimerait connaître les raisons pour lesquelles la cellule de surveillance ne s'est réunie qu'une seule fois depuis la création de la CADH.

Mme JOBERT explique que cela s'explique par la crise sanitaire du Covid mais aussi par le flou réglementaire des anciens statuts concernant la nomination des membres étudiants et que cela n'a pas permis de réunir la cellule de manière valide.

Mme LEDENTU revient sur le changement d'intitulé de la CADH avec le remplacement du terme « action » par « accompagnement ». Cela lui paraît dommageable et donne l'impression que la volonté d'agir est mise en retrait.

Mme JOBERT répond que la volonté de l'établissement est évidemment d'agir mais que cela dépasse le cadre de la CADH. La cellule n'est pas le seul canal de signalement concernant les discriminations et le harcèlement. Les sections disciplinaires et le conseil des correspondants aux égalités ou les organisations syndicales remplissent également ce rôle d'action.

M. NIEPCERON s'interroge sur l'indépendance de la CADH dans le cas d'un signalement concernant un membre de la gouvernance par exemple car un certain nombre de vice-présidents (VP) ou responsables de services siègent au sein de la cellule. Il demande également la raison pour laquelle les étudiants ne seraient pas représentés à la CADH.

Mme JOBERT répond que les membres de la cellule signent une charte qui leur impose la confidentialité et le déport en cas de conflit d'intérêt. Elle ajoute qu'il y a également une possibilité d'externalisation ou de dépaysement de la procédure si elle devait viser un VP par exemple. Enfin, elle rappelle qu'il n'y a pas d'enjeu de représentativité à la CADH ni pour les étudiants ni pour l'ensemble des personnels.

M. SALMI revient sur l'importance de l'indépendance de la CADH vis-à-vis de la gouvernance de l'université pour que la parole puisse pleinement se libérer et pour protéger les personnels victimes de harcèlement. Pour lui, l'enquête doit absolument être dépaycée s'il y a un conflit d'intérêt.

M. BONINCHI rappelle que le rôle de la CADH n'est ni de juger ni d'instruire mais bien de conseiller et d'orienter. Les sections disciplinaires qui remplissent ce rôle sont quant à elles extrêmement cadrées sur le plan juridique et réglementaire notamment quand une affaire doit être dépaycée.

Pascale DEUMIER quitte la salle et donne procuration à Belen HERNANDEZ-MARZAL.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

Les modifications des statuts de la CADH sont approuvées par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 29 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 22 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 7 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

Partie A – 7. Modification de la délégation de compétences du CA au président

M. VILES rappelle que l'exécution des marchés pour l'université est conditionnée à la conclusion et à l'approbation des contrats de marchés publics. La modification de la délégation de compétences du CA au président répond à un triple enjeu : maintenir un haut niveau de sécurité des actes de la commande publique dans le respect de la réglementation en vigueur, clarifier les compétences respectives du président et du CA pour améliorer l'information de l'ensemble de la communauté de l'établissement et fluidifier les procédures pour répondre de façon efficace aux besoins des services de l'université pour la réalisation de leurs projets. La proposition des services financiers faite ce jour aux administrateurs et au président vise à améliorer la gestion de l'établissement en matière d'achats publics.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

La modification de la délégation de compétences du CA au président est approuvée à l'unanimité par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 29 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 29 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 0 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

Partie B – 1. Questions financières

M. BONNET présente les différents points de cette partie : les procédures d'achat pour les marchés de fournitures, de services et de travaux ; le transfert de l'actif et du passif de la

COMUE vers l'université à l'issue de l'opération Plan Campus ; un protocole transactionnel concernant l'usage d'une photographie par une composante.

M. NIEPCERON demande plus de précisions concernant le litige pour lequel l'université doit verser 400 euros.

M. BONNET répond que toutes les informations relatives à ce protocole transactionnel figurent dans le document transmis aux administrateurs.

En l'absence de questions supplémentaires concernant ces différents points, M. BONNET passe à la présentation des points de la partie B sur l'organisation pédagogique.

Partie B – 2. Organisation pédagogique

M. BONNET présente les différents points déjà examinés et votés en CFVU du 05 décembre 2023 : Parcoursup et Mon Master 2024 (les attendus, les critères et les capacités d'accueil) ; Mon Master 2024, et les projets « Tremplin » 2024 (SGRI).

Mme LAGHMADI remarque que selon elle 30 places ont été supprimées à l'IAE pour les étudiants, 33 places à la faculté des Lettres et Civilisations, 5 places à la faculté de Philosophie, 47 places en faculté de Droit. Elle demande quelles sont les motivations de ces suppressions. Par ailleurs, elle alerte sur l'impact de la réforme des licences en faculté de Droit sur les étudiants (suppression des QCM et difficulté des rattrapages) qui constitue une véritable source de pression et de stress.

Mme KRIEF précise que la capacité d'accueil en licence est la même mais que la répartition est parfois différente avec la combinaison majeure-mineure. Il n'y a pas eu de suppression de places mais une répartition différente sur un certain nombre de parcours qui n'offraient plus d'attractivité et qui ne sont pas suffisamment sollicités par les étudiants comme les masters MEEF en faculté des Langues et en faculté des Lettres et Civilisations. Elle souligne que des capacités d'accueil ont été redéployées sur des parcours plus attractifs lorsque certains ont été fermés.

Concernant la réforme des licences, elle rappelle que des étudiants ont participé activement aux groupes de travail et que celle-ci a été élaborée afin d'augmenter la réussite étudiante. Des bilans intermédiaires seront réalisés et des adaptations pourront intervenir si besoin.

M. GOUT se dit étonné que les étudiants se plaignent de la suppression des QCM alors que c'était une de leurs revendications. Selon lui, les examens ne sont pas plus compliqués et la source de pression et de stress est plutôt liée à la forte attractivité et compétitivité des masters en droit.

Mme COUTANT déclare que la présidence de Lyon 3 a signé une tribune dans le journal *Le Monde* le 19 septembre 2023 dénonçant la précarité étudiante et la hausse des inégalités entre les étudiants. Or la suppression des places à l'université contribue à la sélection et renforce ces inégalités. Le syndicat UNEF (Union nationale des étudiants de France) défend le droit à la poursuite d'études et constate que ce droit n'est plus garanti. Elle ajoute que les

capacités d'accueil à l'université sont déjà extrêmement faibles et posent la problématique de l'accès à tous à l'université. Les créations de nouvelles formations et de nouvelles places ne doivent pas être corrélées à la suppression d'autres formations. Au final, il y a selon elle globalement moins de places (13 places supprimées) et Mme COUTANT demande à la gouvernance la raison pour laquelle elle souhaite limiter l'accès à l'université à de nombreux jeunes.

Mme KRIEF explique qu'il faut analyser les capacités d'accueil en fonction du taux de pression et d'attractivité des formations notamment en faculté de droit et à l'IAE où d'ailleurs des places ont été ajoutées. Il faut composer avec le droit à la poursuite d'études prévu dans le code de l'éducation ainsi que la sélectivité en master.

M. CARPANO rappelle que les places qui étaient ouvertes en master MEEF n'ont pas été choisies par les étudiants et que par ailleurs les capacités d'accueil ont augmenté en Droit et à l'IAE afin de répondre de façon plus pertinente à la demande. Le taux d'occupation des locaux est saturé à Lyon 3 et le taux d'encadrement est un des plus faibles de France. Il indique par ailleurs que ces sujets ont été largement débattus et validés en CFVU avec la participation des étudiants. Certaines universités diminuent leur capacité d'accueil en prenant des décisions radicales et cela n'est pas le cas de Lyon 3.

Intrusion d'un groupe d'étudiants du syndicat UNEF et suspension de la séance à 17h30.

Reprise de la séance à 17h40.

Partie B – 3. Conventions pour approbation

M. BONNET présente les quatre conventions pour approbation : une convention de subvention au bénéfice de l'Association Sportive Lyon 3, une convention cadre régissant le partenariat entre Lyon 3 et FormaSup, une convention de gestion du local de « Cool Heure Café » et un avenant à la convention d'autorisation d'occupation du domaine public du « Bistrot de la Manu ».

Loic ROBERT se déconnecte.

Louis-Antoine GRANJON et Louis POURRET quittent la salle.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

L'ensemble des points de la partie B (organisation pédagogique et conventions pour approbation) est approuvé par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	25
✓ Nombre de voix pour :	23
✓ Nombre de voix contre :	1
✓ Nombre d'abstention :	1

Partie C – 1. Conventions pour information

M. BONNET présente les conventions et avenants pour information.

En l'absence de questions, M. BONNET passe au point suivant.

Partie C – 2. Arrêtés d'interdiction d'accès aux locaux et de suspension de fonctions

M. BONNET présente les arrêtés d'interdiction d'accès aux locaux et de suspension de fonctions.

Mme LEDENTU regrette que le document interdisant l'accès aux locaux n'ait pas été totalement anonymisé lors de sa transmission aux administrateurs.

M. BONNET regrette lui aussi cette erreur liée à une maladresse dans le montage du document.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, M. BONNET propose de passer aux questions diverses.

Questions diverses

Suite à plusieurs sollicitations, **M. SALMI** demande si des personnels du CROUS pourraient profiter des installations et des activités sportives de l'université.

Mme FERRARI-BREEUR comprend et adhère à cette demande formulée depuis longtemps mais précise qu'en raison de l'absence de places vacantes dans les cours de sport très prisés

par les personnels de Lyon 3 et d'une problématique de responsabilité en cas de blessure des personnels du CROUS, ce dossier ne peut actuellement progresser favorablement. Il ne s'agit donc nullement d'un refus de principe.

M. GONTIER demande des précisions sur des critères qui lui paraissent contradictoires dans le référentiel des tâches, au sujet des décharges et les ANR.

M. MARMOZ indique qu'il y a un comité de suivi auquel toutes ces demandes doivent être adressées. Il précise que le référentiel ne prévoit pas de décharges mais bien des équivalences horaires afin d'exécuter des tâches autre que l'enseignement (administratives ou politiques).

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, M. BONNET propose de clore la séance.

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance est levée à 17h58

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-03-04-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-5, R. 719-51, R. 719-100 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition de l'agent comptable de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le compte financier de l'établissement pour l'exercice 2023.

Article 1 : Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **1215.5 ETPT** sous plafond et **151 ETPT** hors plafond :
- **135 409 907.60 €** d'autorisations d'engagement dont :
 - **106 819 675.89 €** personnel
 - **19 570 135.93 €** fonctionnement
 - **9 020 095.78 €** investissement
- **134 246 687.88 €** de crédits de paiement dont :
 - **106 819 675.89 €** personnel
 - **18 133 509.48 €** fonctionnement
 - **9 293 502.51 €** investissement
- **+ 2 673 566.92 €** de solde budgétaire

Article 2 : Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **1.667 808.09 €** de variation de trésorerie
- **3 904 387.96 €** de résultat patrimonial
- **6 023 771.79 €** de capacité d'autofinancement
- **- 1 084 909.24 €** de variation de fonds de roulement

Article 3 : Le conseil d'administration décide d'affecter en réserves :

- Le résultat de l'exercice à hauteur de **3 904 387.96 €**
- Le report à nouveau débiteur pour **553 341.38 €**

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et le bilan, ainsi que le rapport annuel de performances, sont annexés à la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	28
✓ Nombre de voix pour :	25
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstentions :	3

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET



PROJET COMPTE FINANCIER 2023

Soumis au vote du Conseil d'administration du 12 mars 2024

Sommaire

Tableau 1 : Tableau des emplois	page 1
Tableau 2 : Autorisations budgétaires	page 2
Focus Autorisations budgétaires	page 3
Tableau 3 : Dépenses par destination	page 4
Recettes par origine	page 5
Tableau 4 : Equilibre financier	page 6
Tableau 5 : Opérations pour le compte de tiers	page 7
Tableau 6 : Situation patrimoniale	page 8
Tableau 7 : Plan de trésorerie	page 9
Tableau 8 : Opérations sur recettes fléchées	page 10
Tableau 9 : Opérations pluriannuelles (version agrégée)	page 11
Tableau 10 : Opérations pluriannuelles (version détaillée)	page 12
Focus PPI	page 13
Tableau de synthèse budgétaire et comptable	page 14
Tableau relatif aux moyens des UMR	page 15

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du Compte de gestion 2023

			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
			Emplois sous plafond Etat	Emplois financés sur ressources propres	Global
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	472 (1)		472
		CDI	2,5	-	2,5
	Non permanents	CDD	190,0	25	215
S/total EC			665	25	690
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS					-
BIATOSS	Permanents	Titulaires	389 (2)		389
		CDI	51	23	74
	Non permanents	CDD	111	103	214
S/total Biatoss			551	126	677
Totaux			1215,5* (3)	151	1 367
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			1 216		Plafond global des emplois voté par le CA

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux décisions budgétaires modificatives. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5) fixé à 1 216. Le dépassement constaté en exécution, et mentionné dans la note de l'ordonnateur, est absorbé par les marges disponibles du plafond de l'établissement.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

TABLEAU 2 DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES COMPTE FINANCIER 2023

DEPENSES										
	Compte Financier 2022		BI 2023 (CA du 13/12/2022)		BR3 2023 (CA du 19/12/2023)		Montants exécutés 2023		Taux exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	101 476 362	101 503 848	105 138 756	105 138 756	107 982 256	107 982 256	106 819 676	106 819 676	99%	99%
dont contribution employeur au CAS pension	26 297 509	26 297 509	27 336 077	27 336 077	27 975 928	27 975 928	27 295 418	27 295 418		
Fonctionnement	17 721 639	15 574 717	21 993 308	21 939 308	21 225 528	21 333 380	19 570 136	18 133 509	92%	85%
Investissement	4 368 609	6 207 198	8 998 723	8 581 501	9 828 878	10 767 643	9 020 096	9 293 503	92%	86%
TOTAL DES DEPENSES (AE et CP)	123 566 610	123 285 762	136 130 787	135 659 565	139 036 662	140 083 279	135 409 908	134 246 688	97%	96%
SOLDE BUDGETAIRE (Excédent) = Recettes - Crédits de paiement		4 778 133		-		-		2 673 567		

RECETTES					
Compte financier 2022	BI (CA 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023	Taux exéc	
RE	RE	RE	RE		
127 504 936	125 156 172	132 323 559	135 905 163	103%	Recettes globalisées
97 723 367	98 521 804	100 209 051	101 361 419	101%	Subvention pour charges de service public (SCSP)
1 074 321	1 157 775	2 612 399	2 642 246	101%	Autres financements de l'Etat
1 036 072	1 473 397	1 558 735	1 558 735	100%	Fiscalité affectée
2 847 048	2 236 611	2 628 554	3 241 608	123%	Autres financements publics
24 824 128	21 766 585	25 314 820	27 101 154	107%	Recettes propres
558 959	421 406	1 010 615	1 015 092,11	100%	Recettes fléchées
	300 000	300 000	300 000		Financements de l'Etat fléchés
555 420	121 406	710 615	710 615	100%	Autres financements publics fléchés
3 539			4 477		Recettes propres fléchées
128 063 895	125 577 578	133 334 174	136 920 255	103%	TOTAL DES RECETTES
-	10 081 987	6 749 105	-		SOLDE BUDGETAIRE (Déficit) = Recettes - Crédits de paiement

FOCUS SUR LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES EXCECUTEES EN 2023

Ventilation Opérations pluriannuelles / Hors opérations pluriannuelles (OPA)

DEPENSES	Hors OPA		OPA		TOTAL EXECUTE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	105 458 611	105 458 611	1 361 065	1 361 065	106 819 676	106 819 676
dont contribution employeur au CAS pension	27 295 016	27 295 016	402	402	27 295 418	27 295 418
Fonctionnement	17 780 225	16 514 772	1 789 911	1 618 738	19 570 136	18 133 509
Investissement	3 196 908	3 205 246	5 823 187	6 088 257	9 020 096	9 293 503

TOTAL DES DEPENSES (AE et CP)	126 435 744	125 178 628	8 974 164	9 068 060	135 409 908	134 246 688
--------------------------------------	--------------------	--------------------	------------------	------------------	--------------------	--------------------

SOLDE BUDGETAIRE (Excédent) = Recettes - Crédits de paiement		5 963 321				2 673 567
--	--	------------------	--	--	--	------------------

OPA : opération pluriannuelle (eotp)

RECETTES			
Hors OPA	OPA	TOTAL EXECUTE	
131 141 949	4 763 213	135 905 163	Recettes globalisées
101 040 169	321 250	101 361 419	Subvention pour charges de service public (SCSP)
200 500	2 441 746	2 642 246	Autres financements de l'Etat
1 398 735	160 000	1 558 735	Fiscalité affectée
1 782 173	1 459 435	3 241 608	Autres financements publics
26 720 372	380 782	27 101 154	Recettes propres
-	1 015 092	1 015 092	Recettes fléchées
	300 000	300 000	Financements de l'Etat fléchés
	710 615	710 615	Autres financements publics fléchés
	4 477	4 477	Recettes propres fléchées

131 141 949	5 778 306	136 920 255	TOTAL DES RECETTES
--------------------	------------------	--------------------	---------------------------

-	-	3 289 754	-	SOLDE BUDGETAIRE (Déficit) = Recettes - Crédits de paiement
---	---	------------------	---	---

TABEAU 3 DÉPENSES PAR DESTINATION - COMPTE FINANCIER 2023

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget								
	Personnel		Fonctionnement		Investissement			
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1 Dépenses Programmes 150 et 231	104 718 859	104 718 859	18 008 659	16 622 360	8 996 608	9 270 015	131 724 126	130 611 233
Formation initiale et continue	48 276 837	48 276 837	3 703 567	3 073 341	424 066	452 016	52 404 470	51 802 194
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	26 921 927	26 921 927	1 630 697	1 320 417	405 021	424 692	28 957 645	28 667 036
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	21 331 591	21 331 591	1 600 145	1 316 929	5 754	14 991	22 937 491	22 663 511
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	23 319	23 319	472 725	435 995	13 291	12 333	509 335	471 646
Recherche	28 150 738	28 150 738	1 763 425	1 576 927	153 340	77 468	30 067 503	29 805 133
D111 - Recherche en SHS	28 150 738	28 150 738	1 763 425	1 576 927	153 340	77 468	30 067 503	29 805 133
D112 - Recherche transversale							-	-
Soutien et support	28 291 284	28 291 284	12 541 667	11 972 092	8 419 202	8 740 531	49 252 153	49 003 907
D105 - Bibliothèques et documentation	4 182 304	4 182 304	1 609 710	1 582 067	91 684	86 634	5 883 698	5 851 004
D113 - Diffusion des savoirs et musées	60 485	60 485	8 099	12 394	-	-	68 584	72 879
D114 - Immobilier	3 524 706	3 524 706	6 655 928	6 548 337	6 633 594	7 558 133	16 814 228	17 631 176
D115 - Pilotage et support	20 523 790	20 523 790	4 267 930	3 829 294	1 693 924	1 095 764	26 485 643	25 448 848
D2 Étudiants	2 100 817	2 100 817	1 561 477	1 511 150	23 488	23 488	3 685 782	3 635 454
D201 - Aides directes aux étudiants	13 106	13 106	780 382	777 562	-	-	793 488	790 668
D202 - Aides indirectes	229 077	229 077	123 164	102 574	-	-	352 242	331 651
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 858 634	1 858 634	657 930	631 014	23 488	23 488	2 540 052	2 513 135
D3 Autres programmes	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	106 819 676	106 819 676	19 570 136	18 133 509	9 020 096	9 293 503	135 409 908	134 246 688
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)								2 673 567

TABLEAU 3 RECETTES PAR ORIGINE DE FINANCEMENT COMPTE FINANCIER - 2023

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Recettes globalisées Compte financier 2023					Recettes fléchées Compte financier 2023			Total CF 2023
		Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010	Subvention pour charges de service public	101 361 419								101 361 419
FD020	Droits d'inscription					3 689 617				3 689 617
FD030	Formation continue, diplômes propres et VAE					19 669 297				19 669 297
FD040	Taxe d'apprentissage					726 832				726 832
FD050	Contrats et prestations de recherche hors ANR									0
FD060	Valorisation					183 263				183 263
FD070	ANR investissements d'avenir				178 998					178 998
FD080	ANR hors investissements d'avenir				502 572			213 943		716 515
FD090	Subvention d'exploitation et financement actif - Région				588 555					588 555
FD100	Subvention d'exploitation et financement actif - UE				135 932					135 932
FD110	Subvention d'exploitation et financement actif - Autres		2 642 246		1 835 552	170 283	300 000	496 672		5 444 753
FD120	Fondations- fonds propres,réserves dons et legs					-261				-261
FD130	Autres recettes			1 558 735		2 662 123			4 477	4 225 335
		101 361 419	2 642 246	1 558 735	3 241 608	27 101 154	300 000	710 615	4 477	136 920 255

Solde budgétaire (déficit)	0
-----------------------------------	----------

TABLEAU 4 EQUILIBRE FINANCIER - COMPTE FINANCIER 2023

BESOINS				
	Compte Financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023
Solde budgétaire (déficit)		10 081 987	6 749 105	
Remboursement d'emprunts (capital)				
Nouveaux prêts (capital)	4 500	-		
Dépôts et cautionnements				
Opérations au nom et pour le compte de tiers	781 099	733 939	733 939	793 124
Autres décaissements sur comptes de tiers	1 910 692	-		608 440
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	2 696 291	10 815 926	7 483 044	1 401 564
Abondement de la trésorerie	2 797 826	-	-	1 667 808
dont abondement de la trésorerie fléchée			9 714	89 739
dont abondement de la trésorerie non fléchée	2 927 066			1 578 069
TOTAL des besoins	5 494 117	10 815 926	7 483 044	3 069 372

FINANCEMENTS				
	Compte Financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2021)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023
4 778 133				2 673 567
				-
610 664	315 600	315 600	303 200	
105 320			92 605	
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme	5 494 117	315 600	315 600	3 069 372
-	10 500 326	7 167 444	-	Prélèvement sur la trésorerie
129 240	755 857			dont prélèvement sur la trésorerie fléchée
	9 744 469	7 177 158		dont prélèvement sur la trésorerie non fléchée
5 494 117	10 815 926	7 483 044	3 069 372	TOTAL des financements

Tableau 5 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Décaissements			Encaissements		
Opérations	Compte financier 2022	Débit dernier Budget rectificatif (N°3) (CA du 19/12/2023)	Débit exécuté 2023	Compte financier 2022	Crédit dernier Budget rectificatif (N°3) (CA du 19/12/2023)	Crédit exécuté 2023
Bourses AMI (aides à la mobilité)	288 000	315 600	380 800	315 600	315 600	303 200
Contrat européen MERGING	493 099	418 339	412 324	295 064		0
TOTAL	781 099	733 939	793 124	610 664	315 600	303 200

TABLEAU 6 SITUATION PATRIMONIALE - COMPTE FINANCIER 2023

Compte de résultat

CHARGES					
	Compte Financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023	Taux EXEC
Personnel	99 929 064	103 798 697	106 642 197	106 058 435	99%
dont charges de pensions civiles	26 297 509	27 336 077	27 975 928	27 295 418	
Fonctionnement autre que les charges de personnel	25 239 938	27 579 209	27 167 439	25 335 371	93%
TOTAL des charges	125 169 002	131 377 906	133 809 636	131 393 806	98%
Résultat prévisionnel (BENEFICE)	6 750 422	2 301 740	4 562 969	3 904 388	86%
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	131 919 424	133 679 646	138 372 605	135 298 194	98%

PRODUITS					
	Compte Financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023	Taux EXEC
Subventions de l'Etat	98 944 293	98 864 411	100 748 818	102 433 415	102%
Fiscalité affectée	1 036 072	1 473 397	1 558 735	1 558 735	100%
Autres subventions	2 928 896	3 634 715	2 854 763	3 608 474	126%
Autres produits	29 010 163	29 707 123	33 210 289	27 697 571	83%
TOTAL des produits	131 919 424	133 679 646	138 372 605	135 298 194	98%
Résultat prévisionnel (PERTE)	-	-	-	-	
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	131 919 424	133 679 646	138 372 605	135 298 194	98%

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Compte Financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023
Résultat de l'exercice	6 750 422	2 301 740	4 562 969	3 904 388
+ dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	3 993 786	3 905 842	4 100 000	5 390 780
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	61 290	0		57 359
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés		0		0
- produits de cession d'éléments d'actifs		0		15 900
- quote part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	1 938 654	2 000 000	1 930 000	3 198 137
= capacité d'autofinancement	8 744 264	4 207 582	6 732 969	6 023 772

Etat de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés											
EMPLOIS						RESSOURCES					
	Compte Financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023	Taux EXEC		Compte Financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023	Taux EXEC
Insuffisance d'autofinancement			-	-		Capacité d'autofinancement	8 744 264	4 207 582	6 732 969	6 023 772	89%
Investissements	6 168 591	8 581 501	10 767 643	31 195 630	290%	Financement de l'actif par l'Etat	936 896	1 121 746	2 386 224	23 880 978	1001%
						Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	563 384	321 700	392 525	144 669	37%
						Autres ressources		-		75 720	
Remboursement des dettes financières	60			14 597		Augmentation des dettes financières	-			180	
TOTAL des emplois	6 168 651	8 581 501	10 767 643	31 210 228		TOTAL des produits	10 244 544	5 651 028	9 511 718	30 125 318	
Apport au fonds de roulement	4 075 893	-	-	-		Prélèvement sur fonds de roulement	-	2 930 473	1 255 925	1 084 909	

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie					
	Compte Financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023	
Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement)	4 075 893	- 2 930 473	- 1 255 925	- 1 084 909	** FDR 2023 intégrant le compte 4911 non pris en compte dans les FDR antérieurs
Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulement-trésorerie)	1 278 067	7 569 853	5 911 519	- 2 752 717	
Variation de la trésorerie (abondement ou prélèvement)	2 797 826	- 10 500 326	- 7 167 444	1 667 808	
Niveau du fonds de roulement*	38 424 103	32 618 157	37 168 178	37 415 861	
Niveau du besoin en fonds de roulement**	- 1 230 819	8 671 996	4 680 700	- 3 906 870	
Niveau de la trésorerie	39 654 922	23 946 161	32 487 478	41 322 731	

TABLEAU 7 - PLAN DE TRESORERIE - 2023

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL	Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	39 654 923	54 079 467	44 582 253	34 434 949	24 982 182	18 484 685	34 614 932	60 839 237	52 440 605	43 829 354	36 102 430	22 852 367		1 667 809
<i>dont placements</i>														
ENCAISSEMENTS														
<i>Recettes budgétaires globalisées</i>	25 504 210	1 118 864	1 445 095	869 386	4 255 000	27 855 132	36 449 833	472 651	1 659 945	4 871 308	894 607	30 576 401		135 972 231
Subvention pour charges de service public	24 630 463	0	0	0	0	25 032 824	35 126 134	0	0	0	0	16 571 998		101 361 419
Autres financements de l'Etat	60 000	0	74 400	0	0	1 516 224	0	0	875 522	50 000	0	66 100		2 642 246
Fiscalité affectée	0	0	0	0	897 883	0	660 852	0	0	0	0	0		1 558 735
Autres financements publics	18 200	202 685	219 075	203 291	268 881	384 260	219 550	0	242 498	367 948	251 876	930 414		3 308 677
Recettes propres	795 547	915 979	1 151 620	666 095	3 088 236	921 824	443 297	472 651	541 925	4 453 360	642 731	13 007 889		27 101 154
<i>Recettes budgétaires fléchées</i>	0	0	2 992	300 000	0	0	1 485	0	496 672	106 972	0	106 971		1 015 092
Financements de l'Etat fléchés	0	0	0	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0		300 000
Autres financements publics fléchés	0	0	0	0	0	0	0	0	496 672	106 972	0	106 971		710 615
Recettes propres fléchées	0	0	2 992	0	0	0	1 485	0	0	0	0	0		4 477
<i>Opérations non budgétaires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Emprunts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Prêts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
<i>Opérations gérées en compte de tiers</i>	1	100 711	8 044	4 371	234 095	10 288	4 838	6 436	1 718	14 577	3 544	7 183		395 805
TVA encaissée	1	9 871	8 044	4 371	22 135	10 288	4 838	6 436	1 718	14 577	3 144	7 183		92 605
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0	90 840	0	0	211 960	0	0	0	0	0	400	0		303 200
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers														
TOTAL	25 504 210	1 219 375	1 456 131	1 173 757	4 489 095	27 865 420	36 456 156	479 087	2 158 335	4 992 856	898 151	30 690 555		137 383 129
DECAISSEMENTS														
<i>Enveloppes hors recettes fléchées</i>	10 796 013	10 608 085	11 172 171	10 443 176	10 920 330	11 644 418	10 149 067	8 855 991	10 714 055	12 054 303	13 849 981	12 113 744		133 321 335
Personnel	9 570 394	8 795 848	8 756 495	8 740 770	8 991 381	9 665 209	8 317 282	8 158 796	7 976 518	9 180 704	9 584 568	8 851 478		106 589 443
Fonctionnement	804 729	1 441 662	1 753 843	1 499 556	1 113 479	1 706 041	1 215 415	404 436	1 366 984	1 878 844	2 687 076	1 566 322		17 438 389
Investissement	420 889	370 574	661 833	202 850	815 470	273 168	616 370	292 759	1 370 553	994 755	1 578 337	1 695 945		9 293 503
<i>Dépenses sur recettes fléchées</i>	57 250	86 734	55 234	40 971	58 369	86 328	37 323	18 641	44 218	58 678	286 123	95 481		925 353
Personnel	16 968	16 976	17 249	16 901	17 398	17 040	17 283	17 213	17 114	15 821	32 322	27 948		230 232
Fonctionnement	40 282	69 758	37 985	24 071	40 972	69 288	20 041	1 428	27 104	42 857	253 801	67 533		695 121
Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
<i>Opérations non budgétaires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Emprunts : remboursements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Prêts : décaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
<i>Opérations gérées en compte de tiers</i>	226 404	21 770	376 030	142 376	7 893	4 426	45 460	3 086	11 313	606 800	12 109	10 965		1 468 632
TVA décaissée	4 404	6 170	6 205	1 976	7 893	1 626	2 960	3 086	11 313	10 075	12 109	10 965		78 783
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	222 000	15 600	369 824	140 400	0	2 800	42 500	0	0	0	0	0		793 124
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers										596 725				596 725
TOTAL	11 079 667	10 716 589	11 603 435	10 626 523	10 986 593	11 735 173	10 231 851	8 877 719	10 769 586	12 719 781	14 148 213	12 220 191		135 715 320
SOLDE DU MOIS	14 424 544	-9 497 214	-10 147 304	-9 452 767	-6 497 498	16 130 248	26 224 305	-8 398 632	-8 611 251	-7 726 925	-13 250 062	18 470 364		1 667 809
SOLDE CUMULE	54 079 467	44 582 253	34 434 949	24 982 182	18 484 685	34 614 932	60 839 237	52 440 605	43 829 354	36 102 430	22 852 367	41 322 732		1 667 809

TABLEAU 8 OPERATIONS SUR RECETTES FLECHEES

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	Antérieures à 2023 non dénouées	Réalisé 2023	2024	2025	N+3 et suivantes	TOTAL
e financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 005 002	1 094 742	597 399	456 120	499 489
Recettes fléchées (b)	2 140 564	1 015 092	1 339 233	681 139	528 282	5 704 310
Financements de l'Etat fléchés	300 000	300 000	300 000	450 000		1 350 000
Autres financements publics fléchés	1 837 025	710 615	1 039 233	231 139	528 282	4 346 294
Recettes propres fléchées	3 539	4 477	-	-		
Dépenses (CP) sur recettes fléchées (c)	1 135 562	925 353	1 836 576	822 418	484 913	5 204 822
Personnel (AE=CP)						
AE	283 782	230 232	469 900	434 900	315 389	1 734 204
CP	283 782	230 232	469 900	434 900	315 389	1 734 204
Fonctionnement et intervention						
AE	861 117	694 306	1 366 676	387 518	169 524	3 479 141
CP	851 780	695 121	1 366 676	387 518	169 524	3 470 618
Investissement						
AE				-	-	-
CP				-	-	-
gétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 005 002	89 739	- 497 343	- 141 279	43 369	499 489

Liste des recettes fléchées en cours :

Centre d'excellence Sécurité Défense - DGRIS
MERGING
ERASMUS 21/22 Mobilité étudiant
ERASMUS 21/22 Mobilité du personnel
ERASMUS 22/23 Mobilité étudiant
ERASMUS 22/23 Mobilité du personnel
ERASMUS 23/24 Mobilité étudiant
ERASMUS 23/24 Mobilité du personnel

Tableau 9 - EPSCP
Tableau agrégé des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations		Montant de l'opération	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
			Conso AE < 2023	Conso AE 2023	Total des AE consommées	Conso CP < 2023	Conso CP 2023	Total des CP consommés
			(1)	(3)	(4)=(2)+(3)	-5	-6	(7)=(5)+(6)
IMMO_TSITE	Immobilier Tous sites	6 584 315	3 131 109	452 381	3 583 490	2 679 154	596 742	3 275 896
IMMO_QUAIS	Immobilier Quais	20 021 756	4 636 478	939 002	5 575 480	4 594 736	976 684	5 571 420
IMMO_MANU	Immobilier Manufacture	18 304 885	5 867 263	2 010 546	7 877 809	4 074 608	2 802 303	6 876 911
IMMO_BB	Immobilier Bourg-en-Bresse	150 000	0	0	0	0	0	0
NUMERIQUE	Numérique	5 230 001	0	2 485 872	2 485 872	0	1 684 736	1 684 736
Total Programmes pluriannuels d'inv		50 290 957	13 634 851	5 887 801	19 522 651	11 348 498	6 060 465	17 408 964
2016	Année 2016	299 955	272 875	21 218	294 092	270 532	22 291	292 822
2017	Année 2017	75 000	67 854	3 031	70 885	61 854	9 031	70 885
2018	Année 2018	2 048 580	1 592 367	175 490	1 767 857	1 589 489	174 535	1 764 025
2019	Année 2019	942 458	525 534	184 236	709 770	523 878	184 605	708 483
2020	Année 2020	1 579 352	678 586	218 567	897 152	672 470	217 054	889 524
2021_F	Année 2021 fléchées	1 551 639	356 032	279 029	635 062	351 033	278 382	629 415
2021	Année 2021 globalisées	1 669 232	327 643	397 411	725 054	321 707	386 555	708 262
2022	Année 2022	1 128 885	172 904	310 329	483 233	170 867	279 529	450 396
2023	Année 2023 globalisées	1 160 156	0	127 822	127 822	0	119 552	119 552
2023_F	Année 2023 fléchées	809 989	0	0	0	0	0	0
Total Contrats de recherche		11 265 246	3 993 794	1 717 133	5 710 927	3 961 830	1 671 534	5 633 364
AUTRES_ENS	Autres financeurs	1 303 161	249 759	195 729	445 489	248 723	186 020	434 743
ERASMUS	ERASMUS globalisées	1 137 309	307 998	285 245	593 243	295 598	287 036	582 634
REGION	REGION	327 903	188 664	55 270	243 933	175 603	47 943	223 546
ERASMUS_F	ERASMUS fléchées	2 957 529	791 760	645 509	1 437 269	789 875	646 971	1 436 846
CVEC	CVEC	567 769	220 309	175 227	395 536	218 490	168 090	386 580
Total Contrats d'enseignement		6 293 671	1 758 489	1 356 980	3 115 469	1 728 289	1 336 060	3 064 349
Total contrats de l'éducation		67 849 874	19 387 133	8 961 914	28 349 047	17 038 617	9 068 060	26 106 677
Total hors contrats de l'éducation				125 696 126			125 178 628	
Total				134 658 039			134 246 688	
Ss total personnel				106 819 675,89			106 819 675,89	
Ss total fonctionnement				19 009 159,62			18 133 509,48	
Ss total investissement				8 829 203,92			9 293 502,51	

Restes		
Restes à payer sur les AE consommées	Restes à engager >= 2023 (AE)	Solde à payer
(8) = (4)-(7)	(9) = (1)-(4)	(10) = (1)-(7)
307 594	3 000 825	3 308 419
4 060	14 446 276	14 450 336
1 000 898	10 427 076	11 427 974
0	150 000	150 000
801 135	2 744 129	3 545 265
2 113 688	30 768 306	32 881 993
1 270	5 863	7 133
0	4 115	4 115
3 832	280 723	284 555
1 287	232 688	233 975
7 629	682 200	689 828
5 646	916 577	922 224
16 792	944 178	960 970
32 837	645 652	678 489
8 270	1 032 334	1 040 604
0	809 989	809 989
77 563	5 554 319	5 631 882
10 746	857 672	868 418
10 609	544 066	554 675
20 387	83 970	104 357
423	1 520 260	1 520 683
8 956	172 233	181 189
51 120	3 178 202	3 229 322
2 242 370	39 500 827	41 743 197

B - Recettes

Opérations		Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Exécution		Restes
				Conso RE < N	Conso RE N	à encaisser en 2024 et suivantes
				-12	-13	
IMMO_TSITE	Immobilier Tous sites	6 584 315	5 454 315	830 000	270 000	30 000
IMMO_QUAIS	Immobilier Quais	20 021 756	14 354 687	300 000	117 069	5 250 000
IMMO_MANU	Immobilier Manufacture	18 304 885	10 082 885	2 802 000	2 371 746	3 048 254
IMMO_BB	Immobilier Bourg-en-Bresse	150 000	150 000	0	0	0
NUMERIQUE	Numérique	5 230 001	5 230 001	0	0	0
Total Programmes pluriannuels d'inv		50 290 957	35 271 888	3 932 000	2 758 815	8 328 254
2016	Année 2016	299 955	-1 783	301 738	0	0
2017	Année 2017	75 000	0	75 000	0	0
2018	Année 2018	2 048 580	-42 571	1 715 187	205 624	170 340
2019	Année 2019	942 458	-21 011	665 428	142 186	155 855
2020	Année 2020	1 579 352	-97 890	729 484	221 811	725 947
2021_F	Année 2021 fléchées	1 551 639	-238 309	665 668	302 992	821 287
2021	Année 2021 globalisées	1 669 232	-21 568	725 651	260 670	704 480
2022	Année 2022	1 128 885	4 672	649 712	148 453	326 048
2023	Année 2023 globalisées	1 160 156	-107 179	0	337 821	929 514
2023_F	Année 2023 fléchées	809 989	-22 011	0	213 943	618 057
Total Contrats de recherche		11 265 246	-547 651	5 527 868	1 833 500	4 451 528
AUTRES_ENS	Autres financeurs	1 303 161	-8 193	377 696	211 206	722 452
ERASMUS	ERASMUS globalisées	1 137 309	-66 937	665 865	240 357	298 025
REGION	REGION	327 903	12 117	0	34 091	281 695
ERASMUS_F	ERASMUS fléchées	2 957 529	-124 834	1 474 896	498 157	1 109 310
CVEC	CVEC	567 769	-13 180	287 368	202 180	91 401
Total Contrats d'enseignement		6 293 671	-201 026	2 805 824	1 185 991	2 502 883
Total contrats de l'éducation		67 849 874	34 523 211	12 265 692	5 778 306	15 282 665

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmations

Exécution d'AE et de CP		Prévisions	Exécution						Reste à payer	Reste à réaliser	
Opération	Nature	Coût total de l'opération	Conso AE < N	Conso AE N	TOTAL des AE consommées	Conso CP < N	Conso CP N	TOTAL des CP consommés	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	1 110 000	25 408	192 420	217 829	25 408	78 866	104 275	113 554	892 171	1 005 725
	Investissement	49 180 957	13 609 442	5 695 381	19 304 823	11 323 090	5 981 599	17 304 689	2 000 133	29 876 134	31 876 268
Total Programmes pluriannuels d'inv		50 290 957	13 634 851	5 887 801	19 522 651	11 348 498	6 060 465	17 408 964	2 113 688	30 768 306	32 881 993
Contrats de recherche	Personnel	6 735 520	2 523 818	1 222 094	3 745 912	2 523 818	1 222 094	3 745 912	0	2 989 608	2 989 608
	Fonctionnement	4 331 015	1 408 833	487 993	1 896 827	1 376 869	443 439	1 820 308	76 519	2 434 188	2 510 707
	Investissement	198 711	61 143	7 045	68 188	61 143	6 001	67 144	1 044	130 523	131 567
Total Contrats de recherche		11 265 246	3 993 794	1 717 133	5 710 927	3 961 830	1 671 534	5 633 364	77 563	5 554 319	5 631 882
Contrats d'enseignement	Personnel	1 105 454	412 419	138 971	551 390	412 419	138 971	551 390	0	554 064	554 064
	Fonctionnement	4 953 527	1 288 556	1 109 398	2 397 954	1 259 140	1 096 433	2 355 573	42 382	2 555 573	2 597 954
	Investissement	234 690	57 514	108 611	166 124	56 730	100 656	157 386	8 738	68 566	77 304
Total Contrats d'enseignement		6 293 671	1 758 489	1 356 980	3 115 469	1 728 289	1 336 060	3 064 349	51 120	3 178 202	3 229 322
Ss total Personnel		7 840 974	2 936 237	1 361 065	4 297 302	2 936 237	1 361 065	4 297 302	0	3 543 672	3 543 672
Ss total Fonctionnement		10 394 542	2 722 798	1 789 812	4 512 610	2 661 417	1 618 738	4 280 155	232 455	5 881 932	6 114 387
Ss total Investissement		49 614 358	13 728 098	5 811 036	19 539 135	11 440 963	6 088 257	17 529 220	2 009 915	30 075 223	32 085 138
TOTAL		67 849 874	19 387 133	8 961 914	28 349 047	17 038 617	9 068 060	26 106 677	2 242 370	39 500 827	41 743 197

Exécution des recettes		Prévisions	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements réalisés N	Reste à encaisser en N+1 et suivantes
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	12 252 000	3 932 000	2 691 746	5 628 254
	Autres financements publics	2 767 069	0	67 069	2 700 000
	Autres financements	0	0	0	0
Total Programmes pluriannuels d'inv		15 019 069	3 932 000	2 758 815	8 328 254
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	2 194 638	655 250	371 250	1 168 138
	Autres financements publics	7 163 045	3 481 232	1 128 135	2 553 679
	Autres financements	2 455 214	1 391 386	334 116	729 712
Total Contrats de recherche		11 812 897	5 527 868	1 833 500	4 451 528
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	538 768	287 368	160 000	91 400
	Autres financements publics	5 884 971	2 497 157	976 332	2 411 482
	Autres financements	70 958	21 300	49 659	
Total Contrats d'enseignement		6 494 697	2 805 824	1 185 991	2 502 882
Ss total Financement de l'Etat		14 985 406	4 874 618	3 222 996	6 887 792
Ss total Autres financements publics		15 815 085	5 978 389	2 170 050	7 665 161
Ss total Autres financements		2 526 172	1 412 686	385 259	729 712
TOTAL		33 326 663	12 265 692	5 778 306	15 282 665

Tableau agrégé du PPI

Dépenses

Opérations	Montant de l'opération							Restes	
		Conso AE <2023	Conso AE 2023	Total Conso AE	Conso CP < 2023	Conso CP 2023	Conso CP 2023	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommées <= N (CP)
15PPCAMPUI PLAN CAMPUS DIRPAT	5 353 693	4 422 499	913 391	5 335 890	4 422 499	913 391	5 335 889	17 803	1
20PRENOPAC RENOV PALAIS ET CHEVREUL-CI	600 000	0	18 210	18 210	0	18 210	18 210	581 790	0
20PTECHEVR TRANSITION ENERGETIQUE CHE	13 999 775	145 692	8 955	154 647	143 423	7 164	150 587	13 845 128	4 060
21S9150163 COMESUP 2021 LOCAUX VIE ET	68 288	68 287	-1 554	66 733	28 814	37 919	66 733	1 555	0
Total Immobilier Quais	20 021 756	4 636 478	939 002	5 575 480	4 594 736	976 684	5 571 420	14 446 276	4 060
16PAVANTCC AVANT CORPS	3 625 001	834 569	277 622	1 112 190	830 032	61 388	891 420	2 512 811	220 771
17PCHASSIS CHASSIS OUVRANT DANS AMPH	158 363	158 325	0	158 325	22 601	133 791	156 393	38	1 932
17PCOUVERT COUVERTURE DES AMPHIS	899 616	440 716	425 771	866 487	220 008	597 423	817 431	33 129	49 056
17PTHERMIQ PLAN CONFORT THERMIQUE	949 932	138 952	49 049	188 000	138 952	24 524	163 476	761 932	24 524
20SCSSIMAN CSSI MANU	841 828	782 119	100	782 219	680 413	59 664	740 077	59 609	42 142
21PPLEDVCV PLAN RELANCE : VENTILATION E	4 145 522	3 392 961	707 164	4 100 125	2 074 672	1 882 651	3 957 323	45 397	142 802
21PPROBASE PROJET BASE	250 000	0	0	0	0	0	0	250 000	0
21SDSENFU DESENFUMAGE AMPHI MANU	335 000	0	18 268	18 268	0	18 268	18 268	316 732	0
22PRESILIE PLAN RESILIENCE DE L'ETAT	119 623	119 622	0	119 622	107 930	5 681	113 611	1	6 011
23PBURENO\ BU NOUVEAUX ESPACES	5 000 000	0	0	0	0	0	0	5 000 000	0
23PCVCLEDO CVC/LED TRANCHES OPTIONNE	930 000	0	532 573	532 573	0	18 912	18 912	397 427	513 660
23PVOLTAIQ PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	50 000	0	0	0	0	0	0	50 000	0
24PPCRECHE CRECHE	1 000 000	0	0	0	0	0	0	1 000 000	0
Total Immobilier Manufacture	18 304 885	5 867 263	2 010 546	7 877 809	4 074 608	2 802 303	6 876 911	10 427 076	1 000 898
13S9002A03 MISE EN ACCESSIBILITE	1 458 100	908 539	85 669	994 208	854 975	110 088	965 063	463 892	29 145
17LCONTRAC CONTROLE D'ACCES	971 802	562 237	180 458	742 695	543 967	122 020	665 988	229 107	76 708
18PBLOCSAN RENOVATION BLOCS SANITAIRE	875 002	112 949	0	112 949	112 949	0	112 949	762 053	0
19PSECURIT MISE EN SECURITE	624 410	173 145	0	173 145	157 594	12 441	170 035	451 265	3 110
19PTXASCEN TRAVAUX ASCENSEURS	944 999	595 847	186 253	782 100	275 351	326 672	602 022	162 899	180 078
20PPLANCAN PLAN CANICULE	540 002	208 854	0	208 854	175 162	15 139	190 301	331 148	18 553
21PPRELGTG PLAN RELANCE : GESTION TECH	570 000	569 540	0	569 540	559 157	10 383	569 540	460	0
23PCCELLUHT REMPLACEMENT CELLULES HT	600 000	0	0	0	0	0	0	600 000	0
Total Immobilier Tous sites	6 584 315	3 131 109	452 381	3 583 490	2 679 154	596 742	3 275 896	3 000 825	307 594
21PSINFOBB RENOVATION SALLES INFORMATI	100 000	0	0	0	0	0	0	100 000	0
22PCPERBEB CPER BOURG EN BRESSE	50 000	0	0	0	0	0	0	50 000	0
Total Immobilier Bourg-en-Bresse	150 000	0	0	0	0	0	0	150 000	0
23IPRESEAU PROJET RESEAU	2 660 001	0	910 626	910 626	0	794 598	794 598	1 749 375	116 028
23ISECURIT PROJET SECURITE INFRASTRUCT	2 570 000	0	1 575 246	1 575 246	0	890 139	890 139	994 754	685 107
Total Numérique	5 230 001	0	2 485 872	2 485 872	0	1 684 736	1 684 736	2 744 129	801 135
Total	50 290 957	13 634 851	5 887 801	19 522 651	11 348 498	6 060 465	17 408 964	30 768 306	2 113 688
Ss total personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ss total fonctionnement	1 110 000	25 408	192 420	217 829	25 408	78 866	104 275	892 171	113 554
Ss total investissement	49 180 957	13 609 442	5 695 381	19 304 823	11 323 090	5 981 599	17 304 689	29 876 134	2 000 133

Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements < 2023	Encaissements 2023	Restes à encaisser > N
15PPCAMPUI PLAN CAMPUS DIRPAT	5 353 693	5 353 693	0	0	0	0
20PRENOPAC RENOV PALAIS ET CHEVREUL-CI	600 000	300 000	300 000	300 000	0	0
20PTECHEVR TRANSITION ENERGETIQUE CHE	13 999 775	8 699 775	5 300 000	0	50 000	5 250 000
21S9150163 COMESUP 2021 LOCAUX VIE ET	68 288	1 219	67 069	0	67 069	0
Total Immobilier Quais	20 021 756	14 354 687	5 667 069	300 000	117 069	5 250 000
16PAVANTCC AVANT CORPS	3 625 001	925 001	2 700 000	0	0	2 700 000
17PCHASSIS CHASSIS OUVRANT DANS AMPH	158 363	158 363	0	0	0	0
17PCOUVERT COUVERTURE DES AMPHIS	899 616	249 616	650 000	650 000	0	0
17PTHERMIQ PLAN CONFORT THERMIQUE	949 932	949 932	0	0	0	0
20SCSSIMAN CSSI MANU	841 828	641 828	200 000	200 000	0	0
21PPLEDVCV PLAN RELANCE : VENTILATION E	4 145 522	75 522	4 070 000	1 650 000	2 221 746	198 254
21PPROBASE PROJET BASE	250 000	50 000	200 000	200 000	0	0
21SDSENFU DESENFUMAGE AMPHI MANU	335 000	35 000	300 000	0	150 000	150 000
22PRESILIE PLAN RESILIENCE DE L'ETAT	119 623	17 623	102 000	102 000	0	0
23PBURENO\ BU NOUVEAUX ESPACES	5 000 000	5 000 000	0	0	0	0
23PCVCLEDO CVC/LED TRANCHES OPTIONNE	930 000	930 000	0	0	0	0
23PVOLTAIQ PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	50 000	50 000	0	0	0	0
24PPCRECHE CRECHE	1 000 000	1 000 000	0	0	0	0
Total Immobilier Manufacture	18 304 885	10 082 885	8 222 000	2 802 000	2 371 746	3 048 254
13S9002A03 MISE EN ACCESSIBILITE	1 458 100	898 100	560 000	430 000	100 000	30 000
17LCONTRAC CONTROLE D'ACCES	971 802	971 802	0	0	0	0
18PBLOCSAN RENOVATION BLOCS SANITAIRE	875 002	875 002	0	0	0	0
19PSECURIT MISE EN SECURITE	624 410	624 410	0	0	0	0
19PTXASCEN TRAVAUX ASCENSEURS	944 999	944 999	0	0	0	0
20PPLANCAN PLAN CANICULE	540 002	540 002	0	0	0	0
21PPRELGTG PLAN RELANCE : GESTION TECH	570 000	0	570 000	400 000	170 000	0
23PCCELLUHT REMPLACEMENT CELLULES HT	600 000	600 000	0	0	0	0
Total Immobilier Tous sites	6 584 315	5 454 315	1 130 000	830 000	270 000	30 000
21PSINFOBB RENOVATION SALLES INFORMATI	100 000	100 000	0	0	0	0
22PCPERBEB CPER BOURG EN BRESSE	50 000	50 000	0	0	0	0
Total Immobilier Bourg-en-Bresse	150 000	150 000	0	0	0	0
23IPRESEAU PROJET RESEAU	2 660 001	2 660 001	0	0	0	0
23ISECURIT PROJET SECURITE INFRASTRUCT	2 570 000	2 570 000	0	0	0	0
Total Numérique	5 230 001	5 230 001	0	0	0	0
Total	50 290 957	35 271 888	15 019 069	3 932 000	2 758 815	8 328 254

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable Compte financier 2023

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT					
		Compte financier 2022	BI 2023 (CA du 13/12/2022)	BR3 2023 (CA du 19/12/2023)	Montants exécutés 2023
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	7 994 893	5 569 463	8 275 741	8 275 741
	2 Niveau initial du fonds de roulement	34 348 180	35 548 630	38 424 103	38 424 103
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-2 508 917	1 102 143	-1 230 820	-1 230 819
	4 Niveau initial de la trésorerie	36 857 097	34 446 487	39 654 923	39 654 923
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	1 231 785	624 928	1 102 545	1 102 545
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	35 625 311	33 821 559	38 552 377	38 552 377
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	123 566 610	136 130 787	139 036 662	135 409 908
	6 Résultat patrimonial	6 750 422	2 301 740	4 562 969	3 904 388
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	8 744 264	4 207 582	6 732 969	6 023 772
	8 Variation du fonds de roulement	4 075 893	-2 930 473	-1 255 925	-1 084 909
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire				
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS			
	Variation des stocks	+ / -			
	Charges sur créances irrécouvrables	-			
	Produits divers de gestion courante	+			
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS			
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -			
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -			
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	4 778 133	-10 081 987	6 749 105	2 673 567
	13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	-1 980 307	-418 339	-418 339	-1 005 759
	14 Variation de la trésorerie = 12 - 13	2 797 826	-10 500 326	-7 167 444	1 667 808
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	-129 240	-755 857	9 714	89 739
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	2 927 066	-9 744 469	-7 177 158	1 578 069
	15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	1 278 067	7 569 853	5 911 519	-2 752 717
Niveaux finaux	16 Variation des restes à payer	280 848	471 222	-1 046 617	411 352
	17 Niveau final de restes à payer	8 275 741	6 040 685	7 229 124	8 687 093
	18 Niveau final du fonds de roulement(*)	38 424 073	32 618 157	37 168 178	37 415 861
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement(**)	-1 230 850	8 671 996	4 680 699	-3 906 870
	20 Niveau final de la trésorerie	39 654 923	23 946 161	32 487 479	41 322 731
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	1 102 545	-130 929	1 112 259	1 192 284
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	38 552 377	24 077 090	31 375 219	40 130 446

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

TABLEAU 11 - EPSCP
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			Exercice : 2023							
			Budget AE	Conso. AE	Taux d'exécution AE	AE non consommée				
							Budget CP	Conso. CP	Taux d'exécution CP	CP non consommé
913	913X320	UMR 5600 EVS	259 614,00	229 370,53	88,35%	30 243,47	263 883,00	214 334,34	81,22%	49 548,66
913	913X324	UMR 5190 LAHRA	107 315,00	104 443,70	97,32%	2 871,30	117 427,00	90 911,17	77,42%	26 515,83
913	913X326	UMR 5189 HiSoMa	123 830,00	123 610,41	99,82%	219,59	124 342,00	124 742,08	100,32%	-400,08
913	913X327	UMR 5648 CIHAM	38 151,00	34 688,55	90,92%	3 462,45	40 738,00	21 000,48	51,55%	19 737,52
913	913X328	UMR 5137 IHRIM	73 018,00	60 475,91	82,82%	12 542,09	73 107,00	46 243,81	63,25%	26 863,19

(En Euros)

COMPTE DE RESULTAT AU 31.12.2023	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Subventions et produits assimilés	108 343 356	103 757 662
Subventions pour charges de service public	101 361 419	97 723 367
Subventions de fonctionnement	4 618 470	4 149 821
Dons et legs	62 000	58 500
Produits de la fiscalité affectée	2 301 467	1 825 974
Produits directs d'activité	23 680 588	26 157 365
Prestations de service	22 095 893	25 285 211
Produit des activités annexes	1 386 493	697 307
Autres produits d'exploitation	198 203	174 847
Autres produits	3 255 496	1 999 944
Reprises sur amortissements et provisions	57 359	61 290
Reprises du financement rattaché à un actif	3 198 137	1 938 654
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)	135 279 440	131 914 971
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats non stockés de matières et fournitures	2 783 934	2 942 260
Services extérieurs	10 981 058	9 646 067
Impôts, taxes et versements assimilés	1 370 020	1 268 610
Charges de personnel	106 058 435	99 929 064
Salaires et traitements	65 407 006	61 101 866
Charges sociales	40 651 429	38 827 198
Autres charges	4 154 469	6 897 685
Dotations aux amortissements et provisions	5 390 780	3 993 786
Sur immobilisations	5 318 273	3 936 226
Sur actif circulant	40 816	30 904
Pour risques et charges	31 690	26 655
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	130 738 696	124 677 472
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	653 970	490 571
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	-	-
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	653 970	490 571
RESULTAT NET DE L'ACTIVITE (IV)	3 886 774	6 746 928
(I - II - III)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	18 754	4 453
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	18 754	4 453
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change	1 140	959
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	1 140	959
RESULTAT FINANCIER (VII)	17 613	3 494
(V - VI)		
IMPÔTS SUR LES SOCIETES	-	-
(VIII)		
Total des produits (I + V)	135 298 194	131 919 424
Total des charges (II + III + VI + VIII)	131 393 806	125 169 002
RESULTAT	3 904 388	6 750 422
(IV + VII - VIII)		



UNIVERSITE JEAN MOULIN

- LYON III-

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Table des matières

I.	PRESENTATION DE L'UNIVERSITE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	4
1.1	Présentation de l'Université.....	4
1.2	Faits caractéristiques de l'exercice.....	4
II.	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	7
2.1	Principes comptables.....	7
2.2	Changements de méthodes comptables.....	7
2.3	Corrections d'erreurs.....	7
2.4	Immobilisations incorporelles	8
2.5	Immobilisations corporelles	8
2.6	Immobilisations financières.....	9
2.7	Créances	9
2.8	Subventions d'investissement.....	9
2.9	Fonds propres.....	10
2.10	Provisions.....	10
2.11	Charges à payer et produits à recevoir.....	11
2.12	Recettes et subventions d'exploitation.....	12
III.	NOTES SUR LE BILAN.....	13
3.1	Tableau de mouvement des immobilisations incorporelles et corporelles.	13
3.2	Tableau de mouvement des amortissements	13
3.3	Echéance des créances	14
3.4	Charges constatées d'avance	14
3.5	Fonds propres.....	15
3.6	Provisions pour risques et charges.....	15
3.7	Echéance des dettes	15
3.8	Produits constatés d'avance.....	15
3.9	Charges à payer et produits à recevoir.....	16
IV.	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	17
4.1	Ventilation des produits de fonctionnement	17

V.	AUTRES INFORMATIONS.....	19
5.1	Événements postérieurs à la clôture	19
5.2	Effectifs	19
5.3	Engagements financiers.....	20
5.4	Entreprises liées.....	21
5.5	Autres informations.....	21

I. PRESENTATION DE L'UNIVERSITE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'Université.

L'Université Jean Moulin – Lyon 3 compte plus de 27 000 étudiants et propose un large choix de formations en droit, science politique, philosophie, économie, gestion, langues, lettres, histoire, géographie, information et communication dispensées au sein de six facultés et instituts.

Etablissement ouvert à l'international et comptant plus de 4000 étudiants étrangers, l'Université dispense ses enseignements et formations sur trois campus.

Pour mémoire, dans le cadre de la loi LRU du 10 août 2007, l'université Jean Moulin – Lyon 3 est entrée dans le processus de certification de ses comptes pour la première fois en 2010.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

1. *Intégration dans les comptes de l'Université du Plan Campus.*

Conformément à l'instruction du 29/01/2014 et à l'avis 2013-04 du 12 avril 2013 du Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) relatif aux transferts d'actifs et de passifs aux établissements utilisateurs et par délibérations 2023-12-09-fin et 2023-12-10-fin du 19 décembre 2023, l'Université a procédé à l'intégration dans son haut de bilan du Plan Campus porté par la comUE Lyon Saint Etienne s'agissant de l'opération « les Quais ».

Plan Campus « les Quais »	Montant(K€)
Intégration à l'actif	25 767 K€*
Intégration au passif	21 220 K€

*Dont 4 546 K€ autofinancés par l'Université Jean MOULIN LYON 3

2. Réforme de la collecte de la taxe d'apprentissage.

Dans le cadre de la réforme de la collecte du solde de la taxe d'apprentissage entrée en vigueur en 2023, l'université ne collecte plus directement les fonds en provenance des entreprises.

Les fonds collectés auprès des entreprises via la plateforme SOLTEA gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations ont fait l'objet d'une répartition au profit de chaque établissement éligible.

Le tableau ci-dessous retrace le détail des versements reçus au titre de 2023 pour l'Université Jean MOULIN LYON 3.

Taxe perçue en 2022(K€)	1 ^{er} virement	2 ^e virement	3 ^e virement	Versement direct	Reliquat N-1	Taxe perçue en 2023 (K€)
790	177	430	111	2	6	727

A titre informatif, le décret 2024-91 du 8 février 2024 prévoit, en 2024, le versement aux établissements de la part non fléchée de la taxe d'apprentissage figurant dans les comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur :

- Du « montant de contribution correspondant à la différence entre le montant perçu en 2023, constaté au 31 décembre 2023, et le montant perçu en 2022 »
- « Si le montant total des contributions mentionnées au premier alinéa du présent I ne permet pas d'opérer l'affectation mentionnée à l'alinéa précédent, la Caisse des Dépôts et Consignations affecte à ces établissements une fraction identique pour chacun des établissements habilités appliquée à la différence mentionnée à l'alinéa précédent permettant d'épuiser tous les fonds disponibles, dans la limite des sommes perçues au titre de l'année 2022. »

3. Comptabilisation des droits différenciés.

Par délibération 2022-12-11- fin, l'Université a acté des modalités de mise en place des droits d'inscriptions différenciés acquittés par certains étudiants étrangers hors UE pour l'année universitaire 2023/2024 conduisant de facto à les exonérer du montant des droits différenciés et les aligner sur le montant des droits nationaux.

En application de l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscriptions et de la note conjointe DAF-DGSIP du 26 juin 2019, les droits d'inscription pour les étudiants relevant des droits différenciés sont comptabilisés en recettes pour l'intégralité des droits dus (soit 2 770€ pour une licence et 3 770€ pour un Master).

Une exonération était ensuite comptabilisée en dépenses venant ainsi neutraliser à hauteur du montant exonéré la recette constatée.

Par suite d'un avis de la Direction Générale des Finances Publiques, il a été convenu d'abandonner cette modalité de comptabilisation.

Les recettes des droits d'inscription pour les étudiants relevant des droits différenciés n'apparaissent donc plus en produits et charges du compte de résultat 2023. Les principaux impacts sont décrits à la note 4.1 Ventilation des produits de fonctionnement.

II. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels ont été préparés conformément aux dispositions du recueil des normes comptables des établissements publics, du plan de comptes commun et de l'instruction commune ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France tels que :

- La prudence.
- La continuité de l'exploitation.
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- L'indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Changements de méthodes comptables

Néant

2.3 Corrections d'erreurs

Les écritures comptabilisées au poste « Report à nouveau » conformément à la norme 14 du RNCEP relative aux changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs s'élèvent à -553 K€ et sont détaillées ci-après :

Nature des écritures	Montant en K€
Rattrapage amortissement sur exercices antérieurs – immobilisations (plan campus)	-553
Impact net sur le report à nouveau	-553

Suite à l'intégration des opérations liées au Plan Campus, comme précisé à la note 1.2, le rattrapage des amortissements liés à la partie autofinancée par l'établissement a été comptabilisé par le report à nouveau. A noter que le rattrapage des amortissements et de la

reprise des financements pour la partie financée via les intérêts de la dotation non consommable ANR de la comUe Lyon Saint Etienne sera comptabilisé en 2024.

2.4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais accessoires et frais financiers.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée soit entre 3 et 5 ans.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et de mise en service).

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire correspondant à l'amortissement économique des biens et en application de la délibération du Conseil d'Administration en date du 26 mai 2009.

Les durées d'utilisation des biens définies pour chaque catégorie d'immobilisation, les plus généralement retenues peuvent être résumées comme suit :

TYPE D'IMMOBILISATION	DUREE(ANS)
Constructions traditionnelles	50
Constructions modernes ou non traditionnelles	30
Agencements et aménagements	15 à 20
Installations techniques-réseaux:	
Réseaux courant fort	20
Réseaux courant faible	15
Réseaux techniques-autres-	30 à 50
Voirie	30
Outillage	10
Matériel d'enseignement	10
Installations générales, agencements, aménagements divers	20
Matériel de transport	5
Matériel de bureau	5
Mobilier de bureau	10
Matériel informatique/matériel audiovisuel	3 à 5

A la clôture des comptes annuels, lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable (résultant de l'application du plan d'amortissement à la valeur d'entrée), un amortissement exceptionnel ou une dépréciation des actifs immobilisés est comptabilisé.

Conformément à la possibilité ouverte par l'instruction BOFIP-GCP-14-0008 du 24 avril 2014, l'établissement n'a pas eu recours à la méthode de comptabilisation par composants pour l'intégration du patrimoine mis à disposition par l'Etat mais a valorisé le bâti, le non-bâti et le terrain encombré pour chaque bâtiment.

Les seuils d'immobilisation sont fixés par délibération du 18 décembre 2012, s'agissant des équipements informatiques et audiovisuels et par délibération 2022-05-16-fin s'agissant des autres catégories de biens.

2.6 Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée, le cas échéant, pour ramener leur valeur au plus bas du coût d'acquisition et de la valeur d'usage, apprécié sur la base du potentiel économique de la filiale.

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

2.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas et selon les principes fixés par la délibération 2015-11-08-fin du 24 novembre 2015 amendée par la délibération 2020-03-06 fin du 10 mars 2020.

2.8 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées à réception de leur avis d'attribution dans des postes distincts des fonds propres en fonction :

- De la source des financements externes de l'actif, afin de distinguer les financements en provenance de l'État et ceux reçus de tiers autres que l'État.
- De leur rattachement ou non à un actif déterminé.

Pour les subventions rattachées à un actif, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

Par respect du principe général de symétrie et conformément à l'instruction DGFIP sur le financement de l'actif, la comptabilisation de la reprise en résultat des financements s'effectue en résultat d'exploitation depuis l'exercice 2013.

2.9 Fonds propres

Les fonds propres de l'établissement sont constitués par les dotations et affectations de l'Etat, les financements externes de l'actif, les réserves et reports à nouveau ainsi que les dons et legs en capital.

2.10 Provisions

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels l'Université est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par le service des affaires juridiques, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers.
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

2.11 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer correspondent principalement :

- Aux dépenses de fonctionnement et d'investissement réalisées en 2023 dont la facture n'a pas été reçue à la clôture.
- Aux charges de personnel à payer en 2024 au titre des droits et rémunérations acquis en 2023.
- Aux heures complémentaires à payer.
- A la provision pour CET (Compte Epargne Temps) pour sa partie monétisable, évaluée à la clôture des comptes.
- A la provision pour congés non pris pour les personnels titulaires et non titulaires non enseignants.
- A l'allocation forfaitaire de télétravail instaurée par le décret 2021-1123 du 26 août 2021, pour la partie se rapportant aux jours de télétravail décomptés en 2023 et mis en paiement en 2024.
- Au forfait de mobilité durable instauré par le décret du 09 mai 2020 et modifié par décret du 13 décembre 2022 pour le forfait dû au titre de 2023 à payer en 2024.

A noter, que les enseignants chercheurs perçoivent une rémunération forfaitaire. Ainsi, leurs droits à congés ne font en général pas l'objet d'un suivi dédié compte tenu du statut de ces personnels.

S'agissant d'un cas exceptionnel où aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés des enseignants chercheurs ne peut être réalisée, aucun passif n'a été comptabilisé à ce stade dans les comptes de l'établissement.

Les produits à recevoir correspondent principalement :

- Aux encaissements restant à recevoir dans le cadre des conventions.
- Aux produits de formation continue pour la part relative à l'exercice en cours.

2.12 Recettes et subventions d'exploitation

Les recettes sont généralement constatées :

- Lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année.
- A l'avancement de la formation pour l'apprentissage.
- A la mise à disposition de personnel.
- A la réalisation de la prestation pour les autres prestations.

Les subventions d'exploitation sont principalement constituées des subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes internationaux qui sont comptabilisées :

- A la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses engagées dans le cadre des subventions gérées en opérations pluriannuelles.
- A réception de l'avis d'attribution de subvention dans les autres cas.

III. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Tableau de mouvement des immobilisations incorporelles et corporelles.

En K€*	31/12/2022	Augmentation		Diminution		31/12/2023
		virement	acquisition/ MAD/transfert	virement	cession/ rebut	
Immos incorporelles	2 147	-	155		-	2 301
Immos incorporelles	2 097		155	-	-	2 252
Immos en cours	50	-	-	-	-	50
Immos corporelles	135 599	7 061	25 802	-54	-389	168 019
Terrains et agencements	20 377	-	-	-	-	20 377
Constructions	91 274	7 061	23 375	-54	-	121 656
Autres Immos	23 947	-	2 427	-	-389	25 985
Immos en cours	5 871	-	6 781	-7 007	-	5 645
Participations	108	-	-	-	-	108
Autres Immos financières	70	2	-	-	-60	12
TOTAL	143 796	7 218	32 583	-7 061	-449	176 086

**Ce tableau ne fait pas apparaître les comptes techniques.*

3.2 Tableau de mouvement des amortissements

En K€	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 960	142	0	2 102
Amortissement des immobilisations corporelles	34 285	5 727	386	39 626
Agencements	45	22	0	67
Constructions	14 473	4 008	0	18 481
Autres immobilisations	19 767	1 697	386	21 078
TOTAL	36 245	5 869	386	41 728

3.3 Echéance des créances

L'ensemble des créances de l'université est à moins d'un an.

En K€	31/12/2023	31/12/2022
Clients	3 453	3 642
Clients douteux	155	146
Factures à établir	7 313	10 050
Provisions clients douteux	-84	-77
Créances sur les clients et comptes rattachés	10 837	13 761
Créances/subventions d'investissement	67	166
Créances / subvention de fonctionnement	743	160
Créances fiscales	198	197
Autres créances	0	0
Subventions à recevoir	1 458	963
Créances sur des entités publiques	2 466	1 486
Créances sur les autres débiteurs	114	82
Avances et acomptes versés	0	0
TOTAL	13 417	15 329

3.4 Charges constatées d'avance

La technique comptable des charges constatées d'avance permet de neutraliser l'impact sur le résultat de la part de dépenses payées au titre de l'exercice courant et se rapportant à un exercice postérieur.

Les charges constatées d'avance s'élèvent ainsi à 247 K€ au titre de l'exercice 2023.

En K€	31/12/2023	31/12/2022
Charges constatées d'avance	247	209

Les charges constatées d'avance comprennent notamment un étalement de charge concernant la souscription d'une assurance dommage ouvrage par l'Université.

Cette charge payée en intégralité en 2019 peut faire l'objet d'un étalement sur dix années soit la durée de la garantie du contrat.

3.5 Fonds propres

En K€	
Fonds propres au 31/12/2022	150 707
Financement externe de l'actif	24 025
Reprise subventions	-3 198
Autres (report à nouveau-solde des comptes 110 et 119-)	-553
Résultat de l'exercice	3 904
Fonds propres au 31/12/2023	174 885

3.6 Provisions pour risques et charges

En K€	31/12/2022	Augmentation	Diminution	31/12/2023
Provision pour risques	30	12	24	18
Provisions pour charge	882	38	19	901
Total	912	50	43	919

La provision pour risques évaluée avec le service juridique de l'Université couvre les litiges en cours à la clôture de l'exercice 2023 pour un total de 18 K€.

La provision pour charges correspond aux comptes épargne temps constitutifs de droits à congés au 31 décembre 2023.

3.7 Echéance des dettes

L'ensemble des dettes de l'Université est à échéance à moins d'un an.

3.8 Produits constatés d'avance

La technique comptable des produits constatés d'avance permet de neutraliser l'impact sur le résultat de la part de recettes facturées au titre de l'exercice courant et se rapportant à un exercice postérieur.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 248 K€ au 31 décembre 2023.

En K€	31/12/2023	31/12/2022
Produits constatés d'avance	248	429

3.9 Charges à payer et produits à recevoir

En K€	31/12/2023	31/12/2022
Factures non parvenues-fonctionnement	2 425	2 363
Factures non parvenues-investissement	993	607
Charges à payer liées au personnel de l'établissement	6 555	5 872
Total Charges à payer	9 973	8 842
Produits à recevoir (# 418)	7 313	10 050
Subventions à recevoir (#448)	1 458	963
Total Produits à recevoir**	8 771	11 013

**Détail des principales évolutions des PAR	2023	2022	Variation
Forma Sup	2 846	4 461	-1 615
Formation Continue - IAE	1 465	1 983	-518
Formation Continue - DROIT	210	426	- 216
Formation Continue - FC3	457	298	+ 159
Conventions suivies en EOTP	3 277	2 666	+ 611
Autres	516	1 179	- 663
Total	8 771	11 013	-2 242

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation des produits de fonctionnement

Nature en K€	31/12/2023	31/12/2022
Droits de scolarité (*)	3 710	6 957
Formation continue	6 060	6 007
Validation des acquis de l'expérience	55	103
Formation en apprentissage	10 957	10 838
Mise à disposition locations diverses	548	260
Mise à disposition de personnel	526	326
Prestations de recherche	184	28
Autres prestations de service	1 441	1 462
Reprise amortissements et provisions	3 255	2 000
Subventions de fonctionnement	106 769	102 721
Contribution Vie Etudiante et Campus	1 559	1 036
Autres recettes	234	181
Total des produits de fonctionnement	135 298	131 919

* Comme précisé dans les faits caractéristiques de l'exercice, les droits de scolarités 2023 ne comprennent plus les droits différenciés. Le tableau ci-dessous retrace donc, pour mémoire la situation des droits différenciés en 2022 et en 2023 :

en K€	31/12/2023 Non comptabilisés	31/12/2022 comptabilisés
Droits différenciés	2 754	2 921

Les subventions d'exploitation se répartissent comme suit :

Nature en K€	31/12/2023	31/12/2022
Subvention de fonctionnement Etat (SCSP)	101 361	97 723
Région	494	609
Union Européenne et organismes internationaux	295	346
Taxe d'apprentissage	727	790
Autres ministères	531	345
Autres subventions	3 299	2 849
Dons et legs	62	59
TOTAL	106 769	102 721

V. AUTRES INFORMATIONS

5.1 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes annuels.

5.2 Effectifs

Plafond 1	Effectif 2023-moyenne mensualisée au 31/12/2023-	Effectif 2022-moyenne mensualisée au 31/12/2022-
Enseignants titulaires	476,25	474,83
Enseignants contractuels-CDI-	3,00	3,58
Enseignants contractuels-CDD-	218,67	192,67
BIATS Titulaires	404,50	406,5
BIATS CDI	52,67	39,25
BIATS CDD	128,42	119,67
	1283,50	1236,50

Plafond 2	Effectif 2023-moyenne mensualisée au 31/12/2023-	Effectif 2022-moyenne mensualisée au 31/12/2022-
Enseignants contractuels-CDD-	25,17	39,33
BIATS CDI	25,25	45,08
BIATS CDD	85,58	79,25
	136,00	163,66

TOTAL ETABLISSEMENT	Effectif mensualisée au 31/12/2023- 2023-moyenne	Effectif mensualisée au 31/12/2022- 2022-moyenne
Enseignants titulaires	476,25	474,83
Enseignants contractuels-CDI-	3,00	3,58
Enseignants contractuels-CDD-	243,83	232
BIATS Titulaires	404,50	406,5
BIATS CDI	77,92	84,33
BIATS CDD	214,00	198,92
	1419,49	1400,16

5.3 Engagements financiers

1. *Autres engagements financiers*

Engagements donnés :

Néant

Engagements reçus :

Néant.

5.4 Entreprises liées

Les principaux postes du bilan/compte de résultat représentatifs de transactions avec les entreprises liées sont les suivants et concernent la filiale LYON 3 VALORISATION.

(En K€)	31/12/2023	31/12/2022
Participations	108	108
Compte courant débiteur	0	0
Produits d'exploitation	76	23
Charges d'exploitation	0	0

5.5 Autres informations

Le conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon 3 a décidé par délibération du 5 juillet 2016 que la filiale LV3 ne représentait qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat d'ensemble et en conséquence de ne pas établir de comptes consolidés avec sa filiale en raison de son faible chiffre d'affaires.

Cette exemption est prévue au paragraphe 2.4 de la norme sur les comptes consolidés du Recueil des normes comptables pour les établissements publics.

Filiales et participations-Informations financières(en euros)	LV3 SAS*
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société	
Capital	50 K€
Capitaux propres autres que le capital	0%
Quote-part du capital détenu	100%
Valeur comptable des titres détenus brute	108 K€
Valeur comptable des titres détenus nette	18 K€
Montant des cautions et avals donnés par la société	-
Chiffre d'affaire donné hors taxes	312 K€
Résultat(bénéfice ou perte) de l'exercice	21 K€(bénéfice)
Dividendes encaissés par l'Université	0 K€

**Données au 31/12/2022*

(En Euros)

BILAN AU 31.12.2023 ACTIF	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT OU DEPRECIATION	31/12/2023	31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	2 528 409	2 101 862	426 547	342 288
Frais de recherche et de développement				
Logiciels	2 192 803	1 829 838	362 965	256 964
Autres immobilisations incorporelles	285 738	272 024	13 714	35 456
Immobilisations incorporelles en cours	49 868	-	49 868	49 868
Immobilisations corporelles	177 641 769	39 625 631	138 016 138	112 777 881
Terrains	20 377 350	66 913	20 310 437	20 332 136
Constructions	122 904 082	18 480 374	104 423 709	77 480 739
Installations techniques, matériel et outillage	2 413 705	1 913 596	500 109	502 638
Autres immobilisations corporelles	25 714 198	19 164 749	6 549 449	4 757 959
Immobilisations corporelles en cours	6 228 423	-	6 228 423	9 704 408
Avances et acomptes	4 011	-	4 011	-
Immobilisations financières	120 296	90 000	30 296	88 616
Participations	108 131	90 000	18 131	18 131
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	9 184	-	9 184	9 184
Autres immobilisations financières	2 980	-	2 980	61 301
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	180 290 474	41 817 493	138 472 981	113 208 785
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	-	-	-	-
Créances	13 596 291	84 225	13 512 065	15 977 762
Créances sur des entités publiques	2 466 423	-	2 466 423	1 486 315
Créances sur les clients et comptes rattachés	10 921 180	84 225	10 836 954	13 761 262
Avances et acomptes versés par l'Université	-	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	208 688	-	208 688	730 185
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-	-
Charges constatées d'avance	246 765	-	246 765	209 390
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	13 843 055	84 225	13 758 830	16 187 152
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	41 322 731	-	41 322 731	39 654 923
TOTAL TRESORERIE	41 322 731	-	41 322 731	39 654 923
Comptes de régularisation				
Ecart de conversion - Actif		-	-	-
TOTAL GENERAL - ACTIF	235 456 260	41 901 719	193 554 542	169 050 860

BILAN AU 31.12.2023 PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Financements reçus	103 297 714	82 470 205
Biens mis à disposition par l'Etat	72 691 049	74 510 206
Financements de l'actif par l'Etat	24 977 786	2 347 069
Financements de l'actif par des tiers autres que l'Etat	5 628 879	5 612 930
Réserves	68 236 315	60 560 085
Report à nouveau	- 553 341	925 808
Résultat de l'exercice	3 904 388	6 750 422
TOTAL FONDS PROPRES	174 885 076	150 706 520
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	18 300	29 900
Provisions pour charges	901 240	882 050
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	919 540	911 950
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Dépôts et cautionnement	-	14 417
TOTAL DETTES FINANCIERES	-	14 417
DETTES NON FINANCIERES		
Avances et acomptes reçus	6 054 344	5 358 738
Dettes	11 137 126	10 671 084
Fournisseurs et comptes rattachés	2 432 424	2 394 201
Dettes fiscales et sociales	6 555 259	5 872 298
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 165 275	703 533
Autres dettes	984 168	1 701 051
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	310 825	959 225
Produits constatés d'avance	247 630	428 925
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	17 749 926	17 417 972
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	-	-
TOTAL TRESORERIE	-	-
Comptes de régularisation	-	-
Ecarts de conversion - Passif	-	-
TOTAL GENERAL - PASSIF	193 554 542	169 050 860

CADRE 6 : BALANCE GENERALE DES COMPTES DE VALEURS INACTIVES

EXERCICE 2023

Etablissement université		CADRE 6 : Balance Générale des comptes de valeurs inactives						Date	21.02.2024	
Année	2023							Heure	14:07:26	
Période	01 à 15							Page	2	
COMPTES		DEBITS			CREDITS			SOLDES		
Numéro	Libellé	Bilan d'entrée	Opérations de l'exercice	Total	Bilan d'entrée	Opérations de l'exercice	Total	Montant débit	Montant Crédit	

COMPTE FINANCIER 2023

Conseil d'administration du 12 mars 2024

Rapport de gestion de l'ordonnateur

PREAMBULE

Le compte financier constitue toujours une étape importante dans la vie d'un établissement car il lui permet de faire le bilan de l'exécution budgétaire écoulée et d'apprécier sa santé financière au regard des différents indicateurs de la comptabilité budgétaire et générale que sont le solde budgétaire, le résultat, la capacité d'autofinancement (CAF), la trésorerie et le fonds de roulement.

Pour rappel, l'élaboration du budget initial 2023 s'est inscrite dans un contexte de grandes incertitudes marqué par l'inflation et plus particulièrement par la hausse sans précédent des coûts de l'énergie. Parallèlement, jusqu'à la fin de l'exercice et la dernière notification de décembre 2023, les dotations de l'État sont restées incertaines tant en volume qu'en terme de niveau de couverture de certaines mesures.

Pour autant, la gouvernance de l'établissement a souhaité poursuivre le rythme de mise en œuvre du projet d'établissement et la politique d'investissement en faveur de la formation, de la recherche, de la qualité de vie universitaire et de l'amélioration des conditions de travail pour ses personnels et d'études et de vie de campus pour ses étudiants. Les efforts budgétaires ont aussi été maintenus pour poursuivre la modernisation, l'amélioration du patrimoine immobilier de l'établissement, notamment dans le cadre des opérations du CPER 2021-2027, tout en engageant un vaste chantier de montée en qualité et en sécurité de ses infrastructures informatiques dans le cadre de la mise en œuvre du plan « Ambition numérique », dont le déploiement a démarré dès son adoption en 2023.

Le budget 2023 a aussi été marqué par un soutien fort au financement de la politique sociale, d'emploi et de rémunération de l'université. Ce budget a assuré le financement des mesures nouvelles issues de la conférence sociale prises en 2022 et renforcées en 2023, tant pour les personnels enseignants que non enseignants. Il a également intégré l'augmentation du point d'indice pour l'ensemble des emplois de titulaires et de contractuels relevant du plafond 1 (emplois alloués par l'Etat dans le cadre de la loi de finances), et sa compensation partielle par l'État en 2023. Il a également garanti le financement d'une campagne d'emplois 2023 ambitieuse, accompagnées de mesures de déprécarisation des personnels contractuels BIATS.

Enfin, ce nouveau budget a également été marqué par un engagement fort à destination de la recherche à travers le plan « Ambition recherche 2025 » grâce auquel l'Université souhaite redonner du temps aux chercheurs, des moyens aux unités de recherche, de la visibilité à notre recherche et créer de nouveaux espaces de travail.

1 – Autorisations budgétaires

1.1 Tableau des autorisations d'emplois – tableau 1 *pour vote*

1.1.1 Evolution de l'exécution de la masse salariale 2023

Concernant la masse salariale 2023, la consommation en paie est de 106 533 512€, soit une évolution de 5 313 770 € par rapport à 2022. Cette forte évolution s'est réalisée suite à une année ayant connu des mesures fortes tant sur le plan national que sur le plan local :

- le plan national :
 - augmentations du SMIC en 2022 et 2023,
 - revalorisations de 3,5% du point d'indice en 2022 (supportées en année pleine en 2023) et de 1,5% supplémentaires courant 2023,
 - revalorisation de la rémunération des contractuels doctorants,
 - augmentation en volume et en montant du régime indemnitaire enseignant, notamment avec la mise en place du RIPEC,
 - évolution du remboursement transport domicile-travail de 50% à 75%,
 - mesures spécifiques « Bas de grilles » pour les catégories C et B,
 - prime exceptionnelle de pouvoir d'achat ;
- le plan local, en poursuite de la Conférence sociale de 2022 :
 - attribution de 8 points aux contractuels BIATS de catégorie B,
 - augmentation de la prime mensuelle pour les contractuels BIATS de 50€ à 100€,
 - augmentation de l'IFSE pour les titulaires BIATS,
 - revalorisation des indices minimum de recrutement,
 - développement de l'intéressement Formation Continue,
 - revalorisation du référentiel des tâches Enseignants,
 - impact en année pleine de la campagne d'emploi 2022,
 - campagne d'emploi 2023.

Les effets de ces mesures se prolongeront sur les années futures et impliquent un pilotage précis pour conserver une masse salariale soutenable.

Nous avons prévu au budget rectificatif numéro 3 un montant de 107 635 256€ qui a été exécuté à hauteur de 99 %. En isolant la masse salariale hors EOTP, le taux d'exécution passe à 99,2%, ce qui constitue un taux d'exécution quasiment optimal, compte tenu des marges indispensables pour une gestion saine des opérations de rémunération.

EXECUTION FINALE DE LA MASSE SALARIALE 2023

Consommation Masse salariale		Budget 2023	Consommation	Écart	% Exécution
Paie		107 635 256,00	106 533 512 €	-1 101 744 €	99%
Dont Heures complémentaires		8 511 103 €	8 123 228 €	-387 875 €	95%
Dont dépenses EOTP		1 623 632,00	1 341 071,00	-282 561 €	83%
Dépenses hors paie	Hors paie	147 000,00	88 524	-58 476 €	60%
	SACSO	200 000,00	197 640	-2 360 €	99%
Exécution Budgétaire		107 982 256,00	106 819 676,00	-1 162 580 €	99%

1.1.1.1 Les dépenses de personnels BIATS

La consommation des emplois BIATS est en augmentation avec un volume d'ETPT annuel de 676,03 ETPT contre 665,86 ETPT en 2022.

Tout d'abord, un transfert d'ETPT du plafond propre (P2) vers le plafond État (P1) a été opéré, jusqu'à saturation, afin de mieux répondre aux modalités de consommation du plafond 1.

Au global sur l'établissement, nous constatons une création nette de 10,17 ETPT ainsi répartis :

- + 8,98 ETPT non titulaires
- +1,19 ETPT titulaires

			2023	2022	Écart 2023/2022
	Famille	Tit/Non Tit	ETPT	ETPT	
P1	BIATOS	Non titulaires	174,98	154,7	20,28
		Titulaires	388,97	387,78	1,19
	BIATOS		563,95	542,48	21,47
P2	BIATOS	Non titulaires	112,08	123,38	-11,30
	BIATOS		112,08	123,38	-11,30
			676,03	665,86	10,17

Cette variation d'effectif, cumulée aux effets naturels du GVT, ainsi qu'aux mesures nationales et locales indiquées précédemment, a généré une augmentation de la masse salariale de 2 236 004 €. Cette augmentation se retrouve principalement dans la filière ITRF (1 159 531 €) ainsi qu'au niveau des agents contractuels (895 696 €)

Statut	Filière	2022	2023	Ecart
Titulaires	ASU	5 439 422 €	5 432 786 €	-6 636 €
	BIBLIO	2 802 857 €	2 990 225 €	187 368 €
	CG FORM	23 273 €	32 007 €	8 734 €
	ITRF	15 692 605 €	16 852 136 €	1 159 531 €
	MEDICALE	28 626 €	19 939 €	-8 687 €
Titulaires		23 986 784 €	25 327 092 €	1 340 309 €
Non titulaires	BIATS CONTRACT	9 998 204 €	10 893 899 €	895 696 €
Non titulaires		9 998 204 €	10 893 899 €	895 696 €
Total BIATS		33 984 987 €	36 220 992 €	2 236 004 €

1.1.1.2 Les dépenses de vacations

La hausse des contrats de vacation conjuguée à la hausse du SMIC a entraîné une augmentation globale des dépenses des vacataires de 54 263 €.

Statut	Filière	2022	2023	Ecart
Non titulaires	Vacataires	6 581 463 €	6 635 727 €	54 264 €
Total Vacataires		6 581 463 €	6 635 727 €	54 264 €

1.1.1.3 Les dépenses des personnels enseignants

La consommation des emplois d'enseignants titulaires a légèrement augmenté en 2023 (472,49 ETPT en 2023 contre 471,6 ETPT en 2022 soit = 0,89 ETPT), notamment grâce aux effets conjugués des campagnes d'emploi 2022 et 2023. La campagne d'emploi 2024 consolidera et amplifiera cette augmentation.

En ce qui concerne les enseignants non titulaires, le transfert d'une partie des ETPT sur plafond 1 explique la hausse de 25,34 ETPT, à mettre en perspective avec la baisse de 13,66 ETPT sur plafond 2. Le solde est donc positif de 11,68 ETPT pour les enseignants non titulaires.

Concernant le personnel enseignant, c'est donc une hausse globale de 12,57 ETPT en 2023.

			2023	2022	
	Famille	Tit/Non Tit	ETPT	ETPT	Écart 2023/2022
P1	ENS	Non titulaires	193,94	168,6	25,34
		Titulaires	472,49	471,6	0,89
	ENS		666,43	640,2	26,23
P2	ENS	Non titulaires	24,2	37,86	-13,66
	ENS		24,2	37,86	-13,66
			690,63	678,06	12,57

Cette variation d'effectifs, cumulée aux effets naturels du GVT ainsi qu'aux mesures nationales et locales indiquées précédemment, a généré une augmentation de la masse salariale des enseignants-chercheurs de 4% (45 178 904 € en 2023 et 43 431 043 € en 2022). Pour les enseignants du second degré, outre les autres mesures nationale et locales l'augmentation de la PES (prime d'enseignement supérieur) a généré une augmentation de masse salariale de 5,2 % (7 369 639 € en 2023 et 7 003 344 € en 2022). Enfin, la dernière évolution notable concerne les doctorants contractuels qui ont vu leur nombre et leur rémunération croître cette année entraînant une augmentation de la masse salariale de près de 20% (3 034 586 € en 2023 et 2 532 586 € en 2022).

Au global, la masse salariale des enseignants a augmenté de 3 023 502 €, soit 5%

Statut	Filière	2022	2023	Ecart
Titulaires	ENS 2ND DEGRE	7 003 344 €	7 369 639 €	366 295 €
	ENS CHERCH STAT	43 431 043 €	45 178 904 €	1 747 861 €
	ENS EPS	802 767 €	844 007 €	41 240 €
Titulaires		51 237 154 €	53 392 550 €	2 155 396 €
Non titulaires	ATER	2 810 333 €	3 185 266 €	374 933 €
	CHERCHEUR CONTRACT	1 088 476 €	895 225 €	-193 251 €
	DOCT CONTRACT	2 532 586 €	3 034 586 €	502 000 €
	ENS ASSOCIES	1 815 377 €	1 972 090 €	156 713 €
	INVITES	136 435 €	152 472 €	16 037 €
	LECT ML	793 799 €	831 635 €	37 836 €
	PROF CONTRACT	239 131 €	212 968 €	-26 163 €
Non titulaires		9 416 137 €	10 284 243 €	868 106 €
Total ENS		60 653 291 €	63 676 793 €	3 023 502 €

1.1.1.4 Les dépenses des heures complémentaires

Le pilotage des dépenses d'heures complémentaires a été rendu complexe par les différentes évolutions de l'offre de formation de l'Université au cours des dernières années, en lien avec la mise en œuvre de la nouvelle accréditation, notamment la mise en place des BUT, et le transfert d'une partie des heures de suivi des alternants à Formasup.

Pour information, la fin du portail licence, la mise en place du dispositif de Majeures/Mineures et la création des BUT3 auront un impact sur le budget 2024.

Avec 149 653 heures complémentaires effectuées en 2023, c'est 1 340 heures de moins qu'en 2022, pour un taux d'exécution du budget de 94,6%.

Cependant, compte tenu des diverses mesures salariales, la masse salariale 2023 est de 8 123 228 €, supérieure à celle de 2022 de 140 484 €.

	2022	2023	Ecart
Heures Complémentaires	150 993	149 653	- 1 340
Masse Salariale	7 982 744 €	8 123 228 €	140 484 €

1.2 Tableau des autorisations budgétaires – tableau 2 pour vote

Le tableau des autorisations budgétaires présente les limites supérieures des dépenses pouvant être engagées juridiquement (AE) et payées (CP) par enveloppe (fonctionnement, personnel et investissement) et les recettes consolidées de fonctionnement et d'investissement selon qu'elles sont globalisées ou fléchées.

Outre l'exécution 2023 des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes, le tableau présente les mêmes informations relatives à l'exécution 2022 et au Budget rectifié 2023.

Concernant les dépenses, seules les opérations budgétaires sont prises en compte, les opérations de trésorerie étant considérées comme non budgétaires (opérations pour le compte de tiers, et les amortissements).

L'évolution des dépenses et leur taux d'exécution par enveloppe

Dépenses par enveloppe en CP	BR 2019	CFI 2019	Taux exécution 2019	BR 2020	CFI 2020	Taux exécution 2020	BR 2021	CFI 2021	Taux exécution 2021
Personnel	95 924 641	93 827 777	98%	96 459 940	94 424 337	98%	98 493 112	96 958 760	98%
Fonctionnement	16 981 933	14 709 847	87%	15 756 750	12 097 471	77%	16 777 046	13 557 414	81%
Investissement	4 860 930	4 072 998	84%	7 058 611	5 277 572	75%	8 355 771	6 023 197	72%
TOTAL des CP	117 767 504	112 610 622	96%	119 275 301	111 799 380	94%	123 625 929	116 539 371	94%

Dépenses par enveloppe en CP	BR 2022	CFI 2022	Taux exécution 2022	BR 2023	CFI 2023	Taux exécution 2023
Personnel	102 367 105	101 503 848	99%	107 982 256	106 819 676	99%
Fonctionnement	19 981 343	15 574 717	78%	21 333 380	18 133 509	85%
Investissement	8 181 978	6 207 198	76%	10 767 643	9 293 503	86%
TOTAL des CP	130 530 426	123 285 762	94%	140 083 279	134 246 688	96%

Hormis la cassure observée en 2020 en raison de la crise sanitaire, on constate une évolution forte des dépenses depuis 2019, toutes enveloppes confondues.

Entre 2022 et 2023, on observe en particulier une augmentation de nos dépenses globales de 10,9M€ ventilée sur la masse salariale (+5,3M€), le fonctionnement (+2,6M€) et l'investissement (+3M€). Cette évolution est due à la fois à un dynamisme de nos activités et à une inflation importante.

L'enveloppe personnel comprend à la fois les dépenses de masse salariale liées à la paie des personnels pour un montant de 106 533 512€ et 286 456€ de dépenses liées à l'action sociale qui ne constituent pas de la paie mais des aides aux personnels. L'analyse effectuée dans la première partie portait sur la partie « paie » mais pour une complète information, on rappellera que le montant total de masse salariale est de **106 819 676€**.

L'enveloppe de personnel est en hausse continue depuis 2019 mais la part qu'elle représente au niveau des dépenses globales de l'université est en diminution : 79,57% en 2023 contre 82,33% en 2022 et 83,20% en 2021. Malgré sa forte hausse (+5,3M€) explicitée en détail dans la première partie, elle reste donc contenue et maîtrisée. Elle enregistre également un très bon taux d'exécution de 99% qui prouve que l'établissement pilote parfaitement sa masse salariale. Ce taux est légèrement supérieur si on analyse le budget sans les eotp : 99,2%.

Au niveau de **l'enveloppe de fonctionnement**, nous avons assisté en 2022 à une forte reprise de la consommation et, pour la première fois depuis la crise sanitaire de 2020, l'Université avait dépassé ses niveaux de consommation de 2019. L'exercice 2023 confirme cette évolution avec une augmentation des dépenses, par rapport à 2022, de 2,6M€ (soit une évolution de 16%). Certes, cette évolution reflète la reprise de l'activité mais elle est surtout la conséquence d'une inflation très importante née fin 2021 et que la crise internationale a amplifié à partir de 2022.

Le taux d'exécution de l'enveloppe fonctionnement, quant à lui, affiche une hausse de sept points par rapport à 2022 mais la comparaison est biaisée car force est de constater que le faible taux de 2022 avait été fortement lié à l'incapacité de notre fournisseur d'électricité à nous fournir ses factures avant la fin de l'exercice. Une large partie de nos consommations d'électricité n'avait pas pu être payée sur l'exercice et avait donc uniquement fait l'objet de charges à payer qui avaient affecté le résultat 2022 (cf tableau 6) mais pas le solde budgétaire. A l'inverse, le paiement, en 2023, de 765K€ de dépenses d'électricité 2022 se traduit par une plus forte consommation des crédits de paiement et a, par voie de conséquence, un réel impact sur notre solde budgétaire.

Parmi les postes de dépenses de fonctionnement qui ont subi de fortes augmentations entre 2022 et 2023, outre l'électricité qui enregistre la plus forte évolution pour la raison vue plus haut, nous pouvons citer les dépenses de maintenance, de redevance et autres prestations extérieures d'informatique ainsi que les prestations de gardiennage, dans le cadre du renforcement du plan Vigipirate, qui pèsent fortement sur les services support que sont la Direction de l'immobilier et de la Logistique, la Direction du Numérique et le Service Hygiène et Sécurité. On assiste également, sur l'ensemble de l'Université, à une augmentation des frais de réception, non sans lien avec les événements exceptionnels de 2023 (notamment les 50 ans de l'université, et les 30 ans de l'IUT), dans un contexte inflationniste de surcroît, mais sur lesquels la Gouvernance entend restée vigilante.

Enfin, même si à la clôture de l'exercice 2023, il reste près de 3M€ de CP non consommés et que l'on peut objectivement penser qu'avec un BR en décembre, les services auraient pu être moins prudents au niveau de la déprogrammation, il n'en reste pas moins que ce taux de 85% est supérieur aux taux constatés depuis 2020. L'évolution est donc positive.

Les dépenses d'investissement ont fortement augmenté, de 3M€, entre 2022 et 2023 passant ainsi à 9,2M€ soit une évolution de 50%. Ces dépenses sont effectuées par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique (DIL) et par la Direction du Numérique (DNUM) à 94%. A noter que le Programme pluriannuel d'investissement (PPI), porté par ces deux directions représente 65% de l'ensemble de ces dépenses d'investissement alors que les dépenses d'investissement sur contrats de recherche et d'enseignement ne représentent qu'un peu plus de 1%. Environ, 3,1M€ des dépenses de l'université relèvent des dépenses récurrentes de l'établissement et sont également essentiellement portées par la DIL et la DNUM. A noter, la mise en œuvre courant 2023 de la politique de centralisation des achats informatiques : les achats se font dorénavant au sein de la Direction du Numérique (sauf pour l'IAE et pour les achats sur contrats à justifier auprès de financeurs) afin d'harmoniser le parc informatique, de sécuriser les process et de fluidifier le service aux usagers.

Le taux d'exécution de l'enveloppe d'investissement est également en nette amélioration : 86% en 2023 pour 76% en 2022. Comme pour le fonctionnement, le taux 2022 avait été affecté par une mesure de la ComUE qui avait différé notre versement de 913K€ relatif au Plan Campus de 2022 à 2023.

L'évolution des recettes

Recettes	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	Variation 2022/2023	2023-2022
Recettes globalisées	115 586 856	112 902 566	125 412 482	127 504 936	135 905 163	6,59%	8 400 227
dont SCSP	91 004 543	91 729 804	96 614 798	97 723 367	101 361 419	3,72%	3 638 052
dont autres financements de l'état	190 796	202 534	1 328 141	1 074 321	2 642 246	145,95%	1 567 925
dont fiscalité affectée	1 832 975	1 413 967	1 418 290	1 036 072	1 558 735	50,45%	522 662
dont autres financements publics	6 065 903	3 329 547	3 608 972	2 847 048	3 241 608	13,86%	394 561
dont recettes propres	16 492 639	16 226 714	22 442 281	24 824 128	27 101 154	9,17%	2 277 027
Recettes fléchées	953 386	910	1 888 016	558 959	1 015 092	81,60%	456 133
TOTAL des recettes	116 540 242	112 903 476	127 300 498	128 063 895	136 920 255	6,92%	8 856 360

Ce premier tableau permet d'observer l'évolution en volume et en pourcentage des recettes par compte budgétaire depuis 2019.

Hormis la baisse constatée en 2020 en lien avec la crise sanitaire, les recettes évoluent positivement. Nous constatons en particulier une augmentation des recettes de près de 8,9M€ entre 2022 et 2023 soit une évolution de 7% entre les deux années. Cette augmentation est principalement portée par la subvention pour charge de service public (SCSP : +3,6M€ soit 41% de l'augmentation) puis par les recettes propres (+2,3M€ représentant 26% de l'évolution 2022-2023), les autres financements de l'État (+1,6M€ soit 18% de l'évolution), la CVEC que l'on retrouve ici sous l'intitulé « fiscalité affectée » (+523K€), les recettes fléchées (+456K€) et les autres financements publics (+395K€)

Chaque typologie de recettes évolue donc positivement. Si l'on regarde les évolutions les plus conséquentes, on constate notamment une évolution de 146% des **financements de l'État** (hors SCSP) ; cette évolution est principalement liée au financement du Plan de relance lancé fin 2020 par l'État pour relancer l'économie. Les travaux relatifs à l'amélioration énergétique se sont poursuivis sur 2023 et ont donné lieu à leur remboursement par l'État. Il s'agit ici d'une recette d'investissement.

Autre évolution très positive, la **recette de fiscalité affectée (CVEC)** qui s'explique par la mise en application, en 2022, du décret n°2022-1509 du 1er décembre 2022 modifiant les modalités de versement de la CVEC afin que la recette de l'année universitaire se fasse sur une même année budgétaire. L'année 2023 a donc été le premier exercice sur lequel nous avons titré l'intégralité de la CVEC d'une année universitaire, en l'occurrence 2022/2023 (par le biais de deux versements en janvier et en juillet). Sur l'année 2022, un seul versement avait donc été comptabilisé entraînant une sous exécution d'environ 400K€. Cela relativise donc l'augmentation de la CVEC entre 2022 et 2023.

Le taux d'exécution des recettes par enveloppe

Recettes	BR2019	CFI 2019	Taux exécution 2019	BR 2020	CFI 2020	Taux exécution 2020	BR3 2021	CFI 2021	Taux exécution 2021
Recettes globalisées	114 538 459	115 586 856	101%	113 264 952	112 902 566	100%	121 978 515	125 412 482	102,82%
dont SCSP	90 786 973	91 004 543	100%	91 613 975	91 729 804	100%	94 145 929	96 614 798	102,62%
dont autres financements de l'état	384 750	190 796	50%	146 740	202 534	138%	1 341 252	1 328 141	99,02%
dont fiscalité affectée	1 427 556	1 832 975	128%	1 400 175	1 413 967	101%	1 418 290	1 418 290	100,00%
dont autres financements publics	5 057 579	6 065 903	120%	5 799 968	3 329 547	57%	3 898 514	3 608 972	92,57%
dont recettes propres	16 881 601	16 492 639	98%	14 304 094	16 226 714	113%	21 174 530	22 442 281	105,99%
Recettes fléchées	951 758	953 386	100%	0	910		1 558 522	1 888 016	121,14%
TOTAL des recettes	115 490 217	116 540 242	101%	113 264 952	112 903 476	100%	123 537 037	127 300 498	103,05%

Recettes	BR3 2022	CFI 2022	Taux exécution 2022	BR3 2023	CFI 2023	Taux exécution 2023	BR3 / EXEC 2023
Recettes globalisées	127 614 899	127 504 936	99,91%	132 323 559	135 905 163	102,71%	3 581 604
dont SCSP	98 278 467	97 723 367	99,44%	100 209 051	101 361 419	101,15%	1 152 368
dont autres financements de l'état	2 194 582	1 074 321	48,95%	2 612 399	2 642 246	101,14%	29 847
dont fiscalité affectée	1 422 469	1 036 072	72,84%	1 558 735	1 558 735	100,00%	0
dont autres financements publics	3 484 732	2 847 048	81,70%	2 628 554	3 241 608	123,32%	613 054
dont recettes propres	22 234 649	24 824 128	111,65%	25 314 820	27 101 154	107,06%	1 786 334
Recettes fléchées	555 420	558 959	100,64%	1 010 615	1 015 092	100,44%	4 477
TOTAL des recettes	128 170 319	128 063 895	99,92%	133 334 174	136 920 255	102,69%	3 586 081

Depuis 2019, les taux d'exécution, au niveau global, sont toujours proches des 100% avec des taux de réalisation variés selon les typologies de recettes.

En 2023, nos recettes réalisées ont été supérieures de 3 586K€ à nos prévisions malgré un BR3 soumis au vote du CA en décembre 2023 en même temps que le BI 2024. Le taux de réalisation se monte donc à 102,69%. Cet écart porte essentiellement sur trois typologies de recettes :

- La **subvention pour charge de service public (SCSP)** pour laquelle la prévision doit être en adéquation avec les notifications de l'État. Or, la dernière notification de l'État, nous accordant 1,8M€ supplémentaires nous est parvenue le 15 décembre soit quatre jours avant le passage du BR en CA alors même qu'il n'était plus possible d'apporter des modifications au budget rectificatif. Sur ces 1,8M€, l'université avait cependant pu ouvrir environ 600K€ en se basant sur des courriers du Ministère mais il restait 1 152K€ que l'université ne pouvait anticiper budgétairement. Parmi les actions financées dans le cadre

de cette dernière notification, on peut évoquer le soutien du Ministère au surcoût énergétique (534K€) ou à la mise en sûreté dans le cadre du plan Vigipirate (+50K€).

- Le compte budgétaire des **recettes propres** recouvre entre autres les recettes de droits d'inscription, de formation continue et d'apprentissage, la taxe d'apprentissage, les recettes de partenariats, les locations et les mises à disposition de personnels. Ces recettes propres enregistrent une sur-exécution de près d'1,8M€ portée à 78% par la formation continue et l'apprentissage qui restent, une nouvelle fois en 2023, sous-évalués (à hauteur de 1,4M€) mais pour lesquels il y a eu une amélioration significative de la prévision par rapport à 2022.

-Les **autres financements publics** présentent également une sur-exécution de 613K€ soit une exécution de 123%. Une vigilance sera à apporter dans le suivi de ces prévisions de recettes sur 2024.

Pour en finir avec le tableau des autorisations budgétaires, on rappellera qu'il met en évidence **le solde budgétaire** qui traduit la différence entre les prévisions d'encaissement et les prévisions de décaissement. Un solde budgétaire bénéficiaire signifie que la couverture des dépenses à payer est assurée par les recettes encaissées sur l'exercice.

Evolution du solde budgétaire	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023
Solde budgétaire	3 929 620	1 104 096	10 761 127	4 778 133	2 673 567
Recettes	116 540 242	112 903 476	127 300 498	128 063 895	136 920 255
Dépenses	112 610 622	111 799 380	116 539 371	123 285 762	134 246 688

Depuis 2019, le solde budgétaire de l'établissement a toujours été excédentaire et l'exercice 2023 ne fait pas exception. Certes, il est plus contenu par rapport aux deux années précédentes puisqu'il s'établit à **2 673 567 euros** mais si on ne tient pas compte des opérations pluriannuelles qui génèrent toujours des décalages de trésorerie, le solde budgétaire du budget structurel de l'établissement s'élève à **6M€**.

On notera donc que la hausse importante de nos dépenses est complètement couverte par l'évolution à la hausse de nos recettes.

Ce solde budgétaire excédentaire participe ainsi à l'amélioration de notre niveau de trésorerie initiale sur 2024.

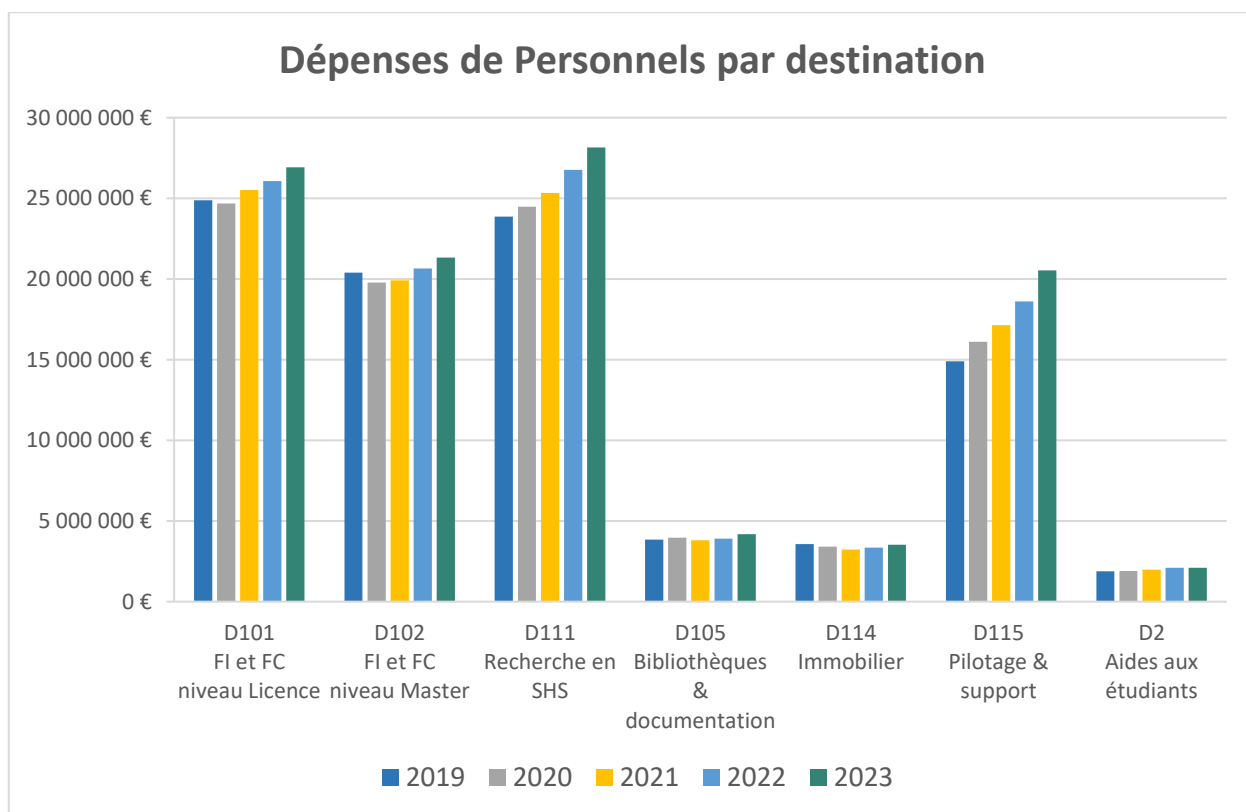
1.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine – tableau 3 pour information

1.3.1. Analyse des dépenses par destination

Pour rappel, l'analyse ci-dessous se fait sur des crédits de paiement qui sont les dépenses réellement décaissées dans l'année. Cela implique que ces chiffres pourront être différents des chiffres apparaissant plus tard dans le document et qui sont issus de la comptabilité des droits constatés.

Enveloppe Personnel

En toute logique, les trois quarts des dépenses de masse salariale sont des dépenses de formation et de recherche. Ces dernières évoluent de 4% entre 2022 et 2023.



Enveloppe Fonctionnement

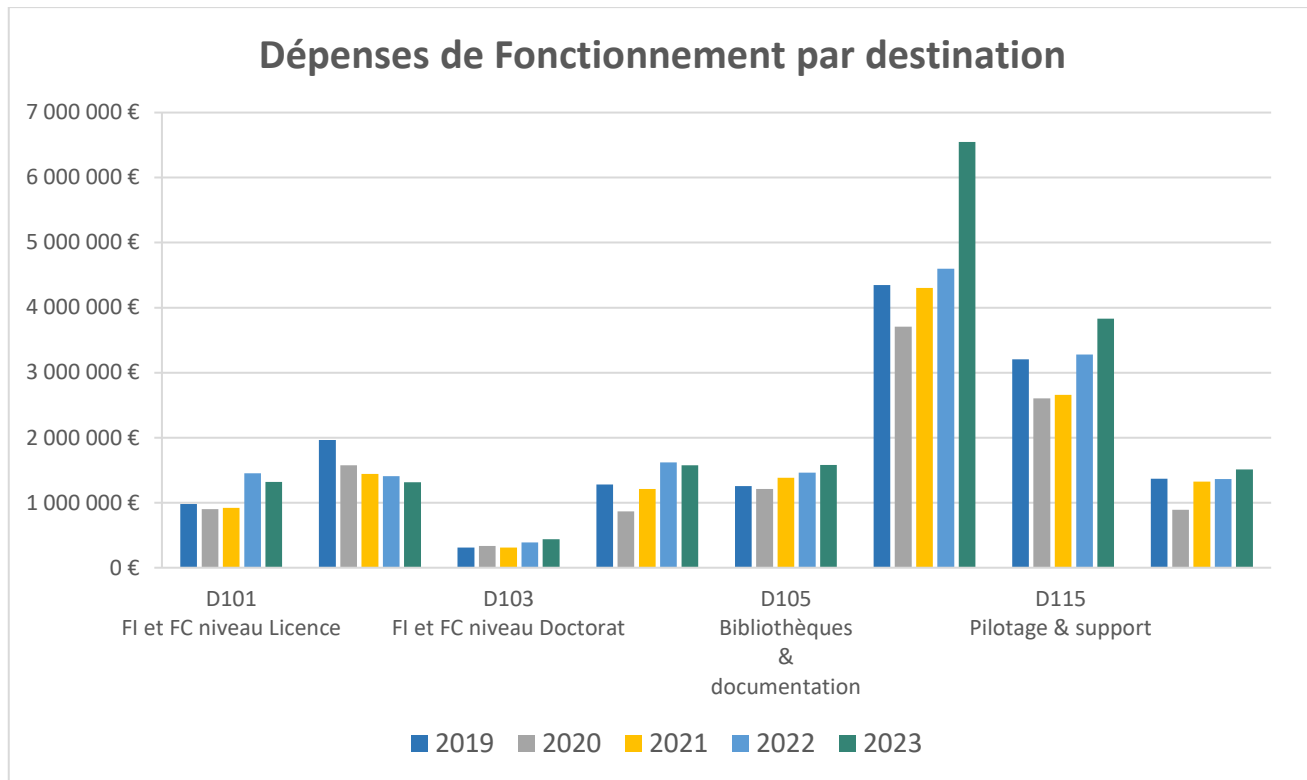
Hormis les dépenses liées à la formation initiale et continue de niveaux licence et master, les dépenses décaissées sur 2023 ont augmenté dans quasiment tous les domaines avec une hausse particulièrement importante au niveau de la **destination « Immobilier »** (+42%).

Les dépenses structurelles de fonctionnement en lien avec l'immobilier (D114) représentent globalement chaque année environ 30% des dépenses de fonctionnement de l'établissement. En 2023, ces dépenses représentent 36% de notre fonctionnement courant. Il s'agit essentiellement de dépenses liées aux fluides (2,5M€), à la maintenance immobilière et informatique (1,4M€), au nettoyage des bâtiments (1,4M€), aux redevances informatiques (538K€) et aux petites fournitures informatiques et outillages divers (265K€). Ces dépenses se sont accrues fortement sur 2023 passant de 4,6M€ à 6,5M€.

Par ailleurs, 3,8 M€ soit 21% de nos dépenses de fonctionnement effectuées sur 2023 sont réalisées dans le cadre d'actions de **pilotage et autres actions support (destination D115)** portées par les composantes pour 2M€ et par les autres services pour 1,8M€. On retrouve des dépenses d'impression, de locations mobilières et immobilières, de goodies, de missions, de réceptions.

On notera également, sur la **destination Recherche**, le lancement par la Gouvernance du plan « **Ambition Recherche 2025** » avec une traduction financière portant sur les trois enveloppes : d'une part, révision du référentiel et de la politique des contrats de valorisation de la recherche et d'autre part, moyens supplémentaires donnés aux laboratoires en fonctionnement et en investissement. Dans le cadre du BR2 2023, les laboratoires ont été amenés à faire remonter leurs besoins et toutes les demandes remontées ont été intégralement soutenues budgétairement. Au total, l'effort supplémentaire consenti par la gouvernance s'est élevé à 263K€ mais ces crédits n'ont pas tous été consommés sur 2023.

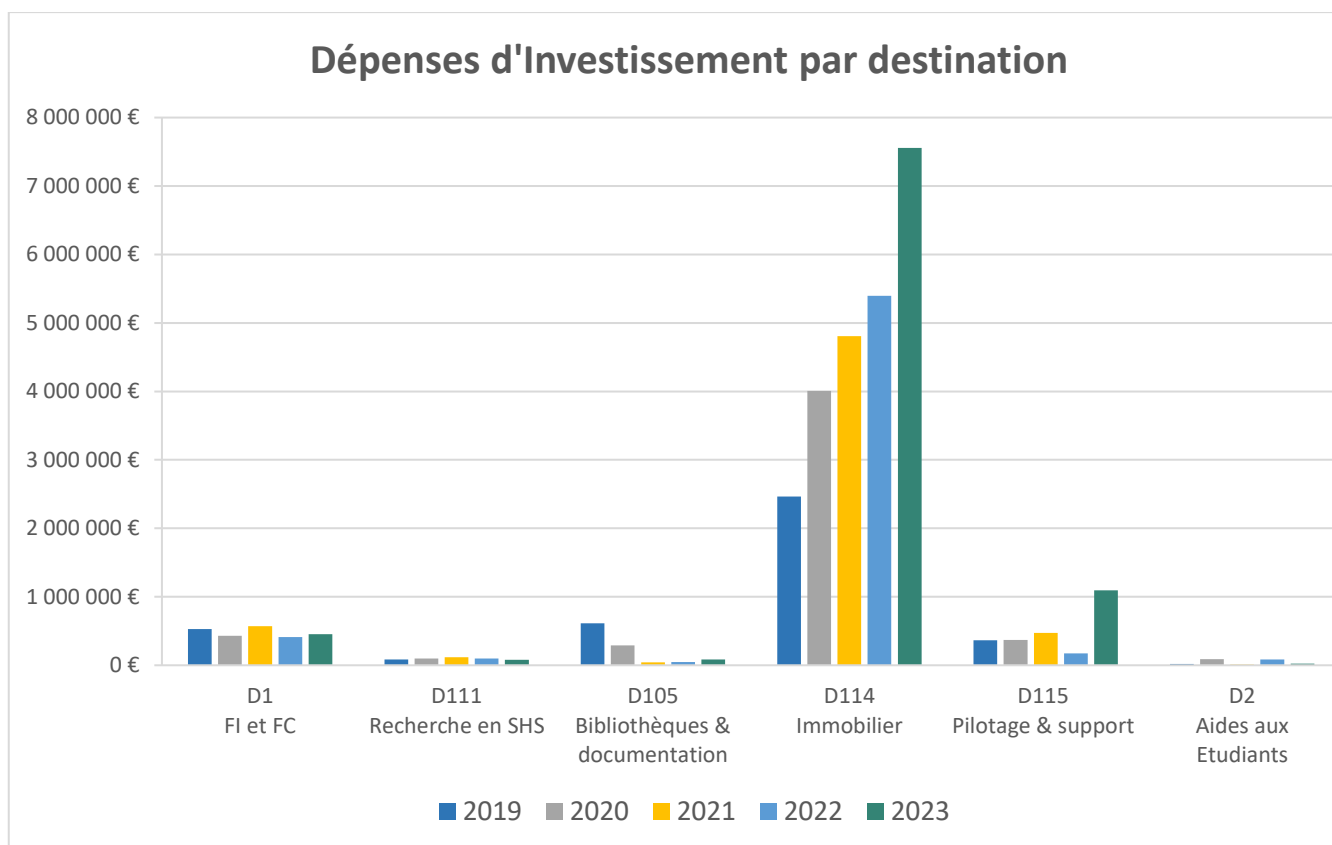
Enfin, sur la **destination vie étudiante**, les aides aux étudiants ont augmenté de 149K€ par rapport à 2022 soit une évolution de 8% qui porte plus particulièrement sur l'attribution de bourses aux étudiants via les programmes ERASMUS.



Enveloppe Investissement

Le montant exécuté des dépenses d'investissement s'élève à 9 294K€, soit une augmentation de 50% par rapport à l'exécution 2022. Cette exécution est en amélioration par rapport à l'année précédente et représente 86% du budget dédié.

L'évolution des dépenses à la hausse est principalement due à la politique ambitieuse et dynamique en matière immobilière. A cet égard, un point particulier est d'ailleurs fait sur le PPI Immobilier en annexe.



1.3.2. Analyse des recettes par origine de financement

Comme pour les dépenses vues précédemment dont l'analyse portait sur les crédits de paiement, l'analyse s'effectue ici sur les recettes encaissées (et rapprochées) dans l'année.

Comme vu plus haut, les recettes encaissées pour 136 920K€ sont supérieures à celles prévues au budget 133 334K€ (+3 586K€) et le taux d'encaissement sur la base du budget modifié est de 102,69%. A noter, l'apport non prévisible de plus d'1 152K€ de SCSP au niveau de la notification de décembre 2023 (lire *supra*, évolution des recettes).

Subvention pour charge de service public (SCSP FD010) :

Le budget avait été élaboré sur la base d'une pré-notification de subvention pour charge de service public de 98,5M€. Au fil des notifications de l'exercice 2023 (dont la dernière est parvenue mi-décembre 2023), les moyens alloués par notre ministère de tutelle se

sont finalement élevés à **101,4M€** et sont en augmentation de **3 638K€** par rapport à la subvention de 2022.

Cette augmentation de SCSP semble importante quand on la compare à l'augmentation entre 2021 et 2022 (+1,1M€) mais cette augmentation vise surtout à compenser les mesures nationales suivantes pour près de 3,3M€ :

- le financement de l'impact de la hausse de la valeur du point de juillet 2022 (2 778K€) à partir du 1^{er} janvier 2023.
- le financement à hauteur de 75% des mesures indiciaires du rendez-vous salarial du 12 juin 2023 (revalorisation du point d'indice de + 1,5% et mesures bas salaires pour les grilles de catégorie C et B soit 489K€ pour les personnels émargeant sur les crédits de masse salariale du plafond État)

On notera par ailleurs que ces moyens représentent 74% des recettes globales exécutées au titre de l'exercice 2023 ; la part que représente la SCSP dans nos ressources est donc en légère diminution par rapport à 2022 et 2021 puisqu'elle s'établissait alors à 76% ; ceci est dû au dynamisme de nos autres recettes qui augmentent de façon plus importante que la SCSP.

Ressources propres (FD020 à FD060 et FD130) :

Une des orientations de la gouvernance de l'université est d'accroître le budget de fonctionnement de l'établissement à partir de ses ressources propres en développant davantage sa relation avec le monde socio-économique, notamment en accroissant les financements des contrats de recherche, et en faisant du développement maîtrisé de la formation continue l'un des éléments forts de sa politique de ressources.

Les recettes provenant de nos ressources propres hors subventions publiques représentent près de 20% du budget exécuté en 2023.

Au sein de ces ressources propres, on assiste en 2023 à une légère baisse du montant des **droits d'inscription** (-182K€) en lien avec une baisse des effectifs étudiants inscrits en D.U et une augmentation du nombre de nos boursiers inscrits dans les diplômes nationaux. Pour rappel, les effectifs boursiers sont annuellement remontés au niveau du Ministère qui nous compense en année N+2. L'attribution de bourses ne remet donc pas en cause notre équilibre financier et il s'agit seulement ici d'expliquer notre petite variation relative aux droits d'inscription.

Le fonds FD030 « Formation continue, diplômes propres et VAE » reste cependant la plus grosse source de recettes propres de l'Université avec plus de 19,6M€ de recettes. Elle s'accroît de 2,6M€ entre 2022 et 2023 mais cette augmentation est à relativiser car il faut noter que sur l'exercice 2023, nous avons à la fois comptabilisé le premier acompte 2022/2023 (qui aurait dû être comptabilisé sur l'exercice 2022) pour un montant de 2,2M€ et le premier acompte 2023/2024 pour un montant de 2,3M€. L'augmentation réelle n'est donc que de 400K€.

Au sein de ce fonds, la formation continue à diminuer (-638K€) s'élevant ainsi à 6,8M€ en 2023 au profit de l'apprentissage qui augmente fortement (+3,3M€) pour atteindre un volume de 12,9M€.

Le fonds FD040 « Taxe d'apprentissage » continue sa baisse : de 811K€ en 2021 puis 790K€ en 2022, elle est passée à 727K€ en 2023. A noter, en 2023, le changement de procédure relatif à la collecte de la T.A qui a eu un impact négatif sur la récolte de la taxe pour notre établissement. Toutefois, un montant important de taxe collectée, et non affectée par les entreprises en raison sans doute d'une prise en main de la plateforme SOLTéA jugée complexe, est conservée par la Caisse des Dépôts et consignations dont une part devrait être versée courant 2024 notre université en application du décret n° 2024-91 du 8 février 2024.

Le fonds FD060 « Valorisation » continue sa progression : 105K€ en 2021, 154K€ en 2022 et 183K€ en 2023.

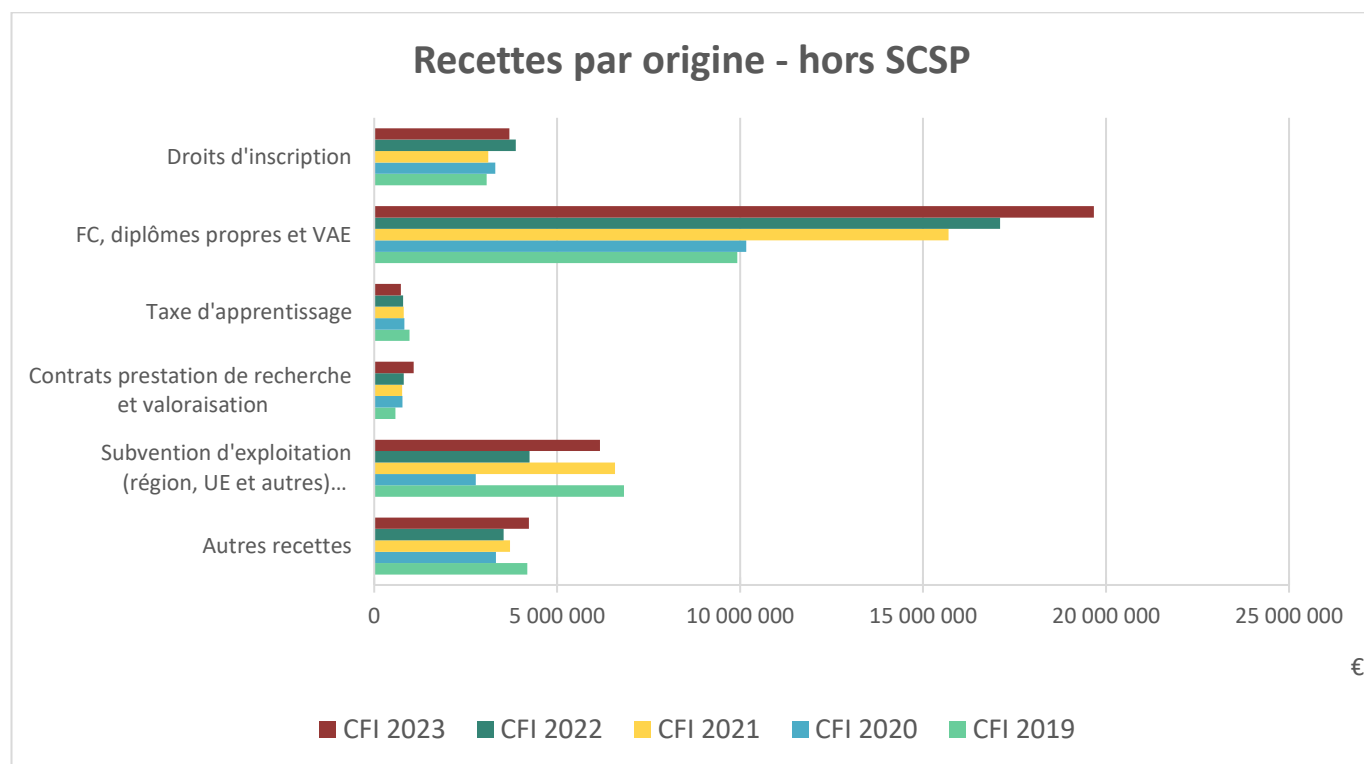
Le Fonds FD130 « Autres recettes », qui s'établit à 4 225K€ en 2023, enregistre une « fausse » hausse de 693K€ par rapport à 2022. De fait, la CVEC est comptabilisée dans ce fonds. Or, comme vu plus haut, il y a eu un changement de comptabilisation de la CVEC en 2022 qui a induit une baisse de 523K€ en 2022. L'augmentation réelle de ce fonds entre 2022 et 2023 est donc de 171K€.

Outre la CVEC qui se situe à un niveau de 1 559K€ en 2023, le fonds « Autres recettes » recouvre principalement des recettes de prestations de service (1 234K€), de mise à disposition de personnel (447K€) et de location (440K€).

L'évolution de l'ensemble des recettes est détaillée dans le tableau ci-dessous :

ORIGINES DE FINANCEMENT		CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	Evolution 2023/2022	Evolution 2023/2022
FD010	Subvention pour charges de service public	91 004 543	91 729 804	96 614 798	97 723 367	101 361 419	3,72%	3 638 052
FD020	Droits d'inscription	3 068 360	3 309 441	3 117 942	3 872 019	3 689 617	-4,71%	-182 402
FD030	Formation continue, diplômes propres et VAE	9 918 715	10 170 381	15 698 339	17 101 889	19 669 297	15,01%	2 567 407
FD040	Taxe d'apprentissage	967 199	825 723	810 725	789 901	726 832	-7,98%	-63 069
FD050	Contrats et prestations de recherche hors ANR	10 100	578	-15	1 500		-100,00%	-1 500
FD060	Valorisation	119 870	63 631	104 632	154 300	183 263	18,77%	28 964
FD070	ANR investissements d'avenir	102 457	478 679	285 621	199 144	178 998	-10,12%	-20 147
FD080	ANR hors investissements d'avenir	342 880	229 038	374 181	448 989	716 515	59,58%	267 526
FD090	Subvention d'exploitation et financement actif - Région	482 952	718 900	622 358	846 038	588 555	-30,43%	-257 483
FD100	Subvention d'exploitation et financement actif - UE	196 461	49 676	537 440	179 819	135 932	-24,41%	-43 887
FD110	Subvention d'exploitation et financement actif - Autres	5 966 623	1 977 512	5 300 334	3 027 315	5 444 753	79,85%	2 417 438
FD120	Fondations- fonds propres, réserves dons et legs	175 625	27 988	120 140	187 478	-261	-100,14%	-187 739
FD130	Autres recettes	4 184 456	3 322 125	3 714 003	3 532 136	4 225 335	19,63%	693 199
TOTAL		116 540 241	112 903 477	127 300 498	128 063 895	136 920 255	6,92%	8 856 360

Par ailleurs, le graphique ci-dessous permet également de mieux appréhender l'évolution, entre 2019 et 2023, des recettes de l'Université hors SCSP.



2 – Equilibre financier

2.1 Tableau d'équilibre financier – tableau 4 pour vote

Le tableau d'équilibre financier permet de déterminer la variation de la trésorerie sur 2023. Cette variation de trésorerie résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant du tableau des autorisations budgétaires (tableau 2) et, d'autre part, des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations budgétaires mais affectent la trésorerie.

Au titre de l'exercice 2023, la variation de notre trésorerie est positive à hauteur de **1 667 808 euros**.

Cette variation comprend le solde budgétaire de **+ 2 673 567 euros** issu du tableau des autorisations budgétaires auquel s'ajoute le solde négatif, pour **- 1 005 759 euros** au total, des opérations au nom et pour le compte de tiers (-490K€), dont le détail est donné dans le tableau 5, ainsi que des autres encaissements sur compte de tiers (-516K€).

2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers – tableau 5 pour information

Ce tableau retrace les opérations traitées, en comptabilité générale, uniquement en comptes de tiers (classe 4), s'agissant d'opérations gérées par l'Université pour le compte de tiers.

Sont, à ce titre, retracées les opérations suivantes :

- Les bourses AMI qui constituent un dispositif d'intervention géré par l'université sur financement de l'État,
- Le projet européen MERGING pour la partie relative aux versements aux partenaires,

L'absence de marge de manœuvre sur de telles opérations justifie leur exclusion du tableau des autorisations budgétaires. Elles participent, en cas de déséquilibre entre les encaissements et les décaissements, à la variation de trésorerie. Elles figurent ainsi sur une ligne du tableau d'équilibre financier.

Sur 2023, la variation globale est de **- 489 924 euros**.

3 – Analyse de la soutenabilité

3.1 Tableaux de situation patrimoniale – tableau 6 pour vote

Le tableau relatif à la situation patrimoniale présente le budget de l'établissement sous l'angle de la comptabilité générale. Il correspond aux présentations qui étaient effectuées avant la mise en œuvre de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Ce document se veut donc différent du tableau des autorisations budgétaires et du tableau d'équilibre financier mais reste néanmoins complémentaire en permettant une analyse globale de la situation budgétaire et financière de notre établissement, et une présentation de l'impact prévisionnel en droits et obligations constatés de l'évolution de nos charges et nos produits.

Le compte de résultat prévisionnel présente les dépenses de fonctionnement et de personnel ainsi que les recettes de fonctionnement.

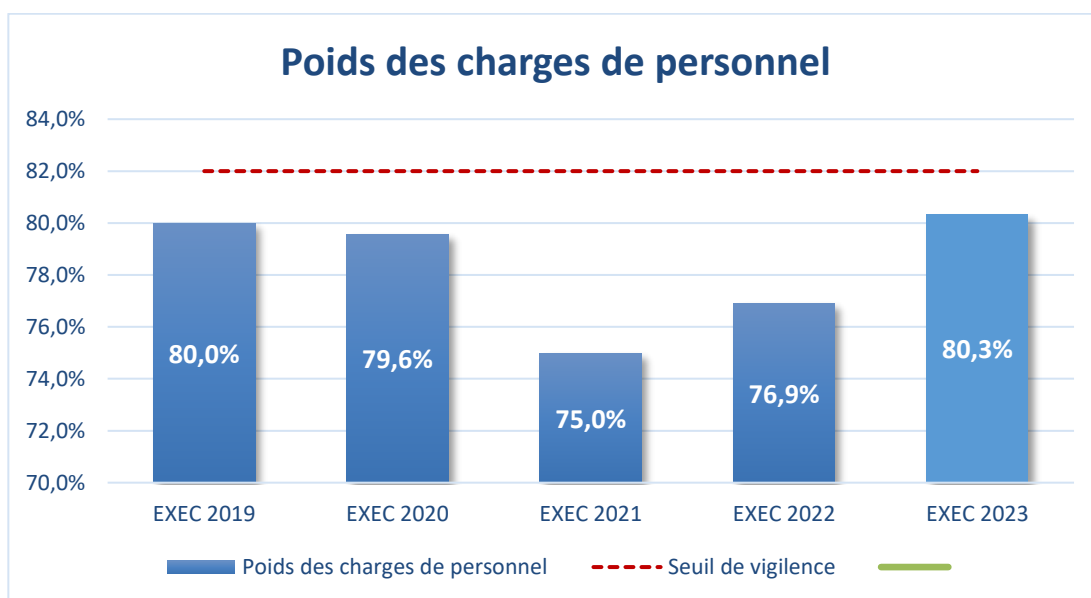
Les dépenses mentionnées dans le compte de résultat prévisionnel sont complétées des charges à payer et charges constatées d'avance ainsi que par les dotations aux amortissements et provisions ; de la même manière les recettes correspondent à celles du tableau des autorisations budgétaires auxquelles sont ajoutées les reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ainsi que la quote-part des subventions d'investissement.

LES CHARGES

	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	Evolution 2022/2023
Total des charges	112 427 738	112 617 386	117 234 726	125 169 002	131 393 806	4,97%
dont total des charges de personnel	92 590 600	93 222 546	95 603 411	99 929 064	106 058 435	6,13%
dont total des charges de fonctionnement	19 837 138	19 394 840	21 631 315	25 239 938	25 335 371	0,38%
* Dotations aux amortissements et provisions	3 500 356	3 414 290	3 854 899	3 993 786	5 390 780	34,98%
* Charges décaissables de fonctionnement général	16 336 782	15 980 550	17 776 416	21 246 152	19 944 591	-6,13%

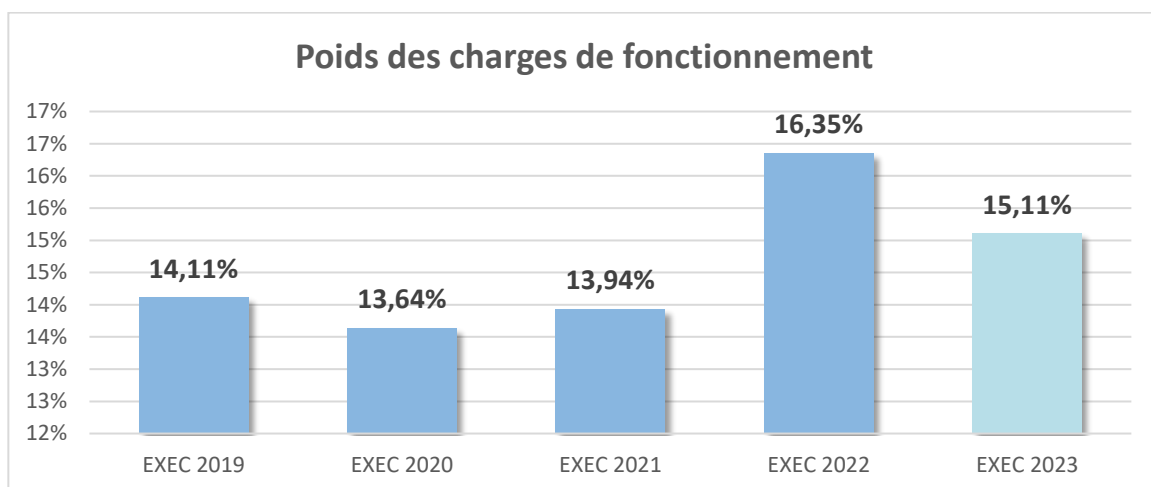
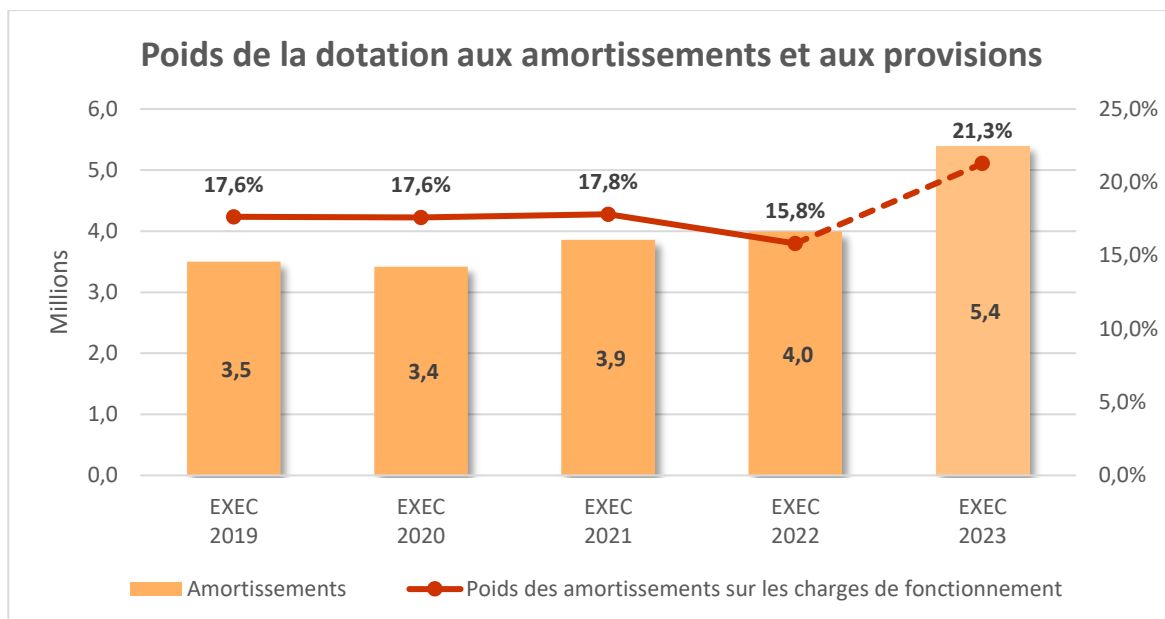
On constate une forte croissance de l'ensemble de nos charges de personnel et de fonctionnement depuis 2021.

Concernant le personnel, cette croissance continue à s'accélérer entre 2022 et 2023 (+6% contre 4.5% de 2021 à 2022) mais la part des charges de personnel sur nos produits encaissables reste en-dessous du seuil de vigilance de 82% et du taux d'alerte de 83% comme le démontre le graphique ci-dessous :



Pour rappel, le poids des charges de personnel, comme pour celui du fonctionnement ci-dessous, se calcule par rapport à nos produits encaissables (alors que la partie 1 « comptabilité budgétaire » analyse les dépenses de masse salariale par rapport aux dépenses décaissées globales).

De leur côté, les charges de fonctionnement se stabilisent (+0,38%). Derrière cette stabilisation, on remarque d'une part une forte hausse des dotations aux amortissements (+34,98%) due à l'intégration dans les comptes de l'établissement des travaux effectués dans le cadre du Plan CAMPUS et d'autre part une baisse des charges décaissables de fonctionnement (-6,13%).



La diminution du poids des charges de fonctionnement décaissables tient à la fois d'une augmentation de nos produits encaissables et à une baisse de nos charges de fonctionnement décaissables.

Derrière la baisse du poids des charges, on remarque des évolutions diverses :

- Baisse des charges à payer relatives aux fluides (alors que les CP, eux, ont augmenté). En 2022, nous avons dû enregistrer une charge à payer importante en électricité car les factures ne nous étaient pas parvenues avant la fin de l'année. Celles-ci ont pu être récupérées et payées sur 2023 (d'où une consommation de CP) mais l'impact en comptabilité générale a eu lieu sur 2022.

Il n'en reste pas moins que les charges d'électricité ont doublé depuis 2021, année qui a marqué le tout début de la hausse des coûts des marchés de l'énergie.

Stocks et fluides	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	Evolution 2022/2023
Total classe 60	1 831 827	1 811 534	1 984 348	2 942 260	2 783 934	-5,38%
Eau	76 502	66 839	48 050	62 503	68 268	9,22%
Electricité	660 040	498 429	551 191	1 212 742	1 063 991	-12,27%
Gaz	28 444	25 130	15 432	70	127	81,44%
Chauffage	317 404	298 321	436 228	685 995	605 786	-11,69%
Autres matières et fournitures non stockées	742 261	922 815	932 804	980 042	1 045 074	6,64%

- Au niveau des charges de sous-traitance et de services extérieurs : baisse des dépenses de location immobilières suite à l'arrêt de la location des locaux du New Deal mais augmentation des charges de maintenance.

Achat de sous-traitance et services extérieurs	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	Evolution 2022/2023
Total classe 61	3 209 236	3 145 088	3 220 686	3 149 166	3 920 782	24,50%
613 - Locations	769 693	707 280	708 555	559 768	506 057	-9,60%
615 - Entretien et réparations	1 054 890	1 006 425	928 458	1 017 846	1 410 102	38,54%

- Les charges liées aux autres services extérieurs sont globalement toutes en hausse qu'il s'agisse du nettoyage des locaux ou bien des frais de mission et de réception.

Services extérieurs	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	Evolution 2022/2023
Total classe 62	5 972 690	4 076 639	4 744 605	6 496 900	7 060 275	8,67%
Compte 625 - déplacements, missions, réceptions	2 165 751	664 387	738 834	2 197 124	2 427 200	10,47%
Part des comptes 625	36,26%	16,30%	15,57%	33,82%	34,38%	1,66%
Contrats de nettoyage	1 114 637	1 021 055	1 301 996	1 262 252	1 390 650	10,17%

Les dépenses liées aux déplacements, missions et frais de réception connaissent une forte augmentation dans un domaine particulièrement sensible à l'inflation (+10,47%) et sont désormais bien au-dessus du niveau de 2019, ce qui nécessite une attention accrue en termes de pilotage dès 2024.

Compte	Libellé	Balance 2021	Balance 2022	Balance 2023	Evolution 2022/2023
6251	Voyages et déplacements	237 837	704 135	609 574	-13%
6256	Missions Personnels	220 397	796 794	987 798	24%
	S/s total missions	458 234	1 500 929	1 597 372	6%
6257	Frais réception	228 173	563 073	664 592	18%
6254	Frais d'inscription	42 266	113 876	138 551	22%
6255	Frais de déménagement	10 161	19 248	26 684	39%
Total		738 834	2 197 126	2 427 200	10%

Pour rappel, les chiffres qui sont retranscrits ici relèvent de la comptabilité générale des droits constatés ce qui explique la légère différence de chiffres analysés dans la partie budgétaire (supra) où l'on parle des dépenses réellement décaissées.

Concernant plus particulièrement les missions, leur nombre continue à augmenter mais il reste en-deçà de ce que l'on a pu connaître en 2019 avant la crise COVID ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

Missions	2019	2020	2021	2022	2023
France	3884	1826	1981	3290	3563
International	898	202	252	661	718
Total général	4782	2028	2233	3951	4281

Au niveau des déplacements en France, avec le développement des visio-conférences, il n'est guère étonnant que l'on n'ait pas retrouvé le niveau de 2019. En ce qui concerne l'international, le niveau des missions reste très dépendant des événements (crise sanitaire, conflits, etc.) qui peuvent rendre certaines destinations impossibles. Cela a encore été le cas sur 2023.

En termes financiers, les déplacements (avion, train, location de véhicules) enregistrent une baisse entre 2022 et 2023. *A contrario*, le prix des hébergements explose ; plusieurs explications : les événements internationaux culturels et sportifs (notamment coupe du monde de rugby 2023) et le contexte inflationniste (hausse du coût de l'énergie que les hôteliers répercutent sur leurs prix).

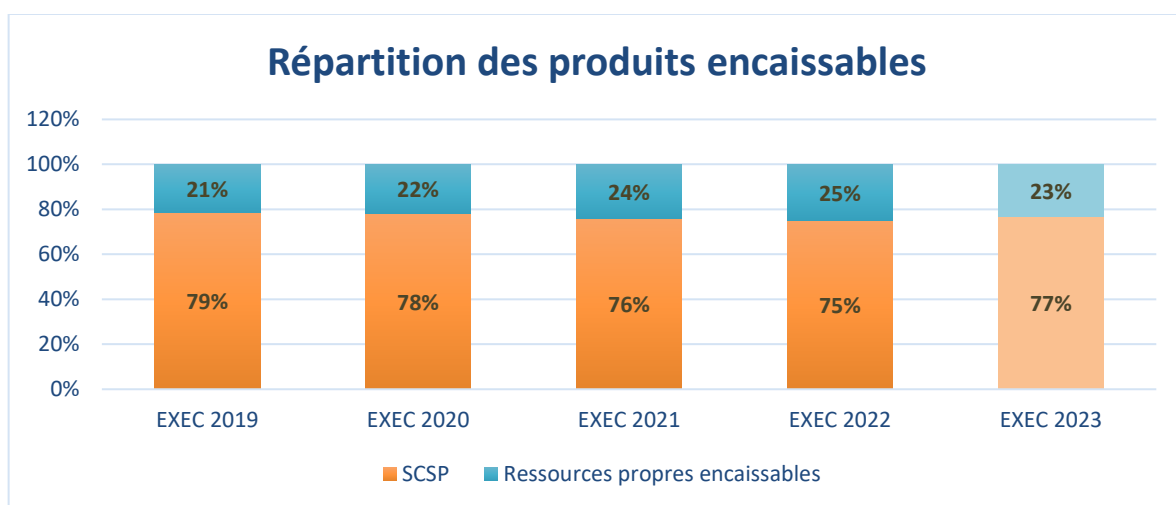
EVOLUTION DES PRODUITS

Evolution des produits	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	Variation 2022/2023	Ecart 2023-2022
Total des produits	117 819 302	119 111 644	129 511 933	131 919 424	135 298 194	2,56%	3 378 770
Subventions de l'Etat	91 256 125	92 465 709	97 385 271	98 944 293	102 433 415	3,53%	3 489 122
Fiscalité affectée	1 832 975	1 413 967	1 418 290	1 036 072	1 558 735	50,45%	522 663
Autres subventions	4 348 011	1 615 765	2 825 717	2 928 896	3 546 474	21,09%	617 578
Reprises sur amortissements et provisions	2 060 704	1 965 314	1 992 409	1 999 944	3 255 496	62,78%	1 255 552
Ressources propres encaissables	18 321 487	21 650 889	25 890 246	27 010 219	24 504 074	-9,28%	-2 506 145

En droits constatés, on note une augmentation globale de nos produits de 3 379K€ euros.

Cette évolution de nos produits est ainsi caractérisée par :

- Une augmentation des subventions de l'État de 3 489K€
- Une baisse en trompe-l'œil des ressources propres encaissables de 2 506K€ qui s'explique par la fin de la comptabilisation des droits d'inscription pour les étudiants relevant des droits différenciés ; cela représentait 2 920 764 euros en 2022. Le montant retraité des ressources propres 2022 s'élevant à 24 089K€, on constate donc de fait une évolution positive des ressources propres encaissables d'un peu plus de 400K€.
- L'augmentation de la fiscalité affectée (CVEC) qui n'en est pas réellement une pour les raisons évoquées lors de l'analyse des autorisations budgétaires



Le compte de résultat permet de déterminer que l'exécution 2023 génère un résultat positif de 3 904 388 euros.

Le taux de déficit qui rapporte le niveau du résultat à celui des produits et éclaire sur les marges de manœuvre dégagées par l'activité de l'établissement est de 2,89%, il reste au-dessus de la zone de vigilance qui est de 2% et du seuil d'alerte qui se situe au-dessous de 0%.

Résultat et ratios d'équilibre	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023
Résultat	5 391 564	6 494 258	12 277 208	6 750 422	3 904 388
Taux de déficit	4,58%	5,45%	9,48%	5,12%	2,89%

Le résultat prévisionnel issu du compte de résultat prévisionnel permet également de déterminer la capacité d'autofinancement (CAF) de l'établissement qui s'établit à **6 023 772 euros**, et constitue une ressource qui a permis de financer des dépenses d'investissement de l'exercice.

CAF	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023
	6 831 216	7 943 234	14 139 698	8 744 264	6 023 772

Ce montant de CAF est porté en ressources au tableau de financement prévisionnel abrégé, qui détaille quant à lui les dépenses et recettes d'investissement.

Suite à l'intégration du plan Campus à hauteur de 25,8M€ en emplois et 21,2M€ en ressources (4,5M€ étant autofinancés par l'établissement), l'ensemble des ressources s'élève donc à **30 125 318 euros** et ne permet pas de couvrir les emplois en investissement qui se montent à **31 210 228 euros**. Un prélèvement sur notre fonds de roulement est donc généré à hauteur de **-1 084 909 euros**.

Fonds de roulement	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023
Niveau de fonds de roulement disponible	20 394 930	23 401 607	34 348 180	38 424 103	37 415 861
Variation du fonds de roulement	2 737 359	3 006 676	44 368 945	4 075 923	-1 084 909

Le fonds de roulement diminue donc mais il demeure néanmoins à un niveau élevé : **37 415 861€** correspondant à **107 jours** (sachant que le seuil d'alerte se situe en dessous de 15 jours). Il va permettre à l'établissement de financer l'ensemble des opérations d'investissement prévu notamment au niveau de l'immobilier ou de la sécurité informatique.

3.2 Plan de trésorerie – tableau 7 pour information

Le plan de trésorerie permet de connaître l'évolution de la variation annuelle de trésorerie et de facto, le solde final de la trésorerie en fin d'exercice.

Le solde initial correspond à celui porté au dernier compte financier de l'exercice 2022, à savoir **39 654 923 euros**. La variation 2023 s'élevant à **1 667 809 euros**, la trésorerie en fin d'exercice s'établit à la somme de **41 322 731 euros** et à **118 jours de dépenses décaissables**. Pour rappel, le seuil d'alerte se situe à 30 jours.

Trésorerie	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023
Niveau de trésorerie	21 934 091	23 222 143	36 857 097	39 654 921	41 322 731
Trésorerie en jours	72,5	76,6	117,0	117,8	118,1
Variation de la trésorerie	2 394 312	1 288 152	13 634 854	2 797 826	1 667 809

3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées – tableau 8 pour information

Dans le cadre de l'exécution du Décret GBCP, les recettes sont à distinguer selon deux catégories, les recettes globalisées et les recettes fléchées.

Par principe, les recettes sont dites globales.

Par exception, les recettes peuvent être fléchées. Dans ce cas, elles correspondent à des ressources de l'établissement dont l'utilisation est prédéterminée. Elles sont destinées à la réalisation d'opérations ou au financement de certaines natures de dépenses bien identifiées auxquelles sont liées des AE et des CP et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation.

La réglementation nécessite un tableau de suivi des opérations liées à ces recettes, un suivi particulier en termes de volume de trésorerie d'une année sur l'autre et leur traçabilité en particulier en encaissement dans le tableau budgétaire et dans le plan de trésorerie.

On les retrouve également dans le tableau d'équilibre financier car elles peuvent expliquer un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant, et solliciter des besoins en trésorerie différents sur plusieurs exercices dus à ce même décalage.

Dans notre établissement, seules les recettes **ERASMUS** et celles des projets de recherche **MERGING, Centre d'excellence Sécurité Défense et GRADUATE +** (dont la programmation s'étale jusqu'à 2029) sont fléchées et font donc l'objet d'un suivi particulier. L'effet décalage entre les décaissements et les encaissements génère un solde budgétaire 2023 positif pour GRADUATE+ et le Centre d'excellence Sécurité Défense et négatif pour les ERASMUS et MERGING. Au total, sur l'exercice 2023, le solde budgétaire des recettes fléchées est positif à hauteur **de 89 739 euros**.

3.4 Tableau des opérations pluriannuelles – tableau 9 agrégé pour vote, tableau 9 détaillé pour information

Tant en prévision qu'en exécution, le suivi des opérations pluriannuelles concerne autant les dépenses que les recettes et permet, en conséquence, d'apprécier la soutenabilité de ces opérations sur leur durée.

La présentation est détaillée par opérations regroupées selon qu'il s'agit de contrats de recherche ou d'enseignement ou du programme pluriannuel d'investissement.

Il permet d'éclairer et justifier une partie des montants inscrits tant en dépenses qu'en recettes dans le tableau des autorisations budgétaires.

Ce tableau est important car il permet de mesurer nos engagements et leurs impacts financiers sur plusieurs exercices.

Les informations données au titre de l'exécution des exercices antérieurs à 2023 et de l'exercice 2023 font apparaître les soldes totaux à engager et à payer sur les exercices 2024 et ultérieurs. Ces soldes résultent de la différence entre le coût total prévisionnel de l'opération et l'exécution constatée depuis l'exercice de démarrage de l'opération jusqu'à 2023 inclus. Il donne une visibilité sur les engagements juridiques et les décaissements qui restent à réaliser au vu du coût total de l'opération.

Au même titre que les opérations liées aux recettes fléchées, leur suivi particulier est important car il permet sur la durée de vie des opérations de mesurer leur équilibre et leur

soutenabilité, d'anticiper les impacts sur la trésorerie du fait du décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes qui les financent.

En 2023 les opérations pluriannuelles en cours à l'université représentaient près de **69M€**, dont près de 10M€ programmés sur l'exercice en AE et 11,4M€ en CP. Il s'agit de contrats de recherche, de contrats d'enseignement et d'opérations inscrites aux programmes pluriannuels d'investissement (immobilier et informatique).

Les données figurant sur le tableau 9 agrégé montrent un taux d'exécution global en AE de 90 %, et de 79% en CP.

Les contrats de recherche et d'enseignement ont généré sur l'exercice 2023 un impact légèrement positif sur la trésorerie de 11 897 euros, quand les opérations de travaux, qui sont largement autofinancées, ont sollicité la trésorerie à hauteur de 3 301 651 euros.

Au total, les différentes opérations pluriannuelles génèrent donc **un solde budgétaire négatif de 3,3M€** alors que les opérations annuelles génèrent un solde budgétaire positif de près de 6M€. Notre activité structurelle nous permet donc de couvrir largement les opérations pluriannuelles non financées.

Les restes à payer sur les AE consommées en 2023 et antérieurement s'élèvent à 2,2M€ et les restes à engager sur l'opération se montent quant à eux à 39,5M€. Au total, le montant à financer sera de 41,7M€. Les recettes attendues sur les prochaines années n'excédant pas à ce jour 14M€, l'université devra trouver d'autres financements extérieurs et/ou financer ses opérations sur ses fonds propres à hauteur de **26,4€**.

Ces tableaux démontrent donc de fait notre obligation sur le long terme de générer du résultat et de la capacité d'autofinancement car si les contrats de recherche et d'enseignement sont normalement inscrits à l'équilibre sur la durée, la programmation des opérations pluriannuelles (dont plus particulièrement les travaux) telle que prévue requiert au-delà de 2023, sans financement nouveau, un autofinancement pour pouvoir être réalisées.

Cf en annexe, un Focus sur le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) - Immobilier

En conclusion,

L'ensemble des indicateurs financiers issus du compte financier 2023 démontrent la bonne santé financière de l'Université Jean Moulin Lyon 3. En effet, mis à part un prélèvement sur le fonds de roulement conjoncturel d'1M€ dû à l'intégration dans les comptes du Plan Campus, l'ensemble des autres indicateurs sont positifs :

- Un solde budgétaire de 2,7M€
- Un résultat de 3,9M€
- Une capacité d'autofinancement (CAF) de 6M€
- Un fonds de roulement de 37M€
- Une trésorerie de 41M€
- Un besoin en fonds de roulement de -2,7M€ (un montant négatif étant signe que l'université n'a pas besoin de trésorerie pour financer son décalage entre les décaissements et les encaissements).

De fait, malgré des coûts de l'énergie élevés, une inflation importante, des mesures nationales de masse salariale non totalement financées par l'État, les indicateurs sont excellents et constituent un actif réel et capitalisable dans la trajectoire à tenir. Ils nous permettent notamment de continuer à mettre en œuvre une politique sociale, d'emploi et d'investissement ambitieuse au service de ses missions de service public et de ses étudiants.

Il nous faut néanmoins garder une vigilance et poursuivre les efforts de préservation de notre autonomie financière en continuant à diversifier nos ressources propres.

Annexe - Focus Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI)

L'année 2023 a été marquée par le début des phases d'études des projets CPER 2021-2027 (Bourg en Bresse, Tiers Lieu Etudiant, bâtiment Chevreul) et la poursuite les travaux du plan de Relance jusqu'à consommer la totalité de l'enveloppe de subvention dédiée à ce plan.

Concernant les objectifs de consommations d'énergie, l'État a mis en en place, fin 2023, un nouvel appel à projets TE 2024 (programme P348). L'Université a proposé 4 dossiers pour un montant de travaux estimé à 867 k€. L'arbitrage est prévu en février 2024 et une des garanties d'obtenir un arbitrage positif était de proposer un cofinancement des projets par l'Université (64%).

La DIL s'est également mobilisée en 2023 sur :

- les projets identifiés au projet d'établissement (BASE, Espace Recherche, Crèche) et pour certains subventionnés en partie au DSG,
- la mise en œuvre opérationnelle du CPER 2015-2020 du site de Bourg en Bresse (maîtrise d'ouvrage Conseil Départemental 01) – publication marchés de travaux fin 2023,
- les travaux en lien avec l'accessibilité,
- Les travaux permettant la réduction des consommations énergétiques,
- les travaux pluri annuels de remplacement des ascenseurs,
- Le début des travaux pluri annuels de remplacement de menuiserie châssis de fenêtres en aluminium à la Manufacture,
- les interventions en GER (Gros Entretien Renouvellement) : clos/couvert, traitement des fuites récurrentes sur les toitures amphithéâtres et BU Manufacture, VRD et installations techniques,
- la réponse aux divers besoins fonctionnels des composantes et services (vestiaires salon des symboles, travaux des composantes et des services...).

MANUFACTURE DES TABACS

1. ESPACE RUE MANUFACTURE/BASE

Du point de vue opérationnel, le projet se recadre sur une action en lien avec le projet d'établissement avec la création du Bureau d'Accompagnement et Services à l'Etudiant (BASE) pour lequel une dotation de 200 k€ a été obtenue au titre du Dialogue Stratégique de Gestion (DSG) en 2021.

BASE viendra en lieu et place de l'espace cafétéria bénéficiant d'une AOT avec la société DELISAVEURS dont la durée d'occupation a été prolongée jusqu'à la fin de l'année universitaire 2023/2024 afin de conserver sur le site un lieu de restauration alternatif selon l'avancement des travaux du Bistro U (tiers lieu étudiant).

Cela a donné lieu à un rattachement négatif de 200 k€ au budget rectificatif N°2 2023.

2. AVANT CORPS

Le projet est en collaboration avec le CROUS (partie Bistro U) pour définir les contours d'un Tiers Lieu étudiant. L'opération est financée par le CPER 2021-2027 pour 2,7 M€ :

- 1 M€ Région

- 1 M€ Métropole
- 700 k€ État
- CROUS pour les équipements de cuisine et distribution frigo

Le dossier d'expertise a été validé par le Rectorat en juin 2023 tout comme la notification du marché de maîtrise d'œuvre (Cabinet Braillon). Les études de maîtrise d'œuvre n'étant pas finalisées avant fin 2023, les crédits demandés au budget initial pour notifier les marchés de travaux fin 2023 ont été reprogrammés en 2024.

Les travaux se dérouleront en site occupé en plusieurs phases avec une mise en service en septembre 2025.

3. CONFORT THERMIQUE ET VENTILATION

Une partie des travaux de ventilation est intégrée dans l'opération du Plan France Relance (Tranche ferme + TO1). Pour les tranches optionnelles TO2 et TO3 qui bénéficient d'autres sources de financement (fonds propre, appel à projets P348) un EOTP spécifique a été créé.

En 2023, était prévu le remplacement du groupe froid N°1, un besoin de dimensionnement était nécessaire, voire d'optimisation et seule l'étude de diagnostic a été réalisée via le BE Fluide BDI (marché via PFRA). Les travaux demandés au BI 2023 sont reportés en 2024.

Aux budgets rectificatifs N°2 et N°3, il y a eu rattachement négatif et reprogrammation pour tenir compte de ce décalage.

A terme ce seront aussi le remplacement des centrales d'air restantes de la Manufacture des Tabacs qui seront traitées sur cet EOTP.

4. CHASSIS OUVRANT AMPHIS

Au cours de la crise du COVID, suite aux mesures de CO2, il s'est avéré que les courants d'air permettaient d'obtenir rapidement une concentration en CO2 inférieure à 800 ppm dans tous les scénarii d'occupation.

Les objectifs fixés au budget initial de traiter la totalité des amphithéâtres de la Manufacture en 2023 a été atteint. Opération terminée ; aucune action demandée aux budgets rectificatifs.

5. COUVERTURE DES AMPHIS

Consécutivement aux défaillances d'étanchéité sur les toitures zinc des amphithéâtres de la Manufacture, l'accord cadre « couverture – zinguerie » (Sté UTB) permet de traiter les désordres de manière pluriannuelle. L'entreprise propose un bouquet de travaux (850 k€) permettant de s'abstenir d'un remplacement complet de toiture.

Le bloc B1 a été traité en 2022. En 2023, les blocs B2 et B3 étaient budgétés au BI. Compte tenu de la dynamique réparation et de la disponibilité de l'entreprise, les blocs B4 et B5 ont anticipés, ce qui donné lieu à une demande de crédits au budget rectificatif N°2.

Fin 2023, l'opération est terminée.

6. FAUX PLAFONDS AMPHIS

Dans le cadre du Plan France Relance, le remplacement des faux plafonds des amphithéâtres fait partie des travaux embarqués nécessaire à la mise en place des éclairages LED du Plan de Relance :

« Travaux d'améliorations énergétiques de locaux pédagogiques de la Manufacture des Tabacs par la rénovation des équipements de chauffage et ventilation plus la mise en œuvre d'éclairages performants »

Il n'y a pas eu de crédits demandés au budget initial 2023.

7. AMELIORATION ENERGETIQUE CVC/LED – PLAN DE RELANCE

Suite à l'APP du Plan France Relance, fin 2020, l'Université a été lauréate (4,07 M€) pour le projet intitulé :

« Travaux d'améliorations énergétiques de locaux pédagogiques de la Manufacture des Tabacs par la rénovation des équipements de chauffage et ventilation plus la mise en œuvre d'éclairages performants »

Le projet se décompose en 2 phases de travaux selon la nature des locaux pédagogiques :

- Salles de cours traditionnelles (exécution 2021) pour un montant de 500 k€
- Amphithéâtres (exécution 2022 – 2023)

Le marché des amphithéâtres est décomposé en 1 tranche ferme et de 3 tranches optionnelles car l'ensemble du plan de Relance (salles de cours + amphithéâtres) dépasse l'estimation initiale.

Pour la tranche ferme, les travaux ont commencé en février 2022 et se sont terminés en septembre 2023.

Le calendrier a permis d'affermir la tranche TO1. Cependant pour la prise en compte de révisions de prix et d'un avenant de maîtrise d'œuvre, un rattachement positif de crédits a été opéré lors du BR2 (150 k€) pour être certain de notifier la TO1.

Fin 2023, les crédits non consommés sur ces 150 k€ ont fait l'objet d'un virement sur un EOTP créé pour gérer les tranches TO2 et TO3.

Une demande de crédits au titre de l'appel à projets TE 2024 (P358) a été déposée fin 2023 pour financer la tranche optionnelle TO3 en 2024.

Recettes 2023 :

Il y a eu 2 versements de recettes par l'État à hauteurs respectives de :

- 1 516 224 €
- 705 522 €

8. REMPLACEMENT DU CMSI

Cette opération de remplacement du Centralisateur de mise en sécurité incendie est pilotée par le Service Hygiène et Sécurité. Il s'agit de faire le remplacement du câblage et des éléments actifs du système incendie de la manufacture sud. Pour les travaux, l'exécution a débuté en 2020 par la tranche ferme via un accord-cadre avec la société SPIE pour 4 ans de travaux.

Il y a un rattachement positif de 10 K€ au BR2 pour prendre en compte une actualisation de prix sur les dernières prestations. Opération terminée en 2023.

9. DESENFUMAGE DES AMPHITHEATRES

Les études effectuées et les travaux réalisés dans le cadre du plan de relance ont un impact sur la ventilation de désenfumage des amphithéâtres (adaptation du désenfumage originel aux équipements techniques modernes installés).

Un essai de fumée dynamique réalisé en septembre 2022 a montré les défauts originels des dispositifs d'évacuation de fumée existants.

En 2023, une campagne de mesures des débits d'air a permis de faire quelques actions correctives et dont l'efficacité demande à être validée par un nouvel essai de fumée dynamique.

Les crédits prévus au BI 2023 ont permis de financer deux campagnes de débits d'air sans pouvoir réaliser l'essai de fumée dynamique (manque de disponibilité des amphithéâtres à cause d'amphithéâtres déjà fermés pour travaux Plan France Relance).

Au BR2, il a été demandé un rattachement positif (65 k€) afin de porter les AE et CP 2023 à hauteur de la subvention État (Sûreté, Sécurité, Accessibilité) perçue en mars 2023 (150 k€).

Comme l'essai de fumée dynamique n'a pu être réalisé, au BR3, il y a eu une reprogrammation de crédits en 2024.

Recettes :

Une demande de crédits État a été formalisée pour le désenfumage à hauteur de 335 k€. L'État participe au financement du projet à hauteur de 150 k€

10. PLAN DE RESILIENCE

Début 2022, le projet Plan de Résilience pour la pose de calorifuge sur des canalisations a été validé (102 k€). Les travaux ont été réceptionnés en décembre 2022.

L'Université a répondu à une autre appel « Résilience 2 » sans arbitrage positif en 2023 des projets proposés.

Des rattachements négatifs ont été effectués pour mettre les crédits à zéro. Mais l'EOTP n'est pas à clôturer dans l'attente de nouvelles dotations lors de futurs appels à projets.

11. AMPHI CVC/LED TRANCHES OPTIONNELLES

Les tranches optionnelles TO2 et TO3 ne sont pas financées par le plan de relance. Pour que les travaux débutent dès janvier 2024, il fallait affermir la tranche TO2 avant fin 2023.

Une demande d'AE a été faite au BR2 (600 k€) ainsi qu'un virement depuis l'EOTP du Plan France Relance (100 k€).

Fin 2023 après l'engagement de la tranche de travaux TO2, il a été reprogrammé, au BR3, 100 k€ en 2024.

SITE DES QUAIS

12. PLAN CAMPUS

Pour mémoire, l'Université est engagée depuis 2011 dans l'Opération Campus pour ses bâtiments anciens du site des Quais. L'opération est terminée depuis fin 2020.

Par le biais de conventions, entre l'Université et la ComUE, maître d'ouvrage, des financements complémentaires, apportés par l'Université, ont permis de réaliser l'ensemble des tranches optionnelles (3,6 M€) ainsi que des travaux supplémentaires (1,027 M € estimés).

Si les 3,6 M€ ont déjà été versés précédemment, il restait à effectuer le versement pour le paiement des travaux supplémentaires à la ComUE dès justification/validation des montants entre agents comptables.

Il a été effectué un virement final à hauteur de 913 400 € à la ComUE afin de solder cette opération. Au BR3, il a été opéré un rattachement négatif des AE et CP restants afin de clôturer cet EOTP.

13. MILC

Le bâtiment MILC a été réceptionné en octobre 2014. Opération anticipée de l'opération campus la construction de la MILC est financée sur crédits ANR, versés à l'Université via la ComUE.

Un solde existe sur les 8,5 M€ de crédits disponibles sur l'opération. Sur ce solde, il a été réalisé en 2021 et 2022 une reprise de désordres (fissures) et travaux.

L'ensemble de la facturation a été justifiée par l'agent comptable en janvier 2023 et la demande faite à la ComUE pour le versement des crédits finaux (175 456,16 €).

14. RENOVATION PALAIS R+1

Le projet est inscrit dans le projet d'établissement défini en 2021-2026 pour un répondre à l'axe « La Recherche dans la société ».

Au titre du Dialogue Stratégique de Gestion (DSG 2), les dotations suivantes ont été obtenues :

- 150 k€ en 2021
- 150 k€ en 2022

Sur le budget de l'opération, deux esquisses ont été réalisées par des architectes d'intérieurs. Ces esquisses ont permis de finaliser les arbitrages d'aménagement seulement en septembre 2023.

Il s'agit d'une maîtrise d'œuvre menée en interne au service de la DIL, la phase d'études de conception n'ayant débuté qu'en octobre 2023, il n'y a pas d'engagements financiers (reprogrammation de 300 k€ au BR3).

15. TEE CHEVREUL

Dans le cadre de la rénovation énergétique du bâtiment Chevreul, une demande est faite au titre du CPER 2021-2027. L'arbitrage du CPER 21-27 est arrivé en octobre 2022 à hauteur de 8 M€ (6 M€ État, 1 M€ Région, 1M€ Métropole) pour les bâtiments Manufacture Tiers Lieu Etudiants (2,7 M€) et Chevreul rénovation énergétique (14 M€). Le Tiers Lieu sera financé à 100% par l'enveloppe CPER, le

bâtiment Chevreul devra bénéficier de crédits complémentaires (appels à projets, fonds propres, partenaires).

En 2023, il a été réalisé une étude pour identifier le montage juridico-financier du projet en relation avec la spécificité du bâtiment (multi occupation avec l'INFN) et possibilité de groupement de commande avec le Rectorat qui prévoit des travaux similaires sur le bâtiment « jumeau » et mitoyen de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) du Rhône.

Au PPI, l'opération a été ventilée en AE et CP jusqu'en 2028 .

16. TEE CAVENNE

Le clos/couvert n'a pas été traité par l'opération Lyon Cité Campus et un audit énergétique a été conduit en 2018 pour évaluer le besoin financier

Initialement opération financée par le CPER 21-27, le bâtiment Cavenne bénéficie des subsides de financement de l'opération campus, étant dans le périmètre initial des travaux du plan Lyon Cité Campus.

Cet état de fait n'a été connu et validé qu'après le BR2, ce « plan cité campus n°2 » sera sous maîtrise d'ouvrage de la ComUE avec opération estimée à 1,5 M€. Au BR3 ce sont des rattachements négatifs qui ont été réalisés pour porter l'opération à zéro au PPI.

Un avenant à la convention de réalisation initial entre la ComUE et Lyon 3 et une convention d'engagement réciproque définiront les rôles de chacun.

17. LOCAUX ASSOCIATIFS (COMESUP)

La subvention du dossier Région était à hauteur de 69 700 annoncée au BI. Les travaux terminés fin 2022 ont donné lieu à une dernière facturation en 2023 donnent un montant total de 67 068,56 € définitif et justifié par l'agent comptable.

Au BR2 un rattachement négatif de recettes de 2 631,44 a été effectué.

BOURG EN BRESSE

18. CPER BOURG EN BRESSE

L'État a confié au département de l'Ain (CD01) la maîtrise d'ouvrage de la conception et de la réalisation jusqu'à la réception.

Ce projet est financé par les collectivités : Région, Département, État et Agglomération de Bourg.

À l'issue des premières études, le montant des travaux est supérieur à l'enveloppe initiale. Les financeurs se sont réunis en septembre pour trouver les financements complémentaires (700 k€) dont 50 k€ financés par l'Université. Cette somme a été inscrite au BI 2023 mais le CD 01 prévoit un appel de fonds dès que des dépenses de travaux seront réalisées.

Au budget rectificatif, un rattachement négatif de 50 k€ et une reprogrammation ont été effectués.

Poursuite du projet : Fin 2023, à l'élaboration des dossiers de consultation d'entreprises, une recherche d'économie s'est révélée nécessaire pour tenir l'enveloppe même augmentée (reports de travaux au CPER 3, tranches optionnelles, variante).

Début 2024, au bilan d'ouverture des offres travaux, 2 lots ne sont pas pourvus et le montant global des offres reçues montre un dépassement de 1 M€ TTC entre les offres moins disantes par rapport aux estimations.

Une nouvelle consultation pour 12 lots est envisagée par le CD01 sur proposition de modification de CCTP par le maître d'œuvre afin de trouver des pistes d'économies.

Les estimations des premières pistes d'économies se montent entre 3,9 M€ et 4,2 M€ TTC avec modification de prestations par rapport au projet validé à l'étape du concours mais sans atteindre l'enveloppe travaux de 3,7 M€ TTC.

Le calendrier du projet se décale, une réunion des financeurs est en programmation.

Par ailleurs, pour la phase 3 (CPER 2021-2027), la ComUE LSE porte les phases programmation et expertise pour intégrer sur le site les besoins de l'INSPE et un lieu de restauration. L'Université Lyon 3 réaffirme la nécessité de stabiliser la phase 2 avant de poursuivre les études de la phase 3.

ETABLISSEMENT – TOUS SITES

19. ACCESSIBILITE

En 2022, un schéma directeur au sein de l'établissement a été réalisé pour définir les travaux futurs.

Les travaux d'accessibilité en 2023 se sont portés surtout sur le remplacement de portes et l'installation d'ouvrages porte automatiques ainsi que la création d'une rampe d'accès pour accéder à un service de recherche.

AU BR3, il y a eu une reprogrammation en AE et CP de 30 k€.

20. CONTROLE D'ACCES

Ce projet continue sa dynamique par le déploiement sur les différents sites d'une technologie uniforme avec le prestataire de l'accord cadre UJM 21-29 (SNEF).

Les difficultés d'approvisionnement des équipements et les retards de programmation consécutifs à un turn-over de personnels SNEF ont modifié l'exécution 2023.

Au BR2 rattachement négatif de AE et CP de 40 k€ avec reprogrammation.

21. MISE EN SECURITE

Il s'agit principalement de remplacer les blocs autonomes de sécurité (BAES) ainsi que l'ensemble des clapets coupe-feu de l'université par des campagnes successives.

En 2022, quelques clapets coupe-feu ont été remplacés. Cela a montré le besoin d'être accompagné par des spécialistes. Le remplacement de ces clapets est décalé comme celui des BAES.

Pas de dépense en 2023 mais des démarches avec le prestataire d'étude de maintenance via le marché PFRA AMO maintenance UJM 23-31 sont en cours pour initier cet accompagnement.

Aux budgets rectificatifs, il y a eu rattachement négatif et reprogrammation pour mettre l'EOTP à zéro en 2023.

22. RENOVATION BLOCS SANITAIRES

En dehors d'études de conceptions, il n'a pas été possible d'aboutir pour réaliser des travaux de rénovation des sanitaires.

Le dossier le plus avancé portait sur les sanitaires de la bibliothèque de la Manufacture. L'étude de faisabilité d'une crèche englobant la zone sanitaire bibliothèque a temporisé la consultation travaux.

Aux budgets rectificatifs, il y a eu rattachement négatif et reprogrammation pour mettre l'EOTP à zéro en 2023.

23. TRAVAUX ASCENSEURS

Le parc d'ascenseurs de l'université est disparate en qualité et en ancienneté. L'opération consiste à une remise à niveau du parc soit par une modernisation, soit par un remplacement complet.

Les travaux ont débuté en 2021 par la tranche ferme d'un accord cadre prévu avec trois tranches optionnelles. Ces dernières seront affermies à la fréquence d'une tranche par année.

En 2023, la tranche 2 a été affermie. Il n'y a pas eu de retard dans les travaux et, par conséquent, pas de reprogrammation de CP au BR3. Cependant la facture n'a pas pu être mise en paiement avant la fin de l'exercice 2023. Les CP 2023 feront l'objet d'un report lors du premier budget rectificatif de 2024.

La dernière tranche de travaux (TO3) sera réalisée en 2024.

24. PLAN CANICULE

Dans le cadre du plan canicule de l'université, il y a différentes mesures mises en action (films sur vitrages, ventilation, climatisation) pour assurer un meilleur confort thermique des locaux.

En 2023, a été réalisé un ensemble de travaux tests (brasseurs d'air, clim portable, films) pour apporter du confort d'été à certains bureaux de l'IUT avant généralisation. L'étude d'un système de climatisation a été suspendue et reportée en 2024 avec des locaux ciblés.

Au BR2 rattachement négatif de AE et CP de 60 k€ avec reprogrammation.

Les brasseurs d'air seront déployés dans l'ensemble des bureaux en 2024.

25. REMPLACEMENT CELLULE HT

Cette opération vise au remplacement de cellules haute tension dans différents bâtiments.

Avant la réalisation effective de ces travaux, le périmètre des travaux sera établi avec l'assistance d'un bureau d'études spécialisé.

Il n'a pas été possible d'avancer sur ce sujet avec le prestataire DEERNS (marché PRFRA maintenance UJM 23-31) car le suivi de travaux ne faisait pas partie de missions contractuelles.

Au BR3 reprogrammation de 50 k€ en AE et CP.

EOTP RECURRENTS

26. TOITURE HISTORIQUE ARDOISE ET ZINC

Les toitures, à la Mansart, sur les bâtiments historiques de la Manufacture sont réalisées en ardoise et en zinc. Pour les ardoises, selon l'orientation et l'exposition aux intempéries, le degré de dégradation de la couverture est variable.

Pour l'année 2023, il y a eu la sécurisation des petites toitures terrasses à la Manufacture des Tabacs. La toiture du bâtiment BU devait être traitée en 2023 mais s'agissant d'un remplacement complet de la toiture, le budget initial n'était pas suffisant. Une demande de crédits supplémentaires (100 k€) a été demandée au budget rectificatif N°2.

Fin 2023, seule la sécurisation de la toiture BU a pu être réalisée. Une étude de structure a été réalisée avant d'envisager la meilleure solution de réparation possible. Une étude de conception est à programmer.

27. AMENAGEMENTS FONCTIONNELS

Les travaux principaux en aménagements fonctionnels sont les suivants :

- Vestiaire salon des symboles
- Rénovation d'un logement de fonction 18 rue Rollet
- Espace doctorant et bureau IRHIM et MARGE
- Zone stockage poubelles au Palais
- Cloison Accueil service DNUM
- Traitement acoustique de la Rotonde
- Mezzanine du Droit
- Rack à vélo
- Rénovation de bureaux

Pour réaliser ces travaux, il a été demandé au BR2 un rattachement positif de 150 k€.

Outre ces aménagements inscrits au budget du CRB Gestion de sites, il y a la prise en charge opérationnelle de travaux financés par des tiers :

- Data centre des quais,
- Bureaux à la Faculté de Droit au Palais,
- Cloisonnement de bureaux de la Faculté des Langues.

28. RENOVATION DES SALLES DE COURS

En 2023, les actions ont été les suivantes :

- Rénovation des salles de cours au R+2 et dernières salles au R+3 à la Manufacture,
- Rénovation d'une salle de cartographie et à la Manufacture
- Début de travaux pour créer une salle de cours à Chevreul

La seconde salle de cours à Chevreul n'a pu être commencée.

29. STORES SALLES DE COURS

En 2023 les travaux réalisés ont été conformes à la programmation sans avoir à faire des rattachements ou reprogrammations lors des budgets rectificatifs.

30. GER

En 2023, les opérations suivantes ont été réalisées :

- Remplacement de tuyaux + ventilo convecteurs - Aile A – Manufacture,
- Remplacement moquette locaux IAE et Magellan,
- Remplacement de faux plafond/éclairage passages charretier,
- Rénovation peinture circulation et escalier au Palais,
- Rénovation d'éclairage LED pour économie d'énergie y compris tableaux de commande,
- Remplacement des automates de GTC + technologie comptage,
- Remplacement d'ouvrants dans certains locaux (logements de fonction),
- Remplacement gros équipement chaufferie,
- Remplacement portes métalliques entrée 6 Rollet Manufacture,
- Nouvelles armoires électriques,
- Remplacement d'armoires électriques,
- Remplacement du groupe froid bâtiment B6,
- Remplacement plafond luminaires salle de musculature Manufacture

Il a été nécessaire de remplacer les luminaires et le faux plafond de la salle de restauration exploitée par le CROUS (luminaires HS sans possibilité de maintenance car modèle obsolète). Mise en place de luminaires LED. Pour prendre en compte ce chantier un rattachement positif de 250 k€ a été fait lors du BR2.

L'ensemble des travaux GER a représenté une dépense à hauteur de 590 k€ correspondants à une capacité de réalisation annuelle au vu des ressources disponibles.

31. TRAVAUX TOUS CORPS D'ETAT BOURG EN BRESSE

Cet EOTP permet de prendre en charge des travaux tout corps d'état spécifiques au site de Bourg en Bresse. Il s'agit principalement des travaux avec les accords cadre existants où le site de Bourg en Bresse est listé comme lieu d'intervention.

Au budget initial 2023, il avait été demandé 80 k€, afin de réaliser un remplacement d'éclairage LED dans le bâtiment et être en adéquation avec le montant demandé à l'État dans le cadre de l'appel à projets « Résilience 2 » déposé fin 2022. En février 2023, l'État n'a pas retenu ce projet aussi seule une partie des éclairages (circulations) a été réalisée sur fonds propres en 2023.

Au budget rectificatif, un rattachement négatif de 33 k€ a été opéré.

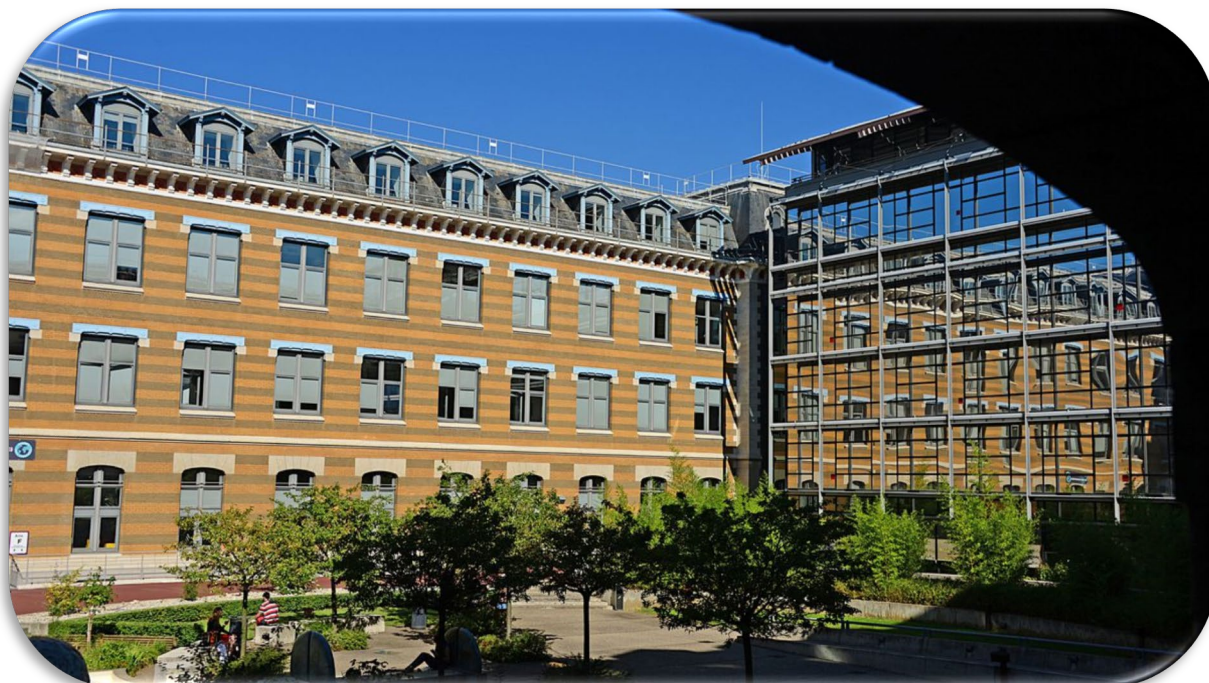
La poursuite du remplacement des éclairages (bureaux, bibliothèque) a été proposée comme travaux à l'AAP TE2024 P348.



Rapport annuel de performance

Exercice 2023

Annexe au compte financier 2023



SOMMAIRE	2
CADRE GÉNÉRAL DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE.....	3
<i>I. Fondements juridiques du Rapport annuel de performance</i>	<i>3</i>
<i>II. Organisation du Rapport annuel de performance de l'université pour l'exercice 2023.....</i>	<i>3</i>
SUIVI DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME 150 « FORMATIONS SUPERIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE »	6
<i>OBJECTIF 1 : Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie</i>	<i>6</i>
<i>OBJECTIF 2 : Améliorer la réussite des étudiants</i>	<i>13</i>
<i>OBJECTIF 3 : Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international.....</i>	<i>19</i>
<i>OBJECTIF 4 : Améliorer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche.....</i>	<i>22</i>
<i>OBJECTIF 5 : Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements.....</i>	<i>24</i>
<i>OBJECTIF 6 : Améliorer l'efficience des opérateurs</i>	<i>30</i>
SUIVI DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME 231 « VIE ÉTUDIANTE ».....	37
<i>OBJECTIF 1 : Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales</i>	<i>37</i>
<i>OBJECTIF 2 : Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants en optimisant les coûts</i>	<i>42</i>
<i>OBJECTIF 3 : Développer le suivi de la santé des étudiants.....</i>	<i>44</i>

I. Fondements juridiques du Rapport annuel de performance

Aux termes de l'article R.719-101 du Code de l'Éducation, « *Le compte financier est accompagné d'un état retraçant les restes à réaliser sur les contrats de recherche et d'un rapport de présentation retraçant les activités de l'établissement pour l'exercice considéré s'appuyant notamment sur les résultats de la comptabilité analytique. **Le rapport annuel de performances de l'établissement, préparé par l'ordonnateur, est annexé au compte financier.** (...) ».*

Depuis la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) promulguée le 1^{er} août 2001, la gestion de l'État est passée d'une logique de moyens à une logique de résultats. Le budget de l'État est organisé sur la base des actions de politiques publiques et orienté selon une logique de résultats. Il est voté par finalité, sur la base d'enveloppes globales. Les informations qui l'accompagnent, et notamment le projet annuel de performance (PAP) élaboré pour chaque programme, rendent compte des résultats attendus et obtenus par les responsables de programme.

La décentralisation opérationnelle de l'action de l'État dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche implique un nombre important d'établissements (constituant des « opérateurs de l'État »). Le projet annuel de performance est ainsi devenu en 2010 une annexe obligatoire au dossier du budget initial des opérateurs de l'État, afin de les intégrer pleinement dans la stratégie de performance des programmes de rattachement. Les objectifs des opérateurs déclinent ainsi les objectifs des projets annuels de performance des programmes ; ils peuvent être complétés par des objectifs propres. Les objectifs sont associés à des indicateurs, élaborés dans le cadre d'un dialogue (avec le MESR pour les universités), puis sont soumis au vote du conseil d'administration simultanément au vote du budget.

Le rapport annuel de performance, en miroir, apporte des éléments de réalisation des actions de l'université, en tant qu'opérateur, concourant aux résultats de l'État pour les programmes considérés. Le présent rapport apporte une vision analytique de l'activité de l'université, alors même que le RAP de l'État se nourrit principalement de remontées informatiques automatisées et d'enquêtes spécifiques des établissements (enquêtes SISE, informations financières et comptables, etc.). Il faut noter les difficultés liées à la temporalité des informations : alors que les résultats du suivi des objectifs de l'État ne sont connus et publiés qu'au terme du premier semestre de chaque année, pour l'exécution de l'exercice précédent, l'établissement doit quant à lui produire ses propres données à l'appui de son compte financier qui doit être adopté avant le 15 mars au regard de la réglementation en vigueur (article 212 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique). Cet écart de temporalité ne permet pas toujours d'offrir une vision comparée des résultats de l'établissement et le niveau de sa plus-value au soutien de la performance de l'État.

II. Organisation du Rapport annuel de performance de l'université pour l'exercice 2023

Au regard de ses missions de service public, de son activité et de la destination de la subvention pour charges de services publics (SCSP) qu'elle perçoit de l'État, correspondant en 2023 à 76% de ses

ressources, l'Université Jean Moulin Lyon 3 relève de deux programmes afférents à la Mission Recherche et enseignement supérieur (MIREs) :

- programme 150 : Formations supérieures et recherche universitaire
- programme 231 : Vie étudiante

Conformément au cadre juridique (voir *supra*), le RAP de l'université, opérateur de l'État, décline ainsi son RAP autour de ces deux programmes, pour ce qui concerne directement son activité, à savoir :

au titre du programme 150 :

- 1 - Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
- 2 - Améliorer la réussite des étudiants
- 3 - Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international
- 4 - Améliorer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche
- 5 - Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements
- 6 - Améliorer l'efficacité des opérateurs

au titre du programme 231 :

- 1 - Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales
- 2 - *Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants en optimisant les coûts (Logement et restauration : objectif non directement décliné pour l'université, car il ne concerne que les CROUS)*
- 3 - Développer le suivi de la santé des étudiants

Pour chacun des huit objectifs nationaux déclinés, les indicateurs associés, lorsqu'ils concernent directement l'université, sont systématiquement mentionnés. À défaut, l'université utilise des indicateurs proches ou complémentaires.

Le Rapport annuel de performance de l'université pour l'exercice 2023 est rédigé dans un contexte particulier à plusieurs égards :

- la finalisation du Contrat quinquennal pour la période 2022-2026, pour lequel les échanges avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ont abouti à un projet final dont l'examen dans les instances de l'université vient de s'achever début 2024, notamment par l'adoption en conseil d'administration de l'université dans sa séance du 30 janvier 2024 ;
- la préparation concomitante du futur Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP), nouvel outil de contractualisation de l'établissement avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, à conclure pour la période 2024-2026. Les COMP formaliseront une vision stratégique d'ensemble et fixeront, selon une perspective pluriannuelle de trois ans, les cibles attendues.

Le Projet annuel de performance approuvé en 2023, en annexe du budget initial pour le même exercice, venait conclure la période de suivi du contrat d'établissement 2016-2021, sans pouvoir pleinement ouvrir le chapitre du contrat qui lui succède, compte tenu du décalage calendaire prévu par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les projets annuels de performance élaborés à compter de l'année 2024, et les rapports annuels de performance associés, tiendront compte des objectifs et actions inscrits dans le Contrat quinquennal et dans les COMP, et s'enrichiront ainsi du suivi des indicateurs renouvelés et contractualisés, en complément des indicateurs nationaux attendus par l'État.

Le Rapport annuel de performance présenté en annexe du compte financier pour l'exercice 2023, sans pouvoir d'ores et déjà traduire le suivi des objectifs du nouveau Contrat quinquennal de l'établissement et de son Contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2024-2026, dont la conclusion avec l'État reste à intervenir, maintient le suivi de l'architecture et des indicateurs évoqués dans son PAP 2023, conformément au PAP national.

« Le programme 150 Formations supérieures et recherche universitaire vise à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel de la nation et des individus qui la composent. »

A. Objectifs et résultats des indicateurs 2023 du programme 150

OBJECTIF 1 : Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie

La formation tout au long de la vie (FTLV) représente un enjeu fort pour notre université qui s'engage à fournir des **opportunités d'apprentissage et de développement des compétences** à ses étudiants lors de leur formation initiale, mais également au-delà, au cours de leur parcours professionnel. Cela inclut les programmes de premier cycle et de cycles supérieurs, tout comme des initiatives de formation continue tout au long de la vie pour les diplômés, et plus généralement pour les professionnels en activité.

Ce **continuum des dispositifs de formation, de qualification et de certification de compétences** est une des principales forces de l'université Jean Moulin, qui se manifeste par :

- une **forte attractivité** pour les formations de premier et de deuxième cycles (respectivement Licences, Bachelors universitaires de technologie - BUT, Licences Professionnelles et Masters) qui accueillent chaque année plusieurs milliers de nouveaux étudiants à l'université, dont une majorité de néo-bacheliers s'engageant dans un cursus supérieur
- une **professionnalisation des parcours** de formation initiale, avec un développement très significatif de la formation par apprentissage dans différentes disciplines, principalement en Licence professionnelle (y compris BUT) et en Master, et pour les autres formations la généralisation des mises en situation professionnelle (stages) et des dispositifs d'échanges entre les équipes pédagogiques et les professionnels, notamment *via* les conseils de perfectionnement et les actions visant l'orientation et l'insertion professionnelle (salons, forums, *job datings*, etc.)
- une **activité soutenue en matière de formation professionnelle continue**, qui contribue à l'impact sociétal de l'université comme au dynamisme de son modèle économique

L'université prête une attention prioritaire à l'**égalité des chances**, en mettant en œuvre des dispositifs pédagogiques et de vie étudiante, notamment pour la réduction des précarités étudiantes, avec un nombre croissant d'actions de soutien et d'accompagnement social des étudiants qui peuvent s'appuyer sur la mobilisation de la communauté universitaire et sur des choix budgétaires forts pour **rendre l'université toujours plus accessible**.

Indicateur 1.1 – Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale	%	57	Non connu	55	58	58,5	58,5

Il n'y a pas d'indicateur équivalent pour l'université compte tenu de son périmètre démographique. Néanmoins, on constate les enjeux d'adaptation que cela implique pour l'université, notamment dans la construction du continuum -3/+3. Ils justifient le soutien à la politique engagée depuis plusieurs années désormais au sein de l'établissement en matière d'**interaction avec les établissements d'enseignement secondaire** (action 3 du projet INCLUDE, portée par l'Université Jean Moulin Lyon 3 en lien avec le Rectorat) mais aussi en matière d'**information, d'orientation et d'accompagnement des publics lycéens** (notamment par les actions portées par le SCUIO-IP, par le Pôle réussite de la DEUV et par les composantes). La trajectoire que dessine l'État à travers cet indicateur interroge aussi la capacité de l'établissement à soutenir encore durablement cette poussée démographique, compte tenu de ses moyens matériels (locaux) et humains encore limités.

Indicateur 1.2 – Insertion professionnelle des diplômés en formation initiale

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
(...) titulaire de BTS	%	71,5	71,1	72	72	72,5	73
(...) titulaire de Licence professionnelle	%	95	Non connu	93	95	95	95
(...) titulaire de Master	%	93	Non connu	92	93	93	93
(...) titulaire du doctorat	%	92,1	Non déterminé	93	92,4	92,7	93

Pour les diplômés de Licence professionnelle et Master, les données exhaustives sont recueillies par les établissements auprès des diplômés eux-mêmes qui n'ont, ni interrompu leurs études pendant plus de 2 ans, ni poursuivi d'études. Ils sont interrogés sur leur situation professionnelle au 1^{er} décembre de l'année n, soit 30 mois après l'obtention de leur diplôme. La valeur n de l'indicateur porte donc sur les diplômés de l'année universitaire n-3/n-2. (exemple pour 2023 : diplômés de l'année 2020-2021).

L'insertion professionnelle en DUT n'est plus suivie spécifiquement désormais, compte tenu de l'organisation des parcours de Bachelors universitaires de technologie (BUT) en 3 ans au sein de l'IUT dans le cadre de la réforme de la Licence professionnelle. Le DUT n'est ainsi aujourd'hui qu'un titre intermédiaire pouvant être délivré à l'issue de la 2^e année du BUT, à l'instar du DEUG pour la Licence. Les premiers BUT seront délivrés à l'issue de l'année universitaire 2023-2024.

Suivi Lyon 3

L'université Jean Moulin décline cet indicateur pour chacun des trois diplômes qui la concernent, à savoir la Licence professionnelle, le Master et le Doctorat.

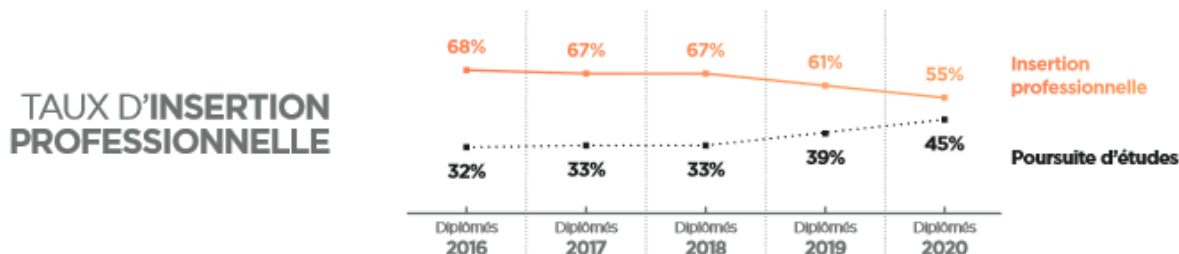
À l'exception de l'enquête sur le devenir des diplômés de Doctorat, réalisée par la ComUE Lyon Saint-Étienne (ComUE LSE), les enquêtes d'insertion sont réalisées par l'OFIP (observatoire des formations et de l'insertion professionnelle) qui était auparavant rattaché au SCUIO-IP et a intégré le PAQAP en 2023. Ces enquêtes engagent des moyens importants pour assurer le suivi des diplômés, de nombreux mois après leur départ de l'université. Ces enquêtes sont organisées en ligne et par téléphone.

Suivi Lyon 3 : Insertion des diplômés Licence professionnelle

	Session 2016	Session 2017	Session 2018	Session 2019	Session 2020
Répondants	474	514	489	514	491
Taux de réponse	67%	70%	71%	73%	68%
Ref. Nationales	68%	68%	73%	72%	67%
En insertion (= emploi, recherche d'emploi, inactivité)	323	346	327	316	272
Taux d'insertion	68%	67%	67%	61%	55%
Ref. Nationales	63%	62%	59%	59%	54%
En emploi	303	325	299	296	260
Taux d'emploi	94%	94%	91%	94%	96%
Ref. Nationales	93%	94%	92%	95%	95%
% Cadres & Prof Intermédiaires	96%	98%	97%	97%	94%
Ref. Nationales	76%	78%	77%	78%	78%
% Insertion en Auvergne-Rhône-Alpes	72%	72%	72%	64%	69%
Durée d'accès à l'emploi en mois	1	1	1	1	1

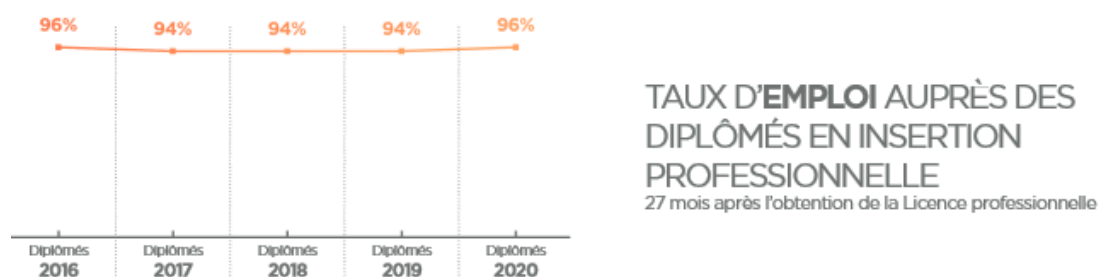
Cette enquête est réalisée auprès de nos diplômés de Licence professionnelle, 27 mois après l'obtention de leur diplôme. En 2023, sur les 726 diplômés interrogés (session 2020), 68% ont répondu à l'enquête.

Notre établissement proposait ainsi en 2019-2020 une offre de formation riche de 16 mentions en Licence Professionnelle au sein de 3 composantes : la Faculté de Droit, l'IAE Lyon et l'IUT Jean Moulin. À l'issue de leur Licence professionnelle, 55% des diplômés ont arrêté leurs études pour s'insérer sur le marché de l'emploi et 45% ont poursuivi leurs études.



Le taux d'insertion professionnelle, s'il reste légèrement supérieur à la moyenne nationale, est marqué par une nouvelle baisse par rapport à l'année précédente, sans lien établi avec la pandémie de COVID 19. Cette baisse est davantage liée à un effet de structure, notamment l'arrivée de la Licence professionnelle « Assurance, Banque, Finance » en 2019-2020 à la Faculté de Droit, qui dégrade le taux

global d'insertion professionnelle car les diplômés de cette formation sont nombreux à avoir poursuivi des études.



La tendance sur 5 ans de l'accès à l'emploi des diplômés de Licence professionnelle est favorable. Au moment de l'enquête, 96% des licenciés professionnels qui étaient en insertion disposaient d'un d'emploi, ce qui traduit une très bonne adéquation de nos Licences Professionnelles aux attentes du marché de l'emploi. Depuis quelques années, le taux d'emploi de notre établissement a toujours été supérieur à 90%. La cible nationale fixée à 93% est atteinte et le taux d'emploi pour chacune des composantes est élevé.

Les emplois occupés sont d'un bon niveau, avec plus de 90% de cadres et de professions intermédiaires (techniciens, agents de maîtrise, maîtrise administrative et commerciale) sur ces 5 dernières années. Les taux constatés sont au-dessus des références nationales de près de 20 points.

La durée moyenne d'accès à l'emploi reste courte, d'un mois en moyenne. C'est très encourageant et les stages en entreprise (et nous le verrons, les dispositifs d'alternance) constituent chaque année le principal tremplin vers un premier emploi. Environ la moitié de nos diplômés qui s'insèrent dans la vie active sont embauchés à la suite immédiate de leur stage ou de leur alternance.

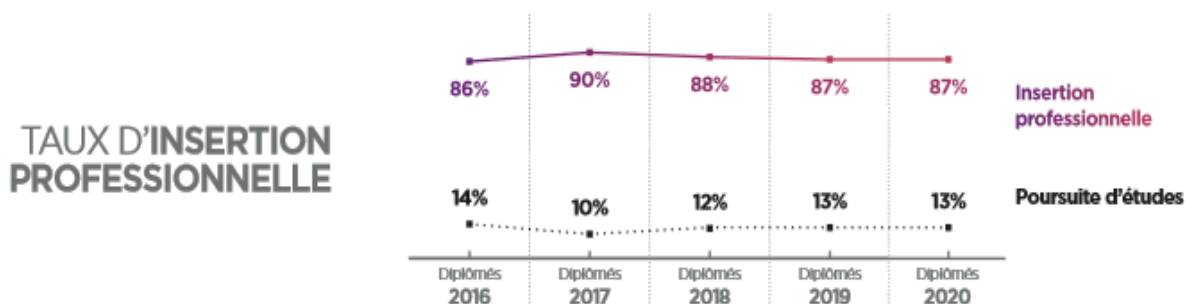
Pour ce qui est de la localisation de l'emploi, les diplômés de Licence professionnelle sont fortement implantés en région Auvergne Rhône-Alpes, 69% dont près de 2 sur 3 dans le Rhône, 22% des emplois sont localisés dans d'autres régions, 7% en Ile de France et 2% occupent un poste à l'étranger. 21% des diplômés 2020 ont, dans leur emploi, des missions liées à la transition écologique (missions liées à l'environnement et au développement durable et/ou 16% relevant de la Responsabilité Sociétale des Entreprises).

Suivi Lyon 3 : Insertion des diplômés de Master :

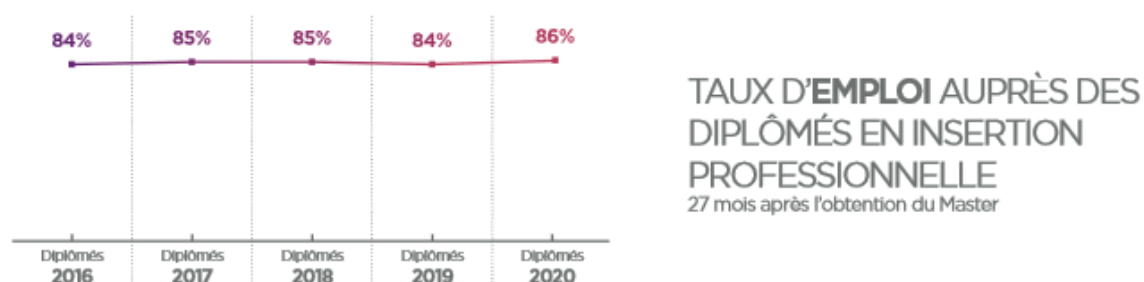
	Session 2016	Session 2017	Session 2018	Session 2019	Session 2020
Répondants	1 442	1 535	1 616	1 720	1 641
Taux de réponse	70%	71%	72%	73%	70%
Ref. Nationales	70%	70%	77%	72%	69%
En insertion (= emploi, recherche d'emploi, inactivité)	1 235	1 375	1 419	1 499	1 433
Taux d'insertion	86%	90%	88%	87%	87%
Calcul Lyon 3					
En emploi	1 043	1 161	1 206	1 254	1 227
Taux d'emploi	84%	84%	85%	84%	86%
Calcul Lyon 3					
Taux d'emploi	92%	93%	91%	93%	
Calcul national					
Ref. Nationales	92%	92%	90%	93%	93%
Durée d'accès à l'emploi en mois	2	2	2	3	2
	81%	82%	84%	83%	85%
% Cadres					
Ref. Nationales	67%	68%	67%		

Cette enquête est réalisée auprès de nos diplômés 2020 de Master, 27 mois après l'obtention de leur diplôme. Sur les 2 353 diplômés interrogés, 69% ont répondu à l'enquête. Notre taux de réponse reste proche des références nationales.

Notre établissement proposait en 2019-2020 une offre de formation riche de 51 mentions en Master dans 3 grands domaines de formation : Droit Economie Gestion, Sciences Humaines et Sociales, et Arts Lettres Langues.



À la suite de l'obtention de leur Master, 87% des diplômés 2020 ont arrêté leurs études pour s'insérer sur le marché de l'emploi. Les taux d'insertion professionnelle des diplômés de Master sont élevés et relativement stables. Les principaux moyens d'accès au premier emploi sont le stage ou l'alternance (32%), l'annonce sur un site d'emploi (23%) et les réseaux (17%).



Parmi les étudiants de Master en insertion professionnelle, les taux d'emploi sont élevés et relativement stables. Pour l'enquête 2023 (à la date d'observation du 1^{er} décembre 2022), 86% des diplômés étaient en emploi, 5% en recherche d'emploi, 3% en préparation de concours, 4% en d'autres situations et 2% avec un emploi commençant après le démarrage de notre enquête.

La durée moyenne d'accès au premier emploi est de seulement 2 mois. Ce délai court s'explique par la forte proportion de diplômés embauchés à l'issue de leur stage ou de leur alternance. Il s'agit bien du principal moyen d'accès à l'emploi pour nos étudiants à la suite d'un Master.

Un peu plus de 4 diplômés en emploi sur 5 exercent des fonctions de niveau cadre, taux plus élevés que les moyennes nationales. Quant à la localisation de l'emploi, 59% des diplômés travaillent dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, 19% des emplois sont localisés en Ile de France, 16% des diplômés vont vers une autre région française et 6% occupent un emploi à l'étranger.

INDICATEUR 1.3 : Formation continue

L'université Jean Moulin entend valoriser encore davantage sa position d'acteur majeur de la formation professionnelle continue. La professionnalisation des diplômés doit bénéficier de la mise en œuvre progressive de la démarche par compétences, qui constitue un défi majeur au cœur de la politique de formation de l'université.

La formation continue comprend aujourd'hui différents dispositifs, comme la formation diplômante adaptée aux exigences du public de formation continue, le Compte personnel de formation (CPF), la Validation des acquis de l'expérience (VAE), le contrat de professionnalisation (auquel le contrat d'apprentissage est aujourd'hui préféré), des programmes sur-mesure dédiés aux entreprises et aux organisations en réponse à leurs besoins, etc.

L'université a obtenu la certification Qualiopi en mai 2022. Cette certification s'ajoute ainsi aux certifications antérieures (Services FCU, Datadock), et atteste la qualité du processus mis en œuvre par l'université et ses composantes, concourant au développement des compétences sur la base d'un référentiel unique (RNQ - Référentiel National Qualité), publié par le Ministère du Travail de l'Emploi et de l'Insertion qui s'applique à tous les organismes. Cette démarche de certification implique à la fois les participants, les financeurs et les prescripteurs. Elle témoigne de l'adéquation des formations proposées aux besoins du marché du travail et des organisations mais également de la prise en compte de l'évolution des métiers.

L'exercice 2023 a été notamment marqué par l'évolution statutaire du service commun FC3, dédié à la formation continue et à la professionnalisation, dont le périmètre et les missions ont été étendus (délibération du CA du 17 octobre 2023). Ce service a vocation à soutenir l'activité et la performance des actions de formation continue, en renforçant l'offre de services en matière d'ingénierie de formation et le développement d'affaires au bénéfice de l'ensemble de l'établissement. Le service « FC3 » jouera ainsi un rôle majeur dans l'animation et la coordination des sujets communs à la formation professionnelle continue de l'université, dans le respect des compétences propres exercées par les composantes de l'université dans ce domaine.

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Nombre total d'heures dispensées aux stagiaires	Nb	52 265 774	Non déterminé	47 000 000	53 000 000	56 000 000	56 000 000
Nombre de diplômés en formation continue	Nb	63 786 (p)	Non déterminé	67 000	66 000	70 000	70 000

Le premier sous-indicateur décrit toute l'activité de formation continue, qu'il s'agisse de formations diplômantes ou de formations qualifiantes. Il quantifie transversalement cette activité selon l'unité de mesure usitée en formation continue : « les heures dispensées aux stagiaires ». Il est obtenu à partir du calcul suivant : produit de la durée d'enseignement par le nombre de stagiaires pour toute l'offre de formation, diplômes nationaux, diplômes propres d'établissement et stages.

Le second sous-indicateur porte de manière plus restreinte sur les formations diplômantes et dénombre les diplômés de formation continue ayant obtenu un diplôme national ; les diplômes propres d'établissement (DU, certificats, etc.) ne sont pas pris en compte.

Les valeurs des deux sous-indicateurs sont fournies par des enquêtes réalisées en alternance. Cette enquête n'a pas pu être réalisée en 2023 sur l'activité en 2022 car le questionnaire doit être revu.

Suivi Lyon 3

	2018	2019	2020	2021	2022
Stagiaires FC	6 376	5 001	4 007	3 780	3 479
Heures Stagiaires milliers d'heures	825	648	616	656	599
<i>Ref. Nationales</i>	67 958	65 306	46 002	52 266	
Evolution annuelle des heures stagiaires	-4%	-21%	-5%	6%	-9%
<i>Ref. Nationales</i>	-5%	-4%	-30%	14%	
Diplômés en formation continue	1 307	1 315	1 296	1 003	970
Chiffres d'affaires milliers d'euros	9 493 K€	8 481 K€	7 862 K€	7 369 K€	6 859 K€
Chiffre d'affaires Evolution annuelle	17%	-11%	-7%	-6%	-7%

L'évolution baissière de l'activité de formation continue, en heures comme en nombre de stagiaires, est en grande partie due au développement soutenu de l'apprentissage, relevant de la formation initiale, au détriment principalement du contrat de professionnalisation. Cette tendance traduit l'impact de la réforme de septembre 2018 sur la formation professionnelle, qui se conjugue avec les effets plus récents de la crise sanitaire à partir de 2020. Il est probable que ce mouvement affecte également les cibles nationales, non revues à ce jour.

Il convient de noter que le chiffre d'affaires de la formation continue doit s'apprécier de façon pluriannuelle, l'impact de la facturation pouvant traduire des décalages de fin d'année. Le développement de la formation continue fait l'objet d'analyses permettant de suivre les marges dégagées car la formation continue doit rester une source durable d'activité et de ressources financières pour l'université.

	Session 2018	Session 2019	Session 2020	Session 2021	Session 2022
Diplômes délivrés en FC	1 340	1 368	1 311	1 007	965
% Diplômes délivrés en FC	14,1%	13,9%	13,2%	10,4%	10,3%
Diplômes Nationaux délivrés en FC	1 164	1 163	1 134	861	820
<i>Ref. Nationales</i>	59 583	56 763	62 156	56 509	
% Diplômes Nationaux en FC	14,8%	14,4%	13,7%	10,3%	10,3%

Cet indicateur dénombre les diplômés de formation continue ayant obtenu un diplôme national. Les diplômes propres de l'établissement tels que les DU et les certificats ne sont pas pris en compte. La tendance à la baisse constatée dans le nombre de diplômes nationaux délivrés en FC est étroitement liée à la réforme de l'apprentissage (loi du 5 septembre 2018 « Liberté pour choisir son avenir professionnel ») qui a induit un transfert des contrats de professionnalisation vers des contrats d'apprentissage.

Le dispositif mis en place pour accompagner le développement de nouveaux diplômes en formation continue (FC) ou en alternance (FA), tout en veillant à la soutenabilité globale (respect du plafond de masse salariale de l'université), est maintenu. Ainsi, au-delà des critères d'opportunité et d'équilibres globaux entre les différents types de formation par exemple, un des critères d'aide à la décision de création de nouveaux diplômes est l'équilibre économique, étudié en coûts complets.

OBJECTIF 2 : Améliorer la réussite des étudiants

Une des priorités de l'université Jean Moulin est de poursuivre sa démarche d'**accompagnement des étudiants dans leur réussite académique** et de les soutenir dans leur parcours pédagogique.

L'**accessibilité** constitue un axe central du projet d'établissement qui vise l'accès de tous à la formation universitaire et la prise en compte de la diversité croissante des profils. Ainsi, si l'**exigence** reste la marque de l'université, elle doit mobiliser les dispositifs pédagogiques inclusifs pertinents pour accompagner tous les étudiants. L'accessibilité sous toutes ses formes est donc une priorité marquée qui se décline dans sa pluralité : accessibilité des formations et des supports pédagogiques en faveur des publics empêchés (dispensés d'assiduité, sportifs de haut niveau ou encore étudiants en situation de handicap), mais également accessibilité des espaces et des cursus.

L'organisation des Licences en majeure/mineure, couplée avec la mise en place d'un véritable dispositif de seconde chance, doit également contribuer directement à la réussite des étudiants dans leur orientation comme dans la validation de leurs compétences. À la rentrée universitaire 2023, toutes les composantes de l'université ont ainsi organisé leur offre de formation en Licence en majeure/mineure, donnant ainsi l'opportunité aux étudiants de personnaliser leur cursus en fonction de leurs besoins. Ce nouveau dispositif contribue à la réussite des étudiants dans leur orientation comme dans la validation de leurs compétences.

De nombreux projets engagés – dont certains ont déjà abouti, notamment en 2023 – facilitent l'**accessibilité des services** aux étudiants et contribuent à **promouvoir leur réussite** :

- engagement en 2023 des travaux inscrits au plan Ambition Numérique, visant notamment à l'amélioration du Wifi dans les enceintes universitaires et à l'augmentation du parc de prêt de PC reconditionnés aux étudiants ;
- ouverture fin 2022 du Centre de Compétences en Langues qui accompagne les étudiants dans leur apprentissage linguistique, met à leur disposition des supports numériques et des ressources (plus de 200 langues), leur assure une remédiation en anglais sur des programmes informatiques et leur apporte une aide à la préparation aux certifications en langues étrangères ;
- création d'espaces de coworking étudiants sur le site des Quais, sur le modèle d'espaces de coworking déjà existants à la Manufacture des Tabacs ;
- création de salles dédiées aux doctorants sur le site de la rue Chevreul ;
- pérennisation des dispositifs actuels d'aide à la réussite, notamment de l'École de la réussite de la Faculté de Droit initiée dans le cadre du projet CURSUS+ (bien que l'ANR ait mis un terme à son financement courant 2023, le projet a été soutenu directement par l'établissement) ;
- mise à disposition de l'application mobile « UnivLyon3 » destinée à faciliter le quotidien des étudiants à l'université comme l'accès aux emplois du temps et à d'autres ressources ;
- couverture des bâtiments universitaires par la solution EVELITY, dispositif de guidage inclusif qui permet à tous de se déplacer et de s'orienter en toute autonomie sur le campus ; en 2023, le dispositif a été déployé au sein de la Manufacture des Tabacs dans le cadre du projet INCLUDE et il sera étendu courant 2024 aux bâtiments des Quais grâce au soutien de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- dispositifs de lutte contre les précarités étudiantes, visant à améliorer les conditions de vie et d'étude des étudiants, avec notamment l'ouverture de l'épicerie solidaire EPISCIA fin 2022, le soutien réaffirmé au Collectif de solidarité étudiante (CSE), le renforcement sur tous les campus du dispositif de distributeurs de protections hygiéniques gratuites initié en 2021 pour

lutter contre la précarité menstruelle, ou encore l'expérimentation de distributeurs de produits d'hygiène gratuits à destination des étudiants de l'université.

Différentes **actions d'accompagnement à la réussite** sont renforcées, voire généralisées :

- poursuite de l'expérimentation de dispositifs nouveaux comme « Objectif Réo » (SCUIO-IP), soutenu par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, aux étudiants de 1^{ère} année et à l'issue du 1^{er} semestre, une remédiation qui peut servir de modèle pour d'autres initiatives : accompagnement personnel, découverte d'environnements professionnels, immersion dans certaines formations, ateliers thématiques pour aider les étudiants à travailler sur une nouvelle orientation en adéquation avec leurs envies ;
- développement de l'offre de certification des compétences douces (*soft skills*), déjà expérimentée sous la coordination du Pôle Réussite de la Direction des études et de la vie universitaire (DEVU) ;
- généralisation des modules d'intégration des nouveaux étudiants, pour une montée en puissance tout au long du contrat quinquennal ; co-organisées par les composantes, les associations étudiantes et les services centraux, ces « briques » regroupées sous l'intitulé « Lyon 3 mode d'emploi » visent à faire du mois de septembre un temps dédié non seulement à la rentrée, mais bien à l'intégration : une journée banalisée à la rentrée 2023, à renouveler en 2024, a ainsi permis l'accueil massif des étudiants de première année et la rencontre avec leurs pairs de L2 et de L3 ;
- organisation des semaines de l'Insertion Professionnelle en partenariat avec le monde socio-économique pour aider les étudiants à bâtir leur projet professionnel : conférences et rencontres avec des professionnels, découverte des métiers, forum emplois-stages, café-débats, etc.

Le soutien à la réussite se traduit également par le souci de favoriser les **pratiques innovantes** et le travail collaboratif comme individuel, notamment grâce à un environnement numérique adapté aux nouveaux enjeux de l'enseignement supérieur :

- en repensant l'organisation spatiale des locaux pour faciliter des approches pédagogiques plus collaboratives ;
- en faisant une priorité de l'intégration des équipements personnels des étudiants pour leur permettre un accès facilité à l'environnement numérique de l'université ;
- en généralisant la mise à disposition des supports pédagogiques sous forme numérique.

INDICATEUR 2.1 : Mesures de la réussite étudiante

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Taux d'obtention du BTS en 2 ou 3 ans	%	68,1	Non connu	65	65	65	65
Taux d'obtention du DUT en 2 ans ou 3 ans / Taux d'obtention du BUT en 3 ans ou 4 ans	%	78,3	Non connu	80	Sans objet	75	75
Taux de réussite en L1	%	48,2	Non connu	53	50	50,5	51
Taux d'obtention de la Licence en 3 et 4 ans	%	44,5	Non connu	43	44	44,2	44,4
Taux d'obtention du Master en 2 ans ou 3 ans	%	72,3	Non connu	70	73	73	73
Part des doctorats obtenus en moins de 52 mois	%	72	73,2	75	75	76	77

Avec la réforme des Licences Professionnelles, l'offre de formation de notre IUT évolue. Les DUT en 2 ans sont remplacés par les Bachelors Universitaires de Technologie (BUT) en 3 ans. La majorité de nos

Licences Professionnelles à l'IUT sont intégrées à la 3ème année des BUT. L'année universitaire 2023-24 voit pleinement l'application de cette réforme avec l'ouverture des troisièmes années de BUT et verra donc sa première promotion de diplômés de BUT en cette fin d'année universitaire.

Suivi Lyon 3 : Le devenir des étudiants en fin de L1

	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Taux d'accès en L2 (Calcul Ministère)	46,7%	58,5%	52,2%	47,2%	
Ref. Nationales	45,5%	53,5%	47,8%	44,0%	
Taux d'accès en L2 Valeur ajoutée - Calcul Ministère	-3,5	-1,8	-2,8	-2,4	
Nouveaux bacheliers inscrits en L1	3 626	3 578	3 842	3 887	3 902
Taux d'accès en L2 à Lyon 3 (calcul Lyon3)	43,8%	54,8%	48,2%	44,8%	43,9%
% de redoublants à Lyon 3	19,7%	10,8%	14,0%	17,7%	17,2%
% passage des cursus 4 ans	3,0%	3,7%	2,9%	2,4%	2,9%
% de réorientations à Lyon 3	6,1%	5,4%	6,2%	4,9%	5,7%
% de sortants non réinscrits à Lyon 3	27,4%	25,3%	28,7%	30,1%	30,3%

Les valeurs calculées au niveau national (PapESR) intègrent le suivi d'étudiants qui poursuivent dans d'autres universités mais ces données arrivent tard par rapport au calendrier d'élaboration du RAP. Il a donc été nécessaire de réaliser un indicateur au niveau de l'établissement, qui donne des résultats très légèrement différents mais permet d'avoir des données plus récentes. Les étudiants qui changent d'université pour accéder en L2, qui redoublent ou qui changent d'orientation ne sont pas pris en compte dans le calcul Lyon 3 alors qu'ils le sont dans les références nationales.

S'agissant de la réussite en L1, le suivi de cohorte est largement perturbé par la période de crise sanitaire. L'année 2019-20 a été marquée par des meilleurs taux de réussite en L1 et donc de passage en L2. Le taux d'accès en L2 pour 2022-23 se situe au même niveau que celui de 2018-19, soit avant la crise, avec un taux de redoublement légèrement plus faible en 2023. Le taux moyen des étudiants qui quittent l'université Jean Moulin Lyon 3 en cours ou en fin de L1 demeure d'environ 30%. Il ne s'agit pas nécessairement d'un arrêt des études, mais d'une possible réorientation rapide dans une autre université (le taux de sortie passe alors à 25%). Les étudiants qui partent dans des formations relevant d'autres ministères ou du secteur privé ne peuvent, eux, être suivis.

L'université va suivre les effets de la nouvelle organisation des Licences sur la réussite en L1 et poursuivre ses efforts dans les différentes initiatives déjà mises en œuvre (actions du Pôle Réussite, orientation active sollicitée, développement de tutorats spécialisés, parcours différenciés, contrats pédagogiques, etc.), en s'appuyant notamment sur les expérimentations prometteuses s'agissant des cursus en 4 ans (exemple de l'École de la réussite de la Faculté de Droit).

Suivi Lyon 3 : Réussite en Licence – en 3 ou 4 ans

		2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21
Réussite en Licence en 3 ans		32,1%	35,7%	39,9%		
Taux - Calcul Ministère	Ref. Nationales	31,7%	34,6%	37,4%		
Réussite en Licence en 3 ans		-3,7	-3,5	-3,0		
Valeur ajoutée - Calcul Ministère						
Réussite en Licence en 3 ou 4 ans		48,8%	52,8%	53,2%		
Taux - Calcul Ministère	Ref. Nationales	44,0%	46,4%	47,1%		
Réussite en Licence en 3 ou 4 ans		-0,9	0,2	0,4		
Valeur ajoutée - Calcul Ministère						
Inscrits en L1 (N) Néo bacheliers	Bac général	3 381	2 857	3 207	3 220	3 461
	Bac pro.	159	108	121	101	79
	Bac techno.	368	304	298	257	302
	UJM-Lyon 3	3 908	3 269	3 626	3 578	3 842
Réussite en Licence en 3 ans	Bac général	33,3%	37,5%	42,1%	45,6%	38,0%
	Bac pro.	1,3%	1,9%	2,5%	2,0%	5,1%
	Bac techno.	6,3%	5,6%	5,4%	6,6%	5,3%
	UJM-Lyon 3	29,5%	33,3%	37,7%	41,6%	34,8%
Réussite en Licence en 3 ou 4 ans	Bac général	50,1%	54,8%	56,2%	56,7%	
	Bac pro.	5,7%	4,6%	4,1%	3,0%	
	Bac techno.	11,7%	9,2%	9,7%	11,7%	
	UJM-Lyon 3	44,7%	48,9%	50,7%	52,0%	

S'agissant du suivi de la réussite en Licence en 3 ou 4 ans, les résultats de Lyon 3 sont en constante progression. Nos taux de réussite sont supérieurs aux moyennes nationales. Plus de la moitié des titulaires d'une Licence à Lyon 3 poursuivent en Master à Lyon 3 l'année suivant l'obtention de leur diplôme. Pour la première fois, aux termes de l'enquête ministérielle publiée en décembre 2023, la valeur ajoutée (indicateur qui mesure la différence entre les résultats obtenus et les résultats qui étaient attendus, compte tenu des caractéristiques scolaires et sociodémographiques des étudiants) est positive. L'université se classe en 5^e position au classement des établissements sur la réussite des étudiants en Licence, en 3 ans, au niveau national (*Source : SIES, décembre 2023*). Elle occupait encore la 24^e place l'année précédente (sur 69 établissements), avec une valeur ajoutée négative (-3 points).

Suivi Lyon 3 : Réussite des étudiants de M2

	Session 2018	Session 2019	Session 2020	Session 2021	Session 2022
PRIMO-ENTRANTS en M2					
Calculs Lyon3	3 479	3 644	3 359	3 621	3 535
Taux de réussite en Master					
PRIMO-ENTRANTS	85,5%	86,2%	89,4%	87,2%	86,1%
Calcul Lyon 3					
Ensemble des diplômés de Master					
Calculs Lyon 3	3 436	3 492	3 422	3 376	3 375
Taux de réussite en Master					
Ensemble des inscrits - Calculs Lyon 3	83,5%	82,4%	86,3%	83,5%	83,0%

L'université Jean Moulin offre une formation riche avec 52 mentions en Master, proposées aux 8000 étudiants inscrits en niveau Master pour 2022-23 (29% des effectifs étudiants). L'évolution progressive du nombre de primo-entrants en M2 inscrits dans notre établissement, hormis la session 2020 qui subit l'impact de la crise sanitaire, indique l'attractivité de nos Masters.

Le taux de réussite calculé pour les primo-entrants en seconde année de Master (M2), conformément à la définition du ministère, est élevé avec une moyenne de 87% sur ces cinq dernières années. Le taux de réussite sur l'ensemble des inscrits en Master, qui intègre des redoublants, est quant à lui inférieur d'environ 3 points au taux de réussite calculé pour les primo-entrants. Ce bon taux de réussite s'explique par la mise en place d'aménagements pour certains M2 dont les parcours peuvent être réalisés en 2 ans et est également dû à la réforme du cycle Master, qui garantit notamment à tout étudiant engagé dans le cursus d'accéder en M2 sans repasser par un processus sélectif. Sur les 9 347 diplômes délivrés à la session 2022, l'université a délivré 3 382 diplômes de Master, soit 36% des diplômes.

Il faut noter que notre établissement occupe la 6ème place au classement national du meilleur taux de réussite en Master en 2 ou 3 ans en 2022, pour les étudiants inscrits en 2019 et la 14ème place en nombre d'étudiants inscrits en Master. Ainsi, parmi les 25 établissements accueillant le plus d'étudiants en Master en France, l'université Jean Moulin Lyon 3 est classée en première position, que ce soit en termes de réussite observée ou de plus-value (+6,7 points). Cela démontre la capacité de l'université à accompagner ses étudiants de Master vers la réussite, et sa capacité à réduire les inégalités sociales. (Source : SIES, décembre 2023).

Suivi Lyon 3 : Doctorat – Thèses soutenues

		2019	2020	2021	2022	2023
Doctorats délivrés		66	62	57	54	60
Durée moyenne des thèses en mois		61,0	61,0	68,0	68,0	72,0
% Doctorats obtenus en moins de 40 mois		18%	16%	5%	7%	7%
	Ref. Nationales	43%	41%	34%		
% Doctorats obtenus en moins de 52 mois		33%	42%	14%	31%	20%
	Ref. Nationales	74%	75%	72%	73%	
% Doctorats obtenus en moins de 72 mois		74%	71%	54%	61%	48%

Lors de la session 2023, l'université a délivré 60 Doctorats, alors que le nombre de délivrances était en baisse ces deux dernières années, conséquence directe de la crise sanitaire.

L'objectif de l'établissement est de réduire la durée moyenne d'obtention du Doctorat, qui reste très élevée au regard des standards nationaux (non sans lien depuis 2021 avec la période de crise sanitaire), tout en préservant la spécificité et la qualité des thèses en sciences humaines et sociales. L'établissement s'assure également que les réinscriptions en Doctorat au-delà de la 3ème année ont de sérieuses chances de déboucher sur la soutenance de la thèse. Les réinscriptions en thèse au-delà de 3 ans se font par conséquent sur demande de dérogation complétée par l'étudiant, après avis du directeur de thèse et du directeur de l'école doctorale.

L'année 2023 est marquée par la mise en place de nouvelles mesures issues de la modification de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la

délivrance du diplôme national de Doctorat (par arrêté du 26 août 2022), mais aussi par l'allocation de moyens nouveaux au soutien de la politique doctorale, issus de la Loi de programmation de la recherche. Des évolutions dans la gestion financière des écoles doctorales, qui revient aux établissements porteurs, ont également été prises au niveau de la ComUE et seront applicables à compter de l'exercice 2024.

À noter que les indicateurs 2.2 (assiduité en Licence) et 2.3 (proposition Parcoursup) ne sont pas encore documentés au sein de l'établissement, respectivement pour des questions de méthode et de périmètre. Si un travail est en cours pour le premier, il semble plus difficile de décliner au sein de l'établissement un élément relevant du pilotage national de la plateforme Parcoursup.

OBJECTIF 3 : Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international

L'établissement mène une politique scientifique ambitieuse et volontariste, capable de développer **une recherche soucieuse de qualité et de rigueur**. Il accompagne les chercheurs vers une plus grande ouverture à la société civile et associe les acteurs économiques, sociaux et culturels à la recherche. Il contribue activement au déploiement de la **science ouverte**, c'est-à-dire à une recherche accessible impliquée dans la société. Elle a pour objectif de contribuer plus largement à **la diffusion de la culture scientifique**.

Afin de mener à bien ces orientations stratégiques, l'université Jean Moulin s'est engagée auprès de tous les acteurs de la recherche pour déployer les nombreuses actions qui structurent le « **Plan Ambition Recherche 2025** ». Lancé en 2023, et doté de 2,5 millions d'euros, ce plan est destiné à accompagner la dynamique de nos unités de recherche. Il repose sur 4 axes :

- **Redonner du temps aux chercheurs** par la revalorisation du temps dédié à la recherche, ce qui s'est notamment traduit par des évolutions du référentiel d'équivalences horaires de l'établissement en 2023.
- **Soutenir les unités de recherche**. L'université a ainsi très sensiblement augmenté sa dotation financière aux unités de recherche et des moyens supplémentaires de l'ordre de 263 K€ ont été ouverts lors du budget rectificatif de juillet 2023. Les campagnes d'emploi, en 2023 et 2024, ont apporté de nouvelles perspectives en matière d'appui à la recherche, et les mesures d'attractivité salariale pour les BIATS ont également profité aux personnels des laboratoires.
- **Donner une meilleure visibilité de notre recherche et de nos chercheurs**. En 2023, un chargé de mission « Communication et diffusion scientifiques » a été nommé pour accompagner les démarches de valorisation de la recherche et de sa production. En 2023, également, la gouvernance de l'établissement a porté devant le conseil d'administration la transformation institutionnelle de son Service général de la recherche (SGR), qui devient Direction de la recherche et des études doctorales (DRED) en 2024, service soutien dont la montée en puissance accompagnera la visibilité de la recherche de notre université et de ses chercheurs.
- **Mener une politique immobilière en faveur de la recherche**, notamment par la création de nouveaux espaces de travail pour les chercheurs et les doctorants. 2023 a permis de travailler sur le projet architectural et fonctionnel de la future « maison de la recherche » qui sera installée au Palais de l'Université (15 quai Claude Bernard).

L'université soutient aussi la recherche en accompagnant en particulier les chercheurs dans la **réponse aux appels à projets, y compris européens**. Elle les conseille dans la construction de leurs réseaux scientifiques et la maturation de leurs projets, afin qu'ils obtiennent des financements externes. En 2023, dans ce domaine, l'université a été lauréate de l'appel à projets Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ASDESR), financé par l'ANR, dans le cadre du consortium Ability, coordonné par l'Université Claude Bernard Lyon 1. Ability prévoit ainsi le financement d'un emploi dédié pour renforcer la capacité de l'université en matière de dépôt de projets de recherche au niveau européen (notamment auprès du guichet que constitue le Conseil Européen de la Recherche – ERC), permettant à notre établissement de répondre utilement aux priorités de l'État dans ce domaine, sans attendre les moyens pouvant être alloués dans le cadre du Contrat d'objectifs, de moyens et de performances à conclure avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche en 2024.

Soucieuse d'améliorer les pratiques en matière de recrutement, de cadre d'exercice des chercheurs, et de créer un espace européen de la recherche du meilleur niveau, l'université Jean Moulin s'est engagée dans un processus d'amélioration continue HRS4R - Human Resources Strategy for Researchers. Ce processus exige la mise en conformité avec les principes de la Charte européenne du

chercheur et le Code de conduite pour le recrutement des chercheurs. Notre établissement a ainsi obtenu en octobre 2018 le **label HR Excellence in Research – HRER** délivré par la Commission européenne. C'est un atout incontestable pour notre attractivité internationale et pour la sécurisation des financements européens. L'évaluation intermédiaire du label a donné lieu à un rapport très positif de la Commission européenne, en date du 10 septembre 2021. Les experts ont souligné « l'engagement de l'Université dans l'amélioration et la mise en pratique de la stratégie RH », et pointé « la qualité des actions, jugées appropriées ».

L'établissement mobilise également des moyens dans le but de promouvoir et de renforcer l'identité et la visibilité de l'université dans ses **activités à l'international** à travers notamment :

- L'accompagnement des appels à projets internationaux
- Une politique d'accueil de professeurs invités et de post-doctorants
- Des aides à la mobilité pour les chercheurs de l'université
- Le développement de programmes de recherche internationaux structurés avec un certain nombre de partenaires privilégiés

L'appui à la recherche se concrétise encore dans de nombreux domaines, comme le soutien aux publications, le développement d'une politique volontariste en faveur de la science ouverte et de gestion des données de la recherche (exemple du réseau CADOR, doté d'un emploi dédié en 2023), le développement des partenariats et des réseaux de collaboration scientifiques aux niveaux national et international, ou encore l'amélioration des conditions de suivi des doctorants.

INDICATEUR 3.1 : Production scientifique des opérateurs du programme

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique de l'Union européenne	%	8,8 (p)	8,7p	8,2	7,9	7,5	6,9
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique du monde	%	1,9 (p)	1,8p	1,5	1,5	1,4	1,3
Impact des opérateurs du programme	indice	0,95 (p)	0,89p	0,86	0,81	0,77	0,72
Spécialisation de la France dans la thématique des sciences de la durabilité	indice	0,58(p)	0,58(p)	0,68	0,68	0,68	0,69

Suivi Lyon 3

Les modalités de calcul des indicateurs nationaux et les outils sur lesquels ils s'appuient (WoS en particulier) ne sont pas pertinents pour une université de sciences humaines. C'est un des objectifs pour l'université que de disposer, dès 2024, d'un outil de bibliométrie adapté aux spécificités disciplinaires de l'établissement (BiblioRef).

La recherche menée à l'université Jean Moulin assume son rôle de laboratoire d'idées. Elle veille à la diffusion et à la valorisation de ses résultats comme à leur transfert dans le tissu scientifique, intellectuel et culturel, à l'échelle locale, nationale et internationale. Les efforts engagés depuis la dernière contractualisation produisent leurs effets. On observe ainsi une augmentation des producteurs parmi les enseignants-chercheurs de l'établissement, à la fois en valeur absolue et en

proportion. Il s'agit du résultat conjugué de recrutements de qualité et de programmes d'incitation à la recherche (CVR, aides aux colloques, etc.).

En matière de publication scientifique, les enseignants-chercheurs de l'université disposent en particulier de deux **dispositifs d'appui** :

- Le pôle éditorial Prairial, dispositif global de soutien aux revues scientifiques du site Lyon Saint-Étienne, propose un ensemble de services (soutien éditorial, appui technique, conseil juridique, formation et documentation, aide au référencement, etc.). Il dispose aussi d'une plateforme de diffusion en accès ouvert qui héberge des revues scientifiques et professionnelles et leur offre un accompagnement pour monter en qualité éditoriale. Il vise enfin à favoriser l'ouverture des publications en sciences humaines et sociales impulsée par le Plan national pour la science ouverte.
- Le portail des publications scientifiques de l'université est un sous-ensemble de l'archive ouverte HAL, plateforme pluridisciplinaire nationale pour le dépôt et la consultation des écrits, travaux et résultats de recherches scientifiques des chercheurs et enseignants-chercheurs. Il permet de déposer et consulter les publications de l'université et il favorise leur visibilité nationale et internationale. L'université, à travers ses BU, propose à ses chercheurs une aide au dépôt, à travers des ateliers d'initiation à HAL et de valorisation des publications, ainsi que des accompagnements personnalisés, pour les laboratoires (formations sur mesure) et les chercheurs (rendez-vous individuels). En 2023, ce sont près de 500 documents (texte intégral) et plus de 1500 notices qui ont été déposés sur le portail.

Le déploiement d'une application capable de recenser de manière fiable et exhaustive l'état de la production scientifique de l'Université, tout en mettant en exergue les axes de recherche les plus porteurs, fait partie des priorités de la gouvernance dans le cadre du contrat d'établissement 2021-2026. Avec le soutien de l'État, dans le cadre des moyens alloués aux projets relevant du dialogue stratégique et de gestion 2022-2023, et plus récemment de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES), l'université a porté en 2023 des travaux d'ingénierie, de développement et d'adaptation d'une **application de bibliométrie** (BiblioRef), initialement conçue par l'université Paris Saclay (BiblioLabs). Cette application, adaptée aux particularités des publications en sciences humaines et sociales, permet d'agréger, de comparer et d'analyser les données bibliographiques et bibliométriques concernant la littérature scientifique et académique des structures de recherche de l'université. Les financements obtenus ont notamment permis le recrutement d'un chargé de projet et d'un prestataire en charge des développements informatiques.

OBJECTIF 4 : Améliorer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche

L'université a affirmé en 2023, à travers son Plan Ambition Recherche 2025, sa volonté d'assurer une communication spécifique orientée vers la promotion et la diffusion de ses activités de recherche. Cette communication, centrée sur des contenus éditorialisés visant des publics définis, a pour but de renforcer les liens entre sciences et société, en offrant une nouvelle visibilité aux chercheurs et aux laboratoires.

INDICATEUR 4.1 : Montant des redevances sur titre de propriété intellectuelle dans les ressources des opérateurs

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Montant des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle	k€	41 100 (p)	45 400 (p)	43 000	46 000	50 000	55 000

Cet indicateur retrace le montant de recette nette générée par les redevances sur titre de propriété intellectuelle. Il est calculé à partir d'enquêtes auprès des institutions concernées car il impose de séparer précisément, dans les comptes des opérateurs, les ressources de recherche des ressources d'enseignement.

Il est obtenu par le rapport entre :

- les ressources apportées par les redevances de propriété intellectuelle (brevets et logiciels), à partir de l'enquête sur les ressources globales des universités (disponible pour chaque établissement) et de l'enquête organismes et services publics pour les autres établissements ;
- l'ensemble des ressources « recherche » des opérateurs du programme calculées à partir d'informations provenant d'une part de l'enquête sur les ressources globales des universités, d'autre part des autres enquêtes sur les dépenses et ressources de R&D.

Suivi Lyon 3

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
UJM Lyon3 - Droits d'auteurs et de reproduction	2,484 K€	0,790 K€	0,104 K€	0,591 K€	0,105 K€	0,715 K€
Ressources propres UJM Lyon3	21 687 K€	21 613 K€	21 300 K€	25 123 K€	25 866 K€	30 414 K€
% droits d'auteurs et de reproduction / ressources propres UJM Lyon3	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Les redevances liées à l'exploitation des droits d'auteurs et de reproduction ne représentent qu'une faible proportion de ressources, notamment du fait de l'absence de production de titres issus de brevets et de logiciels. Un tel constat est assez fréquent dans les établissements de l'ESR en SHS, peu présents sur le champ de l'exploitation de titres de propriété intellectuelle.

Au demeurant, au niveau national, la contribution de ces titres en valeur relative à l'ensemble des ressources recherche des opérateurs du programme demeure stable et relativement faible. Pour

rappel, en 2021, la part des ressources apportées par les redevances sur titres de propriété intellectuelle représente 0,53 % des ressources recherche totales des opérateurs du programme ; elle s'élevait à 0,42 % en moyenne depuis 2018.

INDICATEUR 4.2 : Montant des contrats de recherche passés avec les entreprises dans les ressources des opérateurs

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Montant des ressources apportées par les contrats de recherche passés avec les entreprises	k€	335 700 (p)	363 000 (p)	373 000	403 000	435 000	465 000

Cet indicateur retrace le montant de recette nette générée par les contrats de recherche. Le pourcentage est obtenu en divisant la recette nette des contrats de recherche concernés par la ressource recherche totale. Il est calculé à partir d'enquêtes auprès des institutions pertinentes, car il impose de séparer précisément, dans les comptes des opérateurs, les ressources de recherche des ressources d'enseignement.

La part des contrats de recherche passés avec les entreprises enregistre une croissance modérée mais régulière depuis 2014, aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative : 2,7 % des ressources recherche totales des opérateurs en 2014 et 4,3 % en 2021.

Suivi Lyon 3

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
UJM Lyon3 - Prestations de recherche (y compris contrats ANR)	325 K€	273 K€	354 K€	327 K€	275 K€	272 K€
Ressources propres UJM Lyon3	21 687 K€	21 613 K€	21 300 K€	25 123 K€	25 866 K€	30 414 K€
% prestations de recherche / ressources propres UJM Lyon3	1,50%	1,26%	1,66%	1,30%	1,06%	0,89%
Filiale Lyon 3 Valorisation Hors refacturation Lyon 3	85 K€	120 K€	44 K€	20 K€		

Les ressources générées par des contrats de recherche, en dehors des actions portées par des chaires ne relevant pas de cette qualification, représentent en 2023 environ 1% des ressources propres de notre établissement. Cet indicateur fait apparaître le besoin de disposer d'une cartographie plus large des financements des activités de recherche, au-delà des seules prestations, pouvant être portés par des structures autres que l'université et sa filiale (fondations, fonds de dotation, etc.).

OBJECTIF 5 : Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

La politique internationale redéfinie pour le contrat quinquennal 2022-2026 est fondée sur le **développement de partenariats privilégiés**. L'Europe et l'Amérique du Nord sont au cœur du dispositif.

Pour confirmer la dimension internationale de ses cursus, plusieurs actions ont été engagées et sont poursuivies :

- la promotion de formations spécifiquement adaptées aux étudiants internationaux de niveau L ou M (avec des cours dispensés en anglais tels que le SELF – Study in English in Lyon France, Bachelor Management & Global Business, Master European Business Realities, Master General Management Program, LLM International and Business Law, etc.) dans le but de nourrir une expérience trilingue
- le développement ciblé de diplômes délocalisés, cursus qui se déroulent en totalité à l'étranger, sur la base d'une analyse qui intègre la dimension économique des partenariats
- la participation de l'université à des réseaux et salons internationaux pour développer les partenariats prioritaires
- l'internationalisation des écoles doctorales
- une promotion soutenue de la mobilité sortante, dans des temps forts comme les journées d'information « International days » et tout au long de l'année par des campagnes de valorisation
- la diversification des parcours de mobilité pour la rendre accessible à un plus grand nombre
- la défense de l'accessibilité des mobilités sortantes, par un programme de renforcement des bourses de mobilité
- l'amélioration des conditions d'accueil des étudiants internationaux. En octobre 2019, notre établissement a été labellisé « Bienvenue en France » et a ainsi obtenu la reconnaissance de son engagement dans une démarche d'amélioration continue de l'accueil des étudiants étrangers
- l'accompagnement spécifique des étudiants en exil par le développement de trois DU Passerelle et de formations leur permettant de reprendre des études et de s'insérer professionnellement en France
- l'implication de l'université dans deux projets européens « Capacity Building » visant à encourager la coopération entre l'UE et les pays partenaires hors Europe pour la modernisation de leurs systèmes d'enseignement supérieur
- le soutien à l'apprentissage des langues et le renforcement de l'enseignement des langues pour les non-spécialistes grâce au LANSAD et au nouveau Centre de compétences en langues.

Sur l'année 2023, l'activité à l'international de l'université s'est notamment traduite par :

- le développement de doubles diplômes (Master Arabe ; Master trilingue ; Double diplôme droit Canada etc.), avec une augmentation sensible de leur nombre
- la recherche d'une Alliance européenne à laquelle l'établissement pourrait adhérer, suite à la sortie d'ARQUS
- le développement des mobilités du personnel (administratifs et enseignants) grâce au dispositif ERASMUS +
- la nomination de nouveaux responsables académiques de zones pour une action plus efficace dans les zones prioritaires (US, Canada, Irlande, R.U.)

En interne, 2023 a également été marquée par l'évolution institutionnelle du Service général des relations internationales et de l'institut international pour la francophonie (CA du 17 octobre 2023), dans la perspective de la création de la Direction des relations internationales de l'université en 2024.

La stratégie d'**attractivité** « Bienvenue en France/Choose France », engagée par l'État fin 2018, prévoyait la mise en place de droits d'inscriptions différenciés pour les étudiants hors Union Européenne dès la rentrée 2019. L'université Jean Moulin, en concertation avec les autres établissements du site, a maintenu en 2023 le principe d'exonération des étudiants extra-communautaires du paiement de ces droits différenciés et ne les assujettit qu'aux droits nationaux, comme l'y autorise la réglementation.

L'université participe depuis 2015 au **programme Erasmus+**. Ce dispositif vise à promouvoir les échanges internationaux entre les établissements d'enseignement supérieur européens et les pays partenaires hors Europe. Dans le cadre de ce programme, 3 projets européens dont Lyon 3 est partenaire ont été sélectionnés en 2022, et engagés en 2023 :

1. Mobilités d'enseignants, personnels et mobilités entrantes de stages avec l'UFAR (Arménie) dont la subvention s'élève à 159 020 € sur 3 ans de 2022 à 2025.
2. Améliorer la qualité de l'enseignement dans le domaine de la coopération internationale au développement en intégrant l'apprentissage par projet comme élément d'apprentissage actif. Le financement attribué à Lyon 3 est de 95 000 € pour la mise en place d'un *serious game* par notre composante iaelyon pour améliorer l'apprentissage dans le domaine de la formation à la coopération internationale et au développement.
3. Chaire Jean Monnet « ProValUE » – Promotion des études sur le droit et les institutions européennes auprès de différents publics : étudiants en Master, jeunes chercheurs, professionnels en formation continue, jeunes enfants, société civile. Projet porté par notre faculté de Droit et subventionné sur 3 ans (2022 – 2025) pour un montant de 50 000 €.

L'Université est également partenaire d'un projet co-financé par l'Union Européenne, le projet AIMES+ dont l'objet est le financement de formations spécifiques et de dispositifs destinés à des étudiants réfugiés. Ce projet réunit un consortium de 14 universités françaises coordonnées par le réseau MENs (Migrants dans l'Enseignement supérieur), porte sur 3 ans (2023-2026) et fournit un financement qui s'élève à 400 000 €.

INDICATEUR 5.1 : Part des étudiants étrangers en mobilité internationale inscrits en Licence, en Master et en Doctorat sur l'ensemble des inscrits de ces mêmes formations

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Inscrits en Licence	%	8,2	9,1	9	9,5	9,5	9,6
Inscrits en master	%	15,2	15,4	15,5	15,8	16,2	16,4
Inscrits en doctorat	%	39	38	38,5	38,4	38,6	38,8

Suivi Lyon 3

	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Etudiants étrangers Toutes formations	5 092	4 608	3 771	4 164	4 487
% Etudiants étrangers Toutes Formations	17%	17%	14%	15%	16%
Etudiants étrangers Niveau Licence	2 641	2 366	1 677	2 233	2 530
% Etudiants étrangers Niveau Licence	14%	13%	9%	12%	14%
<i>Ref. Nationales</i>	9%	9%	8%	9%	
Etudiants étrangers Niveau Master	2 106	1 926	1 757	1 559	1 576
% Etudiants étrangers Niveau Master	21%	22%	20%	18%	19%
<i>Ref. Nationales</i>	15%	16%	15%	15%	
Etudiants étrangers Doctorat	199	188	171	168	166
% Etudiants étrangers Doctorat	36%	36%	33%	33%	32%
<i>Ref. Nationales</i>	38%	40%	39%	38%	

L'année 2020-21 est particulière, car elle a été impactée par la crise sanitaire avec environ 800 étudiants étrangers en moins par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'est répercutée sur chaque niveau. À la sortie de la crise, on constate un regain du nombre d'étudiants étrangers. Cet indicateur mesure la proportion d'étudiants de nationalité étrangère non titulaires d'un baccalauréat français inscrits dans les différents niveaux.

En premier cycle, les étudiants étrangers représentent généralement un peu plus de 10%. Le fort pourcentage constaté en deuxième cycle, 20% en moyenne, est bien supérieur à la moyenne nationale qui est de 15% et cet écart est autant dû aux étudiants qui viennent à titre individuel en France qu'au développement de Masters délocalisés à l'étranger.

Sur les 517 inscrits à l'Université Jean Moulin Lyon 3 en Doctorat au sein de 7 écoles doctorales pour 2022-23, on compte 32% de doctorants étrangers. La proportion de doctorants étrangers reste relativement stable, environ un tiers, taux proche des références nationales. Cependant, on constate depuis quelques années une légère baisse des doctorants étrangers en nombre absolu. Cette baisse, qui touche également les doctorants de nationalité française, est liée à trois facteurs : une analyse plus exigeante des dossiers d'inscription ; un travail sur la réduction de la durée de thèse et la volonté de réduire le nombre de doctorants dirigés par enseignant-chercheur pour favoriser un meilleur encadrement.

INDICATEUR 5.2 : Proportion d'étrangers dans les recrutements d'enseignants-chercheurs

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Pourcentage d'enseignants-chercheurs de nationalité étrangère parmi les recrutés	%	16,8	19	16	18	18	19

Suivi Lyon 3

	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Professeurs d'université	127	128	128	130	136
dont professeurs d'université de nationalité étrangère	8	9	8	8	8
% Professeurs d'université de nationalité étrangère	6,3%	7,0%	6,3%	6,2%	5,9%
dont professeurs d'université de nationalité étrangère arrivés dans l'année à Lyon 3	0	0	0	0	0
Maitres de conférences	259	261	263	263	253
dont maitres de conférences de nationalité étrangère	19	19	20	23	23
% Maitres de conférences de nationalité étrangère	7,3%	7,3%	7,6%	8,7%	9,1%
dont maitres de conférences de nationalité étrangère arrivés dans l'année à Lyon 3	0	1	2	1	2
Total enseignants chercheurs	386	389	391	393	389
dont enseignants chercheurs de nationalité étrangère	27	28	28	31	31
% Enseignants chercheurs de nationalité étrangère	7,0%	7,2%	7,2%	7,9%	8,0%
dont enseignants chercheurs de nationalité étrangère arrivés dans l'année à Lyon 3	0	1	2	1	2

Compte tenu du nombre d'enseignants-chercheurs et du nombre de recrutements pouvant être réalisés annuellement au sein de l'établissement, la cible ministérielle n'a que peu de sens au niveau de l'université.

Sur l'ensemble des enseignants-chercheurs de notre établissement, environ 8% sont de nationalité étrangère. Sur la population des professeurs d'université de notre établissement, en moyenne 6% sont de nationalité étrangère et la moyenne est de 7% pour la population des maîtres de conférences.

Notre établissement accueillait chaque année avant 2020 une quarantaine de professeurs invités. Cependant le contexte de crise sanitaire a eu un impact sur le nombre de professeurs invités depuis 2020 et ce nombre est passé à 30. L'université poursuit une politique d'attractivité à travers l'invitation d'enseignants-chercheurs issus d'établissements étrangers. L'université a accueilli 39 professeurs invités en 2023, ce qui marque une nette reprise.

INDICATEUR 5.3 : Coopération internationale

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Nombre d'inscriptions annuelles de doctorants en cotutelle internationale de thèse	Nb	1223	1099 (p)	1300	1200	1250	1300
Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne dans les articles des opérateurs du programme	%	12,4 (p)	12,3p	12,4	12,3	12,3	12,3

Le nombre d'inscriptions annuelles de doctorants en cotutelle internationale de thèse est le recensement des premières inscriptions en Doctorat pour une thèse en cotutelle, réalisé par l'école doctorale d'accueil. Les données définitives de l'année universitaire n-2/n-1 et les données provisoires de l'année n-1/n sont disponibles en juillet de l'année n et pour analyse au RAP n pour les inscrits de la rentrée universitaire n/n+1.

La part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 27) dans les articles des opérateurs du programme est calculée en rapportant le nombre de publications des opérateurs avec uniquement des pays de l'UE 27 au nombre total de publications des opérateurs. Une co-publication européenne est ainsi une co-publication entre les opérateurs du programme et les institutions de pays de l'UE 27, excluant les co-publications comportant également des pays extra-européens. L'indicateur est calculé à partir de la moyenne triennale glissante du nombre de publications (la valeur en année n est la moyenne des nombres de publications constatés en n, n-1 et n-2).

L'université ne dispose pas encore à ce jour d'outil bibliométrique pour renseigner utilement le second sous-indicateur portant sur les co-publications internationales, donnée particulièrement complexe du fait de ses contraintes de calcul. Le WoS (*World of Sciences*) n'est pas adapté au référencement des publications relevant des sciences humaines au sens large. Les travaux prometteurs menés dans le cadre du projet BiblioRef (voir *supra*) par les équipes des BU Lyon 3 permettront à terme de renseigner cet indicateur.

Suivi Lyon 3 : Doctorants en cotutelle

	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Nb de doctorants en cotutelles Tous niveaux	40	40	39	39	33
% de doctorants en cotutelles Tous niveaux	7,1%	7,4%	7,2%	7,5%	6,4%
Nb de doctorants en cotutelles En 1ère année	4	7	8	7	0
% de doctorants en cotutelles En 1ère année	4,3%	7,1%	9,2%	8,6%	0,0%

Pour l'année universitaire 2022-23, notre établissement compte 33 doctorants en cotutelle, soit 6,4% des doctorants. Les doctorants en cotutelle viennent de 12 pays différents.

Cet indicateur peut être utilement complété par le nombre de Doctorats délivrés en cotutelle (voir *infra*).

La cotutelle de thèse conforte la dimension internationale des écoles doctorales, en favorisant la mobilité des doctorants français et étrangers, dans des espaces scientifiques et culturels différents et en développant les coopérations scientifiques entre équipes de recherche françaises et étrangères. Notre établissement a pour objectif de faciliter la mobilité entrante des doctorants pour leur permettre de réaliser leur thèse dans un contexte international et pour développer des coopérations scientifiques avec nos équipes de recherche.

Afin de favoriser la mobilité internationale de nos doctorants qui doivent se rendre à l'étranger pour effectuer leurs travaux de recherche et rencontrer leur directeur de thèse ainsi que les membres du laboratoire d'accueil, l'université a ouvert depuis 2022 un appel à candidatures « Cotutelles de thèse ». Il existe également un programme de bourses Eiffel, qui permet de financer des mobilités de 12 mois, dans le cadre d'une cotutelle ou d'une codirection de thèse.

Cependant, la cotutelle n'est qu'un aspect des collaborations internationales en termes de recherche. D'autres modes non institutionnalisés sont à l'œuvre :

- Participation de collègues étrangers dans les jurys
- Échange de doctorants et de post-doctorants
- Participation de post-doctorants à des contrats de recherche internationaux ou européens

Suivi Lyon 3 : Doctorats délivrés en cotutelles

	2019	2020	2021	2022	2023
Doctorats délivrés	66	62	57	54	60
Doctorats délivrés en cotutelles	7	4	3	6	1
% Doctorats délivrés en cotutelles	10,6%	6,5%	5,3%	11,1%	1,7%

Pour la session 2023, un seul Doctorat a été délivré en cotutelle, sur 60 Doctorats délivrés par l'établissement. Les effectifs étant faibles, il est difficile de dégager une véritable tendance, d'autant que la série a été perturbée par la crise sanitaire, dans un secteur particulièrement sensible s'agissant des partenariats internationaux et des mobilités internationales.

INDICATEUR 5.4 : Présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union Européenne

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Taux de participation des opérateurs du programme dans les projets financés par les programmes cadres de R&D de l'Union européenne	%	1,9	1,9p	2,2	2	2	2
Taux de coordination des opérateurs du programme dans les projets financés par les programmes cadres de R&D de l'Union Européenne	%	3	2,8p	2	2,9	2,9	2,9

Le taux de participation est calculé en divisant le nombre de bénéficiaires ou tierces parties opérateurs du programme qui participent aux projets sélectionnés par le nombre total d'entités bénéficiaires ou tierces parties participant à ces projets.

Le taux de coordination est calculé en divisant le nombre de projets retenus coordonnés par l'un des bénéficiaires opérateurs du programme par le nombre total de projets retenus.

Suivi Lyon 3

Cet indicateur ne peut être directement suivi par l'université au regard de son périmètre.

Néanmoins, il est à noter que l'université a été lauréate en 2023 de l'appel à projets de l'Agence Nationale de la Recherche « ASDESR » (Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche). L'université est membre du consortium lyonnais Ability, pour encourager et accompagner prioritairement le dépôt de projets de recherche (ERC) au niveau du programme Horizon Europe. L'université dispose ainsi d'un financement de 180 000€ pour une première période de 3 ans, le financement pouvant être poursuivi jusqu'à 7 années supplémentaires, de façon dégressive, en fonction des résultats obtenus.

Il faut également noter que l'activité de l'établissement dans ce domaine sera suivie par un indicateur obligatoire du futur Contrat d'objectifs de moyens et de performance pour la période 2024-2026.

OBJECTIF 6 : Améliorer l'efficacité des opérateurs

L'université doit faire face à une **sous-dotation en emplois et en moyens financiers alloués par l'État**. Cette situation, historique et reconnue par les autorités de tutelle, la contraint à la recherche permanente de l'efficacité et à une sollicitation constante de ses personnels afin de réaliser ses missions de service public.

Sur le plan organisationnel, le conseil d'administration de l'université, dans sa séance du 17 octobre 2023, a adopté une **nouvelle architecture des services**, distinguant de façon plus lisible les services communs des services centraux. Cette évolution statutaire, faisant écho aux recommandations du HCERES, a permis d'inscrire le Service général de la transition écologique dans les statuts de l'établissement, et a engagé, notamment, le processus de création de la Direction de la recherche et des études doctorales (DRED) et de la Direction des relations internationales (DRI) au sein de l'université.

Afin d'**améliorer la qualité de travail** et d'**optimiser le fonctionnement de notre organisation**, plusieurs projets visant à simplifier nos activités ont été conduits. Ces projets s'appuient sur plusieurs leviers : dématérialisation, formalisation et simplification des procédures, développement de la signature électronique ou encore mise en œuvre de solutions informatiques. La DNUM est mobilisée pour répondre, au cas par cas, en développant les programmes et en formalisant les processus adéquats. Ces actions permettront également d'optimiser nos ressources.

Une autre grande priorité de notre établissement est la **mobilisation des moyens au service de la recherche**, enjeu principal du Plan Ambition Recherche 2025. L'objectif est d'augmenter significativement les crédits récurrents des laboratoires de l'université, de soutenir les projets de collaboration scientifique avec des partenaires externes dans une logique de SAPS, d'apporter un appui à la science ouverte et de mettre en place des espaces dédiés à la communauté des chercheurs et en particulier aux doctorants.

L'université souhaite également affiner les outils lui permettant de **piloter son activité**. Des projets majeurs sont en cours notamment dans le domaine de la gestion de la scolarité. En 2023, la précaution a été prise de repousser la mise en œuvre du logiciel Pégase, dont le développement de certaines fonctionnalités par l'AMUE a pris du retard, et de concentrer les efforts sur l'adéquation du système d'information actuel aux enjeux de son offre de formation. D'autre part, l'établissement s'est lancé dans l'implantation de SINAPS, une solution intégrée de gestion des données de référence communes à l'ensemble des applicatifs métiers de l'établissement.

L'université assure le pilotage de son offre de formation et l'évalue sur le plan pédagogique et économique (soutenabilité). Sur ce dernier point, l'établissement dispose d'un système d'information décisionnel des heures d'enseignement, qui repose sur un entrepôt de données de consultation large permettant d'évaluer et de suivre le coût de réalisation de son offre de formation.

Dans le domaine budgétaire et financier, l'université veut se doter des moyens pour **accroître son budget de fonctionnement en améliorant sa capacité à générer des ressources propres**, notamment en :

- développant davantage sa relation avec le monde socio-économique,
- accroissant les financements des contrats de recherche/projets par des partenaires extérieurs,
- faisant du développement maîtrisé de la formation continue l'un des éléments forts de sa politique de ressources,
- développant la collecte de la taxe d'apprentissage, dans un nouveau contexte de gestion expérimenté en 2023.

L'université souhaite également **accentuer son action sur le plan de la transition écologique** en adoptant le cahier des charges de la labellisation Développement Durable & Responsabilité Sociétale. Un plan « Ambition Transition écologique 2025 » a été présenté courant octobre 2023, représentant un engagement de 3,5 millions d'euros en faveur de la transition écologique et du développement soutenable. Ce plan complète les engagements de 2,5 millions d'euros en faveur de la Recherche et de 10 millions d'euros en faveur du Numérique. L'objectif de ce plan est de contribuer à inscrire la Transition écologique au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3 par des investissements ciblés. Il repose sur 4 piliers :

- mettre en place des structures et des modalités d'action en faveur de la transition écologique,
- former les étudiants et les personnels,
- repenser et développer des usages responsables à l'échelle de toute l'université,
- réaménager, adapter, améliorer et décarboner les espaces de vie.

INDICATEUR 6.1 : Part des mentions à faibles effectifs (L et M)

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Part des mentions à faibles effectifs (L): inférieur à 50	%	27	27,9	25,5	23,6	22,7	21,6
Part des mentions à faibles effectifs (M): inférieur à 30	%	41,3	40,7	43	43,7	43	42

Après avoir régulièrement diminué de 2006 à 2013, la part des mentions à faibles effectifs en Master a augmenté annuellement de façon quasi automatique de 2014 à 2019, avec l'accroissement du nombre global de mentions de Master. Depuis 2019, le nombre de mentions à faibles effectifs est globalement stable.

La pertinence de cet indicateur devra être rapidement interrogée au regard de l'organisation pédagogique des formations et de leur adaptation pour répondre aux besoins de formation sur les métiers en tension ou d'avenir. Cet objectif peut conduire à l'émergence de mentions spécifiques pour y répondre et explique les cibles 2024 à 2026.

La mise en place, à la rentrée 2023, d'une plateforme unique de candidature en 1^{ère} année de Master vise à court terme à accroître le taux de remplissage de l'ensemble des formations et de réduire le nombre de mentions à faible effectif à compter de 2025.

Suivi Lyon 3 : Mentions à faibles effectifs

	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Nb de mentions en L3	10	10	10	10	9
dont mentions à faibles effectifs - L3	1	1	1	1	0
% mentions à faibles effectifs - L3	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	0,0%
Ref. Nationales	29,5%	26,1%	27,0%	27,9%	
Nb de mentions en M2	50	50	50	51	52
dont mentions à faibles effectifs - M2	17	17	14	16	16
% mentions à faibles effectifs - M2	34,0%	34,0%	28,0%	31,4%	30,8%
Ref. Nationales	43,4%	38,1%	41,3%	40,7%	

L'observation portant sur l'agrégat domaine/mention, au regard de la seule année terminale, ne rend pas lisible cet indicateur au niveau de l'établissement, même si l'université demeure historiquement bien en-dessous des plafonds ciblés par l'État, en Licence comme en Master.

L'amélioration de l'efficacité de l'établissement passe également par l'optimisation de notre offre de formation. L'objectif est que chaque composante puisse se donner des marges pour réaliser les projets les plus pertinents pour nos étudiants. En fonction des spécificités de chacune, après analyse, la vigilance sur les cours à faibles effectifs reste une priorité. L'objectif n'est toutefois pas de supprimer tous les cours à faibles effectifs mais d'en faire un usage raisonné. La part de mentions à faibles effectifs en Licence reste marginale.

On constate une plus grande proportion de mentions à faibles effectifs au niveau Master 2. Au niveau national, environ 1/3 des Licences ont moins de 50 étudiants (faibles effectifs) et environ 40% des Masters ont moins de 30 étudiants.

INDICATEUR 6.2 : Accès aux services et ressources documentaires de l'ESR

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Nombre d'entrées annuelles en bibliothèque par étudiant	Nombre/usager	18,6	29,8	38,6	34,4	34,8	35
Mesure des usages virtuels des bibliothèques	Nombre/usager	85,9	82,9	87,7	82,9	82,9	82,9

Le nombre des entrées dans les bibliothèques universitaires (sous-indicateur relatif à la fréquentation physique des bibliothèques) s'établit à 56 millions en 2022, après la levée des mesures sanitaires restrictives et le retour à un fonctionnement courant des campus universitaires. Il augmente de 61 % par rapport à 2021 mais reste encore inférieur de 22,5 % au chiffre de 2019. Conséquence de cette évolution, le nombre des entrées par étudiant passe de 18,6 en 2021 à 29,8 en 2022, encore loin du chiffre de 40,1 atteint en 2019. Ce chiffre ne tient pas compte de l'offre de services distants proposés suite à la crise sanitaire et qui se sont, pour beaucoup, maintenus.

Si les salles de lecture des bibliothèques ont retrouvé leurs capacités d'accueil depuis septembre 2021, une moindre fréquentation a perduré durant l'année universitaire 2021-2022 et la reprise de fréquentation observée fin 2022 sera à confirmer par les évolutions en 2023. Ce phénomène est partagé avec les bibliothèques de lecture publique ou de recherche. Les enquêtes ou observations réalisées notamment à la Bibliothèque publique d'information et à la Bibliothèque nationale de France montrent également une reprise tardive et différée de la fréquentation fin 2022. Les projets immobiliers de rénovation ou de mise aux normes de sécurité, qui peuvent à moyen terme améliorer les conditions d'accueil, entraînent à court terme des fermetures susceptibles de limiter la progression de l'indicateur.

Le sous-indicateur relatif à la consultation des ressources numériques repose sur une évaluation chiffrée des usages principalement fondée sur les remontées statistiques annuelles fournies par les éditeurs. À partir des données 2021, à la suite de l'adoption par un nombre significatif d'éditeurs d'une nouvelle norme internationale de mesure des usages numériques, l'indicateur connaît une rupture méthodologique. Si les usages croissent encore selon un calcul proche du précédent, ils baissent facialement de plus de 10 % avec la nouvelle norme, plus homogène et plus rigoureuse. Tous les éditeurs n'appliquant pas encore cette norme, la stagnation apparente des usages devrait se

poursuivre en 2023 et 2024. La réalisation 2022 est inférieure à la cible fixée, conformément à ce qui était anticipé des conséquences de la nouvelle norme Counter 5, et la progression des usages est revue à la baisse pour les quatre ans à venir : les usages comptabilisés devraient encore diminuer alors même que la population des étudiants et des enseignants-chercheurs connaît une croissance revue à la hausse dans les dernières estimations, ce qui constitue un second frein à la progression de l'indicateur.

Suivi Lyon 3 : Entrées en bibliothèque universitaire par inscrit

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'inscrits à Lyon 3 hors formations délocalisées à l'étranger	26 352	26 608	25 133	24 895	25 310
Nombre d'entrées en BU : Tous publics	1 070 492	1 098 852	452 000	540 958	921 559
Nombre d'entrées en BU par inscrit	40,6	41,3	18,0	21,7	36,4
Ref. Nationales	39,0	40,1	15,2	18,6	29,8

Les missions principales des bibliothèques universitaires sont les suivantes : mettre à disposition des usagers des **collections** pertinentes sur tout support, mettre à disposition des **services** et des espaces de travail appropriés et équipés, dispenser une **médiation** documentaire en offrant des formations à la maîtrise de l'information, accompagner l'excellence de la **recherche**, favoriser la **science ouverte** et être un vecteur d'**ouverture au monde** et de curiosité intellectuelle par le biais d'actions culturelles.

L'Université Jean Moulin possède un **environnement documentaire de qualité** et met à la disposition du public 6 200 m² dans les 3 bibliothèques universitaires. Elles offrent 1 600 places assises et proposent aux usagers 309 000 livres imprimés, 202 000 livres numériques, 300 abonnements à des revues imprimées, 66 400 abonnements à des revues numériques et 1 360 thèses en ligne. 11 200 volumes imprimés ont été achetés en 2022, 134 912 prêts de documents imprimés et plus de 5,8 millions de téléchargements des ressources numériques. Les BU sont ouvertes 7 jours sur 7, jusqu'à 83 heures par semaine.

Le seuil du million d'entrées avait été dépassé avant la crise sanitaire, ce qui représentait une moyenne de 41 entrées en BU par inscrit. Pendant la crise sanitaire, l'accès à nos bibliothèques a été limité, ce qui explique la baisse sensible des entrées en 2020 mais la fréquentation des BU est repartie à la hausse en 2022 avec près de 922 000 entrées (les données 2023 sont en cours de consolidation), retrouvant presque leur niveau de fréquentation antérieur, en tout état de cause supérieur de plus de 20% aux références nationales.

Le sous-indicateur relatif à la consultation des ressources numériques est difficile à obtenir au niveau de l'établissement, puisque son élaboration est soumise à la complexité de l'offre des éditeurs et du portage de ces offres, souvent en inter-établissement. On peut toutefois estimer que le nombre de documents numériques consultés ou téléchargés augmente ces dernières années, et atteint près de 6 millions de téléchargements de ressources numériques en 2022 (5,8 millions), pour 62% des dépenses documentaires (sur un budget d'un peu plus d'un million d'euros). L'enrichissement de l'offre numérique des BU Lyon 3 et le succès croissant des formes numériques de documentation contribuent probablement à la baisse du nombre d'entrées physiques en BU.

INDICATEUR 6.3 : Qualité de la gestion immobilière

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Taux d'occupation des locaux	%	62,93	65,41p	69	69	70	71
Pourcentage de sites secondaires dont le nombre d'étudiants est inférieur à 1000	%	67,3	67,6	67	66	65	64

Le premier sous-indicateur « taux d'occupation des locaux » est relatif à l'occupation des salles de cours banalisées et amphithéâtres pour des activités d'enseignement, d'accueil des étudiants, d'examens ainsi que pour tout autre usage comme les colloques, manifestations ou locations. Ne sont pas compris dans le périmètre de cet indicateur les locaux d'enseignement dédiés aux travaux pratiques en raison d'une standardisation complexe.

Il est établi en deux étapes :

- 1^{ère} étape : calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (salles de cours banalisées et amphithéâtres) qui correspond à un rapport entre l'occupation réelle des locaux (nombre d'heures d'utilisation des salles / nombre de salles utilisées) et une occupation théorique minimale de 1 120 h (35 heures par semaine, 32 semaines par an). Cette référence, qui représente 70 % des horaires d'ouverture normalement attendus pour des locaux universitaires (50 heures par semaine), a été fixée de manière à prendre en compte différents aléas et contraintes : exigences de souplesse nécessaires à la gestion des emplois du temps, temps de préparation éventuellement nécessaire entre les différents cours.
- 2nde étape : détermination du taux global d'occupation à partir de la moyenne pondérée de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.

Suivi Lyon 3 : Patrimoine – Taux d'occupation des locaux d'enseignement – Tous sites

	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Salles de plus de 100 places				
Nombre de salles	45	48	48	48
Salles de plus de 100 places	49 152	57 707	58 442	51 706
Nombre d'heures d'utilisation				
Salles de plus de 100 places	97,5%	107,3%	108,7%	96,2%
Taux d'occupation réel				
Salles de moins de 100 places				
Nombre de salles	176	178	178	176
Salles de moins de 100 places	172 508	161 382	200 726	189 333
Nombre d'heures d'utilisation				
Salles de moins de 100 places	87,5%	81,0%	100,7%	96,0%
Taux d'occupation réel				
Toutes les salles				
Nombre de salles	221	226	226	224
Toutes les salles	221 660	219 089	259 168	241 039
Nombre d'heures d'utilisation				
Toutes les salles	89,6%	86,6%	102,4%	96,1%
Taux d'occupation réel				

L'université occupe une superficie de plus de 110 000 m² répartis sur 3 sites avec en 2022-23 : 17 686 étudiants sur le site de la Manufacture des Tabacs, 5 759 étudiants sur le site des Quais et 898 étudiants sur le campus de Bourg en Bresse.

Pour que l'indicateur soit plus proche des attentes de l'enquête de situation immobilière du ministère, les salles dites « banalisées » (et ce quelle que soit leur capacité) sont prises en compte, mais les salles informatiques et les laboratoires de langues ne le sont plus. Le taux d'occupation, tant pour les salles de plus de 100 places (amphithéâtres, au sens de la nomenclature du ministère) que pour les salles banalisées de moins de 100 places, est très élevé, soit 96% pour 2022-23 (supérieur de plus de 30 points aux références nationales). Cette saturation montre que la question des espaces demeure un enjeu majeur pour l'établissement et que son développement passe par la poursuite des projets d'aménagement, pour dégager davantage d'espace dévolu aux activités pédagogiques, mais aussi par la recherche de nouveaux espaces à investir.

INDICATEUR 6.4 : Efficience environnementale

L'université Jean Moulin est pleinement engagée en faveur de la transition écologique et du développement soutenable (TEDS) qui visent à proposer un nouveau modèle économique et social. Ce concept de TEDS permet de repenser nos façons de consommer, produire, travailler, vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux du changement climatique, de la rareté des ressources, de la perte accélérée de la biodiversité comme de la multiplication des risques sanitaires et environnementaux. L'établissement a créé dès 2022 une « École universitaire de la transition écologique », dont l'objectif est de développer une offre de formation et de recherche innovante et pluridisciplinaire en matière environnementale, mais également de mettre en synergie ces formations, portées par les différentes composantes, afin que d'ici 2025 tous les étudiants de Licence soient formés à ce sujet, conformément à la commande ministérielle.

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Consommation énergétique	kWh/m ²	517 (p)	Non connu	Sans objet	510	500	490

L'indicateur porte sur les consommations en énergie finale des établissements d'enseignement supérieur. Cette donnée étant liée au coût de l'énergie, elle fait peser le risque d'une certaine illisibilité de l'indicateur. Le nombre de kWh/m² est renseigné par les opérateurs du programme 150 qui saisissent les données dans le Référentiel Technique ESR (RT-ESR) déployé en juin 2016. Les bâtiments de l'ESR sont des bâtiments relevant du secteur tertiaire.

Le décret tertiaire oblige les propriétaires et occupants de bâtiments tertiaires de plus de 1 000 m² à réduire la consommation énergétique de 40 % d'ici 2030, 50 % d'ici 2040 et 60 % d'ici 2050.

Près de 95 % du parc immobilier des établissements publics de l'enseignement supérieur sont concernés par cette exigence réglementaire.

Suivi Lyon 3 : Consommation énergétique

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Surface immobilière en m² SHON	93 411	92 825	92 825	92 825	92 353	92 353
Nombre de kWh consommés	9 920 012	8 595 007	7 776 901	9 322 531	8 247 725	7 420 760
Consommation énergétique en kWh/m²	106,2	92,6	83,8	100,4	89,3	80,4

L'université Jean Moulin a engagé ces dernières années des investissements importants pour réduire sa consommation énergétique, parallèlement au déploiement plus récent d'une politique de sobriété dans son fonctionnement. Le plan de sobriété énergétique 2022/23 prévoyait plusieurs objectifs, notamment :

- **Agir face à l'urgence énergétique** en réduisant d'au moins 10% les consommations d'énergies électrique et de chauffage. De nombreuses actions (décalage de la période de chauffage collectif, régulation de la température de chauffage collectif, interdiction d'utiliser des dispositifs personnels de chauffage, adaptation de l'ouverture des bâtiments, automatisation de l'extinction des équipements informatiques et audiovisuels, etc.) ont permis de réduire les consommations d'énergie de chauffage de 15% (à climat constant) et les consommations d'énergie électrique d'environ 7%.
- **Investir pour un avenir durable** en rédigeant un cahier des charges pour la réalisation d'un schéma directeur des énergies sur le campus Lyon 3, en poursuivant les travaux de rénovation et de performance énergétiques du patrimoine immobilier, en investissant dans la production d'électricité photovoltaïque, en ayant recours aux technologies basse consommation et en finalisant le projet de climatisation écologique de la salle serveur.
- **Adapter notre organisation et les usages** en positionnant le service général pour la transition écologique comme pilote de la transformation écologique de l'université, en encourageant le recours aux modes de déplacements doux et aux transports en commun, en limitant les trajets en avion au strict nécessaire, en favorisant la participation en distanciel aux réunions, conférences et séminaires, etc.
- **Intensifier la formation à la transition écologique** en proposant des formations idoines à l'ensemble des personnels de l'université, en développant une offre de formation professionnelle et continue de haut niveau dans le domaine des grandes transitions, etc. Plusieurs formations ont ainsi pu être proposées aux personnels (Atelier 2 tonnes, Fresque du climat, etc.). À la rentrée 2023, nous avons recensé 17 parcours de Master et 6 parcours de Licence relatifs à la transition écologique.

Dans le cadre du Plan France Relance, deux projets de l'université, visant à réduire ses consommations d'énergie et l'empreinte carbone de son parc immobilier, ont été retenus pour un financement total de 4,65 M€. Le premier projet concerne la rénovation énergétique des équipements de chauffage et de ventilation des amphithéâtres de la Manufacture des Tabacs, ainsi que le passage en éclairage led des locaux pédagogiques sur ce même site. Le second projet est destiné à améliorer la régulation de l'exploitation, par le changement d'automates. Ces efforts permettent d'observer d'ores et déjà une évolution à la baisse de notre consommation, étant noté que l'année 2020 a été particulièrement marquée par la pandémie COVID.

B. Exécution des recettes et des dépenses

Les recettes et les dépenses sont présentées dans le compte financier 2023 et synthétisées dans la note de l'ordonnateur.

« Le programme 231 a pour objectif de concourir à l'égal accès à l'enseignement supérieur en permettant à des jeunes, grâce aux aides directes et indirectes, dont il est le support, de poursuivre des études auxquelles ils pourraient être contraints de renoncer sans l'existence de ces aides. »

A. Objectifs et résultats des indicateurs 2023 du programme 150

OBJECTIF 1 : Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales

Pour l'État, permettre la réussite de tous les étudiants, quelle que soit la situation de leur famille, constitue un objectif prioritaire. La **démocratisation de l'enseignement supérieur** s'est ralentie ces dernières années : les étudiants des catégories socioprofessionnelles les plus favorisées continuent à être surreprésentés. Ainsi en 2019-2020, toutes formations confondues, 34 % des étudiants avaient des parents cadres supérieurs ou exerçant une profession intellectuelle supérieure, 17 % des étudiants avaient des parents employés, et 12 % seulement avaient des parents ouvriers.

Les représentations sur l'avenir professionnel des enfants, la distance avec les codes culturels qui prévalent à ce niveau d'études et les difficultés économiques rencontrées sont autant de facteurs discriminants.

L'université Jean Moulin a fait de l'**accessibilité** une priorité de son projet d'établissement et engage pleinement ses services et ses composantes dans cette trajectoire, à travers le financement d'actions concrètes inscrites à son budget 2024, y compris dans son plan pluriannuel d'investissement.

INDICATEUR 1.1 : Accès à l'enseignement supérieur des jeunes de 20/21 ans selon leur origine sociale

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Employeurs, cadres, professions intermédiaires	%	80,5	Non connu	85	85,5	86	Non déterminé
Employés, Ouvriers	%	55,1	Non connu	53	53,5	54	Non déterminé
Ensemble des jeunes de 20-21 ans	%	67,4	Non connu	68	69	70	Non déterminé

Suivi Lyon 3

Il n'y a pas d'indicateur équivalent à ce jour pour l'université, compte tenu de son périmètre démographique. Sa déclinaison pour l'établissement, en cohérence avec l'indicateur 1.2 (voir *infra*) est toutefois à l'étude.

INDICATEUR 1.2 : Évolution de la représentation des origines socio-professionnelles des étudiants selon le niveau de formation

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Equivalent "L" Ouvriers, employés	%	31,0	30,9	>=31,5	32	32,5	Non déterminé
Equivalent "M" Ouvriers, employés	%	20,4	20,4	>=22	22,5	23	Non déterminé
Equivalent "D" Ouvriers, employés	%	14	14,2	>=16,5	>=16,5	17	Non déterminé

L'ensemble des aides financières allouées par l'État contribue à la réduction des inégalités sociales en permettant à leurs bénéficiaires d'entreprendre des études supérieures auxquelles ils pourraient avoir été conduits à renoncer sans ces aides. En outre, les aides indirectes que sont les prestations offertes en matière de logement étudiant et de restauration participent également à l'amélioration des conditions matérielles de vie des étudiants et favorisent ainsi la réussite des études.

Suivi Lyon 3 : Représentation des origines socio-professionnelles des étudiants selon le niveau de formation

	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Nb Inscrits Licence Générale & Pro	14 229	14 272	14 773	14 658	14 380
dont PCS Ouvrier-Employé Licence Générale & Pro	4 339	4 322	4 556	4 436	4 310
% PCS Ouvrier-Employé Licence Générale & Pro	30%	30%	31%	30%	30%
Ref. Nationales	30%	31%	31%	31%	
Nb inscrits Master	6 023	4 953	5 246	5 219	5 177
dont PCS Ouvrier-Employé Master	1 645	1 411	1 468	1 480	1 424
% PCS Ouvrier-Employé Master	27%	28%	28%	28%	28%
Ref. Nationales	20%	20%	20%	20%	
Nb inscrits Doctorat	494	479	472	449	461
dont PCS Ouvrier-Employé Doctorat	105	106	106	99	106
% PCS Ouvrier-Employé Doctorat	21%	22%	22%	22%	23%
Ref. Nationales	14%	14%	14%	14%	

Toutes formations confondues (LMD), en moyenne un quart des étudiants sont enfants d'ouvriers-employés. La proportion d'étudiants enfants d'ouvriers-employés à l'université Jean Moulin Lyon 3 est en moyenne de 30% en Licence. Ce taux est de 28% en Master et de 22% en Doctorat et sur ces deux derniers niveaux l'université enregistre des valeurs supérieures aux moyennes nationales.

L'ensemble des aides financières allouées par l'État contribue à la réduction des inégalités sociales en permettant à leurs bénéficiaires d'entreprendre des études supérieures auxquelles ils pourraient avoir été contraints de renoncer sans ces aides. En outre, les aides indirectes que sont les prestations

offertes en matière de logement étudiant et de restauration participent également à l'amélioration des conditions matérielles de vie des étudiants et favorisent ainsi la réussite des études.

En complément des aides directes et indirectes de l'État (bourses, logement, restauration), l'université s'est résolument engagée à soutenir ses étudiants, par le financement d'actions qu'elle porte directement pour lutter contre les précarités (précarité sanitaire, menstruelle, numérique, mobilisation du FSDIE social, etc.) mais aussi via le financement de dispositifs portés par des associations (épicerie solidaire Episcia, CSE, etc.). Cette politique de lutte contre toutes les formes de précarité est une priorité affirmée de l'établissement. En 2023, de nouveaux dispositifs ont été déployés et/ou soutenus (Expérimentation « Take Care », pérennisation et intensification de l'offre de distributeurs de protections périodiques, distributions de colis alimentaires, etc.).

INDICATEUR 1.3 : Ratio de réussite comparé des étudiants boursiers par rapport aux étudiants non boursiers

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Ratio des taux de réussite en L3	%	111	Non connu	>=115	116	117	Non déterminé

Cet indicateur permet d'apprécier l'adéquation des moyens mis en œuvre avec l'objectif de démocratisation de l'enseignement supérieur. Les pourcentages obtenus sont établis à partir du ratio admis/inscrits. Les ratios obtenus montrent un taux de réussite supérieur chez les étudiants boursiers à celui des non boursiers. L'analyse est à relativiser, car les résultats portent sur un vivier d'étudiants en troisième année de Licence et ne tiennent pas compte notamment des sélections qui se sont produites dans les années d'études antérieures ni des réorientations.

Suivi Lyon 3 : Boursiers / Non-boursiers : Taux de réussite comparés en L3

L'établissement maintient et accentue sa démarche d'accompagnement des étudiants dans leur réussite académique, de la préparation à l'entrée dans l'enseignement supérieur jusqu'à la diplomation. Les actions inscrites dans le projet d'établissement (axe 4 « Accessibilité ») montrent l'attention portée à la question de l'accès de tous à la formation universitaire. La reconnaissance de la diversité croissante des profils des néo-entrants et la mise en place de dispositifs pédagogiques inclusifs adaptés visent à améliorer la réussite des étudiants. Le projet personnel et professionnel se généralise et les actions de soutien à la réussite accompagnent l'ensemble des étudiants qui le souhaitent.

	Session 2018	Session 2019	Session 2020	Session 2021	Session 2022
Diplômés L3 Boursiers	1 162	1 146	1 248	1 254	1 245
% réussite L3 Boursiers	84,6%	83,5%	93,7%	86,9%	82,5%
Diplômés L3 Non boursiers	2 392	2 489	2 629	2 599	2 212
% réussite L3 Non boursiers	83,3%	82,4%	87,5%	86,3%	82,3%
Taux de réussite comparé - L3 Boursiers / Non boursiers	1%	1%	7%	1%	0%
	Ref. Nationales	13%	12%	12%	11%

L'Université Jean Moulin se donne comme objectif une réussite équilibrée de ces deux populations et porte une attention particulière à la réussite des étudiants boursiers dès la première année. On constate que les taux de réussite en 3ème année (L3) des étudiants boursiers sont très proches des taux de réussite des non-boursiers sauf pour la session 2020 impactée par la crise sanitaire. Le choix de l'université d'ouvrir les mêmes dispositifs d'accompagnement à tous les étudiants, boursiers ou non boursiers, peut expliquer, au moins pour partie, ce résultat.

Le niveau positif de la valeur ajoutée de l'université s'agissant de la réussite en Licence (voir *supra*, INDICATEUR 2.1 du programme 150 : Mesures de la réussite étudiante. Source : SIES, décembre 2023), comme celui très positif pour la réussite en Master, démontre la capacité de l'établissement à accompagner ses étudiants vers la réussite, quelle que soit leur origine sociale.

INDICATEUR 1.4 : Pourcentage d'étudiants boursiers en Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Pourcentage d'étudiants boursiers en CPGE	%	27,3	26,8	30	30	30	Non déterminé

Suivi Lyon 3

Cet indicateur n'est pas décliné par l'université Jean Moulin à ce jour. Elle n'accueille en effet pas la totalité des étudiants de CPGE dans le cadre du dispositif obligatoire de double inscription à l'université (1360 inscrits en 2023, son plus haut niveau depuis la mise en place du dispositif en 2016 et en hausse de 13% par rapport à l'année précédente), ce qui ne permet pas d'avoir une vision localement consolidée de cette population, et n'a pas en tout état de cause de capacité d'intervention sur le recrutement de ces étudiants au sein des lycées.

L'université décline toutefois cet indicateur pour ses étudiants de premier et deuxième cycles.

	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Boursiers sur critères sociaux	7 916	7 247	7 622	7 677	7 135
% boursiers	32%	31%	33%	34%	32%
Ref. Nationales	40%	39%	41%	40%	39%
Boursiers sur critères sociaux Cycle Licence	5 398	5 183	5 542	5 714	5 294
% boursiers Cycle Licence	33%	32%	34%	35%	32%
Boursiers sur critères sociaux Cycle Master	2 518	2 064	2 080	1 963	1 841
% boursiers Cycle Master	31%	30%	30%	31%	31%

L'université Jean Moulin accueille et accompagne près de 8 000 boursiers sur critères sociaux chaque année, soit environ un tiers des étudiants en formation initiale. La proportion de boursiers sur critères sociaux atteint 40% en BUT. En Licence, 32% des inscrits sont des boursiers et en Master, ce taux est de 31%. Ces proportions varient d'une composante à une autre : la Faculté des Langues et l'IUT

comptent respectivement 48% et 42% de boursiers, la Faculté des Lettres et Civilisations 38%, la Faculté de Philosophie 32%, la Faculté de Droit 31% et l'iaelyon 25%.

L'établissement poursuit sa démarche d'accompagnement des étudiants dans leur réussite académique, de la préparation à l'entrée dans l'enseignement supérieur jusqu'à la diplomation. Le projet personnel et professionnel (PPP) se généralise et les actions de soutien à la réussite accompagnent l'ensemble des étudiants qui le souhaitent. En 2023, une action spécifique, soutenue financièrement par l'État dans le cadre du Dialogue de performance (ex DSG), a notamment été engagée par le SCUIO-IP pour hybrider le dispositif de PPP et parfaire son intégration dans l'ensemble des parcours de Licence.

OBJECTIF 2 : Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants en optimisant les coûts

Les indicateurs nationaux relevant de cet objectif ne concernent pas directement l'activité de l'université, mais celle des CROUS (restauration et logement). Les indicateurs portent sur la couverture des besoins en logements pour les étudiants boursiers (Indicateur 2.1) et sur le bilan des enquêtes de satisfaction sur le logement et la restauration des CROUS (Indicateur 2.2).

Néanmoins, l'université soutient les projets d'accès à une restauration de qualité et à moindre coût pour ses étudiants (tarif social, dont le repas est à 1€), sur l'ensemble de ses sites ou à proximité immédiate de ceux-ci, y compris à Bourg-en-Bresse.

L'université fait de l'amélioration des conditions de vie et de travail des étudiants une de ses priorités, comme en témoignent un grand nombre de dispositifs déployés pour assurer une égalité des chances par un soutien matériel pour la réussite de tous :

- En 2023, de nouveaux distributeurs de protections périodiques gratuites ont été installés. Leur nombre a été augmenté de 20 à 37, couvrant l'ensemble des campus de l'université, y compris Bourg-en-Bresse.
- Afin de lutter contre la précarité numérique, un dispositif de prêt d'ordinateurs portables longue durée aux étudiants, géré par les bibliothèques universitaires et la DNUM, a été renforcé. Ce parc de prêt de longue durée d'ordinateurs portables vient d'être doublé et a vocation à croître régulièrement dans les années à venir, en intégrant le reconditionnement local de PC professionnels pour réduire l'impact environnemental de l'université.
- À la rentrée universitaire de 2023, l'université a mis en place deux distributeurs de produits d'hygiène gratuits à destination de tous les étudiants de l'établissement. Chaque mois, chaque étudiant peut bénéficier gratuitement de 2 produits d'hygiène parmi une quinzaine de produits : gel douche, shampoing, dentifrice, déodorant, rasoir, brosse à dents, coton à démaquiller, brosse à cheveux, etc.
- En 2023, les études et la programmation des travaux de l'Avant-corps, sur le campus de la Manufacture des tabacs, ont été engagés, et le financement de l'opération a été finalisé grâce au CPER 21-27. Le projet s'inscrit dans une perspective plus large s'agissant des espaces de vie étudiante au sein des campus, y compris s'agissant d'installations sportives, avec de nouveaux locaux aménagés.
- L'Université apporte son soutien à l'épicerie sociale et solidaire Episcia, ouverte en 2022 à la Manufacture des Tabacs, pour lutter contre la précarité étudiante et l'isolement social. Au-delà de la distribution de produits à bas coûts, Episcia vise aussi à offrir aux étudiants un nouveau lieu de vie, d'échanges et de solidarités sous toutes ses formes, avec la mise en place d'un espace de détente et de convivialité et des ateliers. Episcia s'inscrit par ailleurs dans une démarche écoresponsable avec pour objectif de travailler uniquement sur des circuits courts et avec les acteurs agro-alimentaires régionaux. Le bilan de cette première année est positif avec 50 bénéficiaires enregistrés, 70 permanences assurées et un montant réel financé de 4 358 euros. Les objectifs pour 2023-24 sont d'augmenter le nombre de bénévoles, d'ouvrir davantage de permanences, de réaliser une journée portes ouvertes et de proposer plus d'ateliers.
- En matière de logement, au-delà des actions pour lesquelles elle maintient ses engagements (colocations solidaires KAPS, avec l'AFEV, Résidence de la réussite Blandan, avec le CROUS), l'université reste mobilisée sur ce sujet, en lien avec les acteurs locaux (CROUS, Rectorat, collectivités territoriales, etc.) mais aussi au niveau national, en soulignant directement l'urgence du sujet auprès du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- La politique culturelle de l'établissement vise notamment à proposer de nombreuses activités gratuites pour les étudiants (notamment des ateliers de pratique artistique et une offre de

programmation culturelle riche). Elle assure également la promotion du Pass Kino (festivals de cinéma de la Métropole de Lyon), gratuit pour les étudiants boursiers.

- L'université soutient la mobilisation du FSDIE social, en accompagnant des étudiants jusqu'à trois demandes par cycle, au lieu de deux précédemment.
- Depuis la rentrée 2023, le campus de la Manufacture des Tabacs est équipé d'EVELITY, une solution digitale de guidage inclusive permettant à tout usager de se déplacer et de s'orienter en autonomie sur le site. Cette application gratuite peut être installée sur tout smartphone. Cette solution a vocation à être étendue aux autres campus dès 2024.

Fin 2023, les premiers travaux pour établir un schéma directeur de la vie étudiante de l'université ont été engagés. Ce document stratégique assurera la coordination locale et la visibilité des actions et des initiatives au sein de l'établissement en matière de vie étudiante, en lien avec le schéma directeur 2022-2027 élaboré et adopté au niveau du site par la ComUE Lyon Saint-Étienne.

OBJECTIF 3 : Développer le suivi de la santé des étudiants

Le Service de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SMPPS) de l'université Jean Moulin Lyon 3, est devenu en 2023 le **Service de Santé Etudiante (SSE)**.

Basé sur le campus de la Manufacture des Tabacs, le SSE offre à ses étudiants un **accès gratuit à différentes prestations**, notamment des visites médicales, des consultations spécialisées (diététique, psychiatrie, psychologie, gynécologie, etc.), des aménagements d'études et d'examens et un service infirmier pour assurer les premiers soins et les urgences.

Pendant la pandémie, ce service a joué un rôle majeur dans l'accompagnement des étudiants en situation de **détresse psychologique**. Plusieurs dispositifs ont été mis en place pour apporter, dans le contexte particulier de la crise sanitaire, soutien psychologique et conseils santé/prise en charge médicale aux étudiants. Le service a travaillé sur ces questions avec l'ensemble des établissements du site mais également avec les structures dédiées, notamment le Centre de Prévention du Suicide – CPS du Vinatier. Notre établissement s'est par ailleurs saisi des moyens mis en place par l'État pour mieux accompagner nos étudiants (recrutement de psychologue, dispositif « Santé Psy Etudiants »).

Le SSE a la charge de la mise en œuvre de la **politique de prévention et d'éducation à la santé** en faveur des étudiants inscrits à l'université et organise également des actions de promotion de la santé tout au long de l'année universitaire (sur le thème de la sexualité et des IST, des drogues et dépendances, de la nutrition, de l'activité physique, de la santé mentale, etc.).

Il contribue au **dispositif d'accompagnement et d'intégration des étudiants en situation de handicap**, en lien avec le **Pôle Handicap** de l'Université. Les actions menées par ce pôle en faveur des étudiants en situation de handicap sont réalisées tout au long de leur parcours universitaire :

- en amont de leur entrée à l'université, par la diffusion d'informations à destination des lycéens en situation de handicap, la réalisation de fiches de liaison entre le secondaire et le supérieur,
- lors de leur accueil à l'université, *via* un rendez-vous avec l'équipe plurielle, la mise à disposition d'un espace multi-services d'aide à la vie quotidienne, l'accès aux ressources du Pôle Handicap,
- une présence tout au long de leur cursus, avec des aides pédagogiques, des facilités pour l'accessibilité au bâti,
- lors de leur préparation à l'insertion professionnelle.

Le SSE participe à la cellule de veille sanitaire en cas de maladie transmissible en collectivité, organise des cellules d'écoute médico-psychologique en cas de besoin et travaille en réseau avec les partenaires internes et externes à l'Université.

INDICATEUR 3.1 : Nombre moyen de consultations par étudiant inscrit à l'université

Indicateur national – PAP État

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Nombre moyen de consultation en SUMPPS par étudiant inscrit à l'université	Nb	0,32	0,35	>0,35	0,37	0,39	Non déterminé

Suivi Lyon 3 : Santé – Budget – visites médicales et consultations étudiants

Cet indicateur prend en compte l'ensemble des étudiants. Une équipe pluridisciplinaire est à l'écoute de tous les étudiants et propose une offre de prévention et de soin adaptée. Depuis son ouverture, le service a pu investir dans divers appareils médicaux performants : électrocardiographe, audiomètre, spiromètre, test à l'effort, etc.

	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Dépenses Santé	231 412 €	248 027 €	243 366 €	352 258 €	421 862 €
Nombre total Visites & consultations Etudiants	3 337	3 236	3 692	4 169	4 978
Nb total d'étudiants en formation initiale	24 124	22 816	22 407	22 353	21 807
Nb de visites pour 100 étudiants	14%	14%	16%	19%	23%
	Ref. Nationales	26%	35%	32%	35%
Nombre d'étudiants différents avec au moins 1 visite			2 171	1 991	1 982
% d'étudiants avec au moins 1 visite			10%	9%	9%

Certaines consultations médicales (les visites médicales, les aménagements d'examens, les avis médicaux, les vaccinations, les divers certificats, les consultations spécialisées de gynécologie, de diététique, de psychiatrie, de psychologie, des séances de gestion du stress) sont réalisées sur rendez-vous alors que d'autres (service infirmier – les premiers soins et les urgences) ne le sont pas. L'équipe pluridisciplinaire du SSE met tout en œuvre pour assurer au mieux le bien-être physique et psychique des étudiants.

Le SSE est dirigé par un médecin à temps plein. Le service s'appuie également sur une infirmière et une assistante administrative à temps plein, ainsi que sur des spécialistes à temps partiel tels que psychologue, psychiatre, diététicienne, gynécologue et trois médecins. Les étudiants en situation de handicap sont suivis individuellement et accompagnés dans leur scolarité, notamment pour l'aménagement des épreuves d'examens.

En complément des actions de vaccination et de prévention déjà existantes (sur le thème du sida, de la consommation des produits psychoactifs, de l'alimentation, de l'alcool ou encore du tabac), d'autres actions d'information et de prévention sur les problèmes psychologiques (survenant souvent à cet âge et engendrés par le stress, les difficultés socio-économiques, l'éloignement familial, etc.) sont prévues afin de pouvoir repérer au plus tôt les étudiants fragilisés.

L'année 2020-21 ne marque qu'un léger fléchissement en dépenses exécutées car pendant le confinement seules les consultations téléphoniques avec les médecins et psychologues étaient possibles. Les consultations avec l'ensemble des professionnels de santé ont repris normalement à partir de juin 2020. Les moyens alloués, par simple comparaison des dépenses exécutées, ont cru de façon très significative (+70%) entre 2019-2020 et 2022-2023, ce qui témoigne du niveau de besoin comme de la réponse qu'a pu apporter l'établissement à cette mission sur le plan financier.

On constate ainsi que malgré une baisse du nombre d'étudiants inscrits en formation initiale, le taux de visite a augmenté de 7 points sur les deux dernières années, passant de 16% à 23%. Le nombre de

visites et consultations a ainsi atteint un niveau sans précédent en 2022-23. Cependant, le taux de visite reste en deçà des références nationales.

B. Exécution des recettes et des dépenses

Les recettes et les dépenses sont présentées dans le compte financier 2023 et synthétisées dans la note de l'ordonnateur.

Délibération n° D2024-03-05-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 712-6-1 et L. 954-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin,

Vu la délibération n° 2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu l'avis du comité social d'administration d'établissement du 12 mars 2024,

Sur proposition du président de l'université,

Après en avoir délibéré,

Décide

Dans le respect de la réglementation en vigueur, et en application des lignes directrices de gestion relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs, définies d'une part par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, et d'autre part par l'établissement, le montant de la prime individuelle (C3) prévue dans le cadre du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) est fixé à 4 500€ bruts pour l'année 2024.

Ce montant est unique pour l'ensemble des enseignants-chercheurs bénéficiaires (maîtres de conférences et professeurs des universités) et pour tous les motifs d'attribution (investissement pédagogique, activité scientifique, tâches d'intérêt général ou ensemble de ces trois motifs).

Au titre de l'année 2024, 48 primes C3 seront attribuées (31 financées par le ministère, auxquelles s'ajoutent 17 autres primes financées sur fonds propres par l'université).

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	28
✓ Nombre de voix pour :	28
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-03-06-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 712-6-1 et L. 954-2 ;
Vu la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (LPR) ;
Vu le décret n°2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu le décret n° 2022-1602 du 21 décembre 2022 modifiant divers décrets indemnitaires applicables à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
Vu le décret n°2023-1207 du 18 décembre 2023 modifiant le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu l'arrêté du 22 décembre 2023 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n°2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu les lignes directrices de gestion ministérielles relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs et des chercheurs (Bulletin officiel MESRI n°06 du 9 février 2023) ;
Vu la délibération n° 2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin,
Vu la délibération n° 2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis du comité social d'administration d'établissement du 12 mars 2024,

Sur proposition du président de l'université,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver les modifications des lignes directrices de gestion relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs de l'université Jean Moulin Lyon 3, telles qu'annexées à la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	28
✓ Nombre de voix pour :	28
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Lignes directrices de gestion relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Références réglementaires

Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (LPR)

Décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC)

Décret n° 2022-1602 du 21 décembre 2022 modifiant divers décrets indemnitaires applicables à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche

Décret n° 2023-1207 du 18 décembre 2023 modifiant le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Arrêté du 22 décembre 2023 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheur

Lignes directrices de gestion ministérielles relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs et des chercheurs (Bulletin officiel MESRI n°06 du 9 février 2023)

1. Principes généraux
2. Les 3 composantes du ripec
 - a. C1
 - b. C2
 - c. C3
3. Les modalités d'attribution de la C3

Préambule

La Loi de Programmation de la Recherche (LPR) a engagé une refonte du régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs (RIPEC) pour créer un régime unifié comportant 3 composantes, une 1^{ère} liée au grade, dite C1 ; une 2^{ème} liée à l'exercice de certaines fonctions et responsabilités particulières, dite C2 ; et une 3^{ème}, dite C3, liée à la qualité des activités et à l'engagement professionnel des agents au regard de l'ensemble de leurs missions définies à l'article L.123-3 du code de l'éducation. Le RIPEC n'est pas applicable aux PRAG et PRCE, qui continuent à bénéficier de la prime d'enseignement supérieur (PES) et le cas échéant des primes de charges administratives (PCA).

Le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) prévoit à son article 2 que la mise en œuvre de ce nouveau régime indemnitaire fasse l'objet de lignes directrices de gestion (LDG) ministérielles. Les LDG ministérielles précisent pour le corps des enseignants-chercheurs l'architecture de ce nouveau régime indemnitaire, ainsi que ses modalités d'attribution. Elles ont pour objet d'accompagner la mise en œuvre du RIPEC et de ces 3 composantes : de grade, fonctionnelle et individuelle.

Le décret précité prévoit également que ces LDG soient complétées par des LDG adoptée au niveau de l'établissement. Celles-ci doivent définir les orientations générales de l'établissement en matière de politique indemnitaire à l'égard des enseignants-chercheurs et accompagnent la mise en œuvre du RIPEC au sein de l'établissement, en précisant les principes et critères d'attribution de ces primes. Elles sont adoptées par le conseil d'administration de l'établissement, après avis du CSAE, dans le respect des textes réglementaires et en cohérences avec les LDG ministérielles.

Un rapport sur la politique indemnitaire est présenté annuellement au Conseil d'administration et au Comité social d'administration de l'établissement

I - Principes généraux

Comme précisé dans les LDG ministérielles, outre le principe de convergence des montants indemnitaires perçus entre enseignants-chercheurs et chercheurs acté par le protocole du 12 octobre 2020, les principes régissant la refonte du régime indemnitaire opérée par le RIPEC sont l'égalité indemnitaire entre les femmes et les hommes, une architecture permettant de revaloriser l'ensemble des personnels, quel que soit leur corps, leur grade ou leur discipline et également d'indemniser l'ensemble des missions qui peuvent être aujourd'hui confiées aux enseignants-chercheurs et aux chercheurs.

L'université Jean Moulin Lyon 3 affirme sa volonté de mettre en œuvre ces principes généraux et souhaite soutenir particulièrement cette trajectoire. A ce titre l'établissement a choisi d'augmenter de moitié, sur ses ressources propres, le contingent de prime C3 financé par le Ministère en 2024, afin de valoriser l'investissement des enseignants-chercheurs dans la vie de l'établissement.

Le décret n°2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du RIPEC crée un régime indemnitaire pour les enseignants-chercheurs organisé autour de 3 composantes :

- Une composante liée au grade, dite composante « statutaire » ou C1 : il s'agit du socle indemnitaire partagé par tous les enseignants-chercheurs,
- Une composante fonctionnelle dite C2, liée à l'exercice de certaines fonctions ou responsabilités,
- Une composante individuelle dite C3, liée à la qualité des activités et à l'engagement professionnel au regard des missions attribuées à une partie des agents après dépôt d'un dossier de candidature.

Le versement de chacune de ces trois composantes est mensuel (à l'exception de la composante indemnitaire attribuée pour reconnaître l'exercice d'une mission temporaire confiée par le chef d'établissement sur le fondement d'une lettre de mission, cf. infra).

Les modalités de mise en œuvre de chacune de ces composantes à l'université Jean Moulin Lyon 3 sont précisées ci-après.

II - Les 3 composantes du RIPEC

a) La composante statutaire « C1 »

C'est la composante indemnitaire versée à tous les enseignants-chercheurs en position d'activité, de délégation ou de mise à disposition pour création d'entreprise ou pour concours scientifique, dès lors qu'ils remplissent leurs obligations individuelles de service. Les personnels qui perçoivent des rémunérations complémentaires au titre de l'exercice d'une profession libérale peuvent bénéficier de cette composante statutaire.

Elle est versée sans qu'une demande des bénéficiaires soit nécessaire.

Elle remplace depuis 2022 la prime de recherche et d'enseignement supérieur (Pres) attribuée aux enseignants-chercheurs (décret n° 89-775 du 23 octobre 1989).

Le montant de cette composante indemnitaire C1 est fixé par arrêté ministériel.

L'arrêté du **22 décembre 2023** porte pour 2024 le montant de la C1 à **4 200€** pour l'ensemble des personnels concernés. D'ici à 2027, cette composante indemnitaire sera progressivement revalorisée pour atteindre 6 400€ par an.

Son versement est mensualisé.

En cas de temps partiel ou d'activité à temps incomplet la C1 est proratisée.

b) La composante fonctionnelle « C2 »

Il s'agit de la composante fonctionnelle liée à l'exercice de certaines fonctions ou responsabilités particulières confiées aux enseignants-chercheurs. Pour en bénéficier, les enseignants-chercheurs doivent exercer les fonctions ou responsabilités concernées en sus de leurs obligations de service.

A l'Université Jean Moulin Lyon 3, les fonctions et responsabilités valorisées au titre de la C2 ont été définies par le Conseil d'administration en sa séance du 4 juillet 2023 (**délibération n° D2023-07-04-rh**) pour les années 2023/2024 à 2024/2025 comme suit :

- **groupe 1 : responsabilités particulières**
 - président de collège d'experts et/ou de comité de sélection
 - chef de département d'IUT
 - directeur des études au sein d'une composante
 - chargé de mission auprès du président
 - chargé de mission temporaire (RIPEC)
 - référent de l'établissement
 - président de commission disciplinaire à l'égard de usagers
 - assesseur de commission disciplinaire à l'égard de usagers
- **groupe 2 : responsabilités supérieures**
 - adjoint au directeur de composante
 - directeur de services communs ou généraux

- adjoint au directeur de services communs ou généraux
- directeur d'école doctorale
- correspondant d'école doctorale
- directeur d'UMR
- co-directeur ou direction adjointe d'UMR
- directeur d'un Labex
- directeur d'une unité de recherche contractualisée ou reconnue par l'Université
- directeur adjoint d'une unité de recherche contractualisée ou reconnue par l'Université
- correspondant Lyon 3 dans une unité de recherche contractualisée ou reconnue par l'Université
- correspondant Lyon 3 ou responsable d'équipe UMR
- **groupe 3 : fonctions de direction**
 - vice-président en charge des conseils ou du cabinet de la présidence
 - vice-président
 - directeur de composante

La délibération **D2023-07-04-rh** du conseil d'administration du 4 juillet 2023 définit également les montants pour chaque fonction pour les années 2023/2024 à 2024/2025. Si le bénéficiaire relève de plusieurs groupes de fonctions ou responsabilités, le montant de ces indemnités ne peut dépasser le plafond annuel du groupe de fonction le plus élevé qu'il perçoit.

Le président arrête la liste des bénéficiaires de la composante fonctionnelle C2 en application de cette délibération **D2023-07-04-rh** du conseil d'administration du 4 juillet 2023. Elle est donc versée sans qu'une demande des bénéficiaires ne soit nécessaire.

Les enseignants-chercheurs placés en position de délégation à plein temps, en congé pour recherches ou conversions thématiques ou en congé pour projet pédagogique ne peuvent bénéficier de la composante fonctionnelle.

Cette composante permet également d'indemniser l'exercice d'une mission confiée par le chef de l'établissement ou de l'organisme pour une durée maximale de dix-huit mois. Le versement de la prime est alors conditionné à une évaluation des résultats de la mission au regard des objectifs fixés par une lettre de mission établie par le chef de l'établissement. Dans ce cas, son versement a lieu au terme de la mission.

Le versement de la C2 est mensualisé (à l'exception de celle liée à l'exécution d'une mission temporaire).

Les enseignants-chercheurs bénéficiaires de la C2 peuvent être autorisés à convertir, pour tout ou partie, la prime qu'ils perçoivent en décharge de service, par décision du président.

Cette dernière peut enfin être cumulée, selon les modalités prévues dans la délibération relative aux principes généraux d'organisation des services, avec les dispositifs d'heures complémentaires, d'équivalences horaires dans le cadre du REH, de décharges ou de modulations de service.

c) La composante individuelle « C3 »

Cette composante fonctionnelle C3 est une prime individuelle liée à la qualité des activités et à l'engagement professionnel des enseignants chercheurs au regard de l'ensemble de leurs missions

définies à l'article L.123-3 du code de l'éducation pour les enseignants-chercheurs. Elle nécessite le dépôt d'un dossier de candidature et n'est pas automatiquement attribuée. En 2023, 48 primes C3 ont pu être allouées pour 84 dossiers de candidature compte tenu du contingent à disposition de l'établissement.

Il est souligné que le seul fait d'occuper des fonctions ou responsabilités ouvrant droit au bénéfice de la composante fonctionnelle du Ripec (C2) ne peut, en tant que tel, motiver l'attribution d'une prime individuelle (C3). Toutefois si l'exercice effectif de ces mêmes fonctions et responsabilités mérite particulièrement d'être distingué, il peut être pris en compte dans la procédure d'attribution du C3.

L'objectif fixé par la LPR pour la prime C3 est qu'au moins 45 % des personnels concernés par la C1 bénéficient une année donnée de cette composante individuelle du RIPEC à l'horizon 2027. Les moyens alloués par le ministère sont actuellement inférieurs à cette cible (32 primes financées en 2023 pour 410 enseignants-chercheurs en poste). Notre université a toutefois décidé après autorisation ministérielle de financer à nouveau 17 primes supplémentaires sur ses ressources propres pour l'année 2024.

La prime C3 a remplacé en 2022 la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) créée par le décret n° 2009-851 du 8 juillet 2009. La PEDR reste toutefois versée aux personnels « apportant une contribution exceptionnelle à la recherche » ou aux lauréats de certaines distinctions honorifiques (3e et 4e alinéas de l'article 1er du décret du 8 juillet 2009), ainsi qu'aux enseignants-chercheurs placés en délégation auprès de l'IUF. Toutes les décisions individuelles d'attribution de la PEDR prises avant le 1er janvier 2022 continueront à produire leurs effets jusqu'à la fin de leur durée initialement prévue.

Le versement de cette prime C3 nécessite de faire acte de candidature selon un calendrier fixé par le ministère.

Tout enseignant-chercheur bénéficiaire de la C3 ou de la PEDR peut déposer une demande de prime individuelle au cours de la dernière année d'attribution de la C3 ou de la PEDR.

Le délai de carence au titre duquel le bénéfice d'une nouvelle prime individuelle ne pouvait pas être octroyé avant un délai d'un an suivant le terme de la première période d'attribution est donc supprimé.

Cette composante du RIPEC est attribuée pour l'un des motifs suivants : **investissement pédagogique**, qualité de **l'activité scientifique**, **tâches d'intérêt général** ou au titre de **l'ensemble des missions** d'un enseignant-chercheur ou **au titre du concours apporté à la vie collective des établissements**.

Le président arrête, au regard des LDG ministérielles et des LDG de l'établissement, et sur la base des avis consultatifs du CNU et du CAC restreint, les décisions individuelles d'attribution de cette prime. Ces décisions individuelles précisent le montant annuel et le motif de l'attribution de la C3.

La décision individuelle d'attribution d'une prime C3 prend effet au 1er octobre de l'année et la période de référence de l'évaluation est celle des 4 années précédant la candidature. La prime est d'une durée de 3 ans. Le versement de la C3 est mensualisé.

Le nombre de primes individuelles C3 pouvant être attribué au titre d'une campagne, ainsi que le montant annuel de la C3, sont fixés par délibération du conseil d'administration, dans le respect des enveloppes budgétaires disponibles.

Pour l'année 2024, le conseil d'administration dans sa séance du 12 mars arrête le volume de primes C3 pouvant être attribuées à **48** et le montant individuel de chacune à **4 500€** bruts annuels. Ce contingent de prime C3 est financé en partie par le Ministère mais également sur les ressources

propres de l'établissement, qui souhaite valoriser l'investissement des enseignants-chercheurs dans la vie de l'établissement.

III – Les modalités d'attribution de la C3

a) Procédure d'attribution de la C3

Les modalités de candidature à l'attribution d'une prime individuelle C3 sont précisées à l'article 4 du décret n° 2022-1602 du 21 décembre 2022 modifiant divers décrets indemnitaires applicables à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche.

ETAPE 1 : Dépôt de candidature

Le dossier de candidature doit être déposé sur Galaxie (module ELARA) et comprend un rapport d'activités **concernant les 4 années qui précèdent la demande.**

La procédure prévoit un double avis : celui de la section CNU dont relève l'enseignant-chercheur et celui du conseil académique restreint.

ETAPE 2 : Avis du CNU

Après avoir entendu deux rapporteurs désignés par son bureau de rang au moins égal à celui du candidat, la section compétente du Conseil national des universités rend un avis sur l'ensemble du dossier du candidat, **qui précise au titre de quelle mission** au sens de l'article L. 123-3 du code de l'éducation **le bénéfice de la prime est proposé.**

Il peut s'agir d'une de ces missions, de plusieurs ou de l'ensemble d'entre elles. Le bénéfice de la prime peut également être proposé au titre du concours apporté à la vie collective des établissements, au sens du septième alinéa de l'article 3 du décret du 6 juin 1984 susvisé.

Cet avis est soit **très favorable (A)**, soit **favorable (B)**, soit **réservé (C)**. En l'absence d'avis, celui-ci est réputé rendu.

ETAPE 3 : Avis du CAC

Désignation de 2 rapporteurs de niveau de rang au moins égal à celui du candidat

- **Rapporteur 1** : Doyen ou Directeur de composante (ou représentant lorsque celui-ci est MCF pour les PR, et pour tous les candidats s'il est lui-même candidat) qui précise le contexte d'exercice des activités du candidat.
- **Rapporteur 2** : Membre du CAC désigné par le président du conseil académique restreint (externe à la composante).

Au vu des rapports présentés, le conseil académique délibère ensuite en formation restreinte sur l'ensemble des activités décrites par les candidats dans leurs rapports d'activités et au vu des rapports présentés par les deux rapporteurs et des avis de la section CNU compétente.

Il rend un avis unique sur l'ensemble du dossier du candidat, **qui précise au titre de quelle mission** au sens de l'article L. 123-3 du code de l'éducation **le bénéfice de la prime est proposé.**

Il peut s'agir d'une de ces missions, de plusieurs ou de l'ensemble d'entre elles. Le bénéfice de la prime peut également être proposé au titre du concours apporté à la vie collective des établissements au sens du septième alinéa de l'article 3 du décret du 6 juin 1984 susvisé.

L'avis du conseil ne peut prendre que trois formes : **très favorable (A)** , **favorable(B)** ou **réservé(C).**

Etape 4 : Attribution

En tenant compte des avis consultatifs du conseil académique, de la section du CNU et dans le respect des principes de répartition définis par le conseil d'administration, le président prend les décisions d'attribution individuelle, comportant le montant et le motif de l'attribution de la prime.

b) Critères fondant l'avis du conseil académique restreint

Les avis formulés prendront notamment en compte des éléments suivants :

L'exercice d'une activité mentionnée ci-dessous n'ouvre pas le droit à l'attribution d'une prime C3. Ces critères permettent d'identifier les candidatures les plus remarquables parmi lesquelles seront choisis les bénéficiaires de la prime C3 dans le respect du contingent.

A. L'investissement pédagogique :

- Conception et animation de formations
- Développement d'enseignement et de formation en partenariat avec des acteurs socio-économiques notamment en FI, FC, alternance, ...
- Renouvellement des pratiques pédagogiques ou développement d'initiatives pédagogiques en lien avec la politique d'établissement (transition écologique par exemple)
- Animation et coordination d'équipes pédagogiques à l'échelle d'un département, d'un diplôme, d'une année d'enseignement
- Conception et animation des dispositifs en faveur de l'aide à la réussite, l'orientation
- Prise en charge et suivi des relations internationales en lien avec les formations
- Encadrement et accompagnement de stagiaires

B. Qualité de l'activité scientifique

- Qualité et nombre des productions scientifiques
- Coordination de programmes de recherche financés, animation d'une équipe, conduite de projets
- Développement de coopérations académiques internationales
- Développement des recherches partenariales et participatives
- Contribution à la diffusion des savoirs et à la médiation scientifique
- Encadrement de mémoires de recherche et de thèses de doctorat

C. Investissement dans des tâches d'intérêt général

- Engagement particulier dans le cadre d'une responsabilité statutaire au sein de l'établissement
- Participation aux instances de l'établissement (notamment électives) et travaux associés
- Investissement dans les conseils d'UFR, d'instituts et de laboratoires de l'établissement
- Contributions aux réflexions collectives, groupes de travail, etc.
- Exercice de responsabilités académiques de niveau national (CNU, HCERES, comité national des grands organismes de recherche, etc.)
- Participation à des jurys de recrutement dans la fonction publique et assimilés

Le conseil académique restreint veillera :

- au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes,
- au respect des équilibres entre genre et entre corps (sur la base des données chiffrées relatives à répartition des effectifs) ,
- à l'équilibre entre les différentes attributions au titre de l'investissement pédagogique, de la qualité de l'activité scientifique, de l'investissement dans des tâches d'intérêt général et aux titres des 3 items cumulés,
- aux contraintes budgétaires.

Le SPE fournira les données chiffrées permettant au CAC restreint de rendre des avis respectant les critères de répartitions par genre et par corps, ainsi que par motifs d'attribution.

Au titre de l'année 2024, **48 primes C3 seront attribuées**

Les cibles de répartition des attributions par motifs sont les suivantes :

MOTIF DE L'ATTRIBUTION	PART DU MOTIF CONCERNE AU REGARD DE L'ENSEMBLE DES ATTRIBUTIONS
Au titre des activités scientifiques	30% soit 14 C3 pour l'année 2024
Au titre des activités pédagogiques	30% soit 14 C3 pour l'année 2024
Au titre des tâches d'intérêt général	20% soit 10 C3 pour l'année 2024
Au titre de l'ensemble des missions d'un enseignant-chercheur	20% soit 10 C3 pour l'année 2024

Les cibles de répartition par corps et genre sont les suivantes :

	Part dans les effectifs de Lyon 3	Nombre de C3 à attribuer par corps et genre pour 2024
MCF Hommes	30%	14
MCF Femmes	35%	17
PR Hommes	20%	10
PR Femmes	15%	7

Le Conseil académique, dans sa formation restreinte aux maitres de conférences et professeurs, dans un premier temps, puis dans sa formation restreinte aux professeurs dans un second temps, tient compte dans ses avis de ces cibles de répartition.

Délibération n° D2024-03-07-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 430-1 ;
Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133 ;
Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat ;
Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature dans sa version modifiée par le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 ;
Vu l'arrêté du 6 avril 2018 portant application dans les services centraux relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, les services déconcentrés et les établissements relevant du ministre de l'éducation nationale du décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
Vu l'accord-cadre sur le télétravail du 16 juillet 2002 ;
Vu l'accord national interprofessionnel du 19 juillet 2005 sur le télétravail ;
Vu le guide d'accompagnement de la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique (Edition 2016) ;
Vu l'accord relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique du 13 juillet 2021 ;
Vu l'accord-cadre du 3 juillet 2023 concernant le déploiement du télétravail dans les établissements du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
Vu la délibération n° 2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° 2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis de la formation spécialisée du CSAE le 20 février 2024,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,
Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver la charte télétravail telle que présentée en annexe de la présente délibération.

La présente délibération abroge la délibération n° D2022-07-08-rh du conseil d'administration du 5 juillet 2022.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓	Nombre de membres présents et représentés :	28
✓	Nombre de voix pour :	28
✓	Nombre de voix contre :	0
✓	Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Charte télétravail

FS-CSAE du 20 février 2024

Conseil d'Administration du 12 mars 2024

Table des matières

PREAMBULE	2
TEXTES DE REFERENCE	3
Article 1 : Définition du télétravail	4
Article 2 : Principes généraux du télétravail	4
Article 3 : La convention individuelle.....	5
Article 4 : Lieu du télétravail	6
Article 5 : Critère d'éligibilité et d'acceptation du télétravail	7
Article 6 : Modalités de mise en œuvre	10
Article 7 : Organisation du travail et gestion des ressources humaines	12
Article 8 : Équipements à disposition du télétravailleur	16
Article 9 : Santé et sécurité du travailleur.....	18
Article 10 : Formation / sensibilisation	19
Article 11 : Prise en charge financière.....	20
Article 12 : Fonctionnement des instances en matière de télétravail	21

Contact : teletravail@univ-lyon3.fr

Date d'édition : 12 mars 2024

PREAMBULE

La présente charte fixe les **principes et modalités d'application du télétravail** pour les personnels BIATSS, titulaires et non titulaires, de l'Université Jean Moulin Lyon 3, ci-après nommée « Université ». Cette charte est conforme aux différents textes réglementaires relatifs aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique.

La mise en œuvre du télétravail au sein de l'Université s'inscrit dans une démarche globale et volontariste d'amélioration de la qualité de vie au travail en permettant de mieux concilier vie personnelle et vie professionnelle des agents, tout en conservant les mêmes exigences de continuité et de qualité du service rendu pour chaque personnel.

Champ d'application du télétravail à l'UJM :

Cette charte s'applique à l'ensemble des personnels de l'Université, titulaires et non titulaires, répondant aux critères d'éligibilité définis.

Les agents en télétravail, ci-après nommés les télétravailleurs, se verront proposer une convention individuelle applicable dans le cadre de la présente charte, conventionnant les modalités d'exécution du télétravail.

TEXTES DE REFERENCE

- ✓ Accord-cadre MESR du 3 juillet 2023
- ✓ Décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 créant l'indemnisation de télétravail
- ✓ Décret n° 2021-1725 du 21 décembre 2021 visant à créer un socle commun aux trois versants de la fonction publique dans la mise en œuvre du télétravail.
- ✓ Décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature
- ✓ Arrêté du 6 avril 2018 portant application dans les services centraux relevant des ministres chargés de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, les services déconcentrés et les établissements relevant du ministre de l'Éducation nationale du décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature
- ✓ Décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature.
- ✓ Loi n°2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives, dite Loi Warsmann.
- ✓ Loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.
- ✓ Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- ✓ Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- ✓ Décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat.
- ✓ Accord-cadre sur le télétravail du 16 juillet 2002 ;
- ✓ Accord national interprofessionnel du 19 juillet 2005 sur le télétravail ;
- ✓ Guide d'accompagnement de la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique (Edition 2016)

Article 1 : Définition du télétravail

« Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication ». (article 2 du décret n°2016-151 précité). Cette modalité de travail est formalisée dans une convention individuelle de télétravail.

Ne constituent pas du télétravail les missions réalisées dans le cadre de déplacement, les activités nomades par nature ou les périodes d'astreinte.

Article 2 : Principes généraux du télétravail

La mise en œuvre du télétravail repose sur les principes suivants :

- (1) Le volontariat de l'agent et de l'employeur** : Le télétravail revêt un caractère volontaire. Il ne peut être imposé à l'agent par l'administration et réciproquement ne peut pas être obtenu par l'agent sans l'accord de son chef de service.

Le télétravail reste subordonné à l'accord du responsable hiérarchique direct (n+1) et du chef de service (si différent). Une demande officielle par écrit doit être effectuée auprès du supérieur hiérarchique qui, s'il refuse la demande, doit motiver sa réponse. Il apprécie la compatibilité de la demande avec la nature des activités exercées et l'intérêt du service. Le délai de réponse ne saurait excéder un mois.

Le refus de la part de l'agent d'effectuer ses missions en télétravail n'est en aucun cas constitutif d'un motif de sanctions.

Le télétravailleur, lorsqu'il effectue son travail à domicile, reste sous l'autorité de son employeur.

- (2) La réversibilité côté agent comme côté employeur** : Les deux parties peuvent à tout moment revenir sur l'accord individuel de télétravail selon les modalités définies dans la présente charte (article 3).

- (3) Le déploiement du télétravail doit être réalisé selon une approche collective, menée sous la responsabilité des encadrants, en prenant en compte l'organisation du télétravail la plus adaptée à la nature et aux cycles des activités.** Dans le cadre d'une démarche de qualité de vie au travail et d'amélioration des conditions de travail, la mise en place du télétravail est une opportunité pour l'encadrant d'associer les membres de son équipe à une réflexion collective sur l'adaptation et l'amélioration de l'organisation du travail.

- (4) L'égalité de traitement des télétravailleurs et des agents exerçant en fonction sur site** : Le télétravailleur bénéficie des mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations que les agents travaillant sur site. Les télétravailleurs ont ainsi les mêmes possibilités de déroulement de carrière que les agents en situation comparable qui travaillent dans les locaux de l'administration. Le responsable hiérarchique veille à ce que le nombre de télétravailleurs soit compatible avec l'organisation de son équipe et le bon fonctionnement de son service.

- (5) Une relation de confiance :** Que cette démarche émane de l'agent ou que celui-ci ait accepté une proposition de l'administration, les deux parties conviennent que le télétravail s'inscrit dans une relation basée sur la confiance mutuelle, sur la capacité du télétravailleur à exercer son activité à distance et sur le suivi des résultats par rapport aux objectifs fixés dans le cadre normal de son activité.

Article 3 : La convention individuelle

3.1 Durée de la convention

L'accord de télétravail est formalisé dans une « convention individuelle » qui définit les conditions et les modalités d'exécution du télétravail propre à l'agent, dans le respect des dispositions énoncées dans la présente charte.

Le télétravail prend effet à compter de la date prévue dans la convention individuelle, et, au plus tôt, à la date de signature de la convention par les parties concernées : télétravailleur, service ou direction employeur, Président (ou DGS par délégation).

La convention est effective pour une durée maximale d'un an, courant de septembre à août.

3.2 Renouvellement de la convention

Un bilan est réalisé 3 mois avant la fin de la convention. L'entretien porte sur les résultats et faits marquants, ainsi que sur l'adaptation de l'agent au télétravail, l'adéquation du mode d'organisation mis en place et l'impact sur le service. Il donne lieu à un compte rendu, obligatoirement joint au dossier de demande de renouvellement de la période de télétravail, le cas échéant. Si le bilan est satisfaisant, la convention peut être reconduite par décision expresse signée dans les mêmes conditions que la convention initiale, après entretien entre l'agent et son supérieur hiérarchique direct (n+1).

Un changement de poste entraîne automatiquement la cessation du télétravail. Si dans ce nouveau poste, des activités sont télétravaillables, l'agent pourra présenter une nouvelle demande, sous réserve qu'il justifie d'une expérience suffisante, de la maîtrise de ses nouvelles missions et de son autonomie.

3.3 Période d'adaptation

En cas d'accord pour passer au télétravail, une période d'adaptation de 3 mois sera prévue pendant laquelle chacune des parties peut mettre fin à cette forme d'organisation du travail dans le respect d'un délai de prévenance de 15 jours. Cette période doit permettre à chacun de prendre la mesure de ce qu'est le télétravail et permettre une réversibilité éventuelle avant un engagement sur une plus longue durée.

Cette période d'adaptation se conclut par un entretien entre l'agent et son supérieur hiérarchique (n+1) qui porte sur l'adaptation de l'agent au télétravail, l'adéquation du mode d'organisation mis en place et l'impact sur le service, et permet de mettre en place des ajustements si besoin. Cet entretien de fin de période d'adaptation donne lieu à un compte rendu, obligatoirement joint au dossier de demande de renouvellement de la période de télétravail, le cas échéant.

3.4 Réversibilité

En dehors de la période d'adaptation, l'administration ou le télétravailleur peut décider de mettre fin au télétravail de façon unilatérale, à tout moment et par écrit, sous réserve d'un délai de prévenance de deux mois. Les motifs de la rupture par l'une ou l'autre des parties sont à indiquer par écrit dans le cadre de ce délai (changement de poste, évolution des missions, changement de situation familiale...). La cessation devient effective au terme de ce préavis sauf si l'intérêt du service ou un événement affectant de manière majeure le télétravailleur exigent une cessation immédiate (cas de force majeure).

Article 4 : Lieu du télétravail

Le télétravail peut avoir lieu :

- ✓ Au lieu de résidence habituelle du télétravailleur
- ✓ Dans un autre lieu privé
- ✓ Dans tout lieu à usage professionnel (tiers-lieu proposant une infrastructure permettant le travail à distance)

Le lieu d'exercice du télétravail doit permettre le respect de la confidentialité et la discrétion professionnelle exigée de tout agent public. Ce lieu doit être situé dans un périmètre qui permet à l'agent d'être sur site, dès le début de la journée suivante, sauf circonstances exceptionnelles mentionnées à l'art 7.6.

Le télétravailleur peut bénéficier au titre d'une même autorisation de ces différentes possibilités. La convention individuelle devra préciser l'ensemble des lieux dans lesquels l'activité sera réalisée.

Les lieux de télétravail sont définis de façon fixe dans la convention individuelle.

Tout changement de lieu de télétravail, exceptionnel ou permanent, doit être signalé par le télétravailleur à son responsable hiérarchique et à la direction des ressources humaines. La situation de télétravail sera réexaminée et pourra prendre fin dans l'hypothèse où ce changement serait incompatible avec les termes de la charte télétravail ou de la convention individuelle.

Article 5 : Critère d'éligibilité et d'acceptation du télétravail

5.1 Conditions d'éligibilité liées à l'agent

Ce document cadre s'applique aux personnels BIATSS employés par l'Université, contractuels et fonctionnaires, quel que soit le niveau de responsabilité, et dès lors qu'ils justifient d'une ancienneté de 6 mois minimum dans les fonctions exercées au sein de l'Université.

Les agents en contrat d'alternance et les stagiaires sont éligibles au télétravail si les conditions de tutorat sont remplies et si les tâches confiées et exécutées à distance sont compatibles avec la bonne réalisation du contrat ou du stage.

Les activités d'enseignement ne relèvent pas du télétravail. Les autres activités des personnels enseignants,

enseignants-chercheurs et doctorants chargés d'enseignement ne peuvent relever du télétravail que si ces personnels ne sont plus soumis à obligation réglementaire de service, mais à un décompte du temps de travail.

Au vu de l'organisation collective du service et après discussion au sein des équipes de travail, les activités susceptibles d'être exercées à distance sont identifiées et les fiches de poste mentionnent si tout ou partie des activités liées au poste de travail peuvent être exercées en télétravail. Au besoin, elles peuvent évoluer dans le cadre d'un partage des activités, pour permettre un accès large et équitable au télétravail.

Les personnels avec un temps partiel inférieur à 60% ne sont pas éligibles au télétravail. De même, une demande de télétravail ne peut être envisageable en même temps qu'une demande de changement de quotité de travail sans qu'un échange préalable ait eu lieu avec le responsable hiérarchique et la DRH.

Le télétravail s'adresse à des agents qui font preuve d'autonomie professionnelle dans l'exécution de leur travail et qui ont la capacité à travailler seul, de façon régulière, organisée, à distance. L'agent en télétravail doit également faire preuve de sa capacité à communiquer et à rendre compte du travail effectué à distance.

Pour ces raisons, les agents éligibles au télétravail doivent justifier d'une ancienneté de 6 mois au minimum au sein de l'Université. Une période de 6 mois dans les fonctions exercées est également un prérequis au télétravail. Cependant, le responsable du service peut éventuellement réduire cette période dans certains cas : l'agent justifie d'une maîtrise de son activité et d'une autonomie de travail ; l'agent était déjà en télétravail dans un poste précédent ; un environnement en télétravail est préférable pour certaines activités de l'agent (rédaction de rapports par exemple).

L'argumentation de la demande de télétravail et la volonté de l'agent de s'inscrire dans ce cadre de travail doivent être clairement motivées et mettre en évidence une capacité à s'inscrire dans la durée.

5.2 Conditions d'éligibilité liées aux activités

L'éligibilité au télétravail se détermine par les activités exercées et non par les postes occupés.

Seuls sont éligibles au télétravail les postes intégrant des activités compatibles avec cette forme d'organisation du travail, de nature à être exécutées de façon partielle, à distance et utilisant des supports informatisés pour tout ou partie du travail.

Ces activités doivent intervenir de manière récurrente dans le cadre du télétravail régulier ou de façon occasionnelle dans le cas du télétravail ponctuel.

Dans le cadre du télétravail régulier ou ponctuel, il doit exister dans le poste un volume suffisant d'activités télétravaillables pour justifier le nombre demandé de jours en télétravail. Ce critère est obligatoire et prédominant. Dans le cas contraire, la demande est refusée, sans que les autres critères d'éligibilité ne soient examinés.

Un échange avec l'encadrant (n+1) doit être conduit au préalable de la demande afin d'identifier de manière objective les activités télétravaillables et les modalités du télétravail (régulier et ponctuel).

Une activité éligible au télétravail doit pouvoir être réalisée en utilisant uniquement les outils numériques et des documents papiers transportables à l'extérieur des locaux de l'Université. Ces activités doivent faire l'objet d'un résultat tangible et mesurable.

Seules les activités susceptibles d'être pilotées par objectifs/résultats sont éligibles au télétravail. Le télétravailleur et son responsable direct (n+1) définissent conjointement les outils et les méthodes nécessaires au contrôle de l'activité et notamment les objectifs fixés et les résultats attendus.

Ne sont pas éligibles au télétravail les activités ci-dessous (liste non exhaustive restant à l'appréciation du chef de service) :

- ✓ Accueil physique des usagers ou des personnels,
- ✓ Accomplissement de travaux portant sur des documents confidentiels ou données à caractère sensible ne pouvant être assurés en dehors des locaux de travail de manière sécurisée et fiable,
- ✓ Accomplissement de travaux nécessitant l'utilisation de logiciels d'application faisant l'objet d'une restriction d'utilisation à distance ou l'utilisation de matériel spécifique,
- ✓ Activités se déroulant par nature sur le terrain.

Ainsi, un poste ne requiert pas d'être 100% télétravaillable pour être éligible. L'éligibilité au télétravail est liée aux activités/missions/tâches et non au poste/métier.

5.3 Conditions d'éligibilité liées au service

Le télétravail émane d'une demande individuelle mais s'inscrit dans la gestion globale d'un service. Aussi, en fonction des besoins/contraintes, le supérieur hiérarchique direct (n+1) et/ou le chef de service si différent pourra être amené à refuser une demande pour des raisons d'organisation du service (nombre d'agents nécessaires sur site, modalités de service des membres de l'équipe), à limiter le nombre de jours télétravaillables et/ou à définir un jour non télétravaillé afin de garantir le bon fonctionnement du service. Pour garantir l'accès de tous au télétravail, les autorisations de télétravail au sein d'un service seront réévaluées chaque année en fonction des nécessités d'organisation du service et du nombre de demandes de télétravail.

Un type de poste peut par conséquent être éligible dans une entité et non éligible dans une autre en raison des spécificités de l'organisation de ce service.

La mise en œuvre du télétravail nécessite de repenser les modes d'organisation et de management, notamment pour garantir la cohésion du collectif de travail et le bon fonctionnement du service.

Le service doit trouver une organisation permettant de préserver une communication collective, un travail commun et une convivialité indispensables à la fluidité des relations entre les agents.

L'exercice en télétravail d'un ou plusieurs membres du personnel a un impact important sur le fonctionnement d'un service. Il implique que soit engagée une réflexion avec l'équipe sur la relation d'encadrement et sur le collectif de travail en vue de :

- Favoriser l'appropriation du numérique par les personnes, clarifier les modalités d'accès aux informations et aux outils ;
- Mener à bien les missions du service, identifier ce qui nécessite des temps individuels de travail et ce qui relève de temps collectifs ;
- Porter une vigilance particulière aux questions d'équité dans le télétravail (répartition des tâches et charge de travail) ;
- Promouvoir l'usage des systèmes de communication en ligne et des outils collaboratifs et coopératifs ; envisager les formations utiles à l'usage des outils et à leur évolution.

Le télétravail modifie les modalités d'animation des équipes par l'encadrant pour prendre en compte le travail en présentiel et à distance. Ces changements nécessitent un accompagnement de l'encadrement pour faire évoluer les pratiques et les techniques d'animation d'équipe pour une approche plus collaborative et coopérative. Des systèmes de communication en ligne peuvent contribuer au maintien des liens entre les personnes d'une même équipe dont les lieux d'exercice sont dispersés.

Tout refus de demande pour raison de service devra être dûment justifié et motivé.

5.4 Conditions d'éligibilité liées au lieu du télétravail

Le télétravail peut avoir lieu :

- ✓ Au lieu de résidence habituelle du télétravailleur
- ✓ Dans un autre lieu privé
- ✓ Dans tout lieu à usage professionnel (tiers-lieu proposant une infrastructure permettant le travail à distance

La distance entre le lieu du télétravail et le lieu de travail n'est pas un facteur déterminant à une demande de télétravail. Cependant, dans le cas où plusieurs demandes de télétravail seraient faites pour un même service, le responsable peut choisir d'accepter prioritairement les demandes émanant des personnels dont les temps de trajet sont les plus importants, dans la mesure où l'agent et ses activités sont éligibles au télétravail.

Le télécentre est une solution envisageable. Cependant, le coût occasionné par la location d'un espace en tiers-lieu doit être étudié au cas par cas. Cette solution sera envisagée pour les agents ayant une distance ou un temps de trajet importants.

Pour être éligible, le télétravailleur doit justifier d'un environnement propice au travail et à la concentration, dans lequel sera installé le matériel mis à sa disposition par l'administration. L'espace de travail doit être conforme aux exigences validées par le SHS et la FS-CSAE. Le télétravailleur devra répondre à un questionnaire préparé par les services en charge de la sécurité, relatif à la bonne conformité de son espace de travail aux normes électriques. En cas de doute, une visite sur place (à domicile) pourra être effectuée avec l'accord préalable de l'agent dûment recueilli par écrit.

Dans le cas où le télétravail se déroule dans un lieu privé, le télétravailleur doit fournir :

- ✓ Un certificat de conformité électrique ou à défaut une attestation sur l'honneur justifiant de cette conformité à la norme en vigueur relative aux installations basse tension en France.
- ✓ Un certificat de l'assurance auprès de laquelle il a souscrit son contrat d'assurance multirisque habitation précisant qu'elle couvre l'exercice du télétravail à son domicile.
- ✓ Un document justifiant de l'existence d'une connexion Internet pour son domicile dans le cas d'un besoin d'accès au système d'information de l'Université, avec un débit suffisant pour assurer les missions en télétravail (le débit minimum est fixé par la DNUM en fonction des besoins d'accès).

Si la demande de télétravail concerne plusieurs lieux privés, le télétravailleur doit fournir ces justificatifs pour l'ensemble des lieux.

À défaut de production de ces documents, l'agent ne pourra être autorisé à exercer ses activités en télétravail.

Article 6 : Modalités de mise en œuvre

Pour assurer la réussite des agents dans le cadre du télétravail, les candidatures font l'objet d'une étude attentive qui vise à s'assurer de la capacité de l'agent et de la compatibilité des activités avec ce mode particulier de travail.

- (1) L'agent échange avec son supérieur hiérarchique direct (n+1) sur la possibilité de télétravail, si possible lors de l'entretien professionnel. Il formule ensuite une demande écrite à son responsable hiérarchique direct (n+1) ainsi qu'au directeur de service ou du responsable administratif de la composante si différent. Pour cela, il remplit un formulaire et le transmet avant la date d'échéance. La demande précise : les motivations de l'agent, les activités qu'il propose d'effectuer en télétravail, les outils informatiques nécessaires, l'organisation souhaitée et la période de télétravail, la description de l'environnement de télétravail. Pour un meilleur suivi des campagnes, la commission télétravail est mise en copie de la demande.

- (2)** L'encadrant direct (n+1) et le responsable administratif ou directeur de service doivent :
- ✓ évaluer le potentiel de télétravail du service compte tenu des activités à réaliser en présentiel et des modalités de service des agents du service,
 - ✓ échanger avec l'ensemble de l'équipe pour définir les conditions de mise en œuvre du télétravail dans le service,
 - ✓ réaliser un entretien avec l'agent pour discuter de sa demande et des modalités de mise en œuvre avant la date d'échéance,
 - ✓ émettre un avis en tenant compte des aspects liés au fonctionnement et à l'intérêt du service (tout avis défavorable doit être dûment justifié),
 - ✓ transmettre la demande à la commission télétravail avant la date d'échéance.
- (3)** La « Commission télétravail² » prend en compte les points suivants pour émettre un avis:
- ✓ l'éligibilité au télétravail de l'agent, prenant en compte l'avis du responsable (n+1)
 - ✓ l'éligibilité au télétravail des activités, prenant en compte l'avis du responsable (n+1)
 - ✓ l'éligibilité au télétravail du lieu de télétravail
 - ✓ les outils de suivi de l'activité mise en place
 - ✓ les conditions d'accès au système d'information et de sécurité
 - ✓ le coût financier
- (4)** L'autorisation d'exercer en télétravail est accordée par le DGS, par délégation du Président, après l'avis de la commission. Cette autorisation fait l'objet d'une convention individuelle signée par les parties concernées, qui précise notamment :
- ✓ Les fonctions de l'agent exerçant en télétravail
 - ✓ Les lieux d'exercice du télétravail
 - ✓ Les modalités du télétravail : recours régulier ou ponctuel
 - ✓ Les jours et horaires télétravaillés en cas de télétravail régulier
 - ✓ La date de prise d'effet de l'exercice des fonctions en télétravail et sa durée
 - ✓ La période d'adaptation

Le refus d'une autorisation d'exercer en télétravail doit être notifié et dûment motivé.

La CPE ou la CCPC peuvent être saisies par l'agent en cas de refus de sa demande, formulée pour l'exercice d'activités éligibles.

À l'exception des demandes de télétravail pour raison médicale ou cas particuliers qui sont traitées au fil de l'eau, les demandes de télétravail sont examinées dans le cadre d'une seule campagne, organisée chaque année afin de gérer au mieux la mise en œuvre et l'accompagnement, soit en avril/mai pour une convention individuelle s'appliquant sur une année universitaire (septembre à août).

Article 7 : Organisation du travail et gestion des ressources humaines

Le télétravail est une forme de travail qui combine un mode de travail à distance et sur le lieu du service. Une présence sur le lieu de travail, si elle peut être modulée, reste nécessaire. Le télétravail ne doit pas être un obstacle à l'intégration ni au maintien d'un agent dans son environnement professionnel.

L'autorisation de télétravail est délivrée pour un recours régulier ou ponctuel au télétravail. Elle prévoit l'attribution de jours de télétravail fixes au cours de la semaine et / ou l'attribution d'un volume de jours flottants de télétravail par an.

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions en télétravail, l'agent conserve un bureau sur le site administratif.

7.1. Le télétravail régulier

Définition des jours et horaires de télétravail régulier

Le télétravail régulier permet de bénéficier de jours de télétravail fixes et de jours de télétravail ponctuels. La demande de télétravail devra préciser si elle porte sur le télétravail régulier uniquement ou sur la combinaison du télétravail régulier et du télétravail ponctuel.

Le nombre de jours sur lesquels porte le télétravail (réguliers et ponctuels), la définition des jours fixes et les horaires sont précisés dans la convention individuelle.

Les jours hebdomadaires télétravaillés de manière régulière sont déterminés de façon fixe.

Le télétravail est limité à 2,5 jours maximum par semaine pour un temps plein, à 1,5 jour par semaine pour les agents en temps partiel à 90%, à 1,5 jour pour les agents en temps partiel à 80% et à 1 jour pour les agents en temps partiel à 70 % et 60%.

Le nombre de jours de télétravail ponctuel est limité à 10 par année pour un temps plein, à 9 pour les agents en temps partiel à 90%, à 8 pour les agents en temps partiel à 80%, à 7 pour les agents en temps partiel à 70% et à 6 pour les agents en temps partiel à 60%. L'agent peut utiliser son crédit sous la forme de journées et de demi-journées.

Les jours de télétravail ponctuel sont pris selon les modalités prévues à l'article 7.2.

Modulation des jours de télétravail régulier

Des modulations pourront être apportées en cas de besoin à la demande du télétravailleur ou de l'administration, ponctuellement, pour tenir compte des nécessités de service (réunions importantes, absences imprévues de collègues du service...) ou des événements affectant de manière majeure le télétravailleur. Le report d'une journée de télétravail fixe non-effectuée peut être autorisé sur la semaine en cours ou sur la semaine suivante par le supérieur hiérarchique direct, dans la limite du respect de la présence minimale sur le lieu habituel de travail.

Le télétravail ne peut constituer un motif acceptable de non-participation à une réunion ou à une formation.

Un délai de prévenance de 48 heures avant changement est à prévoir par l'administration comme par le télétravailleur.

Cette règle n'exclut toutefois pas la possibilité de cas d'urgence de la part des deux parties.

7.2. Le télétravail ponctuel

Le nombre de jours de télétravail ponctuel est limité à 20 jours par année pour les agents à temps plein, à 18 jours pour les agents à 90%, à 16 jours pour les agents à 80%, à 14 jours pour les agents à 70% et à 12 jours pour les agents en temps partiel à 60%. Le télétravailleur peut mobiliser ces jours ponctuels en fonction des besoins de son activité avec l'accord de son supérieur hiérarchique.

L'agent peut utiliser son crédit sous la forme de journées et de demi-journées.

Les demandes de télétravail ponctuel sont formulées selon la même procédure que les demandes de télétravail régulier (calendrier, entretien, dossier de candidature...) et sont formalisées dans une convention individuelle.

L'agent doit, à chaque fois qu'il souhaite positionner un jour de télétravail ponctuel, formuler une demande d'utilisation des jours auprès de son N+1 au moins cinq jours à l'avance. Ce délai peut être réduit en cas d'urgence, en accord avec le responsable hiérarchique. L'agent peut utiliser son crédit sous la forme de journées et de demi-journées. Cette demande indique les activités télétravaillables qui seront mises en œuvre pendant le jour de télétravail ponctuel.

Les jours de télétravail ponctuel sont obligatoirement soumis à validation écrite du responsable hiérarchique.

L'agent en télétravail est tenu de respecter la réglementation du temps de travail : durée maximale de travail quotidien et hebdomadaire, durée minimale de repos quotidien et hebdomadaire, amplitude...

Dans tous les cas, l'agent doit assurer une présence sur site de 2 jours minimum par semaine, chaque jour correspondant à une amplitude normale d'une journée de travail du service. La répartition du temps de

travail entre les jours télétravaillés et les jours sur site doit être équilibré.

Le télétravailleur étant pendant sa période de travail sous l'autorité de l'employeur, il pourra être joint aux horaires de travail prévus, selon les modalités définies dans la convention individuelle. Il doit également pouvoir joindre l'Université.

7.3. Le télétravail pour raisons médicales

Le télétravail pour raisons médicales concerne l'agent apte physiquement (pour la totalité de son temps de travail) mais qui ne peut pas, en raison d'un problème de santé ponctuel, venir exercer ses fonctions sur site. Le télétravail pour raisons médicales est alors accordé après avis du médecin de prévention pour une durée maximale de 6 mois, renouvelable une fois après avis du médecin de prévention. Le nombre de jours de télétravail hebdomadaire n'est pas limité mais une présence minimum sur site est recommandée afin de prévenir l'isolement professionnel et social. L'agent doit être médicalement reconnu apte au travail pour la totalité de sa quotité de service : dans le cas contraire, il relève du régime des congés pour raisons de santé ou du dispositif de temps partiel thérapeutique.

Les demandes de télétravail pour raisons médicales sont traitées au fil de l'eau en dehors des périodes de campagne. Elles sont soumises aux mêmes formalités administratives que le télétravail régulier ou ponctuel : un dossier complet de demande doit être déposé et une convention de télétravail doit être signée avant le début du télétravail pour raisons médicales.

Après avis favorable du médecin de prévention, l'agent échange avec son supérieur hiérarchique direct (n+1) sur la possibilité de télétravail. Il adresse une demande écrite à son responsable hiérarchique direct (n+1) ainsi qu'au directeur de service ou du responsable administratif de la composante si différent. La demande précise les activités qu'il propose d'effectuer en télétravail, les outils informatiques nécessaires, l'organisation souhaitée, la durée de la période de télétravail arrêtée par le médecin de prévention et la description de l'environnement de télétravail.

La possibilité du télétravail pour raisons médicales est soumise aux mêmes conditions d'éligibilité que le télétravail régulier et ponctuel concernant les activités (voir 5.2.) et le lieu du télétravail (5.4.).

Le télétravailleur étant pendant sa période de travail sous l'autorité de l'employeur, il pourra être joint aux horaires de travail prévus, selon les modalités définies dans la convention individuelle. Il doit également pouvoir joindre l'Université.

L'agent en télétravail est tenu de respecter la réglementation du temps de travail : durée maximale de travail quotidien et hebdomadaire, durée minimale de repos quotidien et hebdomadaire, amplitude...

7.4. Le télétravail pour les femmes enceintes

Le Décret n° 2021-1725 du 21 décembre 2021 a assoupli l'accès au télétravail des femmes enceintes qui peuvent, à leur demande et sans avis préalable du médecin de prévention, bénéficier du télétravail si leurs activités sont télétravaillables. Si le supérieur hiérarchique donne un avis défavorable à cette demande en

raison des nécessités de service, le médecin de prévention est sollicité pour préconiser un aménagement de poste, qui s'impose à l'établissement. Il peut être dérogé à la règle des 3 jours de télétravail maximum, suivant la réglementation.

7.5. Le télétravail pour proche aidant

Les agents éligibles au congé proche aidant, dans les conditions prévues par le décret n° 2020-1557 du 8 décembre 2020, peuvent bénéficier du télétravail pour proche aidant, après avis du médecin de prévention qui apprécie dans le respect des règles du secret médical de l'éligibilité au dispositif. À la demande de l'agent concerné et sous réserve que ses activités soient télétravaillables, il peut être autorisé à télétravailler au-delà de 3 jours hebdomadaires. Cette autorisation a une durée maximale de 3 mois renouvelable, dans la limite de 12 mois sur l'ensemble de la carrière.

7.6. Circonstances exceptionnelles

En cas de circonstances exceptionnelles perturbant durablement l'accès au service ou le travail sur site, il peut être dérogé aux règles minimales de présence sur site et un télétravail 5 jours sur 5 peut être mis en œuvre pour les personnes équipées du matériel adéquat. L'ouverture de ce droit au télétravail exceptionnel doit être expressément déclarée par le DGS. La grève ne peut être considérée comme une circonstance exceptionnelle.

7.7. Gestion du travail

Les droits à congés du télétravailleur sont identiques à ceux du travailleur sur site. Les conditions d'accès au Compte Epargne Temps (CET) sont les mêmes.

Si le télétravailleur se trouve dans l'incapacité de réaliser sa mission, il doit, dans les mêmes conditions qu'un agent évoluant sur site, en avertir sa hiérarchie.

Si les conditions d'exercice des missions de l'agent en télétravail sont différentes, elles n'influent pas sur les conditions de délais et de qualité exigés d'un agent travaillant sur site. Une programmation de l'activité avec des objectifs précis et quantifiables est indispensable de même qu'un compte rendu d'activité fourni par le télétravailleur à sa hiérarchie selon une périodicité à définir (mensuelle, bimensuelle, hebdomadaire ou autre).

Un entretien de bilan spécifique sur le télétravail est réalisé 3 mois avant la fin de la convention. L'entretien professionnel annuel envisagera le bilan des objectifs et des missions, indépendamment du lieu de réalisation.

Article 8 : Equipements à disposition du télétravailleur

L'équipement nécessaire au télétravailleur est déterminé par le service en fonction de ses missions, de l'organisation du télétravail et de la politique générale d'équipement.

Équipement

Sont uniquement reportés dans cette charte les principes généraux afférents à l'équipement nécessaire au télétravailleur.

L'Université fournit au télétravailleur régulier ou ponctuel un poste informatique configuré pour accéder de manière sécurisée au réseau de l'université, et équipé d'un softphone permettant au télétravailleur d'utiliser sa ligne téléphonique professionnelle fixe.

Le cas échéant, selon les besoins, un téléphone mobile pourra être fourni.

Il n'est pas fourni d'équipement individuel d'impression. Le télétravailleur s'organise en lien avec son service pour que les impressions nécessaires à ses travaux soient réalisées dans les locaux de l'administration.

Sont également exclus les équipements de mobilier (bureau, fauteuil, lampe...).

L'inventaire précis sera défini dans la convention individuelle.

Pour les agents en situation de handicap, l'administration met en œuvre les aménagements de poste nécessaires sur le lieu du télétravail, dans la limite de l'aménagement raisonnable.

Conditions d'utilisation

Le télétravailleur s'engage à utiliser les équipements mis à disposition par l'administration conformément à la charte régissant l'usage du système d'information de l'Université.

L'Université assure la maintenance des équipements fournis au télétravailleur. À cette fin, l'ordinateur portable attribué au télétravailleur devra être connecté au réseau de l'Université une fois par semaine *a minima*.

Le télétravailleur prend soin de l'équipement qui lui est confié et en assure la bonne conservation. Il informe sans délai son responsable hiérarchique en cas de panne, de mauvais fonctionnement, de détérioration, de perte ou de vol du matériel mis à disposition.

En cas de faute intentionnelle ou d'utilisation des biens de l'administration à des fins non conformes au cadre défini par la charte régissant l'usage du système d'information, le télétravailleur s'expose à des poursuites disciplinaires.

En tout état de cause, il ne sera effectué aucun dépannage à domicile ou en télécentre. L'agent exerçant en télétravail bénéficie d'un service d'assistance à distance. En cas de nécessité d'une intervention physique, l'agent rapportera l'ordinateur portable à l'Université.

Protection des données

Il incombe au télétravailleur de se conformer aux règles relatives à la protection des données.

Tous les dossiers et documents de l'administration emportés à domicile ou en télécentre sont placés sous la responsabilité du télétravailleur, qui doit veiller à leur conservation et à leur confidentialité. Il s'assurera notamment que son poste de travail et ses documents sont en sécurité lorsqu'il s'absente de son poste de travail.

Dans le présent document, est qualifiée de sensible toute donnée ou information dont l'accès doit être réservé aux seules personnes ayant besoin de les connaître, au regard de leurs missions. Par nature, les données à caractère personnel constituent des données sensibles.

Le télétravailleur n'exerçant pas ses fonctions dans un environnement professionnel, il doit veiller à ce que les informations sensibles qu'il traite à son domicile demeurent confidentielles et ne soient pas accessibles à des tiers (selon le contexte : câble antivol sur l'ordinateur portable, choix d'un mot de passe robuste, verrouillage de la session, etc.). Si le télétravailleur utilise des documents au format papier (documents imprimés, notes manuscrites) comportant des données sensibles, il veillera à ce que ces documents ne soient pas accessibles à des tiers.

Les transferts de documents numériques entre le domicile et le bureau seront faits de préférence par tunnel sécurisé (VPN). À défaut, ils pourront être transportés sur le disque dur chiffré de l'ordinateur portable.

Le télétravailleur suit les préconisations de la DNUM afin d'assurer la sauvegarde de ses documents de travail. Ces préconisations sont détaillées sur l'intranet. Elles permettent au télétravailleur d'assurer le même niveau de sauvegarde de ses documents, qu'il soit en situation de télétravail ou de travail dans les locaux de l'Université.

Le télétravailleur s'engage à ne pas sous-traiter les travaux qui lui sont confiés par son supérieur hiérarchique. Il ne peut se faire assister dans son travail que par les personnes de son service administratif de rattachement ou les personnes habilitées à l'accompagnement et à la maintenance de son poste de travail. L'assistance de toute autre personne nécessite l'accord ponctuel et préalable de son supérieur hiérarchique.

Article 9 : Santé et sécurité du travailleur

Principe général

La partie 4 du code du travail traite des conditions de santé et sécurité au travail. L'article L4221-1 précise :

- ✓ Les établissements et locaux de travail sont aménagés de manière à ce que leur utilisation garantisse la sécurité des travailleurs.
- ✓ Ils sont tenus dans un état constant de propreté et présentent les conditions d'hygiène et de salubrité propres à assurer la santé des intéressés.

Les dispositions du code du travail en matière de santé et de sécurité au travail s'appliquent au télétravailleur et à son lieu de télétravail. Son poste de travail fait l'objet d'une évaluation des risques professionnels au même titre que l'ensemble des postes de travail de l'Université.

Dans la mesure où les obligations de l'employeur en matière de santé et sécurité au travail se heurtent au principe de protection de la vie privée dont peut se prévaloir le télétravailleur, il est mis à la charge de l'employeur une obligation d'information renforcée quant au respect des règles en matière d'hygiène et de sécurité, en particulier les règles relatives à l'environnement de travail.

Aussi, dans la mesure où l'employeur n'aurait pas une assurance raisonnable de la conformité des aménagements, il sera tenu de la vérifier par une visite éventuelle du domicile. L'accord de l'agent doit être obtenu au préalable.

L'agent peut de lui-même solliciter les services chargés de l'hygiène et de la sécurité, et notamment la FS-CSAE pour l'accompagner dans sa démarche.

Si la conformité des aménagements ne peut pas être avérée, cela constitue un motif d'inéligibilité au télétravail.

PREVENTION DES RISQUES LIES AU TELETRAVAIL

- Prévention des risques pour la santé physique et mentale
- Prise en compte de la situation de handicap et des situations particulières
- Prévention des violences sexuelles et sexistes

La prévention des violences sexistes et sexuelles doit être pleinement prise en compte par l'employeur dans le cadre de la mise en œuvre du télétravail.

En cas de violences sexistes et sexuelles au domicile, l'établissement autorise et accompagne la reprise immédiate du travail sur le lieu habituel. Il informe l'agent des services et structures existantes susceptible de l'assister dans ses démarches.

Environnement de travail

Le télétravailleur doit prévoir un espace de travail dans lequel sera installé le matériel professionnel mis à sa disposition par l'administration. Cet espace doit répondre aux règles de sécurité notamment électrique et aux exigences ergonomiques, afin de permettre un aménagement optimal du poste de travail. Ces règles sont énoncées dans la demande de télétravail et peuvent être mises à jour sur demande conjointe de la FS-CSAE et du responsable Hygiène et Sécurité de l'Université, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le télétravailleur ne reçoit pas de public et ne fixe pas de rendez-vous professionnels sur son lieu de télétravail excepté le personnel d'accompagnement (ex : FS-CSAE) qu'il s'engage à recevoir pendant ses horaires de travail selon ses besoins.

Le télétravailleur bénéficie de la médecine de prévention dans les mêmes conditions que l'ensemble des agents, en fonction de la nature des risques professionnels auxquels il est exposé.

Accidents de travail, de service ou de trajet

Les accidents survenus pendant la période d'activité de travail peuvent bénéficier d'une reconnaissance d'imputabilité à l'activité professionnelle et traités selon les règles applicables aux accidents de service. En pratique, le télétravailleur doit dans les 24 heures en informer ou en faire informer l'administration par l'intermédiaire de son supérieur hiérarchique et apporter toutes les pièces nécessaires à l'examen de son dossier. Il revient au télétravailleur de faire la preuve que l'accident est imputable à son activité professionnelle et a bien eu lieu dans le temps et sur le lieu de télétravail.

Assurance

L'administration employeur reconnaît être son propre assureur pour les accidents du travail, de service ou de trajet survenus au télétravailleur et pour les dommages subis par les biens de toute nature mis à la disposition de ce dernier dans le cadre de son activité professionnelle à domicile, ainsi que pour les produits résultant du télétravail.

Pour les dommages causés aux tierces personnes, l'administration employeur est également son propre assureur si ces dommages résultent directement de l'exercice du travail ou sont causés par les biens qu'elle met à la disposition du télétravailleur.

Le télétravailleur s'assurera également de l'existence d'une clause particulière dans son contrat d'assurance habitation prenant en compte son activité liée au télétravail. Une attestation garantissant ce risque devra être remise, par le salarié, à son employeur. À défaut d'attestation d'assurance, le télétravail ne peut être autorisé.

Article 10 : Formation / sensibilisation

La formation des personnels, télétravailleurs ou non, est conçue de manière à permettre une appropriation réciproque des « attendus » et modalités induits par cette nouvelle organisation. La formation des encadrants doit leur permettre d'y adapter leurs pratiques d'encadrement et d'animation d'équipe.

Les personnes en télétravail bénéficient d'une formation spécifique sur l'environnement bureautique et informatique (utilisation des logiciels métiers, connexion à distance...), sur l'installation de l'espace de travail, ainsi que d'un accompagnement à la conduite des relations professionnelles et leurs modalités d'exercice en télétravail.

Article 11 : Prise en charge financière

Principes généraux

Par Décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 et par arrêté du 23 novembre 2022, une allocation forfaitaire de télétravail est attribuée au bénéfice des agents publics. Elle est fixée à 2,88 € brut par jour de télétravail et est plafonnée à 253,44 € brut par an. Cette allocation est versée à trimestre échu.

Le télétravail dans la fonction publique est basé sur le volontariat de l'agent. L'administration ne prend en charge que les surcoûts induits directement par l'exercice de l'activité en télétravail. Les équipements dont l'agent est supposé disposer ne sont pas pris en charge par l'administration.

Équipement du poste de travail

L'équipement informatique standard du télétravailleur (matériel et logiciel), nécessaire à sa mission, est fourni et financé par son administration.

Les équipements de mobilier sont à la charge du télétravailleur.

Pour les agents en situation de handicap, l'administration met en œuvre les aménagements de poste nécessaires sur le lieu du télétravail sur préconisation du médecin de prévention, dans la limite de l'aménagement raisonnable.

Les impressions et reprographies ont lieu dans les locaux de l'administration. Aucun système d'impression ne sera pris en charge par l'Université sur le site du télétravail.

Les dépenses de maintenance du poste de télétravail sont prises en charge par l'administration.

Communication

La ligne internet utilisée est celle du télétravailleur. En effet, dans la mesure où les débits et les trafics liés à l'activité professionnelle sont peu significatifs et ne peuvent être distingués de ceux liés aux usages domestiques, l'Université ne prend pas en charge l'accès internet.

La ligne internet du télétravailleur pourra être utilisée comme support de téléphonie fixe, via le softphone installé sur l'ordinateur portable du télétravailleur.

Télécentre

La prise en charge d'un télécentre peut être envisagée dans le cas d'un éloignement géographique important. Charge à l'agent de démarcher un télécentre et de proposer un ou plusieurs devis en fonction des niveaux de prestations justifiées par son activité.

Assurance et sécurité

L'assurance du matériel est à la charge de l'administration.

Le surcoût d'assurance habitation lié au télétravail est à la charge de l'administration sur présentation d'une facture.

L'agent doit fournir un certificat de conformité ou à défaut une attestation sur l'honneur concernant la conformité des installations électriques des lieux d'exercice du télétravail. Le cas échéant, la mise en conformité des installations reste à la charge de l'agent.

Article 12 : Fonctionnement des instances en matière de télétravail

La Formation spécialisée du comité social d'administration de l'établissement (FS-CSAE) est compétente sur les questions d'organisation et de fonctionnement des services. Le présent document cadre, et toute modification pouvant intervenir dans l'avenir sur celui-ci, lui sont donc présentés. Il en est de même du modèle de projet de protocole individuel.

La commission télétravail intervient dans le processus de décision lors d'une demande de télétravail. Elle examine l'ensemble des demandes individuelles et a ainsi une vision globale de la mise en œuvre du télétravail dans l'établissement. Elle donne un avis circonstancié, en se basant sur l'avis des encadrants notamment pour la nature des activités envisagées en télétravail.

La commission est composée de différents représentants de la DRH, de la DNUM, du SHS et de la FS-CSAE.

Le télétravail fait l'objet d'un bilan par campagne, réalisé par la commission et présenté à la formation spécialisée du comité social d'administration de l'établissement.

Délibération n° D2024-03-08-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu le rapport de situation comparée femmes-hommes et le plan d'action en faveur de l'égalité femmes-hommes de l'université transmis pour information au conseil d'administration du 9 juillet 2021 après avis du comité technique du 8 juillet 2021 ;

Vu le rapport sur l'exécution du plan d'actions relatif à l'égalité femmes-hommes présenté pour information au CSAE du 20 février 2024,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le rapport sur l'exécution du plan d'actions relatif à l'égalité femmes-hommes.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	26
✓ Nombre de voix pour :	26
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Rapport d'exécution du plan Egalité 2021-2024

Vanina Jobert-Martini

Vice-présidente Egalité et lutte contre toutes les formes de discrimination

Université Jean Moulin Lyon 3

vanina.martini-jobert@univ-lyon3.fr

Le plan d'égalité 2021-2023 a été adopté en CA en juillet 2021, après consultation du CHSCT en juin 2021. Il a été porté à la connaissance des agents par l'intranet de l'université : https://intranet.univ-lyon3.fr/medias/fichier/projet-de-plan-d-action-en-faveur-des-egalites-femmes-hommes-ct-08-07-2021_1633073223563-pdf

Il comportait une quarantaine d'actions (38) réparties dans les 4 axes définis par le référentiel. 28 d'entre elles ont été réalisées ou sont en voie de l'être. Les autres ne l'ont été qu'en partie ou pas du tout pour diverses raisons que ce rapport se propose d'explicitier. Le plan a été suivi essentiellement par Catherine Mercier-Suissa, chargée de mission Egalités et lutte contre toutes formes de discrimination (01/2021 à 06/2022), qui l'a initié, Mathilde Philip-Gay, vice-présidente Egalités et lutte contre toutes formes de discrimination (de 09/2022 à 07/2023) et Vanina Jobert-Martini (depuis 09/2023) avec l'appui de la DRH, du PAQAP (pôle d'amélioration de la qualité et d'appui au pilotage), de la DEVU, du service de la communication, du service culture et de la B.U.

Domaine 1 : Evaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

Dans ce domaine, 3 actions sur 5 ont été réalisées. Deux actions portaient sur la création de statistiques genrées concernant les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes mais aussi les promotions, les attributions de primes et les campagnes d'emploi, de manière à pouvoir mesurer des évolutions. Le développement de l'outil proposé par la DGAFP (Direction générale de l'administration de la fonction publique) pour identifier les causes des écarts de rémunération et les moyens de les réduire a effectivement été poursuivi. Le PAQAP a produit en 2023 un RSU portant sur la période 2020-2022 avec des explications des écarts de rémunération identifiés (quotité de travail, effets de ségrégation, effets démographiques). Il en ressort que pour les personnels BIATS titulaires, l'impact du travail à temps partiel est prépondérant dans l'établissement. Il est en défaveur des femmes de l'ordre de -133 euros sur la période observée. Pour les personnels enseignants titulaires, l'écart de rémunération en défaveur des femmes s'explique par l'effet de ségrégation des corps. On observe, comme au niveau national que plus le corps est élevé, plus la part des femmes diminue. L'étude par grade montre que les professeures d'université de seconde classe voient leur part progresser de 48% à 52% entre 2020 et 2022. Cela situe l'établissement au-dessus de la moyenne nationale toutes disciplines confondues (34%) et quasiment au même niveau pour les universités à dominante Lettres et Sciences humaines.

Au cours de l'année 2022, la gouvernance de l'université souhaitant améliorer autant que faire se peut les conditions de travail et de rémunération de l'ensemble des agents a orchestré une conférence sociale et financé sur fonds propres une hausse globale des rémunérations

incluant une revalorisation pour les BIATS contractuels. L'effectif de BIATS contractuels étant à 68% composé de femmes, cette revalorisation a contribué à réduire l'écart global de rémunération entre les hommes et les femmes au profit des femmes.

Deux actions n'ont pas été réalisées. Le plan prévoyait d'engager une réflexion visant à améliorer la rotation des responsabilités. Cette préoccupation demeure d'actualité et constitue une question importante de gouvernance, qui dépasse le cadre de l'égalité F/H par la complexité des enjeux. Enfin, le groupe de travail thématique sur les écarts de rémunération n'a pas vu le jour car les agents de la DRH ont été très fortement mobilisés par la mise en œuvre des mesures issues de la LPR et par la conférence sociale.

Domaine 2 – Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique

Ce domaine comporte 12 actions dont seulement quatre ont été au moins partiellement réalisées. Il s'agit du domaine dans lequel la réalisation du plan a été la plus difficile et pour lequel l'établissement manque de leviers réels pour atteindre un objectif pourtant légitime. Certaines des actions non réalisées pourront l'être dans le cadre du prochain plan alors que d'autres devront sans doute être abandonnées lorsqu'elles se heurtent à des obstacles les rendant peu ou non réalisables.

La DRH a effectivement mis en place des procédures pour identifier les agents promouvables et les inciter à faire acte de candidature en leur envoyant plusieurs messages individuels rappelant les dates d'ouverture et de fermeture des serveurs pendant la période concernée et proposant de l'aide pour la constitution des dossiers. La DRH incite également, par des messages individuels, les candidats aux concours à suivre des formations pour s'y préparer le plus efficacement possible. Le RSU indique néanmoins que le nombre de candidats aux concours n'avait pas en 2022 retrouvé son niveau d'avant COVID. Quoi qu'il en soit, ces incitations individuelles à faire acte de candidature pour une promotion ou une préparation à un concours sont de nature à contrer les effets d'auto-censure qui concernent plus souvent la population féminine. Des formations visant à développer le leadership sont aussi très régulièrement proposées et suivies par de nombreuses agentes.

Plusieurs autres actions du plan visaient à sensibiliser les jurys ou instances de recrutement afin d'éviter les biais sexistes. Les présidents de COS ont effectivement bénéficié de sessions de formation sur ce thème. Par ailleurs, une procédure a été mise en place pour garantir l'impartialité des membres des COS et du CAC (déclaration préalable des membres, possibilité pour les candidats de déclarer un conflit ou un lien d'intérêt).

En revanche, la sensibilisation de tous les membres des COS en début de séance réunissant les membres externes et internes n'a pour le moment pas été réalisée. Les actions impliquant la rédaction de livrables (guide des bonnes pratiques ou grille d'impartialité) ne l'ont pas été non plus. Tout a été fait pour atteindre une représentation équilibrée F/H au sein des instances et jurys de recrutement sans renoncer pour autant aux critères d'expertise ou de compétence. Le taux de féminisation des instances et jurys (indicateur retenu pour cette action) n'a cependant pas été calculé. Enfin le GT propre à cet axe n'a pas été créé car sa pertinence est interrogée. Le nouveau plan devra identifier de manière plus pragmatique d'éventuels leviers de nature à garantir l'égal accès aux corps, grades et emplois, même si ceci est difficile sans support réglementaire. En effet, le dispositif existant pour la C3, qui permet également grâce aux LDG nationales et locales de fixer des cibles tenant compte de l'équilibre

homme femme s'est révélé particulièrement efficace. Les opérations de repyramidage se sont également soldées par un résultat équilibré.

Domaine 3 - Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

Les six actions prévues dans ce domaine ont été réalisées.

Un bilan quantitatif et qualitatif du télétravail a été fait. Il révèle une sur-représentation des femmes engagées dans cette nouvelle modalité de travail (elles représentent 75% de l'effectif des télétravailleurs alors que leur poids dans l'établissement est de 65%). La charte de télétravail a été adaptée à plusieurs reprises pour tenir compte des arbitrages rendus dans le cadre de la conférence sociale et des évolutions du cadre réglementaire. La dernière version en date tient notamment compte du décret n°2021-1725 qui assouplit l'accès au télétravail des femmes enceintes et permet de déroger à la règle des 3 jours de télétravail maximum. Elle précise également qu'en cas de violences sexistes et sexuelles au domicile, l'établissement autorise et accompagne la reprise immédiate du travail sur le lieu habituel. Rendez-vous a été pris avec les organisations syndicales lors du CSAE du 20/02/2024 pour une réunion courant mars 2024 du comité de suivi de la charte du télétravail. Dans le but de renforcer l'imperméabilité entre la sphère de l'activité professionnelle et celle de la vie personnelle, une charte relative au droit à la déconnexion et à l'usage de la messagerie institutionnelle a été rédigée et est consultable sur l'intranet : <https://intranet.univ-lyon3.fr/charte-lyon-3-droit-deconnexion>

Afin d'aider les enseignantes-chercheuses à se réinvestir dans leurs activités de recherche après un congé parental, ce critère est désormais pris en compte pour l'attribution d'un CRCT. Cette disposition est d'autant plus pertinente que les congés parentaux et congés pour événements familiaux sont toujours pris par des femmes. Le dispositif de don de congés a été pérennisé, ce qui permet de favoriser la solidarité entre les agents. Sur un plan plus global, la vice-présidente Egalité et lutte contre toutes les formes de discrimination est associée au COPIL QVCT, ce qui acte la prise en compte de la dimension de l'égalité professionnelle femmes/hommes dans cette thématique.

Enfin, l'étude de faisabilité de la création d'une crèche accessible aux enfants des personnels comme à ceux des usagers est actuellement en cours, conformément aux engagements pris.

Domaine 4 - Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes

Ce domaine comporte 15 actions qui sont toutes réalisées ou en voie de l'être. Contrairement aux trois domaines précédents qui ne concernent que les agents, celui-ci englobe toute la communauté universitaire puisqu'il inclut également les usagers, et implique d'agir à une autre échelle. La plupart des actions prévues concernent la sensibilisation des différents acteurs. L'attribution de locaux aux associations étudiantes est maintenant conditionnée au suivi d'une formation sur les VSS pour les présidents d'associations et de nombreux événements ont lieu tout au long de l'année sur les différents campus de l'université en lien avec la lutte contre les discriminations. Le service culture est particulièrement proactif dans ce domaine et noue des partenariats avec des associations en fonction des événements. Il a notamment co-organisé deux éditions du festival "Identités croisées" avec l'association e-graine dont l'objectif est d'éduquer à la citoyenneté mondiale. En lien avec la DEVU et grâce à un financement CEVEC, une exposition sur les VSS, intitulée Délivrances a eu lieu en 2023: <https://intranet.univ-lyon3.fr/exposition-delivrances-2> Dans le même esprit, une exposition intitulée Pherein, qui a vocation à mettre en lumière les récits de la communauté LGBTQIA+, est programmée pour la prochaine année universitaire. La communication sur les activités de

recherche en lien avec l'inclusion et la lutte contre les discriminations se fait tout au long de l'année, notamment à des dates symboliques (25/01, semaine de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, 8/04, mois des fiertés). Un module de formation en ligne à la lutte contre les discriminations est en cours de développement et devrait être opérationnel pour la prochaine rentrée universitaire.

Outre les actions de sensibilisation et de prévention, l'université a également fait évoluer la CADH (cellule d'accompagnement contre la discrimination et le harcèlement) qui traite en interne les signalements des agents et des usagers. Un bilan chiffré des actions de la CADH a été présenté pour la première fois en CSAE fin 2023. Des plaquettes présentant ce dispositif ont été réalisées et distribuées. Elles sont actuellement en cours de mise à jour. Le réseau des correspondants aux égalités et le service de la communication travaillent à la création d'une page internet, facilement accessible depuis les intranets des agents et des usagers, dédiée aux questions d'égalité et de lutte contre les discriminations. Une référente racisme, antisémitisme et LGBT+ a été nommée. Enfin l'enquête ACADISCRi n'a pu se tenir dans l'établissement aux dates initialement prévues en raison de difficultés techniques (RGPD) indépendantes de Lyon 3. Ces difficultés ayant été levées, elle est aujourd'hui reprogrammée pour le mois d'avril 2024 et permettra d'obtenir un état des lieux précieux pour mieux cibler les actions à mener.

Domaine 5 – Gouvernance de la politique d'égalité

Le plan comportait la création de plusieurs groupes de travail qui n'ont pas vu le jour (domaines 1 et 2) ainsi que d'un comité de suivi qui n'a pas été créé. Il devra impérativement l'être pour le suivi du prochain plan. Le groupe des correspondants aux égalités a, en revanche, été réuni de manière régulière par la chargée de mission Egalité puis par les deux vice-présidentes qui lui ont succédé. Les contacts avec les différents services ont été pris par les mêmes actrices en fonction des besoins.

Les consultations en vue de l'élaboration du nouveau plan d'action ont débuté en janvier avec les correspondants aux égalités et les organisations syndicales qui ont été conviées à une première réunion. Il est prévu de partir du bilan de l'ancien plan pour bâtir le nouveau. Le principal axe d'amélioration concerne la création du comité de suivi et ses modalités d'action.

Délibération n° D2024-03-09-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2023-01-05-ins du 31 janvier 2023 approuvant le schéma directeur handicap 2023-2027,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Gweltaz GUYOMARC'H, chargé de mission handicap, a présenté au conseil d'administration le rapport d'exécution annuel du Schéma directeur handicap 2023-2027.

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET



Rapport d'exécution 2023

Historique

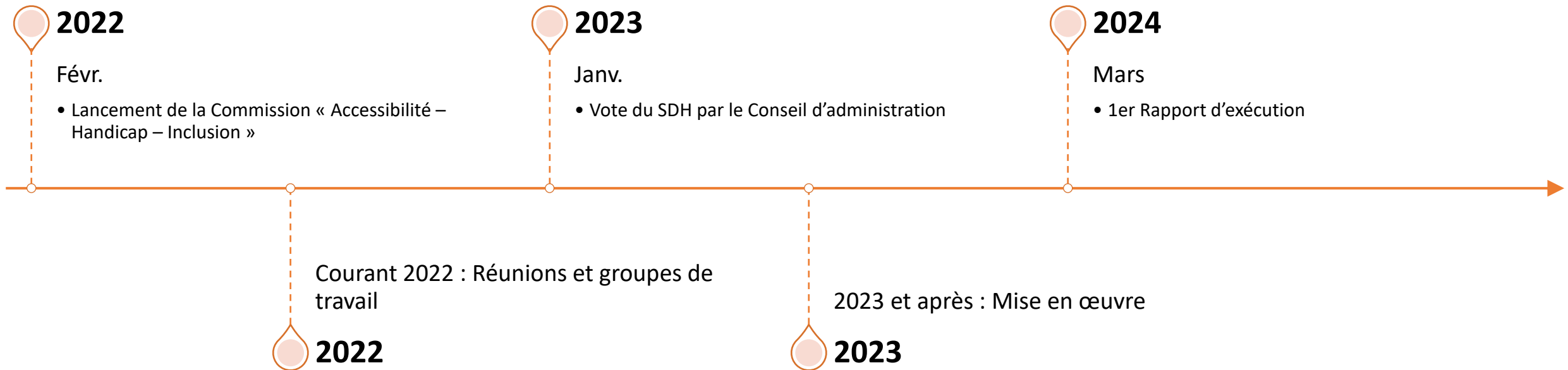




Schéma Directeur Handicap

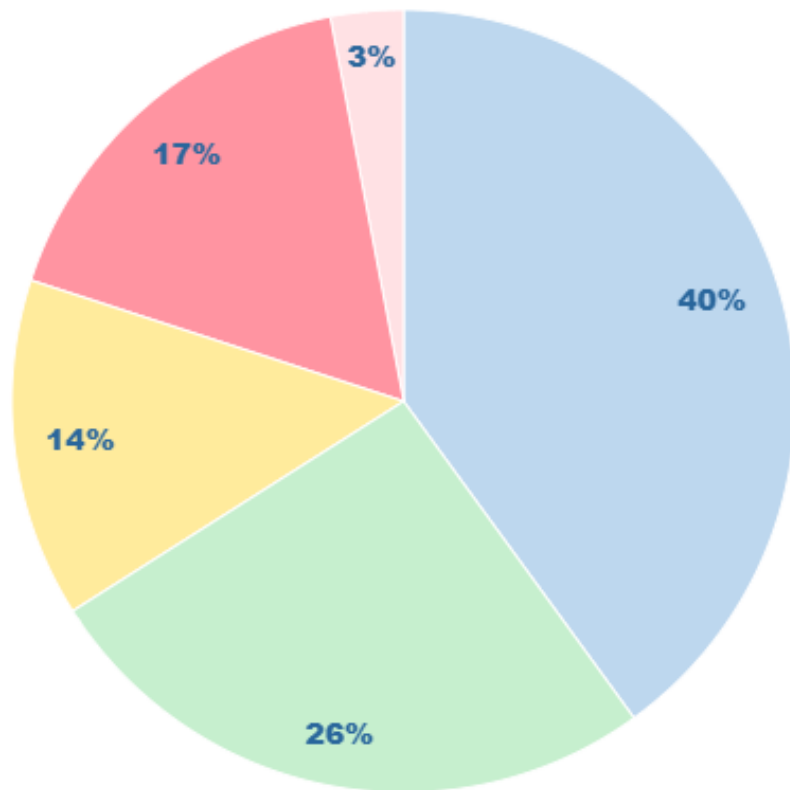
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
2023-2027



65 actions en 4 axes

- 1- Favoriser les parcours de réussite des étudiants en situation de handicap
- 2- Développer les politiques de ressources humaines à l'égard des personnels en situation de handicap
- 3- Optimiser l'accessibilité des environnements
- 4- Sensibiliser au Handicap et à l'Inclusion

Avancement global



● Terminées ● En cours ● Lancées ● En attente ● Abandonnées

Sur 65 actions :

- 26 actions terminées/récurrentes (40%)
- 17 actions en cours (26%)
- 9 actions lancées (14%)
- 11 actions en attente (17%)
- 2 actions abandonnées (3%)

Avancement en détail

Axe 1- Favoriser les parcours de réussite des étudiants en situation de handicap

1.1. Renforcer l'accueil des étudiants en situation de handicap

1	2024	Mieux informer les étudiants nouveaux entrants	En cours
2	2024	Soutenir la présence du SMPPS et du PHE sur tous les sites de l'Université	Action lancée
3	2022-2024	Renforcer le rôle des Référénts Handicap au sein des composantes	En cours
4	2023-2024	Renforcer le Pôle Handicap Étudiant	En cours
5	2023-2027	Renforcer le Service de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé	Action lancée
6	2023-2027	Affiner l'organisation des réunions d'Équipes plurielles	En attente
7	2024	Formaliser la procédure de Régimes spéciaux d'étude et les aménagements de cursus	Action lancée

1.2. Consolider l'accessibilité des Formations

8	2023	Former les enseignants stagiaires	Terminée
9	2023-2025	Déployer des outils pédagogiques numériques et inclusifs auprès des enseignants	En attente
10	2023-2024	Créer un espace numérique dédié aux outils facilitateurs d'apprentissage	En attente
11	2023	Déployer les robots de téléprésence et cadrer leur usage	Terminée
12	2023-2024	Élaborer un système de retranscription en direct	En cours
13	2023	Revoir le circuit des notifications d'aménagement d'examens	En cours
14	2023-2024	Consolider l'organisation des aménagements d'examens	En attente
15	2023	Mettre en place une Bonification Solidarité – Handicap	Terminée
16	2023	Adhérer au programme « Aspie-Friendly »	Abandon

Avancement en détail

17	2023	Mieux accompagner les troubles psychiques des étudiants	En cours
----	------	---	----------

1.3. Promouvoir l'Insertion Professionnelle

18	2023	Accompagner les étudiants vers l'insertion professionnelle	Terminée
19	2022	Créer un réseau d'entreprises et d'organismes « handi-accueillants »	Terminée

1.4. Améliorer l'accueil des doctorants en situation de handicap

20	2023	Mieux informer des ressources pour les doctorants en situation de handicap	En cours
21	2023	Organiser l'examen des candidatures aux Contrats Doctoraux Handicap	Terminée
22	2023	Mettre à jour la fiche des Comités de Suivi Individuel des doctorants	Terminée
23	2023	Former et informer les Écoles Doctorales, Directeurs de thèses, Personnels	En cours

Axe 2- Développer les politiques de ressources humaines à l'égard des personnels en situation de handicap

24	2023	Optimiser les outils de suivi et de recensement FIPHFP	Action lancée
25	2023	Centraliser et partager les réflexions sur les aménagements de poste	Action lancée
26	2023	Simplifier le circuit des Conventions de matériel	En attente
27	2023	Formaliser la Commission Retour et Maintien dans l'Emploi	Terminée
28	2022-2023	Sensibiliser à la Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé	Terminée
29	2023	Assurer le suivi du télétravail pour les agents en situation de handicap	Action lancée

Avancement en détail



Axe 3- Optimiser l'accessibilité des environnements

3.1. Poursuivre le développement de l'accessibilité au Bâti

30	2023 et 2024	Créer un accès pour les personnes à mobilité réduite depuis l'espace public	En cours
31	2023-2024	Remplacer les appareils d'interphonie par des systèmes de visiophonie	En attente
32	2023-2024	Rénover les systèmes de boucle à induction magnétique à la Manufacture des Tabacs	En attente
33	2023	Créer un système de prêt d'amplificateur d'écoute portable	En attente
34	2024	Mettre en place une signalétique directionnelle sur les quais	Terminée
35	2023-2027	Assurer la maintenance des équipements liés à l'accessibilité	Terminée
36	2023-2027	Mettre en conformité le bâtiment Chevreul (Centre de la Recherche)	Action lancée
37	2023-2025	Améliorer l'accessibilité des chaires à la Manufacture des Tabacs	En cours
38	2022-2025	Reconfigurer les places PMR dans les salles à mobilier fixe	En cours
39	2023-2025	Déployer un système de géolocalisation indoor EVELITY	En cours

Avancement en détail



3.2. Renforcer l'accessibilité numérique

40	2023	Développer l'accessibilité numérique des supports pédagogiques	Action lancée
41	2023-2024	Déployer un système de synthèse vocale sur Moodle	Abandon
42	2023	Systématiser le sous-titrage des vidéos pédagogiques	Terminée
43	2022-2023	Évaluer l'accessibilité de la plateforme pédagogique Moodle	Terminée
44	2022-2024	Renforcer et communiquer sur l'accessibilité de nos sites web	En cours
45	2023	Impliquer les utilisateurs de nos sites Internet et intranet	En attente
46	2022-2023	Former les contributeurs web aux règles pour l'accessibilité des contenus	Terminée

3.3. Accroître l'accessibilité des ressources documentaires

47	2023-2024	Réaliser une enquête de publics auprès des usagers en situation de handicap	En attente
48	2023	Associer le référent handicap dans tout projet de réaménagement au sein des BU	Terminée
49	2023	Mettre à jour la « fiche ressources » fournie aux étudiants par le PHE	Terminée
50	2023-2024	Proposer un répertoire des ressources électroniques accessibles	Terminée
51	2022-2023	Adapter les durées et modalités de prêt	Terminée
52	2022-2023	Mettre à disposition à la BU Manufacture le télé-agrandisseur du Pôle handicap	En cours
53	2023-2024	Proposer un espace « Accessibilité » sur le site des BU	Terminée
54	2023	Proposer une formation des agents d'accueil des bibliothèques	Terminée

Avancement en détail

Axe 4- Sensibiliser au Handicap et à l'Inclusion

4.1. Sensibiliser par les actions culturelles

55	2023-2027	Sensibiliser au handicap par la pratique artistique	Terminée
56	2022-2027	Améliorer l'information sur les ateliers de pratique artistique	Terminée
57	2022-2027	Favoriser l'accès aux manifestations culturelles	Terminée
58	2023	Améliorer l'accompagnement des personnes en situation de handicap dans les activités culturelles	Terminée

4.2. Sensibiliser par les activités sportives

59	2022-2027	Adapter les enseignements sportifs au public en situation de handicap	En cours
60	2023-2027	Proposer un enseignement pour les clubs handisports	En attente
61	2023-2027	Accueillir un club handisport dans nos locaux	Terminée
62	2023	Proposer un enseignement handisport en inter-U	Action lancée
63	2023-2027	Sensibiliser au handicap dans le cadre de la fête des sports	Terminée

4.3. Sensibiliser par la communication institutionnelle

64	2023	Créer un onglet « Université Handi accueillante »	En cours
65	2023	Améliorer la communication du Pôle Handicap Étudiant	En cours

Quelques actions témoins

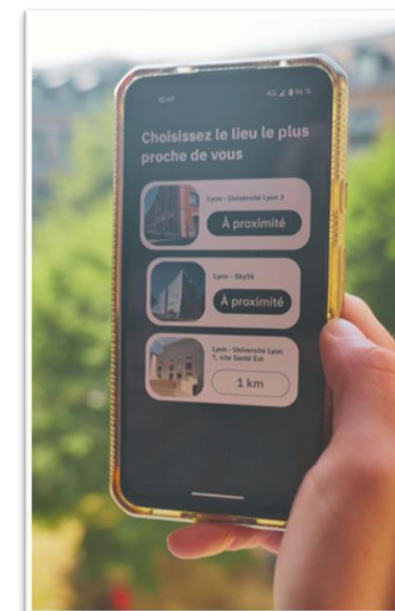
Des actions de **formation** :

- ✓ Nouveaux personnels (MCF stagiaires / BIATSS) ; Agents BU ; Étudiants-médiateurs du Point Culture
- ✓ Lancement d'un espace intranet « Pour un enseignement inclusif »



De nouveaux **outils** :

- ✓ Handi-exams : Transmission des notifications d'aménagements
- ✓ Evelity : Solution de guidage inclusive
- ✓ Sous-titrage des vidéos pédagogiques
- ✓ Robots de téléprésence
- ✓ U3e : Réseau d'entreprises handi-accueillantes



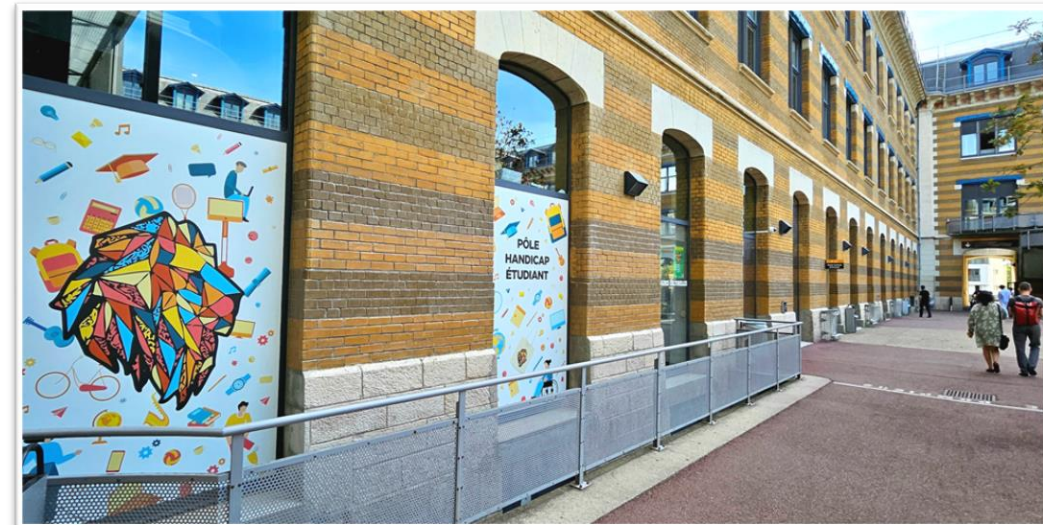
Quelques actions témoins

De nouveaux modes d'**organisation** :

- ✓ Renforcement de la fonction Référent Handicap dans les composantes
- ✓ Bonification « Solidarité – Handicap » pour le don de notes
- ✓ Formalisation de la Commission Retour et Maintien dans l'Emploi
- ✓ Adaptation des durées et modalités prêts BU
- ✓ Priorisation des actions de maintenance / équipements d'accessibilité

Des actions de **sensibilisation** et de communication :

- ✓ Espace Accessibilité site BU
- ✓ Fête des Sports
- ✓ Atelier Théâtre plurilingue dont LSF
- ✓ Vitrophanie PHE



Quelques actions témoins

Schéma Directeur
Handicap

UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 1
2023-2027



Sensibilisation à la RQTH

→ Diminution de la
contribution au FIPHFP
(6% BOE)

→ En 2023, 62 agents
recensés avec RQTH,
pour un taux d'emploi
direct de 4,55%
(Taux moyen ESR :
3,5%).

Historique déclarations

Identité de l'établissement

N° BCR : 01BJD111
N° Contrat : 0AAH89AH
N° SIRET : 19692437700282

Nom employeur : UNIVERSITE DE LYON ■ JEAN MOULIN
Adresse employeur : 1 C AVENUE DES FRERES LUMIERE
69372 LYON CEDEX 08

Liste déclarations

Exercice ↕	Date déclaration ↕	Type ↕	Statut déclaration ↕	Nombre ETP ↕	Tx bénéficiaire ↕	Solde contribution ↕	Etat de solde ↕
2023	24/04/23	I	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 333,00	4,55 %	62 262,63	0,00
2022	15/04/22	M	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 333,00	3,45 %	174 833,70	0,00
2021	19/04/21	I	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 307,20	3,28 %	201 107,23	0,00
2020	18/06/20	I	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 299,30	3,60 %	121 919,03	0,00
2019	12/04/19	M	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 304,00	3,28 %	68 728,04	0,00
2018	29/05/18	I	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 308,00	2,75 %	133 542,36	0,00
2017	19/05/17	I	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 302,00	2,22 %	55 225,95	0,00
2016	08/06/16	M	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 232,60	2,76 %	27 268,32	0,00
2015	12/06/15	M	Effectuée - Assujetti avec contribution	1 069,00	3,07 %	3 900,17	0,00
2014	21/05/14	I	Effectuée - Assujetti sans contribution	361,30	2,93 %	0,00	0,00

Au-delà du SDH

- COMP : Objectif signature de l'établissement
- Aide à l'Appareillage Auditif
- Duoday 2023
- Accueil du Forum académique « Préparer son entrée dans l'enseignement supérieur »
- Unicap – Exposition Photographique
- Organisation du Séminaire Include



Délibération n° D2024-03-10-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Bernard GAUTHIEZ, vice-président chargé de la transition écologique et solidaire a présenté aux membres du conseil d'administration le bilan du plan de sobriété hiver 2022-2023.

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-03-11-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants et l'article L. 953-2 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis du CSAE le 20 février 2024,

Sur proposition du directeur général des services,

Après en avoir délibéré,

Décide

de rendre un avis favorable sur l'organisation des services centraux de l'université Jean Moulin, telle que présentée dans l'arrêté n°24-077, joint à la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	24
✓ Nombre de voix pour :	18
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstentions :	6

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

**Arrêté n° 24-077 fixant l'organisation des services centraux
de l'université Jean Moulin**

Le président de l'université Jean Moulin,

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 953-2 ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Après avis du comité social d'administration du 20 février 2024 ;

Après avis du conseil d'administration du 12 mars 2024,

Sur proposition du directeur général des services,

Arrête

Article 1^{er} – En application des dispositions du règlement intérieur de l'université, le directeur général des services assure, sous l'autorité du président, la direction, l'organisation et le fonctionnement des directions et services suivants :

- direction de l'immobilier et de la logistique (DIL),
- direction de l'information décisionnelle et de l'appui au pilotage (DIDAP),
- direction de la recherche et des études doctorales (DRED),
- direction des affaires financières et des achats (DAFA),
- direction des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI),
- direction des études et de la vie universitaire (DEVU),
- direction des relations internationales (DRI),
- direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS),
- direction du numérique (DNUM),
- service des affaires culturelles,
- service édition,
- service hygiène et sécurité.

Sont rattachés au président de l'université le cabinet de la présidence et le service de la communication et des partenariats.

Est rattachée à l'agent comptable de l'université, au regard de ses compétences et responsabilités propres, l'agence comptable.

Article 2 – Pour l'exercice de ses missions, le directeur général des services est assisté de deux directrices générales des services adjointes, respectivement en charge de la direction des ressources humaines et des relations sociales et de la direction des affaires financières et des achats, mentionnées à l'article précédent.

Article 3 – Les missions, l'organisation et les coordonnées des directions et services mentionnés dans le présent arrêté sont publiées sur le site internet de l'université, pour assurer leur accessibilité au public. Il appartient à chaque directeur ou chef de service d'assurer la mise à jour des informations publiées.



Arrêté n° 24-077 fixant l'organisation des services centraux de l'université Jean Moulin

Article 4 – Les agents qui, au sein des services et directions, ont une fonction règlementée (notamment conseiller de prévention, responsable de la sécurité des systèmes d'informations, délégué à la protection des données) disposent d'un acte qui fixe les contours de leur mission particulière dans le respect de la réglementation.

Article 5 – Le présent arrêté est affiché sur les panneaux d'informations administratives de l'université et publié sur ses sites intranet et internet.

Article 6 – Le directeur général des services de l'université Jean Moulin est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 mars 2024

Le président de l'université Jean Moulin

Éric CARPANO

Délibération n° D2024-03-12-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-07-16-ins du conseil d'administration du 5 juillet 2022 approuvant les statuts de l'U.F.R « Lettres et Civilisations » ;
Vu l'approbation par le conseil de l'U.F.R « Lettres et Civilisations » des statuts modifiés lors de la séance du 20 février 2024,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

La doyenne de l'U.F.R. « Lettres et Civilisations » a porté un projet de modification de dénomination de l'U.F.R. Des modalités de consultation des membres du conseil concernant le changement de dénomination, puis le choix du nom, ont été présentés et approuvés lors des conseils du 5 décembre 2023 et du 29 janvier 2024. La nouvelle dénomination qui a été retenue suite au vote des membres du conseil lors de la séance du 29 janvier 2024 est la suivante : « Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés ».

Pour être effective, cette nouvelle dénomination implique une modification des statuts de l'U.F.R. approuvés par délibération du conseil d'administration du 5 juillet 2022.

Conformément à l'article L. 713-1 du code de l'éducation, les composantes déterminent leurs statuts qui sont approuvés par le conseil d'administration de l'université. L'article 29 des statuts de l'U.F.R. « Faculté des Lettres et Civilisations » précise que la modification des statuts doit être adoptée par le conseil à la majorité des deux tiers des membres qui le composent.

Des statuts modifiés ont été soumis à l'approbation des membres du conseil de l'U.F.R. en séance du 20 février 2024. Ils doivent désormais être soumis à l'approbation des membres du conseil d'administration.

Cette modification des statuts est l'occasion de réviser certains articles. Les statuts modifiés soumis à l'approbation du conseil de l'U.F.R. en séance du 20 février 2024 concernent ainsi :

- le changement de dénomination de l'U.F.R. ;
- l'ajout du terme « modifiés » concernant les statuts de 2019 de l'université, modifiés en 2023 (article 1^{er}) ;
- la mise en conformité de certains articles qui imposent des conditions plus restrictives ou contradictoires au code de l'éducation, et qui ne s'appliquent donc pas en raison de leur caducité (articles 5, 9, 12 et 19) ;
- des précisions sur la majorité requise pour certaines modifications (articles 25 et 29).



CONSEIL D'ADMINISTRATION

12 mars 2024

Décide

Les statuts de l'U.F.R. « Faculté des Lettres et Civilisations » approuvés par la délibération n° D2022-07-16-ins du conseil d'administration du 5 juillet 2022 sont ainsi modifiés :

Article 1 :

La dénomination « Faculté des Lettres et Civilisations » est remplacée par la dénomination « Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés ».

Article 2 :

À l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er}, après le mot « statuts », il est ajouté le terme « modifiés ».

Article 3 :

À l'alinéa 1^{er} et 2nd de l'article 5, les termes « dont un si possible par grandes disciplines enseignées » sont supprimés.

Article 4 :

Les deux dernières phrases de l'article 9 sont supprimées.

Article 5 :

L'article 12 est ainsi modifié :

1. les termes « et qui doit être un enseignant-chercheur permanent de l'U.F.R. » sont supprimés ;
2. il est inséré après la 1^{ère} phrase, une phrase ainsi rédigée : « Il est choisi parmi les enseignants-chercheurs, les enseignants ou les chercheurs qui participent à l'enseignement, en fonction dans l'U.F.R. ».

Article 6 :

À l'article 19, l'alinéa 7 est supprimé.

Article 7 :

À l'article 25, la dernière phrase est supprimée.

Article 8 :

L'article 29 est ainsi modifié :

- après le terme « membres », il est ajouté les termes : « en exercice ».
- les termes « qui le composent » sont supprimés.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	24
✓ Nombre de voix pour :	17
✓ Nombre de voix contre :	6
✓ Nombre d'abstention :	1

Lyon, le 12 mars 2024

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**

Gilles BONNET

Statuts de l'U.F.R « Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés »

Version consolidée au 12 mars 2024

Titre I- DENOMINATION, MISSIONS ET COMPOSITION

Art. 1 :

L'unité de Formation et de Recherche (U.F.R) dénommée « Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés » est une composante de l'Université Jean Moulin Lyon 3, conformément aux statuts modifiés de l'Université adoptés en CA le 8 janvier 2019 et aux dispositions de l'article L.713-1 et L.713-3 du code de l'Education.

Elle a pour missions :

- d'assurer l'inscription pédagogique des étudiants ;
- d'assurer aux étudiants, en liaison notamment avec d'autres composantes de l'université (U.F.R. et Instituts) et d'autres établissements d'enseignement supérieur, notamment ceux de la Région, une formation universitaire (formation initiale et continue) dans les deux domaines « Arts-Lettres-Langues » et « Sciences Humaines et Sociales » correspondant au périmètre des Départements suivants : Langues et littératures anciennes, Lettres, Histoire, Géographie & Territoires, Aménagement et sciences des territoires, Sciences de l'Information et de la Communication. Elle assure ses enseignements conformément aux textes en vigueur, notamment en ce qui concerne les diplômes nationaux et les diplômes propres qu'elle pourrait créer avec l'accord de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire et du Conseil d'administration de l'Université.
- d'assurer la formation des futurs enseignants de lettres et sciences humaines de tous les degrés, notamment par leur préparation aux concours de recrutement de l'Education Nationale ;
- de former les étudiants à la recherche, notamment en lien avec les unités de recherche qui sont dans le périmètre de la Faculté et de fournir aux enseignants et aux étudiants de la Faculté les moyens d'une recherche individuelle et collective et d'en publier les résultats ;
- d'assurer la formation des étudiants à toutes les filières professionnelles de sa compétence ;
- de contribuer au développement culturel et international de l'Université.

Art. 2 :

Pour les enseignements, la Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés assure aux étudiants

- une préparation à tous les diplômes nationaux habilités de :
 - Géographie et Aménagement
 - Histoire
 - Lettres classiques
 - Lettres modernes
 - Sciences de l'Information et de la Communication ;
- une préparation à divers concours de la fonction publique et notamment aux concours de recrutement des professeurs ;
- une préparation à des diplômes d'université et diplômes d'établissement.

Pour la recherche, la Faculté assure des enseignements de Master et l'encadrement de thèses de doctorat, et reconnaît aux Départements et aux Unités de recherche qui lui sont rattachées la liberté nécessaire à leur discipline particulière, sous réserve des pouvoirs dévolus à la Commission de la Recherche de l'Université.

Art. 3 :

La Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés est composée de Départements à vocation pédagogique et des deux Unités de recherche, l'UR ELICO et l'UR MARGE, qui lui sont rattachées.

Conformément à la loi du 26/11/1984 sur l'Enseignement Supérieur, la Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés est administrée par un Conseil élu et dirigée par un Doyen élu par ce Conseil.

A- LE CONSEIL**Art. 4 :**

Le Conseil est composé de 30 membres élus, répartis comme suit : 12 membres enseignants, 2 représentants du personnel B.I.A.T.S, 10 étudiants et 6 personnalités extérieures.

Art. 5 :

Pour assurer la représentation des structures internes de la Faculté sur les listes de candidatures, les membres enseignants se répartissent comme suit :

- 6 membres appartenant au collège A des professeurs et personnels assimilés : Lettres classiques ; Lettres modernes ; Histoire ; Géographie et Aménagement ; Sciences de l'information et de la Communication.
- 6 membres appartenant au collège B des autres enseignants et personnels assimilés professeurs ou assimilés : Lettres classiques ; Lettres modernes ; Histoire ; Géographie et Aménagement ; Sciences de l'information et de la Communication.

Le respect de ces dispositions sera assuré par les modalités de dépôt de candidature.

Art. 6 :

Les enseignants sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un tour avec possibilité de listes incomplètes, sous réserve qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre de sièges à pourvoir et qu'elles soient composées alternativement d'un candidat de chaque sexe, à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage.

Art. 7 :

Les chargés d'enseignement tels qu'ils sont définis à l'art. 54 de la loi du 26/01/1984 sont inscrits sur les listes électorales du collège B évoqué à l'art. 5, sous réserve qu'ils accomplissent dans l'U.F.R. un nombre d'heures effectives d'enseignement au moins égal à la moitié des obligations statutaires d'enseignement de référence des personnels enseignants, et qu'ils en fassent la demande.

Les chargés d'enseignement de statut universitaire sont tenus d'accomplir le tiers des obligations de services de référence dans l'U.F.R. susvisée.

Art. 8 :

Les représentants des personnels B.I.A.T.S sont élus dans les mêmes conditions que les enseignants.

Art. 9 :

Les étudiants sont élus pour 2 ans au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle, au plus fort reste, sans panachage, avec possibilité de listes incomplètes, sous réserve qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié des sièges à pourvoir et qu'elles soient composées alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Art. 10 :

Le Conseil comprend 6 personnalités extérieures dont le mandat est de 4 ans :

- 3 représentants des collectivités territoriales et des activités économiques : 1 du Conseil départemental ou de la Métropole de Lyon, 1 de l'ADERLY, 1 de la CCI Lyon Métropole.
- 3 personnalités proposées par le Conseil à titre personnel et ensuite élues par le Conseil au scrutin uninominal majoritaire à 2 tours.

Art. 11 :

Le directeur et le responsable administratif de l'U.F.R. participent aux séances du Conseil avec voix consultative, sauf s'ils en sont membres élus.

Les directeurs de départements ont le statut d'invités permanents et participent aux séances du Conseil avec voix consultative, sauf s'ils en sont membres élus.

Le directeur de l'U.F.R. est habilité à inviter à participer ponctuellement aux débats toute personne en raison de ses compétences.

B – LE DIRECTEUR**Art. 12 :**

L'U.F.R. « Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés » est dirigée par un Directeur qui a le titre de Doyen. Il est choisi parmi les enseignants-chercheurs, les enseignants ou les chercheurs qui participent à l'enseignement, en fonction dans l'U.F.R.

Il est élu par le Conseil au scrutin uninominal et à bulletin secret. La majorité absolue des membres composant le Conseil est requise aux deux premiers tours ; la majorité relative suffit au 3^{ème} tour. En cas de partage égal des voix, compte non tenu des bulletins blancs et nuls, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

Art. 13 :

Le Doyen est élu pour 5 ans renouvelable une fois.

Pour l'élection du Doyen, le Conseil se réunit à l'initiative et sous la présidence de son doyen d'âge.

Art. 14 :

Le Doyen est assisté d'un ou plusieurs assesseurs enseignants, dont l'un, qui a le titre de vice-doyen, assure l'intérim en cas d'empêchement temporaire du Doyen ou de vacance, Il est assisté également d'au moins un assesseur étudiant. Les assesseurs sont élus selon la même procédure que le Doyen. Le ou les assesseurs enseignants sont élus pour 5 ans, le ou les assesseurs étudiants pour 2 ans. Un droit de proposition est reconnu au Doyen pour le choix des assesseurs. L'assesseur enseignant, qui a le titre de vice-doyen, organise par ailleurs, en cas de vacance, l'élection du Doyen conformément à l'article 15.

Art. 15 :

En cas de vacance définitive du poste de Doyen, l'élection du nouveau Doyen est organisée par l'assesseur enseignant, qui a le titre de vice-doyen, dans un délai raisonnable (1 à 2 mois) après la date de vacance définitive. Son mandat aura une durée de 5 ans à compter de cette élection.

Titre II– MODALITES ELECTORALES**Art. 16 :**

En ce qui concerne l'établissement des listes électorales, les dépôts de candidatures, l'exercice du droit de suffrage, la Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés se conformera aux dispositions réglementaires en vigueur.

Art. 17 :

Lorsqu'un membre élu du Conseil perd la qualité au titre de laquelle il a été élu, ou lorsque son siège devient vacant, il est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par le

candidat de la même liste venant immédiatement après le dernier candidat élu. En cas d'impossibilité, il est procédé périodiquement à un renouvellement partiel par élection, aux dates fixées par le Président, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant le terme du mandat.

Titre III– FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Art. 18 :

Le Conseil se réunit au moins trois fois par an, sur convocation du Doyen. La convocation est de droit sur demande du tiers des membres du Conseil. Les séances du Conseil ne sont pas publiques. Le procès-verbal est communiqué aux membres du Conseil en vue de son approbation et une fois approuvé, est publié et diffusé sur l'espace intranet de la Faculté dans un délai de 15 jours.

Article 19 :

Par ses délibérations qui sont transmises aux différentes instances compétentes et décisionnaires de l'université, le Conseil statue sur l'ensemble des questions concernant l'U.F.R, qu'elles soient à l'initiative de celle-ci ou des départements en particulier :

- les modifications des statuts ;
- les liens avec les autres composantes, U.F.R et Instituts, de l'université ;
- les modalités et moyens pédagogiques. Il valide en particulier les responsabilités pédagogiques.
- la création d'enseignements nouveaux ;
- l'organisation semestrielle/annuelle des enseignements ;
- le règlement des examens des diplômes nationaux et les modalités de contrôle des connaissances et des compétences des enseignements pour la délivrance des diplômes ;
- l'organisation de manifestations pédagogiques, culturelles, scientifiques
- le soutien aux projets portés par les associations étudiantes de ses filières.

Art. 20 :

Le Conseil élabore le règlement intérieur de la Faculté, l'approuve et peut le modifier à la majorité simple. Il approuve les règlements intérieurs des Départements et ceux des Unités de recherche dans le périmètre de l'U.F.R. Il examine les projets de contrat ou de convention qui seront soumis au Conseil d'administration de l'Université.

Art. 21 :

Le Conseil définit la politique pédagogique de l'U.F.R. sur les propositions des départements et suit le pilotage pédagogique et la mise en œuvre de l'offre de formation. Il suit également la mise en œuvre de la politique de Recherche portée par les Unités de recherche et animée par les enseignants-chercheurs de la Faculté. Il propose à chacune des instances compétentes de l'Université les programmes pédagogiques de l'U.F.R., ses projets de nouvelles filières et ses actions de production et d'animation de la recherche.

Art. 22 :

Le Conseil sur proposition du Doyen vote le budget de l'U.F.R. et approuve les comptes de l'exercice précédent.

Art. 23 :

Un membre du Conseil peut se faire représenter à une séance en confiant un mandat à un autre membre. Nul ne peut être porteur de plus de deux mandats et d'un seul mandat pour l'élection du Doyen.

Art. 24 :

Le Doyen organise les élections et préside le Conseil. Il a la qualité pour fixer l'ordre du jour, préparer les délibérations du Conseil et assurer l'exécution de ses décisions.

Titre IV – LES DEPARTEMENTS

Art. 25 :

Six départements à vocation pédagogique composent la Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés. Ils réunissent les enseignants titulaires et contractuels relevant des disciplines et des sections du

C.N.U. (7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème}, 71^{ème}) qui sont dans le périmètre de l'U.F.R. :

- le département d'Aménagement et des sciences des territoires;
- le département Géographie & Territoires ;
- le département d'Histoire ;
- le département des Langues et littératures anciennes ;
- le département des Lettres ;
- le département des Sciences de l'Information et de la Communication.

Art. 26 :

Chaque département est géré, pour un mandat de 2 ans renouvelable, par un(e) directeur/directrice ou deux co-directeurs/co-directrices, élu(es) par les enseignants titulaires du département selon des modalités qui sont définies par un règlement intérieur du département, lequel est approuvé par le Conseil de l'U.F.R.

Art. 27 :

La direction du département est chargée de la gestion et de l'animation du département. Elle convoque des réunions de l'équipe pédagogique au moins deux fois par an, qui donnent lieu à la rédaction d'un compte-rendu, et elle en informe le Doyen.

La direction du département a la charge :

- de gérer les ressources budgétaires que l'U.F.R. alloue annuellement aux départements pour leur fonctionnement ;
- d'organiser la répartition des services d'enseignement des enseignants titulaires, contractuels et vacataires pour la proposer au Doyen de la Faculté au début de chaque année universitaire ;
- de transmettre au Doyen la liste nominative des responsables pédagogiques pour l'année universitaire, en vue d'une présentation et validation en Conseil.
- de coordonner, en lien avec les enseignants responsables pédagogiques de formations, l'organisation des enseignements.

Art. 28 :

Chaque département définit ses besoins en personnels et en moyens et transmet ses demandes au Doyen.

Titre V – DISPOSITION FINALE

Art. 29 :

Des modifications de statuts peuvent être proposées à l'initiative du directeur de l'U.F.R. ou du tiers des membres en exercice du Conseil.

La modification des statuts de l'U.F.R. doit être adoptée par le Conseil à la majorité des 2/3 des membres en exercice.

Statuts adoptés en conseil d'administration du 05 juillet 2022 par la délibération n° D2022-07-16-ins et modifié en conseil d'administration du 12 mars 2024 par la délibération n°D2024-03-12-ins, suite à l'approbation du conseil de l'U.F.R. en séance du 20 février 2024.

Délibération n° D2024-03-13-Ins

Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Elit

le bureau de l'université, dont la composition est décrite ci-dessous :

➤ L'équipe des vice-présidents :

- Monsieur Gilles BONNET, premier vice-président chargé du conseil d'administration, du pilotage et de la stratégie numérique ;
- Monsieur Marc BONINCHI, vice-président chargé des affaires générales et institutionnelles ;
- Madame Nathalie KRIEF, vice-présidente chargée de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle ;
- Madame Isabelle DELPLA, vice-présidente chargée de la recherche ;
- Madame Christine FERRARI-BREEUR, vice-présidente chargée des affaires sociales et de la qualité de vie au travail ;
- Monsieur Manuel JOBERT, vice-président chargé de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie ;
- Monsieur Christophe PASCAL, vice-président chargé de la formation professionnelle, des partenariats et des relations entreprises ;
- Monsieur Franck MARMOZ, vice-président chargé des finances et du patrimoine ;
- Monsieur Bernard GAUTHIEZ, vice-président chargé de la transition écologique solidaire ;
- Madame Vanina JOBERT, vice-présidente chargée de l'égalité et de la lutte contre toutes les discriminations ;
- Monsieur Naïl KLIQUA, vice-président étudiant à la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique, en charge notamment des questions de vie étudiante en lien avec les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- Monsieur Louis-Antoine GRANJON, second vice-président étudiant

➤ Les doyens et directeurs de composante :

- Monsieur Thierry GONTIER, doyen de la faculté de philosophie ;
- Monsieur Olivier GOUT, doyen de la faculté de droit ;
- Madame Sylvène EDOUARD, doyenne de la faculté des lettres et civilisations ;
- Monsieur Alessandro MARTINI, doyen de la faculté de langues ;
- Monsieur Jérôme TRAVARD, directeur de l'institut universitaire de technologie ;
- Madame Marie-Christine CHALUS, directrice de l'institut d'administration des entreprises.

➤ Le directeur général des services, Monsieur Mathieu VILES

La présente délibération abroge la délibération n° D2023-09-03-Ins du conseil d'administration du 19 septembre 2023.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	24
✓ Nombre de voix pour :	21
✓ Nombre de voix contre :	3
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-03-14-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L 714-1 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2023-09-10-fin du 19 septembre 2023 approuvant les tarifs pour la vente de tickets cinéma aux personnels de l'université Jean Moulin Lyon,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Le tarif des tickets cinéma PATHE et GRAC augmentent. Le SACSO propose de maintenir les prix de revente aux personnels.

Décide

- d'approuver les tarifs pour la vente de tickets cinéma aux personnels de l'université Jean-Moulin :

Prestataire	Prix d'achat avril 2023	Prix de revente aux personnels 2023	Prix d'achat septembre 2023	Prix de revente aux personnels 2023
UGC	6,85€	5,00€	6,85 €	5,00 €
Pathé	8,90€	5,50 €	9,90€	5,50 €
CGR Brignais	7,20€	4,00 €	7,40 €	4,00 €
GRAC	5,50 €	3,50€	5,90€	3,50 €

- Pour l'ensemble des enseignes de cinéma, les achats seront effectués directement chez le prestataire.
- Cette autorisation est valable pour la durée de l'année civile en cours. Une nouvelle autorisation devra être demandée au titre de chaque année civile. Dans le cas où un ou plusieurs des prestataires imposeraient une augmentation du prix de vente en cours d'année civile, il conviendra de demander une nouvelle délibération, sauf si l'augmentation par le prestataire est inférieure ou égale à 3%.
- Les stocks de billets cinémas invendus 60 jours avant la date de péremption pourront être ponctuellement mis en vente sous forme d'offre promotionnelle ; le SACSO peut proposer un prix de revente aux personnels minoré de 50% pour chacune des enseignes.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 24 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 24 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 0 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

Lyon, le 12 mars 2024

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-03-15-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2024-02-G-020	Association sportive Jean Moulin Lyon 3	Convention de subvention FSDIE

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓	Nombre de membres présents et représentés :	24
✓	Nombre de voix pour :	24
✓	Nombre de voix contre :	0
✓	Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET



Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Sportive Jean Moulin Lyon 3
N°2024-02-G-020

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association sportive Jean Moulin Lyon 3

Dont le siège social se situe : 6 cours Albert THOMAS, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Laurent CARLINO

Numéro d'enregistrement à la Préfecture 9-2003

Ci-après nommée « l'AS Lyon 3 »

D'autre part,

Préambule

L'AS Lyon 3 a formulé une demande de subvention de 4 655 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université pour son projet intitulé « Stage à Bavella, Corse ».

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 16 janvier 2024 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 23 janvier 2024, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 3 000 € pour ce projet.

Selon les dispositions de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ». Ce seuil a été fixé à 23 000 € par an, selon le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001. L'AS Lyon 3 ayant bénéficié de 65 000 € de subvention de la part de l'Université pour l'année 2024, la conclusion d'une convention est donc nécessaire.

Article 1^{er} – Objet de la subvention

La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 3 000 € attribuée à l'AS Lyon 3 par l'Université pour financer le projet « Stage à Bavella, Corse » qui se déroulera en juin 2024.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet

L'Université verse la totalité des subventions à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'événement, l'AS Lyon 3 s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :

- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;
- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'AS Lyon 3 relatives à l'action, accompagné des factures.

Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET³ et signé par le président de l'AS Lyon 3. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention

L'AS Lyon 3 s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement du projet « Stage à Bavella, Corse ».

En cas de non-respect de cette obligation, l'AS Lyon 3 s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.

Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'AS Lyon 3 s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.

Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'AS Lyon 3 s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont dispose l'AS Lyon 3 pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'AS Lyon 3 déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'AS Lyon 3 dispose pour organiser la prochaine édition de l'évènement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'AS Lyon 3 s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.

Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'AS Lyon 3 sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté lors d'une année civile ultérieure, l'AS Lyon 3 s'engage à informer l'Université du report et rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité

Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'AS Lyon 3, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'AS Lyon 3 conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la



règlementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 16.02.2024

M. le président de l'université
Jean-MOULIN

M. le Président de
l'association sportive Jean
Moulin Lyon 3

Eric CARPANO



Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet

Marc BONINCHI

Laurent CARLINO

Délibération n° D2024-03-16-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
SGRI	Université Ain Shams, Le Caire-Egypte	Convention de partenariat diplômes délocalisés (DUEJF/Licence en Droit)

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	24
✓ Nombre de voix pour :	24
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET



CONVENTION DE PARTENARIAT
DIPLÔMES DÉLOCALISÉS (DUEJF / LICENCE EN DROIT)

entre

Université Ain Shams (Le Caire — Égypte)

et

Université Jean Moulin Lyon 3 (France)

Entre les signataires :

D'une part,

- **L'Université Ain Shams – Le Caire — Égypte**

Siège social : Rue Khalifa el Mamoon, Abassaïa 11566, Le Caire, Égypte

Représentant : Mme la Professeure Ghada FAROUK, Présidente de l'Université.

Représentant : Prof Dr. Mohammad SAFI, Doyen de la Faculté de droit.

D'autre part,

- **Université Jean Moulin Lyon 3 — France**

Siège social : 1, rue de l'Université, 69007 Lyon, France

Représentant : Monsieur le professeur Éric CARPANO, Président de l'Université

Représentant Monsieur le professeur Olivier GOUT, Doyen de la Faculté de droit

VU les articles L 123-4, L123-5 et D – 613-17 et suivants

VU l'arrêté ministériel d'accréditation n° 018-0285 du 13 novembre 2019 *relatif à la délivrance de diplômes nationaux*

PRÉAMBULE

La présente convention a pour objet le renouvellement de la convention de partenariat conclue entre les parties et approuvée au Conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Lyon — France) le 18 septembre 2001 et au ministère de l'Enseignement supérieur de l'Égypte le 26 septembre 2001 pour l'Université Ain Shams (Caire — Égypte).

Selon les termes de cette convention de partenariat, les parties avaient décidé d'offrir au sein de la Faculté de droit de l'Université Ain Shams (Égypte — le Caire), un enseignement de droit en langue française dans le cadre de la création d'une section française au sein de la Faculté de droit. L'enseignement de droit en langue française venait alors se substituer à certains enseignements de droit égyptien en langue arabe. La volonté des parties était alors de permettre l'acquisition par les étudiants d'une double culture juridique au moyen d'une diplomation conjointe. Par la présente convention, les parties entendent, après plus de 20 années de coopération fructueuse, renouveler et enrichir la teneur de leur accord initial.

Article 1 — Objet

La présente convention s'opère dans le contexte du passage de l'université partenaire au système de la valorisation des enseignements sous la forme de crédits (« credits hours »)

Au terme de la présente convention, l'Université d'Ain Shams, délivre aux étudiants qui en ont le niveau requis une Licence en droit égyptien (baccalaureos). Ce diplôme égyptien fera mention de leur compétence en droit, en particulier en droit français et en langue française.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 délivre aux étudiants ayant le niveau requis le Diplôme d'Études Juridiques Françaises (diplôme d'université) et le diplôme national de la licence en droit mention droit.

Enfin, les parties conviennent de maintenir leur diplomation conjointe sous la forme du diplôme d'université d'études juridiques françaises (DUEJF) désormais délivré au terme de trois années d'études sous la forme d'un diplôme d'études juridiques fondamental et sous la forme d'un diplôme national de licence en droit pour la 4^e année.

Dans la présente convention, les parties s'entendent pour annexer :

- D'une part, la nature et le contenu des enseignements qui seront impérativement dispensés en langue française par des enseignants choisis par la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3.
- D'autre part, la nature et le contenu des enseignements dispensés par des enseignants recrutés par la Faculté de droit de l'Université d'Ain Shams.

De surcroît, les parties conviennent que 60 % de ces enseignements seront dispensés par des enseignants titulaires d'un doctorat délivré par une université française.

Dans ce cadre, il est convenu que les enseignements seront dispensés par des enseignants désignés par les deux établissements partenaires selon les programmes détaillés dans l'annexe pédagogique. Des séances de coordination entre les enseignants d'un même enseignement et entre tous les enseignants sont tenues afin d'optimiser l'impact des cours et de la formation sur les étudiants.

La promotion et la communication du programme feront référence aux deux établissements partenaires.

Les enseignements de ces programmes sont dispensés en langue française, anglaise ou arabe selon les modalités prévues par l'annexe pédagogique.

Par principe, les cours ont lieu en présentiel au sein de l'Université d'Ain Shams. Par exception en cas de circonstances exceptionnelles, ils pourront être dispensés intégralement ou partiellement à distance et selon les mêmes conditions que les cours en présentiel.

Article 2 — Accès à la formation

Cette formation s'adresse aux titulaires d'un diplôme du baccalauréat égyptien et aux titulaires du baccalauréat français ou d'un diplôme reconnu équivalent.

Les titulaires d'un baccalauréat délivré par le gouvernement de la République Française, sont dispensés de la certification en langue française et des épreuves de sélection éventuelles.

Les étudiants non titulaires d'un baccalauréat égyptien doivent posséder un niveau en langue arabe suffisant pour suivre les enseignements de droit égyptien au moment de leur entrée dans le cursus selon les modalités déterminées par l'Université Ain Shams.

L'accès à la formation est prononcé par les instances des deux universités partenaires, sur proposition du jury de sélection, composé de représentants des deux facultés de droits partenaires et présidé chaque année alternativement par un représentant du Doyen de chacune des deux facultés.

L'accès à la quatrième année est prononcé par le jury de délibération de la troisième année de DUEJF. Chaque année le jury fixe notamment une note minimale requise comme seuil de sélection pour une entrée en quatrième année.

Article 3 — Inscription

Les étudiants seront inscrits comme étudiants :

- En licence en droit à l'Université d'Ain Shams
- En diplôme d'université d'études juridiques françaises de l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour les 3 premières années et en licence de droit de l'Université Jean Moulin pour la quatrième année

Les étudiants seront inscrits dans les 2 établissements. Ils payent les droits d'inscription à l'Université Ain Shams et sont exonérés de droits d'inscription à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 4 — Descriptif des diplômes

A) Structure pédagogique et administrative

Ces diplômes (D.U.E.J.F et Diplôme national de licence en droit) sont gérés par la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour les aspects pédagogiques et le Service Général des Relations Internationales de Lyon 3 pour les aspects administratifs, logistiques et financiers.

La désignation des intervenants missionnés par l'UJML3 s'effectue conformément au cadre réglementaire en vigueur et aux procédures internes de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

La coordination académique est assurée en collaboration directe avec les enseignants responsables de la formation, désignés par la Composante de chaque université partenaire.

En cas de changement de coordination, l'institution notifiera ce changement aux autres parties dans les meilleurs délais.

Un comité de direction/pilotage du programme (D.U.E.J.F. et Diplôme national de Licence en droit) se tiendra annuellement comprenant le représentant de chaque partenaire ou son délégué, les responsables de la formation à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et à Ain Shams. À titre consultatif, toute personne utile à ses travaux peut y être invitée.

Le comité de direction/pilotage a pour fonctions principales :

- Déterminer les orientations et les modalités pratiques de la formation,
- Définir les modalités de sélection des candidats,
- Assurer le suivi de la formation et la mise en place des dispositions éventuellement nécessaires à la réussite des objectifs.

B) Organisation du cursus

Le programme pédagogique de chaque diplôme délivré dans le cadre du partenariat est annexé à la présente convention sous la forme d'une annexe pédagogique. Ce programme prend en compte les éléments liés à l'approche par compétence des enseignements et de leurs modalités d'évaluation.

Pour chaque diplôme délivré, le régime des études et des modalités de contrôle des connaissances et des compétences est établi chaque année. Il fait l'objet d'une validation par les conseils des deux Facultés de droit partenaires puis par les conseils centraux de chaque université partenaire. Le règlement est annexé à la présente convention.

Le cursus des diplômes délivrés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 se déroule sur 3 années universitaires pour le D.U.E.J.F suivie d'une année pour le diplôme national de la licence en droit. Le régime des études et examens s'applique à tous les étudiants dès l'année universitaire 2023-2024.

La formation sera assurée au sein des locaux de l'Université d'Ain Shams, qui s'engage à mettre à la disposition de la formation l'ensemble des moyens nécessaires à son bon déroulement.

Article 5 — Délivrance des diplômes

Les résultats obtenus aux examens des matières de droit français sont soumis à un jury de délibération qui se réunit à Lyon à la fin de chaque année universitaire. Pour les étudiants de troisième année, le jury statue également sur la délivrance du D.U.E.J.F et la sélection pour une entrée en quatrième année sur la base des critères préalablement définis par le jury. À l'issue de la quatrième année le jury délibère sur la délivrance du Diplôme national de la Licence en droit, mention droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Le jury est défini chaque année par arrêté du Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition du Doyen de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 conformément à la réglementation en vigueur en France. En cas de partage égal des voix, la voix du président du jury est prépondérante.

L'obtention du diplôme national de Licence par l'étudiant l'autorise à postuler en deuxième année de Master de droit au sein de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 au titre des 4 années de droit déjà effectuées.

Article 6 : Visioconférence et moyens de communication électroniques

Pour l'organisation des instances de sélection, des enseignements, des épreuves, délibérations de jurys, il sera possible d'utiliser les visioconférence et moyens de communications électroniques, dans le respect du principe d'égalité des candidats et de lutte contre la fraude.

Article 7 — Aspects financiers

Les dépenses et recettes liées au partenariat sont réparties entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université d'Ain Shams selon les termes suivants :

Pour l'Université d'Ain Shams

- Recettes

- Les droits d'inscription des étudiants sont perçus par l'Université d'Ain Shams, en Livres égyptiennes
- Toutes subventions versées au soutien du programme et notamment celle du Service de coopération et d'action culturelle

- Dépenses

La rémunération des heures de cours assurées par les enseignants de l'Université d'Ain Shams et des intervenants extérieurs le cas le cas échéant, selon le taux indiqué dans le budget en annexe.

La rémunération des heures de cours effectuées par les enseignants missionnés par l'Université Lyon 3 est prise en charge par l'Université d'Ain Shams selon le taux indiqué dans le budget en annexe. L'Université d'Ain Shams délivre et transmet à l'Université Jean Moulin Lyon 3 une attestation nominative, individuelle avec mention des dates de la mission, objet, volume d'heures et montant.

Ain Shams prendra à sa charge l'intégralité des coûts de transports (billets d'avion au départ des aéroports Paris ou Genève) des enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3. L'Université Jean Moulin Lyon 3 prend à sa charge le transfert vers Lyon.

Les frais de missions des enseignants missionnés par l'Université Lyon 3 est prise en charge par l'Université d'Ain Shams (frais de visa, forfait journalier, hébergement).

L'Université d'Ain Shams :

- Met à disposition le personnel administratif, les équipements pédagogiques et l'assistance aux intervenants des programmes.
- Désigne un référent local pour la gestion et coordination du programme et de la coopération.
- Centralise les candidatures, après avoir assuré pour cela la promotion et la publicité du Programme sur l'ensemble du territoire égyptien et région.
- Rémunère le ou les responsables locaux du programme.
- Prend en charge des frais liés à l'organisation des cérémonies de remise des diplômes.
- Paie les taxes et prélèvements liés au fonctionnement du programme.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

- Recettes :

- Reversement forfait par étudiant + gestion administrative

Pour l'année universitaire 2023 2024, ce reversement ne s'appliquera pas.

A compter de l'année universitaire 2024-2025, ce reversement fera l'objet de négociations en tenant compte de l'équilibre budgétaire du programme. Ce montant pourra être révisable chaque année universitaire en tenant compte du même équilibre

– Dépenses :

L'Université Jean Moulin Lyon 3 prend en charge :

- L'organisation et la coordination administrative du programme en collaboration avec le responsable pédagogique de la formation.
- La promotion et la communication du programme
- La mise en œuvre de l'accès des étudiants du programme aux ressources numériques de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

En cas de déficit constaté par l'un des partenaires à la fin d'un exercice budgétaire au regard du budget prévisionnel, les parties feront tout leur possible pour revenir à l'équilibre.

Article 8 — Protection des données personnelles

L'Université Jean Moulin Lyon 3 étant soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.

L'Université Ain Shams est également soumise au droit égyptien applicable en matière de protection des données personnelles notamment la loi sur la protection des données personnelles no 151 de l'année 2020.

Les transferts de données personnelles respecteront la réglementation européenne et s'effectueront dans le cadre ci-après :

Exportateur de données : L'exportateur de données est :
Université Ain Shams - Université Jean Moulin Lyon 3

Importateur de données : L'importateur de données est :
Université Ain Shams - Université Jean Moulin Lyon 3

Personnes concernées : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes concernées :
Étudiants admis dans le programme, personnels enseignants et administratifs

Finalités du transfert : Le transfert est nécessaire pour les finalités suivantes :
Gestion administrative et financière du diplôme, coordination de la coopération, gestion administrative et pédagogique des dossiers étudiants.

Catégories de données : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données :

- Identité et coordonnées des étudiants, enseignants et personnel administratif
- Parcours académique de l'étudiant
- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratifs

Données sensibles (le cas échéant) : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles :

Destinataires : Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires ou catégories suivants de destinataires :

- Université Jean Moulin Lyon 3 : Pôle diplômes délocalisés — SGRI
- Université Ain Shams : service administratif, service financier
- Mises en contact des étudiants du programme avec les *alumni*

Droits des personnes concernées :

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle, sans solidarité de coût financier, dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour l'Université Ain Shams : ifed@law.asu.edu.eg

Transmission des données :

L'ensemble des données qui doivent faire l'objet d'un transfert entre les parties, seront réalisés à l'aide d'outil numérique homologués et sécurisés (Mail institutionnel, outil de transfert type file sender,...)

Article 8 — Communication

La promotion et la communication du programme feront référence aux deux établissements partenaires.

Chacune des parties autorise l'autre à faire mention du partenariat institué par le présent accord dans sa communication institutionnelle. Tous documents de communication et publications concernant ce programme devront faire figurer les logos de tous les partenaires et être soumis pour validation à l'autre partie.

Les opérations de communication autour des actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention seront prises en charge directement par les partenaires et ne feront pas l'objet de financements particuliers ni de rétrocession financière.

Article 9 — Durée

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} septembre de l'année universitaire 2023-2024. Elle est valable pour une durée de cinq ans.

Toute modification de la présente convention est soumise à l'approbation écrite des parties.

La présente convention peut être renouvelée expressément par les parties. L'évaluation du développement et de la qualité de la coopération réalisée est prise en compte lors de ce renouvellement.

Chacune des parties peut dénoncer la présente convention en respectant un préavis de 2 mois par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que cette dénonciation ne remette en cause les actions de coopération engagées.

En cas de dénonciation de la convention par l'une des parties, l'Université Jean Moulin et l'Université Ain Shams s'engagent à maintenir leurs engagements afin de permettre aux étudiants inscrits de poursuivre dans des conditions normales l'année universitaire en cours.

Les parties conviennent que l'entrée en vigueur de la présente convention nécessite la mise en place de dispositions transitoires qui seront définies dans le règlement des études à l'IFED annexé à la présente convention.



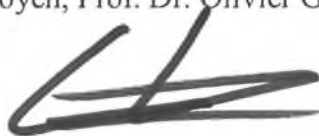
L'Université d'Ain Shams s'engage à faire reconnaître le plein effet de la présente convention auprès du conseil suprême des universités de l'État égyptien.

Article 10 — Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à favoriser le dialogue et trouver des solutions à l'amiable. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de cette convention de coopération qui n'aurait pu être résolu à l'amiable est porté devant la juridiction territoriale compétente déterminée d'un commun accord entre les partenaires.

Les litiges avec les étudiants concernant l'obtention et la délivrance des diplômes français relèvent de la compétence des juridictions françaises.

La convention est rédigée, en français, en trois (3) exemplaires identiques.

<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3</p> <p>Le Président</p>  <p>Prof. Dr. Éric CARPANO</p> <p>À Lyon, le 6.10.23</p>	<p>Pour l'Université Ain Shams</p> <p>La Présidente</p>  <p>Mme la Professeure Ghada FAROUK</p> <p>Au Caire, Le</p>
<p>Pour la Faculté de Droit</p> <p>Le Doyen, Prof. Dr. Olivier GOUT</p> 	<p>Pour la Faculté de droit,</p> <p>Le Doyen, Prof. Dr. Mohammad SAFI</p> <p>M. safi - 22/10/2023</p>

ANNEXE 1

Contacts administratifs et pédagogiques

La présente Annexe constitue une partie intégrante de la Convention. Toute modification des informations de contact de la présente Annexe fait l'objet d'une communication simple, par voie de courrier ou par messagerie électronique, aux coordonnateurs pédagogique et administratif de l'autre Partie indiqués dans la présente Annexe.

Coordination pédagogique du programme

Pour l'UJML

Prénom et NOM du coordinateur	NERI Kiara
Composante et département d'affectation	Faculté de Droit
Adresse de messagerie électronique	Kiara.neri@univ-lyon3.fr
Téléphone	04 78 78 72 62

Pour Ain Shams

Prénom et NOM du coordinateur	ATLAM Shahinaz
Structure interne d'affectation	Faculté de Droit
Adresse de messagerie électronique	Shahinaz.atlam@law.asu.edu.eg
Téléphone (Précédé de l'indicatif international)	

Coordination administrative du programme

Pour l'UJML

Service coordinateur	SGRI
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM)	Valérie TEMPERE
Adresse(s) de messagerie électronique	diplomesdelocalises@univ-lyon3.fr
Téléphone(s)	(+33) (0)X XX XX XX XX

Pour Ain Shams

Service coordinateur	Coordination administrative
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM)	Irène ATEF
Adresse(s) de messagerie électronique	irene.atef@law.asu.edu.eg
Téléphone (Précédé de l'indicatif international)	00201007070010

ANNEXE 2

Organisation pédagogique

Concernant les diplômes :

D.U.E.J.F

Diplôme national de Licence en droit

Délocalisé à l'Université d'Ain Shams, Le Caire (Égypte)

Règlement des études et des modalités de contrôle des connaissances et des compétences

1. Programme pédagogique

Les diplômes sont organisés selon le système des crédits européens (ECTS) ; ils comprennent :

- 180 crédits pour le Diplôme d'Etudes Juridiques Françaises (D.U.E.J.F) sur 6 semestres
- 240 crédits pour le Diplôme national français de licence mention droit sur 8 semestres

La répartition des ECTS par enseignement est détaillée dans la maquette pédagogique figurant en annexe.

La maquette pédagogique comprend un volume horaire de 666 heures de CM et 80 heures de TD pour le D.U.E.J. et 919 heures de CM et 80 heures de TD pour la Licence mention droit.

Les enseignements seront dispensés en langue française, anglaise et arabe par des enseignants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de l'Université d'Ain Shams.

2. Assiduité

La présence est obligatoire à toutes les séances de cours ainsi qu'aux examens.

Toutes les absences doivent être justifiées. Il appartient à l'étudiant absent de présenter un justificatif d'absence traduit en langue française. Ce justificatif est transmis dans les meilleurs délais au secrétariat de l'IFED. Ce dernier le transmet à son tour au directeur français de l'IFED.

Un étudiant ayant une absence non justifiée au cours du semestre ne peut pas se présenter aux examens de fin de semestre.

L'absence à examen terminal de fin de semestre, vaut défaillance de l'étudiant. Dans ce cas, le jury ne peut valablement délibérer sur les résultats de l'intéressé, qui ne sont pas calculés.

L'absence d'une ou plusieurs notes dans le cadre du contrôle continu des travaux dirigés, ne permet de calculer le résultat de l'étudiant qui ne pourra donc pas se présenter à l'examen terminal de la matière concernée.

En cas d'absence justifiée aux interrogations écrites du contrôle continu l'étudiant se voit attribuer la note obtenue dans le cadre du TD dans lequel il a obtenu une note. Lorsque la matière ne donne lieu qu'à un seul TD, les étudiants bénéficient d'épreuves de remplacement. En cas d'absence justifiée à un examen terminal, les étudiants bénéficient également d'une épreuve de remplacement. L'épreuve de remplacement doit se faire dans les mêmes conditions que l'épreuve initiale.

3. Évaluation des cours, contrôle des connaissances

L'évaluation des connaissances et des compétences s'effectue dans le cadre des travaux dirigés au moyen d'un contrôle continu et dans le cadre d'un examen terminal d'autre part.

L'anonymat des examens terminaux écrits est garanti.

Les cours magistraux (CM) font l'objet d'un examen terminal noté.

Les travaux dirigés (TD) font l'objet d'une évaluation en contrôle continu donnant lieu à une notation. La note de contrôle continu est établie sur la base du calcul d'une moyenne réalisée à partir de plusieurs notes telles que :

- une note d'interrogation orale et de participation,
- une note d'évaluation des travaux écrits,
- une note d'interrogation écrite en séance de TD.

L'absence d'une note rend le résultat non calculable (RNC).

A la fin de chaque semestre de l'année universitaire, sous le contrôle de la Faculté de Droit de l'Université Ain Shams, et conformément à la réglementation égyptienne, des examens seront organisés dans chacune des matières ayant fait l'objet d'un enseignement en langue française. Il s'agira, pour chaque matière, d'une épreuve écrite de deux heures au minimum. Des examens de rattrapage sont organisés pour permettre aux étudiants de passer en année supérieure tout en ayant partiellement validé l'année inférieure.

4. Dispositions transitoires

La nouvelle Convention ainsi que les nouvelles maquettes pédagogiques s'appliquent à compter du 1^{er} septembre 2023, pour l'année universitaire 2023-2024.

Les étudiants inscrits en troisième année pour l'année universitaire 2022-2023 accèdent sans sélection à la quatrième année. À l'issue de cette quatrième année, il sera délivré aux étudiants qui en ont le niveau le D.U.E.J.F ainsi que la Licence de droit.

5. Délivrance des diplômes

L'obtention du D.U.E.J.F et du diplôme national de Licence en droit nécessite la validation de la totalité des crédits affectés aux matières françaises et égyptiennes.

La délivrance du diplôme national de Licence en droit sera soumise à un niveau de certification en langue française de niveau DALF C1 du cadre européen de certification en langue.

Les résultats obtenus aux examens des matières de droit français sont soumis à un jury de délibération qui se réunit à Lyon à la fin de chaque année. Pour les étudiants de 3^{ème} année le jury statue sur la délivrance du diplôme d'Université d'Etudes Juridiques Françaises ainsi que sur l'admission en 4^{ème} année, qui est sélective. Pour les étudiants de 4^{ème} année le jury statue sur la délivrance du diplôme national de Licence en droit. Le jury est défini chaque année par arrêté du Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition du Doyen de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 conformément à la réglementation en vigueur en France. Un enseignant de l'Université d'Ain Shams peut siéger au sein du jury en présentiel ou à distance. En cas de partage égal des voix, la voix du Président du jury est prépondérante.

Les résultats seront transmis à la diligence du Doyen de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 après délibération du jury.

6. Mentions

En raison des différences dans les modes de notation entre les enseignants égyptiens et français, sera établi un tableau de correspondance entre les notes, afin de ne pas pénaliser les étudiants en ce qui concerne l'obtention des mentions accompagnant la réussite à l'examen du D.U.E.J.F et de la Licence de droit. Les résultats seront transmis à la diligence du Doyen de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 après délibération du jury.

Une échelle de correspondance entre les mentions françaises et égyptiennes sera réalisée sur la base d'une équivalence entre la mention « TB » à Lyon et la mention « excellent » en Egypte.

Les mentions du diplôme national français de la Licence en droit sont attribuées aux étudiants ayant obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à :

- 13/20 est admis avec la mention assez bien
- 15/20 est admis avec la mention bien
- 17/20 est admis avec la mention très bien

Les étudiants admis au diplôme national français de la Licence en droit se voient délivrer une attestation de réussite en attendant le diplôme final.

7. Rattrapage et redoublement

Pour les étudiants n'ayant pas validé la totalité des crédits en première session, une seconde session est organisée en septembre de manière à laisser un délai de 3 semaines à l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour traiter le résultat. L'accès au rattrapage se fait dans les conditions suivantes :

- L'examen de rattrapage concerne à la fois les TD et l'examen terminal.
- En cas d'échec à l'issue des épreuves de rattrapage, les étudiants devront se réinscrire pour redoubler leur année
- Le passage dans l'année supérieure est acquis pour les étudiants ayant obtenu l'ensemble des crédits alloués aux matières juridiques enseignées en français de l'année dans laquelle ils sont inscrits. En outre, un étudiant ne peut pas passer dans une année supérieure s'il n'a pas validé des crédits sur plus de deux années consécutives. Dans ce cas, l'étudiant est admis à redoubler.

8. Envoi des copies et communication des notes

L'envoi des copies se fait sous la responsabilité de la Section française de la Faculté de droit d'Ain Shams dans les meilleurs délais après la fin des examens. À réception des copies, l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à envoyer les relevés de notes à l'Université d'Ain Shams dans un délai de 6 semaines et au plus tard le 15 juillet. La période de fermeture estivale de l'Université Jean Moulin Lyon 3 suspend ce délai. Les parties conviennent que les copies corrigées du premier semestre seront acheminées à Ain Shams par les premiers enseignants de Lyon 3 qui auront à assurer les cours du second semestre ou par transporteur international. Les copies corrigées du second semestre seront acheminées à la Section par le premier groupe d'enseignants lyonnais au premier semestre de l'année suivante ou par transporteur international.

Après la proclamation des résultats, le jury est tenu de communiquer les notes. Les étudiants ont droit, dans un délai raisonnable, à la communication de leur copie.

Les relevés de notes sont transmis aux étudiants après délibération du jury.

Programme pédagogique
Maquette D.U.E.J.F. 1ère année

Matière	Nombre d'heures d'enseignement		ECTS de la matière	Modalités des examens	
	CM	TD			
Année I			60 ECTS		
			40 ECTS		
Introduction générale au droit	2x 20h	20h	10 CM+ 5 TD = 15	Terminal écrit	Contrôle continu
Droit constitutionnel	2x 20h	20h	10 CM+ 5 TD = 15	Terminal écrit	Contrôle continu
Histoire du droit	2x 20h		6 CM+ 4 TD = 10	Terminal écrit	
			20 ECTS		
Criminologie	12h		2		
Droit économique	12h		2		
Histoire du droit musulman et égyptien moderne	24h		4		
Les sources et les principes généraux du droit égyptien	24h		4		
Droit constitutionnel égyptien	24h		4		
Langue française			4		

Cours dispensés en français par des enseignants de l'Université Lyon 3	Cours dispensés en arabe par des enseignants de l'Université Ain Shams	Cours dispensés en français par des enseignants de l'Université d'Ain Shams
--	--	---

Maquette D.U.E.J.F. 2ème année

Matière	Nombre d'heures d'enseignement		ECTS de la matière	Modalités des examens	
	CM				
Année 2			60 ECTS		
			40 ECTS		
Droit civil	2x 20h	20h	10 CM+ 5 TD = 15	Terminal écrit	Contrôle continu
Droit administratif	2x 20h	20h	10 CM+ 5 TD = 15	Terminal écrit	Contrôle continu
Droit pénal	2x 20h		6 CM+ 4 TD = 10	Terminal écrit	
			20 ECTS		
Droit civil (Sources involontaires des obligations en droit égyptien)	30h		8		
Droit égyptien des personnes, de la famille et des régimes matrimoniaux	24h		6		
Droit administratif égyptien (contentieux)	24h		6		

Cours dispensés en français par des enseignants de l'Université Lyon 3	Cours dispensés en arabe par des enseignants de l'Université Ain Shams	Cours dispensés en français par des enseignants de l'Université d'Ain Shams
--	--	---

Maquette D.U.E.J.F. 3ème année

Matière	Nombre d'heures d'enseignement	ECTS de la matière	Modalités des examens
	CM		
Année 3		60 ECTS	
		40 ECTS	
Droit Commercial	2x 20h	15	Terminal écrit
Libertés fondamentales	2 x 20h	15	Terminal écrit
Finances publiques	20h	10	Terminal écrit
		20 ECTS	
Droit égyptien des finances publiques	18h	2	
Droit fiscal égyptien	18h	2	
Droit égyptien des successions	24h	4	
Droit de la nationalité et statut des étrangers	24h	4	
Voies d'exécution (droit égyptien)	24h	4	
Droit pénal spécial égyptien	24h	4	

Cours dispensés en français par des enseignants de l'Université Lyon 3	Cours dispensés en arabe par des enseignants de l'Université Ain Shams
--	--

Maquette D.N. Licence 4ème année

Matière	Nombre d'heures d'enseignement	ECTS de la matière	Modalités des examens
	CM		
Semestre 1			30 ECTS
Unité fondamentale			24 ECTS
Droit international privé	2 x20h	8	Terminal écrit
Droit international public	2x 20h	8	Terminal écrit
Droit de l'Union Européenne	2x 20h	8	Terminal écrit
Unité complémentaire			6 ECTS
Certification DALF C1		6	

Cours dispensés en français par des enseignants de l'Université Lyon 3	Cours dispensés en arabe par des enseignants de l'Université Ain Shams
--	--

Matière	Nombre d'heures d'enseignement	Répartition des ECTS ECTS de la matière	Modalités des examens
	CM		
Semestre 2		30 ECTS	
Unité fondamentale		26 ECTS	
Droit privé approfondi	20h	5	Terminal écrit
Droit public approfondi	20h	5	Terminal écrit
Droit égyptien de la faillite	24h	5	
Droit international public (Ain Shams)	30h	6	
Droit égyptien de la procédure administrative	24h	5	
Unité complémentaire		4 ECTS	
Droit égyptien de la procédure pénale	15h	4	

Cours dispensés en français par des enseignants de l'Université Lyon 3	Cours dispensés en arabe par des enseignants de l'Université Ain Shams
--	--

	ECTS	Volume horaire LYON3	Volume horaire Ain Shams	VH TOTAL
Total	60	500	479	979
année 1	60	120	136	
Introduction générale au droit	15	40	20	
Droit constitutionnel	15	40	20	
Histoire du droit	10	40		
Criminologie	2		12	
Droit économique	2		12	
Histoire du droit musulman et égyptien moderne	4		24	
Les sources et les principes généraux du droit égyptien	4		24	
Langue française	4			
Droit constitutionnel égyptien	4		24	
année 2	60	120	118	
Droit civil	15	40	20	
Droit administratif	15	40	20	
Droit pénal	10	40		
Droit civil (Sources involontaires des obligations en droit égyptien)	8		30	
Droit égyptien des personnes, de la famille et des régimes matrimoniaux	6		24	
Droit administratif égyptien (contentieux)	6		24	
année 3	60	120	132	
Droit Commercial	15	40		
Libertés fondamentales	15	40		
Finances publiques	10	20		
Droit égyptien des finances publiques	2		18	
Droit fiscal égyptien	2		18	
Droit égyptien des successions	4		24	
Droit de la nationalité et statut des étrangers	4		24	
Voies d'exécution (droit égyptien)	4		24	
Droit pénal spécial égyptien	4		24	
année 4 (Licence accès sous conditions et sélections)	43	160	93	
Semestre 1				
Droit international privé	8	40		
Droit international public	8	40		
Droit de l'Union Européenne	8	40		
Certification DALF C1	6			
Semestre 2				
Droit privé approfondi	4	20		
Droit public approfondi	4	20		
Droit égyptien de la faillite	5		24	
Droit international public (Ain Shams)	6		30	
Droit égyptien de la procédure administrative	5		24	
Droit égyptien de la procédure pénale	2		15	

ANNEXE 3

Organisation financière

L'annexe financière précise, en complément de la convention de coopération, les modalités financières pour les programmes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 délocalisés à Ain Shams (D.U.E.J.F et diplôme de licence en droit).

1- Versement annuel à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Ce versement sera applicable à compter de l'année universitaire 2024 2025 selon échanges et montant versera à l'université Jean Moulin Lyon 3 :

Ce versement interviendra sur présentation d'une facture établie par le Service Général des Relations Internationales de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

2- Titres de transports

Ain Shams prendra à sa charge l'intégralité des coûts de transports (billets d'avion au départ des aéroports Paris ou Genève) des enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3. L'Université Jean Moulin Lyon 3 prend à sa charge le transfert aller-retour depuis/vers Lyon.

3- forfait journalier, frais de séjours

Ain Shams prendra à sa charge l'intégralité des forfaits journaliers et frais de séjour des enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 (missions d'enseignement, de sélections) selon taux indiqué dans l'annexe financière.

4- Rémunération des enseignants et intervenants en mission

Ain Shams prendra à sa charge l'intégralité des charges liées aux modules (cours magistraux et travaux dirigés) dispensés par les enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 selon taux mentionné dans l'annexe financière. L'université partenaire établira une attestation service fait individuelle mentionnant le nombre d'heures effectuées et le montant payé à l'intervenant en livres égyptiennes.

Délibération n° D2024-03-17-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
SGRI	Université Ain Shams, Le Caire-Egypte	Convention de partenariat diplôme de MASTER mention droit public délocalisé

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	24
✓ Nombre de voix pour :	24
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET



CONVENTION DE PARTENARIAT

Diplôme de MASTER délocalisé

entre

**L'Université Jean Moulin Lyon 3
(France)**

Et

**L'Université Ain Shams
(Le Caire – Égypte)**

Entre les signataires :

D'une part,

- **Université Jean Moulin Lyon 3 France**

Siège social : 1, rue de l'Université, 69007 Lyon, France.

Représentant : Président, Monsieur Eric CARPANO

Représentant de la Faculté de Droit : Doyen, Monsieur Olivier GOUT

Vu l'arrêté ministériel d'accréditation n° 018-0285 du 13 novembre 2019 *relatif à la délivrance de diplômes nationaux*

Vu les articles L 123-4, L123-5 et D – 613-17 et suivants

Vu les statuts de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Vu les statuts de la Faculté de droit

Vu la Charte des examens de l'Université Jean Moulin Lyon 3

ET

D'autre part,

- **L'Université Ain Ain – Le Caire — Égypte**

Siège social : Rue Khalifa el Mamoon, Abassaïa 11566, Le Caire, Égypte

Représentant : Mme la Professeure Ghada FAROUK, Présidente de l'Université.

Représentant : Pr Dr Mohammad SAFI, Doyen de la Faculté de droit.

PRÉAMBULE :

La présente convention a pour objet le renouvellement de la convention de partenariat pour la délivrance du master mention droit public, parcours Droit public approfondi et des affaires, délocalisé à l'Université d'Ain Shams au Caire.

Les enseignements de la seconde année de master sont effectués au sein de l'Institut Franco-Egyptien de droit (ci-après IFED) de la Faculté de Droit de l'Université Ain Shams. Le master est destiné à proposer un parcours de formation qui se situe dans la continuité du cycle d'études juridiques françaises de l'IFED.

La liste des enseignements du Master est présentée dans l'annexe pédagogique jointe à la présente convention.

Aux termes de cette convention de partenariat, l'Université Jean Moulin Lyon 3 assume la responsabilité du pilotage lié à l'organisation de la formation et de la délivrance d'un diplôme national de l'enseignement supérieur français. Dans ce cadre, l'Université Jean Moulin Lyon 3 travaille en lien avec les représentants de l'université partenaire (directeur et personnel administratif de l'IFED). La présente convention définit les modalités de cette coopération.

Article 1 — Objet

La Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (France) et la Faculté de droit de l'Université d'Ain Shams (Égypte) conviennent d'un programme de coopération débouchant sur la délivrance du diplôme suivant :

- Diplôme national français de Master droit public approfondi et des affaires

La présente convention a pour principal intérêt d'organiser la collaboration des deux entités partenaires : la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université d'Ain Shams.

Dans ce cadre, il est convenu que les enseignements seront dispensés par des enseignants désignés par les deux établissements partenaires selon les programmes détaillés dans l'annexe pédagogique. Des séances de coordination entre les enseignants d'un même enseignement et entre tous les enseignants sont tenues afin d'optimiser l'impact des cours et de la formation sur les étudiants.

La promotion et la communication du programme feront référence aux deux établissements partenaires.

Les enseignements de ces programmes sont dispensés en langue française.

Par principe, les cours ont lieu en présentiel au sein de l'Université d'Ain Shams. Par exception en cas de circonstances exceptionnelles, ils pourront être dispensés intégralement ou partiellement à distance et selon les mêmes conditions que les cours en présentiel.

Article 2 – Accès à la formation

Par la présente convention, les parties ont décidé de délocaliser la seule seconde année du master à compter de l'année universitaire 2023 2024 sur le campus de l'Université Ain Shams.

Le recrutement des étudiants est effectué selon les modalités indiquées dans l'annexe pédagogique. La sélection des candidats relève de la compétence de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3. L'Université d'Ain Shams dispose de la faculté de participer au jury de sélection des candidats.

Article 3 – Inscription

Les étudiants du Master 2 seront inscrits dans les deux universités et seront inscrits à l'Université Lyon 3 dans le Master Droit public approfondi et des affaires. Ils payent les droits d'inscription dans l'université partenaire et sont exonérés de droits d'inscription à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 4 – Descriptif du « diplôme »

A) Structure administrative

Ce master est géré par la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour les aspects pédagogiques et le Service Général des Relations Internationales de l'Université Jean Moulin

Lyon 3 pour les aspects administratifs, logistiques et financiers. L'Université d'Ain Shams apporte son soutien matériel (mise à disposition des locaux, réservation hôtel, chauffeur pour transfert aéroport-hôtel...). L'Université Jean Moulin Lyon 3 désigne un référent pédagogique local pour assurer le suivi des étudiants et la coordination de la formation.

La désignation des intervenants missionnés par l'UJML3 s'effectue conformément au cadre réglementaire en vigueur et aux procédures internes de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

La coordination académique est assurée en collaboration directe avec les enseignants responsables de la formation, désignés par la Composante de chaque université partenaire.

En cas de changement de coordination, l'institution notifiera ce changement aux autres parties dans les meilleurs délais.

Un comité de direction/pilotage du programme se tiendra annuellement comprenant le représentant de chaque partenaire ou son délégué, les responsables de la formation à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et à Ain shams. À titre consultatif, toute personne utile à ses travaux peut y être invitée.

Le comité de direction/pilotage a pour fonctions principales :

- Déterminer les orientations et les modalités pratiques de la formation,
- Définir les modalités de sélection des candidats,
- Assurer le suivi de la formation et la mise en place des dispositions éventuellement nécessaires à la réussite des objectifs.

B) Organisation du cursus

Le programme pédagogique est annexé à la présente convention.

Le cursus de la seconde année du master de droit public général et des affaires se déroule sur une année universitaire. Il vise une insertion professionnelle immédiate et forme les étudiants à la recherche.

Les enseignements sont assurés principalement en français. Les différents documents pédagogiques (bibliographie, prérequis, articles, travail à effectuer) seront déposés en temps utile sur la plateforme pédagogique MOODLE de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 5 – Délivrance du diplôme

Les règles qui s'appliquent pour la délivrance du master droit public général et des affaires sont celles décrites dans l'annexe pédagogique et son régime des études et examens.

Pour la délivrance du diplôme de Master droit public général et des affaires, le jury de délibération sera composé paritairement des représentants des deux partenaires avec voix prépondérante pour le président du jury, enseignant de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 6 – Aspects financiers

Les dépenses et les recettes liées à ce programme sont réparties entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université d'Ain Shams, selon les termes suivants (détaillé dans l'annexe financière) :

Pour l'Université d'Ain Shams

- Recettes

- Les droits d'inscription des étudiants égyptiens sont perçus par l'Université d'Ain Shams, en Livres égyptiennes
- Toute subvention versée au soutien du programme et notamment celle du Service de coopération et d'action culturelle français.

- Dépenses

- La rémunération des heures de cours effectuées par les enseignants missionnés par l'Université Lyon 3 est prise en charge par l'Université d'Ain Shams selon le taux indiqué dans le budget en annexe. L'Université d'Ain Shams délivre et transmet à l'Université Jean Moulin Lyon 3 une attestation nominative, individuelle avec mention des dates de la mission, objet, volume d'heures et montant payés,
- Ain Shams prendra à sa charge l'intégralité des coûts de transports (billets d'avion au départ des aéroports Paris ou Genève) des enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3. L'Université Jean Moulin Lyon 3 prend à sa charge le transfert aller-retour de l'aéroport à Lyon.
- Les frais de missions des enseignants missionnés par l'Université Lyon 3 est prise en charge par l'Université d'Ain Shams (frais de visa, forfait journalier, hébergement),
- Mise à disposition de personnel administratif, d'équipements pédagogiques et assistance aux intervenants des programmes
- Désignation d'un référent local pour la gestion et coordination du programme et de la coopération
- Centralisation des candidatures, après avoir assuré pour cela la promotion et la publicité du Programme sur l'ensemble du territoire égyptien et région
- Rémunération du ou des responsables locaux du programme,
- Prise en charge des frais liés à l'organisation des cérémonies de remise des diplômes.
- Paiement des taxes et prélèvements liés au fonctionnement du programme.
-

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

– Dépenses :

- Organisation et coordination administrative du programme en collaboration avec le responsable pédagogique de la formation et Ain Shams
- Promotion et communication du programme
- La mise en œuvre de l'accès des étudiants du programme aux ressources numériques de l'UJML3

En cas de déficit constaté par l'un des partenaires à la fin d'un exercice budgétaire au regard du budget prévisionnel, les parties feront tout leur possible pour revenir à l'équilibre.

Article 8 – Protection des données personnelles

L'UJML3 étant soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, relatif au RGPD, les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.

L'Université Ain Shams est également soumise au droit égyptien applicable en matière de protection des données personnelles notamment la loi sur la protection des données personnelles n° 151 de l'année 2020.

Les transferts de données respecteront la réglementation européenne sur la protection des données personnelles et se feront dans le cadre ci-après :

Exportateur de données : L'exportateur de données est :

Pour Ain Shams – l'UJML3

Importateur de données : L'importateur de données est :

Pour l'UJML3 – Ain Shams

Personnes concernées : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes :

Etudiants admis dans le programme, personnels enseignants et administratifs

Finalités du transfert : Le transfert est nécessaire pour les finalités suivantes :

Gestion administrative et financière du diplôme, coordination de la coopération. Mise en relation des étudiants avec les *alumni* du programme

Catégories de données : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données :

- Identité et coordonnées des étudiants, enseignants et personnel administratif
- Parcours académique de l'étudiant
- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratifs

Données sensibles (le cas échéant) : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles :

- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratifs

Destinataires : Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires ou catégories suivants de destinataires :

- Pôle diplôme délocalisés - SGRI de l'UJML3
- Pour Ain Shams : service administratif, service financier
- Mises en contact des étudiants du programme avec les *alumni*

Droits des personnes concernées :

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle, sans solidarité de coût financier, dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser

indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :

- Pour l'UJML3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour Ain Shams : IFED@law.asu.edu.eg

Article 9 – Communication

La promotion et la communication du double diplôme feront référence aux deux établissements partenaires.

Chacune des parties autorise l'autre à faire mention du partenariat institué par le présent accord dans sa communication institutionnelle. Tous documents de communication et publications concernant ce double diplôme devront faire figurer les logos de tous les partenaires et être soumis pour validation à l'autre partie.

Les opérations de communication autour des actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention seront prises en charge directement par les partenaires et ne feront pas l'objet de financements particuliers ni de rétrocession financière.

Article 10 – Durée

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} septembre de l'année universitaire 2023-2024. Elle est valable pour une durée de cinq ans.

Toute modification de la présente convention est soumise à l'approbation écrite des parties.

La présente convention peut être renouvelée expressément par les parties. L'évaluation du développement et de la qualité de la coopération réalisée est prise en compte lors de ce renouvellement.

Chacune des parties peut dénoncer la présente convention en respectant un préavis de 1 an par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que cette dénonciation ne remette en cause les actions de coopération engagées.

Article 11 – Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à favoriser le dialogue et trouver des solutions à l'amiable. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de cette convention de coopération qui n'aurait pu être résolu à l'amiable est porté devant la juridiction territoriale compétente déterminée d'un commun accord entre les partenaires.

Les litiges avec les étudiants concernant l'obtention et la délivrance des diplômes français relèvent de la compétence des juridictions françaises.

La convention est rédigée, en français en 5 exemplaires identiques.

LYON, le

6.10.23

LE CAIRE, le

Le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3

La Présidente de l'Université Ain Shams

Prof. Dr. Éric CARPANO

Mme la Prof. Ghada FAROUK

Le Doyen de la Faculté de Droit
Prof. Dr. Olivier GOUT

Le Doyen de la Faculté de Droit
Prof. Dr. Mohammad SAFI

ANNEXE

M. safi -
22/10/2023

Contacts administratifs et pédagogiques

La présente Annexe constitue une partie intégrante de la Convention. Toute modification des informations de contact et la présente Annexe fait l'objet d'une communication simple, par voie de courrier ou par messagerie électronique, aux coordonnateurs pédagogique et administratif de l'autre Partie indiqués dans la présente Annexe.

Coordination pédagogique du programme

Pour l'UJML

Prénom et NOM du coordinateur	Efthymia LEKKOU
Composante et département d'affectation	Faculté de Droit
Adresse de messagerie électronique	efthymia.lekkou@univ-lyon3.fr

Pour Ain Shams

Prénom et NOM du coordinateur	Sherif ELATAFY
Structure interne d'affectation	Faculté de droit
Adresse de messagerie électronique	Sheriff.elatafy@law.asu.edu.eg

Coordination administrative du programme

Pour l'UJML

Service coordinateur	SGRI
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM)	Valérie TEMPERE
Adresse(s) de messagerie électronique	diplomesdelocalises@univ-lyon3.fr

Pour Ain Shams

Service coordinateur	Coordination administrative
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM)	Irene Atef
Adresse(s) de messagerie électronique	Irene.atef@law.asu.edu.eg

Annexe pédagogique

**REGLEMENT DES ETUDES ET DES ET D'EXAMENS
DU MASTER DROIT PUBLIC APPROFONDI ET DES
AFFAIRES
DIPLOME DELOCALISE
A L'UNIVERSITE D'AIN SHAMS, LE CAIRE (ÉGYPTE)**

Observation : Le présent règlement est applicable à tous les étudiants du Master droit public général et des affaires délocalisé à Ain Shams, à compter de la rentrée universitaire 2023-2024.

I.1 Nature et objectifs

Il s'agit d'un Master en droit délocalisé à l'Université Ain-Shams (Caire, Egypte), délivré sur la base d'une convention entre, d'une part, l'Université Jean Moulin Lyon 3 (UJML) et, d'autre part, l'Université de Caire.

L'UJML propose une formation menant à la délivrance d'un Master de « droit public général et des affaires ». À la fin de leur cycle de Master, les étudiants seront titulaires du grade de Master délivré par l'UJML.

L'objectif du parcours est de faire des étudiants des juristes de droit public, ayant vocation à exercer des métiers nécessitant des connaissances transversales en matière de droit public, de contrats publics, de droit de l'urbanisme, de droit public économique, et, plus largement, du droit des affaires. Ils seront capables de répondre aux attentes des acteurs locaux, des collectivités territoriales comme à celles du monde des entreprises, privées comme publiques, ou encore de devenir avocats ou magistrats auprès des juridictions administratives.

I.2 Conditions d'admission

Le Master droit public général et des affaires s'adresse aux titulaires :

- de la licence égyptienne en droit, sanctionnant quatre années d'études juridiques,
- de la licence française délocalisée (effective à partir de la rentrée universitaire 2023-2024),
- d'une 1ère année de master français en droit ainsi qu'aux titulaires d'un diplôme délivré par un autre État, qui doivent justifier d'au moins quatre années d'études juridiques.

Toutefois, il peut être tenu compte des spécificités de la formation juridique dans certains États. Dans ce dernier cas, la durée de la formation en droit ne peut être inférieure à trois années.

Tous les candidats doivent justifier de la maîtrise de la langue française, certifiée au niveau B2 au minimum selon le cadre européen commun de référence (CECR) pour les langues.

MATIERES	NOMBRE D'HEURES	CREDITS
Semestre 1	90H	23
UE 1 Compétences disciplinaires fondamentales	45H	11
Grands principes du droit public	15H	3
Droit des services publics économiques	15H	4
Contentieux administratif	15H	4
UE 2 La discipline du droit public économique	15h	4
-DPE	15H	4
UE 3 Régulation du marché	30h	8
Droit des pratiques anticoncurrentielles	15H	4
Droit de la régulation (règles générales et études sectorielles)	15H	4
Semestre 2	120H	27
UE 4 La participation au marché	15h	4
Droit de l'interventionnisme économique	15H	4
UE 5 L'appel au marché	30H	8
Les techniques contractuelles de droit public (marchés publics et concessions)	15H	4
UE 6 Les contraintes extérieures au marché	45H	9
Le droit de l'environnement	15H	3
Le droit de l'urbanisme	15H	3
Le droit pénal appliqué au droit publics des affaires	15H	3
UE 7 Droit international des affaires	30H	6
Droit international économique	15H	3
Contentieux et modes alternatifs de règlement des litiges	15H	3
UE 8 Professionnalisation		
Stage	/	10

UE 9 Recherche		
Méthodologie de la recherche	10h	
Mémoire	/	10
Total	210H	60

La sélection des candidats se fait au regard de critères qui recouvrent, notamment :

- le niveau universitaire et leurs résultats académiques antérieurs ;
- la maîtrise des langues française et, subsidiairement, anglaise ;
- la motivation ;
- le projet professionnel.

La sélection se fait sur dossier et peut impliquer un entretien avec le candidat ; la promotion sera au maximum de 25 étudiants.

I.3 Modalités d'accès

Les étudiants seront inscrits dans les 2 établissements selon les modalités et procédure définies conjointement par les 2 universités.

II. ORGANISATION PÉDAGOGIQUE DE LA FORMATION

I.1 Organisation des enseignements

Le cursus se déroule à l'Université Ain-Shams sur une année universitaire.

Les enseignements sont dispensés par des professeurs provenant de l'UJML et, éventuellement, par l'Université Ain-Shams ; les cours sont dispensés en deux semestres.

I.1.3 Maquette de formation du Master

L'offre de formation est composée de 14 matières de 15 heures d'enseignement, soit un total de 210 heures.

Chaque matière est affectée d'un coefficient égal aux crédits européens selon le système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS). Chaque unité d'enseignement est affectée d'un coefficient égal aux crédits européens qu'elle représente.

Le total des crédits nécessaires pour l'obtention du Master est 60.

La répartition par Unité et par semestre des enseignements et des crédits correspondants est la suivante :

À l'issue du second semestre d'enseignements, les étudiants en parcours professionnel doivent effectuer un stage d'une durée au moins égale à 3 mois. Les étudiants trouvent eux-mêmes leur stage avec l'aide du Responsable du Master 2 qui est seul compétent pour le valider.

Les étudiants peuvent, à défaut d'effectuer un stage, faire un mémoire de recherche dirigé par l'un des enseignants du Master. Le choix du sujet de mémoire doit être validé par le responsable du Master.

Les mémoires et les rapports de stage sont déposés sur la plateforme pédagogique de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et font l'objet d'un contrôle anti plagiat. Les mémoires font l'objet d'une soutenance organisée à distance ; les rapports de stage sont évalués par les enseignants désignés par la commission pédagogique.

II DEROULEMENT DE LA FORMATION

II.1 Assiduité aux séances de CM

L'assiduité aux enseignements est obligatoire. Le contrôle de l'assiduité est assuré par les chargés d'enseignement. En cas d'absences injustifiées, le Responsable du Master peut prononcer l'interdiction d'accéder aux enseignements et de se présenter aux examens.

L'absence à l'ensemble d'un examen de fin d'année vaut défaillance de l'étudiant. Dans ce cas, le jury ne peut pas valablement délibérer sur les résultats de l'intéressé qui ne sont pas calculés.

III CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

III.1 Nature des examens

Chaque matière fait l'objet d'un examen écrit terminal. La durée de chaque épreuve est de trois heures, organisée en fin d'année à l'issue des enseignements.

Une note égale ou supérieure à la moyenne entraîne l'attribution de l'ensemble des crédits européens correspondants.

III.2 Seconde session et consultation des copies

Pour les matières non validées de l'ensemble des semestres lors de la première session d'examens, une seconde session est organisée dans un délai raisonnable après les épreuves de fin d'année. Nul n'est admis à se présenter à plus de deux sessions d'examen.

Toutes les notes obtenues aux matières non validées en première session, et n'ayant pas entraîné l'attribution des ECTS, sont remplacées par les notes obtenues en seconde session.

Une absence injustifiée à un examen terminal de la deuxième session vaut défaillance de l'étudiant. Dans ce cas les résultats de l'étudiant ne sont pas calculés et la mention « RNC » (résultat non calculé) apparaît dans le relevé des notes.

À défaut de séance de consultation organisée en la présence de l'enseignant responsable d'une matière, l'étudiant demande à consulter ses copies à titre individuel au service de la scolarité du Master.

III.2.2 Anonymat dans le cadre des examens

Les modalités des examens terminaux garantissent l'anonymat des épreuves écrites.

IV OBTENTION DU DIPLÔME

IV.1 Capitalisation et Compensation

La capitalisation des ECTS est effective par matières, par unités d'enseignement et par semestres. Elle emporte l'acquisition des ECTS correspondants.

Chacune des matières constitutives des unités d'enseignement est capitalisée dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne équivalente à 10/20. Une matière acquise ne peut plus être repassée.

Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisées dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne ou par compensation avec les autres unités d'enseignement du Master ou en vertu de la compensation semestrielle.

L'acquisition de l'unité d'enseignement emporte l'acquisition des crédits ECTS correspondants aux matières qui la composent.

Un semestre est acquis et capitalisé, sans possibilité de s'y réinscrire, dès lors que chacune des unités d'enseignement qui le constituent est acquise. Un semestre peut également être acquis par compensation entre les unités d'enseignement du même semestre ou par compensation entre les deux semestres.

La note obtenue au mémoire ou au rapport de stage ne doit pas être inférieure à 10/20.

IV.2 Délibérations du jury

Les notes des épreuves ne sont définitives qu'après les délibérations du jury d'examen qui ont lieu en fin d'année.

Le jury d'examen délibère souverainement à partir de l'ensemble des résultats obtenus par les étudiants en tenant compte, le cas échéant, de leur assiduité aux enseignements. Il peut également tenir compte de situations personnelles qui lui auront été préalablement signalées par les étudiants concernés.

Ses délibérations sont secrètes. Les membres du jury sont tenus au secret professionnel.

Lors des délibérations, le jury peut, selon sa libre appréciation, calculer des résultats, modifier des notes d'examen terminal ou de contrôle continu, ou accorder une délibération spéciale du jury (DSJ) pour un semestre, l'année, le diplôme ou la mention.

Une DSJ sur le semestre ou l'année permet d'obtenir tous les ECTS des matières non validées. Les notes et la moyenne obtenues restent inchangées.

IV.3 Obtention du diplôme et mentions

L'étudiant obtient le grade de Master s'il obtient la moyenne égale à 10/20 à l'ensemble des examens terminaux écrits, au rapport de stage ou au mémoire et s'il a obtenu la certification en langue française C1 telle que définie par le cadre européen d'enseignement des langues.

Les mentions sont attribuées après compensation générale des notes, à la fin de l'année. La mention assez bien est accordée aux étudiants ayant obtenu au moins 13 sur 20 de moyenne générale. La mention bien est accordée aux étudiants ayant obtenu au moins 15 sur 20 de moyenne générale. La mention très bien est accordée aux étudiants ayant obtenu au moins 17 sur 20 de moyenne générale.

Moyenne	Mention
13	Assez bien
15	Bien
17	Très bien

IV.3 Redoublement

Aucun redoublement n'est autorisé, sauf dérogation accordée par le responsable de la formation.

ANNEXE 3

Organisation financière

L'annexe financière précise, en complément de la convention de coopération, les modalités financières pour le Master de l'Université Jean Moulin Lyon 3 délocalisé à Ain Shams

1- Titres de transports

Ain Shams prendra à sa charge l'intégralité des coûts de transports (billets d'avion au départ des aéroports Paris ou Genève) des enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3. L'Université Jean Moulin Lyon 3 prend à sa charge le transfert aller-retour depuis/vers Lyon.

2- forfait journalier, frais de séjours

Ain Shams prendra à sa charge l'intégralité des forfaits journaliers et frais de séjour des enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 (missions d'enseignement, de sélections) selon taux indiqué dans le budget.

3- Rémunération des enseignants et intervenants en mission

Ain Shams prendra à sa charge l'intégralité des charges liées aux modules (cours magistraux et travaux dirigés) dispensés par les enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 selon le taux horaire net de 61 euros. L'université partenaire établira une attestation service fait individuelle mentionnant le nombre d'heures effectuées et le montant payé à l'intervenant en livres égyptiennes.

Délibération n° D2024-03-18-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 12 mars 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Les conventions suivantes ont été signées par le président, sur délégation de pouvoir du conseil d'administration, et transmises pour information aux membres :

NUMERO	PARTENAIRE	OBJET
2023-10-F-066	ENS de Lyon	Convention de partenariat L3 d'arabe
2023-11-F-082	Lycée Hector Guimard	Convention de partenariat culturel
2023-12-F-088	University of North Carolina Charlotte	Convention de formation professionnelle, IAE
2023-12-F-089	ENS de Lyon	Convention de partenariat L3 Philosophie
2023-12-G-183	Ville de Lyon	Convention coopération et engagements Lyon 2030-ville climatique neutre
2023-12-G-188	Banque de France	Convention de partenariat
2023-12-G-189	Conférence des doyens de droit et de science politique	Convention de partenariat
2023-12-G-190	Editions Hermann	Avenant à la convention d'aide à la publication n°2021-11-C-270
2023-12-G-191	Association Lyon MUN	Convention de subvention FSDIE
2023-12-G-192	Mme Drew-Bear	Convention de don d'archives et d'ouvrages
2023-12-G-193	UDL	Convention de reversement à la Fondation Centre Jacques Cartier 2022-2023
2023-12-G-194	Fondation Innovation et Transitions	Avenant n°2 à la convention portant création de la « Chaire lyonnaise des droits humains et environnementaux »

2023-12-G-201	Orfis Baker Tilly	Avenant n°3 à la convention de partenariat avec l'IAE
2023-12-G-202	Mémorial prison Montluc	Convention d'occupation ponctuelle des locaux
2024-01-G-001	Chambre de commerce Franco-Américaine de New-York	Convention cadre avec l'IAE
2024-01-G-002	Chambre de commerce Franco-Américaine de New-York	Convention spécifique avec l'IAE
2024-01-G-003	Association CORAIL	Convention restauration des personnels dans les locaux de la DGFIP
2024-01-G-004	Rectorat de Lyon	Convention d'occupation temporaire du domaine public
2024-01-G-005	La Maison d'Izieu	Convention d'occupation ponctuelle des locaux
2024-01-G-006	Banque de France	Convention d'occupation ponctuelle des locaux
2024-01-G-008	Pôle lyrique d'excellence	Convention concert Pôle lyrique d'excellence
2024-01-G-009	E-graine Auvergne Rhône-Alpes	Convention Festival Les Identités Croisées
2024-01-G-010	Université Grenoble Alpes UGA	Convention formations MEDIAT-BU
2024-01-G-011	Université Grenoble Alpes UGA	Avenant n°1 à la convention formations MEDIAT-BU
2024-01-G-012	Association Lyon 3 Orchestra	Convention de subvention FSDIE
2024-01-G-013	ENS de Lyon	Avenant à la convention de partenariat mise à disposition plateforme U3E
2024-01-G-015	Société d'études latines de Bruxelles-Latomus	Avenant n°1 à la convention n°2023-10-G-150
2024-02-G-019	QMCB, CROUS	Convention agrément des points d'encaissement sur le système de paiement IZLY
2024-02-G-034	Librairie Traits d'Union	Convention d'occupation temporaire des locaux
2024-02-G-035	Librairie La Bande Dessinée	Convention d'occupation temporaire de locaux
SGR 2024	GIP « Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice »	Avenant n°2 à la convention de recherche n°21.27
SGR 2024	Syndicat de la Librairie Française	Contrat de collaboration de recherche
SGR 2024	ENS de Lyon	Convention de subvention, laboratoire Hisoma
SGR 2024	Sciences Po Lyon, ABES, etc.	Accord de consortium Mir@bel 2022

SGR 2024	UDL	Convention de reversement, projet LudiMoodle+
SGR 2024	CNRS, Centrale Lyon, Pimenko, PAPN, LIRIS, ECP	Accord de consortium LudiMoodle+
SGRI	Memorial University, Canada	Memorandum of understanding
SGRI	COMUE « université de Lyon », UGA, INP UGA, Université Savoie Mont Blanc	Convention de gestion du programme ORA 2022-2027
SGRI	Memorial University, Canada	Agreement for the exchange of students under the Memorandum of understanding
SGRI	Institut des Hautes Etudes de Management HEM, Maroc	Avenant au contrat de partenariat
SGRI	Pontificia Universidad Catolica del Peru	Addendum Memorandum of understanding and student exchange agreement
SGRI	Università degli studi di Napoli	Convention interuniversitaire de coopération LLCER
SGRI	Business Science Institute Luxembourg ASBL	Avenant n°2 à la convention de partenariat 18-755
SGRI	National University of Laos	Addendum n°1 to the partnership agreement
SGRI	Université Saint-Joseph Beyrouth	Avenant à la convention de partenariat, diplôme délocalisé, master commun droit public
SGRI	Association Jeunes Ambassadeurs	Convention de partenariat 2023-2024
SGRI	Hongik University, South Korea	Memorandum of understanding
SGRI	Hosei University, Japan	Addendum to the partnership agreement
SGRI	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en Egypte	Lettre d'intention consortium universités égyptiennes
SGRI	Musashi University, Japan	Addendum n°1 to the partnership agreement
SGRI	Universidad De Los Andes, Columbia	Student exchange agreement
SGRI	Niigata University, Japan	Student exchange agreement
SGRI	Thammasat University, Thailand	Addendum n°1 Memorandum of understanding and student exchange agreement
SGRI	Waseda University, Japan	Amendment to the partnership agreement



Lyon, le 12 mars 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,

Gilles BONNET



CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA L3 D'ARABE

2023-10-F-066

Entre

**L'Université Jean Moulin - Lyon 3,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 69372 Lyon Cedex 08**

**Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO
ci-après désignée « Université Lyon 3 »**

Et

**L'École normale supérieure de Lyon,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 15 parvis René Descartes – BP 7000 – 69342 Lyon Cedex 07**

**Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « ENS de Lyon »**

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon conviennent de coopérer pour la troisième année de la Licence Arts-Lettres-Langues, Mention Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales, Spécialité Arabe (L3 Arabe-LLCER) et établissent à cette fin la présente convention.

Préambule

La présente convention a pour objet de déterminer, entre l'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon, les modalités de fonctionnement du partenariat pédagogique concernant la L3 Arabe-LLCER, en vue de la délivrance du diplôme de Licence Arabe-LLCER.

1. Inscription administrative

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants intégrant l'ENS de Lyon sont admis de plein droit en Licence de la Faculté des Langues l'Université Lyon 3. La commission pédagogique est informée de ce dispositif.

Le responsable du cursus de L3 Arabe-LLCER à l'ENS de Lyon remettra avant le 10 septembre

de l'année universitaire la liste des normaliens concernés au secrétariat du service Scolarité de l'ENS de Lyon et au secrétariat du service de la Scolarité des L3 de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3.

Les normaliens de l'ENS de Lyon s'acquittent des droits d'inscription de la L3 et leur présence est requise comme celle des autres étudiants lors des réunions de rentrée de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3, afin qu'ils procèdent à leur inscription en TD.

2. Organisation pédagogique

2.1 Scolarité

Les enseignements sont suivis et validés à l'Université Lyon 3 ou à l'ENS de Lyon selon les tableaux suivants :

SEMESTRE 5

Université Lyon 3	ECTS	ENS de Lyon	ECTS
MAJEURE		MAJEURE	
UNITÉ D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTALE			
Civilisation arabe	2,5	Littérature arabe	2,5
Islamologie	1	Version arabe	1,5
Linguistique et dialectologie arabe	2	Thème arabe	1,5
		Pratique de la langue arabe	1,5
		Dialecte	1,5
		Grammaire et stylistique	2
UNITÉ D'ENSEIGNEMENT TRANSVERSALE			
LV2	2	Linguistique générale	2
Projet personnel et professionnel			
MINEURE		MINEURE	
		Approfondissement en langue	5
		Cultures disciplinaires	3
		Approfondissement méthodologie	2
	7,5		22,5

SEMESTRE 6

Université Lyon 3	ECT S	ENS de Lyon	ECT S
MAJEURE		MAJEURE	
UNITÉ D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTALE			
Civilisation arabe	2,5	Littérature arabe	2,5
Islamologie	1	Version arabe	1,5
Thème arabe	1,5	Pratique de la langue arabe	1
Expression française	1	Dialecte	1
Linguistique et dialectologie arabe	2		
Grammaire et stylistique	2		
UNITÉ D'ENSEIGNEMENT TRANSVERSALE			
LV2	2	Linguistique générale	2
Projet personnel et professionnel *			
MINEURE		MINEURE	
		Approfondissement en langue	5
		Cultures disciplinaires	3
		Approfondissement méthodologie	2
	12		18

Les notes obtenues à l'ENS de Lyon seront transmises par le secrétariat du service Études et Scolarité de l'École au service de la scolarité L3 de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3 qui les reportera dans le relevé de notes semestriel de ces étudiants.

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 Arabe LLCER seront soumis au régime d'examen et à la charte des examens en vigueur à l'Université Lyon 3 pour l'obtention de la troisième année de licence, sous réserve des particularités instaurées au titre de la présente convention.

2.2. Coordonnées des services et calendrier de transmission des notes

Le secrétariat du service Études et Scolarité de l'ENS de Lyon peut être contacté à l'adresse suivante :

etudes_departements_lss@ens-lyon.fr

Le secrétariat du service scolarité L3 de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3 peut être contacté à l'adresse suivante :

l3llce@univ-lyon3.fr

Le planning de transmission des notes est défini comme suit :

1^{er} semestre : début février

2^e semestre : début juin.

3. Régime d'assiduité

Une dispense d'assiduité pourra être accordée aux normaliens élèves et aux normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 Arabe LLCER pour les enseignements validés à l'Université Lyon 3, sur demande explicite. Cette dispense d'assiduité devra être validée par le responsable du cursus L3 Arabe-LLCER à l'ENS de Lyon.

4. Litige

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

À défaut, le contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

5. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'ensemble du contrat quinquennal 2023-2026. Elle prend effet au 1^{er} septembre 2023 et est valide jusqu'au 31 août 2026.

Toute modification entraînera la rédaction d'un avenant.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec AR avant le 1^{er} juin de l'année en cours, pour une résiliation effective à la rentrée suivante.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 18.01.2024

Le Président de l'Université
Jean Moulin - Lyon 3
Éric CAPPANO



Le

Le Président de
l'ENS de Lyon
Emmanuel TRIZAC

SEMESTRE 5	Nbre d'H		Crédits matière	Crédits par bloc	Contrôle des connaissances					2 ^{de} chance
	CM	TD			Terminaux TE	TO	TD	IE	EE	
MAJEURE										
Bloc Compétences culturelles										
Littérature arabe	18	10	2,5	6			25		25 (2h)	
Civilisation arabe	18	10	2,5				25		25 (2h)	
Islamologie	12		1				10		10 (2h)	
Bloc Compétences langagières										
Version arabe		15	1,5	6			30			
Thème arabe		15	1,5				30			
Pratique de la langue arabe		10	1,5				30			
Dialecte		10	1,5				30			
Bloc Analyse de la langue										
Linguistique et dialectologie arabe	12	15	2	4			20		20 (1h30)	
Grammaire et stylistique		15	2				40			
Bloc Matières Transversales										
LV2		15	2	4			40			
Linguistique générale	12		2		40 (1h30)					1h30 semestrialisé
SOUS-TOTAL ECTS				20						
MINEURES (1 parmi 9)										
Langue de spécialité				10	gérée par la Faculté des Langues (voir fiche spécifique)					
Langue et Culture					gérée par la Faculté des Langues (voir fiche spécifique)					
Indologie					gérée par la Faculté des Langues (voir fiche spécifique)					
Sciences du langage					gérée par la Faculté des Langues (voir fiche spécifique)					
Professorat des Ecoles					Voir la Faculté des Lettres & Civilisations					
Histoire					Voir la Faculté des Lettres & Civilisations					
Communication, médias et organisation					Voir la Faculté des Lettres & Civilisations					
Stratégie de l'information, de la donnée et du document numérique					Voir la Faculté des Lettres & Civilisations					
Philosophie					Voir la Faculté de Philosophie					
TOTAL				30						

SEMESTRE 6	Nbre d'H		Crédits matière	Crédits par bloc	Contrôle des connaissances					2 ^{nde} chance
	CM	TD			Terminaux		Contrôle Continu			
					TE	TO	TD	IE	EE	
MAJEURE										
Bloc Compétences culturelles										
Littérature arabe	18	10	2,5	6			25		25 (2h)	
Civilisation arabe	18	10	2,5				25		25 (2h)	
Islamologie	12		1				10		10 (2h)	
Bloc Compétences langagières										
Version arabe		15	1.5	6			30			
Thème arabe		15	1.5				30			
Pratique de la langue arabe		10	1				20			
Dialecte		10	1				20			
Expression française		10	1				10 (QCM 30')	10 (1h30)		
Bloc Analyse de la langue										
Linguistique et dialectologie arabe	12	15	2	4			20		20 (1h30)	
Grammaire et stylistique		15	2				40			
Bloc Matières Transversales										
LV2		15	2	4			40			
Linguistique générale	12		2		40 (1h30)					1h30 semestrialisé
SOUS-TOTAL ECTS				20						
MINEURES (1 parmi 9)										
Langue de spécialité				10	gérée par la Faculté des Langues (voir fiche spécifique)					
Langue et Culture					gérée par la Faculté des Langues (voir fiche spécifique)					
Indologie					gérée par la Faculté des Langues (voir fiche spécifique)					
Sciences du langage					gérée par la Faculté des Langues (voir fiche spécifique)					
Professorat des Ecoles					Voir la Faculté des Lettres & Civilisations					
Histoire					Voir la Faculté des Lettres & Civilisations					
Communication, médias et organisation					Voir la Faculté des Lettres & Civilisations					
Stratégie de l'information, de la donnée et du document numérique					Voir la Faculté des Lettres & Civilisations					
Philosophie					Voir la Faculté de Philosophie					
TOTAL				30						

CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL N°2023-11-F-082

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Lycée polyvalent Hector Guimard, établissement public local d'enseignement, situé au, 23, rue Claude Veyron, 69007 Lyon, représenté par son proviseure, **Madame Roussot**, d'une part

ET

L'Université LYON III, Jean Moulin, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé, 1, avenue des Frères Lumière, Lyon 8^e, représentée par son président, **Éric Carpano**.

Pour le compte du diplôme de Licence LLCER japonais (3^e année), ci-après désignés par « l'UFR ».

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU PARTENARIAT

La présente convention porte sur la mise en œuvre de la coopération entre l'UFR et le Lycée public Hector Guimard. Elle vise à renforcer la coopération culturelle entre la faculté et le lycée.

Les partenaires s'engagent à poursuivre deux objectifs :

- Le rapprochement du lycée public et de l'UFR afin d'organiser des actions culturelles communes.
- la construction d'un projet culturel commun permettant la fédération des savoirs faire de chaque entité

ARTICLE 2 : NATURE ET OBJECTIFS DU PROJET

Dans le cadre de la formation des étudiants du lycée Hector Guimard inscrits en fonderie d'art, il est prévu de réaliser des œuvres selon des thèmes arrêtés chaque année.

Les arts martiaux faisant partie de la tradition et de la culture japonaise, un projet de réalisation de garde de katanas (*tsuba* (鐔)), a été naturellement envisagé, renforcé par la proximité géographique des 2 structures qui facilite les échanges de pratiques et les collaborations entre les étudiants.

ARTICLE 3 : MOYENS HUMAINS ET REALISATION

Un échange de qualité

Les étudiants en fonderie d'art et leurs enseignants, accueilleront au lycée dans l'atelier de la fonderie

sable, et initieront les étudiants de japonais et leurs enseignants à la conception et la réalisation de cloches de petite taille.

Les étudiants du cours de Licence LLCER japonais (3^e année) et leur enseignante, Cléa PATIN proposeront un exposé sur l'art et la culture et les traditions japonaises en lien avec la fonderie et en particulier la confection de gardes.

ARTICLE 4 : FORMATIONS CONCERNEES PAR LE PARTENARIAT

La présente convention concerne les classes dont dispose

- le lycée, à savoir :
- la classe des étudiants du CAP Fonderie d'art
- l'UFR, à savoir :
- la classe de Licence LLCER japonais (3^e année)

ARTICLE 5 : SUIVI-EVALUATION-MEDIATION

La référente de l'établissement, pour le projet, Isabelle BOMBRUN professeur d'art appliqué pour le lycée Guimard et Cléa Patin Maître de Conférence en langue et civilisation japonaise pour l'université, s'engagent mutuellement à contribuer aux conditions de réussite du projet et à en évaluer les acquis dans le cadre de la formation. Pour ce faire, ils échangeront autant que de besoin.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention s'applique aux étudiants du lycée Guimard et de l'université Lyon 3 à compter de la rentrée 2023. Elle est valable pour une durée d'un an. Elle pourra être reconduite selon les projets envisagés.

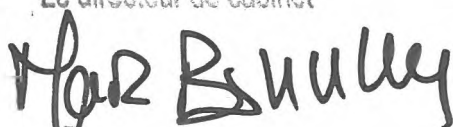
ARTICLE 7: MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat pourra être modifiée par les Parties par voie d'avenants.

Fait àLYON..... en 3 exemplaires originaux, le ...11.01.2024...

Le président de l'Université Lyon III

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délegation,
Le directeur de cabinet



Marc BONINCHI

La proviseure du Lycée Hector Guimard,



CONVENTION DE COOPÉRATION ET D'ENGAGEMENTS

LYON 2030 - VILLE CLIMATIQUEMENT NEUTRE

Convention établie entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3

&

La Ville de Lyon

Préambule

Les activités humaines sont responsables du dérèglement climatique observé ces dernières décennies à l'échelle du globe. Le territoire lyonnais ne fait pas exception. Le climat à Lyon a déjà changé, impactant le quotidien des Lyonnais, en particulier les personnes les plus fragiles. Les scénarios climatiques à l'horizon 2070 appliqués à Lyon prévoient que les températures s'apparentent à celles d'Alger si rien n'est fait d'ici là.

Agir pour le climat nécessite une adaptation de nos modes de vie, une remise en question de notre rapport au vivant et aux limites planétaires, de nos modes d'organisation sociale et de nos politiques publiques. À l'échelle d'une ville, réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre suppose de réinventer de nouvelles manières de faire société et cité, d'imaginer et de concrétiser un avenir plus sobre. La ville doit aussi s'adapter aux fortes chaleurs, à la sécheresse des sols, et potentiellement à l'accélération d'épisodes météorologiques extrêmes.

Afin de relever ce défi climatique, la municipalité s'est fixé en 2022, dans le cadre d'un appel à projets européen, l'objectif le plus ambitieux qui soit : l'atteinte de la neutralité climatique en 2030. Cet objectif couvre toutes les émissions de gaz à effet de serre, aussi bien celles produites sur le territoire lyonnais que celles dites "indirectes", par les achats de biens et de services notamment. Les émissions de la municipalité ne représentent que 5% des émissions du territoire et ses politiques publiques n'ont un impact que sur 20% à 30% des émissions territoriales. Dès lors, seules une mobilisation collective et massive, et la coopération entre tous les acteurs locaux permettront de rendre cet objectif atteignable : acteurs relais vers les citoyens, acteurs économiques, acteurs de l'enseignement et de la recherche, acteurs de la jeunesse, étudiants, acteurs publics et parapublics... et plus largement l'ensemble des citoyens.

En articulation avec la vision collective portée par le pacte climat Lyon 2030, les *conventions de coopération et d'engagements Lyon 2030* sont établies par chaque membre de l'Agora. Elles formalisent leurs engagements et les axes de coopération avec la municipalité, qui sont adaptés à leurs spécificités : leurs enjeux, leur capacité à agir et leur cœur de métier ou d'action.

Article 1 : objet de la convention

La présente convention formalise la vision et les engagements pour la neutralité climatique à l'horizon 2030 à Lyon de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ainsi que les axes de coopération avec la Ville.

Cette convention s'articule avec la vision et les propositions d'engagements collectifs formulées par l'Agora figurant dans le pacte climat Lyon 2030.

Article 2 : durée de la convention et suivi

La présente convention est établie pour une durée s'étalant de la date de sa signature au 31 décembre 2030.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à un suivi annuel.

Article 3 : engagements de la Ville de Lyon

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Lyon s'engage à fournir les services suivants de façon partagée avec les membres de l'Agora :

- Faciliter l'interface avec les acteurs territoriaux et l'accès aux ressources existantes en matière de climat / transition écologique ;
- Contribuer à l'identification de financements et au montage de projets associant les membres de l'Agora en fonction des priorités et des actions identifiées dans le pacte climat Lyon 2030 ;
- Valoriser largement les engagements de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ;
- Accompagner l'Université Jean Moulin Lyon 3 à évaluer l'impact climatique de ses actions ;
- A l'échelle de ses compétences et son patrimoine, renforcer son plan climat municipal et y intégrer les retours du pacte climat Lyon 2030 et favoriser les partenariats avec les membres de l'Agora.

Article 4 : contexte, vision et engagements de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Contexte

- En 2023, le réchauffement conduit à une détérioration des conditions de travail et d'étude dans les moments de sur-chaleur. Cela peut être très inconfortable, fait baisser le niveau de concentration et a un impact sur la santé des étudiants. Pour parer ces impacts, une politique en matière de climatisation est mise en place, conciliant consommation d'énergie limitée et meilleur confort pour les agents et étudiants. L'investissement de mise à niveau des bâtiments ces dernières années, importants, a surtout visé l'isolation contre le froid, avec une baisse très significative des consommations. Les investissements à venir devront tenir compte aussi de la lutte contre les chaleurs excessives. Une partie des locaux devient inutilisable en période de sur-chaleur.
- L'Université Jean Moulin Lyon 3 dispose d'un état des lieux de ses émissions de gaz à effet de serre et est dotée d'une stratégie de sobriété.

Vision 2030

- En 2030, l'Université Jean Moulin Lyon 3 aura continué à développer des formations dédiées (actuellement 17 parcours de master et trois en licence), particulièrement sur les aspects impliquant le droit et la responsabilité sociétale, la façon de penser le changement. Une formation obligatoire aura été mise en place pour tous les étudiants en licence.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 aura réaménagé ses espaces extérieurs de façon à les rendre plus vivables en période de grande chaleur, et développé une lutte contre les sur-chaleurs dans les locaux, notamment par des dispositifs architecturaux. Elle visera à devenir exemplaire du point de vue de l'adaptation d'un espace urbain très dense et actuellement très minéral vers plus de végétation, de fraîcheur, de qualité de vie.

- De nombreux défis doivent être relevés pour rendre cette vision une réalité. Un premier défi est celui de l'héritage, fait d'un espace bâti très dense, qui plus est réhabilité assez récemment d'une façon rendant sa transformation d'autant plus difficile pour l'adaptation au changement climatique. Cette inadaptation rend le défi énergétique d'autant plus exigeant. Cela pourra passer par l'utilisation des surfaces des toits pour installer des panneaux photovoltaïques.

Engagements

L'Université Jean Moulin Lyon 3 a rejoint l'Agora Lyon 2030 en février 2023. A l'horizon 2030, dans le cadre de cette convention de coopération et d'engagements à l'échelle de la ville de Lyon, l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage sur 3 axes :

Axe 1 : Contribution au fonctionnement de l'Agora Lyon 2030 et ses productions

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à :

- **participer à la mise en œuvre du pacte climat Lyon 2030** élaboré collectivement ;
- **participer** aux sessions plénières de l'Agora (1 à 2 fois par an) et **contribuer** aux travaux de l'assemblée.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage également à mettre à disposition gratuite des salles en fonction des disponibilités et/ou des experts universitaires.

Axe 2 : L'embarquement / la mobilisation au-delà de l'Agora

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à relayer les travaux de l'Agora et les actualités Lyon 2030 en interne et en externe, notamment auprès des habitants, des réseaux professionnels, des salariés et des parties prenantes.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage également à développer des formations pour les étudiants (module obligatoire en licence, nouveaux masters, diplôme d'université), pour les personnels (module obligatoire pour les cadres dirigeant les services et les vice-présidents, de même pour les personnels nouveaux arrivants, et dans un premier temps facultatives pour les personnels et enseignants-chercheurs en place (fresque du climat, atelier 2 tonnes...)). Il s'agirait donc de former 6 000 étudiants, 200-300 personnels par an et 50 nouveaux arrivants.

Axe 3 : Action sur des priorités thématiques identifiées par l'Agora Lyon 2030

ENGAGEMENT 1 : DÉVELOPPER LES ENSEIGNEMENTS SUR ET AUTOUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

En lien avec les engagements sur la sobriété du pacte climat Lyon 2030, L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à proposer 18 formations en master, et 5 en licence, dont la thématique principale concerne la transition écologique et la responsabilité sociétale et environnementale. D'autres formations sont en cours de mise au point, et, par ailleurs, une formation obligatoire pour tous les étudiants en licence va être mise en place pour les rentrées 2024 et 2025, pour 30 heures de cours et TD. Ces formations sont fédérées par l'Ecole universitaire de la Transition Ecologique (EuTRE), dont la vocation est de valoriser et encourager ces formations, de même que la recherche sur la transition écologique. De plus, des actions de formation sont en développement à destination des personnels

administratifs et enseignants-chercheurs. L'engagement vise à donner aux étudiants, futurs professionnels et citoyens, une connaissance des transitions en cours. Cette connaissance contribuera à nourrir une façon d'agir nouvelle et plus consciente des enjeux.

ENGAGEMENT 2 : DÉVELOPPER LA RECHERCHE SUR ET AUTOUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'engagement pris par l'Université Jean Moulin Lyon 3 a consisté en 2022 dans la mise en place d'un budget de recherche dédié à la transition écologique et à destination des enseignants-chercheurs de l'établissement. Cette action a été pérennisée en 2023 et le sera dans les années suivantes. Les laboratoires sont incités à faire leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (Beges) sur la base de « Labos 1point5 ». Cet engagement est toutefois dépendant des choix des laboratoires et des disciplines des composantes de l'Université. L'École universitaire de la transition écologique est le support de ces actions.

ENGAGEMENT 3 : RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

L'Université Jean Moulin Lyon 3 va continuer à faire baisser sa consommation d'énergie liée aux sources fossiles. Le niveau de consommation d'énergie est actuellement bas à la suite de travaux ces dernières années. Il s'agit de viser l'objectif de décarbonation complète. L'engagements porte aussi sur les mobilités. Les sites de l'Université étant principalement en centre-ville, cela concerne directement le territoire de la ville de Lyon. Les leviers suivants sont envisagés : la pose de panneaux photovoltaïques et l'établissement d'un plan de mobilité.

Article 5 : interprétation et exécution de la convention

En cas de contestation sur l'interprétation et l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend à l'amiable. Si, dans un délai d'un mois à compter de la réception par l'une des parties des motifs de contestation, le différend persiste et aucun accord n'est trouvé, les parties peuvent saisir toute personne qu'elles désignent d'un commun accord afin d'engager une procédure de médiation.

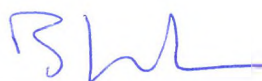
Fait à Lyon le

Signatures :

Le Maire de Lyon

A blue ink signature, appearing to be 'D. P. ...', written over a horizontal line.

L'Université Jean Moulin Lyon 3

A blue ink signature, appearing to be 'BWL', written over a horizontal line.

CONVENTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE

(Articles L. 6313-1, L. 6353-3 et L.6353-7 du Code du travail)

n°2023-12-F-088

Entre

L'Université Jean Moulin, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1, rue de l'Université, 69007 Lyon, France,

Représentée par son Président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO agissant dans le cadre d'un projet porté par l'iaelyon School of Management représenté par sa Directrice Général, Marie-Christine CHALUS,

D'une part, Et

La Vice Chancellor for Business Affairs of the University of North Carolina at Charlotte, Beth Hardin agissant dans le cadre d'un projet porté par Belk College of Business représenté par Dolly King, Associate Dean for Research and Graduate Programs, Belk College of Business, University of North Carolina at Charlotte

D'autre part.

Est conclue la convention suivante, en application des dispositions de la sixième partie du code du travail et des conditions générales de vente disponible en annexe. http://iae.univ-lyon3.fr/medias/fichier/cgv-formation-continue-deliberations-ca-2017-09-19_1523861919304-pdf ou sur demande.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régler les rapports entre les deux parties dans le cadre d'une action de formation professionnelle non diplômante conformément à l'article L.6313-1 du Code du travail.

En exécution de la présente convention, l'iaelyon school of management s'engage à organiser un programme court intitulé :

**"International Business Practices and Policies:
a European Perspective"**

Article 2 : Nature et caractéristiques de l'action de formation

L'action de formation, objet du présent contrat est une action d'adaptation et de développement des compétences.

Article 3 : Modalités de la formation

Date(s) de la formation : La formation présentielle sera réalisée du 8 au 13 janvier 2024

Durée de la formation : 18 heures

Lieu de la formation : iaelyon School of management
1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON
CEDEX 08 (France)LYON

Effectif de la session : Jusqu'à 20 étudiants

Article 4 : Engagement de participation

Les noms des participants seront précisés sur les feuilles d'émargement.

L'University of North Carolina at Charlotte s'engage à assurer la présence des participant(s) aux dates prévues, lieux et heures prévus.

En cas d'impossibilité pour un participant d'assister effectivement à la formation à laquelle il est inscrit, l'University of North Carolina at Charlotte peut lui substituer, sans frais supplémentaires un autre participant avec l'accord préalable de l'iaelyon school of management. Le nom et coordonnées de cette personne doivent donc être communiqués à l'iaelyon school of management avant le démarrage de la session.

Article 5 : Dispositions financières

En contrepartie de cette action de formation, l'University of North Carolina at Charlotte s'engage à payer le tarif de la formation dans les conditions suivantes :

Le coût total de la session de formation est fixé à 10 000 €.

Cette somme sera versée au Service de la Formation Continue de l'iaelyon school of management. La prestation étant une prestation de formation continue, l'établissement décide de ne pas l'assujettir à la TVA. La proposition est donc facturée nette de taxes.

La facturation est établie dès l'achèvement de la formation. La facture est établie à l'ordre de:

Whitney Strickler
Office of Education Abroad | CHHS 256
9201 University City Blvd | Charlotte, NC 28223

Le règlement sera accompagné de la convention signée par les parties.

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement ou par chèque à l'ordre de l'agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

Agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3
1C, avenue des Frères Lumière
CS 78242 69372 LYON CEDEX 08 (FRANCE)

Titulaire du compte	UNIVERSITE Jean MOULIN LYON 3 AGENCE COMPTABLE 1, rue de l'Université BP 0638 69239 LYON Cedex 02
Domiciliation	TRESORERIE GENERALE DU RHONE TPLYON 3 rue de la Charité - 69002 LYON
Compte	10071 - 69000 – 00001004334 – 60
code BIC	TRPUFRP1
code IBAN	FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 6 : Assiduité et évaluation

Une feuille de présence est établie par l'iaelyon school of management pour chaque demie-journée de formation. Cette feuille doit être signée par l'animateur et les stagiaires concernés pour valider la présence des stagiaires et faire valoir l'action de formation auprès des organismes publics de contrôle.

Toute absence sera mentionnée et l'information sera transmise à l'University of North Carolina at Charlotte.

Article 7 : Attestation de formation

Une attestation mentionnant les objectifs, la nature, la durée de l'action et le cas échéant les résultats de l'évaluation des acquis de la formation sera remise aux participants à l'issue de la formation.

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature. Elle prend fin à l'issue de l'action de formation, y compris après d'éventuels reports.

Toute reconduction de convention pour d'autres sessions à venir ferait l'objet d'une nouvelle convention.

Article 9 : Litiges

Conformément aux conditions générales de vente, en cas de litige de toute nature ou toute contestation relative à la formation ou à l'exécution de la présente convention, l'Université Jean Moulin Lyon3 et l'University of North Carolina at Charlotte s'efforceront de trouver une résolution amiable devant le médiateur académique.

Si, à l'issue de cette médiation, le litige persiste celui-ci sera soumis au tribunal administratif compétent.

Article 10- Responsabilités

Chaque partie sera responsable de ses propres actes ou omissions et de leurs conséquences et ne sera pas responsable des actes ou omissions de l'autre partie et de leurs conséquences.

En cas d'urgence ou de problème spécifique à un participant, la personne à l'iaelyon school of management chargée de prendre contact avec les administrateurs de l'University of North Carolina at Charlotte est:

- Mathilde DESPLANS, Responsable Pôle Activités Internationales – +33 (0)4 78 78 72 86

Les administrateurs à contacter à l'University of North Carolina at Charlotte sont :

- Dolly King, Associate Dean for Research and Graduate Programs
704-687-7652

Cette convention est signée en 2 exemplaires, en français et en anglais, chacun faisant foi.

Le

Pour University of North Carolina at Charlotte
The Vice Chancellor for Business Affairs,
Beth HARDIN

Pour l'Université Jean Moulin Lyon
3, Le Président, Eric CARPANO

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet


Marc BONINCHI

Pour l'iaelyon School of management
La directrice générale, Marie-
Christine CHALUS



CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA L3 DE PHILOSOPHIE

N°2023-12-F-089

Entre

**L'Université Jean Moulin - Lyon 3,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 69372 Lyon Cedex 08
Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO
ci-après désignée « Université Lyon 3 »**

Et

**L'École normale supérieure de Lyon,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 15 parvis René Descartes – BP 7000 – 69342 Lyon Cedex 07
Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « ENS de Lyon »**

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon conviennent de coopérer pour la troisième année de la Licence Sciences humaines et sociales, Mention Philosophie et établissent à cette fin la présente convention de partenariat.

Préambule

La présente convention a pour objet de déterminer, entre l'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon, les modalités de fonctionnement du partenariat pédagogique concernant la L3 Sciences humaines et sociales, Mention Philosophie, en vue de la délivrance du diplôme de Licence.

1. Inscription administrative

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants intégrant l'ENS de Lyon sont pédagogiquement admis de plein droit en Licence de la Faculté de Philosophie de l'Université Lyon 3. La commission pédagogique est informée de ce dispositif.

Le responsable de la première année de Philosophie à l'ENS de Lyon remettra avant le 15 septembre de chaque année universitaire la liste des normaliens concernés au secrétariat du service Scolarité de l'ENS de Lyon et au secrétariat du service de la Scolarité des L3 de la

Pour finaliser leur inscription au sein de la Licence de philosophie, les normaliens de l'ENS de Lyon s'acquittent des droits d'inscription auprès de l'Université Lyon 3. Leur présence est requise, comme celle des autres étudiants, lors des réunions de rentrée de la Faculté de philosophie de l'Université Lyon 3, afin qu'ils procèdent à leur inscription en TD.

2. Organisation pédagogique

2.1 Scolarité

Les enseignements sont suivis et validés à l'Université Lyon 3 ou à l'ENS de Lyon selon les tableaux suivants (en italique figurent les enseignements de l'Université Lyon 3 dont les normaliens sont dispensés puisqu'ils suivent, à la place, des enseignements de l'ENS de Lyon) :

Au semestre 5 : validation de 30 ECTS

Université Lyon 3	ECTS	ENS de Lyon	ECTS
MAJEURE	20	Majeure	20
Unité d'enseignement fondamentale	16	UE fondamentale	16
Métaphysique	4	Méthodologie de la réflexion philosophique	4
Philosophie des sciences et épistémologie	4	Esthétique	5
Logique	4	Logique	4
Philosophie morale	4	Langue	3
Unité d'enseignement transversale	4	UE transversale	4
Langue vivante : Anglais	1	Philosophie générale spécifique aux primo-arrivants	4
Langue au choix (Au choix parmi 3 : latin, grec, allemand)	1		
Textes philosophiques en langue étrangère (1 choix parmi anglais, allemand, grec, latin)	1		
Projet professionnel et personnel	1	Projet professionnel et personnel	0
MINEURE	10	Mineure	10
Philosophie ancienne et médiévale	4	1 cours au choix dans la maquette du Master 1 HP (Histoire de la philosophie) ou Philosophie (contemporaine)	4
Philosophie morale et politique	4	1 cours au choix dans la maquette du Master 1 HP ou PC	3

Philosophie moderne et contemporaine OU Philosophie de l'environnement	2	1 cours au choix dans la maquette du Master 1 HP ou PC	3
	30 ECTS		30 ECTS

Au semestre 6 : validation de 30 ECTS

Université Lyon 3	ECTS	ENS de Lyon	ECTS
MAJEURE	20		
Unité d'enseignement fondamentale	16		
<i>Logique</i>	3		
<i>Philosophie contemporaine</i>	4		
<i>Esthétique et philosophie de l'art</i>	3		
<i>Philosophie politique</i>	3		
<i>Philosophie ancienne et médiévale</i>	3		
Unité d'enseignement transversale	4		
<i>Langue vivante : Anglais</i>	1		
Langue au choix (1 choix parmi 3 : latin, grec, allemand)	1	Possibilité de suivre un cours au Centre des Langues de l'ENS de Lyon	3
Textes philosophiques en langue étrangère (1 choix parmi anglais, allemand, grec, latin)	2		
MINEURE Philosophie	10		
<i>Philosophie moderne et contemporaine</i>	4		
<i>Epistémologie et philosophie des sciences</i>	4		
<i>Métaphysique OU Philosophie de l'environnement</i>	2		
	30 ECTS		3 ECTS

Les cours présentés en italique sont ceux qui seront suivis par les étudiants de l'ENS de Lyon

Les notes obtenues à l'ENS de Lyon seront transmises par le secrétariat du service Études et Scolarité de l'École au service de la scolarité L3 de la Faculté de Philosophie l'Université Lyon 3, qui les reportera dans le relevé de notes semestriel de ces étudiants.

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 de Philosophie seront soumis au régime d'examen de la Faculté de Philosophie et à la charte des examens en vigueur à l'Université Lyon 3 pour l'obtention de la troisième année de licence, sous réserve des particularités instaurées au titre de la présente convention.

Les normaliens n'ayant jamais suivi d'enseignement en allemand, latin ou grec sont autorisés à valider la deuxième langue (semestre 6) au centre de langues de l'ENS de Lyon, où ils suivront un cours niveau débutant en latin, grec ou allemand ou un cours d'arabe ou d'italien (c'est-à-dire une langue d'« agrégation »).

2.2. Coordonnées des services et calendrier de transmission des notes

Le secrétariat du service Études et Scolarité de l'ENS de Lyon peut être contacté à l'adresse suivante : etudes_dep@ens-lyon.fr

Le secrétariat du service scolarité L3 de la Faculté de Philosophie de l'Université Lyon 3 peut être contacté à l'adresse suivante : geraldine.jandot@univ-lyon3.fr (04.26.31.88.06)

Le planning de transmission des notes est défini comme suit :

1^{er} semestre : début février

2^e semestre : début juin

3. Régime d'assiduité

Une dispense d'assiduité pourra être accordée aux normaliens de l'ENS de Lyon pour certains enseignements validés à l'Université Lyon 3, sur demande explicite.

Cette dispense d'assiduité devra être validée par l'enseignant responsable de l'année de L3 à la Faculté de Philosophie de l'Université Lyon 3, ainsi que par l'enseignant responsable du cursus de L3 Philosophie à l'ENS de Lyon.

4. Litige

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

À défaut, le contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

5. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prend effet à la rentrée universitaire 2023-2024. Toute modification de la présente convention entraînera la rédaction d'un nouvel avenant. Si aucune modification n'est apportée la convention est reconduite tacitement chaque année, jusqu'à la fin du contrat quinquennal engagé, soit à la fin de l'année universitaire 2025-2026.

Toute modification de cette convention entraînera la rédaction d'un avenant.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec AR avant le 1^{er} juin de l'année en cours, pour une résiliation effective à la rentrée suivante.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 18.01.2024

Le Président de l'Université
Jean Moulin - Lyon 3

Éric CARPANO



Le

Le Président de
l'ENS de Lyon

Emmanuel TRIZAC

ANNEXE : maquette de la troisième année de Licence

SEMESTRE 5	Code Matière	Type cours	Heures ens	Heures eq.TD	Heures portées	ECTS	Modalité des examens
MAJEURE						20 ECTS	
UNITE D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTALE						16 ECTS	
Méthodologie de la réflexion philosophique (P.Brouillet, Maxime Webanck)	PHI-9124	CM	23	34,5		4	CC
Introduction à la logique (J.B. Joinet)	PHI-3108	CM	22	33		4	CC
Esthétique : « Le sens de l'art » (A. Rieber)	PHI-3107	CM	24	36		5	CT
Langue d' « Agrégation » (Centre des Langues)						3	Voir CDL
UNITE D'ENSEIGNEMENT TRANSVERSALE						4 ECTS	
Philosophie générale spécifique aux primo-arrivants (M. Ilou / P. Mrjdenovic)	PHI-3101	CM	23	34,5		4	CT
Projet Professionnel et Personnel		CM	3	4,5		0	Participation
MINEURE						10 ECTS	
1 cours au choix dans la maquette du Master 1 HP (Histoire de la philosophie) ou Philosophie (contemporaine)- le responsable de formation indiquera lesquels sont conseillés pour un niveau L3	Code cours du M1	Selon les modalités du M1				3	Identiques au M1
1 cours au choix dans la maquette du M1 HP ou Philosophie (contemporaine)	Code cours du M1	Selon les modalités du M1				3	Identiques au M1
1 cours au choix dans la maquette du M1 HP ou Philosophie (contemporaine)	Code cours du M1	Selon les modalités du M1				4	Identiques au M1
TOTAL						30	

SEMESTRE 6				Code Matière	Type cours	Heures ens	Heures eq.TD	Heures portées	ECTS	Modalité des examens
MAJEURE				20 ECTS						
UNITE D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTALE				16 ECTS						
Logique					CM	18	27	27	3	CT (TE 4h)
Philosophie contemporaine					CM	18	27	27	2	CT (TE 4h)
					3 TD	15	15	45	2	CC
Esthétique et philosophie de l'art					CM	18	27	27	3	CT (TE 4h)
Philosophie politique					CM	18	27	27	3	CT (TE 4h)
Philosophie ancienne et médiévale					CM	18	27	27	3	CT (TE 4h)
UNITE D'ENSEIGNEMENT TRANSVERSALE				4 ECTS						
Langue vivante : Anglais					3 TD	15	15	45	1	CC
Langue au choix (1 choix parmi 3 : Latin, grec, Allemand)					3 TD	15	15	45	1	CC
Textes philosophiques en langue étrangère (1 choix parmi anglais, allemand, grec, latin)					5 TD	15	15	75	2	CC
MINEURE Philosophie				10 ECTS						
Philosophie moderne et contemporaine					CM	18	27	27	4	CT (TE 2h)
Epistémologie et philosophie des sciences					CM	18	27	27	4	CT (TE 2h)
Métaphysique		Philosophie de l'environnement			CM	15	22,5	45	2	CT (TE 2h)
TOTAL						201	271,5	444	30	
TOTAL pour la Licence 3						387	520,5	865,5	60	

**CONVENTION DE PARTENARIAT
N°2023-12-G-188**

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, (1 C avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON cedex 08) représentée par son Président Eric CARPANO

ci-après désignée **l'UJM Lyon 3**

et

La Banque de France (4 bis cours Bayard - 69002 Lyon) représentée par sa directrice régionale Kathie WERQUIN-WATTEBLED

ci-après désignée **la Banque de France**.

PREAMBULE/

Considérant :

La nécessité de promouvoir dans le domaine financier et économique une information et une réflexion de haut niveau régulièrement actualisées en faveur des étudiants, dans le cadre de leur cursus universitaire, L'intérêt pour les étudiants de bien savoir utiliser les informations statistiques détenues par la Banque de France et de mieux maîtriser les outils de pilotage de la politique monétaire ainsi que les techniques sous-jacentes au fonctionnement du système de paiements,

Leurs savoir-faire respectifs et l'existence de centres d'intérêts communs permettant de mieux comprendre l'action de la Banque de France en rapport avec les évolutions économiques de la région, L'Université et la Banque de France conviennent de collaborer dans le cadre des principes arrêtés par la présente convention de partenariat.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention se fixe pour objet :

- de permettre aux étudiants de bénéficier d'un accès à la documentation bancaire et financière proposée par la Banque de France,
- de former les étudiants à l'utilisation des informations statistiques établie au sein de la Banque de France et accompagner ceux qui ont manifesté un intérêt pour le secteur de la finance,
- de développer les stages professionnels des étudiants dans les cursus en lien avec les unités de la Banque de France en région AURA afin de les aider à s'insérer dans ce monde professionnel,
- de contribuer aux conseils de perfectionnement des formations des jurys d'admission ou de fin d'études (les conseils de perfectionnement associent les enseignants et des professionnels en vue de développer la qualité des cursus).

Article 2 : Informer les étudiants

La Banque de France et l'UJM Lyon 3 décident la création de **relais documentaires**. Ce concept prendra la forme d'envois réguliers de courriels à une liste d'interlocuteurs qualifiés de l'UJM Lyon 3 (enseignants-chercheurs, référents de diffusion et de valorisation de la recherche, bibliothèque universitaire, etc.), puis



une description sommaire dans le message accompagnée d'un lien vers le document complet sur le site internet de la Banque de France.

L'UJM Lyon 3 peut insérer sur ses pages web un lien permettant aux visiteurs de prendre connaissance de la note de conjoncture rédigée par les équipes de la Direction Régionale de la Banque de France.

La liste des enseignants responsables des formations concernées est annexée à la présente convention et fait l'objet d'une mise à jour annuelle.

Article 3 : Former les étudiants

La Banque de France propose des séminaires et des séances de formation à destination des étudiants et des doctorants. Lors de ces événements, des professionnels du secteur bancaire pourront intervenir à titre gracieux. Le programme de ces séances fera l'objet d'un accord préalable entre la Direction Régionale de la Banque de France, l'intervenant, et le responsable pédagogique de la formation concernée.

Les deux partenaires s'engagent également à organiser en commun des **conférences-débat** au cours de l'année universitaire et dans la limite de 6 par an. Ces événements se tiendront sur le campus universitaire. Suivant les thèmes abordés, ces conférences seront ouvertes à un public plus large que le public enseignant et étudiant. Sans que cela soit exclusif, la Banque de France pourra proposer l'intervention de personnalités et de spécialistes de son siège. Elle veillera à promouvoir les conférences, notamment en adressant des invitations à ses correspondants, décideurs économiques et financiers, personnalités administratives, entreprises et banques.

La Direction régionale de la Banque de France pourra également accueillir dans ses locaux des événements spécifiques à destination des étudiants (Projet tutoré, journée d'accueil, remise des diplômes...) Ces événements seront définis de manière précise et feront l'objet d'un accord spécifique entre les deux partenaires.

Article 4 : Accueillir des stagiaires

La Direction Régionale de la Banque de France s'engage à proposer des offres de stages à destination des étudiants de l'UJM Lyon 3. Dans tous les cas, l'accueil de stagiaires doit correspondre à un réel besoin validé par la Direction Régionale de la Banque de France.

Ces stages pourront être présentés lors de forums stages-emploi organisés régulièrement dans les composantes de l'UJM Lyon 3. Ils donnent lieu à signature de conventions nominatives selon les réglementations en vigueur à l'Université et à la Banque de France. Les stagiaires conservent leur statut d'étudiant durant leurs stages.

Article 5 : Contribuer aux conseils de perfectionnement

Lorsque des représentants de la Banque de France interviennent dans une formation, ils se tiennent à la disposition des conseils de perfectionnement.

La Directrice régionale de la Banque de France, ou son représentant, s'engage à siéger dans les conseils de perfectionnement auxquels elle serait invitée.

Article 6 : Taxe d'apprentissage

La direction régionale de la Banque de France pourra, selon ses possibilités, affecter une partie du solde de la taxe d'apprentissage à des cursus de l'UJM Lyon 3.



Article 7 : Recherche

La direction régionale de la Banque de France peut mettre en relation des chercheurs de l'UJM Lyon 3 avec des équipes de son siège, correspondant aux travaux de recherche en cours ou à venir. Le service de la recherche de l'UJM Lyon 3 peut de son côté solliciter la Direction régionale de la Banque de France pour lui proposer de participer à des projets de recherche internes ou des réponses à des appels d'offres ou appels à manifestation d'intérêt.

Article 8 : Modalités pratiques

Les actions définies aux articles 2 à 5 ne donnent lieu à aucun paiement entre les deux partenaires. Les agents de la Direction Régionale de la Banque de France qui dispensent les formations prévues à l'article 3 en dehors de leur temps de travail seront recrutés en qualité de vacataires d'enseignements et rétribués selon les modalités en vigueur à l'Université, sous réserve d'une autorisation préalable délivrée par la Direction Générale des Ressources Humaines de la Banque de France.

Article 9 : Durée et dénonciation

La convention est signée pour une durée de 3 (trois) ans, renouvelable par voie d'avenant. Elle peut être dénoncée par chacune des deux parties par envoi d'un courrier recommandé avec avis de réception et préavis de 2 mois.

Article 10 : Différends et litiges éventuels

Les cosignataires s'engagent à se rencontrer si un litige ou différend survient et à en examiner attentivement tous les termes, avant d'avoir recours à la procédure de résiliation prévue dans le cadre de la présente convention.

Article 11 : Clause de confidentialité

Les informations recueillies au sein des unités de la Banque de France et de l'UJM Lyon 3 à l'occasion de la mise en œuvre de la présente convention peuvent avoir un caractère confidentiel. Les parties s'engagent à respecter la stricte confidentialité de ces informations dès lors qu'elles auront été signalées par tout moyen comme ayant un caractère confidentiel.

Fait à Lyon, le 16 janvier 2024

Pour l'Université UJM Lyon 3,
Le Président,

Éric CARPANO

Pour la Banque de France,
La directrice régionale,

Kathie WERQUIN-WATTEBLED

Annexe 1 : Liste des formations concernées et coordonnées des enseignants responsables

Année universitaire 2023-24

Intitulé de la formation	Responsable(s) pédagogique(s)	Mail
Master Ingénierie financière et transaction - IFT	Fabrice ROTH Isabelle DESMARIS	Fabrice.roth@univ-lyon3.fr Isabelle.desmaris@univ-lyon3.fr
Master chargé d'affaires entreprises en banque (CAEB)	Jean-Baptiste CARTIER	jeanbaptiste.cartier@free.fr
Master Gestion de patrimoine (GP)	Jean-Baptiste CARTIER	jeanbaptiste.cartier@free.fr
Master conformité bancaire et contrôle interne des risques (CBCIR)	Jean-Baptiste CARTIER	jeanbaptiste.cartier@free.fr
Master droit bancaire et financier	Frédérique FERRAND	Frederique.ferrand@univ-lyon3.fr
Master Droit des affaires et fiscalité / DJCE	Régis VABRES Quentin NEMOZ-RAJOT	Regis.vabres@univ-lyon3.fr quentin.nemoz-rajot@univ-lyon3.fr
Master Droit et pratique des contrats	Thierry FAVARIO	Thierry.favario@univ-lyon3.fr
Master Droit et Ingénierie Financière	Quentin NEMOZ-RAJOT	quentin.nemoz-rajot@univ-lyon3.fr
Master Droit des affaires approfondi	Jean-Christophe RODA	jean-christophe.roda@univ-lyon3.fr
Master Restructuration juridique et financière de l'entreprise	Nicolas BORGA	Nicolas.borga@univ-lyon3.fr
Licence professionnelle commerce en banque et assurance	Hélène TEBIB	helene.tebib@univ-lyon3.fr
BUT Carrières Juridiques parcours Patrimoine et Finance	Jessica ATTALI-COLAS	jessica.attali-colas@univ-lyon3.fr

CONVENTION DE PARTENARIAT N°2023-12-G-189

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège social se situe 1C rue de l'université – CS 78242 – 693752 LYON cedex
Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO

Ci-après dénommé « **l'Université** »,

d'une part,

ET

La Conférence des doyens de droit et de science politique (CDDSP).
Association déclarée au numéro de SIRET 513 014 316 00022
Dont le siège social est situé à Faculté de Droit et Science politique au 39, rue de l'Université
34060 Montpellier cedex,
Représentée par son Président, le Professeur Jean-Christophe SAINT-PAU.

Ci-après dénommée « la Conférence des doyens de droit et science politique »,

d'autre part.

L'Université et la **CDDSP** étant ci-après dénommés, individuellement ou collectivement, **la ou les « Parties »**.

PREAMBULE

La **Conférence des doyens de droit et sciences politiques** (ou **CDDSP**) est une association loi de 1901 qui regroupe les doyens et les directeurs d'unités de formation et de recherche de droit et de sciences politiques des universités françaises.

Les Parties souhaitent instaurer un partenariat dans le cadre de l'accueil à Lyon par l'Université de la conférence des Doyens du 25 au 27 janvier 2024 et c'est ainsi qu'elles ont convenu de signer la présente convention de partenariat (ci-après dénommée la « Convention »).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet

La présente Convention a pour objet de définir les modalités de reversement par l'Université à la CDDSP des frais de cocktail payés par la CDDSP à l'occasion de l'accueil par la Faculté de Droit de la conférence des Doyens de Droit et de science politique.

Article 2 : Engagements de la CDDSP

La CDDSP paiera directement le traiteur pour les deux buffets du vendredi 26 janvier (midi) et samedi 27 janvier (midi) dont le détail de la prestation figure ci-dessous :

Buffet du vendredi 26 janvier 2024 pour 49 personnes

Buffet du samedi 27 janvier 2024 pour 44 personnes

Article 3 : Engagements de l'université

L'Université s'engage à rembourser à la CDDSP les frais de traiteur.

Article 4 : Modalités financières

L'Université s'engage à reverser à la CDDSP la somme de 5 673.54 euros correspondant aux frais du traiteur sur présentation de la facture payée.

Le règlement est opéré après signature de la convention et réception des factures payées par la CDDSP. Il se fera sur le compte bancaire de la CDDSP.

Article 5 – Durée

La présente convention démarre à sa date de signature et s'achève après exécution complète des obligations par les parties et au plus tard le 30 juin 2024.

Fait à Lyon, en deux exemplaires originaux, le 18 janvier 2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président



Eric CARPANO

Pour la CDDSP
Le Président

Jean-Christophe SAINT-PAU



AVENANT A LA CONVENTION D'AIDE À LA PUBLICATION N° 2021-11-C-270

N°2023-12-G-190

Entre

Editions HERMANN Editeurs– dont le siège est situé : 6 rue Labrouste – 75015 PARIS, SA – SIREN 622 030 104 – représenté par leur Directeur Général, Monsieur Philippe Fauvernier, Ci-après dénommée l'Éditeur. d'une part.

Et

L'UNIVERSITE JEAN-MOULIN LYON 3 dont le siège est situé au 1C avenue des frères Lumières, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08, représentée par son Président Monsieur Éric CARPANO, agissant au nom et pour le compte du laboratoire MARGE, codirigé par Madame Catherine DESSINGES et Monsieur Christian COTE, ci-après désigné comme « MARGE » ou « le Partenaire » d'autre part,

Préambule :

Les parties ont signé le 18 novembre 2021, une convention d'aide à la publication pour l'ouvrage intitulé « les archives en performance » dont les auteur.e.s sont Mme Anolga Rodionoff et Ross Louis.

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 *Obligations du partenaire* et l'article 4 *Durée*.

Article 1^{er} :

Les dispositions figurant aux article 1, 2, 5 et 6 de la convention n° 2021-11-C-270 sont inchangées.

Article 2 :

L'article 3 « Obligations du partenaire » de la convention n° 2021-11-C-270 est complété comme suit :

« *La contribution financière prévue au titre du projet de recherche Marie Skłodowska Curie (N° 892721) a été payée le 24/11/2022 – Engagement Juridique N°4500116534 sur les crédits de l'EOTP 20S9051235 (Marie Curie) »*



Article 3 :

L'article 4 « durée » de la convention n° 2021-11-C-270 est modifié comme suit :

« La présente convention prend effet à compter de la date de signature des parties. Elle court jusqu'à la résolution complète de ses clauses et au plus tard le 31/12/2024. »


Fait en 3 exemplaires originaux, à Lyon, le 30/11/2023

Visa de la Direction de MARGE

Pour les Éditions Hermann

Le Directeur Général
Monsieur Philippe Fauvernier

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3


Le Président
Monsieur Éric CARPANO





AVENANT A LA CONVENTION D'AIDE À LA PUBLICATION N° 2021-11-C-270

N°2023-12-G-190

Entre

Editions HERMANN Editeurs– dont le siège est situé : 6 rue Labrouste – 75015 PARIS, SA – SIREN 622 030 104 – représenté par leur Directeur Général, Monsieur Philippe Fauvernier, Ci-après dénommée l'Éditeur. d'une part.

Et

L'UNIVERSITE JEAN-MOULIN LYON 3 dont le siège est situé au 1C avenue des frères Lumières, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08, représentée par son Président Monsieur Éric CARPANO, agissant au nom et pour le compte du laboratoire MARGE, codirigé par Madame Catherine DESSINGES et Monsieur Christian COTE, ci-après désigné comme « MARGE » ou « le Partenaire » d'autre part,

Préambule :

Les parties ont signé le 18 novembre 2021, une convention d'aide à la publication pour l'ouvrage intitulé « les archives en performance » dont les auteur.e.s sont Mme Anolga Rodionoff et Ross Louis.

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 *Obligations du partenaire* et l'article 4 *Durée*.

Article 1^{er} :

Les dispositions figurant aux article 1, 2, 5 et 6 de la convention n° 2021-11-C-270 sont inchangées.

Article 2 :

L'article 3 « Obligations du partenaire » de la convention n° 2021-11-C-270 est complété comme suit :

« *La contribution financière prévue au titre du projet de recherche Marie Skłodowska Curie (N° 892721) a été payée le 24/11/2022 – Engagement Juridique N°4500116534 sur les crédits de l'EOTP 20S9051235 (Marie Curie) »*



Article 3 :

L'article 4 « durée » de la convention n° 2021-11-C-270 est modifié comme suit :

« La présente convention prend effet à compter de la date de signature des parties. Elle court jusqu'à la résolution complète de ses clauses et au plus tard le 31/12/2024. »


Fait en 3 exemplaires originaux, à Lyon, le 30/11/2023

Visa de la Direction de MARGE

Pour les Éditions Hermann

Le Directeur Général
Monsieur Philippe Fauvernier

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3


Le Président
Monsieur Éric CARPANO





Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Lyon MUN N°2023-12-G-191

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association Lyon MUN

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par sa Présidente, Chanel GROUILLER CORTAY

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691082011

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

Preamble

L'Association souhaite organiser un événement international intitulé « Lyon Model United Nations » (LyonMUN 2024). Cette manifestation réunit des étudiants, des chercheurs et des enseignants pour participer à la simulation d'une réunion du comité des Nations Unies. La finalité est de sensibiliser les étudiants aux problématiques internationales et de les préparer professionnellement aux métiers de la diplomatie, de la sécurité et de la défense.

Pour être en mesure d'organiser cet événement, l'Association a formulé une demande de subvention de 15 000 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université.

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 23 novembre 2023 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 05 décembre 2023, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 11 000 €.

Article 1^{er} – Objet de la subvention

La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 11 000 € attribuée à l'Association par l'Université pour financer le « LyonMUN 2024 » qui se déroulera du 22 au 25 mai 2024.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet

L'Université verse la totalité de la subvention à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'évènement, l'Association s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :

- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre

établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;

- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Association relatives à l'action, accompagné des factures.

Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET³ et signé par le président de l'Association. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention

L'Association s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement de LyonMUN 2024.

En cas de non-respect de cette obligation, l'Association s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.

Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'Association s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.

Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'Association s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont disposent l'association pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'association déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'association dispose pour organiser la prochaine édition de l'évènement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'Association s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.

Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'Association sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté lors d'une année civile ultérieure, l'Association s'engage à informer l'Université du report et rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité

Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'Association, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et



aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 11.01.2024

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Mme la Présidente de
l'association Lyon MUN

Eric CARPANO

Président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par dérogation,
Le directeur de cabinet


Marc BONINCHI

Chanel GROUILLER CORTAY



CONVENTION DE DON D'ARCHIVES ET D'OUVRAGES

N°2023-12-G-192

Entre

L'université Jean Moulin – Lyon 3, établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé au 1C avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08 représenté par son président **Monsieur Éric CARPANO**.

Ci-après dénommé « **l'université Jean Moulin - Lyon 3** »,

D'une part,

Et

Madame **Marie Drew-Bear**, domiciliée au 31 rue Royale, 69001 LYON

Ci-après dénommée « le cédant »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Conformément aux dispositions de l'article L. 1121-2 du code général de la propriété des personnes publiques : « *Les établissements publics de l'Etat acceptent et refusent librement les dons et legs qui leur sont faits sans charges, conditions ni affectation immobilière [...]* ».

Article 1 : Objet

La présente convention fixe les modalités selon lesquelles le Cédant donne à l'université Jean Moulin – Lyon 3 les archives et les ouvrages de Monsieur Thomas Drew-Bear.

Article 2 : Description des ouvrages et archives données

Cette donation porte sur les ouvrages et archives suivants :

- Environ 120 mètres linéaires d'ouvrages (comprenant monographies et périodiques). Cette collection a été acquise durant l'ensemble de la carrière de Thomas Drew-Bear.
- Environ 17,35 mètres linéaires d'archives s'étalant sur l'ensemble de la carrière du Pr. Thomas Drew-Bear, soit de 1968 à 2022, comprenant des carnets, des estampages (1,15 x 0,12 + 1,10 x 0,1), des planches photographiques, des CDs, des brouillons de futures publications et des tirés à part.

L'inventaire exhaustif des ouvrages sera réalisé à l'issue de la phase de collecte par les services de l'université.

Article 3 : Contrepartie

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Article 4 : Modalités de cession

La donation est acceptée gracieusement par l'université Jean Moulin - Lyon 3 pour les seuls ouvrages et archives figurant sur la liste mentionnée à l'article 2.

A l'issue de la réception, les ouvrages et archives concernés resteront sous la seule responsabilité de l'université Jean Moulin - Lyon 3.

L'université Jean Moulin - Lyon 3 prend les biens cédés dans l'état où ils se trouvent et s'engage à les utiliser conformément à leur destination et dans le cadre de ses missions de service public. L'université Jean Moulin - Lyon 3 s'interdit de procéder à la cession, à titre onéreux ou gracieux, à des tiers des biens cédés.

Article 5 : Transfert de propriété - Enlèvement des biens

Les biens listés en annexe demeurent sous la garde et la responsabilité du cédant jusqu'à leur réception par l'université Jean Moulin – Lyon 3. Le transfert de propriété des biens cédés interviendra à la date de réception effective par l'université Jean Moulin - Lyon 3.

Article 6 – Devenir du fonds et des collections

L'université acquiert ces fonds dans le but d'en assurer la conservation et la valorisation. À ce titre, l'université pourra notamment :

- Effectuer dans les fonds des opérations de tri et classement.
- Effectuer des opérations de numérisation

L'université Jean Moulin - Lyon 3 s'engage à ne faire aucune utilisation lucrative des biens cédés qui sont dès lors uniquement destinés au prêt, à la consultation et à la projection dans un cadre académique.

Dans l'éventualité de publications scientifiques, leurs auteurs veilleront à obtenir l'accord des éventuelles personnes ou institutions préalablement liées à la découverte, l'étude ou la conservation des documents exploités.

L'université Jean Moulin - Lyon 3 s'engage à réserver un espace dédié exclusivement à la collection et aux archives du Pr. Thomas Drew-Bear. L'université Jean Moulin - Lyon 3 s'engage à ce que les biens cédés soient toujours identifiés comme constitutifs du fonds Thomas Drew-Bear.

En ce sens, l'intégralité des ouvrages seront spécifiquement identifiés par estampillage et signalement dans le catalogue comme appartenant audit fonds.

Article 7 : Condition résolutoire

Tout manquement aux conditions stipulées dans la présente convention et notamment celle relative à l'interdiction de rétrocession à titre onéreux ou gracieux entraînera sa dénonciation de plein droit, avec l'obligation de restitution au Cédant des ouvrages et des archives cédés.

Article 5 : Litige

En cas de difficulté quelconque liée à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, quel qu'en soit l'objet ou la cause, il est expressément convenu et ce, avant tout recours contentieux, que les parties rechercheront une solution amiable. En ce sens, la partie qui s'estime lésée peut transmettre ses réclamations à l'autre partie par courrier.

En l'absence de règlement amiable entre les parties, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait en deux exemplaires originaux à Lyon le : 11/01/2024

Mme Marie Drew-Bear	L'université Jean Moulin – Lyon 3
« le cédant »	Le président
Signature :  Pour le président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et par délégation, Le directeur de cabinet	Signature :  Pour le président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et par délégation, Le directeur de cabinet

Marc BONINCHI

Marc BONINCHI



**Convention de reversement
Relative au financement de la Fondation abritée
Centre Jacques Cartier 2022 et 2023
N°2023-12-G-193**

ENTRE :

La Communauté d'Universités et Etablissements Université de Lyon,
Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 92 rue Pasteur - CS 30122 – 69361 LYON cedex 07,
N° SIRET 130 021 363 00010, Code APE 85.42Z,
Représentée par son Président, Monsieur Frank DEBOUCK,

Ci-après désignée par « **UdL** »,

D'une part,

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière – CS78242 – 69372 Lyon Cedex 08,
N° de SIRET 196.924.377.00282, code APE 8542Z,
Représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO

Ci-après désignée par « **LYON 3** »,

D'autre part.

L'UdL et LYON 3 sont ci-après désignées collectivement par les « Parties » et individuellement par la « Partie ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Communauté d'universités et établissements (COMUE) Université de Lyon (UdL), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), l'Institut Mérieux, Kéolis Lyon et Velan S.A.S ont formé le projet commun de soutenir le développement des échanges culturels, universitaires et économiques entre d'une part, la France et la région Auvergne-Rhône-Alpes et, d'autre part, le Canada et le Québec.

A ce titre, ils ont fondé la fondation abritée « Centre Jacques Cartier France », hébergée par la Fondation Innovation et Transitions (FIT) afin de soutenir les actions permettant l'intensification des échanges des communautés académiques, économiques et, plus largement, de l'ensemble des acteurs.

Afin de contribuer au financement des projets de la Fondation abritée, l'UdL souhaite la subventionner et demande la contribution des établissements : l'Université Claude Bernard Lyon1, l'Université Lumière Lyon2, l'Université Jean Moulin Lyon3, l'Université Jean Monnet Saint-Etienne, l'Ecole normale Supérieure de Lyon, l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon, l'Ecole Centrale de Lyon, l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, VetAgro Sup et l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat.

LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir pour l'année 2022 et 2023 les conditions de reversement par LYON 3 à l'UdL de sa contribution annuelle au financement de la Fondation abritée Centre Jacques Cartier.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES

LYON 3 s'engage à reverser à l'UdL la somme de cinq mille (5 000) euros annuellement au titre de la contribution 2022 puis de la contribution 2023.

A réception de la convention signée, LYON 3 adressera un bon de commande annuel au Service Finances Budget de l'UdL.

Sur cette base, l'UdL adressera ensuite une facture du montant de la contribution annuelle à LYON 3.

LYON 3 s'engage à reverser la somme dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la facture émise par l'UdL.

Le versement sera effectué sur le compte bancaire de l'UdL :

Titulaire du compte :	Université de Lyon 92 Rue Pasteur CS 30122 69361 LYON Cedex 07
Adresse :	Trésor Public – TP Lyon trésorerie Générale de Lyon
Code banque :	10071
Code guichet :	69000
N° compte :	000010050020
Clé RIB :	39

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date de dernière signature des parties et s'achève au plus tard après exécution complète des obligations par les Parties.

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 5 – LITIGE ET DROIT APPLICABLE

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté sur la validité, l'interprétation, ou l'exécution de la convention, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant au-delà d'un délai de trente (30) jours suivant la notification du litige par lettre recommandée avec avis de réception par l'une des Parties à l'autre Partie, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait en deux (2) exemplaires, le 11.01.2024

Pour l'UdL,

Pour LYON 3, M. Eric CARPANO

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet


Marc BONINCHI

AVENANT 2

N°2023-12-G-194

**A LA CONVENTION PORTANT CREATION
DE LA FONDATION « CHAIRE LYONNAISE DES DROITS HUMAINS ET ENVIRONNEMENTAUX »**

Fondation sous l'égide de la FIT (Fondation Innovation et Transitions)

ENTRE :

Le Barreau de Lyon, 176 rue de Créqui – 69003 Lyon

Représentée par la Bâtonnière en exercice, Maître Marie-Josèphe Laurent

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 1 avenue des Frères Lumière – 69008 Lyon

Représentée par son Président, Monsieur Eric Carpano

La Ville de Lyon, 1 place de la Comédie, 69205 Lyon

Représentée par Madame Florence Delaunay, adjointe droits-égalité

Ci-après désignés les membres fondateurs

D'UNE PART

ET :

LA FONDATION INNOVATION ET TRANSITIONS

Reconnue d'utilité publique par décret du 24 octobre 1988 et régie par les statuts modifiés par décret du 23 mars 2012,

Dont le siège social est situé 3 Place de la Bourse 69002 Lyon

Représentée par sa directrice générale, Madame Cécile Cassin, dûment habilitée

Ci-après désignée par la « **Fondation abritante** »

D'AUTRE PART

PREAMBULE :

Les parties ont signé le 15 novembre 2018 une convention (**ci-après la « Convention »**) de création d'une fondation sous égide dénommée alors « Chaire lyonnaise des droits de l'Homme » pour une durée de six ans.

La Chaire a été créée en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif de promotion des droits de l'homme.

Par un premier avenant en date du 20 décembre 2022, les parties ont désiré prendre de nouvelles dispositions relatives au fonctionnement de la Chaire. L'Université Jean Moulin Lyon 3 a été désignée comme membre fondateur à la place de la COMUE Université de Lyon. La Ville de Lyon a également été ajoutée comme fondateur.

Dans ce cadre, les Parties ont convenu de modifier les modalités relatives à ce renouvellement comprenant la modification de l'administration et du fonctionnement de la Chaire. Elles ont notamment exprimé le souhait de modifier le nom de la Chaire en « Chaire Lyonnaise des droits humains et environnementaux ».

Les Parties ont constaté que de nouvelles modifications de son fonctionnement étaient nécessaires, afin de le simplifier et d'éviter :

- D'une part, des blocages persistants dans la prise de décision,
- D'autre part, la redondance entre les missions de plusieurs organes initialement prévus.

Dans ce contexte, par le présent avenant les parties décident :

ARTICLE 1 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 DE LA CONVENTION : LE COMITE EXECUTIF

- Par le présent avenant, la nouvelle formulation des trois premiers alinéas de l'article 6 est la suivante :

« Le Comité exécutif est composé de 15 membres : 3 membres fondateurs, 6 membres universitaires et 6 personnalités qualifiées ».

- En conséquence de cette première modification, dans le reste de cet article :

- ***« L'expression "collège des membres fondateurs" est remplacée par "les deux représentants des membres fondateurs" »***
- ***L'expression "collège des universitaires" est remplacée par "les six représentants des membres universitaires" »***
- ***L'expression "collège des personnalités qualifiées" est remplacée par "les personnalités qualifiées" ».***

- Par le présent avenant, les Parties remplacent les alinéas 14, 15 et 16 de l'article 6 par trois nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Lors des réunions du Comité exécutif, si le Président de la Chaire ne peut pas être présent, la Présidence est assurée par le Premier Vice-Président. En l'absence du Président ou du Vice-Président, ceux-ci peuvent donner procuration de vote à d'autres membres, mais les réunions du Comité exécutif ne peuvent alors se tenir que sous la coordination du délégué général.

Les réunions du Comité exécutif ne peuvent se tenir que si un quorum de plus d'un quart de ses membres est constaté en début de séance.

Les délibérations du comité exécutif sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de vote à égalité, la voix du président de séance (président, ou vice-président ou délégué général) est prépondérante ».

ARTICLE 2– MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 DE LA CONVENTION : Attribution du Comité exécutif

Par le présent avenant, un nouvel alinéa est ajouté à l'article 7 :

« En cas de demande de financement concernant un projet présenté exclusivement par un membre de l'institution ou de l'établissement dont est issu un membre du Conseil exécutif, ce dernier peut présenter ce projet, et intervenir dans la discussion qui concerne ce dernier, mais il doit se déporter au moment du vote.

Cette règle ne s'applique pas lorsque le projet est posé conjointement par plusieurs structures ou établissements de la Chaire, ou au nom de la Chaire elle-même ».

ARTICLE 3 – SUPPRESSION DE L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION : Conseil scientifique

Par le présent avenant, l'article 9 de la Convention est supprimé.

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION : communication

Par le présent avenant, il est ajouté un nouvel alinéa à l'article 13 de la Convention :

« La communication de la Chaire est assurée par le Barreau de Lyon »

Fait à Lyon, le 12.01.2024 En cinq (5) exemplaires, dont un (1) pour chaque partie signataire.

Pour la Fondation abritante :

Fondation Innovation et Transitions

Madame Cécile Cassin

Directrice générale

Pour Les Fondateurs :

Pour le Barreau de Lyon

Maître Marie Josèphe Laurent

La bâtonnière en exercice

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Monsieur Eric Carpano

Président



Pour la Ville de Lyon

Madame Florence Delaunay

Adjointe droits-égalité

Pour visa

La COMUE Université de Lyon

Monsieur Frank Debouck

Président

**AVENANT N°3
N°2023-12-G-201
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT N° 17-CC-89**

Vu le procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale mixte de la société ORTIS du 28 février 2023, dépôt enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon le 4 avril 2023

Vu le procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale mixte de la société ORTIS du 7 janvier 2022, dépôt enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon le 17 janvier 2022 ;

Vu la convention de partenariat n°17-CC-89 signée le 24/01/2017 et son avenant n°1 (Ref 20-CC-1468) et son avenant n°2 (Ref 2021-03-C-69) ;

Article 1 : Identification des parties initiales

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, Siret n°196924377-00282,

Sise 1 rue de l'Université, 69007 Lyon

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO

Agissant dans le cadre d'un projet porté par

L'iaelyon School of Management

Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Agissant pour le compte du **Centre Lyonnais d'Expertise et d'Audit (CLEA)**,

Représenté par son Directeur, François LANTIN

Ci-après désigné « **iaelyon** »,

a conclu en 2017 une convention de partenariat avec :

Orfis Baker Tilly, Cabinet d'expertise-comptable et d'audit, membre de Baker Tilly International, situé au 149 boulevard Stalingrad - 69100 Villeurbanne,

Représenté par son Président Directeur Général, Jean-Louis FLECHE, Expert-comptable et Commissaire aux comptes

N° de Siret : 957 509 045 00036

Article 2 : Transfert de la convention

Suite au changement de siège social et de numéro SIRET déposés au RCS de Lyon, le bénéficiaire de la convention de partenariat devient :


ORFIS, Cabinet d'expertise-comptable et d'audit,
SIRET n°95750904500119
Sis 79 boulevard de Stalingrad, 69100 Villeurbanne,
Représenté par son Président Directeur Général, Edouard CORNUT-CHAUVIN, Expert-comptable et Commissaire aux comptes

Les autres dispositions de la convention de partenariat et de ses avenants restent inchangées.

Article 3 : Durée

Le présent avenant est conclu jusqu'au terme de la convention 17-CC-89 soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Fait à Lyon, en quatre exemplaires, le 11.01.2024

<p>Pour l'Université Jean Moulin Pour le président de l'Université Le Président, Jean Moulin Lyon 3 et par délégation, Le directeur de cabinet,  Éric CARPANO Marc BONINCHI</p>	<p>Pour la société ORFIS, Le Président Directeur Général, Édouard CORNUT-CHAUVIN</p>
<p>Pour l'IAELyon, La Directrice, Marie-Christine CHALUS</p>	<p>Pour le CLEA, Le Directeur, François LANTIN</p>

CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DES LOCAUX
n° 2023-12-G-202

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1 rue de l'Université, 69007 LYON,
Représentée par son Président, monsieur le Professeur Eric CARPANO
Ci-après dénommée « Lyon 3 »

d'une part,

Et l'Office national des combattants et victimes de guerre – Mémorial National de la prison de Montluc,
situé 4 rue Jeanne Hachette – CS 73852 – 69 487 LYON Cedex 03

Ci-après dénommé « l'occupant »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par Lyon 3 **en vue d'une conférence sur les enjeux mémoriels et pédagogiques du Mémorial National de la prison de Montluc**, mardi 12 décembre 2023 de 13h à 18h.

La présente mise à disposition intervient **à titre gracieux**.

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, Lyon 3 met à disposition les locaux (et matériels) tels que précisés en annexe à la présente convention.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et respectant notamment la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

L'accès des participants aux locaux se fera sur inscription.

Les conditions concrètes de l'utilisation de ces locaux sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Assurance

L'occupant doit garantir sa responsabilité civile contre tout dommage qu'il est susceptible de causer aux personnes et aux biens, en souscrivant une garantie auprès d'une compagnie d'assurance.

L'occupant remettra une attestation d'assurance avec la présente convention.

Article 5 : Dispositions financières

La mise à disposition de locaux est consentie à titre gracieux, car elle vérifie une des conditions posées à l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, tel que modifié par l'article 18 de la loi n°2007-1787 relative à la simplification du droit du 20 décembre 2007 dans le respect du principe de spécialité de l'Université et de ses missions de service public.

Article 6 : Durée

L'occupant utilise la salle 138, mardi 12 décembre 2023 de 13h à 18h.

L'accès public se fera par le 1 Avenue des Frères Lumière – Lyon 8^{ème}.

Cette convention est à titre précaire et révocable.

Lyon 3 se réserve le droit d'y mettre fin sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par l'occupant et notamment en cas de non respect de ses obligations légales ou réglementaires ou telles que définies dans la présente convention.

Lyon 3 et l'occupant disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires le 7 décembre 2023

L'occupant,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,

Eric CARPANO
Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet



**Annexe technique à la convention en date du 7 décembre 2023
Entre l'occupant et L'Université Jean Moulin Lyon 3**

Locaux et matériels mis à disposition :

L'occupant utilise **mardi 12 décembre 2023 de 13h à 18h la salle 138** (site de la Manufacture des Tabacs - 1^{er} étage).

Responsable(s) des locaux :

L'occupant se verra remettre, par le point central d'accueil une clé, qu'il remettra à la fin de son utilisation des locaux.

Horaires d'accès :

Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'Université, sauf exception accordée par écrit du Président de l'Université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :

Se présenter au point central d'accueil ou contacter la Direction de l'Immobilier et de la Logistique au 04 78 78 78 71, notamment pour l'ouverture des salles à la Manufacture des Tabacs.

Effectifs accueillis :

Les effectifs prévus par l'organisateur s'élèvent à 2 groupes de 30 étudiants.

Obligations de l'occupant :

L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de Lyon 3.

En particulier, il lui est interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

Il s'engage, par ailleurs, à transmettre à Lyon 3, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :

- d'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs,
- de se conformer aux normes en vigueur au sein de l'Université en matière d'hygiène, de sécurité,
- de respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'Université,
- de respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition,
- de restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'Université.

CONVENTION CADRE

N°2024-01-G-001

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, Siret n°196924377-00282,

Sise 1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 – 69372 LYON CEDEX 8

Représentée par son Président, le Professeur Éric CARPANO

Agissant dans le cadre d'un projet porté par

L'iaelyon School of Management

Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après désigné « **iaelyon** »,

D'une part,

Et

La Chambre de Commerce Franco-Américaine à New York (French American Chamber of Commerce),

Sise 33 West 46th Street, Suite 800, New-York, NY 10036

Représentée par sa Directrice Générale, Polina BOGDANOVITCH,

Ci-après dénommée « **FACC-NY** »

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement « les Parties »,

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention-cadre a pour objet de définir les modalités de coopération entre l'iaelyon et la FACC-NY. Au-delà du renforcement de la relation entre les deux pays, l'adhésion de l'iaelyon lui permet de rejoindre un réseau d'affaires composé de plus de 700 membres. De plus, cette collaboration présente des avantages pour chacune des Parties, au titre desquelles :

- Le développement d'un réseau de contacts professionnels à l'international ;
- L'augmentation du rayonnement international et de la visibilité de chacune des Parties ;
- Une incitation à la mobilité professionnelle entre la France et les Etats-Unis ;
- Un service d'aide à la gestion des ressources humaines ;
- L'organisation de Learning Expeditions ;
- Une collaboration au titre de la recherche.

L'exécution de la présente convention cadre fera l'objet de conventions spécifiques, concluent préalablement, à chaque élément d'action où de projets nécessitant la définition de modalités financières particulières ou de modalités d'organisations propres. Chaque convention spécifique devra être signée au préalable par l'ensemble des Parties

ARTICLE 2 – GARANTIES DE L'ADHÉSION

La signature de la présente convention-cadre permet :

1. Le développement d'un réseau de contacts professionnels à l'international

- Accès à l'annuaire des membres de la FACC-NY ;
- Opportunité de bénéficier d'introductions directes personnalisées avec les membres de la FACC-NY ;
- Accès aux événements de la FACC-NY.

2. L'augmentation du rayonnement international et de la visibilité de chacune des parties

En accord avec leurs directions de communication respectives et dans le respect des chartes graphiques et d'image, chacune des Parties s'engage à communiquer sur l'autre partenaire pour accroître son rayonnement à l'étranger :

Pour l'école :

- Opportunité de publier du contenu institutionnel et des articles sur les réseaux sociaux FACC-NY afin de promouvoir les activités de l'école. Les articles sont ensuite relayés sur les réseaux sociaux et la newsletter hebdomadaire de la FACC-NY.

Pour la FACC-NY :

- La visibilité corporative et le logotype de la FACC-NY sur le site internet de l'iaelyon permettent la valorisation du partenariat et des initiatives organisées dans le cadre de ce partenariat.
- Les publications validées par la Direction de la Communication de l'iaelyon peuvent faire l'objet de diffusion dans les newsletters institutionnelles et étudiantes, ainsi que dans tout autre support jugé adapté et pertinent.

3. Une incitation à la mobilité professionnelle entre la France et les Etats-Unis

Un accueil facilité par chacune des parties.

Un accompagnement par la FACC-NY des étudiants dans leur démarche de visa J1 en tant que sponsor de visa.

4. Un service d'aide à la gestion des ressources humaines

- Possibilité pour les étudiants de l'iaelyon de créer gratuitement un compte sur la plateforme *Career Connect* sur laquelle les sociétés membres de la FACC-NY postent des offres de stage ;
- Possibilité d'organiser un événement de recrutement virtuel.

5. L'organisation de Learning Expeditions

L'iaelyon s'appuie sur l'expérience de la FACC-NY dans l'organisation de « Learning Expedition » pour encourager la mobilité internationale de ses étudiants.

Ces voyages d'études permettent à un groupe d'étudiants de s'inspirer de l'écosystème new-yorkais, autour de rendez-vous programmés avec des dirigeants d'entreprises, des visites de sites et toute autre rencontre selon un cahier des charges déterminé par l'iaelyon. La prestation peut être gérée en tout ou partie par la FACC-NY, y compris le volet accommodations (restaurants, hôtels, déplacements sur place, hors billets d'avion), et fait l'objet d'un avenant à la présente convention. Le tarif de la prestation, avec en option la gestion de l'intégralité du séjour (hébergement, restauration, déplacements), est déterminé en fonction du cahier des charges de l'iaelyon.

6. Participation des adhérents de la FACC-NY aux séminaires internationaux de l'iaelyon

Destinés aux différents publics de l'iaelyon (étudiants et professionnels de formation continue), des séminaires de management de 18h sont enseignés en anglais, espagnol et allemand par des intervenants issus d'universités et d'écoles de management du monde entier. Plus de 60 séminaires annuels apportent aux participants une approche internationale et interculturelle sur des thématiques transversales ou disciplinaires (leadership, stratégie, entrepreneuriat, digital, management responsable...)

Au titre de la présente convention, les adhérents de la FACC-NY pourront -après sélection par le Directeur de la FACC-NY ou de son représentant-, participer au titre de l'Executive Education en bénéficiant d'un tarif préférentiel.

Chaque participation sera soumise à la signature d'une convention individuelle de formation continue, qui devra être effective au minimum un mois avant l'international week qui se déroule début janvier de chaque année. Les frais de déplacements et d'hébergement sont à la charge du participant.

7. Collaboration en matière de recherche

Le réseau d'entreprises partenaires de la FACC constitue un atout important pour permettre des recherches dont les applications concrètes répondent aux besoins des entreprises. Les recherches, menées souvent sur le terrain permettent de confronter les approches des enseignants chercheurs avec les pratiques des entreprises françaises implantées aux Etats-Unis et d'améliorer la pertinence des enseignements dans des programmes professionnels où les participants attendent une réflexion et une pratique sur des outils concrets et opérationnels à l'International. A titre d'exemple :

- Des terrains de recherche peuvent être déployés au sein de grands groupes et de PME ;
- Des contrats de recherche et d'étude peuvent être réalisés pour le compte d'acteurs socio-économiques ;
- Des financements pour des projets doctoraux peuvent être obtenus ;
- Des chaires peuvent être financées par des entreprises partenaires ;
- ...

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1. Dispositions générales

Le tarif de l'adhésion annuelle de l'iaelyon à la FACC-NY est de 400 dollars américains pour une année civile complète.

2. Prestations optionnelles faisant l'objet de dispositions financières supplémentaires

a. Learning Expedition

La construction « sur mesure » d'un voyage d'études fait l'objet d'une proposition spécifique, tenant compte du cahier des charges de l'iaelyon, du nombre de participants, du nombre de jours, du type d'options retenues concernant l'hébergement et les transports.

b. Participation des adhérents FACC-NY aux séminaires internationaux iaelyon

Les tarifs des séminaires internationaux sont votés par les différents conseils de l'iaelyon et de l'université Jean Moulin Lyon 3. Les frais de transport et d'hébergement restant à la charge des participants.

c. Collaboration en matière de recherche

Compte-tenu des multiples possibilités de collaboration en matière de recherche, cette disposition fera l'objet d'un avenant spécifique à la présente convention.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION ET DURÉE DE LA CONVENTION

Un suivi de l'application de la présente entente de partenariat est assuré conjointement, dans le cadre d'une concertation régulière, par les signataires de la présente convention, ou leurs représentants.

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024 et conclue pour une durée de 5 ans.

La présente convention cadre ne pourra être modifiée que par avenant signé entre les Parties pour la durée résiduelle d'application de la convention cadre. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention initiale, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objet de la convention, tel que défini à l'article 1^{er}. Étant attaché à la présente convention, tout avenant ainsi que les conventions spécifiques qui en découlent seront soumis aux mêmes dispositions qui la régissent.

ARTICLE 5 - RESILIATION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 3 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.


ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES

Le présent accord est soumis aux lois et règlements des pays partenaires.

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fait l'objet d'une recherche de conciliation amiable.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les Parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention à la juridiction compétente choisie d'un commun accord.

Fait en trois exemplaires originaux, à Lyon le 29.01.2024

<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président.</p>  <p>ERIC CARPANO</p>	<p>Pour l'iaelyon, La Directrice Générale,</p> <p>Marie-Christine CHALUS</p>	<p>Pour la FACC-NY, La Directrice Générale,</p> <p>Polina BOGDANOVITCH</p>
--	--	--

CONVENTION SPECIFIQUE

N°2024-01-G-002

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, Siret n°196924377-00282,

Sise 1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 – 69372 LYON CEDEX 8

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO

Agissant dans le cadre d'un projet porté par

L'iaelyon School of Management

Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après désigné « **iaelyon** »,

D'une part,

Et

La Chambre de Commerce Franco-Américaine à New York (French American Chamber of Commerce),

Sise 33 West 46th Street, Suite 800, New-York, NY 10036

Représentée par sa Directrice Générale, Polina BOGDANOVITCH,

Ci-après dénommée « **FACC-NY** »

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement « les Parties »,

Vu la convention-cadre entre FACC-NY et l'iaelyon ;

PREAMBULE

Une convention-cadre a été signée entre l'iaelyon et FACC-NY afin de faciliter la coopération entre les deux établissements dans les domaines de la formation et de la recherche. Cette convention a énoncé les obligations des deux Parties et leur engagement commun.

Le programme « Cross Cultural Leadership: Bridging Cultures in Management » offre une opportunité unique aux étudiants en Master de Management français d'explorer le monde dynamique des affaires internationales au cœur de la ville de New York. À travers une série de présentations et de visites d'entreprises, les participants acquerront des perspectives

inestimables sur le paysage des affaires transatlantique, en mettant particulièrement l'accent sur les points de vue des leaders d'entreprises français et américains.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La FACC-NY, dont la mission est d'accompagner les entreprises françaises dans leur développement commercial aux Etats-Unis, propose une visite professionnelle à New York pour une délégation de 20 à 25 étudiants et de 1 à 2 accompagnateurs en formation Master de Management au sein de iaelyon.

La FACC-NY travaillera en collaboration avec l'iaelyon afin de s'assurer que les contacts proposés par la FACC-NY correspondent aux objectifs du programme.

Les contacts visés par l'iaelyon incluent les représentants Américains et/ou Français, de sociétés dans le monde des affaires internationales au cœur de la ville de New York. Les présentations seront en Anglais.

L'organisation des rencontres et les prises de contact avec les intervenants se déroulent en amont, à partir du mois de novembre 2023.

ARTICLE 2 – MODALITE D'ORGANISATION

La FACC-NY se charge de l'organisation de 12 présentations, incluant des visites d'entreprises, d'une heure et demie chacune entre le 8 et 11 Janvier 2024.

Les dirigeants, correspondant aux profils visés par iaelyon, seront sélectionnés par la FACC-NY en tenant compte de leurs profils variés (grands groupes, PME, tous secteurs, entreprises Françaises et Américaines). Les sujets abordés toucheront au Management, incluant aspects financiers, commerciaux, RH et marketing.

Ces professionnels seront sélectionnés parmi les entreprises membres, partenaires et contacts de la FACC NY.

En collaboration avec l'iaelyon, la FACC-NY se charge :

- du choix des personnes sollicitées ;
- de la prise de contact avec ces derniers ;
- de la réservation des locaux pour les présentations ;
- de l'organisation du planning ;
- de l'accueil des participants durant les présentations.

Les transports, repas, logement et tous autres éléments liés à ce programme en dehors de ces rencontres professionnelles seront la responsabilité de l'iaelyon.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le devis s'élève à 11,940 \$ (onze mille neuf cent quarante dollars) pour douze rencontres d'une heure trente chacune, sur quatre jours, pour 20 à 25 étudiants et leurs accompagnants.

L'intégralité du paiement sera due le 1er février 2024.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023, pour la durée de l'année universitaire 2023-2024.


ARTICLE 6 – LITIGES

Le présent accord est soumis aux lois et règlements des pays partenaires.

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fait l'objet d'une recherche de conciliation amiable.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les Parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention à la juridiction compétente choisie d'un commun accord.

Fait en trois exemplaires originaux, à Lyon le 29.01.2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président,  ERIC CARPANO	Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS	Pour la FACC-NY, La Directrice Générale, Polina BOGDANOVITCH
--	---	---

ASSOCIATION CORAIL

(association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901)

Direction des services informatiques

B.P. 8351

69356 Lyon Cedex 08

**CONVENTION CONCERNANT LA RESTAURATION DES PERSONNELS
DANS LES LOCAUX DE LA DGFIP (MINISTERE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS)
N°2024-01-G-003**

Conclue entre:

L'Association du Comité d'Organisation du Restaurant Administratif Informatique de LYON (CORAIL) représentée par son président, Monsieur Éric ROUSSET, gestionnaire du restaurant sis à la Direction des services Informatiques de LYON, 1 rue St-Hippolyte, 69008 LYON, d'une part,

et

L'Université Jean Moulin LYON 3^o, établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 – 69372 LYON CEDEX 8, représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

À compter du 1^{er} Janvier 2024, l'association CORAIL s'engage à servir et à fournir le repas de midi, dans la limite de sa capacité d'accueil, à l'ensemble des personnels (titulaires ou contractuels) actuellement en poste à l'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel relevant du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Cet engagement est assorti des conditions suivantes :

– **Article 1 – Objet**

L'association CORAIL offre à l'Université Jean Moulin Lyon 3 la fourniture d'un repas à son personnel. Le service des repas sera assuré entre 12h30 et 13h30, tous les jours sauf les samedi, dimanche et jours fériés.

– **Article 2 – Composition des repas**

Les repas proposés par l'association CORAIL devront obligatoirement comprendre la fourniture de repas habituel offerte aux usagers ordinaires et énumérée comme suit : un périphérique (entrée ou dessert) et un plat principal ; eau et pain.

– **Article 3 - Tarif**

Le prix du repas devra comprendre la subvention unitaire dont le taux est de 1,53 € au 1^{er} Janvier 2024 (taux de subvention interministérielle attribuée par repas et révisé chaque année par la réglementation en vigueur – circulaire conjointe du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique et du

La subvention de 1,53€ est accordée aux agents de l'État dont l'indice de traitement est égal ou inférieur à l'indice nouveau majoré de 534. Le gestionnaire du restaurant procédera au pointage des agents ouvrant droit à la subvention et tiendra à la disposition de l'Université Jean Moulin Lyon 3 tout document et pièce comptable qui seront utiles pour le versement de la subvention.

Un seul repas par carte et par jour sera subventionné.

Les personnels concernés acquitteront le prix du repas figurant dans la grille tarifaire diminué de cette subvention.

– **Article 4 – Adhésion et badge**

Les personnels qui souhaitent bénéficier de la restauration de l'association CORAIL devront s'acquitter d'une adhésion annuelle dont le montant est fixé à 5€ (cinq euros) pour 2024. En outre, chaque délivrance de badge est conditionnée au paiement d'une caution de 10€ (dix euros)

– **Article 5 – Restitution du badge**

Les agents quittant l'Université Jean Moulin Lyon 3 à la suite d'une mutation, d'un départ à la retraite ou d'une fin de contrat, sont tenus de remettre leur badge à l'association CORAIL ou à son représentant au sein de l'Université. La restitution du badge entraîne le remboursement du solde du compte du convive et la restitution de la caution de 10€ perçue lors de sa délivrance.

– **Article 6 – Assurance**

L'association CORAIL déclare que le prestataire de restauration – actuellement « Ansamble » – est assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable pour sa responsabilité civile d'exploitation. Les risques d'intoxication sont, en particulier, couverts.

– **Article 7 – Modalités financières**

À la fin de chaque mois, sur présentation d'une facture comportant en annexe la liste nominative des bénéficiaires, l'Université Jean Moulin Lyon 3, versera à l'association CORAIL le montant correspondant au nombre de repas subventionnables par mandat administratif sur le compte ouvert au nom de l'association.

Cette facture sera communiquée par mail à l'adresse compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr

Cette facture pourra également être déposée sur le portail CHORUS PRO en utilisant le numéro SIRET 19692437700019 et le numéro de bon de commande.

– **Article 8 – Participation de l'Université Lyon 3**

L'université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à verser mensuellement à l'association CORAIL une participation exceptionnelle de 3€ par repas, destinée à couvrir pour partie la part fixe correspondant à l'emploi d'une employée de restauration.

Cette participation sera revalorisée annuellement par le conseil d'administration de l'association CORAIL (répercussion de la hausse maximum pratiquée au début de chaque année civile par le prestataire de restauration).

– **Article 9 - Représentation**

L'université Jean Moulin Lyon 3 sera représentée au Conseil d'Administration du restaurant administratif par un ou plusieurs adhérents (article 23 des statuts de l'association).

– **Article 10 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} Janvier 2024

Elle pourra être renouvelée pour une durée identique par accord express dans un avenant six mois au moins avant l'échéance de la présente convention.

Toute dénonciation de la présente convention par une des parties sera notifiée à l'autre partie, par courrier

recommandé avec avis de réception, sous réserve d'un préavis de trois mois.

- **Article 11 – Modification**

Toute modification à la présente convention donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

- **Article 12 – Règlement des litiges**

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

- **Article 13 – Transmission des données et mesures de sécurité**

Les fichiers, de quelque nature qu'ils soient (électroniques ou non) comportant des informations nominatives, ainsi que les données à caractère personnel, directement collectées par le CORAIL, provenant de leur saisie (ou traitement) sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le CORAIL s'engage :

- à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et, notamment, les formalités déclaratives auprès de la CNIL ;
- à prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers au cours de l'exécution de la présente convention, ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes physiques ou morales, privées ou publiques, ayant qualité pour en connaître ;
- à informer les personnels, de l'entité conventionnée, bénéficiaires de la possibilité de collecter des données à caractère personnel les concernant dans un fichier.

Les données collectées sont analysées et conservées pour une durée limitée n'excédant pas leur durée d'utilité effective et au-delà, bénéficieront d'un archivage limité.

Fait à Lyon en deux exemplaires le 12/01/2024

Le président de CORAIL,

Éric ROUSSET

Le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Éric CARPANO





CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE
L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN ET LE RECTORAT DE LYON
N°2024-01-G-004

L'université Jean Moulin Lyon 3, Établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière | Lyon 8e, représentée par son Président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO.

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** »

d'une part,

Et

Le Rectorat de Lyon – Division des examens et des concours – 94 Rue Hénon – BP 64571 – 69 244 Lyon Cedex 04

Ci-après dénommé « **L'occupant** »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par **l'université Jean Moulin dans le cadre de l'organisation d'un concours de personnel de direction – mercredi 10 et jeudi 11 janvier 2024.**

La mise à disposition des locaux intervient à titre onéreux.

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, L'université Jean Moulin met à disposition les locaux suivants sur le campus de la Manufacture des Tabacs :

- L'amphithéâtre M,
- La salle 331.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels le cas échéant)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et dans le respect de la réglementation en vigueur et des dispositions édictées par l'université, notamment celles présentes au règlement intérieur relatives à l'hygiène et la sécurité.

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Les conditions d'occupation sont détaillées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

Article 4 : Assurance

L'Etat étant son propre assureur, le propriétaire dispense l'occupant de contracter une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent de fait de la présente occupation.

Article 5 : Dispositions financières

Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la mise à disposition des locaux de **l'université Jean Moulin** en faveur de **l'occupant** est consentie à titre onéreux et donne donc lieu au paiement d'une redevance.

Le coût total de la redevance versée au titre de la présente convention s'élève à : 1 590,00 € (HT), TVA en sus au taux en vigueur de 20% pour l'occupation.

Le calcul de cette redevance, tenant compte d'une remise de 50% pour l'occupation des locaux par un service de l'Etat, est détaillé en annexe 2 de la présente convention.

A l'issue de la location (sur service fait), et sur présentation de facture de **l'université Jean Moulin**, **l'occupant** se libérera de la somme due en effectuant un règlement :

- Par chèque libellé à l'ordre de « Agent comptable de l'université Jean Moulin Lyon3 » (règlement TTC),
- Ou par virement bancaire effectué à destination du compte suivant : Trésorerie générale du Rhône - IBAN FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 6 : Durée

L'Occupant utilise les espaces suivants :

- **Amphithéâtre M**, mercredi 10 janvier 2024 de 8h à 14h30
- **Salle 331**, mercredi 10 et jeudi 11 janvier 2024 de 8h à 13h30

Article 7 : Conditions de révocation de la convention

Cette convention est à titre précaire et révocable.

L'université Jean Moulin se réserve le droit de mettre fin à l'exécution de la présente convention sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par **l'occupant** et notamment en cas de non-respect de ses obligations légales ou réglementaires ou telles que définies dans la présente convention.

L'université Jean Moulin et **l'occupant** disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 8 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.



Article 9 : Communication

Chacune des deux parties à la présente convention autorise l'autre à utiliser son nom et son logo pour les besoins de l'organisation logistique de la manifestation (désignation des locaux, signalétique). Cette utilisation se fera dans les conditions compatibles avec l'image et les chartes graphiques des cocontractants.

Chacune des parties se réserve le droit à tout moment de retirer cette autorisation. L'image et les éléments visuels des parties ne peuvent être utilisés hors du cadre explicite de cette convention.

Avant diffusion de toute communication majeure, les deux parties devront s'être préalablement mises d'accord et avoir accepté explicitement cette communication.

Article 10 : Sécurité

Sûreté et contrôle des accès : **L'occupant** devra se conformer aux mesures et préconisations édictées par **l'université Jean Moulin** en matière de sécurité. Toutes les dispositions seront prises pour éviter tout trouble à l'ordre public.

Fait à Lyon, en deux exemplaires originaux, le **08/01/2024**

L'Occupant

L'université Jean Moulin


Le président
Eric CARPANO



Annexe 1 – annexe technique à la convention en date du **08/01/2024**
Entre **le Rectorat de Lyon** et **l'université Jean Moulin**

L'occupant utilise les espaces suivants :

- **Amphithéâtre M**, mercredi 10 janvier 2024 de 8h à 14h30
- **Salle 331**, mercredi 10 et jeudi 11 janvier 2024 de 8h à 13h30

Responsable(s) des locaux :

L'occupant s'assurera de la marche à suivre au niveau des règles d'hygiène et de sécurité, auprès du service hygiène et sécurité. L'université demeure responsable de ses propres locaux.

Horaires d'accès :

Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'université sauf exception accordée par écrit du Président de l'université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :

L'accès aux locaux se fait par le 1 Avenue des Frères Lumière – Lyon 8^{ème}.

Effectifs accueillis :

Les effectifs prévus par l'organisateur sont conformes à la jauge maximale des salles réservées, en mode « examen ».

Obligations de l'occupant :

L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de l'université Jean Moulin.

Toutes activités portant atteinte au principe de neutralité commerciale auquel l'université Jean Moulin reste soumise, sont interdites. L'occupant s'engage, par ailleurs, à transmettre à l'université Jean Moulin, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :

- D'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- De se conformer aux normes en vigueur au sein de l'université en matière d'hygiène, de sécurité ;
- De respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'université (ATTENTION pas d'alcool si repas et/ou vin d'honneur sauf si demande d'exemption accordée par la Présidence) ;
- De respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition ;
- De restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'université.

ANNEXE 2 à la convention en date du **08/01/2024**
Détail des espaces mis à disposition & tarification associée

Salles	Dates	Nbre d'h	Tarif HT/Heure	Total HT
Amphi M 300 places	<u>10 janvier 2024</u> 8h-14h30	6,5	320,00	2 080,00
Salle 331 100 places	<u>10 et 11 janvier 2024</u> 8h-13h30	11	100,00	1 100,00
Total en euros				3 180,00
Réduction 50% services de l'Etat				1 590,00
TVA 20 %				318,00
Total TTC en euros				1 908,00

**CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DES LOCAUX
n°2024-01-G-005**

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1 rue de l'Université, 69007 LYON,
Représentée par son Président, monsieur le Professeur Eric CARPANO
Ci-après dénommée « Lyon 3 »

d'une part,

Et **La Maison d'Izieu**, situé **70 route de Lambraz – 01 300 IZIEU**

Ci-après dénommé « l'occupant »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par Lyon 3 **en vue du conseil d'administration de la Maison d'Izieu, lundi 15 janvier 2024 de 10h à 13h.**

La présente mise à disposition intervient **à titre gracieux.**

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, Lyon 3 met à disposition les locaux (et matériels) tels que précisés en annexe à la présente convention.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et respectant notamment la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

Les conditions concrètes de l'utilisation de ces locaux sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Assurance

L'occupant doit garantir sa responsabilité civile contre tout dommage qu'il est susceptible de causer aux personnes et aux biens, en souscrivant une garantie auprès d'une compagnie d'assurance.

L'occupant remettra une attestation d'assurance avec la présente convention.

Article 5 : Dispositions financières

La mise à disposition de locaux est consentie à titre gracieux, car elle vérifie l'une ou l'autre des conditions posées à l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, tel que modifié par l'article 18 de la loi n°2007-1787 relative à la simplification du droit du 20 décembre 2007 dans le respect du principe de spécialité de l'Université et de ses missions de service public.

Article 6 : Durée

L'occupant utilise la salle Callemmer, lundi 15 janvier 2024 de 10h à 13h.

L'accès public se fera par le 15 quai Claude Bernard – Lyon 7^{ème}.

Cette convention est à titre précaire et révocable.

Lyon 3 se réserve le droit d'y mettre fin sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par l'occupant et notamment en cas de non respect de ses obligations légales ou réglementaires ou telles que définies dans la présente convention.

Lyon 3 et l'occupant disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires le **20 décembre 2023**

L'occupant,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,




ERIC CARPANO

**Annexe technique à la convention en date du 20/12/2023
Entre l'occupant et L'Université Jean Moulin Lyon 3**

Locaux et matériels mis à disposition :

L'occupant utilise :
- la salle Caillemer (site des Quais)
- lundi 15 janvier 2024, de 10h à 13h.

Responsable(s) des locaux :

L'occupant se verra remettre, par le service logistique une clé, qu'il remettra à la fin de son utilisation des locaux.

Horaires d'accès :

Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'Université, sauf exception accordée par écrit du Président de l'Université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :

Se présenter à l'accueil du Palais de l'Université.

Effectifs accueillis :

Les effectifs prévus par l'organisateur s'élèvent à 50 participants maximum.

Obligations de l'occupant :

L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de Lyon 3.

En particulier, il lui est interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

Il s'engage, par ailleurs, à transmettre à Lyon 3, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :

- d'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs,
- de se conformer aux normes en vigueur au sein de l'Université en matière d'hygiène, de sécurité,
- de respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'Université.
- de respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition.
- de restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'Université.

CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DES LOCAUX
n°2024-01-G-006

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1 rue de l'Université, 69007 LYON,
Représentée par son Président, monsieur le Professeur Eric CARPANO
Ci-après dénommée « Lyon 3 »

d'une part,

Et la **Banque de France**, située **4 bis Cours Bayard – 69 002 Lyon**

Ci-après dénommé « l'occupant »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par Lyon 3 **en vue de la conférence « Quels recrutements et quels stages à la Banque de France ? » du mardi 16 janvier 2024 de 18h à 20h30.**

La présente mise à disposition intervient **à titre gracieux.**

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, Lyon 3 met à disposition les locaux (et matériels) tels que précisés en annexe à la présente convention.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et respectant notamment la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

L'accès des participants aux locaux se fera sur inscription.

Les conditions concrètes de l'utilisation de ces locaux sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Assurance

L'occupant doit garantir sa responsabilité civile contre tout dommage qu'il est susceptible de causer aux personnes et aux biens, en souscrivant une garantie auprès d'une compagnie d'assurance.

L'occupant remettra une attestation d'assurance avec la présente convention.

Article 5 : Dispositions financières

La mise à disposition de locaux est consentie à titre gracieux, car elle vérifie l'une ou l'autre des conditions posées à l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, tel que modifié par l'article 18 de la loi n°2007-1787 relative à la simplification du droit du 20 décembre 2007 dans le respect du principe de spécialité de l'Université et de ses missions de service public. Cette conférence s'inscrit dans le cadre de la relation partenariale entre Lyon 3 et la Banque de France.

Article 6 : Durée

L'occupant utilise l'amphithéâtre Huvellin, mardi 16 janvier 2024 de 17h30 à 21h.

L'accès public se fera par le 15 Quai Claude Bernard – Lyon 7^{ème}.

Cette convention est à titre précaire et révocable.

Lyon 3 se réserve le droit d'y mettre fin sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par l'occupant et notamment en cas de non respect de ses obligations légales ou réglementaires ou telles que définies dans la présente convention.

Lyon 3 et l'occupant disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires le **5 janvier 2024**

L'occupant,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,


Eric CARPANO

**Annexe technique à la convention en date du 05/01/2024
Entre l'occupant et L'Université Jean Moulin Lyon 3**

Locaux et matériels mis à disposition :

L'occupant utilise :
- l'amphithéâtre **Huvelin** (site des Quais)
- **mardi 16 janvier 2024**
- de 17h30 à 21h.

Responsable(s) des locaux :

L'occupant se verra remettre, par le service logistique une clé, qu'il remettra à la fin de son utilisation des locaux.

Horaires d'accès :

Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'Université, sauf exception accordée par écrit du Président de l'Université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :

Se présenter à l'accueil situé au rez-de-chaussée du Palais de l'Université – 15 quai Claude Bernard – Lyon 7^{ème}.

Effectifs accueillis :

Les effectifs prévus par l'organisateur s'élèvent à 130 participants maximum.

Obligations de l'occupant :

L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de Lyon 3.

En particulier, il lui est interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

Il s'engage, par ailleurs, à transmettre à Lyon 3, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :

- d'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs,
- de se conformer aux normes en vigueur au sein de l'Université en matière d'hygiène, de sécurité,
- de respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'Université.
- de respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition.
- de restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'Université.

CONVENTION

N°2024-01-G-008

CONCERT DU PÔLE LYRIQUE D'EXCELLENCE VENDREDI 1^{ER} MARS 2024 – 17h00 – AUDITORIUM MALRAUX

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON

Représentée par son président, Monsieur le Professeur **Eric CARPANO**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « Lyon 3 »

D'une part,

Et

Le Pôle lyrique d'excellence, Association Loi 1901, 33 avenue Joannès Masset - 69009 LYON

N° SIRET du siège : 801 019 365 00031

Code APE : 8552Z Enseignement Culturel

Représenté par son président, Monsieur **Jean-Marc SERRE**

Le Pôle lyrique d'excellence sera désigné ci-après par le terme « Le Pôle »

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, l'Université propose durant l'année universitaire, avec le soutien de ses partenaires, une programmation culturelle gratuite et variée aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année, depuis dix ans, des résidences d'artistes. Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à la démocratisation de l'accès à la culture, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques et de master classes.

Le Pôle lyrique d'excellence est une formation unique à destination de jeunes chanteurs lyriques professionnels ou en voie de professionnalisation.

La formation principale dispensée par le Pôle lyrique d'excellence s'articule autour de 6 sessions annuelles de travail. Trois concerts complémentaires et un Opéra

répartis de septembre à juillet offrent aux stagiaires des opportunités nécessaires de mise en pratique.

Technique vocale, travail avec chef de chant, chef d'orchestre, metteur en scène, étude d'un répertoire spécifique défini personnellement pour chaque stagiaire sont les grands axes de travail prévus.

Tous les intervenants sont issus du milieu musical professionnel. Pédagogues, ce sont des musiciens de renommée nationale et internationale.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - NATURE DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objectif de contractualiser l'organisation d'un concert du Pôle dans le cadre de la saison culturelle 2023-2024 de Lyon 3.

Le concert est proposé gratuitement au public.

ARTICLE 2 - DATE - HORAIRES - LIEUX

Lyon 3 accueillera le Pôle à l'auditorium Malraux situé sur le campus de la Manufacture des Tabacs, 16 rue Rollet, Lyon 8^e :

le vendredi 1^{er} mars 2024, pour une répétition dès 9 h, puis un concert « répertoire italien » à 17 h.

ARTICLE 3 - DESCRIPTIF et ORGANISATION DU CONCERT

Durée du concert = 1 h30, comme suit :

- * 15 minutes de présentation par Cécile DE BOEVER sur le répertoire italien
- * 1 h 15 de musique par les sept chanteurs de la promotion Lucia POPP pour l'année 2023/2024

Pianiste : Fabrice BOULANGER

Compositeurs : Verdi, Rossini, Bellini, Donizetti, Mascagni...

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

- **ENGAGEMENT DE LYON 3 :**

- Mettre à disposition l'auditorium Malraux en ordre de marche avec le piano accordé ainsi que la loge des artistes. Il assurera en outre le service général du lieu.
- Le concert se déroulera sous la responsabilité des autorités universitaires.
- Le service des affaires culturelles assurera l'accueil des spectateurs.
- **ENGAGEMENT DU PÔLE :**
 - Le Pôle assumera la responsabilité artistique du concert.
 - En sa qualité d'employeur, il assumera la rémunération, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au concert.
 - Le Pôle prendra en charge le transport des matériels et des instruments nécessaires au concert (hors piano).

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Chacune des parties autorise l'autre à utiliser son nom pour promouvoir le concert par différents canaux de communication, notamment : sites internet, lettres électroniques. Cette utilisation se fera dans les conditions compatibles avec la notoriété, l'image et la charte graphique des deux partenaires, chacune des parties se réservant le droit à tout moment de retirer cette autorisation.

Aucune des deux parties ne peut utiliser l'image de l'autre hors du cadre explicite de cette convention et vice-versa. Avant diffusion de toute communication majeure incluant les relations avec la presse, les deux parties devront s'être préalablement mises d'accord et avoir accepté explicitement cette communication.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE PAIEMENT

Lyon 3 s'engage à verser au **Pôle**, en contrepartie du concert et après service fait, sur présentation de facture, une somme de **mille cinq cents euros (1 500 €) pour les frais d'organisation** :

- * travail sur le programme, avec les deux départements partenaires : le Pôle lyrique d'excellence et le département « langues étrangères » de l'Université Lyon 3
- * présence de Cécile DE BOEVER en cours pour les étudiants de la classe d'Opéra de

l'Université, pour parler du métier de chanteur d'Opéra : études, carrière, etc.

* répétitions avec les chanteurs du Pôle lyrique d'excellence

* travail avec le Directeur musical du Pôle lyrique d'excellence

* organisation du concert

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

A l'ordre de :

ASSOCIATION PÔLE LYRIQUE D'EXCELLENCE

IBAN (International Bank Account Number): **FR76 1027 8073 9000 0212 3310 104**

BIC (Bank Identifier Code) : **CMCIFR2A**

Code banque : **10278** – Code guichet : **07390** – Numéro de compte : **00021233101** –

Clé RIB : **04**

Domiciliation/paying bank : **CME SUD EST**

Le règlement sera effectué par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation d'une facture déposée sur la plate-forme CHORUS PRO ou transmise par courrier à Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier – 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 et par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ / ASSURANCE

Les artistes, ainsi que toute personne invitée à intervenir à l'occasion de la répétition et du concert se conformeront au règlement intérieur de l'Université Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Les artistes, ainsi que toute personne invitée à intervenir à l'occasion de la répétition et du concert assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Ils devront souscrire la police d'assurance de responsabilité civile adaptée.

ARTICLE 8 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

Il demeure entendu, si le Pôle envisage de procéder à la captation et l'exploitation d'enregistrement sonore et/ou visuel du concert, qu'il sera en mesure de le faire à son seul arbitre et bénéfice. Le Pôle fera alors son affaire de toutes les dépenses afférentes à cette captation et du respect du cadre légal lié à la propriété intellectuelle et du droit à l'image.

ARTICLE 9 - DURÉE DE LA CONVENTION

Les parties s'engagent à réaliser l'intégralité de leurs obligations avant le 31 mars 2024 au plus tard et ainsi fixer le terme de la présente convention à cette date.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat ou en cas de force majeure, chaque partenaire pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués.

Pour valoir ce que de droit.

Fait à Lyon, le **05/01 2024**

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le président,

 **Eric CARPANO**



Pour Le Pôle lyrique d'excellence
Le président,

Jean-Marc SERRE

CONVENTION N° 2024-01-G-009
FESTIVAL LES IDENTITÉS CROISÉES – 5 au 17 FÉVRIER 2024
ASSOCIATION E-GRAINE AUVERGNE RHÔNE-ALPES

ENTRE D'UNE PART :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise
1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

ET, D'AUTRE PART :

E-graine Auvergne Rhône-Alpes, association loi 1901, sise 36 cours Giraud 69001 Lyon
Représentée par Juliane BIGOT, Présidente de l'association

E-graine Auvergne Rhône-Alpes sera désigné ci-après par le terme « LE PRODUCTEUR »,

PRÉAMBULE :

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative. En particulier en lien avec des thématiques sociales : lutte contre les discriminations, contre les violences sexuelles, etc.

e-graine Auvergne Rhône Alpes, association régionale implantée sur le territoire depuis 2012. Sa mission : accompagner l'engagement citoyen. Pour cela, elle propose des dispositifs pédagogiques et ou d'accompagnement adaptés à tous publics sur des thématiques diverses telles que la participation citoyenne, l'éducation aux migrations et la lutte contre les discriminations, l'éducation à l'environnement ou encore l'économie sociale et solidaire.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir un cadre de coopération entre l'Université Jean-Moulin Lyon 3 et e-graine, pour la co-construction de la 2^e édition du festival les Identités croisées qui se tiendra du 5 au 17 février 2024 à l'université Jean Moulin Lyon 3 (campus des quais et campus de la Manufacture des Tabacs. Ce festival mélange éducation populaire et recherche sur la thématique des migrations et propose une programmation ludique, interactive et artistique pour déconstruire les préjugés sur les migrations et permettre au plus grand nombre d'éveiller son esprit critique.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT

La mise en œuvre du partenariat comprend :

- La mise en place d'un comité de pilotage animé par la Vice-présidente chargée de l'Égalité et la Lutte contre toutes les discriminations et le Chargé de mission à la Culture.
- L'élaboration du programme du festival : soirée de lancement, expositions, conférences-débats, projection-débat, soirées culturelles
- La conception des supports d'information et de communication incluant les relations avec la presse.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE L'ENGAGEMENT

3.1 – Le producteur s'engage dans le respect des consignes et des règles de sécurité de l'Université Jean Moulin Lyon 3, à :

- Mettre en œuvre la programmation en concertation étroite avec le service des affaires culturelles.
- Prendre en charge les visites guidées des expositions incluant accueil des publics et médiations

3.2 – L'Université Jean-Moulin Lyon 3 s'engage dans le respect des consignes et des règles de sécurité à :

- Mettre à disposition les lieux de l'événement : l'auditorium Malraux ainsi que la loge des artistes, l'amphithéâtre Huvelin, le Salon des symboles nord, la salle d'exposition en ordre de marche. Le service des affaires culturelles assurera en outre le service général du lieu. Le producteur a pris connaissance du dispositif technique des salles et l'a validé.
- Promouvoir le festival sur les supports d'information et de communication institutionnels incluant les relations avec la presse.
- Informer LE PRODUCTEUR de toute modification pouvant entraîner un changement de programme.

- Assurer l'accueil des spectateurs : soirée de lancement, conférences-débats, projection-débat, soirées culturelles.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

Tout projet de communication dans les médias ou de publicité est soumis à l'accord préalable des signataires. Conformément à la législation, il est rappelé qu'aucune photo ou prise de vue ne pourra être réalisée sans autorisation préalable.

Chaque partie s'engage, dans tous ses supports de communication interne ou externe, à faire état de sa coopération avec l'autre partie à l'occasion du festival, pour en assurer la visibilité. La présente convention emporte autorisation d'utilisation des logos et autres éléments d'identification visuelle du festival.

ARTICLE 5 : PRIX

L'organisateur s'engage à verser au producteur, en contrepartie de la mise en place de la programmation une somme totale de 10 000 € (dix mille euros).

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement de la somme prévue à l'article 5 sera effectué par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation d'une facture déposée sur la plateforme CHORUS PRO ou transmise par courrier à : **Université Jean Moulin Lyon 3**, AGENCE COMPTABLE - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 ET par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr, à l'ordre de :

E-graine

IBAN : FR76 4255 9100 0008 0141 0685 756

Etablissement : 42 559 – Guichet : 10000 – N° Compte : 08014106957 – Clé RIB : 56

Domiciliation : CREDIT COOPERATIF CCOPFRPPXXX

ARTICLE 7 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

LE PRODUCTEUR, ainsi que toute personne invitée à intervenir à l'occasion du festival se conformeront au règlement intérieur de l'Université Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

LE PRODUCTEUR, ainsi que toute personne invitée à intervenir à l'occasion du festival assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Ils devront souscrire la police d'assurance de responsabilité civile adaptée.

ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION

Les parties s'engagent à réaliser l'intégralité de leurs obligations avant le 31 mars 2024 au plus tard et ainsi fixer le terme de la présente convention à cette date.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

La convention peut être résiliée au terme de chaque année, sur décision motivée de l'un ou l'autre des partenaires.

La partie qui souhaite mettre un terme à la présente convention devra respecter un délai de prévenance de 3 mois et adresser sa lettre de dénonciation de la convention en lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues à la présente convention, chacune des parties, après mise en demeure restée sans effet pendant un mois, peut résilier la convention de plein droit.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de litige, une solution à l'amiable sera recherchée avant de saisir la juridiction compétente.

Dans le cas contraire, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux, le 23.01.2024

Pour l'Université Jean-Moulin Lyon

Le président
Eric CARPANO



Pour E-graine,

Juliane BIGOT, Présidente de
l'association

N° SIRET : 130 026 08 00013

Code NACE 8542Z

N° déclaration d'activité : 84 38 06248 36
auprès de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes

CONVENTION

n°2024-01-G-010

L'Université Grenoble Alpes, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), situé au 621 avenue centrale – Domaine universitaire 38401 Saint-Martin-d'Hères, représentée par Monsieur Yassine LAKHNECH en sa qualité de Président,

N° SIRET : 130 026 081 00013

Ci-après dénommée l'UGA,

Agissant pour le compte de **Médiat Rhône-Alpes**, centre régional de formation aux métiers des bibliothèques (CRFCB) - service interuniversitaire implanté à Grenoble et à Lyon. Le CRFCB rattaché à l'Université Grenoble Alpes est représenté par sa Directrice Marie-Madeleine SABY,

Ci-après dénommé Médiat Rhône Alpes,

D'une part,

ET

L'Université Jean Moulin - Lyon 3, EPSCP dont le siège est situé 6 cours Albert Thomas, Lyon 8^e, représenté par son président Monsieur Eric CARPANO, agissant pour le compte de la bibliothèque

N° SIRET : 19692437700282

Ci-après dénommé l'université Jean Moulin – Lyon 3,

D'autre part,

Vue la convention portant création d'un centre régional de formation aux carrières des bibliothèques à l'Université Pierre-Mendès-France, dénommé Médiat Rhône-Alpes datant de 1987 et modifiée en 1994

PREAMBULE

Le centre régional de formation aux carrières des bibliothèques dénommé Médiat Rhône-Alpes, administrativement et financièrement rattaché à l'Université Grenoble Alpes, en vertu des missions qui lui ont été confiées par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche lors de sa création a un rôle de « formation, d'étude, de conseil, d'information, de documentation et d'orientation pour les professions des bibliothèques, du livre et de la documentation » de la région Rhône-Alpes.

Il est en particulier chargé des missions suivantes :

- « Préparation aux concours de recrutement des bibliothèques »
- « Actions de perfectionnement professionnel pouvant prendre la forme de stages courts ou de formations longues diplômantes »

N° SIRET : 130 026 08 00013

Code NACE 8542Z

N° déclaration d'activité : 84 38 06248 38

auprès de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Jusqu'au 31 décembre 2010, l'ensemble des activités de formation et de préparation aux concours de Médiat Rhône-Alpes au bénéfice des personnels des bibliothèques des universités et des grands établissements était intégralement financé par une dotation pédagogique du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche versée à l'université Pierre-Mendès-France-Grenoble 2.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, n'assume que les seuls frais de fonctionnement de Médiat Rhône-Alpes. Il appartient donc aux universités de financer les frais pédagogiques de la formation continue de leurs personnels des bibliothèques.

Dans ce nouveau contexte financier, il convient donc de formaliser le partenariat entre Médiat Rhône-Alpes et les services documentaires des universités, des grands établissements et des grandes écoles bénéficiaires de ses services.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'exécution par l'université Grenoble Alpes / Médiat Rhône-Alpes de :

Stages de formation continue,
Formations à la demande de l'établissement
Conférences
Préparations aux concours d'entrée dans les bibliothèques (présentiel ou distanciel)
Diplômes d'université spécialisés dans le domaine des bibliothèques, de l'information et de la documentation
Journées et voyages d'études

ARTICLE 2 : Engagements de l'Université Grenoble Alpes / Médiat Rhône-Alpes

Médiat Rhône-Alpes s'engage à :

- répondre prioritairement aux besoins identifiés dans les plans de formation de l'établissement signataire en organisant des formations ;
- permettre l'accès de tous les personnels de l'établissement aux formations et aux préparations aux concours organisées par Médiat Rhône-Alpes ;
- coordonner l'organisation pédagogique des formations ; évaluer les formations dispensées ;
- fournir l'accès aux supports pédagogiques ;
- prendre en charge le transport, l'hébergement, la restauration et la rémunération des formateurs.

ARTICLE 3 : Engagements de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 :

L'établissement signataire s'engage à :

- fournir à Médiat Rhône-Alpes, au plus tard le 30 septembre de l'année civile précédente, son plan de formation détaillé et tout élément utile (cahier des charges,...) visant à faciliter la réalisation de formations adaptées
- verser une contribution financière annuelle à Médiat Rhône-Alpes dans les conditions définies aux articles 4 et 5, et dans les avenants annuels

N° SIRET : 130 026 08 00013

Code NACE 8542Z

N° déclaration d'activité : 84 38 06248 38

auprès de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes

ARTICLE 4 : Détermination de la contribution financière annuelle

Cette contribution financière a pour objectif de couvrir les frais pédagogiques engagés par l'université Grenoble-Alpes/Médiate Rhône-Alpes pour le compte de l'Université Jean Moulin – Lyon 3.

Son montant est fixé dans un avenant annuel annexé à la présente convention. Il correspond à un forfait annuel de jours de formation prépayés. Il est décidé librement par l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et tient compte des tarifs de Médiate Rhône-Alpes qui lui auront été communiqués auparavant.

Les établissements ayant signé une convention bénéficient de tarifs préférentiels précisés dans les avenants annuels. Les tarifs applicables ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée en application des dispositions de l'article 261 alinéa 4 du code général des impôts.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la contribution

L'Université Jean Moulin – Lyon 3 s'acquittera de la contribution par versement, au nom de l'agent comptable de l'université Grenoble Alpes après service fait. Cette facture sera chiffrée au réel, sur la base des jours de formation effectivement réalisés rapportés aux tarifs applicables.

Le paiement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

ARTICLE 6 : Modalités d'évaluation

Dans la mesure où le plan de formation de chaque établissement constitue un ensemble d'objectifs de formation à atteindre, l'université Grenoble Alpes/Médiate Rhône-Alpes et l'établissement signataire procéderont à l'évaluation quantitative, qualitative et financière des formations et des préparations aux concours de l'année écoulée. L'évaluation sera annuelle.

Cette évaluation sera intégrée dans le rapport d'activités de Médiate Rhône-Alpes qui est soumis à l'approbation de son conseil d'administration.

ARTICLE 7 : Responsabilité et assurance

Les dommages de toute nature causés au personnel et le cas échéant aux biens de l'Université Jean Moulin – Lyon3 par des membres de l'université Grenoble Alpes, du fait de l'exécution de la présente convention, sont à la charge de l'université Grenoble Alpes.

L'Université Jean Moulin – Lyon 3 assure ses personnels et ses biens pour les risques liés à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8 : Date d'effet, durée, modification et résiliation

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée de un an, renouvelable exclusivement par voie d'avenant. Elle ne peut excéder 3 ans.

Toute modification doit intervenir par voie d'avenant, dûment signé par les parties.

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, exposant les motifs de la dénonciation, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trois mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

N° SIRET : 130 026 08 00013

Code NACE 8542Z

N° déclaration d'activité : 84 38 06248 38

auprès de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes

ARTICLE 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé entre les parties pour la durée résiduelle d'application de la convention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention initiale, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objet de la convention défini à l'article 1^{er}. Étant attaché à la présente convention, tout avenant sera conclu selon les mêmes formes que la convention initiale.

ARTICLE 10 : Règlement des litiges

Prioritairement, les établissements signataires et l'université Grenoble Alpes / Médiat Rhône-Alpes s'efforceront de résoudre à l'amiable les difficultés éventuelles rencontrées dans l'application de la présente convention.

Dans un second temps, en cas de litige au titre de l'interprétation ou de l'exécution de la convention, les parties conviennent de porter le litige devant le tribunal administratif de Grenoble selon les règles de compétence territoriale des tribunaux administratifs.

ARTICLE 11 : Documents contractuels

La présente convention et ses annexes constituent un ensemble contractuel unique. Toute référence à la convention inclut ses annexes qui ont la même valeur contractuelle que les stipulations comprises dans le corps de la convention.

Fait à Grenoble en 3 exemplaires originaux, le 29.01.2024

L'Université Grenoble Alpes /

Pour Médiat

Le Président

Monsieur Yassine LAKHNECH

L'Université Jean Moulin – Lyon 3 /

Pour la Bibliothèque Universitaire

Le Président




Monsieur Eric CARPANO

N° SIRET : 130 026 08 00013

Code NACE 8542Z

N° déclaration d'activité : 84 38 06248 38

auprès de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes

AVENANT N°1 à la convention contractée en 2024

Etabli pour l'année 2024

n°2024-01-G-011

Entre

L'Université Grenoble Alpes – CS 40700 – 38058 Grenoble Cedex 9

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), ci-après désignée « **UGA** »

Représentée par son Président, Monsieur Yassine LACKNECH

Et

L'Université Jean Moulin - Lyon 3, EPSCP dont le siège est situé 6 cours Albert Thomas, Lyon 8^e, représenté par son président Monsieur Éric CARPANO

Il est convenu que :

Article 1 : Compte tenu des besoins en formation du personnel de bibliothèques du service commun de la documentation de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, d'une part, et des tarifs du centre régional de formation aux métiers des bibliothèques, Médiat Rhône-Alpes, service interuniversitaire, d'autre part, la contribution financière de l'université est fixée à **4000.00 €** (tarif non imposable à la TVA) pour 2024. Un bon de commande sera émis pour ce montant.

Les personnels de la bibliothèque de l'Université Jean Moulin - Lyon 3 auront accès aux stages de formation continue (sur la base de 182 euros la journée/personne au lieu de 201 €), aux préparations aux concours (présentiel et distanciel, sur la base de 13.30 euros heure/personne ; la préparation concours A bénéficie d'un tarif forfaitaire 810.70€), aux journées d'étude (sur la base de 72 euros la journée/personne), aux voyages d'études organisés par Médiat Rhône-Alpes (sur devis). Les formations « sur site » peuvent être intégrées à ce forfait si le montant disponible le permet.

Un tarif préférentiel « de groupe » à compter de 5 personnels de la bibliothèque de l'université participant au même stage sera appliqué (900 euros /jour).

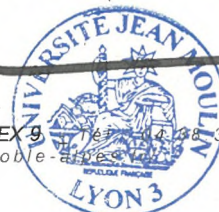
Article 2 : Le contrôle du service fait sera effectué en fin d'année par application des tarifs de Médiat Rhône-Alpes 2024 au décompte des journées de formation réalisées dans l'année. Une facture sera établie sur la base des jours de formation effectivement réalisés rapportés aux tarifs applicables.

Fait à Saint Martin d'Hères, le

Le Président de l'Université Grenoble Alpes,
Monsieur Yassine LAKHNECH

Fait à Lyon, le 29.01.2024

Le Président de l'Université Jean Moulin - Lyon 3
Monsieur Éric CARPANO





**Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Lyon 3
Orchestra
N°2024-01-G-012**

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association Lyon 3 Orchestra

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Hugo PAYERNE

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691092249

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

Préambule

L'Association souhaite organiser un concert au profit de l'association Handicap International le 27 mars 2024 à Lyon.

Pour être en mesure d'organiser cet évènement, l'Association a formulé une demande de subvention de 10 185 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université.

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 16 janvier 2024 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 23 janvier 2024, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 10 200 €.

Article 1^{er} – Objet de la subvention

La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 10 200 € attribuée à l'Association par l'Université pour financer le « Concert Handicap International » qui se déroulera le 27 mars 2024.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet

L'Université verse la totalité de la subvention à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'évènement, l'Association s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :

- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;
- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Association relatives à l'action, accompagné des factures.

Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET³ et signé par la présidence de l'Association. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention

L'Association s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement du projet « Concert Handicap International ».

En cas de non-respect de cette obligation, l'Association s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.

Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'Association s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.

Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'Association s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont disposent l'association pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'association déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'association dispose pour organiser la prochaine édition de l'évènement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'Association s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.

Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'Association sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté lors d'une année civile ultérieure, l'Association s'engage à informer l'Université du report et rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité

Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'Association, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.



Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 24 janvier 2024.

M. le président de l'université
Jean MOULIN



Éric CARPANO

M. le Président de l'association
Lyon 3 Orchestra

Hugo PAYERNE

AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA MISE A DISPOSITION DE LA PLATEFORME U3E EN FAVEUR DE L'ENS LYON (N° 2021-09-C-262)

Avenant n° 2024-01-G-013

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé *1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08*, N° de SIRET 19692437700019, code NAF 85.42Z, Représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO

Ci-après désignée par « université Lyon 3 »,

ET

L'École normale supérieure de Lyon, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, N° de SIRET 130 008 121 00019, Sise 15, parvis René Descartes – BP 7000 - 69342 Lyon Cedex 07, Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC,

Ci-après dénommée « ENS de Lyon »,

D'AUTRE PART

Préambule

« L'université Lyon 3 » a mis en place en 2014 la plateforme informatique « U3e », site d'aide à l'insertion professionnelle dédié aux étudiants, diplômés et personnels de l'Université qui peuvent y accéder grâce aux mêmes codes d'accès que ceux utilisés pour l'Environnement Numérique de Travail et bénéficie d'une profonde intégration dans le système d'information.

Par une convention n° 2021-09-C-262 conclue le 22 novembre 2021, les parties ont convenu de mettre à disposition de l'ENS de Lyon la plateforme U3e. Le terme de cette convention étant établi au 31 décembre 2023 (31/12/2023), le présent avenant a pour objet de prolonger sa durée d'exécution.

Article 1^{er} :



L'article 13 : date d'effet, durée, résiliation de la convention N° 2021-09-C-262 est modifié comme suit :

« La présente convention prend effet à la date de signature. Elle est établie pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026 [...] »

Article 2 :

Les dispositions de la convention n° 2021-09-C-262 figurant aux articles 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12 demeurent inchangées.

Fait à Lyon, en deux exemplaires le 03 / 02 / 2024

Pour l'université Jean Moulin Lyon 3	Pour l'École normale supérieure de Lyon
  <p>Le président, Éric CARPANO</p>	<p>Le président, Emmanuel TRIZAC</p>

AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA MISE A DISPOSITION DE LA PLATEFORME U3E EN FAVEUR DE L'ENS LYON (N° 2021-09-C-262)

Avenant n° 2024-01-G-013

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé *1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08*, N° de SIRET 19692437700019, code NAF 85.42Z, Représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO

Ci-après désignée par « université Lyon 3 »,

ET

L'École normale supérieure de Lyon, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, N° de SIRET 130 008 121 00019, Sise 15, parvis René Descartes – BP 7000 - 69342 Lyon Cedex 07, Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC,

Ci-après dénommée « ENS de Lyon »,

D'AUTRE PART

Préambule

« L'université Lyon 3 » a mis en place en 2014 la plateforme informatique « U3e », site d'aide à l'insertion professionnelle dédié aux étudiants, diplômés et personnels de l'Université qui peuvent y accéder grâce aux mêmes codes d'accès que ceux utilisés pour l'Environnement Numérique de Travail et bénéficie d'une profonde intégration dans le système d'information.

Par une convention n° 2021-09-C-262 conclue le 22 novembre 2021, les parties ont convenu de mettre à disposition de l'ENS de Lyon la plateforme U3e. Le terme de cette convention étant établi au 31 décembre 2023 (31/12/2023), le présent avenant a pour objet de prolonger sa durée d'exécution.

Article 1^{er} :



L'article 13 : date d'effet, durée, résiliation de la convention N° 2021-09-C-262 est modifié comme suit :

« La présente convention prend effet à la date de signature. Elle est établie pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026 [...] »

Article 2 :

Les dispositions de la convention n° 2021-09-C-262 figurant aux articles 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12 demeurent inchangées.

Fait à Lyon, en deux exemplaires le 03 / 02 / 2024

Pour l'université Jean Moulin Lyon 3	Pour l'École normale supérieure de Lyon
  <p>Le président, Éric CARPANO</p>	<p>Le président, Emmanuel TRIZAC</p>



AVENANT N°1 PORTANT MODIFICATION
DE LA CONVENTION n° 2023-10-G-150

N° 2024-01-G-015

Entre d'une part,

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08, représentée par son Président, le Professeur Éric CARPANO,

Agissant ès qualités et pour le compte du service général de la Recherche, représenté par la Vice-Présidente chargée de la Recherche, la Professeure Isabelle DELPLA et pour le compte de l'UMR 5189 Histoire et Sources des Mondes Antiques, dirigée par la Professeure Madalina DANA

Ci-après désignée l'« **Université** »

et d'autre part

Société d'études latines de Bruxelles-Latomus, N° de TVA intracommunautaire : BE407748210

Dont le siège social se situe : Avenue de l'Université 68, 1050 Ixelles, Belgique
Représentée par Sylvie VANSEVEREN (Présidente), Emmanuel DUPRAZ (Responsable de Rédaction) et Alain MARTIN (Trésorier)

Ci-après désigné « **éditeur** »,

L'ensemble des parties au présent avenant sont dénommés conjointement ci-après par « les Parties »

Préambule :

Dans le cadre de l'exécution de la convention de partenariat n° 2023-10-G-150 signée le 29/11/2023 entre l'Université Jean Moulin et la **Société d'études latines de Bruxelles-Latomus**, les parties ont convenu d'apporter les modifications suivantes ;

Article 1 – Modification de l'article 4 de la convention n° 2023-10-G-150

L'article 4 Relatif aux modalités de paiement est modifié comme suit :

« Le montant de l'aide à la publication accordée est augmenté de deux mille cinq cents euros (2500 €) ».

Le montant de cette aide supplémentaire sera versé sur présentation d'une facture qui devra mentionner le contenu de cet avenant.

Le reste demeure sans changement.

Article 2 – Exécution du présent avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature par les parties. Il est conclu pour une durée 24 mois.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 16./02./2024

Pour l'Université, son président

Pour l'ÉDITEUR,

Le responsable de la Rédaction

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet



Marc BONINCHI

Éric CARPANO

Emmanuel DUPRAZ



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Convention relative à l'agrément des points d'encaissement sur le système de paiement IZLY

n°2024-02-G-019

Entre

De première part,

QMCB

8 impasse du Pont Blanc, 93300 Aubervilliers
Représentée par Monsieur Matthieu QUEVAL, Président.

Cette partie prenante est désignée dans le présent document sous le terme de
« société ou prestataire de service ».

De seconde part,

L'Université Jean Moulin Lyon 3

1 avenue des Frères Lumière, 69008 Lyon
Représentée par Monsieur Eric CARPANO, Président de l'Université.

Cette partie prenante est désignée dans le présent document sous le terme de
« Etablissement ».

De troisième part,

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Lyon

59 rue de la Madeleine 69365, Lyon cedex 07
Représenté par M. Christian CHAZAL, Directeur général.

Cette partie prenante est désignée dans le présent document sous le terme de
« CROUS ».

Lorsqu'ils sont désignés ensemble, la société, le CROUS et l'Etablissement sont
identifiés par le terme Parties (les Parties).



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Préambule

Le Réseau des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS et CNOUS) a déployé un système de paiement à l'état de l'art nommé Izly, pour faciliter l'accès aux services de la vie étudiante pour tout ayant-droit (étudiants et personnels).

Déployé à l'échelle nationale et dans tous les CROUS, Izly permet le paiement de toute transaction sur le campus au travers de la carte multiservices ou du téléphone de l'ayant-droit.

L'ayant-droit dispose d'un compte préchargé (à hauteur du solde maximal de 150 euros). Avec ce compte, il peut payer sur tout point d'encaissement agréé sur le Réseau d'acceptation Izly.

La société qui bénéficie d'un agrément des points d'encaissements est un prestataire de l'ÉTABLISSEMENT, signataire d'une convention d'occupation du domaine public ou d'un marché conclu avec l'ÉTABLISSEMENT ayant pour objet l'exploitation de distributeurs de boissons chaudes et de produits alimentaires donnant lieu à encaissement (terminal de vente, automate de vente ou site internet).

Article 1 : L'opérateur Izly

Sous couvert du marché national CNOUS N°19.000.06, le rôle d'opérateur Izly a été confié au groupe BPCE (et sa filiale S-money).

Article 2 : Réseau d'acceptation Izly

Le réseau d'acceptation Izly est composé exclusivement des points d'encaissement sous responsabilité du CROUS ou sous responsabilité d'un Etablissement sous convention avec le CROUS.

Au niveau régional, le réseau privé d'acceptation Izly est mis sous le contrôle du directeur général du CROUS.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Article 3 : Points d'encaissement

On entend par encaissement la vente d'un service qui donnera lieu, en fin de mois, au versement du prix du service commissions déduites.

- Un point d'encaissement Izly peut être :
 - Un terminal de vente (caisse) mise sous le contrôle d'une personne physique ;
 - Un automate de vente (distribution automatique, reprographie, laverie, ...)
 - Un site internet (vente de services en ligne).

Article 4 : Prestataire de service, responsable de points d'encaissement

- Le prestataire de service (société), responsable du point d'encaissement a la responsabilité des opérations du point d'encaissement (ou des points d'encaissement) et perçoit in fine les montants encaissés.
- Le prestataire de service (société) dispose d'un profil dédié - profil commerçant - qui lui donne accès à toutes les opérations Izly sur les points d'encaissement qui lui sont rattachés.
 - Suite à l'ouverture du profil « commerçant » par l'administrateur régional du CROUS, le prestataire de service reçoit un courriel d'activation de l'opérateur Izly.
 - L'acceptation des Conditions Générales d'Acceptation active le compte commerçant et établit le contrat entre le commerçant et l'opérateur Izly.

Article 5 : Notion de monnaie électronique

Tout montant encaissé sur le réseau Izly est considéré comme étant de la monnaie électronique (jusqu'au reversement sur le compte bancaire du prestataire de service) et est donc géré dans le strict respect de la réglementation en vigueur dans le domaine. L'opérateur Izly a la responsabilité de vérifier cette conformité.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Article 6 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CROUS agréé les points d'encaissement de la société sur le réseau Izly et la liste de ces points d'encaissement.

Article 7 : Conditions générales de l'agrément

7.1 La liste des points d'encaissement agréés

La liste des points d'encaissement agréés et de la société, prestataire de service, responsable de ces points est mise en annexe n°4 de la présente convention. Cette liste peut évoluer tout au long de la durée de cette convention sur proposition de la société et sous couvert de l'accord du CROUS.

7.2 Conformité technique des points d'encaissement agréés

Avant tout agrément, la société doit vérifier la conformité du point d'encaissement aux spécifications techniques d'IZLY.

7.3 La responsabilité du point d'encaissement agréé

Tout point d'encaissement agréé dans le cadre de la présente convention est sous responsabilité directe de la société.

- Tout point d'encaissement agréé peut être mis en opposition par
 - la société au travers du profil « commerçant »
 - LE CROUS au travers du profil « administrateur régional » et l'opérateur Izly. Le CROUS et l'opérateur Izly se réservent le droit de mettre un point d'encaissement en opposition sur suspicion de compromission de son intégrité avec un devoir d'information à destination de la société.
- Dès la mise en opposition réalisée, le point d'encaissement perd son agrément et ne peut plus dialoguer avec le service monétique. Aucune transaction ne doit pouvoir s'effectuer dès lors qu'un point d'encaissement est mis en opposition.
- Toute opération réalisée sur un point d'encaissement (sauf après mise en opposition) est de la responsabilité de la société qui devra gérer la relation avec l'ayant droit dans tout cas de litige sur un paiement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Article 8 : Le reversement

La commission de débit Izly appliquée par l'opérateur Izly peut être complétée par une commission additionnelle à l'initiative du Crous de Lyon.

Le taux de commission de débit Izly de l'opérateur est défini pour une année universitaire (du 1er septembre au 31 août de l'année n) en fonction du chiffre d'affaires réalisé, au niveau national, par toutes les structures utilisant Izly (établissements, prestataires extérieurs...), sur la période précédente (du 1er septembre au 31 août de l'année n-1).

La commission de débit Izly est encadrée sur la base des taux fixés au bordereau des prix du Marché CNOUS n°19.000.06.

L'ensemble des points d'encaissement de la société est associé à un compte bancaire (BIC IBAN) pour le reversement des sommes encaissées.

L'opérateur IZLY effectue le reversement le dernier jour de chaque mois sur le compte de la société responsable des points d'encaissement.

Le reversement sur le compte bancaire de la société s'effectue, commissions déduites, sans facturation.

Le reversement s'effectuera sur le compte de la société (cf. RIB joint en annexe n°2)

Les taux de commissions de l'opérateur du marché sont indiqués en annexe 1.

Article 9 : Obligations de la société

- La société a obligation de déclarer, dans les plus courts délais, tout changement intervenu ou devant intervenir sur un point d'encaissement agréé, que cela soit un changement de lieu, de destination, une fermeture provisoire ou définitive, etc.
- La société a obligation de déclarer, dans les plus courts délais, toute compromission (vol, accès frauduleux, ...) ou toute suspicion de compromission sur un point d'encaissement et de le mettre ou faire mettre en opposition
- La société est tenue de faire respecter ses obligations à tout prestataire à qui il a confié la gestion d'un point d'encaissement agréé.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Article 10 : Devoirs et obligations du CROUS

- Le CROUS fournit à la société tous les éléments nécessaires pour le raccordement du point d'encaissement agréé au réseau Izly. Le CROUS peut assister sur demande la société dans cette phase.
- Le CROUS procède, avant chaque rentrée universitaire, à une revue annuelle des agréments concédés qui comprend la vérification générale des informations descriptives des points d'encaissement. Cette revue peut faire l'objet d'une demande de visite des lieux où se trouvent les points d'encaissement.

Article 11 : Assistance

- L'assistance à l'ayant droit sur la gestion de son compte est prise en charge par le CROUS dans ses lieux d'accueil de l'étudiant. En cas de contestation d'un ayant droit sur une opération réalisée sur un point d'encaissement agréé, Le CROUS l'invitera à prendre contact avec le responsable de la société (commerçant) de ce point d'encaissement pour gestion du litige.
- L'assistance au commerçant (Société) sur les encaissements et les versements est directement assurée par l'opérateur Izly.

Article 12 : Coordination

- Pour la mise en œuvre de cette convention et la coordination entre les parties, les « administrateurs régionaux » Izly du CROUS sont désignés comme coordinateurs. Les noms et les coordonnées des administrateurs Izly sont fournis en annexe.
- La société désigne un ou plusieurs coordinateurs (agents de la société). Les noms et les coordonnées sont annexés à la présente convention.

Article 13 : Communication

- La société peut utiliser la marque et le logo Izly (sans en déformer la nature) autant que nécessaire pour la promotion de ces points d'encaissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Article 14 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de signature des Parties et après signature des Conditions Générales d'Acceptation (CGA) par la société, jointes en annexe.

La convention s'étend jusqu'à la date de fin du marché national CNOUS N°19.000.06, le rôle d'opérateur Izly a été confié au groupe BPCE (et sa filiale S-money), actuellement prévue le 16/03/2026. Les parties ne pourront pas se prévaloir d'un quelconque préjudice en cas de rupture anticipée du marché Izly entre S-money et le réseau des CROUS.

Fait à Lyon, en trois exemplaires, le 24/10/2023.

Pour la société QMCB
Le président,

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le président,

Mathieu QUEVAL

Eric CARPANO

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet

Pour le Crous de Lyon
Le Directeur général,


Marc BONINCHI


Christian CHAZAL



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Annexe n°1 : Taux de la commission de débit de l'opérateur Izly

Commission de débit Izly (prix HT)	CA < 80 000 000 €	80 000 000 € < CA < 100 000 000 €	100 000 000 € < CA < 120 000 000 €	120 000 000 € < CA < 140 000 000 €	140 000 000 € < CA < 160 000 000 €	CA ≥ 160 000 000 €
Taux	3%	1.32%	1.09%	0.93%	0.82%	0.74%



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 123-2 et L. 712-2 ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2018-07-01 attribuant délégation de pouvoir du conseil d'administration au président du 10 juillet 2018,

ENTRE

L'université Jean Moulin,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 0,
Représentée par son président en exercice, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après dénommée « l'université »,
D'une part,

ET

Librairie Traits d'Union

Dont le siège social est situé 61 rue des Girondins, 69007 Lyon
Représentée par sa gérante, Madame Nathalie RENAUD, co-gérante

Ci-après dénommée « Le bénéficiaire »,
D'autre part,

PREAMBULE

A l'occasion d'une conférence organisée sur le campus de l'université Jean Moulin Lyon 3, à laquelle participe Mme Sylvie Altar, historienne, un stand de vente d'ouvrages de cette autrice sera tenu par la Librairie Traits d'Union.

En vertu de ce qui précède, les parties conviennent de ce qui suit.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit du bénéficiaire, son action complétant et soutenant les missions de l'université.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : DURÉE ET DÉSIGNATION

La présente convention prend effet le 7 février 2024 et a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition d'un espace pour accueillir un stand de vente d'ouvrage par l'université, à titre précaire et révocable :

- Sur le site de l'université « Athéna Dugas », 7 rue Chevreul devant l'amphithéâtre QUINET de 13 heures 30 à 16 heures 30.

Article 3 : USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'université et s'engage à les faire appliquer dans les lieux mis à sa disposition.

Les lieux, objet des présentes, sont utilisés par le bénéficiaire à usage exclusif d'activités entrant dans le champ de son objet, ne portant pas atteinte aux missions de l'université et ne troublant pas l'ordre public.

Au terme des présentes, les lieux sont remis dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition par l'université.

Article 4 : CHARGES

L'université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée.

Article 5 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le bénéficiaire est responsable, vis-à-vis de l'université et des tiers, des conséquences dommageables pouvant résulter du non-respect des présentes.

Le bénéficiaire est également responsable des éventuelles dégradations des lieux et assume toutes les charges liées à la remise en état.

Le bénéficiaire est tenu de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers et d'en justifier auprès de l'université, en amont de la mise à disposition.

Article 6 : MESURES D'URGENCE

En cas de carence grave de la part du bénéficiaire, d'atteinte à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, l'université peut prendre toute mesure adaptée afin de mettre un terme à la situation, sans compensation ni indemnité.

Article 7 : VALORISATION

Le montant de la redevance perçue par l'université au titre de l'occupation temporaire du domaine est défini comme suit :

- A l'issue de l'opération prévue dans la convention, dès lors qu'il sera constaté la réalisation d'un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 2500€, l'université percevra une redevance équivalente à 5% de ce chiffre d'affaires.

Article 8 : LITIGES

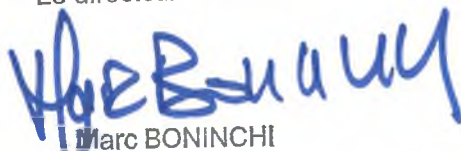
La présente convention est régie, en raison de son objet et de ses clauses, par les règles du droit administratif.

Tout litige, né de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, qui ne pourrait être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon,
En deux exemplaires originaux,
Le 6 février 2024

Pour l'université Jean Moulin
Le Président de l'université
Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet

M. Eric CARPANO



Marc BONINCHI

Pour la Librairie Traits d'Union
La gérante

Mme Nathalie RENAUD





CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 123-2 et L. 712-2 ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2018-07-01 attribuant délégation de pouvoir du conseil d'administration au président du 10 juillet 2018,

ENTRE

L'université Jean Moulin,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 0,

Représentée par son président en exercice, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après dénommée « l'université »,

D'une part,

ET

Librairie La Bande Dessinée

Dont le siège social est situé au 50 grande rue de la croix rousse

Représentée par sa gérante, Madame Valérie Boudier

Ci-après dénommée « Le bénéficiaire »,

D'autre part,

PREAMBULE

A l'occasion d'une conférence organisée sur le campus de l'université Jean Moulin Lyon 3, à laquelle participe Mme Carole Maurel et Mme Marie Bardiaud-Vaïente, un stand de vente d'ouvrages en lien avec le sujet sera tenu par la Librairie **La Bande Dessinée**

L'ouvrage proposé est le suivant :

- « BOBIGNY 1972 » de Carole Maurel et Marie Bardiaud-Vaïente, Editions Glénat

En vertu de ce qui précède, les parties conviennent de ce qui suit.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit du bénéficiaire, son action complétant et soutenant les missions de l'université.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : DURÉE ET DÉSIGNATION

La présente convention prend effet le 7 mars 2024 et a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition d'un espace pour accueillir un stand de vente d'ouvrage par l'université, à titre précaire et révocable :

Sur le Site de la Manufacture des Tabacs, amphithéâtre A (sous réserve), le 7 mars 2024 (18h30-21h00).

Article 3 : USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'université et s'engage à les faire appliquer dans les lieux mis à sa disposition.

Les lieux, objet des présentes, sont utilisés par le bénéficiaire à usage exclusif d'activités entrant dans le champ de son objet, ne portant pas atteinte aux missions de l'université et ne troublant pas l'ordre public.

Au terme des présentes, les lieux sont remis dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition par l'université.

Article 4 : CHARGES

L'université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée.

Article 5 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le bénéficiaire est responsable, vis-à-vis de l'université et des tiers, des conséquences dommageables pouvant résulter du non-respect des présentes.

Le bénéficiaire est également responsable des éventuelles dégradations des lieux et assume toutes les charges liées à la remise en état.

Le bénéficiaire est tenu de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers et d'en justifier auprès de l'université, en amont de la mise à disposition.

Article 6 : MESURES D'URGENCE

En cas de carence grave de la part du bénéficiaire, d'atteinte à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, l'université peut prendre toute mesure adaptée afin de mettre un terme à la situation, sans compensation ni indemnité.

Article 7 : VALORISATION

Le montant de la redevance perçue par l'université au titre de l'occupation temporaire du domaine est défini comme suit :

- A l'issue de l'opération prévue dans la convention, dès lors qu'il sera constaté la réalisation d'un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 2500€, l'université percevra une redevance équivalente à 5% de ce chiffre d'affaires.

Article 8 : LITIGES

La présente convention est régie, en raison de son objet et de ses clauses, par les règles du droit administratif.

Tout litige, né de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, qui ne pourrait être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon,

En deux exemplaires originaux,

Le 07/02/24

Pour l'université Jean Moulin

Le Président de l'université

M. Eric CARPANO



Pour la Librairie

La gérante



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 123-2 et L. 712-2 ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2018-07-01 attribuant délégation de pouvoir du conseil d'administration au président du 10 juillet 2018,

ENTRE

L'université Jean Moulin,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 0,
Représentée par son président en exercice, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après dénommée « l'université »,
D'une part,

ET

Librairie La Bande Dessinée

Dont le siège social est situé au 50 grande rue de la croix rousse
Représentée par sa gérante, Madame Valérie Boudier

Ci-après dénommée « Le bénéficiaire »,
D'autre part,

PREAMBULE

A l'occasion d'une conférence organisée sur le campus de l'université Jean Moulin Lyon 3, à laquelle participe Mme Carole Maurel et Mme Marie Bardiaud-Vaïente, un stand de vente d'ouvrages en lien avec le sujet sera tenu par la Librairie **La Bande Dessinée**

L'ouvrage proposé est le suivant :

- « BOBIGNY 1972 » de Carole Maurel et Marie Bardiaud-Vaïente, Editions Glénat

En vertu de ce qui précède, les parties conviennent de ce qui suit.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit du bénéficiaire, son action complétant et soutenant les missions de l'université.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : DURÉE ET DÉSIGNATION

La présente convention prend effet le 7 mars 2024 et a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition d'un espace pour accueillir un stand de vente d'ouvrage par l'université, à titre précaire et révocable :

Sur le Site de la Manufacture des Tabacs, amphithéâtre A (sous réserve), le 7 mars 2024 (18h30-21h00).

Article 3 : USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'université et s'engage à les faire appliquer dans les lieux mis à sa disposition.

Les lieux, objet des présentes, sont utilisés par le bénéficiaire à usage exclusif d'activités entrant dans le champ de son objet, ne portant pas atteinte aux missions de l'université et ne troublant pas l'ordre public.

Au terme des présentes, les lieux sont remis dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition par l'université.

Article 4 : CHARGES

L'université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée.

Article 5 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le bénéficiaire est responsable, vis-à-vis de l'université et des tiers, des conséquences dommageables pouvant résulter du non-respect des présentes.

Le bénéficiaire est également responsable des éventuelles dégradations des lieux et assume toutes les charges liées à la remise en état.

Le bénéficiaire est tenu de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers et d'en justifier auprès de l'université, en amont de la mise à disposition.

Article 6 : MESURES D'URGENCE

En cas de carence grave de la part du bénéficiaire, d'atteinte à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, l'université peut prendre toute mesure adaptée afin de mettre un terme à la situation, sans compensation ni indemnité.

Article 7 : VALORISATION

Le montant de la redevance perçue par l'université au titre de l'occupation temporaire du domaine est défini comme suit :

- A l'issue de l'opération prévue dans la convention, dès lors qu'il sera constaté la réalisation d'un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 2500€, l'université percevra une redevance équivalente à 5% de ce chiffre d'affaires.

Article 8 : LITIGES

La présente convention est régie, en raison de son objet et de ses clauses, par les règles du droit administratif.

Tout litige, né de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, qui ne pourrait être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon,

En deux exemplaires originaux,

Le 07/02/24

Pour l'université Jean Moulin

Le Président de l'université

M. Eric CARPANO



Pour la Librairie

La gérante

Avenant n°2 à la convention de recherche n°21.27

Date de notification : 22/12/2023

Date de notification de la convention de recherche : 2 juillet 2021

Date initiale de remise des résultats de la recherche : 1er septembre 2023

Date de remise des résultats après avenant n°1 : 15 décembre 2023

Nouvelle date de remise des résultats de la recherche (présent avenant) : 15 mars 2024

Le GIP « Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice »

13, Place Vendôme - 75042 PARIS cedex 01

N°SIRET : 180 089 500 00045

représenté par sa Directrice **Valérie SAGANT**, désigné ci-après par le terme l' « **Institut** », d'une part,

et

L'Université Jean MOULIN LYON 3

1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON cedex 08

N°SIRET : 196 924 377 00282

représentée par son Président **Eric CARPANO**, désignée ci-après par le terme le « **Contractant** », d'autre part.

VU L'ARRÊTÉ DU 11 FEVRIER 1994 MODIFIÉ PORTANT APPROBATION DE LA CRÉATION D'UN GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE,

VU L'ARRÊTÉ DU 31 MARS 2022 PORTANT APPROBATION DES MODIFICATIONS DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE DÉSORMAIS DÉNOMMÉ INSTITUT DES ETUDES ET DE LA RECHERCHE SUR LE DROIT ET LA JUSTICE,

VU LA CONVENTION DE RECHERCHE N°21.27 NOTIFIÉE LE 2 JUILLET 2021 ENTRE LES PARTIES (DESIGNÉE CI-APRES PAR « CONVENTION »), MODIFIÉE PAR L'AVENANT N°1 NOTIFIÉ LE 9 OCTOBRE 2023.

Vu la demande de modification de l'article 5 - DURÉE DE LA CONVENTION, adressée à l'Institut, par l'équipe de recherche sous la responsabilité scientifique conjointe de **Guillaume ROUSSET** et **Gaëlle CLAVANDIER** portant sur un **allongement de la durée de 3 mois, portant la durée totale de la convention à 30 mois et 15 jours** ;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Les articles 5 et 7-1 de la convention sont modifiés comme ci-dessous :

L'article 5 de la Convention « DURÉE DE LA CONVENTION », est modifié comme suit :

Article 5 NOUVEAU – DUREE DE LA CONVENTION

La durée du programme, à compter de la date de début de la recherche et telle que mentionnée en page 1 de la présente Convention, est de **30 mois et 15 jours**. Cette durée devra être **impérativement respectée**.

En effet, toute prolongation adressée à l'Institut par demande écrite, motivée et justifiée, ne sera accordée qu'à titre dérogatoire, l'Institut se réservant le droit de refuser ce report. Toute prolongation de durée devra faire l'objet d'un avenant de durée. Le délai supplémentaire susceptible d'être accordé – ferme et définitif – devra impérativement être respecté.

En l'absence de remise des documents scientifiques à la date prévue, la Convention sera automatiquement et immédiatement clôturée avec toutes les conséquences que cela implique (cf. articles 7.4 et 11.2 *infra*).

L'article 7 de la Convention « Modalités financières », est modifié comme suit :

7-1 NOUVEAU Calendrier

Les rapports scientifiques devront être remis comme suit :

- Résultats de la Recherche :
 - Pour validation, à l'expiration de la Convention, soit **30 mois et 15 jours** après la date de début de la recherche (**soit le 15 mars 2024**), remise en **un** exemplaire papier et en **version numérisée (PDF et word)**,
 - Après validation par l'Institut : tirage définitif éventuel un nombre d'exemplaires papier défini en lien avec l'Institut - **avec note de synthèse et résumé** - et en **version numérisée (Word et PDF)**.

Le reste de la Convention sans changement.


Pour l'Institut des études et de
la recherche sur le Droit et la Justice


Valérie SAGANT
Directrice de l'IERDJ
Institut des Études
et de la Recherche
sur le Droit et la Justice

La Directrice de l'Institut

Valérie SAGANT

Pour l'Organisme bénéficiaire



Le Président

Eric CARPANO

Les Responsables scientifiques

Guillaume ROUSSET



Gaëlle CLAVANDIER



CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE

ENTRE

Le **Syndicat de la Librairie Française**, Syndicat professionnel,
Immatriculé au répertoire SIREN sous le numéro 418658191 (numéro SIRET 41865819100048),
Dont le siège est situé 38 rue du Faubourg Saint-Jacques 75014 Paris,
Représenté par son Délégué général, Guillaume Husson,

Ci-après désigné « **Partenaire** »

d'une part,

ET

L'**Université Jean Moulin Lyon 3**,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08
de numéro SIRET 19 69 243 77 00282,
Représentée par le Professeur Éric Carpano, en sa qualité de Président

Ci-après désignée « **Université Lyon 3** »

Agissant dans le cadre des activités du centre de recherche Magellan, dont le directeur est Monsieur Jean-Fabrice Lebraty, et du Centre de recherche en droit et management des services de santé (CRDMS) dont le directeur est Guillaume Rousset.

d'autre part,

L'Université Lyon 3 et le Partenaire sont individuellement désignés par la « **Partie** » et conjointement par les « **Parties** ».

Préambule

Le Syndicat de la Librairie Française a créé et pilote l'**Observatoire de la librairie**. Cet observatoire, constitué d'un panel de près de 410 librairies, permet aux librairies d'analyser et d'améliorer leur activité depuis 8 années.

Les données collectées permettent aux libraires de mieux comprendre leur activité et de la piloter. Au niveau agrégé, les bases de données permettent de mieux apprécier les tendances d'évolution du secteur.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 offre un espace d'apprentissage et de recherche centré sur les sciences humaines et sociales, en lien avec les grandes questions de notre société.

Au sein de l'université, David Piovesan et Nicolas Guilhot respectivement enseignants-chercheurs à Magellan et au CRDMS, ci-après désignés les « **Chercheurs** », développent des

recherches dans le domaine du management des organisations. Leurs travaux portent particulièrement sur le management des librairies, l'économie du livre et la réalisation de comparaisons internationales sur ces sujets.

Les Chercheurs et le Syndicat de la Librairie Française décident de collaborer pour développer des recherches portant sur les données de l'Observatoire et bénéficier ainsi de l'expertise de chacune des Parties. L'objectif de ce partenariat est d'approfondir les analyses déjà réalisées par le Syndicat portant sur la bibliodiversité vendue en librairies.

Par conséquent, les Parties sont convenues d'établir le présent contrat, ci-après le « Contrat », pour définir notamment les modalités de cette collaboration.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Les Parties décident de collaborer à des travaux de recherche portant sur le management des librairies et l'économie du livre ci-après désignée « Étude ».

Un programme détaillé de l'Étude est donné dans l'annexe scientifique et technique jointe (annexe 1), partie intégrante du Contrat.

Le Contrat a pour objet de définir les conditions et les modalités de cette collaboration entre les Parties dans le cadre de la réalisation de l'Étude effectuée par les Chercheurs et de définir les droits et les obligations des Parties (notamment à l'égard des résultats obtenus dans le cadre du Contrat).

ARTICLE 2 - RESPONSABLES SCIENTIFIQUES

David Piovesan est le responsable scientifique de l'Étude pour l'Université Lyon 3.

La correspondante de l'Étude pour le Partenaire est Laura de Heredia, chargée de mission Observatoire de la librairie, numérique et écologie au Syndicat de la Librairie Française.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DES PARTIES

Les Parties s'engagent à coordonner l'emploi de leurs moyens humains et de leurs connaissances scientifiques et techniques afin d'assurer la réalisation de l'Étude.

Elles s'engagent à mettre tout en œuvre pour assurer le bon déroulement de cette collaboration.

Le Partenaire s'engage à permettre l'accès gratuit aux Chercheurs à l'ensemble des données de l'Observatoire de la librairie et aux informations nécessaires à la réalisation de l'Étude.

Les Parties s'engagent à respecter le Règlement (UE) 2016-679 relatif à la protection des données personnelles dans leur collecte et traitement des données à caractère personnel de toute personne concernée.

L'Université Lyon 3 agit en toute indépendance. Elle reste libre de déterminer et de mettre en œuvre les moyens qu'elle juge nécessaire à l'exécution de l'Étude sans qu'aucun lien de subordination au sens donné par le code du travail, c'est-à-dire de relation employeur/salarié, n'existe entre le Partenaire et l'Université Lyon 3.

L'Université Lyon 3 s'engage à mettre en œuvre toute la diligence requise conformément à l'obligation de moyen qui lui incombe pour réaliser l'Étude.

Par ailleurs, les Chercheurs présenteront au Partenaire l'avancement des travaux de recherche effectués dans le cadre de l'Étude à l'occasion des Rencontres Nationales de la Librairie (France, juin 2024), organisées par le Partenaire et financées par le Partenaire et des tiers, selon les modalités fixées à l'article 5 du Contrat.

Toute présentation de l'avancée de leurs travaux de recherche dans le cadre de l'Étude, sous quelle que forme que ce soit, établie par les Chercheurs constitue un Résultat issu de l'Étude, visé à l'article 6 et 7 du Contrat.

ARTICLE 4 - STATUT DU PERSONNEL - RESPONSABILITE

Le personnel de chacune des Parties qui effectuera des travaux au titre du Contrat conserve son statut quel que soit son lieu de travail effectif, notamment lorsqu'il se déplace dans les locaux de l'autre Partie.

Chaque Partie est responsable, pour elle-même et pour son personnel dans les conditions du droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel à l'occasion du Contrat.

ARTICLE 5 - MODALITES DU FINANCEMENT

Il n'est pas prévu de flux financier entre les Parties dans le cadre de ce Contrat.

Le Partenaire remboursera, sur justificatifs, les frais de déplacement et de séjour du Responsable Scientifique visé à l'article 2 ainsi que de tout personnel de l'Université Lyon 3 qui interviendrait pour présenter l'avancement des travaux de recherche effectués dans le cadre de l'Étude, lors des Rencontres Nationales de la Librairie en juin 2024 visés à l'article 3 du Contrat.

L'organisation de ces événements n'est pas prise en charge par l'Université Lyon 3. Néanmoins, la participation du personnel de l'Université Lyon 3 est à titre gracieux.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITE-PUBLICATION

6.1. Confidentialité des données de l'Observatoire de la librairie

En préambule, le Syndicat de la librairie française précise que le principe de l'exploitation des données de l'Observatoire de la librairie est une utilisation des données agrégées. L'Université Lyon 3 s'engage à ne communiquer en aucun cas, à l'extérieur des services concernés par la

présente recherche, les données « brutes » et individuelles de l'Observatoire de la librairie, ni des données agrégées qui permettraient l'identification de données individuelles de librairies.

6.2. Définitions

Le terme « Connaissances » désigne toute connaissance ou information, scientifique, technique ou commerciale et/ou tout type d'informations, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les prototypes, les données, les bases de données, logiciels, dossiers, plans, schémas, dessins, formules de quelque nature que ce soit, quels qu'en soient la forme, brevetables ou non et /ou brevetées ou non.

Le terme « Connaissances non issues de l'Étude » désigne les Connaissances antérieures appartenant à une des Parties ou détenues par elle avant la date d'entrée en vigueur du Contrat et/ou développées ou acquises par elle indépendamment de l'exécution du Contrat et sur lesquelles elle détient des droits d'utilisation.

Le terme « Résultats issus de l'Étude » désigne toutes les Connaissances développées dans le cadre de l'exécution du Contrat.

6.3 Connaissances non issues de l'Étude

Chacune des Parties s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les Connaissances non issues de l'Étude dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du Contrat. Cet engagement restera en vigueur à l'issue du Contrat, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de ce dernier.

Il est entendu que les données de l'Observatoire de la librairie visées à l'article 6.1 sont des Connaissances non issues de l'Étude.

A ce titre, chacune des Parties s'engage :

- à ne communiquer tout ou partie des Connaissances non issues de l'Étude reçues de l'autre Partie qu'aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître pour la réalisation de l'Étude et qui acceptent de se soumettre aux mêmes engagements de confidentialité,
- à prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires pour éviter la divulgation de tout ou partie des Connaissances non issues de l'Étude reçues de l'autre Partie,
- à ne pas utiliser, directement ou par personne interposée, et dans un but autre qu'aux fins de la réalisation de l'Étude et/ou la mise en œuvre du Contrat, tout ou partie des Connaissances non issues de l'Étude reçues de l'autre Partie.

Chaque Partie ne sera dégagée de ses obligations de confidentialité durant cette période qu'après accord préalable et écrit de la Partie propriétaire ou détentrice desdites Connaissances.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent cependant pas aux Connaissances :

- que l'une des Parties détenait licitement à la date de signature du Contrat, ou
- que l'une des Parties viendrait à recevoir de tiers autorisés à les divulguer, ou
- qui sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas, sans que cela provienne d'une rupture du Contrat par l'une des Parties,
- dont leur utilisation ou communication par une Partie a été autorisée par écrit par l'autre Partie.

Les Chercheurs s'engagent à ce que les publications générées dans le cadre de l'Étude ne comportent aucune donnée confidentielle et/ou individuelle concernant les librairies présentes sur l'Observatoire de la librairie et aucune information permettant leur identification.

Sous réserve des engagements définis au paragraphe précédent, il est convenu que les données de l'Observatoire de la librairie, analysées, traitées et anonymisées, s'agissant de données à caractère personnel, par les Chercheurs dans le cadre de l'Étude sont désormais des Résultats issus de l'Étude et ne sont plus considérées comme des connaissances non issues de l'Étude reçues du Partenaire.

6.4 Résultats issus de l'Étude

Toute publication ou communication de Résultats issus de l'Étude ou relative à l'Étude par l'une ou l'autre Partie, devra recevoir, pendant la durée du Contrat et les 12 mois qui suivent son expiration ou sa résiliation quelle qu'en soit la raison, l'accord écrit de l'autre Partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la demande adressée à l'autre partie par lettre recommandée ou email avec accusé de réception. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication de Résultats issus de l'Étude ou relative à l'Étude sera soumis à l'avis de l'autre Partie, qui pourra demander de supprimer des informations confidentielles lui appartenant ou de supprimer ou modifier certaines précisions, dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle ou commerciale des Résultats issus de l'Étude.

Il est entendu que le projet de publication ou communication devra être adressé par la Partie qui sollicite l'accord au Responsable scientifique de l'autre Partie mentionné à l'article 2 du Contrat.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation de l'Étude sauf demande expresse faite dans les 15 jours de la réception du projet de publication ou communication d'une Partie de ne pas être mentionnée.

Toutefois, les stipulations mentionnées au présent paragraphe (6.4) ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'Étude de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ;
- ni à la soutenance de thèse ou de mémoire des chercheurs et/ou étudiants dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du Contrat, cette soutenance devant être organisée de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité des résultats des travaux réalisés dans le cadre de l'Étude,
- ni à l'élaboration de réponses à des appels à projets ou tout autre demande de financement dans la mesure où les tiers à qui des informations seraient communiquées sont tenus à un devoir de confidentialité.

Pour ces trois points précédents, quels que soient les travaux mentionnés, le respect de l'obligation de confidentialité des données brutes et individuelles des librairies incombe aux Chercheurs.

6.5. Destruction des données à l'issue du Contrat

A l'issue du Contrat, l'Université Lyon 3 s'engage à supprimer l'ensemble des données brutes en sa possession issues de l'Observatoire de la librairie dans un délai de 3 mois maximum.

ARTICLE 7 - PROPRIETE

7.1 Connaissances non issues de l'Étude

Chacune des Parties conserve la propriété de ses Connaissances non issues de l'Étude.

L'autre Partie ne reçoit sur ces Connaissances non issues de l'Étude et leurs éventuels brevets et/ou le savoir-faire correspondant aucun droit du fait du Contrat.

Aucun droit n'est concédé sur ces Connaissances du fait du Contrat.

7.2 Résultats issus de l'Étude

Les Résultats issus de l'Étude obtenus dans le cadre du Contrat sont, sous réserve de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur, la propriété pleine et entière de l'Université Lyon 3 qui pourra les utiliser et exploiter librement.

Le Contrat n'emporte aucune cession ou licence des droits de l'Université Lyon 3 sur les Résultats issus de l'Étude au Partenaire.

Dans le cas où le Partenaire souhaite exploiter les Résultats issus de l'Étude, le Partenaire s'engage à en informer l'Université Lyon 3. Les Parties s'engagent à se réunir pour définir les conditions et les modalités d'exploitation desdits Résultats dans un nouveau contrat qui devra être signé avant tout acte d'exploitation commerciale directe ou indirecte.

ARTICLE 9 - DUREE

Le Contrat entre en vigueur à compter du 1^{er} novembre 2023, sous réserve de sa signature par les Parties pour une durée de un (1) an.

Il peut être renouvelé à la fin de cette période par un avenant qui précise notamment l'objet de cette prolongation.

Toutefois les stipulations prévues aux articles 6 et 7 demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre si une telle durée est précisée, nonobstant l'expiration ou la résiliation du Contrat.

ARTICLE 10 - RESILIATION

Le Contrat peut être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trente jours après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 11 - INTEGRALITE ET LIMITE DU CONTRAT

Le Contrat, assorti de son annexe, exprime l'intégralité des obligations des Parties. Aucune clause figurant dans des documents envoyés ou remis par les Parties ne pourra s'y intégrer.

ARTICLE 12 - LITIGES

Le Contrat est soumis aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du Contrat, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif compétent sera saisi.

Fait à Lyon, en deux exemplaires originaux, le 01/11/2023

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Éric Carpano, Président



Le Responsable Scientifique

David Piovesan

Visa



Pour le Syndicat de la Librairie Française

Guillaume Husson, Délégué Général



Syndicat de la Librairie Française
38, rue du Faubourg St Jacques - 75014 Paris
Tel : 01 53 62 23 10 - Fax : 01 53 62 10 45
contact@syndicat-librairie.fr
SIRET 418 658 191 00048 - APE 9411Z
VILLE DE PARIS : 148 90 426
PREFECTURE : 18100

ANNEXE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Contexte

Des travaux ont déjà été menés par l'Observatoire de la librairie et par David Piovesan pour décrire les grandes tendances sectorielles de la librairie. Ces travaux ont permis, grâce à une mise en perspective temporelle, d'identifier plusieurs enjeux dans l'économie des librairies. Ils ont fait ressortir des problématiques qui restent à mieux comprendre et à explorer de façon plus systématique et à grande échelle.

Objectifs

A partir des problématiques et hypothèses déjà formulées, il s'agit de mettre en place une analyse statistique de grande ampleur, de type data-mining.

Ces analyses se feront à l'aide des données de l'Observatoire de la librairie à partir d'un accès en ligne à l'outil de requêtage de l'Observatoire.

Modalités

Une première réunion de cadrage en novembre 2023 permettra d'organiser les accès aux sources de données, de calibrer la feuille de route et les travaux à réaliser.

Problématiques

Les premiers axes à explorer sont les suivants :

- évolution des tops 10 / 100 / 1000
- évolution des fonds anciens, récents et nouveautés
- mesure de la concentration éditoriale et des distributeurs
- impact du genre de l'auteur
- analyse en termes de groupes éditoriaux
- analyse par œuvres (trajectoire de succès d'un livre, effet prix littéraire, effet décembre, effet COVID, etc.)
- caractérisation des meilleures ventes
- analyses par types de librairies (CA, zone géographique, etc.)
- analyses des langues traduites.

CONVENTION DE SUBVENTION

ENTRE

L'Ecole normale supérieure de Lyon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 15, parvis René Descartes BP 7000, 69342 Lyon cedex 07, représentée par son Président, Monsieur Emmanuel Trizac.

L'ENS de Lyon agissant au nom et pour le compte de l'UMR 5189 (HiSoMA), Dirigée par la Professeure Madalina DANA,

Dénommé ci-après le « Laboratoire ».

L'ENS de Lyon a reçu mandat des tutelles du Laboratoire pour signer la présente convention et pour agir en leurs noms et pour leurs propres comptes.

Ci-après dénommée « ENS de Lyon »,

D'une part,

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C avenue des frères Lumière - CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son Président, le Professeur Éric CARPANO

Ci-après désigné « Université Jean Moulin Lyon 3 »,

D'autre part,

Ci-après désignées ensemble les « Parties » ou individuellement la « Partie ».

Vu l'article 3-1 de la délégation de compétences du conseil d'administration au Président de l'ENS de Lyon approuvée par délibération en date du 21 octobre 2021,



ARTICLE 6 : RESILIATION

La Convention peut être résiliée par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou de plusieurs de ses obligations au titre de la Convention, dans la mesure où la partie fautive n'a pas remédié à son manquement dans un délai de deux mois à compter de la notification de son manquement par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'UTILISATION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini à l'article 1.
Toute subvention inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

ARTICLE 8 : CONTROLES EXERCES PAR L'ENS DE LYON

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à faciliter le contrôle par l'ENS de Lyon de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la Convention.
L'ENS de Lyon peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

ARTICLE 9 : LITIGES

Tout différend né entre les parties du fait de l'interprétation et/ou de l'exécution de la Convention sera soumis, à défaut de résolution amiable, au Tribunal administratif du lieu d'exécution, seul compétent.

Fait à Lyon, Le en deux exemplaires originaux.

15/1/2024

Pour l'ENS de Lyon
Le Président


Pour le Président et par délégation
François ROUDIER
Vice-président recherche
ENS de Lyon

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Son Président Éric Carpano



Accord de consortium

Mir@bel 2022

**Ancrer les revues scientifiques françaises à l'international
avec des données partagées, ouvertes et de qualité
sur leurs éditeurs et leurs politiques d'accès et de rediffusion**

Entre

L'Institut d'Études Politiques de Lyon

Établissement public administratif

14 avenue Berthelot, 69365 Lyon cedex 07

Représenté par sa Directrice, Hélène SURREL

Ci-après désigné « Sciences Po Lyon »

Et

L'Agence Bibliographique de l'enseignement supérieur

Établissement public administratif

227 avenue professeur Jean-Louis Viala

CS 84308

34193 Montpellier Cedex 5

représentée par son directeur, Nicolas MORIN

Ci-après désignée par « ABES »

Et

Cairn.info

Société indépendante

26, Rue Édouard-Lockroy,

75011 PARIS

représentée par son directeur général adjoint Thomas PARISOT

Ci-après désigné par « Cairn.info »

Et

DOAJ (Directory of Open Access Journals)

Organisation à but non lucratif

IS4OA Denmark

c/o Joanna Ball, Bøgevej 33,

DK-4000 Roskilde, DENMARK

représenté par sa Managing Director, Joanna BALL

Ci-après désigné par « DOAJ »

Et

EDP Sciences

Groupe d'édition

17, Avenue du Hoggar

Parc d'Activité de Courtabœuf

BP 112

91944 Les Ulis Cedex A

représenté par sa directrice Agnès HENRI

Ci-après désignée par « EDP Sciences »

Et

L'École Nationale des Travaux Publics de l'État

Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel

3 Rue Maurice Audin,

69120 Vaulx-en-Velin

représentée par sa directrice Cécile DELOLME

Ci-après désignée par « ENTPE »

Et

Érudit

Consortium interuniversitaire, société en nom collectif (SENC)

3744 rue Jean-Brillant, Bureau 6500,

Montréal (Québec) CANADA, H3T 1P1

représenté par Tanja NIEMANN, directrice générale

Ci-après désignée par « Érudit »

Et

La Maison des Sciences de l'Homme de Dijon

L'Université de Bourgogne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé Maison de l'université, Esplanade Erasme, BP 27877, 21078 DIJON CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Vincent THOMAS,

Ci-après désignée « l'UB »

L'Université de Bourgogne Franche-Comté, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel constitué sous la forme d'une Communauté d'Universités et d'Établissements, sise 32 avenue de l'observatoire – 25000 BESANCON, représentée par son Président Monsieur Dominique GREVEY,

ci-après désignée « UBFC »

Le Centre National de la Recherche Scientifique, établissement public national à caractère scientifique et technologique, dont le siège est 3 rue Michel Ange 75794 Paris cedex 16, représenté par son Président, Monsieur Antoine PETIT,

ci-après désigné « **le CNRS** »

L'Université de Bourgogne, l'UBFC et les CNRS sont ci-après désignés par les « **ETABLISSEMENTS** ».

L'**UBFC** agit en son nom et pour son compte et est également mandatée en tant que Gestionnaire du contrat par le **CNRS** pour la négociation et la signature de la présente convention au nom et pour le compte du **CNRS** en application de la convention signée entre eux.

De même qu'en vertu de la convention signée avec ses établissements membres, **UBFC** délègue la négociation et la signature de la présente convention à l'**Université de Bourgogne**.

Les **ETABLISSEMENTS** agissant au nom et pour le compte de :

La **Maison des Sciences de l'Homme de Dijon** UAR CNRS-UB 3516, située 6 Esplanade Erasme, BP 26611 – 21066 Dijon Cedex, dirigée par Monsieur Jean VIGREUX,

Ci-après désignée par « MSH Dijon »

Et

AIX-MARSEILLE UNIVERSITE, établissement public à caractère scientifique, Culture et Professionnel dont le siège est situé 58 Boulevard Charles Livon 13284 Marseille, n°SIRET 130 015332 00013, Code APE 8542 Z, représentée par son Président, M. Eric BERTON

Ci-après désignée « l'Université »,

Le **Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)**, Etablissement Public à caractère scientifique et technologique, ayant son siège au 3, rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine Petit, lequel a délégué sa signature pour la présente à Madame Aurélie PHILIPPE, Déléguée Régionale du CNRS, pour la Circonscription Provence et Corse, 31, Chemin Joseph Aiguier, 13402 Marseille cedex 20, ci-après dénommé le CNRS.

Le CNRS ayant donné mandat à AMU pour signer le présent contrat, conformément aux dispositions signées entre le CNRS et AMU en date du 3 mars 2021,

Le CNRS et AMU agissant au nom et pour le compte d'**OpenEdition Center** (UAR 2504), dirigé par Mme Marie PELLEN,

Ci-après désignée par « OpenEdition »

Et

Persée

École Normale Supérieure de Lyon

Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel,

15 parvis René Descartes BP 7000 - 69342 Lyon Cedex 07

représenté par son administrateur provisoire, M. Yanick RICARD

Ci-après désignée par « Persée »

Et

Les Presses Universitaires de Caen

Service commun de l'université de Caen Normandie

Esplanade de la Paix, CS 14032, 14032 Caen cedex 5

représenté par sa directrice Laure HIMY-PIÉRY

Ci-après désignée par « PUC »

Et

L'Institut d'Études Politiques de Grenoble-UGA

Établissement public administratif

1030 Av. Centrale, 38400 Saint-Martin-d'Hères

représenté par sa directrice Sabine SAURUGGER

Ci-après désignée par « Sciences Po Grenoble »

Et

Le **Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)**, Etablissement Public à caractère scientifique et technologique, ayant son siège au 3, rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine Petit, lequel a délégué sa signature pour la présente à Madame Marjorie Fraisse, Déléguée Régionale du CNRS, pour la Circonscription Alpes, 25 rue des Martyrs, 38042 Grenoble Cedex 9, ci-après dénommé le CNRS.

Le CNRS agissant au nom et pour le compte de MathDoc via le **Centre Mersenne** (UAR 5638) dirigée par Mme Evelyne MIOT

Ci-après désignée par « MathDoc »

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel

1 Av. des Frères Lumière, 69008 Lyon

représenté par son président Éric CARPANO

Ci-après désignée par « Université Lyon 3 »

Ci-après individuellement « Partie » et collectivement « Parties »

Préambule

Mir@bel2022 fédère des acteurs impliqués dans l'écosystème de l'édition en France afin d'améliorer le référencement et la visibilité des revues scientifiques françaises grâce au partage de métadonnées de qualité. Il vise à favoriser la circulation ouverte des données d'identification et de référencement des revues et éditeurs scientifiques français et à leur donner une visibilité internationale (DOAJ, Sherpa Romeo) grâce à la coopération des partenaires du projet.

Le Projet ayant été retenu par le FNSO, les Parties qui ont reçu une notification d'aide entendent fixer dans le présent Accord les modalités relatives à l'exécution du Projet.

Il est convenu ce qui suit

Article 1 Définition

Accord désigne l'ensemble constitué par le présent accord, les annexes et les avenants.

Coordinateur désigne l'établissement ayant reçu la subvention du FNSO, à savoir Sciences Po Lyon chargé de la relation avec le FNSO pour toute question relative au Projet.

Projet désigne Mir@bel2022 tel que déposé auprès du FNSO lors de la réponse à l'appel à projets.

Référent désigne la personne de chaque Partie chargée de suivre le Projet pendant toute la durée de l'Accord.

Article 2 Objet

L'Accord a pour objet de définir et formaliser les modalités d'exécution du Projet, ainsi que les droits et obligations des Parties.

Le Projet est décrit dans l'annexe 1.

Article 3 Ressources

Subvention du FNSO

Le Coordinateur reçoit directement la subvention du FNSO dévolue au Projet. Il s'engage à en assurer la gestion conformément à la notification n° DEC22025FR16 du FNSO.

Les moyens humains et financiers sont décrits dans l'annexe 2.

Article 4 Gouvernance

Les organes de fonctionnement du Projet sont les suivants :

- Coordinateur

- Comité de pilotage Mir@bel
- Comité scientifique Mir@bel2022

4.1 Coordination du Projet

Sciences Po Lyon est l'établissement coordinateur du Projet. À ce titre, il est notamment chargé de :

- Définir et coordonner les orientations du projet
- Valider les actions à entreprendre
- Arbitrer en cas de difficultés de mise en œuvre des missions et/ou de conflit
- Exécuter le budget alloué
- Encadrer les missions du chargé de projet recruté

4.2 Comité de pilotage de Mir@bel

Mir@bel est un réseau structuré piloté collégialement par ses quatre établissements porteurs au sein d'un comité de pilotage : Sciences Po Lyon, Sciences Po Grenoble, ENTPE, MSH Dijon.

Composition :

Sophie Fotiadi – coordinatrice du projet, Sciences Po Lyon, Mir@bel

Bernard Teissier – ENTPE

Armelle Thomas – MSH Dijon

Aurélie Fichot – Sciences Po Grenoble

Fonctionnement et attributions

Le comité de pilotage de Mir@bel regroupe les quatre établissements pilotes sur les questions stratégiques (grandes orientations, feuille de route, financement...). Ce comité se réunit entre trois et cinq fois par an pour aborder l'ensemble des problématiques du réseau, dont les orientations du projet Mir@bel2022. Un compte-rendu formel est ensuite partagé aux partenaires du réseau Mir@bel.

4.3 Comité scientifique

Composition

Jaele Bechis - Université de Lorraine

Chérifa Boukacem - Université Lyon 1

Frédéric Hélein - Université Paris Diderot

Vincent Larivière - Université de Montréal, Érudit

Pierre Mounier – OpenEdition, OPERAS

Bernard Pochet - Université de Liège

Fonctionnement et attributions

Le comité scientifique se réunira régulièrement en vue de fournir des préconisations et évaluations sur les avancées du projet.

4.4 Référents

Chaque Partie désigne un Référent, chargé de suivre le Projet pour le compte de la Partie qu'il représente.

Sciences Po Lyon [Fotiadi, Sophie, sophie.fotiadi@sciencespo-lyon.fr]

ABES [Mistral, Julie, j.mistral@abes.fr]

Cairn [Parisot, Thomas, thomas.parisot@cairn.info]

DOAJ [Olijhoek, Tom, tom@doaj.org]

EDP Sciences [Henri, Agnès, agnes.henri@edpsciences.org]

ENTPE [Teissier, Bernard, bernard.teissier@entpe.fr]

Érudit [Paquin, Émilie, emilie.paquin@erudit.org]

MSH Dijon [Thomas, Armelle, armelle.thomas@u-bourgogne.fr]

OpenEdition [Guigonis, Sandra, sandra.guigonis@openedition.org]

Persée [Millier, Patricia, patricia.millier@persee.fr]

PUC [Beauchamps, Cécile, cecile.beauchamps@unicaen.fr]

Sciences Po Grenoble [Fichot, Aurélie, aurelie.fichot@sciencespo-grenoble.fr]

Mathdoc [Vaudaine, Célia, celia.vaudaine@univ-grenoble-alpes.fr]

Université Lyon 3 [De Ochandiano, Jean-Luc, jean-luc.de-ochandiano@univ-lyon3.fr]

Chaque Partie signale au Coordinateur tout changement de Référent intervenu pendant la durée de l'Accord. Le Référent informe les Parties de ce changement par un message électronique adressés aux Référents.

4.5 Modifications

Toute modification dans la composition du comité de pilotage (article 4.2), du comité scientifique (article 4.3) ou dans la liste des référents sera communiqué au coordinateur (article 4.1) qui se chargera d'en informer l'ensemble des parties.

Article 5 Communication

Le projet est décrit sur le site du FNSO : <https://www.ouvrirlascience.fr/mirbel2022/>. Une communication spécifique sera également proposée sur le site de Mir@bel.

Chaque Partie s'engage à faire mention du concours financier du Fonds National pour la Science Ouverte dans toute communication relative au projet.

Article 6 Durée, modification

L'Accord entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties.

Il est conclu pour la durée du projet (du 7 mars 2022 au 6 mars 2025), sous réserve de l'application de l'article 8 relatif aux cas possibles de résiliation.

Les Parties s'engagent à se réunir au moins six (6) mois avant l'échéance de l'Accord pour analyser les suites éventuelles à donner à leur soutien au Projet.

Toute prolongation du Projet au-delà du terme de la Convention donnera lieu à la signature d'un nouvel Accord.

Article 7 Adhésion d'une nouvelle Partie

D'autres structures peuvent participer au Projet. Leur participation est soumise à une décision unanime préalable des Parties. Toute nouvelle participation fera l'objet d'un avenant à l'Accord, signé par le nouveau membre et par les signataires de l'Accord.

Article 8 Retrait, exclusion, résiliation

8.1 Retrait

Chaque Partie pourra se retirer du Projet et demander à résilier l'Accord à son égard annuellement à sa date anniversaire de signature sous réserve d'un préavis de six mois notifié par courrier recommandé avec accusé réception au Coordinateur qui en informera les autres Parties.

L'exercice de cette faculté de retrait par une Partie ne la dispense pas de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet dudit retrait.

Le retrait de Sciences Po Lyon entraîne la résiliation de l'Accord et le terme du Projet tel que défini dans ledit Accord.

8.2 Exclusion

Dans l'hypothèse où une Partie viendrait à manquer à l'une de ses obligations au titre de l'Accord, les autres Parties pourront prononcer la résiliation de l'Accord à son égard. La procédure d'exclusion est la suivante : la demande devra être faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (adressée par le Coordinateur à la partie défaillante). La Partie aura alors deux mois pour se conformer à ses obligations ou apporter la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure. L'exclusion devra ensuite être votée à l'unanimité des membres fondateurs présents ou représentés du Comité d'orientation, la Partie concernée étant préalablement entendue et ne prenant pas part au vote. La mise en demeure est envoyée à la Partie défaillante par le Coordinateur.

Dans l'hypothèse où Sciences Po Lyon serait défaillant, la décision de son exclusion entraîne la résiliation de plein droit de l'Accord et le terme du Projet.

L'exclusion ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de l'Accord à son égard. Les apports financiers déjà versés resteront acquis au Projet.

Dans cette hypothèse de résiliation, la Partie défaillante pourra être amenée à verser une indemnité égale au montant des frais engagés par la Partie victime de l'inexécution.

8.3 Résiliation

La résiliation de l'Accord de plein droit peut aussi être décidée à l'unanimité des membres signataires de l'Accord.

Article 9 Force majeure

Aucune Partie ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.

La Partie invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra aviser le Coordinateur dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet événement.

Le Coordinateur devra ensuite en informer le FNSO dans les meilleurs délais si cela remet en cause l'exécution du Projet.

L'Accord est conclu pendant la pandémie de coronavirus (covid-19). Cette pandémie a une influence importante sur les décisions du gouvernement. Si une Partie ne peut remplir les obligations découlant de cet Accord du fait de la pandémie et des décisions du gouvernement en la matière, alors la Partie ne sera pas considérée comme défaillante au sens de l'article 8 2

Article 10 Données à caractère personnel

En principe, Les Parties ne partagent aucune donnée à caractère personnel au sens du Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel et à leur libre circulation.

Si toutefois si des données à caractère personnel sont collectées, traitées ou partagées dans le cadre de l'Accord, chaque Partie s'engage à respecter les finalités de l'Accord et s'assure que le traitement de données à caractère personnel mis en place respecte la réglementation en vigueur, notamment le règlement susmentionné et la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Article 11 Loi applicable et règlement des différends

L'Accord est soumis au droit français. Si une traduction venait à en être produite en langue étrangère, seule la version française de cet Accord fait foi en cas de difficulté d'interprétation.

En cas de difficultés d'exécution constatées pendant quatre mois et avant toute procédure juridictionnelle, chacune des Parties signataires s'engage à désigner une personne au sein de son organisation, de niveau « Direction générale ».

Ces personnes devront se réunir à l'initiative de la Partie la plus diligente dans les huit (8) jours à compter de la réception de la lettre de demande de réunion de conciliation. L'ordre du jour est fixé par la Partie qui prend l'initiative de la conciliation. Les décisions, si elles sont arrêtées d'un commun accord, ont valeur contractuelle.

Cette clause est juridiquement autonome de la présente convention. Elle continue à s'appliquer malgré l'éventuelle nullité, résolution, résiliation ou d'anéantissement des présentes relations contractuelles.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal administratif de Lyon sera compétent pour connaître du litige.

Fait à Lyon le 24/01/2024 en 14 exemplaires originaux (1 pour chaque partie)

Chaque exemplaire compte 27 pages

Pour Sciences Po Lyon

La Directrice, Hélène SURREL



Pour l'ABES

Le Directeur, Nicolas Morin

Nicolas
MORIN

Signature
numérique de
Nicolas MORIN
Date : 2022.12.06
10:31:00 +01'00'

Pour CAIRN

Le Directeur général adjoint, Thomas Parisot,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Parisot', written over a large, stylized, loopy graphic element that resembles a large 'C' or a stylized letter 'P'.

CAIRN SA
26, rue Édouard-Lockroy
F-75011 Paris
Tél. 01 55 28 83 00
Fax 01 55 28 35 33
SIRET 487 704 942 000 35

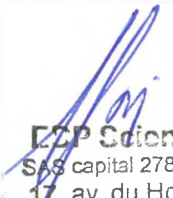
Pour DOAJ

fonction Managing Director, Joanna Ball

Joanna Ball
12.1.23

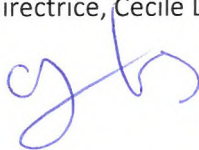
Pour EDP Sciences

Directrice générale Agnès HENRI


EDP Sciences
SAS capital 278 550 €
17, av. du Hoggar
P.A. de Courtabœuf
F-91944 Les Ulis cedex A
R.C.S. EVRY B 308 392 637
3x 01 69 18 75 75 - Fax 01 69 29 90 57

Pour l'ENTPE

La directrice, Cécile Delolme

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'C' followed by a series of loops and a final flourish.

Pour Érudit

La Directrice générale, Tanja Niemann

Tanja Nie

14. 2. 2023

Pour MSH Dijon

en qualité de Président de l'université de Bourgogne, Vincent Thomas



07/11/22

Pour Aix Marseille Université

M. Eric BERTON

Président



Visa d' OpenEdition Center

Mme Marie PELLEN

Directrice



Mme PELLEN Marie
Directrice d'OpenEdition Center
USR 2004

Pour Persée

L'administrateur provisoire de l'ENS de Lyon, M. Yanick RICARD



Yanick RICARD
Administrateur provisoire
Ecole Normale Supérieure de Lyon

Pour les PUC

[fonction prénom nom]

Directeur des PUC

Lam Hing-Tiéri

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a vertical stroke and a horizontal stroke that loops around it.

Pour Sciences Po Grenoble-UGA

La directrice, Sabine Saurugger



Pour le CNRS

Antoine PETIT

Président-directeur général

Et par délégation

Marjorie FRAISSE

Pour l'Université Lyon 3

Le président de l'Université Jean Moulin Lyon 3, ~~Eric Carpano~~

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal line, is written over a circular official stamp. The stamp features the text "UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN" around the top and "LYON 3" at the bottom, with a central emblem depicting a building and a tree.

Annexe 1 Description du Projet

L'ensemble des partenaires s'engage à coordonner leurs actions pour promouvoir les bonnes pratiques de l'édition en accès ouvert afin de porter les revues scientifiques françaises vers un meilleur référencement international, en complément du travail déjà engagé par Mir@bel avec le service Sherpa Romeo.

Ainsi Mir@bel2022 favorisera l'engagement des équipes éditoriales dans le but d'intégrer leurs revues dans le Directory of Open Access Journals (DOAJ) grâce à des interventions communes et coordonnées entre les acteurs du projet (repérage des revues concernées, traduction des interfaces, campagne et support de communication partagés, formations à l'outil et aux bonnes pratiques...). Le partenariat établi dans ce cadre permettra aux communautés françaises d'être mieux représentées auprès du DOAJ.

Le service Mir@bel pour sa part évoluera en un outil ouvert d'exploration de l'édition des revues, en visant l'exhaustivité tant sur le périmètre initial des Sciences Humaines et Sociales (SHS) que sur celui des Sciences, Techniques et Médecine (STM). Il favorisera de plus la convergence des données produites par les parties prenantes du projet, en positionnant un référentiel pivot pour les éditeurs de revues françaises, via l'application IdRef de l'Abes et d'autres référentiels nationaux et internationaux. Pour ce faire, Mir@bel2022 fédère l'action concertée entre des opérateurs nationaux et internationaux, des éditeurs, des réseaux et des plateformes de revues : le DOAJ, l'Abes, EDP Sciences, Médiaci (via les Presses universitaires de Caen), Cairn, le Centre Mersenne (via l'UAR Mathdoc), Érudit, OpenEdition, Persée et Repères (via l'Université Lyon 3).

Enfin le projet regroupe l'ensemble du réseau Mir@bel via ses quatre établissements pilotes : Sciences Po Lyon, Sciences Po Grenoble, l'ENTPE et la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon sous l'égide du Réseau national des MSH.

Objectifs :

La politique publique pour une science ouverte a pour objectif de rendre la production scientifique française visible à l'international. Mir@bel2022 la soutiendra à travers deux axes sur le référencement des revues.

1. Contribuer à l'accompagnement des revues vers la science ouverte pour améliorer leur accessibilité et leur positionnement au niveau international, principalement au sein du DOAJ

- Promouvoir la valeur des bonnes pratiques et recommandations en matière de publication, d'édition en accès ouvert et d'intégrité scientifique
- Accroître les échanges entre les partenaires français du projet et le DOAJ (bonnes pratiques, traductions, communication...)
- Accompagner les revues pour leur inclusion dans le DOAJ grâce à des actions incitatives coordonnées entre ces acteurs

2. Référencer de manière partagée les revues et leurs éditeurs scientifiques et commerciaux

- Proposer une identification exhaustive des revues scientifiques françaises en SHS et en STM et de leurs accès en ligne en s'appuyant sur des réservoirs de données nationaux et internationaux (Sudoc, Registre de l'ISSN)
- Améliorer le cadre d'identification des éditeurs et la qualité de leur description grâce à un référentiel partagé par l'ensemble des partenaires français et ouvert internationalement en s'appuyant sur le référentiel IdRef et les outils associés développés par l'Abes
- Consolider le cercle vertueux de qualité pour la curation et l'amélioration partagée des données avec tous les acteurs (Abes, Cairn, CCSD, Centres ISSN, Centre Mersenne, EDP Sciences, Médiaci, OpenEdition, Persée, Repères...).
- Enrichir la description des titres dans Mir@bel en documentant leurs modèles de publication selon les critères de qualité en vigueur dans l'édition scientifique internationale

Impact du projet dans l'écosystème de la science ouverte :

Mir@bel2022 vient renforcer la politique française pour la science ouverte en favorisant l'évaluation du développement du libre accès à travers un système d'information mutualisé qui met en valeur les contenus librement accessibles. La coordination des actions de l'ensemble des partenaires du projet pour accompagner les revues vers un référencement dans le DOAJ permettra une action transverse forte, à l'image de l'accompagnement réalisé en 2021 pour l'intégration des politiques de publication dans Sherpa Romeo. De nombreuses revues scientifiques françaises trouveront ainsi l'occasion de s'ancrer dans deux sites internationaux de référence de l'édition en accès ouvert.

Indicateurs à l'issue du projet, tant sur les actions partenariales que sur l'enrichissement et la réutilisation des métadonnées :

- Nombre de revues accompagnées pour un référencement dans le DOAJ
- Nombre d'éditeurs engagés sur Mir@bel
- Nombre de revues dans Mir@bel valorisées par des informations éditoriales et scientifiques riches
- Nombre d'éditeurs français ajoutés dans le référentiel partagé IdRef
- Statistiques de consultation du site web de Mir@bel et des données exposées sur son API

Annexe 2 : Contribution des partenaires

Temps de travail

- Sciences Po Lyon : 3 participants : 32,4 mois investis
- Abes : 3 participants : 19 mois
- Cairn : 2 participants : 3,6 mois
- DOAJ : 2 participants : 4,5 mois
- EDP Sciences : 2 participants : 5 mois
- ENTPE : 2 participants : 10,8 mois
- Érudit : 3 participants : 1,6 mois
- MSH Dijon : 1 participant : 7,2 mois
- OpenEdition : 2 participants : 1,8 mois
- Persée : 3 participants : 3 mois
- PUC (Médici) : 1 participant : 3,6 mois
- Sciences Po Grenoble : 4 participants + 1 stagiaire : 58 mois
- MathDoc (Centre Mersenne) : 2 participants : 2,9 mois
- Université Lyon 3 (REPÈRES) : 3 participants : 7,2 mois

Moyens financiers

Les quatre établissements pilotes de Mir@bel participeront parallèlement :

- à hauteur de 6000€ sur la ligne de frais de missions (3000€ pour Sciences Po Lyon et chacun 1000€ pour l'ENTPE, la MSH Dijon et Sciences Po Grenoble).
- à hauteur de 9000€ pour des prestations de services liées à des développements informatiques, des actions de communication et à l'administration des services informatiques financées par l'ENTPE, Sciences Po Grenoble et Sciences Po Lyon (3000€ chacun).

CONFIDENTIEL

ACTION « INNOVATION NUMERIQUE POUR L'EXCELLENCE EDUCATIVE »
ESPACE DE FORMATION, DE RECHERCHE ET D'ANIMATION NUMERIQUE (E-FRAN)
APPEL A PROJETS « SOUTIEN AU DEPLOIEMENT DES PROJETS E-FRAN »

Convention de reversement à l'Université Jean Moulin Lyon 3 relative au projet LudiMoodle + LUDIM+2023-02-LYON3

Ce projet a été soutenu par le plan France 2030

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 2 : MONTANT DE L'AIDE	4
ARTICLE 3 : ELIGIBILITE DES DEPENSES	4
ARTICLE 4 : MODALITES DE REVERSEMENT.....	5
ARTICLE 5 : COORDONNÉES BANCAIRES	6
ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'ANR.....	6
ARTICLE 7 : MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS ET RESTITUTION ÉVENTUELLE DE L'AIDE	6
ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION	7
ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION	7
ARTICLE 10 : RESILIATION.....	7
ARTICLE 11 : LOI APPLICABLE - LITIGES.....	8

Convention de reversement à l'Université Jean Moulin Lyon 3 relative au projet LudiMoodle +

Etablie en vertu du Contrat attributif d'aide N° ANR-22-FRAN-0005 signée le 27 janvier 2023 entre l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et l'Université de Lyon,

ENTRE

La Communauté d'Universités et établissements Université de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé au 92, rue Pasteur - CS 30122 – 69361 LYON Cedex 07,
N° SIRET 130021 363 00010, Code APE / NAF 8542Z,
Représentée par son Président, Monsieur Frank DEBOUCK,

Ci-après désignée par « **UdL** »,

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé au 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON Cedex 08
N° de SIRET 196 924 377 00282, code APE / NAF 803Z,
Représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après désignée par « **Lyon 3** »,

ET

Ci-après individuellement désignés par « **Partie** » et collectivement par « **Parties** ».

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIV

- Le projet « LudiMoodle +, Ludification adaptative pour la réussite des élèves », ci-après « **Projet** » a été élaboré en réponse à l'appel à projets « Soutien au déploiement des projets e-FRAN », lancé dans le cadre de la Stratégie d'accélération Enseignement et numérique du plan France 2030. L'aide de l'État est opérée par l'Agence nationale de la recherche au titre de France 2030 et porte la référence « ANR-22-FRAN-0005 ».
- Le projet LudiMoodle + ayant été sélectionné, les parties prenantes du Projet formaliseront leur partenariat par un Accord de consortium.
- La présente convention, ci-après **Convention** a pour objet de définir les modalités financières relatives à l'exécution par Lyon 3 dans le cadre du Projet de tâches ou missions telles que détaillées dans la description du Projet. Elle définit les conditions de reversement par l'UdL de la part d'aide allouée à Lyon 3 en complément des conditions et modalités d'exécution détaillées dans l'Accord de consortium.

II A ALORS ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

1.1 La convention a pour objet :

- de fixer les règles de répartition de la dotation financière ;
- de définir les moyens financiers mobilisés en propre par Lyon 3 ;
- de définir les modalités et le calendrier des versements par l'UdL de la part d'aide allouée à Lyon 3, dans le cadre du Projet ;

1.2 Les pièces constitutives de la Convention et ses deux annexes :

- Annexe 1 : Budget prévisionnel – volet général ;
- Annexe 2 : Annexe financière - Budget prévisionnel – volet Lyon 3

ARTICLE 2 : MONTANT DE L'AIDE

L'ANR accorde à l'UdL, au nom et pour le compte de l'État, compte tenu du montant prévisionnel du Projet estimé à 1 227 275,65 €, une aide de 621 997 € sous forme de subvention. L'UdL reçoit directement de l'ANR l'aide allouée au Projet LudiMoodle +, conformément aux dispositions du Contrat attributif d'aide susvisée et sous réserve du respect de ses obligations au titre de ce Contrat.

Le budget alloué à Lyon 3 pour la réalisation de ce Projet est de 224 451,79€ (deux cent vingt-quatre mille quatre cent cinquante-et-un euros et soixante-dix-neuf centimes).

Les Parties supportant individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de leur part du Projet, l'apport de Lyon 3 hors frais généraux ou frais d'environnement est estimé à 59 290,94€ selon l'annexe 2.

Lyon 3 est un établissement financé à coût marginal.
Les frais généraux forfaitaires sont de 20% maximum.

La ventilation de l'aide allouée entre les catégories des dépenses est fixée dans l'Annexe 2.

ARTICLE 3 : ELIGIBILITE DES DEPENSES

Les coûts imputables à l'opération doivent être strictement rattachés à la réalisation du Projet LudiMoodle +, à l'exclusion de toute marge bénéficiaire. Elles figurent en Annexe 2. Seules les dépenses éligibles engagées à compter du 01/01/2023, date de démarrage du Projet, et jusqu'au 31/12/2024, pourront être financées par l'aide de l'ANR.

3.1 Pour les établissements d'enseignement supérieur et organismes de recherche

Intensité de l'aide : le taux d'aide est de 100 % des dépenses éligibles.

Les dépenses éligibles sont :

- des dépenses concernant l'affectation de ressources humaines au Projet (heures supplémentaires et vacations, indemnités pour missions particulières, primes, recrutement de personnel dédié sur contrat) ;
- des dépenses de fonctionnement pédagogique ;
- des dépenses d'acquisition d'équipements, de logiciels et d'accès aux ressources numériques ;
- des dépenses de recherche et contrats post-doctoraux ;
- des dépenses de sous-traitance ou prestations de services externes ;

- toutes les dépenses figurant dans l'Annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REVERSEMENT

Dans la limite des fonds versés par l'ANR, l'UdL verse à Lyon 3 la somme nécessaire à la réalisation de sa part du Projet, au moyen de la présente Convention de reversement. Les reversements sont effectués selon le calendrier prévisionnel indicatif ci-dessous issu du Contrat attributif d'aide signée avec l'ANR.

Echéance	Signature de la Convention de reversement	T12-mi-parcours	Solde
Répartition	45%	45%	10%
Montant	101 003€	101 003€	22 445,79€

Le **premier versement**, d'un montant de 101 003€ (cent un mille trois euros), interviendra sur présentation par Lyon 3 de la présente convention signée des deux Parties.

Le **second versement**, d'un montant de 101 003€ (cent un mille trois euros), est subordonné au bon avancement du Projet et conditionné par la fourniture par Lyon 3, au plus tard le 29/02/2024, des documents de suivi suivants :

- un compte-rendu intermédiaire sur l'état d'avancement de sa part de Projet au 31/12/2023 (en version électronique sous format communiqué par l'ANR) ;
- un relevé récapitulatif des dépenses exécutées au cours de la période écoulée au titre du Projet, déterminée par l'ANR, signé par le représentant légal de Lyon 3 et certifié par son agent comptable ou son commissaire aux comptes, à défaut son expert-comptable (en version électronique et en version papier aux adresses mentionnées dans l'Accord de consortium notamment à la page de comparution et à l'article 17.1).

Le **versement du solde**, d'un montant égal ou inférieur à 22 445,79€ (vingt-deux mille quatre cents quarante-cinq euros et soixante-dix-neuf centimes), est conditionné par la transmission par Lyon 3, au plus tard dans un délai de 30 jours suivant la date de fin du Projet :

- d'un compte-rendu de fin de Projet (sous format électronique communiqué par l'ANR) ;
- d'un relevé récapitulatif des dépenses exécutées au cours du Projet, signé par le représentant légal de Lyon 3 et certifié par son agent comptable ou son commissaire aux comptes, à défaut son expert-comptable (en version électronique et en version papier aux adresses susvisées) ;
- d'un bilan déclaratif sur les moyens humains mobilisés par de Lyon 3, sans fournir des feuilles de temps pour chaque personne de Lyon 3 impliquée dans le Projet.

Le solde de l'aide est versé par l'UDL à Lyon 3 après réception et validation desdits documents par l'ANR.

Le versement du solde est ajusté pour tenir compte de la dépense réelle dans la limite du montant de l'aide.

En cas de non fourniture du relevé de dépenses final cinq mois après la date de fin de Projet, l'analyse des dépenses sera effectuée au regard des derniers relevés de dépenses transmis à l'UdL.

Dans l'éventualité d'un montant total de dépenses inférieur au cumul des versements perçus par Lyon 3, celui-ci s'engage à reverser le trop-perçu à l'UdL qui les reversera à l'Etat. Les sommes versées à Lyon 3 au titre de la présente Convention ne lui sont acquises qu'au versement final ou au recouvrement du trop-perçu.

La modification de la répartition prévisionnelle des dépenses est admise aussi bien à l'intérieur des postes de dépenses d'équipement, de personnel, et de fonctionnement qu'entre ces postes de dépenses dès lors cette variation n'excède pas 15% du montant de l'aide allouée à Lyon 3 et visée à l'article 2. Le cas échéant, Lyon 3 devra en informer l'UdL dans un délai raisonnable.

Lorsque la variation excède 15%, les Parties se référeront à l'article 9 de la présente Convention.

L'UdL ne pourra en aucun être tenue pour responsable par l'autre Partie de tout retard des versements visés à l'article 4 qui seraient dus à une absence de versements des fonds par l'ANR.

ARTICLE 5 : COORDONNÉES BANCAIRES

Les versements prévus dans le cadre de la présente Convention seront effectués par l'UdL, sous réserve de la mise à disposition des fonds correspondants par l'ANR, sur le compte bancaire ouvert au nom de Lyon 3 :

Domiciliation	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
TPLYON	10071	69000	00001004334	60

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'ANR

A tout moment, durant l'exécution du programme et dans un délai maximal de deux ans à compter de la date de la demande de versement du solde ou de reversement du trop-perçu ou, à défaut, de la date prévue de fin du Projet, des personnes habilitées par l'ANR peuvent procéder sur place et/ou sur pièces à tout contrôle relatif aux mesures prises pour l'exécution du programme, à l'état de réalisation de celui-ci et à la vérification du service fait par le constat de la réalité des dépenses justifiées.

A cet effet, Lyon 3 est tenue de laisser accéder les personnes habilitées par l'ANR aux sites ou immeubles où sont réalisés les travaux relatifs au Projet et de leur présenter les pièces justificatives et tous les autres documents, y compris les livres de comptes de l'établissement, dont la production est jugée utile au contrôle de l'utilisation de l'aide. Dans cette perspective, les données nécessaires à ces contrôles devront être transmises à l'UdL en sa qualité d'Etablissement coordinateur.

ARTICLE 7 : MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS ET RESTITUTION ÉVENTUELLE DE L'AIDE

En cas de difficulté de mise en œuvre de ses obligations au titre de la présente Convention, Lyon 3 doit en informer l'UdL le plus rapidement possible et doit proposer un plan d'action pour y remédier.

Un manquement grave sera réputé avoir été commis dans les cas suivants :

- défaut de communication des documents justificatifs mentionnés à l'article 4 ;
- si, au vu notamment du compte rendu annuel, l'UdL constate que la capacité de Lyon 3 à mener sa part du Projet selon les modalités prévues initialement est mise en cause, ou que l'avancement du Projet présente un retard significatif par rapport au calendrier prévu ;
- inexécution partielle ou totale par Lyon 3 de sa part du Projet telle que définie dans la description du Projet tel que sélectionné par l'ANR ;

ARTICLE 11 : LOI APPLICABLE - LITIGES

En cas de difficultés, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

La Convention est soumise au droit français.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant les juridictions françaises compétentes. Les Parties conviennent que la juridiction compétente est le Tribunal administratif de Lyon.

Fait en 2 (deux) exemplaires, dont un (1) pour chacune des Parties, le 05.12.2023

Pour l'**Université de Lyon**

Pour le président et par délégation
BERNARD ARGENTIER
Directeur général des services

Monsieur Frank DEBOUCK
Le Président

Pour l'**Université Jean Moulin Lyon 3**

A large, stylized black ink signature of Monsieur Eric CARPANO, written over a circular official stamp of the Université Jean Moulin Lyon 3.

Monsieur Eric CARPANO
Le Président

- empêchement de faire procéder aux contrôles, ou si ces contrôles font apparaître que tout ou partie des sommes reçues n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par la Convention ;

En cas de demande de recouvrement pour manquement par l'ANR à l'UdL, et dans le cas où Lyon 3 est mis en cause dans ce manquement, Lyon 3 s'engage à reverser à l'UdL les montants exigés par l'ANR dans la limite de l'aide reçue dans un délai de trente jours à compter de la réception de la demande de recouvrement transmise à Lyon 3 par l'UdL.

En outre, l'ANR peut suspendre les versements en cas de refus avéré et persistant de mentionner le soutien apporté par l'ANR.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La Convention prendra effet dès sa signature par les Parties et restera en vigueur jusqu'à la date de règlement du solde de l'aide à Lyon 3 ou du recouvrement du trop-perçu.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La répartition prévisionnelle des dépenses peut être modifiée par Lyon 3 :

- sans demande écrite, mais en informant l'UdL, pour les modifications à l'intérieur des postes de dépenses d'équipement, de personnel, et de fonctionnement ;
- sans demande écrite, mais en informant l'UdL, pour les modifications de répartition entre ces postes de dépenses dès lors que cette variation n'excède pas 15% du montant de l'aide ;
- sur demande écrite de Lyon 3 à l'UdL, si la variation entre ces postes excède ce seuil ; la demande sera soumise à l'ANR qui notifiera l'autorisation ou le refus à l'UdL.

Les changements portants sur la répartition financière entre postes de dépenses au-delà de 15 % sont considérées comme des modifications substantielles du Projet. Lyon 3 est tenu d'informer l'UdL le plus tôt possible de toute évolution dans la réalisation du Projet pouvant conduire à une modification substantielle telle que définie dans l'article 14.1 de l'Accord de consortium.

Toute modification substantielle du Projet, ainsi que toute modification de la présente Convention susceptible d'impacter les dispositions du Contrat attributif d'aide signé entre l'UdL et l'ANR sera soumise à l'approbation du Comité Stratégique du Projet visé à l'article 4.3.2 de l'Accord de consortium, puis à l'accord du Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI) et de la Mission Monteil (Mission interministérielle sur le numérique éducatif) sur avis du comité de pilotage du Projet visé à l'article 4.3.1 de l'Accord de consortium après évaluation préalable des modifications proposées et de leur impact sur les conditions de réalisation du Projet diligentée par l'ANR.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La Convention peut être résiliée par l'une des Parties en cas de non-exécution par l'autre Partie de ses engagements. Cette résiliation ne devient effective que dans un délai de trente jours à compter de la notification de son manquement par lettre recommandée avec accusé de réception, par la Partie plaignante exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai, la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou apporté la preuve d'un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Appel à projets "Soutien au déploiement des projets e-FRAN"



France 2030 - Agence Nationale de la Recherche

Document administratif et financier

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme

N° de dossier

ANR-22-e-FRAN-00XX

Acronyme

#REF!

Nombre de partenaires

7

2022

Volet général

Récapitulatif des demandes financières par destination

Description	Coût total	Aide demandée	Apport total
Equipement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Personnel	606 720,08 €	412 940,52 €	193 779,56 €
Fonctionnement	83 300,00 €	82 200,00 €	1 100,00 €
Prestations de services externes	6 500,00 €	5 675,00 €	825,00 €
Facturation interne	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Frais généraux	91 005,13 €	91 005,13 €	
Frais de structure	67 058,55 €	30 176,35 €	36 882,20 €
Frais d'environnement	372 691,88 €		372 691,88 €
Total	1 227 275,65 €	621 997,00 €	605 278,65 €

Récapitulatif des demandes financières par partenaire

Type de partenaire	Nom du partenaire	Coût total	Assiette de l'aide	Taux d'aide	Aide demandée	Apport hors assiette aide	Apport total
EPSCP	La Communauté d'Universités et établissements Université de	125 805,01 €	96 411,01 €	100%	96 411,01 €	29 394,00 €	29 394,00 €
Autre établissement public à but non lucratif	Le rectorat de l'académie de Lyon	14 000,00 €	0,00 €	100%	0,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €
EPSCP	Université Lumière Lyon 2	116 935,43 €	29 400,00 €	100%	29 400,00 €	87 535,43 €	87 535,43 €
EPSCP	Université Jean Moulin Lyon 3	440 970,02 €	224 451,79 €	100%	224 451,79 €	216 518,22 €	216 518,22 €
EPSCP	L'Institut Nationale des Sciences Appliquées de Lyon	47 671,42 €	0,00 €	100%	0,00 €	47 671,42 €	47 671,42 €
EPST	Le Centre National de la Recherche Scientifique	313 080,00 €	195 768,00 €	100%	195 768,00 €	117 312,00 €	117 312,00 €
Petite entreprise	Pimenko	168 813,78 €	168 813,78 €	45%	75 966,20 €	0,00 €	92 847,58 €
Total		1 227 275,65 €	714 844,58 €		621 997,00 €	512 431,07 €	605 278,65 €

Récapitulatif des aides demandées par partenaire et par catégorie

Type de partenaire	Nom du partenaire	Equipement	Personnel	Fonctionnement	Prestations de services	Facturation interne	Frais généraux + Frais de structure
EPSCP	La Communauté d'Universités et établissements Université de	0,00 €	65 342,51 €	10 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	16 068,50 €
Autre établissement public à but non lucratif	Le rectorat de l'académie de Lyon	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EPSCP	Université Lumière Lyon 2	0,00 €	19 500,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	4 900,00 €
EPSCP	Université Jean Moulin Lyon 3	0,00 €	137 243,16 €	49 800,00 €	0,00 €	0,00 €	37 408,63 €
EPSCP	L'Institut Nationale des Sciences Appliquées de Lyon	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EPST	Le Centre National de la Recherche Scientifique	0,00 €	146 640,00 €	16 500,00 €	0,00 €	0,00 €	32 628,00 €
Petite entreprise	Pimenko	0,00 €	44 214,85 €	900,00 €	675,00 €	0,00 €	30 176,35 €
Total		0,00 €	412 940,52 €	82 200,00 €	5 675,00 €	0,00 €	121 181,48 €

Aide demandée Equipement / Aide demandée totale*

0 %

Aide demandée Prestations de services / Aide demandée totale*

1 %

Frais généraux demandés / Aide demandée tot** (max 20%)

20 %

* hors frais généraux, ** hors frais généraux, seuls les partenaires au cout marginal sont pris en compte

Récapitulatif des co-financements

	Sollicités	Obtenus
Co-financements hors Europe	0,00 €	0,00 €
Co-financements européens	0,00 €	0,00 €
Co-financements totaux	0,00 €	0,00 €

Identification de l'établissement partenaire

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme

N° de dossier

ANR-22-FRAN-0005-04

Acronyme

LudiMoodle +

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire Université Jean Moulin Lyon 3

Sigle du partenaire Lyon 3

Type de partenaire EPSCP

Numéro SIRET 19692437700019

Ce partenaire est finançable à coût marginal. Le taux d'aide est de 100%. Les frais généraux forfaitaires sont de 20% maximum.

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre Monsieur

Nom Carpano

Prénom Eric

Qualité Président

Courriel presidence@univ-lyon3.fr

Téléphone 04 26 31 85 12

Correspondant du projet

Nom Martel

Prénom Valérie

Courriel valerie.pouchelon-martel@univ-lyon3.fr

Téléphone 04 26 31 89 18

Demande financière ANR détaillée du projet

Équipement (coût unitaire HT > 4000 € - si le partenaire récupère la TVA, indiquer le coût hors TVA)

(y compris amortissements pour les partenaires à coût complet)

Description	Coût unitaire	Quantité	Coût total	Assiette de l'aide	Apport
Total équipement			0,00 €	0,00 €	0,00 €

Personnel

Description (CR, IE, ...)	Type de contrat (CDD, CDI, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Assiette de l'aide	Apport
Personnel sans demande de financement						
Enseignante-chercheure (coordination)	Statutaire	7 313,03 €	4,8	35 102,54 €		35 102,54 €
Cheffe de projet IGE	Statutaire	5 039,25 €	4,8	24 188,40 €		24 188,40 €
Sous-total personnel sans financement				59 290,94 €		59 290,94 €
Personnel avec demande de financement						
IGE Ingénieur pédagogique pour l'enseignement supérieur (SP3)	CDD	3 812,31 €	24,0	91 495,44 €	91 495,44 €	0,00 €
IGE Ingénieur audiovisuel (SP3)	CDD	3 812,31 €	12,0	45 747,72 €	45 747,72 €	0,00 €
Sous-total personnel avec financement				137 243,16 €	137 243,16 €	0,00 €
Primes et heures complémentaires						
Décharges d'enseignement						
Total personnel			45,6 p.m	196 534,10 €	137 243,16 €	59 290,94 €

Fonctionnement (si le partenaire récupère la TVA, indiquer le coût hors TVA)

[illegible]

Sous-total dépenses pédagogiques	4 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €
Missions			
Déplacements pour captation vidéo	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €
Sous-total missions	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €
Autres dépenses de fonctionnement			
Sous-total autres dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Coût total	Assiette de l'aide	Apport
Total fonctionnement	14 000,00 €	14 000,00 €	0,00 €

Prestations de services externes

Description	Coût total	Assiette de l'aide	Apport
Réalisation des capsules vidéo (rétribution des intervenants)	20 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €
Prestations de voix off, comédiens	8 000,00 €	8 000,00 €	0,00 €
Sous-titrage et retranscription	7 800,00 €	7 800,00 €	0,00 €
Total prestations de services externes	35 800,00 €	35 800,00 €	0,00 €

Facturation interne

Description	Coût total	Assiette de l'aide	Apport

Total facturation interne	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Synthèse de la demande financière

Prise en compte des couts :	Cout marginal
Taux d'aide retenu :	100%

			Coût complet	Assiette de l'aide	Apport
Total hors frais généraux ou frais de structure			246 334,10 €	187 043,16 €	59 290,94 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)	20	% (taux)	37 408,63 €	37 408,63 €	
Frais d'environnement	80	% (taux)	157 227,28 €		157 227,28 €
Total			440 970,02 €	224 451,79 €	216 518,22 €

Assiette totale de l'aide :	224 451,79 €
Aide demandée :	224 451,79 €
Apport total :	216 518,22 €
Coût complet total :	440 970,02 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus liés au projet

Nom des financeurs		Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
Hors cofinancements européens				
1				
2				
3				
4				
5				
Total des autres financements (hors Europe)			0,00 €	0,00 €
Cofinancements européens				
1				
2				
3				
Total des financements européens			0,00 €	0,00 €
Total des co-financements			0,00 €	0,00 €


Commentaires (le cas échéant)

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers.



Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Engagement de l'établissement partenaire - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant du projet	
Prénom	Nom
Valérie	Martel

Signature


Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Eric	Carpano
Qualité	
Président	

Signature & Visa
 

CONFIDENTIEL

ACTION « INNOVATION NUMERIQUE POUR L'EXCELLENCE EDUCATIVE »
ESPACE DE FORMATION, DE RECHERCHE ET D'ANIMATION NUMERIQUE (E-FRAN)
APPEL A PROJETS « SOUTIEN AU DEPLOIEMENT DES PROJETS E-FRAN »

Accord de consortium LudiMoodle +

*Ce projet bénéficie d'une aide de l'État gérée par l'Agence nationale de la recherche
au titre de France 2030 portant la référence « ANR-22-FRAN-0005 ».*

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DEFINITIONS.....	5
ARTICLE 2 : OBJET ET NATURE DE L'ACCORD.....	7
ARTICLE 3 : RESUME DU PROJET	7
ARTICLE 4 : GOUVERNANCE ET ORGANISATION DU PROJET	9
ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES – CONDITIONS GENERALES.....	13
ARTICLE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	14
ARTICLE 7 : PRINCIPES D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION.....	16
ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE - COMMUNICATIONS	18
ARTICLE 9 : TRANSFERT DES RESULTATS VERS LES PRATIQUES D'ENSEIGNEMENT.....	21
ARTICLE 10 : RESPONSABILITES – ASSURANCES	22
ARTICLE 11 : MANQUEMENTS DES PARTENAIRES DU PROJET.....	23
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	23
ARTICLE 13 : DUREE DE L'ACCORD	24
ARTICLE 14 : MODIFICATION DE L'ACCORD	24
ARTICLE 15 : RESILIATION	24
ARTICLE 16 : FORCE MAJEURE	25
ARTICLE 17 : NOTIFICATIONS	25
ARTICLE 18 : LOI APPLICABLE - LITIGES	25
ARTICLE 19 : HIERARCHIE DES CONTRATS	26
ARTICLE 20 : DISPOSITIONS DIVERSES	26

ACCORD DE CONSORTIUM LUDIMOODLE +

Etablie en vertu du Contrat attributif d'aide N° ANR-22-FRAN-0005 signée le 27 janvier 2023 entre l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et l'Université de Lyon,

ENTRE

La Communauté d'Universités et établissements Université de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé au 92, rue Pasteur - CS 30122 - 69361 LYON Cedex 07,
N° SIRET 130021 363 00010, Code APE / NAF 8542Z,
Représentée par son Président, Monsieur Frank DEBOUCK,

Ci-après désignée par « **UdL** »,

ET

Le Rectorat de l'Académie de Lyon

Administration publique, Service déconcentré de l'Education Nationale
Dont le siège est situé au 92, rue de Marseille 69007 Lyon,
N° de SIRET 176 904 308 00010, code APE / NAF 8412Z,
Représentée par son Recteur, Monsieur Olivier DUGRIP,

Ci-après désignée par « **Rectorat de l'académie de Lyon** »,

ET

L'Université Lumière Lyon 2

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé au 86, rue Pasteur - 69635 Lyon Cedex 07,
N° de SIRET 196 917 751 00014, code APE / NAF 8542Z,
Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désignée par « **Lyon 2** »,

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé au 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON Cedex 08
N° de SIRET 196 924 377 00282, code APE / NAF 8542Z,
Représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après désignée par « **Lyon 3** »,

ET

L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé au Domaine scientifique de la Doua, 20 rue Albert Einstein,
69621 VILLEURBANNE Cedex,
Numéro SIRET 196 901 920 00013, Code APE / NAF 8542.Z,
Représenté par son Directeur, Monsieur Frédéric FOTIADU,

Ci-après désignée par « **INSA Lyon** »

ET

Le Centre National de recherche scientifique,

Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique,
Dont le siège est situé au 3, rue Michel-Ange, 75794 PARIS Cedex 16,

CONFIDENTIEL

N° SIRET 180 089 013 00668, Code APE / NAF 7219.Z,
Représenté par son Président, Monsieur Antoine PETIT, le quel a délégué sa signature
pour le présent contrat à Monsieur Laurent BARBIERI, Délégué Régional Rhône
Auvergne, 2 avenue Albert Einstein, BP 61335, 69609 Villeurbanne Cedex,

Ci-après désignée par « **CNRS** »

ET

L'université Claude Bernard Lyon 1,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 43 boulevard du 11 novembre 1918 - 69622 VILLEURBANNE

N° SIRET 196 917 744 00019, code NAF 85 42Z,

Représentée par son Président, Monsieur Frédéric FLEURY,

Ci-après désigné par « **UCBL** »,

ET

L'Ecole Centrale de Lyon,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,

Dont le siège est situé 36 avenue Guy de Collongue, 69130 Ecully,

SIRET 196 901 870 00010, code NAF 8542Z,

Représentée par son Directeur, Monsieur Pascal Ray,

Ci-après désignée par « **Centrale Lyon** »,

ET

L'Entreprise PIMENKO

SARL au capital social de 9 070 €

Dont le siège social est situé au 11, rue de l'Annonciade 69001 LYON

N° SIREN 809 107 592 00044 code APE / NAF 7022Z,

Représentée par son Gérant, Monsieur Clément PRUDHOMME,

Ci-après désignée par « **Pimenko** »,

Ci-après individuellement désignés par « **Partie** » et collectivement par « **Parties** » dans le cadre du
présent accord de consortium, concernant le projet **LudiMoodle +, Ludification adaptative pour la
réussite des élèves.**

L'Université Lyon 3 agissant pour le compte et dans le cadre des activités du **Pôle
d'Accompagnement à la Pédagogie Numérique**, dont le responsable est Monsieur Yann
BERGHEAUD, service appartenant à la Direction du numérique (DNUM) dirigé par Monsieur David
Grassart.

Ci-après désignée « **PAPN** »,

L'Université Lyon 3 agissant également au titre d'employeur d'Elise Lavoué, Responsable du Projet,
accueillie au LIRIS par une convention d'accueil en date du 10 octobre 2022.

Le CNRS, l'UCBL, Centrale Lyon, Lyon 2 et l'INSA Lyon agissant pour le compte et dans le cadre des
activités du Laboratoire d'informatique en image et systèmes d'information, LIRIS (UMR 5205),
représenté par son directeur, Monsieur Jean-Marc PETIT.

Ci-après désignée « **LIRIS** »,

L'Université Lumière Lyon 2 agissant tant en son nom et pour le compte du Laboratoire Education
Cultures Politiques, EA 4571, représenté par son directeur, Monsieur Stéphane SIMONIAN.

Ci-après désignée « **ECP** »,

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUI

- Les Parties disposent chacune de compétences avérées et complémentaires dans les domaines de l'ingénierie de projets et de formations, de l'informatique et des sciences de l'éducation.
- Compte tenu de leur complémentarité dans ces domaines, les Parties ont élaboré le projet « LudiMoodle +, Ludification adaptative pour la réussite des élèves », en réponse à l'appel à projets « Soutien au déploiement des projets e-FRAN », opéré par l'Agence Nationale de la Recherche, dans le cadre de la Stratégie d'accélération Enseignement et numérique du plan France 2030.
- Le projet LudiMoodle + ayant été sélectionné, les Parties, entendent formaliser par le présent accord de consortium ses conditions et modalités d'exécution, conformément aux dispositions de l'article 6.3 du Contrat attributif d'aide signé entre l'ANR et l'UdL.
- La Responsable du Projet, telle que définie dans l'article 1 ci-dessous, est Madame Elise Lavoué.

II A ALORS ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Dans le présent accord de consortium, et à moins que le contexte n'indique clairement une signification différente, les termes suivants commençant par une lettre majuscule ont les significations respectives suivantes :

- **Accord** : le présent accord de consortium, ainsi que ses annexes et avenants éventuels.
- **Comité de pilotage (CoPil)** : l'instance de pilotage opérationnelle de LudiMoodle + visée à l'article 4 de l'Accord.
- **Comité stratégique (CoStrat)** : l'instance de pilotage stratégique de LudiMoodle + visée à l'article 4 de l'Accord.
- **Connaissances antérieures** : Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et/ou brevetées ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, nécessaires à l'exécution du Projet et appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'effet de l'Accord ou développées ou acquises indépendamment de la réalisation du Projet et sur lesquels elle détient des droits d'utilisation. Les Connaissances antérieures des Parties sont listées à l'Annexe 2. Chaque Partie pourra seule demander à faire évoluer la liste de ses Connaissances antérieures en Annexe 2 pour lesquelles ladite Partie a le droit de concéder des licences et/ou des droits développés ou acquis parallèlement ou en dehors du Projet.
- **Entreprise partenaire** : toute entité partie prenante au Projet, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique. On entend par activité économique toute activité consistant à offrir des biens et/ou des services sur un marché donné. L'Entreprise partenaire de LudiMoodle + est Pimenko.
- **Etablissement coordinateur** : établissement Partie du Projet, interlocuteur privilégié de l'ANR pour les aspects administratifs. Il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires, de la production des livrables du Projet, de la tenue des réunions

d'avancement et de la communication des résultats. Il s'appuie pour cela sur le Responsable du projet. Il est signataire du contrat attributif d'aide avec l'ANR et gestionnaire des fonds attribués pour l'exécution du Projet.

- **Etablissement partenaires** : établissement d'enseignement supérieur, établissement public local d'enseignement (EPLE), organisme de recherche ayant participé à l'ingénierie du Projet et, le cas échéant, affectant des moyens au projet. Il bénéficie, le cas échéant, en vertu d'un contrat de Reversement ou de tout engagement juridique équivalent, d'une quote-part de l'aide versée à l'Etablissement coordinateur pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du projet.

Les Etablissements partenaires de LudiMoodle + sont :

- Le Rectorat de l'académie de Lyon,
- L'Université Lyon 2,
- L'Université Lyon 3,
- L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon,
- Le Centre National de recherche scientifique.

- **Informations Confidentielles** : toutes informations et/ou toutes données, sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient, divulguées par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre de l'Accord et sous réserve que la Partie qui divulgue ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel ou dans le cas d'une divulgation orale, que la Partie qui divulgue ait fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la divulgation et ait confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours.

En tout état de cause, les Connaissances antérieures et les Résultats d'une Partie divulgués à une autre seront toujours considérés par la Partie réceptrice comme des Informations Confidentielles et ce sans qu'il soit besoin pour la Partie qui divulgue d'indiquer ce caractère confidentiel.

- **Logiciel de Base** : logiciel appartenant à une Partie avant l'entrée en vigueur de l'Accord.

- **Logiciel Commun** : logiciel créé ex nihilo dans le cadre de l'Accord.

- **Logiciel Dérivé** : logiciel réalisé à partir d'un Logiciel de Base dans le cadre de l'Accord. Les Logiciels Dérivés se déclinent en deux catégories, les adaptations et les extensions.

- **Adaptation** : catégorie de Logiciel Dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel de Base dont il dérive et qui est réécrit dans le même langage ou dans un autre langage ;
- **Extension** : catégorie de Logiciel Dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au Logiciel de Base dont il dérive.

- **Nécessaire** : le terme « Nécessaire » utilisé aux Articles 7 et 8 signifie que, sans l'autorisation d'utilisation et/ou d'exploitation d'une Connaissance antérieure ou d'un Résultat d'une Partie, soit il serait impossible pour une ou plusieurs autres Parties d'effectuer leur part du Projet, soit l'exploitation par lesdites Parties de leurs propres Résultats serait techniquement ou légalement impossible.

- **Partenaire** : désigne un Etablissement partenaire, une Entreprise partenaire ou une Unité partenaire.

- **Projet** : le projet sélectionné dont la description figure dans l'Annexe 1 du Contrat, qui reprend le contenu du document scientifique du dossier de soumission et ses éventuelles modifications.

- **Résultats** : Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques issues de l'exécution du Projet Ludimoodle+, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient,

brevetables ou non et/ou brevetés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par une ou plusieurs Parties.

- **Reversement** : quote-part de l'aide versée par l'ANR à l'Etablissement coordinateur, octroyée à un Etablissement ou une Entreprise Partenaire pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du Projet.

- **Unité partenaire** : unité de recherche sous tutelle d'un ou plusieurs Etablissement(s) partenaire(s) partie prenante au projet. Les Unités partenaires de LudiMoodle + sont :

- LIRIS (UMR 5205),
- ECP (EA 4571).

ARTICLE 2 : OBJET ET NATURE DE L'ACCORD

2.1 L'Accord a pour objet :

- de définir les modalités d'exécution du projet LudiMoodle + sélectionné dans le cadre de l'action « Soutien au déploiement des projets eFRAN » ;
- de définir la gouvernance du Projet ;
- de définir les règles de répartition de la responsabilité entre l'Etablissement coordinateur et les autres Parties ainsi qu'entre les Parties elles-mêmes ;
- de définir la répartition des tâches et des livrables entre les différents partenaires, ainsi que les moyens humains mobilisés en propre par ces derniers ;
- de définir les modalités scientifiques, techniques et financières d'accès aux ressources partagées entre les Parties ;
- de fixer les règles de valorisation des Résultats obtenus au terme des recherches, en particulier en matière d'accompagnement et de formation des enseignants à leur réinvestissement dans leurs pratiques et de partage de leur propriété intellectuelle et industrielle ;
- de fixer le régime de la diffusion des Résultats.

Ces dispositions sont majoritairement issues du Contrat attributif d'aide signé entre l'ANR et l'Université de Lyon et doivent être respectées par l'ensemble des Parties.

2.2 Les pièces constitutives de l'Accord sont l'Accord et ses quatre annexes :

- Annexe 1 : Description du Projet tel que sélectionné par l'ANR ;
- Annexe 2 : Liste des Connaissances antérieures des Partenaires du Projet ;
- Annexe 3 : Lettres d'engagement des Partenaires ;
- Annexe 4 : Indicateurs communs.

2.3 La nature juridique

La nature juridique du groupement formé par les Parties au titre de l'Accord est celle d'un groupement temporaire sans personnalité morale. Les Parties déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, *l'affectio societatis* est formellement exclu.

ARTICLE 3 : RESUME DU PROJET

3.1 Objectifs du Projet

Le projet LudiMoodle, conduit par la majorité des Parties de 2017 à 2021, a produit une connaissance scientifique avancée et reconnue internationalement sur l'impact de la ludification adaptative sur la motivation des élèves, démontrant le besoin d'adapter les éléments ludiques au profil des élèves et la nécessité de former les enseignants à l'usage de l'outil en s'appuyant sur la théorie de l'auto-

CONFIDENTIEL

détermination. Des recommandations et bonnes pratiques, issus de ce projet LudiMoodle, ainsi que les outils développés, ont fait l'objet d'actions de diffusion lors de deux séminaires académiques au Rectorat de l'académie de Lyon, et doivent aujourd'hui se poursuivre par des actions de formation plus approfondies auprès des enseignants et formateurs. LudiMoodle + s'appuie sur les recommandations issues de l'évaluation du projet LudiMoodle par le comité HCERES et se donne trois objectifs sur des **volets scientifiques, technologiques et formatifs** :

- Approfondir les connaissances de l'impact de la ludification adaptative sur les élèves.
- Enrichir le plugin Moodle de ludification adaptative et assurer le passage à Moodle 4.0.
- Essaimer les pratiques et recommandations issus des projets LudiMoodle et LudiMoodle+ par une formation des enseignants aux fondements théoriques de la motivation et une mise en pratique de la ludification adaptative.

3.2 Durée et mise en œuvre du Projet

La date du début du Projet et de prise en compte des dépenses est fixée au 01/01/2023.

La durée de réalisation du Projet est fixée à 24 mois, soit un achèvement prévu à la date du 31/12/2024, qui correspond à celle de fin de prise en compte des dépenses.

Nombre d'ETP dédiés au projet : 9,75.

Dont nombre d'ETP financés par la subvention e-FRAN : 7,25.

3.3 Récapitulatif des engagements en termes des ressources humaines :

Nom du partenaire	Acteurs mobilisés	Rôle et responsabilité dans le projet	ETP consacré au projet	Dont : ETP financé par la subvention PIA
Lyon 3 (LIRIS)	Élise Lavoué	Coordinatrice	0,4	0
INSA Lyon (LIRIS)	Audrey Serna	SP1, 2, 3. Encadrement post-doctorant	0,3	0
CNRS (LIRIS)	Post-doctorant	SP1, 2. Algorithme d'adaptation, expérimentation, conception plugin	2	2
Pimenko	Ingénieur étude et développement	SP2. Développement du plugin	0,67	0,3
	Développeur Moodle		0,33	0,15
	Chef de projet / Expert Moodle		0,42	0,19
	Expert Moodle		0,25	0,11
PAPN Lyon 3	Co-responsable adjointe PAPN	SP3. Chargé de projet pour la production du parcours de formation	0,4	0
	Ingénieur pédagogique	SP3. Production des ressources pédagogiques numériques	2	2
	Ingénieur audiovisuel	SP3. Production des capsules vidéo	1	1
Lyon 2 (ECP)	Stéphane Simonian	Coordination SP1, 3.	0,3	0
	Rawad Chaker	Encadrement postdoctorant SP1.	0,13	0
	Post-doctorant	Expérimentation SP1.	0,5	0,5
Rectorat de l'académie de Lyon	Chargé de projets	Coordination avec les établissements scolaires	0,04	0

CONFIDENTIEL

Université de Lyon	Chargé de projets	Appui administratif, aide au pilotage, reporting et communication	1	1
--------------------	-------------------	---	---	---

3.4 Planification des activités et livrables

LudiMoodle + se découpe en 4 lots :

- Lot 0. Coordination et suivi du projet.
Responsable : Université de Lyon
Partenaires : Tous
- Lot 1. Expérimentations et analyse des résultats
Responsable : LIRIS
Partenaires : ECP, Rectorat (collèges)
Livrables : D1.1 Algorithme d'adaptation perfectionné (M6)
D1.2 Rapport présentant les résultats de l'expérimentation. (M24)
- Lot 2. Développement du plugin LudiMoodle générique enrichi
Responsable : Pimenko
Partenaires : LIRIS, Rectorat
Livrable : D2.1 Plugin open source LudiMoodle (M18)
- Lot 3. Construction du parcours de formation M@gistère
Responsable : Université Lyon 3 (PAPN)
Partenaires : Rectorat
Livrable : D3.1 Parcours de formation M@gistère (M24)

3.5 Calendrier général des lots :

	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18	M19	M20	M21	M22	M23	M24
SP0																								
SP1			T1.1												T1.2			T1.3					T1.4	
SP2			T2.1					T2.3							T2.4									
SP3			T3.1					T3.2							T3.4				T3.5					T3.6

La description détaillée de chaque lot, ces objectifs et le découpage en tâches et jalons figurent dans l'Annexe 1.

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE ET ORGANISATION DU PROJET

4.1 Caractère collectif du Projet

Le Projet sera mené par l'Établissement coordinateur conjointement avec les Établissements partenaires et l'Entreprise partenaire signataires de l'Accord.

4.2 Rôle de l'Établissement coordinateur

D'un commun accord entre les Parties, l'UdL est désignée Etablissement coordinateur du Projet.

L'Établissement coordinateur est le seul interlocuteur de l'ANR et il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Parties, de la répartition de l'aide versée par l'ANR entre les Partenaires et de la coordination du Projet.

L'Établissement coordinateur est l'intermédiaire entre les Partenaires et l'ANR et assure à ce titre les missions suivantes :

- Il transmet aux autres Partenaires les correspondances d'intérêt commun émanant de l'ANR dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet.
- Il élabore, avec l'appui de la Responsable du Projet, les comptes rendus annuels d'avancement et de fin du Projet pour l'ensemble des travaux menés en collaboration avec les Établissements

et l'Entreprise partenaire. Il assure la centralisation des relevés de dépenses et des éléments de suivi et leur bonne transmission à l'ANR dans les délais imposés par l'ANR.

- Il transmet à l'ANR les comptes-rendus scientifiques, techniques et financiers de la mise en œuvre du Projet et s'engage à répondre à toutes les démarches visant à l'évaluation du Projet ; à cette fin, il mettra en place un contrôle de gestion permettant à l'ANR d'analyser l'efficacité du Projet, sa performance et ses Résultats.
- Il s'engage à répondre aux demandes qui pourraient lui être formulées dans le cadre d'études ou d'audits réalisés en vue du suivi et de l'évaluation *in itinere* au titre de France 2030 ; en particulier, il participe à toute démarche d'évaluation, aux opérations de communication ou d'échanges d'expériences (colloques par exemple) mises en œuvre dans ce cadre par l'ANR en relation avec la Mission Monteil et le SGPI.
- Il adresse à l'ANR les demandes de modification du Projet souhaitée.
- En cas de difficultés et/ou de divergences entre les Parties, il assure la collecte des propositions de solutions émanant de chaque Partie, leur diffusion entre les Parties, l'élaboration d'une synthèse et veille à la mise en œuvre de la solution retenue par les Parties.
- Il fournit à l'ANR un plan de gestion des données dans les 6 mois après la date de signature du Contrat attributif d'aide ; il fournit par ailleurs les versions du plan de gestion de données mises à jour à mi-parcours et à la date de fin de projet.
- Il informe l'ANR de tout dépôt de brevet ou de certificat d'utilité en France ou à l'étranger, ainsi que de toute cession ou nantissement du brevet en cause.

4.3 Obligations des Partenaires à l'égard de l'Etablissement coordinateur

Dans les délais impartis, chaque Partenaire a les obligations suivantes :

- affecter des moyens humains, matériels et financiers au Projet ;
- participer à l'élaboration des comptes-rendus annuels d'avancement et de fin du Projet pour la part du Projet qu'il exécute ;
- tenir à jour, si nécessaire, une comptabilité analytique dans laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des coûts éligibles liés à la réalisation du Projet ;
- assurer une traçabilité des flux financiers (entrées et sorties) liés à la gestion de la quote-part de l'aide versée par l'ANR ;
- transmettre à l'UdL les relevés de dépenses annuel et de fin de projet suivant les modalités définies dans les conventions de reversement ;
- dans le respect du calendrier de mise en œuvre établi à l'article 3.5, transmettre à l'UdL les livrables associés à la part du Projet qu'il exécute ;
- participer à l'élaboration des comptes-rendus scientifiques et techniques et répondre à toutes les démarches visant à l'évaluation du Projet, notamment à renseigner les indicateurs de suivi et à répondre à d'autres démarches d'évaluation initiées par l'ANR ou dans le cadre de France 2030 ;
- fournir à l'UdL tout autre élément permettant de répondre aux éventuelles demandes de l'ANR ;
- contribuer aux opérations de communication ou d'échanges d'expériences mises en œuvre dans ce cadre par l'ANR en relation avec la Mission Monteil et le SGPI ;
- participer à la gouvernance du Projet suivant les modalités définies dans l'article 4.4 ;
- participer aux réunions de suivi du Projet imposées par l'ANR suivant les modalités définies dans l'article 4.5 ;
- fournir à l'UdL tous les éléments nécessaires à l'élaboration du plan de gestion des données et de ces mises à jour ;
- effectuer, le cas échéant en lien avec un Etablissement partenaire ou l'Entreprise partenaire responsable conjoint du traitement de données, toute déclaration et obtention d'autorisation légale ou réglementaire relative à la protection des données à caractère personnel, notamment pour respecter les obligations de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 et du

règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

- informer l'UdL de tout dépôt de brevet ou de certificat d'utilité ou de dépôt à l'Agence pour la protection des programmes d'un logiciel en France ou à l'étranger, ainsi que de toute cession ou nantissement du brevet en cause ;
- informer l'Etablissement coordinateur par écrit et sans délai et à proposer un plan d'actions destiné à y remédier le cas échéant :
 - de tout événement pouvant affecter le bon déroulement du Projet ou de la phase d'exploitation ou la bonne exécution de l'Accord,
 - de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de l'Accord, ainsi que de toute modification de cette situation,
 - de tout changement de sa forme juridique préalablement à la réalisation dudit changement,
 - de tout changement relatif à l'Accord entre les Parties.

4.4 Gouvernance et suivi du Projet

4.4.1 Comité de pilotage (CoPil)

Il garantit la mise en œuvre des actions et leur suivi rapproché. Il assure le passage des jalons et formule au comité stratégique, visé ci-dessous, des propositions opérationnelles afin de traduire les besoins du terrain. Le CoPil est composé d'un membre opérationnel de chaque Partie et se réserve le droit d'inviter, à titre consultatif, des membres des équipes opérationnelles ou des experts extérieurs au Projet. Ces membres permanents peuvent désigner un représentant délégué.

Fonctionnement :

Le CoPil se réunit à minima tous les deux mois, la fréquence des réunions pouvant être portée à une fois par mois pendant les temps forts du projet, tels que préparation et conduite des expérimentations (entre M13 et M17), test de la version beta du plugin (à M4 et M5), déploiement du parcours de formation (à M23), etc. Toutes les décisions opérationnelles sont prises collectivement à l'unanimité à l'issue des réunions du CoPil.

Les réunions du CoPil font l'objet de comptes-rendus rédigés par l'Etablissement coordinateur et transmis aux membres dans les huit (8) jours calendaires suivants la date de la réunion. Tout compte-rendu est considéré comme accepté par les membres si, dans les huit (8) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection ni revendication n'a été formulée par écrit par les membres à l'Etablissement coordinateur.

Les membres du CoPil sont responsables de la transmission des informations auprès des équipes opérationnelles et de la mise en œuvre des décisions. Toute personne invitée à participer à une réunion du CoPil est tenue aux obligations de confidentialité conformément à l'article 8 de l'Accord.

4.4.2 Comité stratégique (CoStrat)

Il définit les grandes orientations du Projet au regard des propositions opérationnelles et des résultats énoncés par le comité de pilotage ; il valide les engagements financiers et les bilans intermédiaire et final du projet. Le CoStrat est composé d'un représentant de chaque Partie et animé par la Responsable du Projet.

Fonctionnement :

Toutes les décisions du CoStrat sont prises à l'unanimité de ses membres présents ou représentés. Chaque membre dispose d'une seule voix de même valeur.

Chaque fois que l'unanimité ne sera pas atteinte, le CoStrat réexaminera le(s) point(s) de désaccord

dans un délai maximum d'un 15 (quinze) jours. Dans le cas d'un nouveau vote, le CoStrat votera à la majorité des voix exprimées.

Le CoStrat se réunira au moins une fois par an pendant la durée du Projet, sur convocation de l'Etablissement coordinateur, ou à la demande expresse de l'un de ses membres. La convocation (par courriel) aux réunions du CoStrat doit intervenir dans un délai minimum de quinze (15) jours calendaires avant la date de réunion. La convocation mentionnera l'ordre du jour ; tout point supplémentaire à l'ordre du jour devra être adressé à l'Etablissement coordinateur au moins sept (7) jours calendaires avant la date de réunion pour lui permettre d'en informer tous les membres. Le CoStrat ne pourra valablement siéger que si les trois quarts (3/4) au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Les réunions du CoStrat feront l'objet de comptes rendus rédigés par l'Etablissement coordinateur et transmis à chacun des membres dans les quinze (15) jours calendaires suivants la date de la réunion. Tout compte-rendu est considéré comme accepté par les membres si, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection ni revendication n'a été formulée par écrit (courriel) par les membres à l'Etablissement coordinateur.

4.4.3 Référents

En plus des comités, un **référent numérique par collège** rattaché au Rectorat de l'académie de Lyon sera identifié pour les phases de déploiement et de suivi de l'expérimentation, afin d'assurer le lien technique avec le post-doctorant et l'entreprise Pimenko. Nous identifierons également un **référent de la plateforme M@gistère** de l'Éducation nationale pendant la phase de déploiement du parcours de formation destiné aux enseignants du secondaire.

4.4.4 Coordination scientifique

La coordination scientifique et le pilotage du projet sont assurés par Élise Lavoué (LIRIS, Lyon 3), Responsable du projet, avec l'appui d'une chargée de projets (UdL) qui assure le support administratif et l'appui global en organisation et communication.

Des **réunions de projet semestrielles** rassembleront l'ensemble des parties prenantes pour présenter toutes les avancées et les enjeux du Projet.

4.5 Réunions de suivi avec l'ANR

Le coordinateur national de la stratégie nationale d'accélération et la Mission Monteil sont conviés aux réunions suivantes, organisées à la demande du coordinateur national :

- Réunion de lancement, organisée dans un délai de quatre mois suivant la date de signature du Contrat attributif d'aide susvisée.
- Réunion annuelle ayant pour objet de suivre la mise en œuvre du Projet et notamment le niveau d'exécution budgétaire, l'avancement des opérations financées et le respect du planning.
- Suivi collectif des projets, le cas échéant, organisé à l'initiative de l'ANR, du coordinateur national de la stratégie d'accélération et de la Mission Monteil avec l'ensemble des Établissements partenaires des Projets soutenus dans le cadre du programme eFRAN.
- Réunion de clôture, organisée dans un délai de quatre mois avant la date d'achèvement du Projet.

4.6 Evaluation ex post

Conformément à l'Article 4 de la convention État-ANR du 8 avril 2021 susvisée, l'ANR devra procéder à une évaluation scientifique, technique et socioéconomique ex post pour apprécier l'impact des investissements consentis dans le cadre de l'action « Soutien au déploiement des projets e-FRAN ».

L'ANR fera réaliser par l'HCERES une évaluation au plus tard en 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES – CONDITIONS GENERALES**5.1 Montant de l'aide**

L'ANR accorde à l'Établissement coordinateur, au nom et pour le compte de l'État, compte tenu du montant prévisionnel du Projet estimé à 1 227 275,65 €, une aide de 621 997 € sous forme de subvention. L'UdL reçoit directement de l'ANR l'aide allouée au projet LudiMoodle +, conformément aux dispositions du Contrat attributif d'aide susvisée et sous réserve du respect de ses obligations au titre de ce dernier.

Les Parties supportent individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de leur part du Projet.

5.2 Reversement de l'aide aux Partenaires

Dans la limite des fonds versés par l'ANR, l'Établissement coordinateur transfère aux Établissements partenaires concernés et à l'Entreprise partenaire les montants nécessaires à la réalisation de leur part du Projet, au moyen de Conventions de reversement établies entre lui-même et chaque Établissement partenaire bénéficiaire. Les reversements sont effectués selon le calendrier prévisionnel indicatif ci-dessous défini dans le Contrat attributif d'aide signée avec l'ANR.

Echéance	Signature des Conventions de reversement	T12	Solde
Répartition	45%	45%	10%

Le budget prévisionnel des Etablissements partenaires concernés et de l'Entreprise partenaire, ainsi que les conditions de reversement sont précisées dans la Convention de reversement établie entre des Etablissements partenaires concernés et l'UdL.

5.3 Eligibilité des dépenses

Les coûts imputables à l'opération doivent être strictement rattachés à sa réalisation, à l'exclusion de toute marge bénéficiaire. Seules les dépenses éligibles engagées à compter du 01/01/2023, date de démarrage du Projet, et jusqu'au 31/12/2024, pourront être financées par l'aide de l'ANR.

Les dépenses éligibles sont spécifiées dans les Conventions de reversement établies entre chaque Partenaire concerné et l'UdL.

5.4 Budget prévisionnel par catégorie de dépenses

Description	Coût total	Aide demandée	Apport total
Equipement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Personnel	606 720,08 €	412 940,52 €	193 779,56 €
Fonctionnement	83 300,00 €	82 200,00 €	1 100,00 €
Prestations de services externes	6 500,00 €	5 675,00 €	825,00 €
Facturation interne	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Frais généraux	91 005,13 €	91 005,13 €	
Frais de structure	67 058,55 €	30 176,35 €	36 882,20 €
Frais d'environnement	372 691,88 €		372 691,88 €
Total	1 227 275,65 €	621 997,00 €	605 278,65 €

La modification de la répartition prévisionnelle des dépenses est admise aussi bien à l'intérieur des postes de dépenses d'équipement, de personnel, et de fonctionnement qu'entre ces postes de dépenses dès lors cette variation n'excède pas 15% du montant de l'aide. Le cas échéant, l'Etablissement partenaire devra en informer l'UdL dans un délai raisonnable.

L'Etablissement coordinateur ne pourra en aucun être tenu pour responsable par les autres Parties de tout retard ou annulation d'engagement de dépenses ou de Reversements qui seraient dus à une absence de versements des fonds par l'ANR.

ARTICLE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les actions de recherche dans le cadre du Projet pourront faire ou non l'objet de la signature d'accords particuliers entre les Parties signataires du présent Accord. Dans le cas où ces actions de recherche seraient réalisées entre les Parties sans participation de tiers, les accords particuliers mis en place devront respecter les engagements du présent Accord et notamment les articles 6 à 10 ci-après. Dans le cas où les actions de recherche, dans le cadre du Projet, feraient intervenir des tiers, publics ou privés, les Parties concernées devront mettre en place des accords particuliers portant sur ces actions de recherche, et celles-ci feront leurs meilleurs efforts pour être compatibles avec les engagements définis aux articles 6 à 11 ci-après. Si toutefois les termes de l'accord particulier avec le tiers ne sont pas compatibles avec lesdits engagements, le projet de contrat devra être soumis au CoStrat qui se prononcera sur la suite à donner.

6.1 Connaissances antérieures

Sous réserve des droits éventuels des tiers, chacune des Parties conserve la propriété exclusive de ses Connaissances antérieures. Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme opérant un quelconque transfert de propriété des Connaissances antérieures des Parties.

S'il existe des restrictions liées à l'usage dans le cadre du Projet ou à une possible exploitation commerciale ultérieure de ses Connaissances antérieures, notamment si une Partie tient ses droits sur ses Connaissances antérieures par l'effet d'une licence auprès d'un tiers ou d'une copropriété, la Partie détentrice des Connaissances antérieures devra en informer les autres Parties en tant que de besoin.

6.2 Résultats appartenant à une seule Partie

Les Résultats propres sont la propriété de la Partie qui les a générés seule et les éventuels brevets nouveaux en découlant sont déposés aux seuls noms et frais de cette Partie et à sa seule initiative.

Dans le cas des Résultats générés uniquement par une Unité partenaire qui serait une structure commune de recherche sans personnalité morale (ex : UMR, FRE, ...), constituée entre plusieurs Parties, ces dernières se répartissent la propriété intellectuelle conformément aux accords passés entre elles. Les Résultats seront traités comme des Résultats propres.

6.3 Résultats Conjoints

6.3.1 Principes généraux

Dans le cas où les Résultats seraient générés par le personnel de deux ou plusieurs Parties, ces Résultats, ci-après désignés les « Résultats Conjoints », sont la copropriété desdites Parties, ci-après désignées « Parties Copropriétaires », à proportion de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Dans le cas où les Résultats Conjoints seraient générés en partie par le personnel d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront considérées comme une seule Partie Copropriétaire. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la

répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément aux accords passés entre elles ou bien à la convention régissant la structure.

Tout Résultat Conjoint consistant en un brevet nouveau, un logiciel ou une autre connaissance protégée par un droit de propriété intellectuelle, fera l'objet d'un règlement de copropriété, qui sera établi entre les Parties Copropriétaires dès que nécessaire et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

6.3.2 Résultats Conjointes brevetables

6.3.2.1 Les Parties Copropriétaires des Résultats Conjointes brevetables décideront si ces dernières doivent faire l'objet de demandes de brevets. S'il est décidé de procéder au dépôt de demandes de brevet, lesdites demandes de brevet seront déposées aux noms conjoints des Parties Copropriétaires qui désigneront parmi elles celle qui sera chargée d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur, sous réserve de l'application de conventions ou accords conclus entre les Parties propriétaires et/ou avec tout tiers mandaté par ces Parties.

Dans le cas où les Parties Copropriétaires seraient des établissements publics, l'une de ces Parties sera désignée « Mandataire Unique » conformément au décret n°2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche. Les procédures de dépôt et de maintien en vigueur d'un brevet nouveau en copropriété ainsi que les frais associés seront assumés par le Mandataire Unique par application de la réglementation en vigueur.

Dans le cas où les Parties Copropriétaires ne sont pas composés que d'établissements publics, l'Entreprise assumera les procédures de dépôt et de maintien en vigueur d'un brevet nouveau en copropriété et supportera les frais associés.

6.3.2.2 Si l'une des Parties Copropriétaires renonce à déposer, à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs brevets nouveaux en France ou à l'étranger, elle devra en informer les autres Parties Copropriétaires en temps opportun afin que ces dernières déposent en leurs seuls noms, poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur desdits brevets nouveaux à leurs seuls frais et profits. Les autres Parties Copropriétaires des Résultats Conjointes brevetables décideront si ces derniers doivent faire l'objet de demandes de brevets. La Partie qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes les pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties Copropriétaires de devenir seules copropriétaires du ou des brevets nouveaux en cause pour le ou les pays concernés.

Il est entendu que la Partie renonçant ne saurait se prévaloir d'une quelconque rémunération au titre de l'exploitation du ou des brevets nouveaux concernés dans le ou les pays concernés.

Chaque Partie Copropriétaire fait son affaire de la rémunération de ses inventeurs.

6.3.2.3 Dans l'hypothèse où les recherches effectuées dans le cadre du Projet aboutiraient à un dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition en France ou à l'étranger, l'Etablissement coordinateur devra en informer l'ANR.

L'Etablissement coordinateur avec l'appui des Parties concernées est tenu d'avertir l'ANR de toute cession ou nantissement du brevet en cause.

6.4 Logiciels

6.4.1 Dans l'hypothèse où des Résultats portent sur des logiciels et leur documentation associée, les Parties employeurs des auteurs, personnes physiques, de ces Résultats disposent, en application des dispositions de l'Article L. 113-9 du code de la propriété intellectuelle, des droits patrimoniaux permettant l'exploitation de ces Résultats portant sur des logiciels et leur documentation associée.

6.4.2 Les Logiciels de Base restent la propriété de la Partie bénéficiaire de l'antériorité.

Les dispositions de l'article 7.1, relatives à l'utilisation et à l'exploitation des Connaissances antérieures, sont applicables aux Logiciels de Base.

6.4.3 Les Adaptations, appartiendront à la Partie propriétaire du Logiciel de Base quelle que soit la Partie ayant réalisé lesdites Adaptations.

Chaque Partie est titulaire des Extensions réalisées par elle-même dans le cadre du présent Accord quelle que soit la Partie initialement propriétaire des Logiciels de Base dont ces Extensions dérivent. Les Extensions réalisées en commun par des Parties, sont la propriété commune des Parties concernées, quelle que soit la Partie initialement propriétaire des Logiciels de Base dont ces Extensions dérivent.

Les parts de copropriété entre les Parties concernées sur les Extensions seront déterminées en fonction des apports intellectuels, humains, matériels et financiers de chacune desdites Parties. Les dispositions de l'article 7.2, relatives à l'utilisation et à l'exploitation des Résultats Conjointes, sont applicables aux Logiciels Dérivés.

6.4.4 Les Logiciels Communs sont la copropriété des Parties les ayant réalisés.

Les Parties Copropriétaires sont copropriétaires des Logiciels Communs et de leur documentation associée en fonction de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers, sous réserve de l'article 6.3.1.

Les Parties Copropriétaires décideront si les Logiciels Communs doivent faire l'objet d'un dépôt auprès d'une agence spécialisée ou d'une profession réglementée, en leurs noms conjoints et/ou de toute autre protection.

Les dispositions de l'article 7.2, relatives à l'exploitation des Résultats Conjointes ci-dessous sont applicables aux Logiciels Communs.

ARTICLE 7 : PRINCIPES D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION

7.1 Utilisation et exploitation des Connaissances antérieures

7.1.1 Principe général

Chaque Partie dispose librement de ses Connaissances antérieures.

7.1.2 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Pour les besoins de l'exécution du Projet et à cette seule fin, chaque Partie concède, sous réserve des droits des tiers, à chacune des autres Parties un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Connaissances antérieures, dans la mesure où ces Connaissances antérieures sont Nécessaires à l'exécution de la part du Projet desdites Parties.

Ces Connaissances antérieures sont communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse d'une autre Partie et doivent être traitées comme des Informations Confidentielles par la Partie qui les reçoit conformément aux termes de l'article 8 de l'Accord.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances antérieures sont des logiciels, à défaut de stipulations différentes prévues dans un contrat de licence conclu entre les Parties concernées, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa part du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces logiciels et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation. Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits logiciels.

7.1.3 Exploitation à des fins commerciales

Chacune des Parties s'engage, pendant la durée de l'Accord, à concéder aux autres Parties, sur demande expresse de celles-ci et sous réserve des droits des tiers, un droit non exclusif, non cessible,

et sans droit de sous-licence, d'exploitation sur ses Connaissances antérieures Nécessaires à l'exploitation des Résultats desdites Parties, aux conditions commerciales du marché, conformes à la réglementation européenne relative à l'Encadrement des aides d'Etat à la recherche, pour le domaine d'application considéré. Ces conditions commerciales et les modalités de cette licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les Parties concernées.

Nonobstant ce qui précède, la Partie propriétaire des Connaissances antérieures reste libre, pendant toute la durée de l'Accord, dès lors qu'aucune demande expresse ne lui a été adressée, d'exploiter ses Connaissances antérieures ou de les faire exploiter par un tiers par voie de licence y compris exclusive ou par voie de cession. Si une demande expresse lui est adressée par une Partie postérieurement à la mise en exploitation par voie de licence à un tiers, dans un tel cas un droit d'exploitation à la Partie qui en a fait la demande expresse ne pourra être concédé que sous réserve des droits d'exploitation d'ores et déjà concédés audit tiers par voie de licence d'exploitation.

Les Parties qui ne peuvent pas exercer d'activité commerciale directe en raison de leur statut ou de leur mission, pourront également demander dans les mêmes conditions et limites que celles prévues ci-dessus, un droit de sous-licence sur les Connaissances antérieures Nécessaires à leur exploitation des Résultats propres.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances antérieures sont des logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour l'exploitation de ses Résultats, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

7.2 Utilisation et exploitation des Résultats propres et des Résultats Conjointes

7.2.1 Principes généraux

Sous réserve des dispositions de l'Article 7.2.5 ci-après, chaque Partie peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter les Résultats dont elle est seule propriétaire au titre de l'Article 6 ci-dessus.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leurs employés et/ou de leurs sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres Parties des droits d'accès, d'utilisation et d'exploitation des Résultats ou Résultats Conjointes, dans les conditions prévues ci-dessous à l'Accord.

7.2.2 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Chacune des Parties concède aux autres Parties, sous réserve des droits des tiers, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Résultats Nécessaires à l'exécution par lesdites autres Parties de leur part du Projet. Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation sont les mêmes que celles prévues à l'article 7.1.2 ci-dessus pour l'utilisation des Connaissances antérieures.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins d'utilisation pour la réalisation de sa part du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

7.2.3 Utilisation à des fins de recherche et d'enseignement

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement à des fins de recherche et d'enseignement, les Résultats Conjointes dont elle est copropriétaire et les Résultats des autres Parties, tant que cette utilisation n'entre pas en contradiction avec l'article 8 Confidentialité - Communications.

Si les Résultats constituent des logiciels, leur remise fait l'objet d'un accord écrit entre les Parties

concernées qui en précise les conditions et modalités d'utilisation, étant entendu que les droits d'utilisation ainsi conférés n'entraînent pas l'accès aux codes sources, sauf accord exprès de la Partie propriétaire ou Copropriétaire.

7.2.4 Exploitation industrielle et/ou commerciale

Les Parties Copropriétaires de Résultats Conjointes préciseront leurs modalités d'exploitation dans le cadre d'un règlement de copropriété avant toute exploitation industrielle et commerciale.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toute exploitation directe et/ou indirecte par une Partie Copropriétaire des Résultats Conjointes impliquera une compensation financière au profit des autres Parties Copropriétaires, selon les conditions et modalités définies dans le règlement de copropriété susmentionné et dans le respect de la réglementation européenne relative à l'Encadrement des aides d'Etat à la recherche. Cette compensation financière prendra en compte les contributions des parties copropriétaires, y compris des frais encourus, et notamment des frais de Propriété Industrielle.

Lorsque les Résultats Conjointes consistent en des logiciels, l'accord préalable des autres Parties Copropriétaires sera requis si l'exploitation envisagée entraîne la communication de codes sources.

7.2.5 Exploitation des Résultats Propres et des Résultats Conjointes par une Partie non propriétaire

Chaque Partie propriétaire ou Copropriétaire s'engage, pendant la durée de l'Accord, à concéder à toute autre Partie non propriétaire qui en ferait la demande, sous réserve des droits consentis à des tiers, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence d'exploitation de ses Résultats et Résultats Conjointes dans un domaine d'application défini, dès lors qu'elles seraient Nécessaires à l'exploitation des Résultats de la Partie qui fait la demande. Ce droit sera concédé aux conditions du marché et dans le respect de la réglementation européenne relative à l'Encadrement des aides d'Etat à la recherche pour le domaine d'application considéré. Les conditions et les modalités de la licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les Parties concernées.

Nonobstant ce qui précède, chaque Partie propriétaire ou Copropriétaire desdits Résultats reste libre, pendant toute la durée de l'Accord, dès lors qu'aucune demande expresse ne lui a été adressée, d'exploiter lesdits Résultats ou de les faire exploiter par un tiers par voie de licence y compris exclusive ou par voie de cession. Si une demande expresse lui est adressée par une Partie postérieurement à la mise en exploitation par voie de licence à un tiers, dans un tel cas un droit d'exploitation à la Partie qui en a fait la demande expresse ne pourra être concédé que sous réserve des droits d'exploitation d'ores et déjà concédés audit tiers par voie de licence d'exploitation.

Les Parties non propriétaires qui ne peuvent pas exercer d'activité commerciale directe en raison de leur statut ou de leur mission, pourront demander dans les mêmes conditions et limites que celles énoncées ci-dessus, un droit de sous-licence sur les Résultats nécessaires à l'exploitation de leurs Résultats.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de l'exploitation des Résultats, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE - COMMUNICATIONS

8.1 Confidentialité

8.1.1 Chaque Partie transmet aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle

juge Nécessaires à l'exécution du Projet, sous réserve des droits des tiers.

8.1.2 Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont Nécessaires à l'exécution du Projet.

8.1.3 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une des autres Parties s'engage, pendant la durée de l'Accord et pendant les 2 ans qui suivent, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie qui les divulgue :

- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance ;
- ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître et ne soient utilisées par ces derniers que dans le but défini par l'Accord ;
- ne soient utilisées, totalement ou partiellement, que dans le seul but défini par l'Accord, et en cas d'utilisation étrangère à l'Accord sous réserve du consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées ;
- ne soient ni divulguées ni susceptibles de l'être, soit directement, soit indirectement à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées au 2eme tiret ci-dessus ;
- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la Partie de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit ;
- ne soient pas décompilées (« reverse engineering ») totalement ou partiellement lorsque de telles décompilations n'ont pas été autorisées par la loi ou par la Partie de qui les Informations Confidentielles émanent et ce de manière spécifique par écrit.

Toute autre communication ou utilisation des Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées.

8.1.4 Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions transmises par une Partie à une autre Partie dans le cadre de l'Accord restent la propriété de la Partie qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande et en tout état de cause au plus tard à l'arrivée à échéance de l'Accord ou à la date de sa résiliation anticipée.

8.1.5 La Partie qui reçoit les Informations Confidentielles peut communiquer les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient librement accessibles au public ou sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles sont déjà connues de celle-ci, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, de manière licite, sans restrictions ni violation des présentes dispositions ;
- qu'elles ont été publiées sans contrevenir aux présentes dispositions ;
- que l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie dont elles émanent ;
- que leur communication a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire, ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale. Dans ce cas, la communication d'Informations Confidentielles doit être limitée au strict nécessaire. La Partie qui les reçoit s'engage à informer immédiatement la Partie auteur de la divulgation avant toute communication faite à ce titre.

8.1.6 Aucune disposition de l'Accord n'implique :

- une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection d'Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ;
- une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces informations au profit des autres Parties.

8.2 Communications et publications

8.2.1 Chaque Partie désirant effectuer des publications, conférences ou soutenances de thèse éventuelles relatives à ses Connaissances antérieures est libre de les réaliser sous réserve des dispositions prévues au présent Article 8.

8.2.2 Sauf opposition écrite et préalable de l'Etablissement coordinateur, et sous réserve du respect par l'Etablissement coordinateur des stipulations du présent article, le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse, le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI), la Mission Monteil et l'ANR pourront communiquer sur les objectifs généraux du Projet, ses enjeux et ses Résultats.

8.2.3 Dans tous les documents, (livrables et actions de communication écrites ou orales, dossier de presse, rubrique « partenaires » du site internet, rapport d'activité du Projet, etc.), les Parties s'engagent à mentionner le soutien apporté par l'ANR au titre de France 2030, en indiquant le numéro du Contrat, dans ses propres actions de communication sur le Projet « Soutien au déploiement des projets e-FRAN » (ANR-22-FRAN-0005) et dans ses publications (par exemple : « Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre de France 2030 portant la référence « ANR-22-FRAN-0005 »).

Les supports de communication orale, les communications par voie d'affiche, les sites internet doivent également afficher les logos de France 2030 conformément à la charte graphique en vigueur.

Ces publications et communications devront par ailleurs mentionner le concours apporté par chacune des Parties à l'action conduite dans le cadre du Projet, ainsi que le nom du projet LudiMoodle +.

8.2.4 Les Parties s'engagent à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de l'ANR et de l'Etat.

8.2.5 Chaque Partie s'engage à ne pas publier, de quelque façon que ce soit, les Connaissances antérieures et les Résultats des autres Parties dont elle pourrait avoir connaissance et ce, tant que ces informations ne sont pas dans le domaine public ou tant que cette Partie n'a pas reçu l'accord préalable de la Partie propriétaire des Connaissances antérieures ou des Résultats concernés.

8.2.6 Tout projet de publication ou communication d'information relative à une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet par l'une des Parties, devra recevoir, pendant la durée de l'Accord, l'autorisation préalable écrite des autres Parties impliquées dans ladite action.

Les Parties concernées feront connaître leur décision dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de notification de la demande, cette décision pouvant consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication et/ou de publication ;
- à demander des modifications, en particulier si certaines informations contenues dans le projet sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des Connaissances antérieures et/ou des Résultats ;
- à demander à ce que la publication ou communication soit différée si des causes réelles et

CONFIDENTIEL

sérieuses lui paraissent l'exiger, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

En l'absence de réponse d'une Partie concernée à l'issue de ce délai, l'accord de cette Partie sera réputé acquis. Toutefois, aucune des Parties ne pourra refuser son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet concerné.

Il est précisé que les Parties veilleront à préserver la valeur scientifique et technique dudit projet de communication.

8.2.7 Les Parties s'engagent à rendre disponibles en libre accès toutes les publications scientifiques sous la licence Creative Commons CC-BY ou équivalente, en utilisant l'une des quatre voies suivantes :

- publication sur la plateforme e-fran.education.gouv.fr ;
- publication dans une revue nativement en libre accès ;
- publication dans une revue par abonnement faisant partie d'un accord dit transformant ou journal transformatif ;
- publication dans une revue à abonnement.

La version éditeur ou le manuscrit accepté pour publication sera déposé par les auteurs dans l'archive ouverte HAL sous une licence CC- BY en mettant en œuvre la Stratégie de non-cession des droits (SNCD). De plus, le texte intégral de ces publications scientifiques (version acceptée pour publication ou version éditeur) doit être déposé dans l'archive ouverte nationale HAL, au plus tard au moment de la publication. Il doit mentionner la référence ANR du projet de recherche dont ces publications sont issues.

8.2.8 Les dispositions du présent Article 8.2 ne peuvent faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au Projet de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève et/ou au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. La diffusion d'Informations Confidentielles dans ce cadre est limitée aux seules instances ayant besoin de les connaître ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au Projet. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire et des dispositions relatives à la confidentialité. Si nécessaire et sous réserve de cette réglementation, elle pourra se dérouler à huis clos et chaque membre du jury devra être engagé par un engagement de confidentialité ;
- ni à la publication ou communication par une Partie de ses Résultats propres générés dans le cadre du Projet.

ARTICLE 9 : TRANSFERT DES RESULTATS VERS LES PRATIQUES D'ENSEIGNEMENT

Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8 ci-dessus, les Résultats propres et les Résultats conjoints obtenus au terme des recherches sont destinés à être transférés vers les pratiques d'enseignement. Le transfert sera opéré au moyen de :

- l'accompagnement et la formation des enseignants du second degré engagés dans le déploiement du dispositif expérimental ;
- la mise à disposition d'un plugin *open source* générique à tout enseignement du secondaire, déployable sur la plate-forme numérique de l'Académie de Lyon, et plus globalement, sur la plate-forme de l'Education nationale Eléa ;
- un parcours de formation, disponible sur la plateforme M@gistère en libre accès ainsi que dans le cadre de l'offre de formation présentielle, à destination des enseignants du secondaire.

Les Parties s'engagent à ne pas s'opposer à l'utilisation, par les autres Parties ou par des tiers, des Résultats et Logiciels issus du Projet à des fins d'enseignement, et ce sans limite de durée.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITES – ASSURANCES

10.1 Dispositions générales

10.1.1 Chaque Partenaire s'engage à exécuter sa part du Projet conformément à l'obligation de moyens qui lui incombe.

10.1.2 Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, manque à gagner, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre de l'Accord.

10.2 Personnel des Parties

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont elle relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Dans le cas où des personnels recrutés par l'une des Parties, au titre d'une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet, exerceraient leur mission dans les locaux d'une ou plusieurs Parties, les Parties qui accueillent lesdits personnels dans leurs locaux s'engagent à donner accès à leurs locaux, équipements et matériels nécessaires à la bonne exécution de la mission des personnels accueillis. Les Parties accueillantes s'engagent également à assurer l'encadrement scientifique des personnels accueillis. Ces derniers s'engagent à respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les consignes en matière d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein de l'établissement d'accueil qui seront portés à leur connaissance à leur demande par l'établissement d'accueil.

10.3 Dommages aux biens des Parties

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie.

10.4 Dommages aux tiers

Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués pour la réalisation du Projet dans le cadre de l'Accord.

10.5 Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin et selon les règles qui lui sont applicables, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord.

La règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux Parties établissements de droit public sauf à ceux ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies. En conséquence ceux-ci garantissent, le cas échéant, sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

10.6 Exclusion de la responsabilité du fait des Connaissances antérieures et des Résultats

Les Connaissances antérieures ou les Résultats et/ou les autres informations communiquées par une des Parties à toute autre Partie dans le cadre de l'exécution de l'Accord sont communiquées en l'état,

sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit. Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation commerciale des Connaissances, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts.

Ces Connaissances et informations sont utilisées par les Parties dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'engagera de recours contre l'autre, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances et informations.

ARTICLE 11 : MANQUEMENTS DES PARTENAIRES DU PROJET

En cas de difficulté de mise en œuvre de ses obligations au titre du présent Accord, les Partenaires doivent en informer l'Etablissement coordinateur le plus rapidement possible et doivent proposer un plan d'action pour y remédier.

Le non-respect des stipulations de l'Accord peut entraîner la cessation du versement des tranches suivantes, la résiliation de l'Accord à l'égard de la Partie en défaut, voire l'interruption du Projet par l'ANR et une demande du recouvrement de tout ou partie des sommes versées en fonction de la gravité du manquement.

Un manquement grave sera réputé avoir été commis par un Partenaire dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- mise en cause du caractère collectif du Projet ;
- défaut de communication des documents justificatifs ;
- si, au vu notamment du compte rendu annuel, l'Etablissement coordinateur constate que la capacité du Partenaire à mener sa part de Projet selon les modalités prévues initialement est mise en cause, ou que cela cause un retard significatif par rapport au calendrier prévu ;
- inexécution partielle ou totale de sa part de Projet ;
- empêchement de faire procéder aux contrôles, ou si ces contrôles font apparaître que tout ou partie des sommes reçues n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par l'Accord ;
- manquement aux dispositions relatives au plan de gestion des données ;
- manquement aux dispositions relatives à la protection des Résultats.

En cas de recouvrement, le Partenaire mis en cause s'engage à reverser à l'UdL les montants exigés par l'ANR dans un délai de trente jours à compter de la réception de la demande de recouvrement.

L'ANR peut suspendre les versements en cas de refus avéré et persistant de mentionner le soutien apporté par l'ANR.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Sous réserve de l'accord des autres Parties, chaque Partie peut sous-traiter une partie de sa part du Projet à un tiers, dans l'hypothèse où ladite Partie ne serait pas en mesure d'exécuter elle-même ladite part du Projet ou de faire réaliser cette part du Projet par une autre Partie. Le cas échéant, ladite Partie reste pleinement responsable de la réalisation de la part du Projet qu'elle confie à ce tiers.

Chaque Partie impose contractuellement au tiers sous-traitant les obligations nécessaires au respect des dispositions de l'Accord.

Chaque Partie s'engage notamment à prendre, dans le cadre du contrat de sous-traitance, toutes les mesures nécessaires pour acquérir ou se voir concéder les droits de propriété intellectuelle des Résultats obtenus par le tiers sous-traitant, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres

Parties dans le cadre de l'Accord.

Tout tiers sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre des articles 6 et 7 ci-dessus.

ARTICLE 13 : DUREE DE L'ACCORD

L'Accord prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023 sous réserve de sa signature par l'ensemble des Parties et restera en vigueur jusqu'à la date de règlement du solde de l'aide aux Partenaires du Projet ou du recouvrement du trop-perçu.

Les dispositions des articles 6, 7, 8 et 10 ci-dessus demeureront en vigueur pour la durée qui leur est propre, nonobstant l'échéance ou la résiliation de l'Accord.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DE L'ACCORD

Toute modification de l'Accord susceptible d'impacter les dispositions du Contrat attributif d'aide signé entre l'UdL et l'ANR sera soumise à l'approbation du Comité stratégique du Projet, puis à l'accord du Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI) et de la Mission Monteil (Mission interministérielle sur le numérique éducatif) sur avis du comité de pilotage après évaluation préalable des modifications proposées et de leur impact sur les conditions de réalisation du projet diligentée par l'ANR.

14.1 Modification substantielles

Aucune modification ne peut être admise pour changer l'objet du Projet.

Sont considérées comme des modifications substantielles du Projet les changements portants sur :

- l'ajout d'un Partenaire,
- la durée,
- le lieu d'exécution du Projet,
- la répartition financière entre poste de dépenses au-delà de 15 %.

14.2 Modification de la répartition des dépenses

Les règles de modification de la répartition des dépenses sont spécifiées dans les Conventions de reversement établies entre chaque Établissement partenaire et l'UdL.

Les Partenaires sont tenus d'informer l'UdL le plus tôt possible des difficultés rencontrées dans la réalisation du Projet pouvant conduire à une modification substantielle.

ARTICLE 15 : RESILIATION

Dans l'hypothèse où une Partie viendrait à manquer à l'une quelconque de ses obligations au titre de l'Accord, les autres Parties pourront, après accord de l'ANR, prononcer la résiliation de l'Accord à l'égard de la Partie en défaut si, dans les 30 jours de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la Partie en défaut ne s'est toujours pas conformée à ses obligations. La décision de prononcer la résiliation est prise à l'unanimité des Parties non défaillantes, dans le cadre du CoStrat, sous réserve de l'approbation de l'ANR.

Sous réserve de l'accord de l'ANR, les Parties peuvent décider soit de reprendre à leur compte la part du Projet de la Partie défaillante, soit de confier à un tiers tout ou partie de la réalisation de ladite part de Projet à exécuter.

La Partie défaillante s'engage à communiquer gratuitement aux autres Parties ou au tiers subrogé toutes les informations nécessaires à la poursuite de l'exécution du Projet en ses lieux et place.

CONFIDENTIEL

Les droits d'accès aux Résultats et Connaissances antérieures qui étaient accordés à la Partie défaillante seront immédiatement annulés, tandis que les droits d'accès accordés par la Partie défaillante aux autres Parties seront maintenus afin de permettre la bonne exécution du Projet.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation des autres Parties à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

ARTICLE 16 : FORCE MAJEURE

16.1 Par « force majeure », on entend tout événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.

16.2 La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure doit en aviser l'Etablissement coordinateur dans les cinq (5) jours suivant la survenance de cet événement. L'Etablissement coordinateur doit ensuite, si nécessaire, en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

ARTICLE 17 : NOTIFICATIONS

Toute notification requise au titre de l'Accord sera réalisée par courrier électronique à la Partie concernée et à l'adresse suivante :

17.1 Pour les questions d'ordre scientifique et technique :

Nom de la Partie concernée	Nom du contact	Téléphone	E-mail
Rectorat de l'académie de Lyon	Denis MILLET	04 72 80 66 05	denis.millet@ac-lyon.fr
Université Lyon 2	Stéphane SIMONIAN	04 78 69 72 36	stephane.simonian@univ-lyon2.fr
Université Lyon 3 (PAPN)	Valérie MARTEL	04 26 31 89 18	valerie.pouchelon-martel@univ-lyon3.fr
CNRS (LIRIS)	Elise LAVOUE	06 32 53 16 70	elise.lavoue@liris.cnrs.fr
INSA Lyon (LIRIS)	Audrey SERNA	04 72 43 79 93	audrey.serna@insa-lyon.fr
Pimenko	Clément PRUDHOMME	06 62 28 13 16	c.prudhomme@pimenko.com

17.2 Pour les questions d'ordre administratif, financier et juridique :

Nom de la Partie concernée	Nom du contact	Téléphone	E-mail
Université de Lyon	Alina SOROKINA	04 37 37 42 96	alina.sorokina@universite-lyon.fr
Rectorat de l'académie de Lyon	Denis MILLET	04 72 80 66 05	denis.millet@ac-lyon.fr
Université Lyon 2	Michaël BERTHET	04 78 69 72 61	dred.projets@univ-lyon2.fr
Université Lyon 3 (PAPN)	Emmanuelle BUISSON Valérie MARTEL	04 81 65 26 45 04 26 31 89 18	emmanuelle.buisson@univ-lyon3.fr valerie.pouchelon-martel@univ-lyon3.fr
CNRS (LIRIS)	Denis DUPLAT	04 72 44 56 41	DR07.SpV@cnrs.fr
INSA Lyon (LIRIS)	Leslie GAILLARD	04 72 43 76 34	leslie.gaillard@insa-lyon.fr
Pimenko	Clément PRUDHOMME	06 62 28 13 16	c.prudhomme@pimenko.com

ARTICLE 18 : LOI APPLICABLE - LITIGES

18.1 L'Accord est soumis au droit français.

18.2 En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'Accord, et sauf en cas d'urgence

CONFIDENTIEL

justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du Comité de pilotage, puis de leurs autorités respectives. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de six (6) mois à compter de sa survenance, le litige pourra être porté devant les juridictions françaises compétentes. Les Parties conviennent que la juridiction compétente est le Tribunal administratif de Lyon, conformément à l'article R. 312-11 du Code de justice administrative.

ARTICLE 19 : HIERARCHIE DES CONTRATS

19.1 Dans l'hypothèse où plusieurs des Parties souhaiteraient, dans le cadre d'une action de recherche conjointe spécifique conduite dans le cadre du Projet, formaliser leur collaboration par un contrat de collaboration particulier, dans un tel cas, ledit contrat devra faire référence et reprendre les dispositions prévues au présent Accord.

19.2 En cas de contradiction entre les dispositions du contrat de collaboration suscité et celles de l'Accord, les dispositions de l'Accord prévaudront.

ARTICLE 20 : DISPOSITIONS DIVERSES

20.1 Intuitu personae

L'Accord est conclu *intuitu personae*. Par conséquent, aucune Partie n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie des droits et obligations qui en découlent, sans l'accord préalable et écrit des autres Parties et de l'ANR.

20.2 Intégrité

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de l'Accord seraient contraires à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour faire les modifications nécessaires acceptables dans l'esprit de l'Accord pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions de l'Accord resteraient en vigueur et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'Accord.

20.3 Omissions

Le fait, pour l'une des Parties d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par la Partie concernée à s'en prévaloir ultérieurement.

20.4 Interprétation

L'Accord annule et remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet. Aucune addition ou modification aux termes de l'Accord n'aura d'effet à l'égard des Parties à moins d'être faite par écrit et signée par leurs représentants dûment habilités.

Fait en 7 (sept) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties, le 23.01.2024

CONFIDENTIEL

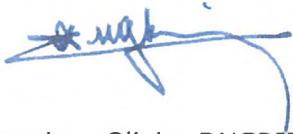
Pour l'**Université de Lyon**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Frank Deboeck', is positioned above the printed name.

Monsieur Frank DEBOUCK
Le Président

CONFIDENTIEL

Pour le Rectorat de l'Académie de Lyon

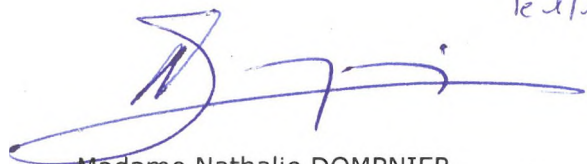
A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'O. Dugrip', with a long horizontal stroke extending to the right.

Monsieur Olivier DUGRIP
Le Recteur

CONFIDENTIEL

Pour l'**Université Lumière Lyon 2**

le 2/12/2023



Madame Nathalie DOMPNIER
La Présidente



CONFIDENTIEL

Pour l'**Université Jean Moulin Lyon 3**

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a long, horizontal stroke that tapers off to the right.

Monsieur Eric CARPANO
Le Président

CONFIDENTIEL

Pour l'**Institut National des Sciences Appliquées de Lyon**

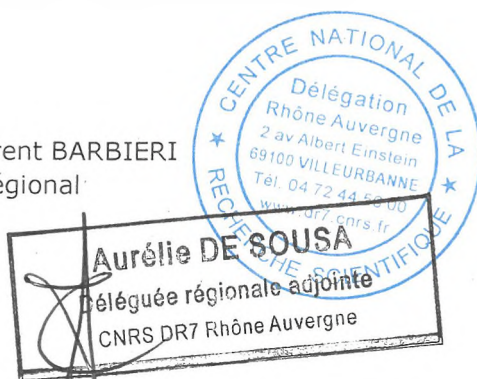


Monsieur Frédéric FOTIADU
Le Directeur

CONFIDENTIEL

Pour le **Centre Nationale de recherche scientifique**
Par mandat de l'UCBL et de Centrale Lyon

Monsieur Laurent BARBIERI
Le Délégué Régional



CONFIDENTIEL

Pour l'entreprise **Pimenko**

Monsieur Clément PRUDHOMME
Le Gérant

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CP' with a long horizontal stroke extending to the right.



MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN:

**MEMORIAL UNIVERSITY OF NEWFOUNDLAND
NEWFOUNDLAND & LABRADOR, CANADA
(HEREAFTER REFERRED TO AS MUN)**

AND:

**iaelyon SCHOOL OF MANAGEMENT,
UNIVERSITY JEAN MOULIN LYON 3, FRANCE
(HEREAFTER REFERRED TO AS iaelyon)**

WHEREAS:

- A. The parties hereto share a common interest in many academic and educational fields; and
- B. In order to facilitate future institutional cooperation, the parties hereto wish to enter into this Memorandum of Understanding ("**MOU**").

NOW THEREFORE, the parties hereto agree as follows:

1. **Objective.** The objective of this MOU is to outline the possible ways in which **MEMORIAL UNIVERSITY OF NEWFOUNDLAND** and **iaelyon School of Management**, could develop and carry out collaborative activities.
2. **Scope of Activities.** The scope of collaboration on academic and research activities under this MOU may include, but is not limited to the following:
 - a) exchange of faculty members
 - b) undergraduate and graduate student mobility
 - c) exchange of publications, research materials, newsletters, etc.
 - d) joint projects related to research, teaching and faculty development
 - e) development of joint initiatives with partner institutions, including joint or collaborative degree programs
 - f) opportunities for full-degree fee paying undergraduate/graduate study.

3. Permission is given to Partner Institution to use Memorial University's institutional name and/or institutional logo solely for the purposes of promoting and administering the collaborative activities between the institutions. The partner institution shall comply with Memorial University's brand standards with respect to any such use of the institutional logo, the details of which can be found here: https://www.mun.ca/marcomm/brand/standards/BrandStandards_August_2017_FA.pdf.

Versions of Memorial University's logos are located here:

<https://www.mun.ca/marcomm/brand/logos/memorialslogo.php>. Questions or concerns about the usage and implementation of our official marks and brand standards can be directed to our Marketing and Communications team through email at marcomm@mun.ca.

Permission is given to Partner Institution to use iaelyon School of Management name and/or institutional logo solely for the purposes of promoting and administering the collaborative activities between the institutions. The partner institution shall comply with Memorial University's brand standards with respect to any such use of the institutional logo, the details of which can be found here: <https://iae.univ-lyon3.fr/kit-media>

Versions of Memorial University's logos are located here: <https://iae.univ-lyon3.fr/kit-media>. Questions or concerns about the usage and implementation of our official marks and brand standards can be directed to iaelyon Communications team.

4. **Not Legally Binding.** This MOU is not intended to be and is not to be construed as a legally binding agreement. Signing of this MOU does not result in any material, financial or other obligation for either of the parties hereto. By signing this MOU, the parties are signifying their desire for future collaboration. Specific initiatives may be considered and agreed upon, on a case by case basis, including the contributions and obligations of each institution. Each such initiative shall be negotiated between and have the mutual agreement of the institutions, and shall be formalized by a signed appendix to this MOU.
5. **Term.** This MOU is effective for a period of 5(five) years from the date the MOU is signed by both parties. It may be extended or amended upon written agreement of both parties and may be terminated by either party with 6 (six) months' prior written notice to the other party. Any notice of termination should be addressed as follows:

If to MUN:
Internationalization Office
57 Allandale Road
Global Learning Centre, Burton's Pond,
Room 2001
St. John's, NL CANADA A1B 3S7
Phone: 709 864 3288
Fax: 709 864 4330
Email: goabroad@mun.ca

If to Partner
iaelyon School of Management
Pôle Activités internationales
1C, avenue des Frères Lumière
CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
(FRANCE)
Phone: +33 4 78 78 72 86
Email: mathilde.desplans@univ-lyon3.fr

6. This MOU is completed in English and is signed in two (2) originals with one (1) original remaining in the possession of each party. In the event of any inconsistency, the English version shall apply and be binding upon the parties.
7. The parties acknowledge and agree that this agreement may be executed by electronic signature, which shall be considered as an original signature for all purposes and shall have the same force and effect as an original signature.

IN WITNESS WHEREOF the parties have executed this Agreement as of the day and year below.

MEMORIAL UNIVERSITY OF NEWFOUNDLAND



Name : Dr. Jennifer Lokash
Title : Acting Provost and Vice-President
(Academic)

Date: 07/December/2023
(DD/MM/YYYY)

PARTNER INSTITUTION

Name: ~~Dr. Christian Varinard~~
Title: ~~Dean iaelyon School of Management~~

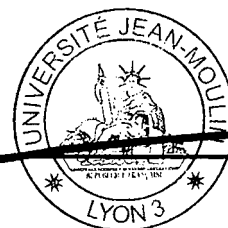
Date:  Marie-Christine CHALUS
Directrice Générale de l'iaelyon
(DD/MM/YYYY)

PARTNER INSTITUTION



Name: Pr. Eric CARPANO
Title: President University Jean Moulin Lyon 3

Date: 30.10.23
(DD/MM/YYYY)



Convention de gestion du programme ORA 2022-2027

Entre :

Les établissements suivants membres de la COMUE « Université de Lyon » :

- Université Claude Bernard Lyon 1
- Université Lumière Lyon 2
- Université Jean Moulin Lyon 3
- École Centrale de Lyon
- École normale supérieure de Lyon
- Institut National des Sciences Appliquées – INSA Lyon
- Université Jean Monnet Saint-Etienne

Les établissements suivants :

- Université Grenoble Alpes
- Institut polytechnique de Grenoble – Grenoble INP-UGA, établissement-composante de l'Université Grenoble Alpes
- Université Savoie Mont Blanc

Ci-après dénommés « les parties »,

Vu l'accord de coopération signé entre un consortium d'universités de l'Ontario et un consortium d'établissements d'enseignement supérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes en vue du renouvellement du programme d'échange d'étudiant.es nommé « Ontario-Rhône-Alpes » (ORA) de 2022 à 2025, les parties s'accordent sur ce qui suit :

Article 1 : Objet

Dans le cadre de l'accord pour le programme d'échange d'étudiant.es entre les universités de l'Ontario et les établissements d'enseignement supérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes suscités, l'ensemble des établissements participants rhônalpins s'accorde pour que la coordination administrative du programme ORA soit assurée par l'un d'entre eux. Ceci permet de poursuivre la coopération avec les universités de l'Ontario de manière collective à l'échelon régional et de développer les échanges.

La présente convention de gestion a pour objectif de définir les modalités financières, de coordination et de fonctionnement entre les parties pour la période 2022-2027, des annexes annuelles permettant d'assurer la gestion du budget et la distribution des places pour la mobilité sortante.

Article 2 : Composition de la commission

Une commission représentative des établissements membres du consortium est mise en place. Elle est constituée de deux représentant.es de chaque établissement (Vice-président.e en charge des relations internationales et/ou Directeur.trice en charge des relations internationales et/ou Responsable administratif.tive du service des relations internationales) qui peuvent se faire représenter lors des réunions et se partagent une voix lors des prises de décision.

Article 3 : Missions de la commission

La commission a vocation à traiter au moins les points suivants :

- Se prononcer sur les nouvelles candidatures d'établissements d'enseignement supérieur rhônalpins désireux de participer au programme ORA ;
- Désigner l'établissement coordinateur du programme parmi les établissements d'enseignement supérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes membres du programme suivant les modalités définies à l'article 4 ;
- Déterminer, lors d'une réunion annuelle, les flux d'étudiant.es sortant.es par établissement ;
- Établir, à l'occasion de la même réunion annuelle, le bilan de fonctionnement et de gestion de l'année écoulée ;
- Réfléchir aux éventuelles modifications à apporter au fonctionnement du programme.

Article 4 : Désignation de l'établissement coordinateur

La désignation de l'établissement responsable de la gestion du programme se fait par vote pour une période de 5 ans. La majorité des voix est requise et chaque établissement dispose d'une voix. Chaque candidat adresse l'argumentaire présentant sa candidature à l'ensemble des membres de la commission. Le mandat est éventuellement renouvelable.

Si au cours de son mandat, l'établissement coordinateur ne peut ou ne souhaite plus assurer cette fonction, il en informe les partenaires avec un préavis de six (6) mois et un vote est organisé afin d'élire un nouvel établissement coordinateur.

L'identité de l'établissement coordinateur pour la période 2020-2025 figure en annexe 1.

Article 5 : Missions de l'établissement coordinateur

L'établissement coordinateur a vocation à effectuer au moins les missions suivantes :

- Organiser une réunion annuelle de la commission en début d'année universitaire et une réunion annuelle des gestionnaires des mobilités ORA en fin d'année universitaire ;
- Présenter le bilan annuel d'activité et le bilan financier ;
- Assurer des contacts réguliers entre les établissements rhônalpins et ontariens ;

- Coordonner la mise à jour des données des établissements et des éléments de communication du programme ;
- Être l'interlocuteur permanent du/ de la coordinateur.trice en Ontario ;
- Gérer la partie administrative du partenariat (par exemple, renouvellement de la convention de gestion) ;
- Effectuer une mission annuelle en Ontario pour rencontrer les coordinateur.trices ontariennes et animer des sessions d'information pour les étudiant.es sélectionné.es
- Assurer avec le/ la coordinateur.trice en Ontario l'élaboration, la diffusion et la mise en œuvre des procédures de mobilité pour les différents programmes ORA (échange, SLP, SRP) : centraliser les dossiers de candidature, placer les étudiant.es dans leur université d'accueil, suivre les flux, etc., renseigner et orienter les étudiant.es ;
- Organiser une journée pré-départ pour les étudiant.es ;
- Collecter la contribution financière des établissements et assurer la gestion financière de la coordination.

Par la présente convention de gestion, l'établissement coordinateur est par ailleurs habilité par l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur rhônalpins signataires à ratifier en leur nom l'accord passé entre eux et le consortium d'universités de l'Ontario.

Article 6 : Distribution des places pour la mobilité sortante, échanges dits « réguliers »

L'accord de coopération pour le programme d'échange d'étudiant.es entre les universités de l'Ontario et les établissements d'enseignement supérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes a fixé, dans le cadre des échanges dits « réguliers » concernant les étudiant.es de niveaux Licence et Master ou équivalent, le nombre de mobilités pour chaque année universitaire à soixante-cinq (65) dans chaque sens, à décompter soit en années (65 années d'études) soit en semestres (130 semestres d'études).

Le mode de distribution des places pour la mobilité sortante et la méthode de calcul employée figurent dans l'annexe 2.

Le nombre de places attribué à chaque établissement est communiqué par email, et figure dans une annexe annuelle.

Pour l'année universitaire 2022/2023, le nombre de places attribué pour des mobilités en 2023/2024 à chaque établissement figure dans l'annexe 3.

Article 7 : Budget de la coordination

L'ensemble des membres s'engage à participer au financement du programme sur la base du budget et selon les modalités définies en articles 7.1 à 7.3. Le budget pour l'année universitaire 2022/2023 a été discuté lors de la réunion des partenaires du 5 mai 2022 et les partenaires en ont approuvé le principe à la suite de cette réunion.

7.1 : Dépenses : frais engagés pour la coordination

Afin que les missions puissent être exercées, l'établissement coordinateur établit un budget prévisionnel, qu'il soumet à l'approbation de la commission lors de la réunion annuelle de novembre.

Le budget prévisionnel est légèrement révisé chaque année, notamment en raison de la variation de la part de salaire incluse dans le budget, et est précisé dans une annexe financière annuelle à la présente convention.

Les dépenses prévues pour la période allant du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 figurent en annexe 4.

Les annexes financières suivantes seront rédigées annuellement, après accord entre les partenaires lors de la réunion de la commission et seront ajoutées aux annexes de la présente convention de gestion sans qu'elles fassent l'objet d'une signature supplémentaire.

7.2 : Recettes : contribution financière des établissements

Pour l'année universitaire 2022/2023, la contribution financière de chacun des établissements participant au programme est définie en annexe 4.

Les cotisations sont calculées de façon proportionnelle, chaque année universitaire $n/n+1$, en fonction du nombre de semestres attribués par la commission l'année $n/n+1$ pour des mobilités sortantes en année $n+1/n+2$, et en fonction du montant total des dépenses prévues.

Les éventuels reliquats des recettes de l'année en cours sont reportés à l'année suivante.

7.3: Modalités financières

L'établissement coordinateur est en charge de la gestion financière. Il établit la facture de l'année en cours et l'adresse à chaque établissement avant la fermeture annuelle des comptes budgétaires. Les établissements partenaires règlent leur cotisation à l'établissement coordinateur dans un délai de trente jours suivant la réception de la facture. Ce dernier établit un bilan financier annuel de l'utilisation des fonds qui est communiqué à la commission en novembre.

Dans le cas où les dépenses excèderaient les prévisions, le montant de la contribution financière additionnelle est calculé au prorata de la contribution de chacun et ajusté en fonction du reliquat de l'année précédente.

En cas de dépassement important des dépenses, l'établissement coordinateur en informe les partenaires dans les meilleurs délais et, dans la mesure du possible, au préalable. Aucun dépassement supérieur à dix pour cent (10 %) ne pourra être reporté sur la contribution financière des établissements partenaires sans leur consentement écrit préalable.

Article 8 : Durée, renouvellement et modification de la convention

La présente convention de gestion est établie à partir de septembre 2022 pour une durée de cinq (5) ans. Elle entre en vigueur dès sa signature par chacun des établissements partenaires et pourra être renouvelée par un nouvel accord écrit selon les règlements en vigueur de chaque établissement.

Tout avenant à cette convention sera dûment signé par les représentant.es autorisé.es de l'ensemble des établissements.

Article 9 : Départ du groupement

1. La non-participation financière de l'un des établissements membre après relance de l'établissement coordinateur entraîne son exclusion du programme pour l'année universitaire suivante ;
2. Un membre peut quitter le groupement sous réserve de prévenir l'établissement coordinateur par lettre recommandée avec accusé de réception, signée par le.la Président.e ou Directeur/rice de l'établissement, six (6) mois au moins avant la fin de l'année universitaire ; tout engagement pris pour l'année en cours doit être respecté. En cas d'arrêt du financement du programme ORA en Ontario, le délai de préavis est réduit à néant.

Article 10 : Droit applicable, litiges

Le présent accord est soumis à la loi du lieu d'exécution du contrat.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable l'ensemble des différends pouvant survenir lors de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant la juridiction compétente :

- soit la juridiction du domicile du défendeur ;
- soit, à défaut, celle du lieu d'exécution du présent accord.

Article 11 : Confidentialité et protection des données personnelles

Chaque établissement reste exclusivement et entièrement responsable des traitements de données à caractère personnel qu'elle effectue pour son propre compte. Les établissements respecteront les obligations qui leur incombent en vertu de la loi française et du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.



Les personnes physiques concernées par la présente convention, qu'elles soient usagers ou personnels des établissements, doivent disposer d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des données les concernant. Elles doivent également disposer d'un droit d'opposition ou de limitation du traitement les concernant et du droit de fournir des directives pour le sort de leurs données après leur mort.

Ces droits peuvent être exercés à tout moment en contactant simplement les Data Protection Officers (DPO) des établissements concernés :

- Pour l'Université Claude Bernard Lyon 1 : donnees.personnelles@univ-lyon1.fr
- Pour l'Université Lumière Lyon 2 : dpo@univ-lyon2.fr
- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour l'École Centrale de Lyon : <https://www.ec-lyon.fr/contacts/clemence-rubio-frutos>
- Pour l'École normale supérieure de Lyon : dpo@ens-lyon.fr
- Pour l'Institut National des Sciences Appliquées – INSA Lyon : dpo@insa-lyon.fr
- Pour l'Université Jean Monnet Saint-Etienne : dpo@univ-st-etienne.fr
- Pour l'Université Grenoble Alpes : relaisdpo@univ-grenoble-alpes.fr
- Pour l'Institut polytechnique de Grenoble – Grenoble INP-UGA : dpo@grenoble-inp.fr
- Pour l'Université Savoie Mont Blanc : relaisdpo@univ-smb.fr

La CNIL peut par la suite également être saisie d'une réclamation (<https://www.cnil.fr>).

Les données des personnes physiques qui sont nécessaires pour permettre l'exécution de la présente convention sont communiquées par chaque établissement à l'autre, cette dernière s'assurant que lesdites données sont conservées uniquement pendant la durée nécessaire à l'exécution de la présente convention ou pour répondre à une obligation légale ou réglementaire et ne font l'objet d'aucun traitement ultérieur non expressément autorisé par la personne physique concernée ou l'autre établissement, dans le respect des lois et règlements applicables.

Les données à caractère personnel des personnes physiques ne sont pas communiquées à des tiers étrangers à la présente convention et ne sont pas utilisées à des fins de prospection commerciale, sauf consentement préalable et exprès des personnes physiques concernées.

Les établissements prennent l'ensemble des mesures adéquates afin d'assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel des personnes physiques traitées.

Les établissements se communiqueront toute opération de rectification ou de suppression affectant les données à caractère personnel des personnes physiques effectuée par leurs soins.

Le présent accord est rédigé en français.

Il est signé en dix (10) exemplaires originaux. Chaque établissement signataire en gardera une copie.



Annexes

Annexe 1 : Identité de l'établissement coordinateur pour la période 2020-2025

Suite au vote de la commission par voie de réponse à sondage en ligne clos le 26 mars 2020, l'Université Lumière Lyon 2 a été reconduite dans ses fonctions d'établissement coordinateur pour la période 2020-2025.

Un vote sera organisé en 2024 pour désigner l'établissement qui prendra la suite en 2025. Si au cours de son mandat l'Université Lumière Lyon 2 ne peut ou ne souhaite plus assurer cette fonction, elle en informera les partenaires avec un préavis de six (6) mois et un vote sera organisé afin d'élire un nouvel établissement coordinateur.

Annexe 2 : Distribution des places pour la mobilité sortante, échanges dits « réguliers »

La commission réunie le 27 avril 2017 a défini le mode de répartition des places pour la mobilité sortante comme suit :

1. Le calcul du nombre de places est effectué en semestres.
2. Le calcul du nombre de places est effectué sur la base du nombre d'étudiant.es éligibles l'année précédant la sélection (soit l'année $n-1/n$, l'année $n/n+1$ étant l'année de la sélection et $n+1/n+2$ l'année de la mobilité). Les chiffres sont renseignés par les établissements chaque année.
Les étudiant.es éligibles sont ceux/celles dont un dossier de candidature pourrait être recevable. Les étudiant.es inscrit.es en Licence 2, Licence 3 ou Master 1 l'année précédant la mobilité sont éligibles. Les étudiant.es inscrit.es en Licence 1 ou en Master 2 l'année précédant la mobilité, ou encore les étudiant.es en médecine ou en dentisterie ne sont pas éligibles.
3. Les quatre (4) établissements qui disposaient jusqu'à présent de quatre (4) ou six (6) semestres (École Centrale de Lyon, École normale supérieure de Lyon, INSA Lyon, Grenoble INP-UGA) les conservent. Le nombre total de semestres concernés est de vingt (20).
4. Sur les cent dix (110) semestres restants, cent (100) semestres sont répartis de façon proportionnelle entre les six (6) autres établissements (universités), en fonction de leur nombre d'étudiant.es éligibles.
 - a. Formule de calcul : Nombre de places attribuées à l'établissement pour l'année $n+1/n+2$ = Nombre d'étudiant.es éligibles de l'établissement pour l'année $n-1/n$ x 100 semestres / Total des étudiant.es éligibles des 6 universités pour l'année $n-1/n$.



5. Les dix (10) semestres restants sont répartis de façon proportionnelle entre tous les établissements, en fonction du nombre d'étudiant.es entrant.es accueilli.es par l'établissement, dans le cadre du programme régulier ou du programme de recherche d'été (*Summer Research Program – SRP*) durant l'année n-1/n. Le programme de langues n'est pas pris en compte car l'accueil des étudiant.es est déjà compensé par le paiement de frais d'inscription. Un.e étudiant.e accueilli.e dans le cadre du *Summer Research Program* (SRP) est comptabilisé.e comme un.e étudiant.e accueilli.e pour 1 semestre d'études dans le cadre du programme régulier. Les chiffres de l'année n-1/n sont recensés chaque année par l'établissement coordinateur.
 - a. Formule de calcul : Nombre de places attribuées à l'établissement pour l'année n+1/n+2 = Nombre d'étudiant.es entrant.es total de l'établissement pour l'année n-1/n (programme régulier + SRP, en semestres) x 10 semestres / Total des étudiant.es entrant.es des 10 établissements pour l'année n-1/n (programme régulier + SRP, en semestres).
6. Les résultats des calculs sont arrondis au semestre inférieur ou supérieur.
7. Dans l'hypothèse où l'Ontario offrirait un nombre de semestres de mobilité supérieur ou inférieur à cent trente (130), les formules de calcul ci-dessus restent applicables. Ce changement de chiffre sera pris en compte dans le calcul du seul cas 4 ci-dessus.

Depuis la pandémie de Covid-19 survenue en 2020, le calcul des places se fait à la proportionnelle sur la base des chiffres et des calculs de 2019, les chiffres des années ultérieures ne permettant pas une répartition équitable. Dès que les mobilités auront retrouvé un flux régulier, la base de calcul sera mise à jour.



Annexe 3 : Nombre de places par établissement pour des mobilités sortantes en 2023/2024 dans le cadre du programme régulier (attribuées en 2022/2023)

Établissement	Nombre de semestres
Université Claude Bernard Lyon 1	7
Université Lumière Lyon 2	12
Université Jean Moulin Lyon 3	10
École Centrale de Lyon	3
École normale supérieure de Lyon	3
INSA Lyon	4
Université Jean Monnet Saint-Etienne	5
Université Grenoble Alpes	13
Grenoble INP-UGA	4
Université Savoie Mont Blanc	5
TOTAL	66

Annexe 4 : Budget prévisionnel de coordination du programme ORA (dépenses et recettes)

BUDGET PREVISIONNEL ORA 2022-23		
DEPENSES		
Désignation	Détails	Coûts
Frais de personnel	estimation 1 ETP cat.B*	29 616,00 €
Frais de fonctionnement	1 mission en Ontario, 1 réunion pré-départ, 2 réunions partenaires**	4 000,00 €
Sous-total		33 616,00 €
Frais de gestion	charges indirectes de l'établissement pour le programme	5 378,56 €
Total		38 994,56 €

* avec remboursement transport, 1 enfant à charge et indemnités télé-travail

** sans accueil de la directrice ontarienne

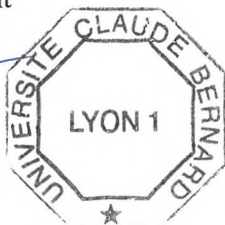
RECETTES		
Etablissement	Nombre de semestres attribués*	Montant de la cotisation
Lyon 1	12	4 254,22 €
Lyon 2	22	7 798,91 €
Lyon 3	18	6 380,84 €
INSA	6	2 126,61 €
ENS	4	1 418,07 €
ECL	4	1 418,07 €
UJM	8	2 836,15 €
UGA	22	7 798,91 €
G-INP	6	2 126,61 €
USMB	8	2 836,15 €
Total	110	38 994,56 €

* base : 2019/20 pour mobilité prévue en 2020/21 (fonctionnement pré-covid)



ora ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Claude Bernard - Lyon 1
Frédéric FLEURY, Président



Date : 26/6/2023



ora

ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Lumière - Lyon 2
Nathalie DOMPNIER, Présidente

Date :

26/6/2023

Pour la Présidente,
par délégation **Jim Walker**,
Vice-Président des Relations Internationales

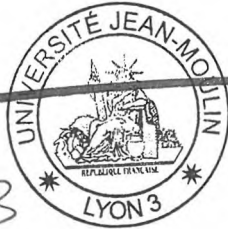




ora

ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Jean Moulin - Lyon 3
Eric CARPANO, Président



Date :

6.7.23

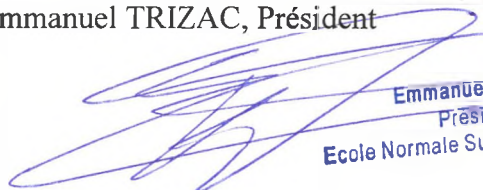


Pour l'École Centrale de Lyon
Pascal RAY, Directeur

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

Date : 21/08/23

Pour l'École normale supérieure de Lyon
Emmanuel TRIZAC, Président



Emmanuel TRIZAC
Président
Ecole Normale Supérieure de Lyon

Date : 28/08/2023



ora

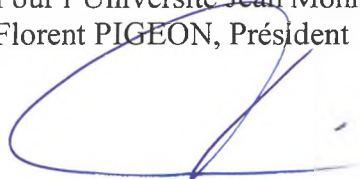
ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon - INSA Lyon
Frédéric FOTIADU, Directeur



Date : 15/06/2023

Pour l'Université Jean Monnet – Saint-Etienne
Florent PIGEON, Président



Date :

25 SEP. 2023



ora ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Grenoble Alpes
Yassine LAKHNECH, Président

Signé par : Karine Samuel
Date : 29/06/2023
Qualité : Vice-Président-rti

Pour le Président
et par délégation

Le Vice-Président rayonnement
et relations internationales

Karine Samuel

Date :



ora ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Institut polytechnique de Grenoble – Grenoble INP-UGA
Pierre BENECH, administrateur général

Signé par : Pierre Benech
Date : 07/07/2023
Qualité : Administrateur général Institut
polytechnique de Grenoble

Date :

2023-534



ora

ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Savoie Mont-Blanc
Philippe GALEZ, Président

Date : - 6 OCT. 2023



**AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF STUDENTS
Under the MEMORANDUM OF UNDERSTANDING**

BETWEEN

MEMORIAL UNIVERSITY OF NEWFOUNDLAND

AND

iaelyon School of Management, University Jean Moulin Lyon 3

PREAMBLE

Memorial University of Newfoundland, St John's, NL, Canada (hereafter referred to as MUN), MUN Faculty of Business Administration (hereafter referred to as FBA/MUN) and iaelyon School of Management, University Jean Moulin Lyon 3 (hereafter referred to as iaelyon) hereby agree upon the following terms and conditions as set forth in this Student Exchange Agreement.

DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement, the following definitions shall apply:

- "Exchange Student" at MUN means a Visiting Student who is registered for academic courses at the Host Institution and who is approved to pay specific fees to the Home Institution and have these fees waived at the Host Institution.
- "Home Institution" means the sending institution from which Visiting Students are coming as well as the institution from which those students intend to graduate.
- "Host Institution" means the receiving institution to which Visiting Students are applying for admission under this agreement.
- "Semester" at MUN means a period of approximately fourteen consecutive weeks during which there are at least twelve weeks of lecture. Normally the Fall Semester commences in early September, the Winter Semester in early January, and the Spring Semester in early May.
- "Visiting Student", for the purposes of this Agreement, means a student who is registered in good standing in an academic program at another recognized institution who is seeking admission to the Host Institution for an agreed upon number of Semesters, or parts thereof, for the purposes of

completing courses for transfer back to their Home Institution or to conduct research under the supervision of a faculty member.

PURPOSE

1. The purpose of this Agreement is to promote scholarly exchange and international understanding by stimulating and supporting academic and intercultural activities between students from MUN and iaelyon School of Management.

Coordination

2. Facilitation of Exchange Agreement activities will be the responsibility of:
 - Internationalization Office, MUN and
 - International Activities Department, iaelyon
3. Initial coordinators will be
 - Dr. Sonja Knutson, Director Internationalization Office & Dr. Erin Oldford, FBA
 - Dr. Christian Varinard, Dean iaelyon School of Management

Exchange Students

4. Undergraduate and graduate student exchanges may be considered on a Semester basis for up to one academic year (at MUN, September 1 to August 31; at iaelyon, September 1 to September 30 although special consideration can be made in the case of graduate students to extend the period of exchange on a case-by-case basis. The following conditions apply to all Exchange Students:

- a. Exchange Students shall meet all application, admission, and registration requirements of the Host Institution, including those related to proof of English proficiency satisfactory to the Host Institution or other language of instruction at the Host Institution, and provision of official transcripts or other required documents. The Host Institution retains the right to accept or reject a student.

Students from MUN may be eligible to take courses in English or in French. They would need to prove a B1 level in French to study in that language.

Students from iaelyon may take courses in English at MUN. Students will be required to provide a measure of English ability as part of the admissions process. Accepted measures of English proficiency can be found here: <https://www.mun.ca/undergrad/admissions/i-want-to-apply/english-proficiency-tests/>

- b. All Exchange Students will register at their Home Institution, and pay those tuition and other fees required by the Home Institution. Tuition, application, student ancillary fees (except medical insurance fees) are waived at the Host Institution for each Exchange Student.

- c. Unless otherwise agreed in writing between the institutions, Exchange Students are responsible for all other arrangements and costs, including but not limited to those associated with travel, accommodations, meals, immigration/visa requirements, medical insurance, mandatory fees, and incidental costs.
 - d. Non-Exempt Fees:
 - a. Those coming to MUN will be automatically enrolled in the mandatory foreign health insurance plan upon course registration. Non-Canadian health or medical insurance coverage will not be accepted as an alternate insurance by MUN. Students may NOT opt out of the mandatory foreign health plans.
 - b. Students who choose to enrol in specific optional classes through our online learning platform will be required to pay an online learning fee as well as an out-of-province fee (if they reside outside of the province of Newfoundland and Labrador). The Internationalization Office will assist with the identification of such courses and provide guidance on the registration and costs associated with these courses.
 - e. Approval for admission as an Exchange Student under this Agreement, determination of course loads, and selection of courses will be determined by mutual consent of the exchange coordinators and is subject to the approval of the associated academic units at the Host Institution.
 - f. The full range of services normally available to fee-paying international students will be provided by both institutions to the Exchange Students. These include academic advising, assistance (other than financial) in finding local living accommodations and access to academic and recreational facilities.
 - g. A maximum of four (4) students will be exchanged per year between FBA/MUN and iaelyon School of Management. When a student is accepted for exchange for one academic year (two semesters), this is equivalent to two students.
 - h. Where necessary, requirements for study in a specific academic unit shall be provided as attachments to this Agreement.
5. While each institution shall try to exchange the same number of students in a given year, neither institution is required to do so. If/when either institution does not designate any qualified students it will not affect the sending of the other institution's students, since both institutions agree to operate the exchange on the basis of overall reciprocity. Nevertheless, either institution may, for operational purposes, limit the number of students accepted in a given year.
 6. All Exchange Students shall be subject to the academic and code of behaviour regulations of the Host Institution. All Exchange Students shall, within reasonable limits, attempt to represent their Home Institution and country in the host community to the best of their ability.
 7. If a student is not permitted to continue at the Host Institution in accordance with the regulations referenced in #6 above or due to other exceptional circumstances, the Host Institution will notify the student's Home Institution and ask said student to return to his/her

Home Institution. All costs associated with an early departure under these circumstances will be the responsibility of the student.

Visiting Research Students

8. Both institutions will facilitate short-term visits for students interested in carrying out research by admitting visiting research students.
9. Students at either the graduate or undergraduate level, registered at the partner institution, may enrol as a visiting research student at MUN, subject to the approval of the head of the associated academic unit and provided a MUN faculty member is willing and able to supervise that student. Students at the graduate level must register for the specified graduate student program in accordance with the policy and regulations governing visiting research students at the School of Graduate Studies. Students must pay health insurance fees but are exempt from paying graduate tuition fees and other related student fees if they are not required for other courses. Students at the undergraduate level should contact the coordinator of the agreement.

10. Intellectual Property

- a. Any intellectual property arising out of the work done by the Visiting Student while at the Host Institution shall belong to the Visiting Student and the Home Institution in accordance with any relationship the Visiting Student and the Home Institution have in place. The Host Institution shall not permit any Visiting Student to participate in any research at the Host Institution that is the subject of any third party contract without first obtaining the written consent of the Home Institution.
- b. Where a Visiting Student creates, develops or conceives of intellectual property jointly with any person employed by the Host Institution, the Host Institution and the Visiting Student (subject to the oversight of the Home Institution) shall each grant to the other a royalty-free, perpetual, non-exclusive right to use such intellectual property for educational, academic and research purposes.

Other Students, including Visiting Students

11. A student wishing to undertake study (undergraduate or graduate) at the Host Institution as a visiting or transfer student will be subject to all of the Host Institution's regulations and policies including, but not limited to, those governing admission, registration, recognition and transfer of credit, housing, and fees. Such students will be required to pay all required fees, including application, tuition, incidental, recreation, travel, housing, Visa, medical insurances, and other fees and to arrange all necessary Visas and required medical insurances. The Host Institution will attempt to accommodate such students in on-campus housing; however, this is not guaranteed.
12. Where necessary, requirements for study in a specific academic unit shall be provided as attachments to this Agreement.

GENERAL

13. In respect of recorded information about an identifiable individual that each institution may collect or compile or use as a result of this Agreement ("personal information"), each institution shall have in place reasonable measures to:
 - ensure the security of the personal information;
 - ensure the personal information is used only for the purpose of fulfilling this Agreement;
 - ensure the personal information is disclosed only if authorized by law or for the purpose of fulfilling this Agreement;
 - make available to the other institution such information to evidence that it is complying with its obligations pertaining to personal information;
 - promptly notify the other institution of a breach of the aforementioned measures.
14. iaelyon School of Management acknowledges that MUN is subject to the requirements of the *Newfoundland and Labrador Access to Information and Protection of Privacy Act, 2015, SNL 2015 Chapter A-1.2.*, as amended from time to time, and agrees to provide all necessary assistance as may be reasonably requested by MUN to enable MUN to comply with its obligations under that Act, if applicable.
15. Notwithstanding anything else herein, nothing in this Agreement shall prevent either party from producing documents or disclosing information that is required by law to be produced or disclosed.
16. Permission is given to iaelyon to use the official marks of Memorial University of Newfoundland, specifically the institutional name and/or institutional logo solely for the purposes of promoting and administering the exchange program between the institutions; provided, however, the partner institution shall comply with MUN's guidelines with respect to such use as set out at https://www.mun.ca/marcomm/media/production/memorial/administrative/marcomm/files/BrandStandards_August_2017_FA.pdf
17. Permission is given to MUN to use the official marks of iaelyon specifically the institutional name and/or institutional logo solely for the purposes of promoting and administering the exchange program between the institutions; provided, however, the partner institution shall comply with iaelyon's guidelines with respect to such use as set out at : <https://iae.univ-lyon3.fr/kit-media>
18. This Agreement and all documents directly or indirectly related thereto are to be drawn up in English and [insert additional languages]. In the event of any inconsistency, the English version shall apply and be binding upon the parties.
19. No party hereto shall be held responsible or liable or be deemed to be in default or in breach of this Agreement for its delay, failure or inability to meet any of its obligations under this Agreement caused by or arising from any cause which is unavoidable or beyond the reasonable control of such party, including war, warlike operations, riot, insurrection, orders from

government, strikes, lockouts, public health emergencies, quarantines, disturbances or any act of God or other cause which frustrates the performance of this Agreement.

20. The Parties acknowledge that this Agreement is being entered into during the COVID-19 pandemic. The pandemic has caused global disruption with consequences that have not necessarily fully materialized. The Parties are therefore not fully able to predict how the pandemic will influence activities to be undertaken in terms of the Services. Therefore, the Parties agree to mitigate and collaborate on any needed measures as much as possible. The Parties shall on a regular basis discuss if any change to the Services are required, if any activities under the Services are not possible to complete, or if it is possible to circumvent any obstacles which arise resulting from the effects of COVID-19.
21. This Agreement and the subject matter hereof shall be governed by, construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Newfoundland and Labrador and the federal laws of Canada applicable therein (without consideration to any conflict of law rules).
22. All notices, requests or other communications ("Notices") required or permitted to be delivered pursuant to this Agreement shall be in writing and shall be delivered to the institutions respectively as follows:

If to MUN:

Dr. Sonja Knutson, Director
Internationalization Office, Memorial
University of Newfoundland
57 Allandale Road
Global Learning Centre, Burton's Pond,
Room 2001
St. John's, NL CANADA A1B 3S7
Phone 709 864 3288
Fax 709 864 4330
Email: international@mun.ca

With a copy to:

Dr. Erin Oldford, Associate Professor,
Associate Dean, Undergraduate Programs
and Accreditation,
FBA MUN
International Programs Office, Faculty of
Business Administration
Memorial University of Newfoundland
Faculty of Business Administration Building,
Room BN2027E
St. John's, NL, A1B 3X5, CANADA^{SEP}
Phone 709 864.8512^{SEP}
Fax 709 864 8954
Email: busihelp@mun.ca

If to Partner Institution

Ms. ~~Marie~~ Christine CHALUS, Directrice Générale
iaelyon School of Management
1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 -
69372 LYON CEDEX 08 (FRANCE)
Mail : jaedirection@univ-lyon3.fr

With a copy to

Ms. Mathilde DESPLANS
iaelyon School of Management
1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 -
69372 LYON CEDEX 08 (FRANCE)
Mail : mathilde.desplans@univ-lyon3.fr
Ph : 04/78/78/72/86

23. In order for any such Notice to be effective, it will be delivered by courier or facsimile addressed to the Party for whom the Notices are intended at the above-mentioned address and will be deemed to have been received on the date of delivery, if delivered by courier, and on the next business day following the electronic confirmation of the successful transmission of the facsimile, if sent by facsimile. The address of a party may be changed by notice in the manner set out in this section.
24. The parties will use their best good faith efforts to resolve any dispute arising with respect to this Agreement. The parties may by mutual consent agree to hold meetings or take any other steps including the appointment of a mediator in an attempt to resolve the dispute.
25. Each party shall defend, indemnify and hold harmless the other party, its board members, officers, employees, agents and students from and against any costs, losses, damages, liabilities, expenses, demands and judgments, including court costs and attorney fees, which may arise out of the other party's acts or omissions under this Agreement for which the indemnifying party would be liable in law or equity.
26. Clauses 13 and 25 survive the expiration or termination of this Agreement.
27. Neither party shall assume any financial obligations under this Agreement except as specifically provided for. This Agreement does not create an obligation for either party to provide resources necessary to carry out any part of this Agreement except as approved of by the party responsible for providing those resources.
28. No amendment or modification to this Agreement, including any amendment or modification of this paragraph, shall be effective unless in writing and signed by both parties.
29. This Agreement is effective for a period of 5(five) years from the date this Agreement is signed by both parties. This Agreement may be terminated by either party for convenience on the provision of 60 days' notice to the other party. The expiration or termination of this Agreement shall not interrupt activities that are already ongoing at its expiry or termination, including exchanges in progress or the exchange of students that had already been selected for exchanges before the expiration or termination of the Agreement.
30. The parties acknowledge and agree that this agreement may be executed by electronic signature, which shall be considered as an original signature for all purposes and shall have the same force and effect as an original signature.

In Witness of the terms of this Agreement, our signatures are affixed:

MEMORIAL UNIVERSITY OF NEWFOUNDLAND



Name : Dr. Jennifer Lokash
Title : Acting Provost and Vice-President
(Academic)

Date: 07/December/2023
(DD/MM/YYYY)

Faculty of Business Administration



Name : Dr. Trevor Brown
Title : Dean, Faculty of Business Administration

Date: 08/12/2023
(DD/MM/YYYY)

UNIVERSITY JEAN MOULIN LYON 3



Name: Pr. Eric Carpano
Title: President

Date: 7.9.23
(DD/MM/YYYY)

iaelyon School of Management

Name: Dr. Christian Vannard
Title: Dean

Date: 
(DD/MM/YYYY)

Marie-Christine CHALUS
Directrice Générale de l'iaelyon



Avenant au contrat de partenariat
ENTRE
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)
ET
L'Institut des Hautes Etudes de Management -HEM, Maroc

entre les signataires :

D'un côté,

Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public, scientifique, culturel et professionnel
Ayant son siège social au 1, rue de l'Université, 69007 Lyon.
Représentée par son Président, le Professeur Eric Carpano.

Et

L'Institut des Hautes Etudes de Management -HEM, Maroc
Avenue Al Qods, quartier Californie
Casablanca

Représenté par sa Directrice Générale, Bouchra BY

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1:

Prorogation du partenariat en l'état jusqu'au terme de l'année universitaire 2024-2025, exclusivement pour les cohortes d'étudiants recrutés jusqu'en 2023-2024.

Article 2 :

Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de signature. En foi de quoi, les parties ci-dessous ont apposé leur signature.

Pour l'Institut des Hautes Etudes de Management – HEM Pour l'Université Jean-Moulin Lyon 3

Bouchra BY
Directrice Générale
Date :

Professeur Eric Carpano
Président

Date : 25.11.23

Chalus-Sauvannet Marie-Christine
Directrice de l'IAE

Date : 21.11.23





**ADDENDUM TO THE
MEMORANDUM OF UNDERSTANDING AND
STUDENT EXCHANGE AGREEMENT**

BETWEEN

UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3, France

AND

PONTIFICIA UNIVERSIDAD CATÓLICA DEL PERÚ

Identification of the parties:

Jean-Moulin Lyon 3 University, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 (hereinafter referred to as "UJML3")
Represented by its President, Professor Eric Carpano

And

Pontificia Universidad Católica del Perú, an autonomous tertiary education institution dedicated to promote research and to be involved in projects for the national development. It is a private, non-profit institution; it is governed by the pertinent articles of the Political Constitution of Peru and by the University Law No 30220, its Statutes and its own rules and regulations, having its registered head offices at Av. Universitaria 1801, San Miguel, Lima, Perú
Represented by its Rector, Dr. Carlos Miguel Garatea Grau.

GIVEN that the parties above entered into a Memorandum of Understanding and a Student Exchange Agreement ("the Memorandum" and "the Agreement"), signed on 1st September 2016 for five years, respectively registered 2016-2759 and 2016-2760 at UJML3;

GIVEN that the Parties express their intention to renew these two documents;

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

I - EXTENSION

1/The validity of the aforementioned Memorandum and Agreement is extended for a further five (5) year period starting from 1st September 2021.

II – UPDATE OF THE STUDENT EXCHANGE AGREEMENT

1/ A new clause regarding personal data protection is inserted following article 4 [*Modalidades de ejecucion / Modalités d'exécution*]" that reads as follows:

« Article 5 PERSONAL DATA PROTECTION

Given that the Jean Moulin University Lyon 3 is subject to the 2016/679 (EU) Regulation of the European Parliament and Council of 27 April 2016, the Parties agree to comply with the security conditions and measures required for protecting the personal data of any natural person impacted by the implementation of the Agreement hereof.

5.1 Definitions

In respect of the implementation of this Partnership Agreement, the Parties agree to the definitions hereinafter:

- **Personal data protection regulation:** any personal data protection act, law or regulation, and in particular the amended French Data Protection Act (referred to as the "loi relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés") n° 78-17 of 6 January 1978, the 2016/679 (EU) Regulation of 27 April 2016 referred to "GDPR" and the Ley N.º 29733, Ley de Protección de Datos Personales, su reglamento, aprobado mediante el Decreto Supremo N.º 003-2013-JUS, y sus normas modificatorias y conexas;
- **Personal data:** any information directly or indirectly relating to an identified or identifiable natural person (hereinafter referred to as "data subject");
- **Processing:** any operation or set of operations which is performed on personal data or on sets of personal data, whether or not by automated means, such as defined under Article 4.2 of the GDPR;
- **Personal data breach:** a breach of security leading to the accidental or unlawful destruction, loss, alteration, unauthorized disclosure of, or access to, personal data transmitted, stored or otherwise processed.

5.2 General framework for processing operations

In respect of the implementation of the Partnership Agreement between the Pontificia Universidad Católica del Perú and Jean Moulin University Lyon 3, data relating to representatives, staff and/or students of both establishments are processed or likely to be processed by both Parties.

Each Party determines individually, as data controller, the means for collecting personal data and the purposes of the personal data processing operations which it implements in respect of the implementation of the Agreement hereof and in compliance with the personal data protection regulation.

5.3 Data processing

Jean Moulin University Lyon 3 collects and processes personal data for the purposes hereinafter:

Pontificia Universidad Católica del Perú collects and processes personal data for the purposes hereinafter: enrollment at PUCP and all the necessary steps that involve semester exchange for students. For purposes of staff mobility, Pontificia Universidad Católica del Perú collects and processes personal data to set up the conditions of the cooperation and mobility.

5.4 Transferring data to third parties

The Parties may be required to disclose all or part of personal data to competent judicial or administrative authorities ("authorized third-party processors") pursuant to applicable law, or in the event of imperative decisions. The Parties undertake to limit the disclosure of personal data to that which is explicitly and restrictively required.

Other third parties may be recipients of this data to ensure the proper implementation of the Agreement hereof.

5.5 General measures

Each Party ensures the other that it will collect personal data fairly and lawfully and will respect the information and the consent obtained from data subjects whenever this consent is required to implement processing.

Each Party declares that it processes the personal data used pursuant to the legal grounds which are enforceable against it. Each Party undertakes to implement the technical and organizational security measures required for protecting personal data. Each Party undertakes to retain personal data for a period of time proportionate to fulfilling the purposes for which the data is processed and to take the legal retention periods, which are enforceable against it, into consideration.

5.6 Data subjects' rights

Each Party will notify the other of any request from data subjects to exercise their rights and will undertake to assist each other, without joint financial cost liability, in processing these requests. As such, data subjects may submit their requests indiscriminately to the Data Protection Officer or to any other person duly authorized and appointed in the absence of the Data Protection Officer:

For Jean Moulin University Lyon 3: dpd@univ-lyon3.fr

For Pontificia Universidad Católica del Perú: proteccion.datos@pucp.edu.pe

5.7 Data security

Pursuant to Article 46 of the 2016/679 (EU) Regulation and, pursuant to the Ley N.º 29733, Ley de Protección de Datos Personales, su reglamento, aprobado mediante el Decreto Supremo N.º 003-2013-JUS, y sus normas modificatorias y conexas, the Parties undertake to implement guarantees appropriate for preserving the confidentiality and integrity of data subjects' personal data which they may be required to process pursuant to the Agreement hereof.

Each Party will notify the other of any personal data breach without delay and at the latest within 72 hours following the discovery of the aforementioned breach. Each Party also undertakes to assist the other in dealing with this incident. Each Party will bear the cost for its own institution."

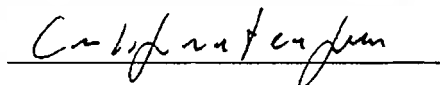
2/ The former Article 5 [*Ruptura del convenio/ Résiliation de l'accord*] turns Article 6

3/ All other clauses of the Agreement remain unchanged.

Drawn up in 2 original copies in English.

In witness whereof, the Parties below have entered their signatures:

For Pontificia Universidad Católica del Perú

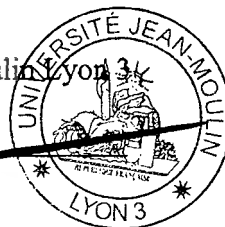


Dr. Carlos Garatea Grau
Rector

For Université Jean Moulin Lyon 3



Professor Eric Carpano
President



Date : 26.03.23

Date :

30.10.23



data

numero di protocollo

AG III-V

posizione

A l'attention de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Faculté des langues

1c Avenue des Frères Lumière CS 78242-69372

Lyon Cedex 08 (France)

Objet: Convention interuniversitaire de coopération entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Università degli Studi di Napoli Federico II pour la délivrance du double diplôme interuniversitaire de Master Arts – Lettres – Langues, Mention Langues Littératures et Civilisations Etrangères et Régionales LLCER– Parcours Etudes italiennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de Dottore magistrale in Filologia moderna per gli studenti francesi presso l'Università degli Studi di Napoli Federico II

La présente communication a pour objet de rappeler que le 27/08/2018, un Accord de Coopération concernant le Double Diplôme entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Università degli Studi di Napoli Federico II a expiré le 30/08/2022.

Suite à cette échéance, le 31.08.2022, une communication (numéro de protocole 105298 datée du 29.08.2022), contenant un avenant, souscrit par le président de l'Università degli Studi di Napoli Federico II, dans laquelle la durée de l'Accord indiqué précédemment était prolongée de 5 années supplémentaires à partir du 01/09/2022, a été adressée à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

La Responsable du Pôle des Conventions Internationales - (Service Général des Relations Internationales de l'Université Jean Moulin Lyon 3) a communiqué par courriel daté du 20/07/2023 que ladite communication, précédemment citée n'a pas été protocolée par ses services car elle n'est jamais arrivée à destination.

Reconnaissant que les activités découlant dudit Accord de coopération concernant le Double Diplôme entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Università degli Studi di Napoli Federico II se sont déroulées régulièrement au cours de l'année universitaire 2022/2023, comme l'a indiqué le professeur Giancarlo Alfano, responsable de la mise en œuvre du programme, veuillez de nouveau trouver ci-joint l'avenant concernant la prorogation dudit accord, dûment signé par le Président de l'Università degli Studi di Napoli Federico II en double exemplaire en version française et en version italienne, afin de régulariser la période qui commence à la date de l'expiration de la convention et afin de continuer, aux conditions identiques à celles précédemment définies, la coopération entre les deux universités, garantissant ainsi le droit d'étudier et les résultats obtenus par les étudiants ayant participé au programme d'études destiné à l'obtention du Double Diplôme de Master.

Nous vous demandons par conséquent, la restitution de l'original de l'avenant qui revient de droit à l'administration de l'Università degli Studi di Napoli Federico II, en version française et en version italienne, dûment daté et signé ainsi que la restitution de la présente communication, elle-même rédigée en français et en italien, dûment datée et signée pour accord. Ces documents doivent être envoyés à l'adresse suivante : Università degli Studi di Napoli Federico II, Ufficio Affari Generali, Palazzo degli Uffici (VIII Piano), via Giulio Cesare Cortese n. 29, Napoli-80133.

Lyon, le 28.9.23

Naples, le _____

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Pour l'Università degli Studi di Napoli
Federico II

Eric CARPANO
Président

Matteo Lorito
Président

Area Affari Generali e Gestione Documentale
Il Dirigente: Dott. Francesco Bello
Unità organizzativa responsabile del procedimento:
Ufficio Affari Generali
Responsabile del procedimento:
Il Capo dell'Ufficio Dott.ssa Luciana Mazzarella
Per chiarimenti: dott.ssa Paola Andolfi
Tel. 081/2537608 e-mail: affgen@unina.it



AVENANT N° 1

A LA CONVENTION SPECIFIQUE DE DOUBLE DIPLÔME

UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3 Faculté des langues

Master Arts – Lettres - Langues, Mention Langues Littératures et Civilisations Etrangères et
Régionales LLCER– Parcours Etudes italiennes
Et

LA UNIVERSITA DEGLI STUDI DI NAPOLI FEDERICO II

Laurea Magistrale in Philologie Moderne

Désignation des Parties :

Università degli Studi di Napoli Federico II, située à Naples (Italie) Corso Umberto I, 39, représentée
par son Recteur Prof. Matteo Lorito, autorisé par le Décret du Recteur n. 3323 du 04.08.2022

et

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Faculté des langues dont le siège social se situe au 1c Avenue des
Frères Lumière CS 78242- 69372 Lyon Cedex 08 (France), représentée par son Président, Prof. Eric
CARPANO,

Vu l'accord de coopération relatif au double diplôme signé entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et
l'Università degli Studi di Napoli le 27/09/2018 et expirant le 30 août 2022,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article I : Objet

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de la convention de cinq (5) ans à compter du
1^{er} septembre 2022.

Article II : Durée de l'accord

Le présent avenant est applicable à partir de l'année académique 2022/2023.

Article III : Les autres articles de l'accord demeurent inchangés.

Cet accord est établi en deux (2) exemplaires originaux en français, deux (2) exemplaires originaux en italien.

Fait à Lyon, le 28.9.23

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3



Eric CARPANO
Président

Fait à Naples, le _____

**Pour l'Università degli Studi di Napoli
Federico II**

Matteo Lorito
Recteur



data

numero di protocollo

AG III – 5

posizione

All'Università Jean Moulin Lyon 3

Faculté des langues

1c Avenue des Frères Lumière CS 78242-69372

Lyon Cedex 08 (France)

Oggetto: Convenzione interuniversitaria di cooperazione tra l'Università Jean Moulin Lyon 3 e l'Università degli Studi di Napoli Federico II per il rilascio di doppio titolo universitario in Master Arts – Lettres – Langues, Mentino Langues Littératures et Civilisations Etrangères et Régionales LLCER– Parcours Etudes italiennes presso l'Università Jean Moulin Lyon 3 e di Dottore magistrale in Filologia moderna per gli studenti francesi presso l'Università degli Studi di Napoli Federico II

Si ricorda che in data 27/08/2018 è stato sottoscritto l'Accordo di cooperazione relativo al Doppio Diploma tra l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Università degli Studi di Napoli Federico II con scadenza il 30/08/2022.

In vista di tale scadenza, in data 31.08.2022 con nota prot. n. 105298 del 29.08.2022, è stato inoltrato all'Università Jean Moulin Lyon 3 un atto integrativo, sottoscritto dal Rettore di questo Ateneo, con cui si prorogava la durata del suindicato Accordo per ulteriori 5 anni a partire dal 01/09/2022.

La Responsabile del Polo delle Convenzioni Internazionali - Servizio Generale delle Relazioni Internazionali dell'Università Jean Moulin Lyon 3 ha comunicato con mail del 20/07/2023 che il suddetto atto non è mai pervenuto al protocollo dell'Ateneo francese.

Preso atto che le attività scaturenti dal suddetto Accordo di cooperazione relativo al Doppio diploma tra l'Université Jean Moulin Lyon 3 e l'Università degli Studi di Napoli Federico II si sono regolarmente svolte nell'anno accademico 2022/2023, come comunicato dal prof. Giancarlo Alfano, responsabile per l'attuazione del programma, si trasmette nuovamente l'atto integrativo di proroga del suddetto accordo, debitamente firmato dal Rettore di questo Ateneo in duplice originale nelle versioni in francese e in italiano, al fine di sanare il periodo intercorso dalla scadenza e proseguire alle medesime condizioni già pattuite la cooperazione tra le due Università, garantendo il diritto allo studio e i risultati conseguiti dagli studenti che hanno partecipato al percorso di studio finalizzato all'ottenimento del Doppio Diploma di Laurea.

Si chiede, pertanto, la restituzione dell'originale di spettanza di questa Amministrazione dell'Atto integrativo, nella versione italiana e francese, debitamente datato e sottoscritto, nonchè della presente nota, anch'essa redatta in duplice originale, debitamente controfirmata per accettazione al seguente indirizzo: Università degli Studi di Napoli Federico II, Ufficio Affari Generali, Palazzo degli Uffici (VIII Piano), via Giulio Cesare Cortese n. 29, Napoli-80133.

Lione, il

28.9.23

Naples, il

Per l'Université Jean Moulin Lyon 3

Per l'Università degli Studi di Napoli
Federico II

Eric CARPANO
Président

Matteo Lorito
Rettore

Area Affari Generali e Gestione Documentale
Il Dirigente: Dott. Francesco Bello
Unità organizzativa responsabile del procedimento:
Ufficio Affari Generali
Responsabile del procedimento:
Il Capo dell'Ufficio Dott.ssa Luciana Mazzarella
Per chiarimenti: dott.ssa Paola Andolfi
Tel. 081/2537608 e-mail: affgen@unina.it

INVIO Atto integrativo proroga Lyon3/GR



CLAUSOLA ADDIZIONALE N° 1

ALLA CONVENZIONE SPECIFICA DEL DOPPIO DIPLOMA

UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3 Faculté des langues

Master Arts – Lettres - Langues, Mention Langues Littératures et Civilisations Etrangères et
Régionales LLCER– Parcours Etudes italiennes

E L'UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI NAPOLI FEDERICO II

Laurea Magistrale in Filologia Moderna

Designazioni delle Parti contraenti:

Università degli Studi di Napoli Federico II, con sede giuridica in Corso Umberto I, 40 80138 Napoli,
rappresentata dal Rettore Prof. Matteo Lorito, a tanto autorizzato con DR n.3323 del 04/08/2022

e

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Faculté des langues, la cui sede si trova al seguente indirizzo 1c
Avenue des Frères Lumière CS 78242- 69372 Lyon Cedex 08 (France), rappresentata dal suo
Président, Prof. Eric CARPANO,

Visto l'Accordo di cooperazione relativo al Doppio diploma firmato tra l'Université Jean Moulin Lyon
3 e l'Università degli Studi di Napoli Federico II il 27/09/2018 con scadenza al 30 agosto 2022,

SI CONVIENE QUANTO SEGUE :

Articolo I : Oggetto

La presente clausola addizionale ha per oggetto la prosecuzione della durata della Convenzione per
cinque (5) anni a partire dal 1° settembre 2022.

Articolo II : Durata dell'Accordo

La presente clausola addizionale è applicabile a partire dall'anno accademico 2022/2023.

Articolo III : I restanti articoli dell'accordo restano immutati.

Il presente accordo è redatto in due (2) esemplari originali in francese, due (2) esemplari originali in italiano.

Lione, il 28.9.23

Per l'Université Jean Moulin Lyon 3



Eric CARPANO
Président

Naples, il _____

**Per l'Università degli Studi di Napoli
Federico II**

Matteo Lorito
Rettore

**AVENANT N°2
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT 18-755**

Diplôme d'Université en Administration des Affaires
Doctorate in Business Administration (DBA)

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° Siret : 196 924 377 00282,
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant dans le cadre d'un projet porté par :

L'iaelyon School of Management

Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine Chalus.

Ci-après dénommé « **iaelyon** »

D'une part,

Et

Business Science Institute Luxembourg, ASBL (Association Sans But Lucratif enregistrée sous le numéro d'immatriculation F9655- L130141019 en date du 12/08/2013),
Sis Château de Wiltz, L-9516, Luxembourg
Représenté par Président, Michel KALIKA,

Ci-après dénommé « **BSI** »

D'autre part,

VU les articles L. 123-4, L.123-5 et L.718-16 du Code de l'Education ;

VU la convention de partenariat de formation continue n°18-755 signée le 23 novembre 2018 et l'avenant n°1 n° 2021_09-C-204, entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et plus particulièrement l'iaelyon et BSI ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

L'article 6 de la convention « Modalités financières » est modifié comme suit :

Tous les enseignants sont rémunérés par Business Science Institute et tous les frais annexes à la formation sont pris en charge par Business Science Institute.
Business Science Institute facture les droits d'inscription et frais de formation afférents à ce programme aux étudiants et s'engage à reverser les montants dus à l'Université Jean

Moulin Lyon 3 selon le barème ci-après :

- Reversement par Business Science Institute à l'Université Jean Moulin Lyon 3 d'un montant forfaitaire de 243 euros (tarif indicatif pour l'année 2022-2023, susceptible d'évoluer) par étudiant inscrit ou réinscrit dans le programme au cours de l'année universitaire et correspondant aux frais d'inscription universitaire annuel. Le virement sera effectué sur présentation de trois factures annuelles globales, correspondant aux trois années du programme, établies par l'agence comptable.
- Reversement par Business Science Institute à l'iaelyon School of Management d'un montant forfaitaire de 1500 euros correspondant aux frais de formation lors de l'inscription en 1ère année du programme DBA à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les autres articles et annexes de la convention restent inchangés.

ARTICLE 2 – DATE D'EFFET ET DUREE

Le présent avenant prend effet le 1^{er} septembre 2022. Il est conclu jusqu'au terme de la convention initial soit jusqu'à la fin de l'année universitaire 2023-2024.

Fait en trois exemplaires originaux à Lyon, le

30.10.23

<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 Le Président,</p>   <p>Eric CARPANO</p>	<p>Pour le BSI, Le Président,</p>   <p>Michel KALIKA</p>
<p>Pour l'iaelyon, La Directrice Générale,</p>   <p>Marie-Christine Chalus</p>	



Addendum N° 01 to the partnership agreement

BETWEEN

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

AND

NATIONAL UNIVERSITY OF LAOS (Lao PDR)

between the signatories:

On the one hand,

University Jean Moulin Lyon 3, a public, scientific, cultural, and professional institution

Having its registered Head Offices at 1, rue de l'Université, 69007 Lyon.

Represented by its President, Professor Eric Carpano.

And

National University of Laos, a public educational institution of higher education having its registered head offices at Dongdok Campus, Xaythany District, Vientiane, Lao PDR.

Represented by its President, Associate Professor. Dr. Oudom PHONKHAMPHENG.

On the other hand,

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:



Article 1:

The agreement signed on 12 October 2018 at Jean Moulin Lyon3 University between the above-mentioned parties is identically renewed for the period from September 2023 to September 2024. All other articles of the agreement remain unchanged.

Article 2:

This Agreement written in French, Lao, and English, in the event of conflict, English shall be prevailed.

This Agreement is entered into force from the date of signature. In witness whereof, the parties below have entered their signatures.

For the National University of Laos	For Université Jean-Moulin Lyon 3
	
Assoc. Prof. Dr. Oudom PHONKHAMPHENG President	Professor Eric Carpano President
Date: 01.12.2023	Date: 30.10.23
	Approved by the Administration Council – Date: _____

**Avenant à la Convention de partenariat portant diplôme délocalisé
Conclue le 19 octobre 2021**

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Faculté de Droit

Et

L'Université Saint-Joseph de Beyrouth

Faculté de droit et des sciences politiques

Concernant la création d'un programme de master commun en droit public

ENTRE LES SIGNATAIRES :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1 rue de l'Université, 69007 Lyon - France, représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO,

Et

La Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, représentée par son doyen, Monsieur Olivier GOUT,

d'une part,

L'Université Saint-Joseph de Beyrouth, représentée par son, Recteur, Monsieur Salim DACCACHE

Et

La Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, représentée par son doyen, Madame Marie-Claude NAJM,

d'autre part,

CI-APRES DESIGNÉES « LES PARTENAIRES »,

SONT MODIFIÉS LES ARTICLES SUIVANT DE LA CONVENTION :

Article 1 : Objet

Le diplôme délivré par l'UJML dans le cadre du partenariat conclu à partir de l'année universitaire 2021-2022 est le master 2 Droit public approfondi et des affaires (M2DP2A), résultat de la combinaison du master 2 Droit public fondamental et du master 2 Droit public des affaires de Lyon 3.

Les cours peuvent être dispensés à distance pour permettre un meilleur étalement des cours selon les mêmes conditions que les cours en présentiel.

Article 2 : Accès à la formation

Les étudiants titulaires d'une 1^{ère} année de master français en droit peuvent candidater pour le master 2 à Beyrouth pour l'année entière.

La capacité d'accueil de ce parcours est fixée à trente (30) étudiants par promotion avec un seuil d'ouverture du programme fixé à 8 étudiants, sauf décision contraire des deux doyens.

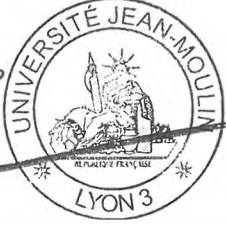

Article 4 : Descriptif du master

Article 4 – III : Répartition des enseignements

Le nombre minimal des missions d'enseignement et d'ingénierie à réaliser par année universitaire par les missionnaires désignés par l'UJML représente au moins la moitié du Programme.

Article 4 – V : Possibilité de réaliser un second semestre à l'UJML

Certains étudiants du Programme peuvent effectuer le second semestre du Programme au sein de l'UJML dans les parcours Droit public fondamental ou Droit public des affaires et DU Droit public des affaires, au choix des directeurs desdits master.

<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 Le Président Éric CARPANO</p> <p>Lyon, le 4.12.23</p> 	<p>Pour l'Université Saint Joseph de Beyrouth Le Recteur Salim DACCACHE</p> <p>-----</p> <p>à Beyrouth, le</p>
<p>Pour la Faculté de Droit Le Doyen, Olivier GOUT</p> 	<p>Pour la Faculté de Droit Le Doyen Marie-Claude NAJM</p>

Annexe pédagogique M2 DP2A

SEMESTRE 1 (30 ECTS)

ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX (60 H) = 12 ECTS

Droit constitutionnel approfondi I	15 h/UJML
Droit administratif approfondi I	15 h/UJML
Droit de l'action publique	15 h/UJML
Droit des contrats publics I	15 h/UJML

ENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES (30H) = 6 ECTS

Droit de l'urbanisme	15 h/UJML
----------------------	-----------

SEMINAIRES (45H) = 9 ECTS

Droit public économique I (droit de la réglementation monétaire) <i>(FMI, Banque mondiale, banques centrales, etc.)</i>	15 h/USJ
Atelier juridique I <i>(Droit de la concurrence appliqué aux personnes publiques)</i>	15 h/UJML
L'État et ses institutions I <i>(Fédéralisme, décentralisation, régionalisme)</i>	15 h/USJ

ATELIER DE METHODOLOGIE (INITIATION A LA RECHERCHE) = 3 ECTS

10 h/USJ

ENSEIGNEMENTS DE SPECIALISATION FACULTATIFS (HORS VOLUME)

Droit des contrats pétroliers I (mutualisé avec le LLM)	10 h/USJ
---	----------

SEMESTRE 2 (30 ECTS)

MOBILITE POSSIBLE DES ETUDIANTS DU MASTER DROIT PUBLIC FONDAMENTAL OU DU MASTER DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX (TRONC COMMUN OPTIONS A ET B) (30H) = 6 ECTS

Droit constitutionnel approfondi II <i>(Principes fondamentaux du droit constitutionnel)</i>	15 h/USJ
Droit administratif approfondi II <i>(Interventionnisme public dans l'économie)</i>	15 h/UJML

ENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES (45H) = 9 ECTS

Droit des contrats publics II	15 h/UJML
Droit international public <i>(Droit international de la migration)</i>	15 h/USJ
Les libertés économiques (mutualisé avec option B) <i>(L'État et la liberté du commerce et de l'industrie)</i>	15 h/USJ
Finances publiques et droit fiscal (mutualisé avec option B) <i>(Principes généraux de l'impôt et de la fiscalité)</i>	15 h/USJ

SEMINAIRES (THEMES SUSCEPTIBLES D'ETRE REGULIEREMENT ACTUALISES) (45) = 9 ECTS

Droit de la vie politique	15 h/UJML
Droit public économique II (droit de la propriété publique) <i>(Partenariats public-privés)</i>	15h/USJ
Atelier juridique II <i>(L'arbitrage international en matière d'investissement dans les pays arabes)</i>	15 h/USJ

RÉDACTION D'UN MÉMOIRE = 6 ECTS 50 h

Total S1 : 145 h

Total S2 : 120 h

TOTAL M2 : 265 h

CONVENTION DE PARTENARIAT entre l'Université Jean Moulin Et l'Association Jeunes Ambassadeurs Année 23-24

ENTRE LES SOUSSIGNES

ASSOCIATION JEUNES AMBASSADEURS

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

Enregistrée sous le numéro 439 591 058 00011

Dont le siège social est sis 3 place de la Bourse à 69002 Lyon

Adresse postale : Palais de la Bourse, 20 rue de la Bourse, 69289 Lyon Cedex 02

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Noël COMTE

Ci-après dénommée « **L'Association** »

D'une part,

ET

L'université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Dont le siège social se situe : 1C avenue des frères Lumière CS 78242, 69372 Lyon CEDEX 08

Représentée par son Président, le professeur Eric CARPANO

Ci-après dénommée « **Le Partenaire** »

D'autre part,

Ensemble ci-après « **les Partenaires** ».

IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :

Le programme Jeunes Ambassadeurs (« JA »), créé en 1999 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, est un dispositif d'accueil privilégié et d'intégration des étudiants étrangers (sélectionnés parmi les grands établissements d'enseignement supérieur) dans la vie économique et culturelle des villes de Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, Chambéry et Valence.

Le programme Jeunes Ambassadeurs, qui se veut profondément ancré dans le tissu économique auvergnat-rhône-alpin, a pour objectif de contribuer à la promotion et au rayonnement international de ces territoires et de leurs atouts en favorisant la création de relations de qualité, durables, entre les étudiants étrangers et les entreprises.

A cette fin, l'Association Jeunes Ambassadeurs compose chaque année des binômes constitués d'un étudiant étranger sélectionné et d'un parrain issu du tissu économique et culturel de la région. Le binôme a pour objet de développer une relation privilégiée et de faire découvrir à l'étudiant le territoire, l'activité professionnelle du parrain mais aussi la vie « à la française ». Ils participent tous deux aux 4 grands événements qui ponctuent la Promotion et, s'ils le souhaitent, au planning événementiel mis en place par l'Association.

L'Association Jeunes Ambassadeurs a également créé un réseau « *ja4ever* », destiné à conserver les liens entre les étudiants étrangers ayant participé au programme JA et ses acteurs économiques, culturels, touristiques, d'enseignement, etc. de la Région Auvergne- Rhône-Alpes.

Le Partenaire est un établissement d'enseignement supérieur qui accueille chaque année des étudiants étrangers compte tenu des liens qu'il tisse avec des Universités et Ecoles étrangères.

Le Partenaire s'est déclaré intéressé pour permettre l'intégration de certains de ses étudiants étrangers au programme JEUNES AMBASSADEURS.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention a pour objet la participation du partenaire au Programme JEUNES AMBASSADEURS.

Elle matérialise la volonté respective des partenaires de promouvoir la région, ses activités et ses enseignements, et de la faire partager à des étudiants étrangers.

En conséquence de quoi, les partenaires souscrivent la présente convention destinée à soutenir le programme JEUNES AMBASSADEURS et son réseau JA4Ever, à sélectionner des étudiants étrangers dont le parcours et l'origine présentent un intérêt, à leur attribuer des parrains (un parrain pour un étudiant).

ARTICLE 2 ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

2.1. Le Partenaire adhère à l'Association JEUNES AMBASSADEURS. A cette fin, il s'engage à souscrire une adhésion dont le coût sera fonction du nombre d'étudiants étrangers intégrés au programme. Les modalités de l'adhésion sont décrites par la présente convention.

2.2. Le Partenaire présélectionnera, à chaque début d'année universitaire, des étudiants étrangers susceptibles d'être intéressés par le programme JEUNES AMBASSADEURS, et les soumettra à l'Association.

2.3. Le Partenaire pourra participer aux événements organisés par l'Association JEUNES AMBASSADEURS à destination de la promotion JA sélectionnée (Soirée des vœux, Trophées, Jafterwork, visites...). Cette participation s'opérera selon les modalités et dates définies chaque année.

Le Partenaire pourra proposer de participer activement à l'organisation d'un événement (par exemple en faisant intervenir un de ses membres, etc.) ou de soutenir plus particulièrement tel ou tel événement.

2.4. Le Partenaire participera au comité de Pilotage de l'Antenne du Programme JEUNES AMBASSADEURS à laquelle il est rattaché.

ARTICLE 3 ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

3.1. Parmi la liste qui lui sera transmise par le Partenaire, l'Association opérera la sélection définitive des étudiants étrangers à qui il sera proposé d'intégrer le programme JEUNES AMBASSADEURS et s'engage à supprimer les données des étudiants qui seront écartés du dispositif.

Elle se charge également de recruter des parrains.

L'Association attribuera un parrain à chaque étudiant (constitution des binômes), dans la limite du nombre de parrains s'étant déclaré volontaires pour participer au Programme. L'Association ne serait être tenue responsable du nombre de parrains disponibles qu'elle pourra attribuer aux étudiants sélectionnés.

3.2. L'Association organisera, pour chaque année universitaire, des événements et manifestations à destination des étudiants sélectionnés (Trophées, soirées des vœux, découvertes touristiques, culturelles, économiques de la Région Auvergne Rhône-Alpes, etc.).

L'Association organise notamment les Trophées, auxquels peuvent participer les étudiants ayant intégré le programme, et dont l'objet est d'identifier et de soutenir des projets destinés à tisser des liens économiques, touristiques ou culturels entre le pays d'origine de l'étudiant et la Région Auvergne Rhône-Alpes. La participation des étudiants aux Trophées est volontaire. L'Association se charge de mettre en place et d'organiser le Jury qui sélectionnera puis désignera les projets récompensés, et d'organiser le suivi de la réalisation des projets.

L'Association accompagnera les étudiants et leur procurera une aide à leur participation au Programme JEUNES AMBASSADEURS, notamment pour ceux qui participent aux Trophées.

3.3. L'Association désignera un interlocuteur dédié pour le Partenaire dans le cadre du présent partenariat à qui le Partenaire pourra s'adresser.

3.4. L'Association s'engage à mettre à disposition du Partenaire et des étudiants sélectionnés son réseau JA4ever.

Elle s'engage également à faire figurer le logo du Partenaire sur l'ensemble de ses supports de communication, à l'inviter systématiquement (ou son représentant) aux manifestations et événements qu'elle organise.

3.5. L'Association s'engage à offrir au Partenaire un poste de Coach dans l'Association JEUNES AMBASSADEURS pour l'Antenne dont il dépend, à charge pour le Partenaire de bien vouloir le désigner. Le rôle du coach consiste à faire bénéficier l'étudiant de ses contacts dans le monde de l'entreprise et le monde économique local, à aider l'étudiant dans la construction d'un projet (projet facultatif néanmoins) et enfin et surtout à soutenir l'étudiant dans la promotion de la Région AuRA dans son pays d'origine.

ARTICLE 4 DUREE DE LA CONVENTION

Le partenariat prend effet rétroactivement au 1^{er} septembre 2023 et se terminera le 31 août 2024. Il est conclu pour l'année universitaire 2023/2024.

Il pourra être résilié par anticipation suivant accord amiable écrit des parties.

ARTICLE 5 ADHESION DU PARTENAIRE

Le coût de l'Adhésion est fonction du nombre d'étudiants définitivement sélectionnés et participant au programme Jeunes Ambassadeurs.



A titre purement informatif, le coût de l'adhésion pour l'année universitaire 2023/2024 figure en annexe 1 jointe aux présentes. En cas de modification, l'Association s'engage à communiquer au Partenaire le coût de l'adhésion en début d'année universitaire.

L'adhésion du Partenaire est payable par chèque ou virement bancaire à l'ordre de l'Association JEUNES AMBASSADEURS avant le 30 avril de l'année universitaire en cours, pour chaque promotion JA. L'Association remettra chaque année au Partenaire un reçu d'adhésion après réception de son paiement.

ARTICLE 6 RUPTURE ANTICIPÉE DE LA CONVENTION

Hors les cas de rupture à échéance visés à l'article 4 ci-dessus, les partenaires pourront mettre un terme à la présente convention en cas de manquements graves de l'un ou de l'autre, plus particulièrement :

- En cas de non-paiement de l'adhésion par le Partenaire
- En cas de non-participation du partenaire au Comité de Pilotage auquel il est rattaché

Cette résiliation ne deviendra effective que trente (30) jours après la première présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le partenaire estimant être victime de manquement(s), exposant le ou les manquement(s) reprochés(s), à moins que, dans ce délai, le Partenaire défaillant n'ait satisfait à ses obligations. L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas le Partenaire défaillant de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS DIVERSES

L'Association rappelle qu'elle ne peut être tenue de la prise en charge des étudiants étrangers sélectionnés, ni voir sa responsabilité engagée pour leurs activités et leurs séjours en France, en dehors des événements ponctuels qu'elle organise (son intervention se limitant à la période comprise entre leur arrivée sur site et leur départ).

L'Association ne serait également être tenue d'un quelconque manquement de l'un des étudiants ou de l'un des parrains participant au programme, ou encore d'une relation jugée insatisfaisante entre un étudiant et un parrain. Elle invite toutefois le Partenaire à lui signaler toute difficulté de façon à pouvoir le cas échéant intervenir et à les prendre en compte pour la constitution des futurs binômes.

L'Association rappelle enfin que les démarches des étudiants, notamment pour l'élaboration et la réalisation de leur projet, se font sous leur propre responsabilité.

L'Association **signera électroniquement la convention**, et dans la mesure du possible, nous demandons aux partenaires de faire de même, afin de faciliter la procédure.

ARTICLE 8 ELECTION DE DOMICILE

Les Parties élisent domicile à l'adresse figurant en première page des présentes. Elles s'engagent à notifier à l'autre Partie tout changement d'adresse et, pour l'exécution de la présente convention, à adresser leurs correspondances à la dite adresse.

ARTICLE 9 REGLEMENT DES LITIGES

Le droit français est applicable à la présente convention. En cas de difficulté sur son interprétation ou son exécution les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront ceux de Lyon.

ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

10.1 Réglementation Applicable

Les Partenaires sont tenues au respect des législations et réglementations françaises et européennes en matière de protection des données à caractère personnel en vigueur - notamment la Loi "Informatique et Libertés" n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2018, et le Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016 (ci-après la « Réglementation Applicable »). Conformément à la Réglementation Applicable, l'Association et l'école s'engagent à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'elle aura à traiter dans le cadre de la présente convention et à procéder aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel.

10.2 Traitements de données à caractère personnel

10.2.1 Pour l'Association :

En tant que responsable de traitement au sens de la Réglementation Applicable, l'Association collecte, par l'intermédiaire de l'école :

- les noms, prénoms, adresses mails, téléphones des représentants légaux et de certains collaborateurs de l'école ;
- les noms, prénoms, des étudiants.

Les données à caractère personnel traitées par l'Association sont utilisées pour les finalités suivantes :

- suivi et exécution de la présente convention avec l'école ;
- parrainage d'étudiants étrangers par un acteur économique. Pour l'école il s'agit du parrainage d'étudiants d'échange francophones par des personnels de l'école (professeurs ou personnel administratif)

Elles sont destinées, et peuvent être communiquées dans le respect de la Réglementation Applicable pour les finalités décrites ci-dessus, à l'Association, notamment à son personnel autorisé.

La durée de conservation des données à caractère personnel est de la présente convention :

- cinq (5) ans après la fin de l'exécution de la présente convention pour les collaborateurs et les représentants légaux de l'école ;
- les données des étudiants ayant été JA sont conservées dans la base JA4Ever sans date précise de durée, le principe de l'Association permettant aux anciens JA et parrains de garder des liens au sein de notre réseau. Lors de leur inscription sur le site, les étudiants acceptent la charte de l'Association qui précise la collecte de données et les informe de leur droit de suppression de ces données personnelles. Cette mention est également présente dans les "mentions légales" de notre site.

10.2.2 Pour l'école :

En tant que responsable de traitement au sens de la Réglementation Applicable, l'école collecte, par l'intermédiaire de l'Association, les noms, le prénom, la fonction, le courriel professionnel et le numéro de téléphone professionnel des représentants légaux et de certains collaborateurs de l'Association.

Les données à caractère personnel traitées par l'école sont utilisées pour les finalités suivantes :

- suivi et exécution de la présente convention ;
- Propositions relatives à l'offre de service de l'école.

Elles sont destinées et peuvent être communiquées, dans le respect de la Réglementation Applicable pour une ou plusieurs des finalités décrites ci-dessus, à l'école et à son personnel autorisé.

La durée de conservation des données à caractère personnel est de cinq (5) ans après la fin de l'exécution de la présente convention.

10.3 Mesures organisationnelles et techniques :

Les Partenaires déclarent :

- avoir désigné un Délégué à la protection des données (mentionné ci-dessous) ;
- tenir un registre décrivant les traitements nécessaires à la réalisation de la présente convention ;
- avoir mis en place les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité des données à caractère personnel adapté au risque ;
- avoir mis en place les mesures techniques et organisationnelles pour notifier toute violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente.

10.4 Informations des personnes concernées

Les Partenaires doivent informer les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées par l'Association ou l'école au titre de la présente convention :

- Des traitements des données à caractère personnel mis en œuvre par chaque partie et des finalités associées, visés ci-dessus ;
- Des destinataires des données à caractère personnel visés ci-dessus ;
- De la conservation des données à caractère personnel pour une durée maximum de cinq (5) ans à compter de la fin de la présente convention ;
- Qu'elles peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;

Qu'elles peuvent exercer les droits d'accès, de rectification, de suppression, de limitation du traitement, d'opposition, dont elles bénéficient en vertu de la Réglementation Applicable, par l'envoi d'un courrier aux adresses suivantes :

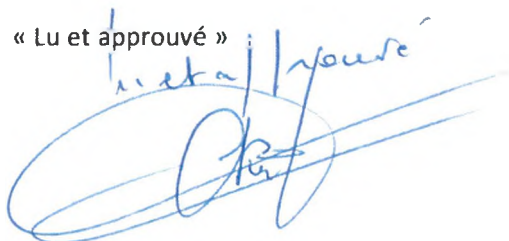
- ✓ Auprès de l'Association : Coordonnées du DPO de l'Association.
- ✓ Auprès de : COORDONNEES DE LA PERSONNE DE CONTACTE POUR L'ECOLE.

Fait en deux exemplaires

Le 25.10.2023, A Lyon

ASSOCIATION JEUNES AMBASSADEURS
Monsieur Noël Comte

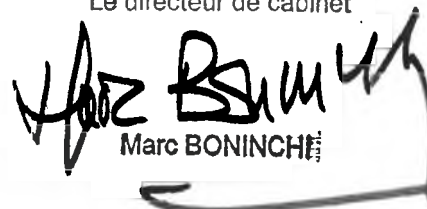
« Lu et approuvé »



UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III
Monsieur Eric CARPANO

« Lu et approuvé »

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet



Marc BONINCHE

École / Université : Université Jean Moulin Lyon 3

Nom et prénom du correspondant : AGARD Carisse

Fonction au sein de l'établissement : Gestionnaire Accueil étudiants internationaux

Email : carisse.agard@univ-lyon3.fr

Téléphone : 04 78 78 71 04

Adresse postale du correspondant au sein de l'établissement : 10 avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon Cedex 08

Adresse postale pour la facturation :

Directeur de l'Etablissement : Eric Capano, Président

Téléphone :

Email : president@univ-lyon3.fr

Nous adhérons à l'Association Jeunes Ambassadeurs

Les cotisations sont annuelles, et appelées pour la période du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024
Cotisation établie en fonction du nombre d'étudiants participant à la promotion 2023/2024

- ☐ de 1 à 5 étudiants / 600 €
- ☐ de 6 à 10 étudiants / 850 €
- ☐ de 11 à 20 étudiants / 1100 €
- ☐ de 21 à 30 étudiant / 1600€
- ☐ à partir de 31 étudiants / 2000€

Ce bulletin est à retourner à l'adresse ci-dessous par courrier ou par mail accompagné de votre règlement à l'ordre de l'Association Jeunes Ambassadeurs ou de votre bon de commande pour établissement d'une facture. Règlement possible par virement.

Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (Loi "Informatique et Libertés"). Pour l'exercer, vous pouvez envoyer votre demande à info@jeunes-ambassadeurs.com

Merci de privilégier la signature électronique

Date : 20/11/2023

Signature :

Service Général des Relations Internationales


Responsable Administrative et Financière
Catherine Vlain

ASSOCIATION JEUNES AMBASSADEURS

Bureau : 3 place de la Bourse | 69002 LYON

Adresse postale : Palais de la Bourse, 20 rue de la Bourse | 69289 Lyon Cedex 02

Tél : +33 (0)9 82 32 73 56 - Port : +33 (0)6 84 28 57 60

info@jeunes-ambassadeurs.com • www.jeunes-ambassadeurs.com

LYON ■ SAINT-ETIENNE ■ GRENOBLE ■ CHAMBERY ■ CLERMONT-FERRAND ■ VALANCE

Conditions générales de vente

Les présentes conditions générales s'appliquent aux ventes effectuées par la SAS LA BOUCLE à ses clients.

Art. 1 - Prestations / Tarifs

L'envoi du devis signé avec la mention « bon pour accord » par le client constitue une acceptation définitive de l'ensemble des services et bien chiffrés ci-dessous. Les tarifs sont indiqués en euros. En donnant cette acceptation, le client s'engage à faire respecter les normes en vigueur concernant la consommation d'alcool, la limitation des horaires (Horaire de service et de maître d'hôtel) et le respect du voisinage attenant. La société SAS LA BOUCLE ne peut être tenue pour responsable d'une consommation excessive d'alcool. Ceci est la responsabilité unique du client.

En cas de non-respect des horaires indiqués, un montant forfaitaire de 35€ HT sera appliqué par personne présente sur place et pour chaque heure supplémentaire effectuée.

Art. 2 - Garantie de prix

Les tarifs HT ou TTC indiqués sur les devis sont ceux en vigueur au moment de leur élaboration. La TVA applicable sera celle en vigueur au moment de la prestation.

Art.3 - Conditions de règlement / Pénalités de retard

Dans le cadre d'une réception privée (c'est-à-dire une réception commandée par un particulier : mariage, anniversaire, baptême, fête de famille), un acompte de 30% sera demandé. La réservation sera considérée comme définitive à réception de cet acompte par la SAS LA BOUCLE.

Pour les clients professionnels et associations un acompte de 30% sera demandé pour un montant de devis supérieur à 1500€HT. La réservation sera considérée comme définitive à réception de cet acompte par la SAS LA BOUCLE.

Le règlement du solde pourra être effectué directement à l'issue de la réception ou à réception de la facture.

Pour les clients professionnels, le règlement des prestations pourra s'effectuer au plus tard 30 jours à la date de réception de facture. Pour les clients professionnels, conformément à l'article L. 441-6 du code de commerce, des pénalités de retard, au taux annuel de 20%, et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement minimum de 40.00 € sont dues à défaut de règlement le jour suivant la date de paiement figurant sur la facture.

Art. 4 - Modification du nombre de couverts et des quantités

La modification du nombre de couverts, au-delà de 10%, du nombre de convives, devra être faite par envoi de mail à l'adresse commande@laboucle-traiteur.com au plus tard une semaine avant la réalisation de l'évènement. La facturation sera ajustée, au réel, en fonction des biens et prestations retirés.

La modification du nombre de couverts, en dessous de 10%, devra être faite par envoi de mail à l'adresse commande@laboucle-traiteur.com au plus tard une semaine avant la réalisation de l'évènement. La facturation sera ajustée, au réel, en fonction des biens et prestations ajoutés.

Art. 5 - Annulation de la réservation

Dans le cas où l'annulation de la réservation, est indépendante de la volonté de la SAS LA BOUCLE des conditions particulières seront appliquées.

Pour les particuliers :

- Avant 30 jours, 15% du montant global de la réservation sera dû à la SAS LA BOUCLE
- De 30 jours à la date de l'évènement, 30% du montant global de la réservation sera dû à la SAS LA BOUCLE.

Pour les professionnels, l'annulation devra intervenir 72h avant la date de l'évènement. Passé ce délai, l'acompte versé ne pourra pas être restitué.

Art. 6 - Responsabilité / Assurance

LA SAS LA BOUCLE engage sa responsabilité civile sur les prestations qu'il facture. Tout événement extérieur de force majeure (manifestation, blocage, accident, grève générale ou particulière) dégage sa responsabilité.

En outre, il appartient au client d'assurer à ses frais les biens de valeur que ses invités ou lui-même introduiraient sur le lieu de la réception.

La SAS LA BOUCLE décline toute responsabilité en cas de vol de fond et valeur, perte, dégradation des effets appartenant aux clients et/ou aux participants qui pourraient survenir à l'occasion de la réception.

Enfin, le client sera responsable de toute perte, casse, dégradation qui pourrait être causée par les participants et/ou le personnel dont il a la charge, sur les biens et le matériel appartenant à la SAS LA BOUCLE et ceux mis à la disposition de l'organisation.

Art. 7 - Réclamations / litiges

Toute réclamation sur la prestation fournie, devra être effectuée par écrit dans un délai de 24 heures suivant la prestation.

Toute contestation concernant la facturation devra être formulée par courrier AR et ne pourra être prise en compte passé un délai de 8 jours après la facturation.

Le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve aux conditions générales de vente. A défaut de règlement amiable, tous litiges seront de la seule compétence du Tribunal de Commerce de Lyon.



MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN

HONGIK UNIVERSITY (South Korea)

AND

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

Identification of the parties:

Between

Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08

Represented by its President, Professor Eric Carpano

And

Hongik University, a private comprehensive institution having its registered head offices at 94 Wausan-ro, Mapo-gu, Seoul, 04066, South Korea

Represented by its President, Professor Jong Wook SEO

Having regard to Articles D 123-15 and following of the Code de l'Education (French Education Code)

Article 1: PURPOSE OF THE AGREEMENT

1.1- Hongik University (hereinafter referred to as HU), on the one hand, and Université Jean Moulin Lyon 3 (hereinafter referred to as UJML3) on the other, hereby agree to promote academic cooperation in the matter of higher education and research in the fields they have in common, under the terms and conditions specified below, with a view to:

- a. Encouraging teaching/research staff exchange visits between the institutions to develop joint research projects.
- b. Furthering the exchange of publications and other sources of academic information.
- c. Promoting other academic activities likely to advance the objectives referred to above, including the exchange of students.

1.2- The two institutions will be able to establish joint courses leading to common qualifications. Details relating to the length of courses, the way teaching is organised, educational and administrative management and financial provisions will be the subject of a specific agreement.

At UJML3, iaelyon school of Management will not be part of the cooperation under this partnership.

Article 2: WORKING METHODS

Exchange teaching/research staff and students shall be subject to the regulations in force with respect to visas and requirements for entry to the country as well as to the Code of Conduct that applies in the host institution.

Moreover, each party shall make every effort to offer suitable ways of accommodating teaching/research staff and students.

Detailed methods for exchanging students as well as financial provisions will be the subject of a specific agreement.

Article 3: TERM OF THE AGREEMENT AND RENEWAL

3.1 This memorandum of understanding will take effect as of academic year 2023-2024 and will be valid for a period of **five years**, renewable for an identical period by express agreement, recorded in an amendment required at least 10 months prior to its expiry date.

3.2 Any decision taken jointly or by one of the parties not to renew this agreement shall be notified in writing within the same timescale and must specify the methods according to which the agreement shall cease to have effect. Any undertaking already given shall be abided by until the end of any academic year that may already have started.

Article 4: MODIFICATIONS TO THE AGREEMENT

Any modification to this agreement must be the subject of an amendment recording the agreement of the parties as to its content and the terms and conditions of its implementation.

Article 5: FINANCIAL PROVISIONS

Save by express agreement, the host institution shall not take on any responsibility for expenses incurred by exchange teaching/research staff and students:

- Expenses linked to research projects;
- National and international travelling expenses;
- Accommodation costs;
- Health insurance and overseas travel insurance subscription costs;
- Fees, bursaries (scholarships) and other expenses.

The host institution may require teaching/research staff and students to pay extra fees corresponding to additional services.

Article 6: PROTECTION OF PERSONAL DATA

The parties hereby agree to hold confidential all personal data as communicated for the purpose of the activities object of the cooperation agreement. The parties will ensure to obtain from concerned teaching/research staff and exchange students prior authorization to communicate their personal data to the partner institution.

The parties will ensure to hold available personal data within a reasonable time scale and no longer than required for the purpose of activities object of the cooperation agreement.

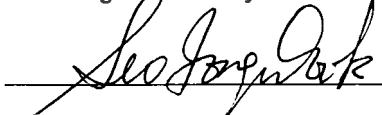
Article 7: TERMINATION

In the event of failure by one of the parties to abide by any one of the terms and conditions set out in this agreement, the other party may terminate it by written notice given six months in advance. In this event, all undertakings with respect to the current Memorandum shall be honoured for the period originally agreed.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language.

For Hongik University



Professor Jong Wook SEO
President

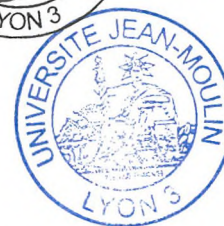
Date : 12/12/2023

For Université Jean-Moulin Lyon 3



Professor Eric Carpano
President

Date : 4.12.23



Addendum to the partnership agreement

BETWEEN

HOSEI UNIVERSITY, JAPAN

AND

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3, REPUBLIC OF FRANCE

between the signatories:

On the one hand,

University Jean Moulin Lyon 3, a public, scientific, cultural, and professional institution

Having its registered Head Offices at 1, rue de l'Université, 69007 Lyon.

Represented by its President, Professor Eric Carpano.

And

Hosei University, private educational institution of higher education having its registered head offices at 2-17-1, Fujimi, Chiyoda-ku, Tokyo, Japan

Represented by its President, Dr. Katsuya Hirose

On the other hand,

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

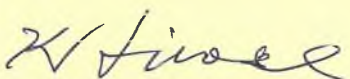

Article 1:

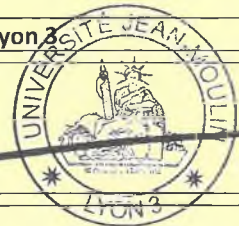
The agreement signed on 17th December 2018 at Jean Moulin Lyon3 University between the above-mentioned parties is identically renewed for 5 years, for the period from 18th December 2023 to 18th December 2028.

All other articles of the agreement remain unchanged.

Article 2:

This Agreement is entered into force from the date of signature. In witness whereof, the parties below have entered their signatures.

For Hosei University	For Université Jean-Moulin Lyon 3
President's signature 	President's signature 
Dr. Katsuya Hirose President	Professor Eric Carpano President
Date: 3 10 , 2023	Date: 30.10.23





وَرَأْسُ التَّعْلِيمِ الْعَالِي وَالْبَحْثِ الْعَالِي

Lettre d'intention

Je soussigné, Monsieur **Ayman Ashour**, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, certifie que le consortium des universités égyptiennes dans la région de la Méditerranée en Egypte est intéressé par le projet de création de l'alliance internationale des universités méditerranéennes francophones, pilotée par l'Université Jean Moulin Lyon 3 ;

Ce projet d'alliance correspond aux objectifs stratégiques de l'Agence Universitaire pour la Francophonie et s'inscrit prioritairement dans l'axe 5 – recherche et valorisation et l'axe 3 – **réseautage et coopération internationale, constitution d'un réseau thématique de partenaires et chercheurs autour du français**. Cette Alliance se structure autour des 4 thématiques qui sont au cœur des enjeux contemporains des pays francophones :

- Diversité culturelle et linguistique,
- Transition écologique,
- Citoyenneté
- Humanités numériques.

AIME regroupera des universités francophones : France, Turquie, Tunisie, Algérie, Maroc, Égypte et Liban. L'objectif général est de développer une coopération scientifique multilatérale, interdisciplinaire et innovante entre plusieurs équipes de recherche d'horizons universitaires différents afin de traiter des sujets prioritaires de l'espace méditerranéen francophone, en lien étroit avec les enjeux européens. Dans un premier temps, il s'agit de mettre en place des groupes de travail pour créer une synergie multilatérale pour structurer une coopération solide. Un projet européen sera soumis en février 2025.

Je m'engage par la présente à tout mettre en œuvre pour la signature d'un accord-cadre entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et le Consortium des universités égyptiennes dans la région de la Méditerranée en Egypte.

M. Ayman Ashour,
Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique

Paris, le 9 novembre 2023

M. Manuel JOBERT

Vice-Président chargé de l'Europe,
des relations internationales et de la
Francophonie

**Addendum Nr 1 to the Partnership Agreement
BETWEEN
MUSASHI UNIVERSITY (Japan)
AND
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)**

Between the signatories:

Musashi University, a private institution comprising four faculties: Economics, Humanities, Sociology and Liberal Arts and Sciences, having its registered head offices at 1-26-1 Toyotama-kami, Nerima-ku, Tokyo 176-8534, Japan
Represented by its President, Professor Noriyuki Takahashi

On the one hand,

And

University Jean-Moulin Lyon 3, a public, scientific, cultural and professional institution having its registered Head Offices at 1, rue de l'Université, 69007 Lyon, France
Represented by its President, Professor Eric Carpano,

On the other hand,

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

Article 1:

The Memorandum of Understanding and Student Exchange Agreement drawn up in 12th July, 2017 between the above-mentioned parties are renewed for a 5-year period starting as of 01st of November, 2023.

Article 2:

The aforementioned Student Exchange Agreement **article 1: PURPOSE OF THE AGREEMENT** should read as follows:
"The purpose of this Agreement is to determine the terms and conditions and methods according to which all exchange students that have successfully completed at least one academic year's study towards one of the qualifications granted by the students' Home Institution will be exchanged (being understood that only French courses of IAE- UJML3 school of management can be followed by exchange students inside the scope of this Agreement. The courses in French and English open to University Level agreement at other schools and faculties can be followed by exchange students as before.)

Article 3:

All other articles of the Memorandum of Understanding and student exchange agreement remain unchanged.

Drawn up in two original copies in the English language.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

For Musashi University

Professor Noriyuki Takahashi
President

Date: _____

For Université Jean-Moulin Lyon 3

Professor Eric Carpano
President

Date: 30.10.23



STUDENT EXCHANGE AGREEMENT

BETWEEN

UNIVERSIDAD DE LOS ANDES (COLUMBIA)

AND

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3 (France)

Identification of the Parties:

Between

*Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08
Represented by its President, Professor Eric Carpano*

And

*The Universidad de los Andes a private, not-for-profit institution of higher, having its registered head offices at Cra. 1 #18a-12, Bogota, Cundinamarca, Colombia
Represented by its Silvia Caro Vice President for Academic Affairs and Legal Authorized Representative*

Having regard to Articles D 123-15 and following of the Code de l'Education (French Education Code)

Having regard to the Cooperation Agreement between the two Universities, the Universidad de los Andes (hereinafter referred to as Uniandes) and Université Jean-Moulin Lyon 3, Lyon, France (hereinafter referred to as UJML3) hereby agree to exchange students according to the following terms and conditions:

It is agreed that the University receiving students will be referred to as the Host University and the University sending students abroad will be referred to as the Home University.

Article 1: PURPOSE OF THE AGREEMENT

The purpose of this Agreement is to determine the terms and conditions and methods according to which initial training students that have successfully completed at least one academic year's study towards one of the qualifications granted by the students' Home Institution will be exchanged.

Article 2: TERM OF THE AGREEMENT AND EFFECTIVE DATE

2.1 This agreement has duration of five (5) academic years, it is understood to have been initiated when it was signed by both parties and the date of commencement was taken, the last one recorded by the firm entities. This agreement can be renewed by written consent by the parties.

2.2 Any decision taken jointly or by one of the parties not to renew this agreement shall be notified in writing within the same timescale and must specify the methods according to which the agreement shall cease to have effect. In that event, all undertakings entered into with respect to exchanges in progress must be honoured for the period specified in Article 4-

Article 3: MODIFICATIONS TO THE AGREEMENT

Any modifications to this agreement must be the subject of an amendment recording the agreement of the Parties as to its content and methods of implementation

Article 4: WORKING METHODS

4.1- Duration of the exchange.

Each exchange determined in accordance with the terms and conditions of this Agreement shall last for one full academic term or year. The precise duration shall be determined before the student leaves his or her Home University.

4.2- Number of students.

- a. Under this agreement, up to one (1), undergraduate and one (1) graduate exchange places per semester may enroll at the other university. The unit of calculation is one exchange place equals one academic semester.
- b. The partner Universities will make every effort to receive an identical number of students each year. Four months prior to the beginning of the relevant academic year or term, the two Universities shall, on the basis of mutual agreement, arrive at an understanding as to the number of students to be exchanged. In the event of the quota being exceeded in the number of students anticipated over the period determined above, the Host University may, in accordance with the terms and conditions determined by the said programmes, make an offer to the Home University to register additional students on a "paying" programme specific to foreign students.
- c. The responsibilities of the Universities as set out in the Agreement relate only to the participants and do not cover either spouses or dependants. Persons accompanying participants are the responsibility of the participants.

4.3- Registration fees.

The exchange student must pay registration fees at his or her Home University and will be exempted from tuition fees at the Host University.

Exchange students will be responsible for meeting the following expenses:

- a. Registration fees and additional expenses to be paid to their Home University before their departure.
- b. Food and accommodation.
- c. Return travelling expenses between the Home University and the Host University.
- d. Medical cover.
- e. Books, clothing and personal expenses.
- f. Obtaining a visa.
- g. Any other debt incurred during the period of the exchange.
- h. Each of the Universities may make provision for additional expenses to be met by exchange students, linked to supplementary and optional services.

4.4- Selection, registration, validation of marks and preparation.

- a. Students likely to take part in the exchange programme must have registered with their Home University and have successfully completed at least one academic year. They will be selected by their Home University on the basis of the excellence of their academic results.
- b. The candidate file submitted to the Host University must include official documents showing the candidate's academic record as well as an application file for international students. The Home University shall supply the Host University with all relevant details as to the courses its students need to complete in order to secure their degrees as well as any other significant information - in relation, for example, to health problems - that could affect the student's progress or require any form of special assistance.
- c. The Host University, on giving reasons for its decision, reserves the right to refuse any candidate whose University file may appear unacceptable for exchange purposes. Should this be the case, the Home University may put forward the files of other candidates.
- d. Exchange students shall be subject to academic rules and the Code of Conduct in force in the Host University. The Home University shall inform its students of the academic and educational requirements they must comply with in the Host University.
By mutual agreement, the two Universities note that no candidate may be refused on the basis of considerations of colour, race, national or ethnic origin, gender or religious belief.
Each University reserves the right to terminate a particular exchange if the student has breached the law or failed to comply with regulations in force in the Host University. The Home University shall immediately be informed thereof.
- e. The validation of marks awarded for work submitted by a student during the period of the exchange is the responsibility of the student's Home University.

f. The Host University shall supply the Home University with a summary of the final marks making up the academic results. For UJML3, the contact point for the partner University will be the Service des Relations Internationales (*International Relations Department*).

Official transcripts for each student will be sent directly to the students in the case of UNIANDES. An interpretation of grades, including a grade distribution, will be provided by the host institution. The establishment of grade equivalencies will be done by each institution for its own students. Students who participated in an exchange at the Universidad de los Andes can access their official notes through the website of the Office of Admissions and Registration

g. Students chosen for exchange must have sufficient knowledge of the official language (or the language of instruction of study program) of the receiving country to follow courses (and/or take part in research) in the Host University. Partner Universities reserve the right to test this level of knowledge using any educational method they consider suitable with a view to ensuring that students receive the best level of educational support. Candidate students will be informed of this before leaving their Home University.

4.5- Guidance and services.

In the spirit of the Exchange Programme, the Host University must facilitate as far as possible the admission, academic studies, local integration and cultural guidance of the students it receives.

The Host University shall supply exchange students with the following :

- a. Access to University services as full members of the Host University, including access to the library and sporting facilities.
- b. A welcome programme briefly describing the country and the academic system. If they wish, exchange students at UJML3 may take part in a tailor guidance programme, the cost of which will fall to them.
- c. Information on the requirements for medical cover and its extent.
- d. Access to academic and other advice services.
- e. Help with finding accommodation - insofar as this is possible - in university halls of residence or any other appropriate off-campus residential property.
- f. The supply of all documents needed to obtain a visa.

4.6- Coordinating the exchange

- a. In order to implement and fulfil the aims of this Agreement, the Office of International Affairs at Uniandes and the Service Général des Relations Internationales (*General Department for International Relations*) at UJML3 will be given the responsibility for the management of this Exchange Programme
- b. Every year, each University will supply its partner University with all details relating to the academic year, syllabuses for courses and other handbooks as well as any other information students need to make a fully informed choice between the courses they will be able to follow at the Host University.

Article 5: PERSONAL DATA PROTECTION

Given that the Jean Moulin University Lyon 3 is subject to the 2016/679 (EU) Regulation of the European Parliament and Council of 27 April 2016, the Parties agree to comply with the security conditions and measures required for protecting the personal data of any natural person impacted by the implementation of the Agreement hereof.

Transfers of personal data to third countries will comply with European regulations on personal data protection and will take place within the following frame:

Data Exporter: The Data Exporter is Universidad de los Andes Name, Contact details, Enrolled programme, Study progress, Grades

Data Importer: The Data Importer is Universidad de los Andes Name, Contact details, Enrolled programme, Study progress, Grades

Data subjects The personal data transferred concern the following categories of Data Subjects (please specify): Students, lecturers, researchers, administrative staff

Purposes of the transfer: The transfer is necessary for the following purposes (please specify) : e.g. Mobility, exchange, joint diploma, , (choose the right category)

Categories of data: - The personal data transferred fall within the following categories of data (please specify) : e.g. name, address, nationality, emails, phone number, age and gender, enrolled programme, study progress, transcripts. Sensitive data (if appropriate): The personal data transferred fall within the following categories of sensitive data (please specify): e.g.: religion, race, sexual orientation USUALLY NOT APPLICABLE FOR US. WE ALWAYS LEAVE THIS SECTION EMPTY.

Recipients: The personal data transferred may be disclosed only to the following recipients or categories of recipients (please specify): i.e. International office, registration office, examination department.

Article 6 - DISPUTES

This agreement is governed by the laws of the countries of the Parties ; the Parties shall endeavour to resolve any dispute arising out of or in connection with this Agreement through negotiation between each Party's representative (academic coordinator).

If the Parties were not able to solve the dispute this way, then they would be entitled to submit the dispute to the relevant jurisdiction.

Article 7 -TERMINATION OF THE AGREEMENT

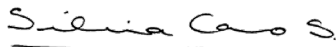
In the event of failure by one of the Parties to abide by any one of the terms and conditions set out in this Agreement, the other Party may terminate it by written notice given six months in advance. In this event, all undertakings with respect to the current Agreement shall be honoured for the period originally agreed.

In witness whereof, the Parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language and 2 original copies in the French language (*if needed*).

For the Universidad de los Andes

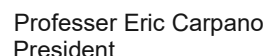
For Université Jean Moulin Lyon 3



Professor Silvia Caro Vice President for Academic Affairs and Legal Authorized Representative

29/11/23

Date:



Professor Eric Carpano
President

Date:



STUDENT EXCHANGE AGREEMENT

BETWEEN

**FACULTY of FOREIGN LANGUAGES
UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3 (France)**

AND

**THE FACULTY of HUMANITIES and THE GRADUATE SCHOOL of MODERN SOCIETY AND
CULTURE, NIIGATA UNIVERSITY (Japan)**

Identification of the Parties:

Between

*Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at
1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08
Represented by its President, Professor Eric Carpano*

And

*The Faculty of Humanities, Niigata University, a public institution having its registered head offices at 8050 Ikarashi 2-no-cho, Nishi-ku, Niigata, 950-2181, JAPAN
Represented by its Dean, Professor Katsuhiro Matsui*

*The Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University, a public institution having its registered head offices at 8050 Ikarashi 2-no-cho, Nishi-ku, Niigata, 950-2181, JAPAN
Represented by its Dean, Professor Ryuichi Hori*

Having regard to Articles D 123-15 and following of the Code de l'Education (French Education Code)

Having regard to the Cooperation Agreement between the two Universities, Université Jean-Moulin Lyon 3, Lyon, France (hereinafter referred to as UJML3) and the Faculty of Humanities and the Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University hereby agree to exchange students according to the following terms and conditions:

It is agreed that the University receiving students will be referred to as the Host University and the University sending students abroad will be referred to as the Home University.

Article 1: PURPOSE OF THE AGREEMENT

The purpose of this Agreement is to determine the terms and conditions and methods according to which initial training students that have successfully completed at least one academic year's study towards one of the qualifications granted by the students' Home Institution will be exchanged.

At UJML3, courses run by of IAE- school of management are not deemed part of this Agreement and cannot be followed by exchange students inside the scope of its Agreement.

Article 2: TERM OF THE AGREEMENT AND EFFECTIVE DATE

2.1 This Agreement is concluded for a period of **five years** from 2024 / academic year 2024/2025). It is renewable for an identical period by express agreement, recorded in an addendum required at least 10 months prior to its expiry date.

2.2 Any decision taken jointly or by one of the parties not to renew this agreement shall be notified in writing within the same timescale and must specify the methods according to which the agreement shall cease to have effect. In that event, all undertakings entered into with respect to exchanges in progress must be honoured for the period specified in Article 4-1.

Article 3: MODIFICATIONS TO THE AGREEMENT

Any modifications to this agreement must be the subject of an amendment recording the agreement of the Parties as to its content and methods of implementation.

Article 4: WORKING METHODS

4.1- Duration of the exchange.

Each exchange determined in accordance with the terms and conditions of this Agreement shall last for one full academic term or year. The precise duration shall be determined before the student leaves his or her Home University.

4.2- Number of students.

a. UJML3 and The Faculty of Humanities and The Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University agree to accept up to 3 or 4 semester places annually. Alternatively, either institution can send 3 or 4 students for a full year, or a combination that equates to 6 or 8 semester places.

b. The partner Universities will make every effort to receive an identical number of students each year. Four months prior to the beginning of the relevant academic year or term, the two Universities shall, on the basis of mutual agreement, arrive at an understanding as to the number of students to be exchanged. In the event of the quota being exceeded in the number of students anticipated over the period determined above, the Host University may, in accordance with the terms and conditions determined by the said programmes, make an offer to the Home University to register additional students on a "paying" programme specific to foreign students.

c. The responsibilities of the Universities as set out in the Agreement relate only to the participants and do not cover either spouses or dependants. Persons accompanying participants are the responsibility of the participants.

4.3- Registration fees.

The exchange student must pay registration fees at his or her Home University and will be exempted from tuition fees at the Host University.

Exchange students will be responsible for meeting the following expenses:

- a. Registration fees and additional expenses to be paid to their Home University before their departure.
- b. Food and accommodation.
- c. Return travelling expenses between the Home University and the Host University.
- d. Medical cover.
- e. Books, clothing and personal expenses.
- f. Obtaining a visa.
- g. Any other debt incurred during the period of the exchange.
- h. Each of the Universities may make provision for additional expenses to be met by exchange students, linked to supplementary and optional services.

4.4- Selection, registration, validation of marks and preparation.

a. Students likely to take part in the exchange programme must have registered with their Home University and have successfully completed at least one academic year. They will be selected by their Home University on the basis of the excellence of their academic results.

b. The candidate file submitted to the Host University must include official documents showing the candidate's academic record as well as an application file for international students. The Home University shall supply the Host University with all relevant details as to the courses its students need to complete in order to secure their degrees as well as any other significant information - in relation, for example, to health problems - that could affect the student's progress or require any form of special assistance.

c. The Host University, on giving reasons for its decision, reserves the right to refuse any candidate whose University file may appear unacceptable for exchange purposes. Should this be the case, the Home University may put forward the files of other candidates.

d. Exchange students shall be subject to academic rules and the Code of Conduct in force in the Host University. The Home University shall inform its students of the academic and educational requirements they must comply with in the Host University.

By mutual agreement, the two Universities note that no candidate may be refused on the basis of considerations of colour, race, national or ethnic origin, gender or religious belief.

Each University reserves the right to terminate a particular exchange if the student has breached the law or failed to comply with regulations in force in the Host University. The Home University shall immediately be informed thereof.

e. The validation of marks awarded for work submitted by a student during the period of the exchange is the responsibility of the student's Home University.

f. The Host University shall supply the Home University with a summary of the final marks making up the academic results. For UJML3, the contact point for the partner University will be the Service des Relations Internationales (*International Relations Department*).

For Niigata University the contact point will be Faculty of Humanities Office.

g. Students chosen for exchange must have sufficient knowledge of the official language (or the language of instruction of study program) of the receiving country to follow courses (and/or take part in research) in the Host University. Partner Universities reserve the right to test this level of knowledge using any educational method they consider suitable with a view to ensuring that students receive the best level of educational support. Candidate students will be informed of this before leaving their Home University.

4.5- Guidance and services.

In the spirit of the Exchange Programme, the Host University must facilitate as far as possible the admission, academic studies, local integration and cultural guidance of the students it receives.

The Host University shall supply exchange students with the following:

- a. Access to University services as full members of the Host University, including access to the library and sporting facilities.
- b. A welcome programme briefly describing the country and the academic system. If they wish, exchange students at UJML3 may take part in a fuller guidance programme, the cost of which will fall to them.
- c. Information on the requirements for medical cover and its extent.
- d. Access to academic and other advice services.
- e. Help with finding accommodation - insofar as this is possible - in university halls of residence or any other appropriate off-campus residential property.
- f. The supply of all documents needed to obtain a visa.

4.6- Coordinating the exchange

a. In order to implement and fulfil the aims of this Agreement, the Service Général des Relations Internationales (*General Department for International Relations*) at UJML3 and the Niigata University's *Faculty of Humanities Office* will be given the responsibility for the management of this Exchange Programme.

b. Every year, each University will supply its partner University with all details relating to the academic year, syllabuses for courses and other handbooks as well as any other information students need to make a fully informed choice between the courses they will be able to follow at the Host University.

Article 5: PERSONAL DATA PROTECTION

Given that the Jean Moulin University Lyon 3 is subject to the 2016/679 (EU) Regulation of the European Parliament and Council of 27 April 2016, the Parties agree to comply with the security conditions and measures required for protecting the personal data of any natural person impacted by the implementation of the Agreement hereof.

5.1 Definitions

In respect of the implementation of this Partnership Agreement, the Parties agree to the definitions hereinafter:

- **Personal data protection regulation:** any personal data protection act, law or regulation, and in particular the amended French Data Protection Act (referred to as the "loi relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés") n° 78-17 of 6 January 1978, the 2016/679 (EU) Regulation of 27 April 2016 referred to "GDPR" and the Act on the Protection of Personal Information (Act No. 57 of May 30, 2003);
- **Personal data:** any information directly or indirectly relating to an identified or identifiable natural person (hereinafter referred to as "data subject");
- **Processing:** any operation or set of operations which is performed on personal data or on sets of personal data, whether or not by automated means, such as defined under Article 4.2 of the GDPR;
- **Personal data breach:** a breach of security leading to the accidental or unlawful destruction, loss, alteration, unauthorized disclosure of, or access to, personal data transmitted, stored or otherwise processed.

5.2 General framework for processing operations

In respect of the implementation of the Partnership Agreement between Jean Moulin University Lyon 3 and the Faculty of Humanities and the Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University, data relating to representatives, staff and/or students of both establishments are processed or likely to be processed by both Parties.

Each Party determines individually, as data controller, the means for collecting personal data and the purposes of the personal data processing operations which it implements in respect of the implementation of the Agreement hereof and in compliance with the personal data protection regulation.

5.3 Data processing

Jean Moulin University Lyon 3 collects and processes personal data for the purposes hereinafter:

Set up the conditions of the cooperation and more precisely the conditions of the students and staff-mobility.

The Faculty of Humanities and the Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University collects and processes personal data for the purposes hereinafter:

[LIST]

In Application of art. 46 of the 2016/679 EU Regulation and without an EU adequacy decision concerning Japan, the Faculty of Humanities and the Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University undertakes to implement appropriate guarantees to maintain the confidentiality and integrity of European citizens' personal data that it may be required to process within the context of this agreement.

5.4 Transferring data to third parties

The Parties may be required to disclose all or part of personal data to competent judicial or administrative authorities ("authorized third-party processors") pursuant to applicable law, or in the event of imperative decisions. The Parties undertake to limit the disclosure of personal data to that which is explicitly and restrictively required.

Other third parties may be recipients of this data to ensure the proper implementation of the Agreement hereof.

[LIST THE RECIPIENTS if appropriate]

5.5 General measures

Each Party ensures the other that it will collect personal data fairly and lawfully and will respect the information and the consent obtained from data subjects whenever this consent is required to implement processing.

Each Party declares that it processes the personal data used pursuant to the legal grounds which are enforceable against it.

Each Party undertakes to implement the technical and organizational security measures required for protecting personal data.

Each Party undertakes to retain personal data for a period of time proportionate to fulfilling the purposes for which the data is processed and to take the legal retention periods, which are enforceable against it, into consideration.

5.6 Data subjects' rights

Each Party will notify the other of any request from data subjects to exercise their rights and will undertake to assist each other, without joint financial cost liability, in processing these requests. As such, data subjects may submit their requests indiscriminately to the Data Protection Officer or to any other person duly authorized and appointed in the absence of the Data Protection Officer:

- Pour Jean Moulin University Lyon 3: dpd@univ-lyon3.fr
- For the Faculty of Humanities and the Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University:
gakumu01@human.niigata-u.ac.jp
jimugen@cc.niigata-u.ac.jp

5.7 Data security

Pursuant to Article 46 of the 2016/679 (EU) Regulation and, pursuant to the Act on the Protection of Personal Information (Act No. 57 of May 30, 2003), the Parties undertake to implement guarantees appropriate for preserving the confidentiality and integrity of data subjects' personal data which they may be required to process pursuant to the Agreement hereof.

Each Party will notify the other of any personal data breach without delay and at the latest within 72 hours following the discovery of the aforementioned breach. Each Party also undertakes to assist the other in dealing with this incident. Each Party will bear the cost for its own institution.

Article 6 – DISPUTES

This agreement is governed by the laws of the countries of the Parties; the Parties shall endeavour to resolve any dispute arising out of or in connection with this Agreement through negotiation between each Party's representative (academic coordinator).

If the Parties were not able to solve the dispute this way, then they would be entitled to submit the dispute to the relevant jurisdiction.

Article 7 - TERMINATION OF THE AGREEMENT

In the event of failure by one of the Parties to abide by any one of the terms and conditions set out in this Agreement, the other Party may terminate it by written notice given six months in advance. In this event, all undertakings with respect to the current Agreement shall be honoured for the period originally agreed.

In witness whereof, the Parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language.

For Université Jean-Moulin Lyon 3

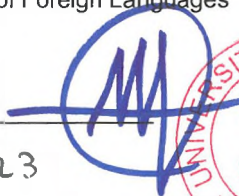
Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet
Professor Eric Carpano
President


Marc BONINCHI



Date: le 10/11/2023

Professor Alessandro Martini
Dean of the Faculty of Foreign Languages



Date: 15/11/23



For the Faculty of Humanities and The Graduate
School of Modern Society and Culture, Niigata
University

Professor Katsuhiro Matsui
Dean of The Faculty of Humanities

Katsuhiro Matsui

22.11.2023

Date:

Professor Ryuichi Hori
Dean of the Graduate School of Modern Society and
Culture

Ryuichi Hori

Date: 22.11.2023

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING
BETWEEN

FACULTY of FOREIGN LANGUAGES
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

AND

THE FACULTY of HUMANITIES and THE GRADUATE SCHOOL of MODERN SOCIETY AND CULTURE,
NIIGATA UNIVERSITY (Japan)

Identification of the parties:

Between

*Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08
Represented by its President, Professor Eric Carpano*

And

*The Faculty of Humanities, Niigata University, a public institution having its registered head offices at 8050 Ikarashi 2-no-cho, Nishi-ku, Niigata, 950-2181, JAPAN
Represented by its Dean, Professor Katsuhiko Matsui*

*The Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University, a public institution having its registered head offices at 8050 Ikarashi 2-no-cho, Nishi-ku, Niigata, 950-2181, JAPAN
Represented by its Dean, Professor Ryuichi Hori*

Having regard to Articles D 123-15 and following of the Code de l'Education (French Education Code)

Article 1: PURPOSE OF THE AGREEMENT

1.1-, Université Jean Moulin Lyon 3 (hereinafter referred to as UJML3) on the one hand, and The Faculty of Humanities and The Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University on the other, hereby agree to promote academic cooperation in the matter of higher education and research in the fields they have in common, under the terms and conditions specified below, with a view to:

- a. Encouraging teaching/research staff exchange visits between the institutions to develop joint research projects.
- b. Furthering the exchange of publications and other sources of academic information.
- c. Promoting other academic activities likely to advance the objectives referred to above, including the exchange of students.

1.2- The two institutions will be able to establish joint courses leading to common qualifications. Details relating to the length of courses, the way teaching is organised, educational and administrative management and financial provisions will be the subject of a specific agreement.

At UJML3, iaelyon school of Management will not be part of the cooperation under this partnership.

Article 2: WORKING METHODS

Exchange teaching/research staff and students shall be subject to the regulations in force with respect to visas and requirements for entry to the country as well as to the Code of Conduct that applies in the host institution.

Moreover, each party shall make every effort to offer suitable ways of accommodating teaching/research staff and students.

Detailed methods for exchanging students as well as financial provisions will be the subject of a specific agreement.

Article 3: TERM OF THE AGREEMENT AND RENEWAL

3.1 This memorandum of understanding abrogates the same signed in 2023. It will take effect as of academic year 2024-2028 and will be valid for a period of **five years**, renewable for an identical period by express agreement, recorded in an amendment required at least 10 months prior to its expiry date.

3.2 Any decision taken jointly or by one of the parties not to renew this agreement shall be notified in writing within the same timescale and must specify the methods according to which the agreement shall cease to have effect. Any undertaking already given shall be abided by until the end of any academic year that may already have started.

Article 4: MODIFICATIONS TO THE AGREEMENT

Any modification to this agreement must be the subject of an amendment recording the agreement of the parties as to its content and the terms and conditions of its implementation.

Article 5: FINANCIAL PROVISIONS

Save by express agreement, the host institution shall not take on any responsibility for expenses incurred by exchange teaching/research staff and students:

- Expenses linked to research projects;
- National and international travelling expenses;
- Accommodation costs;
- Fees, bursaries (scholarships) and other expenses.

The host institution may require teaching/research staff and students to pay extra fees corresponding to additional services.

Article 6: PROTECTION OF PERSONAL DATA

The parties hereby agree to hold confidential all personal data as communicated for the purpose of the activities object of the cooperation agreement. The parties will ensure to obtain from concerned teaching/research staff and exchange students prior authorization to communicate their personal data to the partner institution.

The parties will ensure to hold available personal data within a reasonable time scale and no longer than required for the purpose of activities object of the cooperation agreement.

Article 7: TERMINATION

In the event of failure by one of the parties to abide by any one of the terms and conditions set out in this agreement, the other party may terminate it by written notice given six months in advance. In this event, all undertakings with respect to the current Memorandum shall be honoured for the period originally agreed.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language.

For Université Jean-Moulin Lyon 3

For the Faculty of Humanities and The Graduate School of Modern Society and Culture, Niigata University

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet

Professor Eric Carpano
President

Professor Katsuhiro Matsui
Dean of The Faculty of Humanities

Date :

Date :

le 10/11/2023

22.11.2023

Professor Alessandro Martini
Dean of the Faculty of Foreign Languages

Professor Ryuichi Hori
Dean of the Graduate School of Modern Society and Culture

Date:

Date:

15/11/23

22.11.2023



Addendum No. 1
to the Memorandum of Understanding and Student Exchange Agreement
BETWEEN
THAMMASAT UNIVERSITY (Bangkok, Thailand)
AND
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

Between the signatories:

Thammasat University, a public university having its registered head offices at 2 Prachan road, Bangkok 10200 Thailand

Represented by its Rector of the University, Associate Professor Gasinee Witoonchart

On the one hand,

And

University Jean-Moulin Lyon 3, a public, scientific, cultural and professional institution having its registered Head Offices at 1, rue de l'Université, 69008 Lyon,

Represented by its President, Professor Eric Carpano,

On the other hand,

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

Article 1:

The Memorandum of Understanding and Student Exchange Agreement drawn up in 24th May, 2019 between the above-mentioned parties are renewed for a 5-year period starting as of 24th of November, 2023.

Article 2:

All articles of the Memorandum of Understanding and Student Exchange Agreement remain unchanged.

Article 3:

This Addendum is drawn up in two original copies in the English language.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

For Thammasat University

G. Witoonchart

Associate Professor Gasinee Witoonchart
Rector



Date:

15 JAN 2024

For Université Jean-Moulin Lyon 3

Professor Eric Carpano
President



Date:

15.12.23



WASEDA University

**Amendment to the partnership agreement
BETWEEN
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)
AND
Waseda University (Japan)**

Between the signatories:

On the one hand,

University Jean Moulin Lyon 3, a public, scientific, cultural, and professional institution
Having its registered Head Offices at 1, rue de l'Université, 69007 Lyon.
Represented by its President, Professor Eric Carpano.

And

On the other hand,

Waseda University, a private, scientific, cultural, and professional institution
Having its registered Head Offices at Totsukamachi 1-104, Shinjuku-ku, Tokyo.
Represented by its President, Aiji Tanaka.

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

Article 1:

University Jean Moulin Lyon 3 and Waseda University, having reviewed the mobility flows of students, both agree to exchange each year up to 5 students either undergraduate or graduate.

The period of study for an exchange will be one or two semester(s). One student staying for one academic year may be replaced by two students staying separately for one semester each.

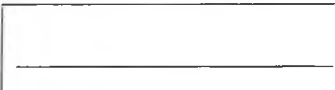

Article 2:

The agreement signed at Jean Moulin Lyon3 University between the above-mentioned parties is identically renewed for 5 years, for the period from the date of the signing.

This Amendment will become a part of and be attached to the original agreement signed on 2019. All other articles of the agreement remain unchanged.

Article 3:

This Agreement is entered into force from the date of signature. In witness whereof, the parties below have entered their signatures.

For Waseda University	For Université Jean-Moulin Lyon 3
	
Aiji Tanaka President	Professor Eric Carpano President
Date:	Date: 20.12.23